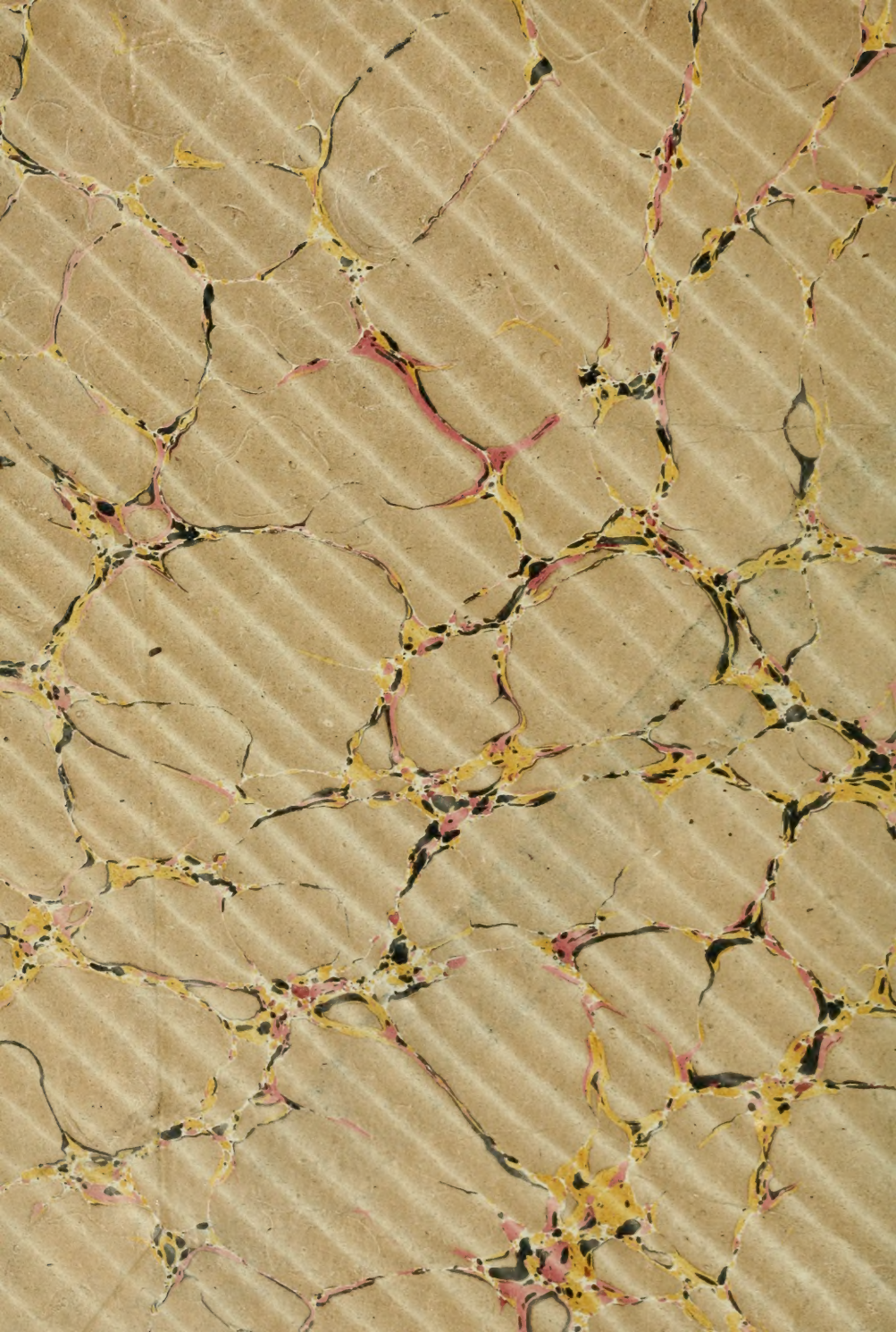


U d'of OTTAWA



39003002983335



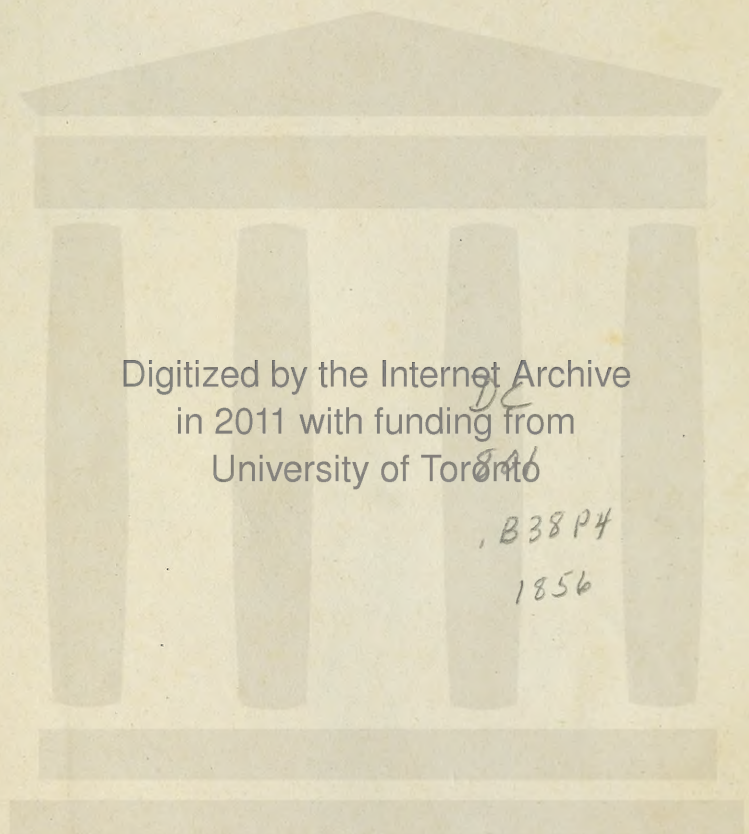






11: 47- D-4

150



Digitized by the Internet Archive  
in 2011 with funding from  
University of Toronto

B38P4

1856



# MÉMOIRES

DE LA SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES

DE BAYEUX.

---

## BAYEUX

A LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Par M. PEZET,

OFFICIER DE L'ORDRE IMPÉRIAL DE LA LÉGION D'HONNEUR, PRÉSIDENT  
DU TRIBUNAL CIVIL DE BAYEUX, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,  
SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE BAYEUX, MEMBRE  
DU CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS, ETC.

---

Grâces à l'impulsion donnée depuis quelques années aux études des temps passés, on a secoué la poussière qui couvrait dans les bibliothèques et les archives les chroniques et les vieilles chartes; les ruines et les monuments encore debout ont cessé d'être de muets témoins.

C'est pour apporter ma pierre à la reconstruction de l'ancienne civilisation normande que j'ai publié successivement (1) les ESSAIS HISTORIQUES SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS LE BESSIN, une notice sur le poème de LA CHAPELLE DE BAÏEX, et LES BARONS DE CREULLY, cherchant ainsi à retracer les événements politiques, judiciaires et militaires dont notre contrée a été le théâtre dans les siècles reculés.

Bientôt les temps modernes seront ceux que nous connais-

(1) V. les Mémoires de la Société de Bayeux. 1846—1850—1853.



trons le moins. L'esprit de l'homme est tellement oublieux, qu'encore bien que nous soyons dominés dans tous les actes de notre vie politique et de notre vie civile par les institutions qui durent l'existence aux luttes de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qu'on est convenu d'appeler les principes de 1789, il semble que les événements de cette époque soient déjà pour nous une chose lointaine, tant il est vrai que les passions populaires, si violentes qu'elles soient, laissent souvent après elles peu de traces !

« Tout homme », a dit un spirituel écrivain, « doit au moins se souvenir de ce qui s'est passé avant lui dans le pays qu'il habite <sup>(1)</sup>. »

J'ai donc essayé de faire pour le passé le plus récent, celui qui précède immédiatement le temps où nous vivons, ce que j'avais tenté pour les époques plus éloignées de notre histoire locale.

Je ne me suis point dissimulé combien il est périlleux de toucher à ce passé qui n'est pas complètement muré. Toutefois je ne m'en suis point effrayé, résolu que je suis à repousser tout ce qui ressemblerait au scandale, et à demander aux souvenirs que j'évoque non des récriminations, mais des enseignements utiles aux générations qui viennent à leur tour occuper la scène de la vie.

Mon désir est d'être sobre de noms propres et de m'occuper beaucoup plus des faits que des hommes. Dans le flot des événements qui se pressent pendant une révolution, les hommes, vus à une certaine distance, disparaissent, et ne sont plus que les instruments obscurs de ces grandes manifestations de la Providence. Il faut d'ailleurs savoir tenir compte aux esprits

(<sup>1</sup>) St<sup>e</sup> Beuve.

égarés, de ce courant rapide des idées dominantes qui, souvent, entraîne involontairement bien au-delà du but, — de cette pente sur laquelle on glisse trop aisément d'une résistance en apparence légitime au tumulte de l'insurrection, et ensuite aux désordres de l'anarchie.

Sur le théâtre plus restreint de la province le spectacle des passions qui agitent la capitale se produit avec les mêmes caractères; les affections, les haines, les violences des partis y passent par les mêmes phases, et y jettent quelquefois une lueur d'autant plus vive que le théâtre est plus étroit. Mais si l'histoire générale recueille les événements qui se passent au grand foyer du mouvement révolutionnaire, il n'en est pas ainsi de ceux qui se produisent au loin. Les traditions locales en conservent seules la mémoire, et chaque jour voit s'altérer, s'affaiblir, ou même s'effacer complètement les souvenirs et les documents historiques qui en restent encore.

Lors de la révolution de 1789 toutes les provinces subirent le contrecoup de Paris. La secousse fut plus violente dans certaines villes dont les passions et les intérêts étaient plus ou moins mis en jeu ou par des espérances ou par des regrets.

BAYEUX, ville épiscopale, habitée par un clergé non moins riche que nombreux, — par une noblesse que distinguaient son opulence et ses illustrations, — par une bourgeoisie que rendaient influente une aisance généralement répandue, les charges qu'elle occupait, ses emplois et ses lumières, animée d'ailleurs par le souffle de l'esprit philosophique, — était dans une position exceptionnelle pour ressentir le choc de cette époque orageuse. Les événements que cette ville a traversés offrent donc un intérêt particulier à l'étude du grand mouvement politique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.



Je ne me suis point imposé la tâche au-dessus de mes forces d'en écrire l'histoire, j'ai voulu seulement présenter le tableau des diverses scènes de la vie politique de Bayeux dans cette période qui vit renverser ou transformer toutes ses institutions.

En pénétrant dans cette étude, je n'ai pas tardé à reconnaître que la figure historique du général Félix de WIMPFFEN planait sur l'histoire de Bayeux, surtout au début de ces temps agités, que sa vie était encadrée, pour ainsi dire, dans la vie politique de ce pays, et qu'il était à peu près impossible d'écrire l'une sans la confondre avec l'autre.

Le camp de Vaussieux, le passage de Louis XVI, le mouvement électoral de 1789 qui ouvrit au baron de Wimpffen la carrière politique, le rôle qu'il joua aux Etats généraux et à l'Assemblée constituante, la part qu'il prit à toutes les mesures qui rejaillirent plus ou moins directement sur Bayeux, la défense de Thionville qui devint l'objet d'attaques qui le poursuivirent jusques parmi ses concitoyens, le commandement en chef de l'armée des côtes de la Manche, l'arrestation à Bayeux de deux représentants de la Convention, les liaisons du Général avec les Girondins, la direction de la résistance armée du Calvados contre la Montagne, les persécutions auxquelles l'insuccès le mit en butte, toutes ces scènes qui précédèrent ou accompagnèrent la Révolution dans notre contrée, ont associé son nom à tous ces souvenirs historiques.

Je n'ai donc pas cru pouvoir désunir sa vie et cette histoire.

Afin de mieux faire connaître l'influence de cette grande époque sur les esprits, et de la prendre pour ainsi dire

v

sur le fait, je citerai beaucoup de pièces inédites, oubliées, ou perdues dans des archives et des recueils ignorés ou difficiles à trouver. Au lieu de les réunir sous le titre de *Pièces justificatives*, j'ai préféré les insérer dans le récit des faits. Cette méthode fera gagner à ces études en clarté et en intérêt ce qu'elles pourront perdre en concision et en brièveté. C'est d'une part laisser parler à ma place des pages qui ont leur prix, c'est d'autre part mieux conserver la couleur locale. On ne connaîtrait pas, en effet, ces jours de surexcitation morale et de fébrile énergie, on pourrait douter de la véracité des récits si l'on n'avait pas sous les yeux, dans leur texte même, le style et les images qui caractérisent le langage de ce temps, cette pompe de mots exprimant quelquefois de nobles sentiments, mais trop souvent vides de sens ou voilant l'absurdité, la folie ou le crime.

Ces Etudes n'ont plus d'utilité, dira-t-on peut-être; les lumières sont trop universellement répandues de nos jours, la civilisation trop avancée, les mœurs publiques et privées trop adoucies pour que les excès révolutionnaires soient désormais à redouter. Les événements récents se sont chargés de donner un démenti à ces illusions et conseillent à la société de ne pas s'endormir dans une sécurité qui pourrait être trompeuse.

Quoiqu'il soit assez général de croire que l'expérience des pères soit perdue pour les enfants, il n'en est pas moins vrai qu'en politique comme en affaires il y a toujours prudence à se souvenir. Le moyen le plus efficace de prévenir les erreurs et les fautes du lendemain, c'est de se rappeler les erreurs et les fautes de la veille, et d'avoir surtout sous les yeux leur châtiement.

Je n'ai point dépassé les vingt-cinq dernières années du



xviii<sup>e</sup> siècle, — *grande mortalis ævi spatium*, — et je me suis arrêté à l'année 1800, à l'époque réparatrice et glorieuse du Consulat. C'est avoir mis près de soixante ans d'intervalle entre les événements que je raconte et l'époque où j'écris. La vie est assez courte pour qu'à cette distance peu de contemporains, encore vivants, puissent s'applaudir ou s'offenser de mes récits.







LE GÉNÉRAL FÉLIX DE WIMPFEN.

# CHAPITRE I<sup>er</sup>.

---

## LE BARON FÉLIX DE WIMPFEN.

### I.

Considérations générales. — Famille. — Éducation. — Entrée au régiment de Deux-Ponts. — Grade de capitaine au régiment de la Mark.

Les luttes religieuses que le xvi<sup>e</sup> siècle avait soulevées dans la ville de BAYEUX et qui l'avaient couverte de ruines, ne laissaient plus de traces ; à peine la guerre de la Ligue y avait été signalée par quelques conflits : celle de la Fronde n'y avait causé qu'une émotion légère dont ne s'étaient ressentis ni l'ordre, ni l'abondance, ni la sécurité du pays. Le long et glorieux règne de Louis XIV qui avait succédé à ces agitations s'était écoulé dans le calme qui accompagne l'exercice d'une autorité forte et incontestée.

La première moitié du xvm<sup>e</sup> siècle vit tout à la fois les



désordres du règne de Louis XV, et le commencement d'une réaction passionnée contre les institutions du passé. La littérature, écho des idées philosophiques, s'emparant de toutes les questions politiques et sociales, et les agitant avec plus d'audace que de prudence, vint remuer les esprits sous le prétexte de les éclairer. Ce fut alors que les Parlements s'engagèrent contre l'autorité royale dans une lutte sourde d'abord, et bientôt éclatante. Louis XV crut, en les frappant, restaurer le pouvoir ébranlé par eux, et la ville de Bayeux vit s'élever dans son sein, en 1771, un CONSEIL SUPÉRIEUR sur les ruines du Parlement de Normandie.

J'ai raconté ailleurs <sup>(1)</sup> cette révolution judiciaire dont les résultats pouvaient être immenses pour cette ville, érigée tout-à-coup en ville de premier rang, et où ne s'était point entièrement effacé le souvenir de l'établissement parlementaire des GRANDS JOURS de 1540 <sup>(2)</sup>. Ce grave événement marqua pour elle d'une manière notable les débuts de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, et il aurait exercé sans doute une influence incalculable sur sa prospérité si cette institution fût devenue permanente. Mais à son avènement à la couronne Louis XVI, entraîné par le courant de l'opinion publique, rappela les Parlements, et Bayeux qui, du reste, avait accueilli sans transports le nouvel établissement judiciaire, par un aveuglement que la passion politique peut seule expliquer, le vit tomber avec enthousiasme. Toutefois la physionomie générale de la ville, ses habitudes de société, ses mœurs publiques et privées conservèrent de ce Parlement au petit pied qui y siégea pendant trois années, une empreinte qui ne s'est jamais effacée.

On put reconnaître déjà les premiers signes de la tempête qui grondait contre la monarchie. La guerre d'Amérique qui montra les drapeaux du roi de France marchant au secours

<sup>(1)</sup> *Essais sur l'administration de la justice dans le Bessin*. Par M. Pezet. — P. 217 à 251.

<sup>(2)</sup> *Id.* P. 134 à 146.

de républicains insurgés, les épisodes de cette guerre donnant un nouvel essor aux idées modernes, annonçaient que la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle verrait s'ouvrir l'arène où les intérêts du passé combattant contre les passions novatrices du présent se livreraient de rudes chocs.

Avant de retracer la part que prit la ville de Bayeux à cette commotion qui, comme un vent d'orage, balaya les institutions séculaires qui faisaient son éclat et sa richesse, nous consacrerons ces premières pages à l'histoire de la famille et de la carrière militaire et politique du général de Wimpfen, dont le nom figurera souvent dans ces récits.

Cette investigation rétrospective a un caractère d'utilité historique; car si les événements influent sur la destinée des hommes, les hommes à leur tour donnent aux événements leur caractère et leur impulsion. Nul homme politique ne peut d'ailleurs s'isoler des circonstances de sa naissance, de son origine, de son éducation; elles pèsent sur sa destinée ou la lui rendent légère. L'histoire des familles ressemble à celle des peuples qu'on ne peut séparer de ce qui les a précédés.

Le général de Wimpfen, ainsi qu'on aura l'occasion de le remarquer, imbu des idées aristocratiques, quoique indulgent pour les idées réformatrices, n'échappa point dans le cours de sa carrière à cette lutte du sang contre l'opinion qui expliquera plus d'une contradiction apparente de sa vie.

Félix-Louis de WIMPFFEN naquit le 5 novembre 1744 à Minfeld, ou Minfelden, petite ville d'Alsace, sur l'Otterbach, dépendant du diocèse de Spire.

Quoique l'Alsace eût été réunie à la France par le traité de Munster en 1648, et que par celui de Nimègue, en 1679,



le droit de la souveraineté fût, sans réserves, attribué au Roi, les Princes et les Evêques d'Outre-Rhin avaient conservé sur cette province des droits et des possessions qui, jusqu'à la Révolution, lui maintinrent son ancienne physionomie allemande. C'est ainsi que Minfelden, ville située en Alsace, n'en était pas moins une dépendance de l'évêché de Spire, situé hors France, de l'autre côté du Rhin.

La famille de Wimpfen était fort ancienne. Elle tirait son origine d'une petite ville impériale d'Allemagne, sur le Necker, dont elle avait pris le nom, *Wimpfen*. Son nom originaire paraît être *Heereman*. Elle faisait remonter son illustration et sa noblesse à Sigismond Heereman qui s'était signalé par sa bravoure et ses vertus guerrières dans les campagnes que l'empereur Charles IV avait faites en Italie. Il avait mérité d'être créé en 1373 *chevalier de l'Empire Germanique*. Ce fut lui qui le premier de sa famille prit le titre de *BARON*. Il mourut à Prague vingt ans après, dans les dernières années du *xiv<sup>e</sup>* siècle.

Sigismond Heereman avait eu plusieurs fils qui s'établirent dans les diverses contrées de l'Allemagne, en Souabe, en Franconie, dans le Palatinat, en Alsace, et qui servirent à différents titres les Princes de ces Etats. Pendant les troubles religieux excités par le protestantisme, une branche de cette famille embrassa le luthérianisme ; l'autre branche, celle à laquelle appartenait Félix-Louis, resta fidèle à la foi de ses pères, dans cette Allemagne même où la réforme était née. L'un des arrière petit-fils de Sigismond, Jean de Wimpfen, s'était établi dans la préfecture provinciale de Haguenau où il gérait la charge de *Stettmestre*, fonction équivalente à celle des échevins de nos anciennes cités.

Une certaine importance était attachée à cette fonction héréditaire, parce que Haguenau étant une ville *libre et impériale*, formant comme Strasbourg une petite république ad-

ministérée par elle-même, jouissait de la supériorité territoriale, et avait *voix et séance* à la Diète pour l'élection de l'Empereur d'Allemagne.

Les fils de Jean conservèrent cette charge héréditairement pendant plusieurs générations, et l'aïeul de Louis-Félix y joignit le titre également héréditaire de *Conseiller et grand bailli de Guttemberg*, qu'il résigna en 1719, vu son grand âge et ses infirmités à son fils Jean-Georges, à l'occasion du mariage de celui-ci.

Ce Jean-Georges de Wimpfen fut le père de Félix-Louis. Il avait épousé en 1720 Dorothee-Mazille de Fouquerolles. Au titre héréditaire de grand bailli de Guttemberg, vint s'ajouter celui de gentilhomme du roi de Pologne, Stanislas I<sup>er</sup>. Son mariage fut fécond, car il en naquit dix-huit enfants dont sept fils. Plusieurs des filles entrèrent dans des couvents. L'une d'elles, sœur du général de Wimpfen, épousa en 1749 Philippe-François de la Tour-Foissac, capitaine au régiment d'Alsace, d'une ancienne famille de Guyenne, et fut l'aïeule du général la Tour-Foissac, ancien officier-général de la garde royale, dont le nom consacré par la mission honorable que près de descendre du trône Charles X lui donna par sa lettre d'abdication, est légué désormais à l'histoire <sup>(1)</sup>.

Les sept fils suivirent diverses carrières ; l'un d'eux devint chambellan du duc de Deux-Ponts ; un autre chanoine de l'église de Wissembourg ; un troisième, colonel au service de l'empereur d'Allemagne, fut en même temps chambellan de S. A. E. le duc de Wurtemberg, et enrichi par ce dernier *pour les fidèles et utiles services rendus au Seigneur-Duc*

(1) Je charge le lieutenant-général vicomte de Foissac-Latour de vous remettre cette lettre. Il a ordre de s'entendre avec vous pour les arrangements à prendre en faveur des personnes qui m'ont accompagné, ainsi que pour les arrangements convenables pour ce qui me concerne et le reste de ma famille.—*Lettre du roi Charles X au duc d'Orléans*.—Le vicomte de Latour-Foissac est mort dans la retraite au mois de mars 1855.

par la famille du baron de Wimpfen <sup>(1)</sup>.

Quatre autres fils entrèrent au service de France, se montrèrent dignes d'un glorieux avancement, et chose peut-être sans exemple dans les fastes de nos familles militaires ! on les retrouve au moment de la Révolution tous les quatre officiers-généraux dans les armées françaises <sup>(2)</sup>.

Il vint un moment où les deux aînés des frères de Wimpfen, Stanislas-Gustave-Louis, chambellan du duc de Deux-Ponts, et Pierre-Christian, commandeur de l'ordre de Saint-Louis et colonel commandant du régiment d'infanterie allemande de La Marck au service de la France, crurent de leur intérêt et de celui de leur famille de réclamer un privilège, qu'ils avaient jusques-là négligé, celui de se faire incorporer à la noblesse *franche et immédiate de l'Empire*.

Ce privilège consacré par les anciens empereurs d'Allemagne et confirmé par Louis XIV après la réunion de l'Alsace à la France, consistait à former, dans l'ordre de la noblesse, une classe à part dont les membres avaient le droit héréditaire d'être *Barons*, et celui de se faire décorer du titre d'*Illustres*.

Pour obtenir cette immatriculation il fallait prouver *cinq* degrés de noblesse y compris celui du postulant, et faute de cette série de degrés, nul, quel que fût l'éclat de ses services, ne pouvait faire partie de cette *illustre* chevalerie.

La famille de Wimpfen obtint cette incorporation, et le Directeur de la noblesse de la Basse-Alsace écrivait au frère aîné le 19 octobre 1781 : « Vos titres tant ceux que vous

(1) Acte de donation du duc de Wurtemberg du 24 décembre 1763.

(2) On comptait aussi un Louis de Wimpfen, maréchal-de-camp au service d'Espagne, qui prit part à la bataille de Victoria. — Aujourd'hui même un général de Wimpfen, commandant en Crimée une brigade française, était au siège de Sébastopol. Un autre sert dans les troupes autrichiennes ; un autre enfin, le général Dagobert de Wimpfen, est mort il y a peu d'années en retraite, après avoir commandé le département de l'Orne.



» avez produits pour les preuves de noblesse que pour constater une filiation suivie ont été avec justice trouvés les uns et les autres dans la plus grande règle et plus que suffisants pour satisfaire au désir de nos réglemens <sup>(1)</sup> ».

Appartenant à une famille comptée parmi les plus distinguées de l'Alsace, et dans un pays comme la France, où avant la Révolution la noblesse était, sinon le seul, au moins le premier des titres à l'avancement, Félix-Louis de Wimpfen aurait pu, au besoin, se dispenser de gagner ses grades au tranchant du sabre.

Mais à peine eut-il passé quelques années dans la maison paternelle qu'à l'exemple de ses frères Félix-Louis dut la quitter. Il avait à peine onze ans lorsqu'il abandonna le foyer domestique. Accueilli par le duc de Deux-Ponts, Chrétien IV, protecteur de sa famille, qui levait un régiment pour la France, il fut nommé *Enseigne* et entra de suite en activité.

Il avait reçu dès sa plus tendre enfance cette éducation sévère et tyrannique particulière à l'Allemagne, qui avait laissé une trace profonde dans ses souvenirs, et dont il fait ainsi le

(1) Ces titres d'ailleurs avaient déjà été visés dans des lettres-patentes expédiées le 13 novembre 1658 par l'empereur Léopold. Par ces lettres écrites dans le style redondant des chancelleries allemandes, les anciens services de la famille de Wimpfen sont relevés, et ceux surtout de Jean-Frédéric sont signalés comme rendus en qualité de lieutenant-général tant au service des Empereurs qu'à celui du roi d'Espagne, « dans toutes les occasions de batailles, escarmouches, sièges, conquêtes et prises de célèbres forteresses, au risque de sa vie, et avec une valeur qui non-seulement lui fait personnellement honneur, mais qui peut encore être citée comme un modèle à tous les braves militaires » ; et pour le récompenser ainsi que son frère Jean-Thierry, l'Empereur ordonne : « qu'eux et leurs descendants légitimes des deux sexes à perpétuité soient tenus et reconnus pour véritables *chevaliers libres* de l'Empire et aptes à paraître aux tournois, en tous temps, et en tous lieux, en toutes affaires tant ecclésiastiques que séculières,.... et à jouir de tous honneurs et dignités dans toutes affaires honorables et chevaleresques, en tous combats à outrance, assauts, tournois, tiris chevaleresques, campagnes de guerre, camps, etc. »

tableau dans un mémoire dont nous aurons plus tard l'occasion de parler :

- « Suivez encore aujourd'hui (*écrivait-il en 1783*) l'éducation allemande.
- » Vous y trouvez cet ancien esprit de roideur et de force. L'Allemand dans son enfance n'est repris que d'un ton dur, et puni que par des coups. Il
- » n'ose proférer un mot devant son père qu'après qu'il a reçu la permission
- » ou l'ordre de parler. Il suce enfin avec le lait le respect pour l'autorité et
- » l'obéissance passive. Aussi est-il silencieux, méditatif, rigide observateur de la règle et des lois ; aussi avec un jugement droit, tient-il fortement aux préjugés de ses pères. »

Cette éducation plia de bonne heure le jeune Félix-Louis au joug de la règle et de la discipline et lui prépara sans doute les succès de sa carrière militaire. Il aimait à raconter qu'en le quittant au seuil de la maison paternelle son père lui donna un petit cheval, mit dix écus dans sa poche, et lui dit en l'embrassant et pour dernier adieu : Mon fils, Dieu, l'honneur et la vertu ! que ces trois mots te soient toujours sacrés ! (1)

A ce caractère soumis et observateur dû à l'éducation allemande se joignait chez le jeune Félix-Louis un esprit sain, réfléchi, studieux, un goût ardent pour le travail secondé par une vaste mémoire et un sentiment légitime d'ambition. Jeté si jeune dans la vie des camps, il n'avait pu suivre celle des écoles, et ce fut sous la tente, dans les garnisons ou dans les rares loisirs des expéditions militaires si variées auxquelles il prit part, qu'il apprit à former son instruction et son style. On verra bientôt qu'il écrivait avec la même facilité que s'il avait reçu dès son enfance le don d'une éducation soignée, et qu'il possédait ces connaissances étendues et diverses qui révèlent la lecture et l'étude des auteurs classiques.

Le régiment du duc de Deux-Ponts dans lequel il était entré était alors employé à la guerre de Sept Ans, de sorte

(1) *Cornelius nepos français*. An xii. 2<sup>e</sup> partie.

que ce fut sous le drapeau français qu'il fit ses premières campagnes. Il passa bientôt de ce régiment dans un autre régiment allemand, celui de La Marck, également au service de la France, avec le grade de capitaine. A l'âge de seize ans, il avait déjà fait trois campagnes<sup>(1)</sup>. Ce régiment fut envoyé en 1768 à l'expédition contre la Corse.

## II.

Campagne de Corse.—Motifs de la guerre.—Le capitaine de Wimpfen à Patrimonio.—Grade de chef de bataillon de volontaires. — Combat de Ponte-Nuovo.—Grade de lieutenant-colonel du régiment de La Marck.—Croix de Saint-Louis.—Mémoire sur la Corse.

La guerre qui s'était prolongée depuis plus de trente ans, avec des chances diverses, entre la Corse et Gènes, avait amené cette République à prendre un parti désespéré. Par un traité du mois de juillet 1768 elle vendit la Corse à la France par le prix de deux millions. Cette vente était une injustice. Les Génois n'avaient pas le droit de vendre ni la France celui d'acheter un sol dont les premiers étaient chassés depuis trente ans et une nation que son courage avait rendue libre. L'illustre Paoli réclama en vain contre un pacte qui disposait de son pays sans le consulter, et employa à lui conserver sa liberté toutes ses ressources et son énergie.

La France avait un grand intérêt à la souveraineté de cette

(2) Acte ministériel du 12 fructidor an VII.



île. Assez puissante pour achever de la civiliser, pour la peupler, la défricher, y faire fleurir le commerce, l'agriculture et les arts, cette possession devait ajouter à sa richesse. Elle pouvait être destinée un jour à devenir d'un grand avantage en cas de démêlés avec l'Italie.

Le duc de Choiseul résolut donc de faire prévaloir ce traité par les armes, et au mois de mai 1768 le marquis de Chauvelin, ayant Dumouriez pour aide-maréchal-des-logis, fut nommé commandant d'une armée destinée à débarquer en Corse pour assurer par la victoire l'exécution du traité. Cette armée dont faisait partie le régiment de La Marck où Félix de Wimpfen servait en qualité de capitaine, s'élevait de 5 à 6,000 hommes et débarqua au mois d'août.

Le marquis de Chauvelin qui n'avait point fait la guerre depuis longtemps, et avait passé sa vie à la cour, n'avait ni l'habitude ni la connaissance des choses militaires.

Entouré de jeunes gens ardents, inexpérimentés et présomptueux, ses dispositions furent mal prises : les Français dispersés sur des lignes trop étendues et divisés se trouvaient faibles partout. Ils furent battus successivement et en détail. Leur camp fut forcé à la suite d'une attaque opiniâtre de dix heures, et Borgo, où ils s'étaient fortifiés, fut enlevé sous les yeux du général en chef <sup>(1)</sup>. Paoli fut admirable d'énergie et de courage, et son crédit s'augmenta par ce brillant succès.

A la nouvelle de cet échec le marquis de Chauvelin fut rappelé, et le commandement passa à M. de Marbeuf, qui proposa à Paoli, malgré l'avis de Dumouriez et du comte de Narbonne, une suspension d'armes, <sup>(1)</sup> de part et d'autre assez mal exécutée.

Les Corses en effet avaient organisé une conspiration habilement préméditée. Il ne s'agissait de rien moins que d'attaquer

<sup>(1)</sup> Le 5 septembre 1768.

à la fois tous les quartiers des Français, et de faire égorger par leurs hôtes six bataillons qui sur la foi de la convention hivernaient à Oletta. Ce dernier mode de destruction qui sympathisait à merveille avec les mœurs corses échoua ; mais il n'en fut pas de même de l'attaque générale. Le bataillon du régiment de La Marck dont faisait partie le capitaine de Wimpfen, était campé à Patrimonio. Il fut subitement surpris, enlevé et fait prisonnier. Heureusement il fut bientôt repris et attendit impatiemment le moment de se venger à son tour. Cette surprise de quartiers d'hiver et cet enlèvement du bataillon de La Marck furent considérés comme un coup des plus hardis et des plus heureux.

Le duc de Choiseul voulut réparer avec vigueur l'affront fait à nos armes. Aux vingt-deux bataillons qui composaient l'armée confiée au marquis de Chauvelin, il en ajouta vingt autres, et le commandement de toutes ces troupes, formant 22,000 hommes, fut donné au comte de Vaux, lieutenant-général, qui débarqua à Sanfiorenzo le 2 avril 1769.

On ne pouvait faire un meilleur choix. Le comte de Vaux était observateur zélé de la discipline, sévère, mais juste.

L'un de ses premiers soins fut, après avoir rétabli l'ordre dans cette armée, d'organiser des compagnies de volontaires choisis parmi les meilleurs officiers et soldats de chaque régiment, capables de faire la guerre de montagnes, moins variée, mais plus rude que celle du pays de plaines. Le jeune capitaine Félix de Wimpfen fut placé à la tête d'un de ces bataillons de volontaires et c'est avec cette troupe d'élite et comme chef de bataillon qu'il fit la nouvelle campagne de 1769, sous les ordres et sous les yeux d'un chef de formes et de vertus antiques.

Les moyens dont disposait le général de Vaux étaient tel-

(<sup>1</sup>) Mémoires de Dumouriez. T. I. ch. iv.

lement puissants que la résistance ne put être longue. Les Corses se battaient bien, mais partout ils étaient en nombre trop inférieur.

Le général de Viomesnil, à la tête de ces 800 volontaires, réputés les plus braves, eut une brillante affaire sur le sommet de la montagne qui dominait l'abbaye de Merosaglia dans laquelle Paoli se reposait, et où il faillit être prisonnier. Mais le plus grave et le seul sanglant combat fut celui du 5 mai à Monte-Nuovo où les Corses ardents à l'attaque et intrépides jusqu'à la témérité, surprirent les volontaires commandés par de Wimpfen et culbutèrent trois bataillons de grenadiers qui venaient les secourir. Bientôt ces troupes reprirent l'offensive, manœuvrèrent de manière à placer les Corses, qui n'étaient que 1,500, entre deux feux, les chassèrent de leur position, les culbutèrent, et de ces braves plus d'un tiers périt ou se noya dans la fuite ou la retraite (\*).

Après cette défaite Paoli, sans espérance, quitta la Corse et passa en Angleterre, laissant dans le monde le bruit glorieux de son nom, et devenant dans sa patrie l'objet d'un culte qui se confondait avec celui de l'indépendance et de la liberté.

Ce fut le duc de Lauzun, devenu plus tard le général républicain Biron, qui vint donner au roi Louis XV les détails de la conquête de la Corse et lui proposer les avancements et les décorations mérités par ceux qui en avaient assuré le succès. A la tête de ses volontaires d'élite, le chef de bataillon de Wimpfen avait pris une grande part à ces divers combats. Sa valeur et ses qualités militaires avaient été remarquées de ses chefs. La *Croix de Saint-Louis* et le grade de *Lieutenant-colonel* dans le même régiment où il avait combattu, en furent la récompense.

(\*) Napoléon Bonaparte naquit cette année même, le 16 août 1769, quelques jours après le combat de Ponte-Nuovo, qui fut le dernier.



Pour rendre durable la conquête d'un pays dont les habitants pleins de courage et d'audace ont adopté cette loi que Sénèque leur reprochait déjà de son temps : *prima est ulcisci lex*, il fallait bien laisser quelques troupes d'occupation.

Le régiment de La Marck commandé par le lieutenant-colonel de Wimpfen, fit partie de ces troupes qui restèrent sous le commandement du général comte de Marbeuf.

Ce séjour ne fut point inutile au baron de Wimpfen. Il mit à profit pour son instruction les loisirs du repos. Son temps fut employé à étudier les mœurs, l'esprit de ce peuple et le parti que le gouvernement pourrait tirer de sa conquête. De la même main avec laquelle il avait gagné sa croix et son grade il écrivit un mémoire, fruit de ses observations, qu'il intitula : *Aperçu d'un projet sur l'île de Corse*, et que plus tard il adressa à M. le duc de Nivernais.

Ce mémoire est trop long pour être publié en entier. D'ailleurs il a perdu aujourd'hui l'intérêt d'actualité qu'il pouvait inspirer. Il est bon cependant d'en donner un extrait, parce que ce premier mémoire reflète déjà le caractère plein de vigueur et de ressort qu'offrira la carrière du baron de Wimpfen.

Il commence ainsi :

« César disait de Pompée : *Ce général sait battre, mais il ne sait pas vaincre*. J'applique cette profonde pensée à un gouvernement qui épuise ses ressources pour arracher la victoire et s'endort sur ses conquêtes. »

« Je cherche vainement dans les annales de ce siècle l'avantage que la France a retiré de tant de sanglantes guerres, je n'y trouve que les noms de quelques généraux célèbres. Cependant la raison et l'humanité crient d'une commune voix : L'art de la guerre est un art réciproquement destructeur quand la sage et prévoyante politique n'éclaire point sa marche, et ne suit point ses triomphes. »

« Je dis ceci à propos de l'île de Corse dont la conquête a coûté si cher et qu'on néglige si fort que l'on ne s'occupe pas seulement de s'en assurer, et dont cependant on pourrait faire une des plus florissantes provinces.

C'est de ces deux objets que je vais m'occuper.»

L'auteur examine le caractère du Corse qu'il peint perfide, inconséquent, paresseux.

« A quoi, *dit-il*, doit-on s'attendre d'un peuple qui a successivement trompé ses différents souverains ? Lorsqu'à la première guerre en Allemagne on se trouvera obligé de dégarnir les pays méridionaux, n'est-il pas évident que l'Angleterre y fomentera une révolte, lui enverra des secours d'argent, d'armes et de munitions, et peut-être même d'officiers et de troupes ? Ne se repentira-t-on pas alors d'y avoir levé, armé, discipliné, un levain d'ennemis, sous le nom de *Régiment provincial Corse*, qui deviendra aussitôt le point d'appui et d'encouragement des révoltés. »

En conséquence le lieutenant-colonel de Wimpfen propose la suppression de ce régiment, son incorporation dans des régiments français, et son remplacement par des régiments allemands sous le nom de *Corps germanique*.

« Ce corps aura la faculté d'acheter ou de prendre à bail emphytéotique des terrains pour les défricher. Il paiera ces terrains avec des retenues de soldes ; de sorte que ces régiments allemands formeront des troupes de soldats colons.

» Ces colons-germans rempliront ainsi toutes les vues du gouvernement. A la fois agriculteurs et soldats ils sauront défendre et cultiver leurs possessions. Ils sentiront qu'ils ne peuvent s'y maintenir qu'en restant fidèlement attachés au maître dont ils les tiennent.... Ce corps devra être commandé par un officier-général de cette nation. Cet officier devra réunir les vertus et les talents nécessaires pour une opération d'une aussi vaste importance que celle de créer un pays. Il devra avoir l'estime et la confiance de sa troupe, joindre la justice à la fermeté, et connaître parfaitement tous les détails de l'administration intérieure du régiment, ainsi que ceux de l'économie rurale. »

On est quelque peu tenté de se demander si ce n'est pas lui que le baron de Wimpfen a en vue quand il fait ainsi le portrait de l'officier supérieur allemand auquel serait confiée cette importante mission.

Pour l'exécution de ce projet tout est prévu avec un soin minutieux : la solde, les conditions de l'achat, l'habillement,

l'armement, les recrues, etc., tous les détails sont l'œuvre d'un homme éminemment pratique.

« Si jamais, dit-il, ce plan est accepté, on sera surpris de la facilité de son exécution. Les Romains envoyaient des soldats peupler leurs colonies qui ont constamment prospéré. En suivant leur exemple, on verra avant trente ans la Corse qui ne paraît qu'un stérile rocher, devenir une des plus florissantes provinces. L'industrie y établira des manufactures, le pays étant susceptible de produire des soies en quantité, et des laines d'une espèce inconnue ailleurs. L'œil perçant de l'intérêt y découvrira des mines. Les moissons y sont abondantes. En peu de temps l'huile de Corse le disputera à celle de Provence. On y fera des vins aussi délicieux que ceux d'Espagne, puisque celui qu'on y boit aujourd'hui en approche beaucoup, quoiqu'on n'y apporte ni art, ni soin. Tout cela éclora successivement pourvu toutes fois que le fisc n'y porte pas sa main avide et destructive, que l'on soit constant dans le principe et patient. Une opération de cette nature exige de la suite et du temps. »

On retrouve dans ces *colons-germains*, dans ces *agriculteurs-soldats*, cette idée de la colonisation *ense et aratro*, qui fut le fondement des essais tentés de nos jours par le maréchal Bugeaud dans notre colonie africaine.

Ce système repose sur cette théorie facilement adoptée par tous les gens de guerre qu'une armée qui contient des hommes de tous les états, de toutes les professions de la société, liés par une discipline vigoureuse, allant sous les ordres d'un chef habile à la manœuvre de la charrue comme à la manœuvre d'une école de bataillon, porte en elle tous les éléments d'une société et peut se suffire à elle-même.

L'expérience faite en Algérie semble avoir démontré que le mode de colonisation par la charrue et par l'épée ne peut être employé que pour pourvoir aux besoins les plus pressés, et que l'organisation municipale est le couronnement de l'installation européenne sur une terre acquise par les armes, et que le travail achève de conquérir.

Ce qui pouvait être tenté pour l'Algérie n'aurait pu d'ail-



leurs être essayé pour la Corse, pays depuis longtemps habité par des populations qui étaient loin d'être dans un état primitif. Aussi le projet du baron de Wimpfen sembla moins avoir été de coloniser, que de tenir en respect une population remuante et difficile.

Ce mémoire qui n'a point été imprimé, fut remis en 1776 par le baron de Wimpfen à M. le duc de Nivernais, et lui avait été probablement demandé par ce diplomate, ancien ambassadeur près du grand Frédéric et l'un des hommes les plus spirituels et les plus aimables de son temps. Quel usage le duc de Nivernais fit-il de ce mémoire ? C'est ce qui est resté inconnu.

### III.

La paix à l'avènement de Louis XVI.—Relations du baron de Wimpfen avec le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre.—Son opposition à la suppression de la maison militaire du Roi.—Son adhésion à la punition par les coups de plat de sabre.—Son indignation contre l'abus de cette punition.

La disgrâce du duc de Choiseul, le 24 septembre 1770, suivit de près la conquête de la Corse. La France n'avait alors aucune guerre extérieure à soutenir, et les dernières années de Louis XV se passèrent dans une lutte moins glorieuse mais bien autrement difficile contre les Parlements, dont l'opposition anima l'effervescence des esprits. La paix était générale lors de l'avènement de Louis XVI le 17 mai 1774.

Il semblait qu'à ce moment l'ardeur belliqueuse de la nation française se fût affaiblie. Ce n'était pas cependant que le

goût et l'amour des épaulettes se fût éteint, car pour une armée s'élevant à peine alors à 386,000 hommes de toutes armes, la France comptait et payait un état-major de plus de 1,200 officiers généraux. Ces grades et ces épaulettes n'étaient guères qu'un vain simulacre. Si l'on en croit les mémoires du temps les mœurs de la cour étaient si opposées au génie de la guerre qu'un colonel, un officier général ne pouvait s'y présenter en uniforme, et l'étiquette exigeait qu'il se dépouillât des insignes de son grade pour revêtir l'habit de soie brodé en paillettes.

Le comte de Saint-Germain fut appelé au ministère de la guerre le 26 octobre 1775. Ce nouveau ministre jouissait d'une grande réputation. Il avait servi l'impératrice Marie-Thérèse en Hongrie contre les Turcs, était devenu feld-maréchal au service de Bavière, puis rappelé en France par le maréchal de Saxe, il avait sauvé les débris de l'armée française après la bataille de Rosbach, et pris part d'une manière brillante et quelquefois heureuse aux combats qui suivirent cette fâcheuse journée. La rudesse et la franchise avec laquelle il s'exprimait sur les fautes de cette campagne lui avaient attiré de puissants ennemis, et avaient déterminé sa retraite, pendant laquelle une banqueroute le réduisit presque à la misère.

Les officiers des régiments allemands au service de France, informés de sa triste position, se cotisèrent pour lui faire annuellement une pension de 16,000 livres. Ce témoignage affectueux des officiers allemands qui n'était point dépourvu d'un certain caractère d'opposition déplut au ministre de la guerre qui leur défendit de continuer cette pension, mais qui cédant au cri public en fit accorder à M. de Saint-Germain une de 10,000 livres sur le trésor royal <sup>(1)</sup>. Ce fut dans

(1) Mémoires du baron de Bezenval. T. II. page 23.

cette circonstance que le comte de Saint-Germain connut M. de Wimpfen, alors lieutenant-colonel du régiment allemand de La Marek.

Rendu au calme de la vie, il s'était retiré en Alsace, et s'y occupait d'agriculture. Il y composa un mémoire fort remarquable sur les moyens de perfectionner le système militaire de la France. Ce fut ce mémoire qui lui ouvrit les portes du ministère sur la demande de MM. de Maurepas et Turgot.

Cette nomination d'un ministre de la guerre trouvée louant son champ comme Cincinnatus fut louée avec exaltation par les uns, blâmée avec sévérité par les autres.

Le comte de Saint-Germain avait conservé un profond sentiment de reconnaissance envers les officiers des régiments allemands. La discipline allemande et ses sévérités rentraient dans les plans qu'il avait formés pour recréer l'armée. Il aimait à s'entourer de leurs conseils et de leur secours dans ses diverses opérations. Le baron de Wimpfen officier supérieur de l'un de ces régiments allemands qui étaient si généreusement accourus à son secours au risque de déplaire à la cour, qu'il avait connu dans sa retraite de Lauterbach, voisine de Minfelden, patrie de celui-ci, qui d'ailleurs avait témoigné originairement beaucoup d'admiration pour ses projets fut appelé près de lui, et admis dans sa confiance <sup>(1)</sup>.

Les premières opérations du comte de Saint-Germain s'attaquèrent aux charges honoraires, contraires à la discipline et à la bonne administration, et amenèrent la suppression d'un grand nombre d'emplois ; mais entraîné trop loin peut-être, au lieu de se borner à la réforme des corps privilégiés qui formaient la garde spéciale du Roi, il en ordonna le licenciement. Par un étrange aveuglement, la Reine était en-

(1) Mémoires de Bezenval. T. II, p. 24.—*Biographie universelle*.—V<sup>o</sup> St-Germain.



trée dans les vues du comte de Saint-Germain, et approuvait cette mesure qui faisait garder le Roi à Versailles avec la même simplicité que l'Impératrice sa mère et l'Empereur à Vienne (¹).

La plupart de ces réformes eurent l'assentiment du baron de Wimpfen, et furent inspirées ou secondées par lui. Mais la plus importante, la suppression de la Maison du Roi, le trouva parmi ses ardents adversaires. Il s'effraya des premiers de cet isolement du monarque, de cet éloignement presque total des défenseurs les plus rapprochés du trône, et son pressentiment fatal est exprimé dans un mémoire qu'il composa quelque temps après, en 1783, et dont il sera question plus tard. Il est bon toutefois d'en détacher dès à présent cette partie qui concerne les réformes du comte de Saint-Germain dont nous venons de parler :

« Si feu M. de Saint-Germain avait jeté ses regards au-delà de son département, il se serait bien gardé de réformer les corps de la Maison du Roi... Avec d'aussi bonnes raisons que celles que l'on a données pour la suppression de ces corps, on réformerait à la paix une armée vraiment française. *On isolerait nos Rois et l'on renverserait la constitution de notre Gouvernement*, pour ne plus nous montrer dans le père de la patrie qu'un malheureux, un solitaire, un effrayant et hideux despote caché derrière le glaive des stipendiaires..... Tout le monde convient que la Maison du Roi décidait presque toujours le gain des batailles où elle se trouvait. Or une bataille décide du sort de la campagne, une campagne de celui de la guerre, et la guerre du sort des empires. C'est l'envie et non l'économie qui a miné et enfin réformé cette superbe et invulnérable phalange française. »

Depuis la Révolution combien de fois n'a-t-on pas dit et écrit qu'une des causes de la chute du trône de Louis XVI fut la suppression des corps d'élite qui veillaient à la garde du monarque ? Ces réflexions sont faites toutefois après l'événement ; mais le baron de Wimpfen avait eu le douloureux

(¹) Mémoires de M<sup>me</sup> Campan. T. I.

mérite de le prédire d'avance. Ne sont-ce pas là, en effet, de remarquables paroles jetées au milieu des sécurités, des illusions de ces années dont la Révolution a été le réveil ?

Une des mesures introduites par la rigoureuse sévérité du comte de Saint-Germain et qui lui a été reprochée comme injurieuse au caractère du soldat et à la dignité de l'homme fut la punition par l'usage des coups de plat de sabre. C'était une innovation d'origine toute allemande. Si l'emploi de cette punition ne fut pas conseillé par le baron de Wimpfen, il a laissé la preuve qu'elle ne fut pas désapprouvée par lui.

On lit en effet dans le mémoire dont nous avons déjà parlé, composé après la mort de M. de Saint-Germain :

« L'aversion pour les coups de plat de sabre disparaîtra avec les abus d'une autorité capricieuse. Il n'est assurément pas que je préconiserai une punition que repousseraient avec joie ma raison et mes sentiments, si j'en connaissais une plus convenable à toutes les circonstances, plus facile à proportionner aux délits, qui fût aussi efficace, qui réunit tous ses avantages et n'eût pas les inconvénients de la prison et de la garde du camp. Je ne dis pas qu'on ne saurait la trouver, car je ne donne pas les bornes de mes facultés pour celles de l'esprit humain ; au contraire j'invite les antagonistes des coups de plat de sabre à nous proposer quelque chose de mieux ; mais pour être juge compétent dans cette grande question, il faut avoir fait plusieurs genres de guerre, il faut surtout y avoir manié les détails de la discipline intérieure d'un régiment. »

L'abus de cette punition fut porté à l'extrême. Il souleva l'animosité de l'armée et de la nation. Le baron de Wimpfen ne fut pas des derniers à blâmer un excès qui compromettait l'utilité du moyen. Aussi au pied du mémoire de 1783 écrivit-il en 1788, la note suivante qui prouve non qu'il avait changé d'avis, mais que l'abus qu'on avait fait lui était devenu odieux :

« Quand en 1783 j'ai fait l'apologie des coups de plat de sabre, je ne connaissais pas toute l'effervescence de nos modernes législateurs militai-

res. Je savais bien que les Français ne savaient pas s'arrêter, qu'avec tous les moyens d'atteindre le but, ils manquent de ce gouvernail qui fait qu'on ne le passe point, qu'ils poussent tout aux dernières extrémités ; mais que j'étais loin d'imaginer qu'ils pussent porter ce caractère jusque dans l'opprobre ! Je me dédis donc. Plus de coups de plat de sabre, à moins que ce ne soit à ceux-là seulement qui leur auraient voulu donner une extension qui fera époque dans l'histoire de la monarchie, lorsque dans quelques siècles un nouveau Montesquieu écrira sur la grandeur et la décadence de l'Empire français.—1788.»

L'influence de M. de Wimpfen sur les mesures du comte de Saint-Germain ne fut pas de longue durée. Ce ministre dont les contemporains blâment la méfiance, la difficulté d'humeur, et surtout l'indocilité aux conseils éloigna successivement de lui les hommes auxquels il avait semblé d'abord accorder sa confiance. Le baron de Wimpfen <sup>(1)</sup> eut le sort de MM. de Jaucourt, et de Viomesnil qu'il avait consultés à son début dans le ministère. Le comte de Saint-Germain, après avoir, quoiqu'avec les meilleures intentions, mis le désordre et l'anarchie dans l'armée fit admettre sa démission au mois de septembre 1777.

Après sa retraite, il fut publié des mémoires sous son nom. Il parut à Londres en 1780 un *Commentaire des mémoires de Saint-Germain* sous le nom du baron de Wimpfen <sup>(2)</sup>. Il est incertain s'ils doivent être attribués au baron Félix de Wimpfen, ou à son frère le baron Louis-François de Wimpfen Bornebourg, alors maréchal-de-camp et qui a écrit aussi quelques mémoires. Je n'ai trouvé aucun renseignement capable de lever les doutes à cet égard, de même qu'on ne peut trop assurer lequel des frères de Wimpfen eut la part la plus grande dans la confiance du comte de Saint-Germain.

<sup>(1)</sup> Mémoires du baron de Besenval.—T. II. p. 29.

<sup>(2)</sup> *Biographie universelle*. V. St-Germain.





## CHAPITRE II.

---

### LE CAMP DE VAUSSIEUX.

1778.

#### I.

**L'Indépendance de l'Amérique.—L'ordre profond et l'ordre mince.—Le baron de Wimpfen, colonel en deuxième du régiment de la Marck.—Un camp ordonné sur les côtes de la Manche sous les ordres du maréchal de Broglie.**

Pendant que l'avènement du règne de Louis XVI était signalé par des essais de réformes militaires et de réformes économiques, un événement politique d'une incalculable portée venait d'éclater dans l'autre continent, l'insurrection des colonies possédées par l'Angleterre dans l'Amérique septentrionale. La résistance à certains impôts fut le signal de la

séparation de ces colonies et de la mère-patrie. L'indépendance fut proclamée le 2 juillet 1776. Mais pour soutenir la lutte aussi imprévue que terrible où il s'engageait, le peuple américain sentit qu'il lui était nécessaire d'acquérir des alliés parmi les grandes puissances de l'Europe.

On vit alors paraître à la cour de Versailles un vieillard d'une noble figure, la tête couverte de cheveux blancs, affectant dans sa mise la plus grande simplicité, ayant une sorte d'étrangeté qui ne déplait point en France. C'était Franklin, le négociateur de la nouvelle république. Habile et fin, prudent et ferme, d'un esprit délicat et ingénieux il séduisit l'opinion publique qu'entraîne aisément le charme de la nouveauté. Vainement Louis XVI opposait une résistance raisonnée à assurer par les armes d'une Monarchie le triomphe d'une République naissante. Poussé par la force irrésistible du torrent de l'opinion, il fut, pour ainsi-dire, obligé de reconnaître l'indépendance de cette République, et de souscrire le 6 février 1778 un traité d'alliance entre la France et les Etats-Unis. C'était donner le signal d'une guerre nouvelle entre la France et l'Angleterre.

Cet entraînement n'a rien qui doive nous surprendre, nous, qui un demi-siècle après, avons été les témoins de l'insurrection de la Grèce, — qui avons vu le roi légitime, Louis XVIII, faire brèche à son dogme en faveur des Hellènes révoltés, comme son frère Louis XVI en faveur des Américains, — sacrifiant ainsi la vieille alliance de la France avec les Sultans à la pitié pour une race chrétienne et plus encore à la popularité de cette cause. Jamais Lafayette parlant pour l'Amérique n'excita plus d'enthousiasme que, de nos jours, le colonel Fabvier et lord Byron ; jamais le cri d'Indépendance ne trouva plus d'écho que lorsqu'il fut poussé par le libéralisme moderne, arborant le double drapeau de la



*Croix et de la Liberté* <sup>(1)</sup>.

Après la déclaration de l'Indépendance de l'Amérique, l'attention du Gouvernement se porta toute entière sur la marine et sur l'armée. Ce fut à ce moment que le baron Félix de Wimpfen, lieutenant-colonel du régiment de la Marck depuis 1769, fut promu au grade de colonel en second de ce même régiment, dont le colonel en premier était Pierre-Christian baron de Wimpfen, son frère aîné, qui à ce titre de colonel joignait, par une cumulation assez ordinaire alors, le grade de maréchal des camps et armées du Roi.

Avec la guerre s'éveillèrent les préoccupations des militaires compétents sur les divers systèmes de tactique et de manœuvres en usage en Europe. Deux systèmes se partageaient en France l'opinion des tacticiens. Il s'agissait de faire un choix entre ce que l'on appelait l'*ordre profond* et l'*ordre mince*. Que ces questions divisassent les hommes de guerre, rien de plus naturel; mais elles occupaient aussi la cour et la société, et l'esprit de parti ou d'affection pour les prôneurs de l'un ou de l'autre s'en mêla.

Le premier était défendu par un officier de mérite, M. de Mesnil-Durand <sup>(1)</sup>, soutenu avec énergie par le maréchal de Broglie, le seul général français, dit Jomini, qui se soit montré constamment habile à la guerre. Cette opinion prétendait que l'ordre de manœuvres devait être en colonne habituellement pleine qui ne devait se déployer que pour faire feu.

- (1) Aux nobles fils des Grecs faites la charité,  
Donnez leur un peu d'or pour acheter des armes,  
Et secourez enfin dans leurs vives alarmes  
Les martyrs de la Croix et de la Liberté.  
Delphine GAY.

(1) *Projet d'un ordre français en tactique*, 1753. 1 vol. in-4°. — *Mémoires sur la tactique*, 1775. — Le baron de Mesnil-Durand (François-Jean de Graindorge d'Orgeville), était né à Lisieux, le 9 novembre 1729 et avait débuté par être page du Roi.

L'autre avait pour défenseur Guibert, auteur de l'*Essai général de tactique*, colonel-commandant de la légion corse, le même dont Voltaire a dit :

. . . . . digne peut-être  
De commander déjà dans l'art dont il est maître.

Cette opinion soutenait, conformément à l'ordonnance jusques là suivie, qu'on devait manœuvrer sur trois rangs seulement, la formation en colonnes ne devant être qu'une manœuvre exceptionnelle.

Un troisième parti s'était formé, comme il arrive presque toujours entre deux opinions extrêmes. Celui-là pensait que le système défendu par Guibert donnait toute facilité pour opérer les mouvements en tous sens et se former en colonnes, qu'il ne fallait exclure ni les colonnes serrées ni celles à intervalle, qu'on ne devait admettre rien d'absolu, et qu'en fait de tactique militaire tout dépendait des circonstances. A ce parti appartenaient la plupart des officiers-généraux, et notamment le baron de Besenval et Dumouriez.

En présence de ces systèmes qui avaient d'aussi graves défenseurs, le Gouvernement décida qu'on assemblerait un camp de 30,000 hommes dans les plaines entre Caen et Bayeux pour faire l'expérience des avantages et des inconvénients des uns et des autres, en les mettant aux prises sous les yeux des juges les plus compétents.

C'était le motif patent, apparent, de cette réunion de troupes le long des côtes de la Manche, mais elle avait une cause cachée non moins sérieuse et d'un intérêt plus actuel. La reconnaissance de l'Indépendance américaine avait déjà amené des hostilités avec l'Angleterre sur les mers. La *Belle Poule*, frégate française de 26 canons, revenant des Antilles, avait été attaquée et avait soutenu, le 17 juin 1778, le plus glorieux combat contre une escadre anglaise;—le comte d'Es-

taing était parti pour aller porter aux Américains des hommes, des munitions, et un certain nombre de volontaires appartenant aux premières maisons du royaume ; — le comte d'Orvillers était sorti de Brest pour une destination inconnue à la tête de trente-deux vaisseaux et avait livré avec avantage le brillant combat d'Ouessant <sup>(1)</sup>. On voulut inquiéter l'Angleterre par un rassemblement considérable vis-à-vis de ses rivages, lui faire redouter la possibilité de la descente d'une armée sortie des mêmes ports d'où sept siècles auparavant était partie l'expédition de Guillaume — le — Conquérant, la forcer à garder sa flotte le long de ses côtes, et à laisser à la nôtre la liberté des mers.

Dans les bruits de la ville et de la cour, en-deçà comme au-delà du détroit, c'était au maréchal de Broglie qu'était réservé l'honneur de commander plus tard cette descente en Angleterre.

C'est ce qui explique le choix de la Basse-Normandie pour lieu de rassemblement de cette armée, sous le prétexte d'y former un camp d'expérience et d'études. Un autre camp d'observation de dix bataillons et de neuf escadrons fut établi à Paramé, près Saint-Malo et donnait aux Anglais sur les projets de la France du côté de la Bretagne les mêmes inquiétudes qu'ils devaient avoir du côté de la Normandie.

Ce camp de la Basse-Normandie connu sous le nom de CAMP DE VAUSSIEUX a laissé dans les souvenirs de la contrée un brillant retentissement. Les récits des splendeurs militaires qui l'accompagnèrent ont charmé les veillées des salons, comme celles des modestes chaumières ; son éclat et ses plaisirs sont longtemps restés dans la mémoire après que d'autres et de plus graves événements auraient pu les en effacer. Quelques écrits militaires s'en occupent, mais avec lé-

(1) Le 27 juillet 1778.



gèreté, car les événements de ces temps ont été absorbés par les gloires et les revers de ceux qui leur succédèrent bientôt.

Des recherches patientes m'ont permis de recueillir des détails à peu près ignorés aujourd'hui <sup>(1)</sup>, détails qu'on ne trouve réunis dans aucun écrivain, et qui ont pour notre pays un intérêt de souvenirs et de traditions.

## II.

Emplacement du camp.—Quartier-général au château de Vaussieux.—  
Organisation de l'armée.—Noms des officiers-généraux.

Le Roi en ordonnant la formation d'un camp de 30,000 hommes entre Caen et Bayeux n'en avait point déterminé l'emplacement. Le ministre de la guerre envoya des officiers pour étudier le terrain.

A une lieue et demie de Bayeux, à partir de la route de Paris, sur la rive droite de la Seulles s'étend une vaste plaine se prolongeant presque jusqu'à la mer. La rivière y décrit de nombreuses sinuosités, et ses eaux assez rapides offrent tous les moyens de pourvoir aux nécessités d'un camp. Les champs dépouillés de leurs récoltes, et les prairies qui bordent la Seulles permettaient d'établir largement les tentes et de dévopper toutes les manœuvres. Des villages, des fermes parse-

(1) Plusieurs de ces détails m'ont été fournis par des notes manuscrites de M. le comte de Caraman, l'un des officiers-généraux du camp, que j'ai dues à la bienveillante communication de M. le marquis Arthur de Fournès, petit-fils du marquis d'Hiérey et allié à la famille de Caraman.

mées çà et là dans la plaine, de l'ombrage et de la verdure, de nombreux et beaux châteaux, le voisinage des villes de Caen et de Bayeux, la facilité des approvisionnements, la richesse de la contrée qui pouvait fournir suffisamment à tous les besoins, enfin la proximité des rivages de la mer justifiaient le choix de l'emplacement qui fut fait avec beaucoup d'intelligence.

M. le maréchal de Broglie, dont le nom se trouvait mêlé avec gloire à toutes les batailles depuis près de cinquante ans, eut le commandement en chef de l'armée et du camp.

Il choisit pour son quartier-général le château de VAUSSIEUX, heureusement situé près de la rivière et de la plaine, qui fut mis à sa disposition avec la plus obligeante et la plus noble hospitalité par M. le marquis d'Héricy, maréchal-de-camp, dont le commandement était dans la Basse-Normandie. De nombreux travaux y furent faits pour le rendre digne de l'hôte illustre qu'il allait recevoir. C'est de cette circonstance que le camp prit le nom de CAMP DE VAUSSIEUX.

Les troupes et les officiers-généraux qui devaient y être employés reçurent l'ordre d'occuper leurs positions dès le 25 août 1778.

Une paix déjà longue avait désappris ou fait négliger les règles militaires. Dans les premiers préparatifs il y eut désordre et confusion. Bayeux était le point central où chacun venait chercher sa destination. Les logements des officiers-généraux étaient mal ou incomplètement établis. Les précautions pour la troupe avaient été encore plus négligées. Les régiments arrivaient successivement sur l'emplacement du camp sans que leur place eût été marquée avec régularité. Les officiers d'état-major ne se trouvaient point à l'arrivée des troupes. Les officiers-généraux eux-mêmes n'avaient pas d'instructions générales ou n'en avaient que de

très incomplètes. Des régiments restèrent des journées entières presque sans recevoir des tentes. Le temps se passait à s'installer, et toutes ces négligences accusaient la prévoyance et l'habileté des chefs. Cette confusion qui dans les premiers moments avait causé une sorte de mécontentement dans l'armée cessa enfin, et grâce à l'activité et aux efforts du maréchal, le camp se trouva définitivement et convenablement organisé. Les ressources pour fournir aux besoins d'un aussi grand nombre de consommateurs, dont le soin avait été négligé d'abord, devinrent enfin abondantes, et furent organisées de manière qu'il fut pourvu largement à toutes les nécessités.

La tête du camp fut placée au point le plus rapproché de la route royale. On dressa les tentes parallèlement à la rivière, en avant des villages de Vaux-sur-Seulles, Vaussieux, Vienne et Esquay, faisant face aux villages de Martragny, Rucqueville et Brécy.

Sous les ordres du maréchal duc de Broglie étaient trois lieutenants-généraux-commandants : le premier, le marquis de Poyannes, commandait l'infanterie ; le second, le comte d'Egmont, la cavalerie ; le troisième, M. de Gribeauval, l'artillerie.

Les régiments étaient réunis par brigades, commandées chacune par un maréchal-de-camp, ayant sous ses ordres un brigadier. Trois brigades formaient une division, commandée par un lieutenant-général.

On lira avec quelque intérêt le nom de ces régiments, celui de ces généraux, de ces officiers appartenant aux premières familles de la Monarchie, dont quelques-uns sont devenus illustres et qui presque tous ont porté plus tard une part de gloire ou de fatalité dans nos discordes civiles.

L'infanterie était composée de quatre divisions. Le prince

de Beauveau, lieutenant-général, commandait la première, et avait sous ses ordres le marquis de Saint-Georges, le baron de Wimpfen, frère aîné de Félix, qui était en même temps maréchal-de-camp et colonel en premier du régiment de la Marek, et le comte de La Luzerne, maréchaux-de-camp, ayant pour brigadiers le marquis de Seignelay, petit-fils du grand Colbert, et le vicomte de La Charce.

Le marquis de Traisnel commandait la seconde, ayant sous ses ordres le comte d'Haussonville, le baron de Saint-Victor et le comte de Rochambeau, déjà connu par sa belle conduite à la bataille de Klostercamp, où succomba d'Assas, et qui depuis dut une glorieuse réputation à la guerre d'Amérique, et à la part qu'il prit aux premières guerres de la Révolution. Cette division avait pour brigadiers le marquis de Mauroy, le vicomte de Béranger, et le comte de Carle.

Le baron de Besenval, si haut placé dans la bienveillance de M. le comte d'Artois, puis honoré de la confiance de la Reine, et dont le nom joue un grand rôle dans les émotions populaires de 1789, commandait la troisième. Sous ses ordres étaient le marquis de Jaucourt, qui depuis appelé à nos assemblées législatives et au Sénat, fut l'un des membres du gouvernement provisoire en 1814, et l'un des hommes de sens et d'expérience les plus appréciés par le prince de Talleyrand, le comte de Durfort, et le comte de la Tourdupin, devenu ministre de Louis XVI, et l'une des victimes de l'échafaud révolutionnaire. Cette division avait pour brigadiers le marquis d'Arcambal, le chevalier de Châtelux, et le marquis de Saint-Simon, celui-là même qui illustra son nom déjà si illustre dans la campagne d'Amérique, et qui, grand d'Espagne par sa naissance, quitta l'Assemblée Constituante pour aller offrir ses services à ce Royaume qu'il défendit plus tard courageusement contre les armes de Na-



poléon. C'était dans cette division qu'était placé le régiment de la Marck dont le baron de Wimpfen était colonel en second.

La quatrième était aux ordres du comte de Vaux, ce lieutenant-général qui avait si glorieusement commandé en Corse et rétabli la fortune de nos armes. Il avait pour maréchaux-de-camp le comte de Wall, vieil officier irlandais, le duc du Châtelet et le comte de Narbonne, père de ce jeune et brillant officier qui eut l'étrange destinée d'avoir été le ministre de Louis XVI et vingt ans plus tard l'ambassadeur de Napoléon près la cour de Vienne. Le comte Dulau, M. du Plessis, et le marquis de Crenolles étaient les brigadiers de cette division.

Le corps des dragons composait la cavalerie du camp. Près du comte d'Egmont qui la commandait était placé le colonel-général des dragons de France, le duc de Coigny, dont nous aurons l'occasion de parler plus tard, mort depuis la Restauration maréchal de France et gouverneur des Invalides. C'était pour ainsi-dire sur son territoire que le camp était placé, car le duc de Coigny était grand-Bailli d'Epée du Baillage de Caen, et l'un des seigneurs les plus riches de la Basse-Normandie.

Les lieutenants-généraux attachés spécialement à la cavalerie étaient le baron de Lukner qui plus tard passa des honneurs de généralissime des armées françaises à l'échafaud, où la Révolution envoyait indistinctement ses victimes, et le comte de Chabot. Cinq maréchaux-de-camp appartenaient à la cavalerie, le comte de Talleyrand, le marquis de Conflans, le duc de Guines, le comte de Caraman que le duc de Lauzun représente comme un excellent officier, minutieux, mais plein de connaissances et d'activité, et le duc d'Ayen. Trois brigadiers étaient attachés à ceux-ci, M. de Frimont, le comte de Coigny, frère du duc et le marquis de Créquy.

Quarante pièces de canon avaient été mises sous les ordres

de M. de Gribeauval à qui l'artillerie doit ses réglemens d'organisation et la perfection de ses foudres , dont le nom est honoré encore aujourd'hui dans son arme, comme celui de Vauban dans le corps du génie. Il n'avait point d'officier-général près de lui. Outre les compagnies d'artillerie destinées spécialement aux pièces , les régimens d'infanterie de Saintonge et d'Aquitaine faisaient concurremment le service.

Un corps spécial d'officiers d'état-major avait été institué pour le service du camp, et pour surveiller, au point de vue de l'instruction et de l'expérience, les divers résultats des manœuvres. Ce corps était sous les ordres du comte de Guibert, l'adversaire des projets du baron de Mesnil-Durand qui lui-même et avec une juste impartialité était employé comme aide-maréchal-général-des-logis de l'armée. Dans ce corps d'élite on remarquait des noms non moins illustres que dans la partie active, portés par les fils des plus illustres familles, les Damas, le chevalier de Coigny, le vicomte de Noailles, le comte Jules de Polignac dont la femme fut la gouvernante des Enfants de France, et dont le fils fut le dernier ministre de Charles X, le chevalier Théodore de Lameth, l'un de ces trois frères couverts des bienfaits de la Reine qui se signalèrent par leur ingratitude envers elle, le comte d'Escars, le chevalier d'Aguesseau, le comte d'Esterhazy, et plusieurs autres. Vingt-huit officiers-généraux et supérieurs composaient ce corps d'état-major, qui s'augmentait encore du nombre des aides-de-camp et des officiers d'ordonnance attachés spécialement à la personne de chacun des nombreux officiers-généraux. L'un d'eux dont le nom est désormais inséparable de celui de Mirabeau, de Barnave et de l'abbé Maury, ces rois de la tribune, Cazalès, était alors au camp de Vaussieux, simple aide-de-camp du comte de Caraman, et ne rêvant pas, sans doute, cette illustration d'éloquence que firent éclater nos luttes politiques.

Le service de la gendarmerie qu'on appelait alors le service de la prévôté, était dirigé par un Prevôt-Général, ayant sous ses ordres une douzaine de cavaliers ; un Procureur du Roi et un Greffier lui étaient adjoints.

Un colonel du génie, M. du Vignan, et quatre officiers, ainsi que deux ingénieurs géographes, complétaient la représentation des diverses armes ; enfin un régisseur-général, deux médecins, un chirurgien et un apothicaire-major étaient envoyés pour organiser et administrer l'hôpital destiné à recevoir les malades. Rien ne manquait, pas même quatre *Schlagueurs* pour distribuer les coups de plat de sabre de M. de Saint-Germain <sup>(1)</sup>, et tout avait été préparé avec un luxe de personnel qui suffirait aujourd'hui à des armées beaucoup plus considérables.

On ne vit jamais peut-être une réunion plus brillante de jeunes hommes préludant aux illustrations diverses qu'ils acquirent plus tard.

Pour faciliter l'instruction des troupes, une instruction générale fut imprimée et distribuée à tous les officiers-généraux et dans tous les régiments. Ce fut d'après cette instruction que les troupes devaient se former aux manœuvres.

---

(<sup>1</sup>) V. p. 20.

### III.

Noms des régiments. — Leur emplacement. — Grandes manœuvres.  
— Le passage de la Seulles. — Levée du camp.

Vers le 25 août 1778 les troupes commandées pour le camp commencèrent à arriver ; elles étaient toutes installées, malgré la confusion dont nous avons parlé, avant le 1<sup>er</sup> septembre.

Elles prirent leurs positions, sous la tente, dans l'ordre suivant :

En avant de Vaux-sur-Seulles, les régiments d'infanterie de Champagne, la Reine, Flandre et Beauce ; à la suite, et après une solution de continuité peu considérable, devant Vaussieux et Esquay, les régiments de Bassigny, Médoc, Soissonnais, Rohan-Soubise, Nivernais, Bourgogne, Conti, Touraine, Penthièvre, Aunis, du Roi, de la Couronne et Forez ; derrière ces derniers régiments, et dans une partie plus rapprochée du château d'Esquay (<sup>1</sup>), étaient campés les régiments de Royal-Bavière et de La Marck, celui-ci commandé par le baron Félix-Louis de Wimpfen.

Le parc de quarante canons d'artillerie, avec six compagnies du premier bataillon du régiment de Toul, une demi-compagnie d'ouvriers de Dupuget-d'Orval avaient été établis en avant de la ferme des Mares, sur la paroisse du Manoir, et

(<sup>1</sup>) Le nom de village de *France* est resté depuis cette époque à l'un des hameaux de cette commune.



presque vis-à-vis le parc d'artillerie, en avant de St-Gabriel, les régiments de Saintonge et d'Aquitaine, chargés spécialement du service de l'artillerie avaient posé leurs tentes.

La cavalerie toute entière, sans aucune distinction, avait son établissement et ses écuries à peu de distance du gros de l'infanterie, vis-à-vis de Vienne et en s'appuyant sur le Manoir. Elle se composait de six régiments de dragons : du Roi, la Rochefoucault, Noailles, Monsieur, Lorraine et Royal. Le régiment de Noailles surtout était magnifique de tenue et d'instruction.

Vis-à-vis du camp de la cavalerie, devant Rucqueville et Brécy étaient placés les magasins de fourrage, de manière à être à portée des dragons sans nuire au développement des manœuvres dans la plaine.

Le corps du génie dont la présence sur le champ des manœuvres était d'une exigence moins quotidienne habitait, à une distance un peu plus éloignée, le village de Crépon, où se faisaient remarquer diverses résidences fort convenables.

Les officiers-généraux qui n'étaient point obligés de coucher au camp reçurent leurs logements dans les châteaux voisins et dans la ville de Bayeux. Le baron de Luckner, vieux manœuvrier prussien, qui devait prendre la plus grande part aux manœuvres de la cavalerie, et dont les talents militaires faisaient l'une des illustrations du camp fut établi au château de Vaux-sur-Seulles ; le duc de Coigny qui avait logé d'abord au château de M. de Patry dont il était le parent, à Villiers-le-Sec, vint occuper le château d'Esquay, où déjà était installé M. le comte d'Haussonville ; le comte de Caraman remplaça le duc de Coigny à Villiers-le-Sec. M. le prince de Beauveau était au château de Sommervieu que M<sup>gr</sup> l'Evêque de Bayeux avait mis beaucoup de courtoisie à lui offrir. Tous les châteaux des environs étaient occupés

par les officiers généraux que le camp de Vaussieux réunissait. Les châteaux de Martragny, de Vienne, de Coulons, de Bazenville, de Fresnay, de Magny, de Meuvaines, toutes les habitations un peu considérables de cette contrée se remplirent de cette foule d'officiers tous accueillis avec la plus bienveillante hospitalité ; à Ryes, plusieurs étaient logés chez M. André Duhomme que ses fonctions de lieutenant des maréchaux de France et conseiller du point d'honneur mettaient en rapport avec la police supérieure du camp. Beaucoup de propriétaires étaient restés ou revenus dans leurs domaines pour en faire les honneurs.

Après que les installations des officiers furent terminées et le campement des troupes bien assis, les manœuvres commencèrent. Tantôt c'était l'infanterie qui manœuvrait seule, tantôt c'était la cavalerie, tantôt c'étaient des manœuvres d'ensemble ; chaque jour était marqué par des opérations partielles ou générales <sup>(1)</sup>. Tout obéissait aux ordres du Maréchal avec soumission, mais pas toujours avec intelligence.

On reconnut au camp de Vaussieux combien il est dangereux de laisser reposer une armée, avec quelle facilité les abus s'y glissent, et combien il est fâcheux que l'expérience et l'instruction des chefs viennent manquer au zèle et à la bonne volonté du soldat. Il ne fut pas difficile de s'apercevoir que les grades des officiers-généraux n'étaient point en rapport avec l'étendue de leur capacité. Il en devait être ainsi car les choix n'avaient point été déterminés par la considération du talent militaire. L'un des lieutenants-généraux qui avait reçu des instructions très détaillées pour une grande manœuvre fut

(1) On raconte que le curé de Vienne monté sur un vieux cheval de réforme assistait à l'une de ces manœuvres. Au son de la trompette ce cheval dressa l'oreille et bientôt reprit au galop le chemin de l'escadron. Le bon curé fit bonne contenance et resta bravement, aux éclats de rire de la foule, dans les rangs des dragons.

obligé d'avouer qu'il n'avait pu les comprendre, de laisser à un maréchal-de-camp le commandement de sa division, et d'aller ensevelir son ignorance dans le groupe d'officiers de la suite du maréchal. Un autre ne put faire exécuter ses commandements, et en sa présence ce fut un officier-général sous ses ordres qui fut chargé du commandement et de l'exécution.

M. de Mesnil-Durand, d'accord avec le Maréchal, avait tout préparé d'avance dans son cabinet et tout calculé sur le papier. Sur le terrain ces manœuvres souffrirent quelques difficultés <sup>(1)</sup>.

Le maréchal-général-des-logis ne se montrait pas plus expérimenté que quelques-uns des officiers-généraux. Ayant reçu l'ordre de préparer une grande manœuvre, il y passa trois jours et une nuit, et soit que ce travail fût jugé inutile ou incomplet, il ne fut d'aucune utilité au maréchal de Broglie qui se trouva obligé de le préparer lui-même.

Il résultait de cette inexpérience et de ces tâtonnements que, sans qu'il y eût relâchement de la discipline, les ordres étaient mal exécutés, et que les officiers substituaient leur volonté à celle des chefs. C'est ainsi qu'à une manœuvre concertée et combinée entre ceux-ci, le général Luckner qui devait être enfoncé par l'infanterie, ne fit rien de ce qui avait été convenu et ordonné, surprit au contraire l'infanterie, la resserra dans une position où elle ne pouvait plus agir et fut forcément le victorieux du jour lorsqu'il devait être le vaincu.

Le général Luckner se fit surtout remarquer comme un très habile manœuvrier, et tout ce qui se faisait par ses ordres avait un incontestable succès. C'était lui qui dans toutes les occasions, commandait contre le Maréchal l'armée opposée à

(1) M. de Mesnil-Durand n'était pas seulement un tacticien, c'était aussi un ingénieur de mérite. Il s'est occupé des travaux du port de Cherbourg, et avait composé un mémoire pour l'établissement d'un pont *au Grand Vey*.

celui-ci , et se montrait digne de cette glorieuse rivalité. Il était Allemand , élève du grand Frédéric, et avait fait avec éclat sous ses yeux la guerre de Sept Ans comme commandant l'avant-garde. Le duc de Choiseul avait voulu attirer dans les rangs de l'armée française un général de cette grande école pour enseigner l'art moderne de la guerre aux généraux français. Le maréchal de Broglie soutenait admirablement sa vieille réputation, et le comte de Vaux, le comte de Caraman et le baron de Besenval furent signalés comme les hommes du métier les plus habiles. La brigade composée des régiments de Médoc et de Bassigny commandée par le général de Rochambeau montra une célérité, une intelligence et un ensemble au-delà desquels on reconnaissait qu'il était inutile de chercher à atteindre. Adversaire de l'opinion du maréchal de Broglie, ce général manœuvra avec une habileté qui prouva, si l'on en croit le comte de Guibert, que l'ordonnance que l'on voulait détruire était un instrument facile, susceptible de toutes les manœuvres, et qui n'attendait pour de plus grands succès que d'être employée par le génie du Maréchal.

Lorsque l'armée fut ainsi bien préparée par une vingtaine de jours d'exercices et de manœuvres de toutes espèces , le maréchal de Broglie ordonna une grande opération militaire pour le 21 septembre, sur une échelle de terrain étendue et compliquée.

Il s'agissait du passage de la Seulles, qui était supposée défendue par l'ennemi. Les hauteurs de Bazenville et de Villiers-le-Sec étaient occupées par l'armée de défensive, dont un corps d'infanterie était jeté dans le château de Creully. L'armée attaquante exécutait son mouvement sur quatre colonnes rapprochées suivant le système de M. de Mesnil-Durand et qui embrassaient depuis leur droite jusqu'à leur gau-



che à peu près une lieue, c'est-à-dire les points de Creully, de Saint-Gabriel, de la ferme des Mares et de Vienne. Les colonnes de gauche tournèrent le flanc droit de l'armée opposée, et dépostèrent le comte d'Egmont et le baron de Luckner des hauteurs qu'ils occupaient. L'armée de ceux-ci battit en retraite par Sainte-Croix et Banville, passa la rivière sur un pont construit et jeté par les troupes du génie, prit position la droite appuyée au château de Courseulles, et la gauche sur la rivière vers Reviers. Dans cette position elle arrêta les efforts de l'armée attaquante. Ces manœuvres furent très-belles et très-applaudies par les militaires. La retraite surtout fut très louée pour l'ordre dans lequel elle se fit : l'artillerie tirait encore à Sainte-Croix-sur-Mer lorsque la tête de la division du comte d'Egmont arrivait aux hauteurs de Courseulles.

Les derniers jours du camp se passèrent dans des discussions sérieuses entre tous les officiers-généraux sur le mérite de l'un et de l'autre système, chacun invoquant à l'appui de son opinion ce qui s'était passé dans cette belle opération où tous avaient fait leur devoir. On continua les manœuvres de détail destinées à affermir les troupes dans leur instruction.

Vers le 28 septembre, les pluies d'automne et la durée assez prolongée du camp rendirent nécessaires les mesures à prendre pour sa levée. Les officiers généraux s'occupèrent des derniers préparatifs de départ. Le Maréchal autorisa le congé des séquestriers, officiers et soldats. Plusieurs maréchaux-de-camp et colonels s'éloignèrent, et les régiments prirent le chemin de leurs garnisons respectives, successivement pour éviter les encombrements, et avec beaucoup plus d'ordre et de régularité qu'à leur arrivée. Dans les premiers jours d'octobre le camp fut totalement évacué.

#### IV.

Plaisirs et fêtes du camp.—Animation de Bayeux et des environs.—Résultat des expériences.—Le baron de Wimpfen mestre de camp et colonel du régiment de Bouillon.

Ce mois de septembre 1778 fut un véritable mois de fêtes, de plaisirs et de bénéfices pour la ville de Bayeux. Sa proximité du camp en avait fait le magasin et le dépôt de tous les approvisionnements. Les officiers-généraux et supérieurs non établis dans les châteaux voisins avaient leurs logements dans la ville. C'étaient presque tous hommes distingués par la naissance, par l'éducation, par les manières. On a longtemps conservé leurs noms dans les familles dont ils partagèrent l'habitation et qui répondirent par la bienveillance de leur accueil à la courtoisie de leurs nouveaux hôtes <sup>(1)</sup>. Pendant la durée du camp les soldats venaient chaque jour à Bayeux sous mille prétextes, et les uns et les autres y faisaient des dépenses considérables. Tous les objets de consommation que 30 à 40,000 hommes peuvent absorber étaient portés de la ville au camp, et en alimentaient le commerce. Les habitants de la presqu'île du Cotentin et ceux du pays accouraient en

(1) Une lettre du 25 août 1790 au directoire du district de Bayeux fait connaître qu'à cette époque (12 ans après), aucun des habitants qui avaient fourni les logements aux officiers du camp de Vaussieux n'avait été payé. Un sieur Dubois avait marqué ces logements à la craie, et le prix n'ayant été réglé ni de gré à gré ni de rigueur, pas un seul citoyen ne fut remboursé.

foule pour jouir de ce spectacle militaire, et séjournant dans la ville de Bayeux, joignaient leur mouvement à l'animation de la contrée.

Ces revues, ces manœuvres, ces combats, préludes de ceux qu'eux ou leurs enfants devaient avoir bientôt à soutenir pendant une longue guerre de vingt-cinq ans, excitaient au dernier point l'enthousiasme et la curiosité des habitants. Les équipages abondaient au camp : les femmes y arrivaient comme pour une fête, dans la plus belle toilette, l'embellissaient par leur présence et provoquaient par la part qu'elles prenaient à tous ces exercices l'émulation et le désir de briller à leurs yeux. Les promenades militaires avaient la ville ou ses environs pour but. Presque chaque jour un de ces nombreux régiments, musique en tête, plusieurs de ces escadrons traversaient la ville en faisant admirer leur tenue, l'éclat des uniformes, la beauté des chevaux et retournaient au camp après une halte de quelques heures où tout le monde trouvait son avantage et son profit.

Plusieurs des femmes de la Cour étaient venues rejoindre ceux qui leur appartenaient par les liens du sang, de l'amour ou de l'amitié. Si pendant le jour le camp de Vaussieux était un camp d'exercices et de manœuvres, c'était le soir un camp de plaisance. Les diners, les bals, les concerts, les soupers se succédaient comme par enchantement.

M. le duc de Broglie exerçait à Vaussieux une hospitalité princière ; il était établi comme un souverain. Les tentes royales étaient déployées dans le parc, le drapeau de commandement flottait sur le château. Le commandement du camp de Vaussieux donnait au Maréchal celui de toutes les troupes qui formaient les garnisons de la presqu'île du Cotentin. Les officiers-généraux, le duc d'Harcourt, le maréchal d'Harcourt son fils, le général Dumouriez, tous ceux qui commandaient dans la province venaient ou lui rendre leurs devoirs

ou prendre ses ordres. Chaque jour il réunissait à sa table un nombre considérable d'officiers, et de nombreux bals où aucunes recherches du goût et du bon ton ne manquaient vinrent souvent animer et terminer la soirée. Les dames qui avaient quitté la Cour pour le camp, l'élite des sociétés de Caen et de Bayeux s'y rendaient en foule, et trouvaient chez le Maréchal un accueil aussi galant qu'empressé. Au château de Somervieu Madame la princesse de Beauveau avait rejoint le Prince son mari, lieutenant-général de la première division d'infanterie. Son salon était devenu le lieu de réunion de tout ce que le camp et la ville de Bayeux renfermaient de plus distingué; comme chez le Maréchal les bals et les diners y avaient lieu fréquemment.

Madame la comtesse d'Haussonville, l'une des femmes de la cour les plus distinguées par son amabilité et son goût pour les arts, donnait des réunions charmantes sous une tonnelle de coudriers, près d'un ruisseau d'eau courante, aux accords de la musique, fêtes champêtres qui contrastaient avec celles de Paris et de Versailles, et que la nouveauté rendait plus piquantes pour ces seigneurs blasés.

Ces réunions étaient souvent charmées par la voix délicieuse de la comtesse de Matignon, de cette famille si puissante en Normandie sous le règne des Valois; elle attirait notamment autour d'elle tout ce qui aimait la musique et les arts.

L'orchestre de ces bals, de ces concerts était fourni par les régiments du camp, dotés d'excellentes musiques militaires parmi lesquelles se faisait remarquer celle du régiment de La Marek.

Ce n'était pas seulement le camp qui était le centre de ces fêtes et de ces plaisirs. La noblesse de Bayeux, nombreuse, riche, distinguée ouvrait avec éclat ses salons à ces officiers qui portaient les plus beaux noms de la monarchie. Mg<sup>r</sup> de



Cheylus, évêque de Bayeux, prélat remarquable par la distinction des manières et la politesse des formes, aimant la représentation, le luxe et le gros jeu <sup>(1)</sup>, s'était empressé de se rendre dans sa ville épiscopale pour en faire les honneurs à cette élite de la noblesse française. Les nombreux châteaux des environs devenaient des lieux de réunion et de plaisance où chacun s'empressait d'accueillir avec courtoisie ces hôtes passagers et brillants. Le marquis de La Rivière, colonel du régiment du Roi, se fit surtout remarquer par le faste des fêtes qu'il donnait à son château de Magny avec une magnificence qui était dans ses goûts et en rapport avec sa fortune. Malheureusement cette rivalité de luxe par laquelle chacun cherchait à surpasser son voisin entraîna la noblesse du pays à de grandes dépenses qui laissèrent dans beaucoup de familles des traces que le temps et l'économie ne parvinrent pas toujours à effacer.

On peut se demander à quoi servit le camp de Vaussieux qui coûta fort cher et pour lequel le duc de Broglie reçut plus de 200,000 livres <sup>(2)</sup>.

Au point de vue politique, il fut d'une utilité incontestable, car il retint sur les côtes de la Manche une partie de la flotte anglaise, et une partie des soldats dans leurs garnisons. Les Anglais épiaient le camp avec beaucoup de sollicitude ; leurs frégates rôdèrent souvent le long de nos côtes, et il n'était pas rare que les officiers allant se promener sur le rivage

(1) Cet amour du jeu n'était point inspiré par celui du lucre, mais par le besoin d'émotions ou le ton de l'époque. M. le chevalier de Valois, commandant la garde nationale de Bayeux pendant la Restauration, m'a raconté souvent que cadet de famille, simple officier d'infanterie, il était admis, pendant ses congés, tous les jours, au jeu ruineux du Prêlat, mais qu'à la veille de rejoindre son corps, l'Evêque lui envoyait, à titre de souvenir d'amitié, un cadeau dont la valeur était toujours bien des fois supérieure aux sommes qu'il avait perdues.

(2) Mémoires de Dumouriez. T. I. p. 338.

n'aperçussent quelque vaisseau en observation. Le camp de Vaussieux, en leur inspirant des inquiétudes, les empêcha d'envoyer de fortes escadres dans les mers de l'Inde.

Au point de vue stratégique, il est certain qu'il n'avança point la solution de la question qu'il avait eu pour but apparent de faire décider ; mais il eut l'avantage de faire reconnaître de nombreuses imperfections dans nos usages militaires, et d'y apporter des réformes et des améliorations.

Le baron de Besenval qui avait été employé au camp comme lieutenant-général, signala à son retour au maréchal de Ségur, ministre de la guerre, plusieurs perfectionnements et modifications dues aux expériences faites au camp de Vaussieux, et témoignait sa surprise d'avoir vu les troupes qui le composaient parfaitement dressées en un mois de temps à la *difficile et diffuse tactique* de M. de Mesnil-Durand par des officiers instructeurs dont la plupart, dit-il, loin d'être instruits ne distinguaient pas leur droite de leur gauche <sup>(1)</sup>, tant il est vrai que le génie de la guerre est inné chez les Français !

Le maréchal de Broglie se retira assez mécontent de n'avoir pu faire triompher le système qu'il avait adopté, et de n'avoir pu convertir à son opinion les officiers-généraux du camp.

Les opérations suivies dans ce camp considérable sous les yeux du premier homme de guerre du temps, favorable personnellement au système de M. de Mesnil-Durand, mirent la main de Guibert à la plume <sup>(1)</sup>, et ranimèrent pour quelques jours cette polémique de tactique qui bientôt se perdit dans le bruit des événements.

(1) Lettre du 6 novembre 1786.—Mémoires du baron de Besenval.—T. II, p. 186.

(1) Défense du système de guerre moderne, ou réfutation complète du système du baron de Mesnil-Durand. 2 vol.—A la fin du deuxième volume est un plan du camp de Vaussieux.

Beaucoup de gentilshommes du pays peu riches retirèrent de cette réunion d'officiers-généraux l'avantage de faire des connaissances utiles, et de se créer des protecteurs près des hommes influents. C'est ainsi qu'un certain nombre durent à ces circonstances des emplois pour eux ou pour leurs enfants. L'un d'eux entr'autres, le chevalier de Patry, chez lequel avaient logé successivement M. le duc de Coigny et le comte de Caraman, eut ses trois fils admis par leur concours dans la marine et dans l'armée.

Ces fêtes splendides retentissantes de musique et animées par les danses, les visites au camp, les promenades militaires à la ville firent éclore plus d'un mariage. L'établissement dans la contrée de plusieurs familles distinguées remonte à cette époque. D'une taille élevée, d'une physionomie spirituelle, d'une tournure militaire, mais portant un peu le cachet de la roideur allemande, le jeune colonel du régiment de La Marck devait plaire. Un homme qui fut son camarade à l'armée, son collègue à l'Assemblée nationale, son chef d'état-major dans le commandement en chef de l'armée des côtes de la Manche, le comte Joseph de Puisaye que nous verrons plus tard peser si lourdement sur sa destinée, a tracé de lui le portrait suivant : « Le général de Wimpfen est un » des êtres les plus aimables que j'aie connu ; à toutes les » qualités faites pour distinguer un homme parmi ses sem- » blables et à l'élever dans la société, il joint une connais- » sance pratique et approfondie de son métier, un esprit fin » et pénétrant, une valeur froide. Ses manières inspirent la » confiance, et sa conduite la justifie (1). »

Les tentes du camp étaient à peine repliées qu'il épousa le 24 octobre 1778, Mademoiselle Marie-Aimée-Charlotte de Bailleul, d'une famille honorable de Bayeux, maîtresse par le décès de ses père et mère d'une fortune considérable.

(1) Mémoires du comte Joseph de Puisaye.—Londres. 1803.

Un témoignage de la faveur royale lui fut donné à cette occasion. Le roi Louis XVI fit don à Madame la baronne de Wimpfen d'une pension de 4,000 livres pour en jouir à titre de douaire pour le cas où elle survivrait à son mari (1).

Une nouvelle faveur l'attendait encore peu de temps après. Le 15 avril 1780 il fut nommé mestre-de-camp et colonel-commandant du régiment d'infanterie étrangère de Bouillon, en remplacement du baron de Flaschlauden, nommé maréchal-de-camp.

Ce régiment appartenait à l'infanterie légère dont était colonel-général le prince de Condé, entouré de l'estime et de l'amour de l'armée. Le baron de Wimpfen ne pouvait prendre le commandement de son régiment qu'après avoir obtenu l'assentiment de ce prince qu'il devait, triste fatalité des révolutions ! combattre et repousser douze ans après sous les murs de Thionville. Cet assentiment lui fut accordé et il prit place sans retard à la tête du régiment de Bouillon dont nous le verrons bientôt illustrer le nom, comme il avait illustré celui du régiment de La Marck.

## V.

Suites du camp de Vaussieux.—La guerre en Amérique.—Reddition d'Yorktown.—Expédition de Mahon et de Minorque.—Expédition de Gibraltar.—Grade de Brigadier des armées du Roi.—La comtesse du Barry à Bayeux.

La reconnaissance par Louis XVI de l'indépendance américaine avait amené la guerre avec l'Angleterre, et des com-

(1) Le brevet porte le date du 1<sup>er</sup> octobre 1779.



bats sanglants livrés aux Anglais en Amérique et aux Indes avaient honoré nos escadres. La conquête de la Grenade par l'amiral d'Estaing fut l'un des plus beaux faits d'armes de cette guerre maritime ; mais ces succès sur mer n'étaient pas suffisants pour faire triompher la cause de l'Amérique. L'armée de Washington réduite à l'impuissance avait besoin de renforts.

Le maréchal de Ségur, le malencontreux auteur de cet édit qui déclarait inhabile à devenir officier tout Français qui ne serait pas *noble de quatre générations* <sup>(1)</sup>, véritable contresens dans un temps où déjà la liberté, l'égalité et les droits de l'homme commençaient à occuper toutes les têtes, tint à honneur de signaler ses débuts au ministère en imprimant une activité extraordinaire aux opérations militaires. Un corps considérable sous les ordres du lieutenant-général comte de Rochambeau, ce général qui avait si brillamment manœuvré au camp de Vaussieux, partit de Brest en mai 1780 pour aller seconder les efforts de Washington que des revers successifs et des tentatives de guerre civile avaient abattu.

Le baron Félix de Wimpfen fit partie de cette expédition, à la tête du régiment de Bouillon, dont il venait de prendre le commandement. Lorsque Washington se fut résolu à attaquer lord Cornwallis qui commandait les forces britanniques dans la Virginie, il fit filer son armée avec celle de Rochambeau vers la baie de Chesapeake. Le comte de Grasse avec la flotte française le rejoignit dans cette baie et y débarqua 3,000 hommes de renforts qu'il amenait à Rochambeau. Ce fut alors que Cornwallis pressé par des forces supérieures se renferma dans York-Town. Il y fut aussitôt suivi par le corps d'armée du gé-

(1) Edit du 22 mai 1781. Il renversait les traditions de Louis XIV qui par l'art. 229 de l'ordonnance de 1638 autorisait le soldat à monter de degré en degré jusqu'à l'office de capitaine, et plus avant *s'il s'en rend digne*.

néral de Rochambeau qui l'assiégea par terre pendant que l'amiral de Grasse le bloquait par mer. Cornwallis fut obligé de se rendre prisonnier de guerre avec 8,000 hommes, cent canons et vingt-deux drapeaux. Washington et les milices américaines n'avaient pris à ce siège qu'une part secondaire et tout l'honneur en resta incontesté aux troupes françaises. Ce fut une belle page de l'histoire militaire de cette époque.

Après avoir contribué au succès de cette opération, grande comme expédition militaire, plus grande encore par les résultats dont elle fut suivie, le colonel de Wimpfen, avec le régiment de Bouillon, quitta l'Amérique, et sous les ordres du duc de Crillon, digne arrière petit-fils du brave Crillon, il fit l'expédition de Mahon et de Minorque d'accord avec des troupes fournies par le roi d'Espagne. Les Espagnols avaient été longtemps les maîtres dans l'art de la guerre, et malgré le déclin de leur puissance, ils conservaient encore une grande renommée militaire. Ces deux places ne tinrent pas longtemps contre les efforts de l'armée franco-espagnole commandée vaillamment par le duc de Crillon. Le général Murray, commandant des forces britanniques, se rendit prisonnier de guerre avec sa garnison, comme lord Cornwallis à York-Town. Ce corps d'armée, dont faisait partie le colonel de Wimpfen, ne comptait que 4,000 français; les Espagnols étaient au nombre de 10,000; mais la France était l'âme de cette guerre, et c'était à elle que l'opinion en reportait la gloire. Le régiment de Bouillon se distingua dans cette expédition, comme il s'était signalé devant York-Town.

Les Anglais pendant la guerre d'Amérique étaient les maîtres de Gibraltar, et avaient vivement repoussé les efforts de l'armée et de la marine espagnoles qui avaient fini par convertir le blocus en un siège qui traînait en longueur sans de grands succès. Le duc de Crillon avec son armée victorieuse

de Mahon et de Minorque se rendit devant Gibraltar. Son arrivée donna de l'activité à l'attaque, et bientôt les assiégeants campés au camp de Saint-Roch se trouvèrent au nombre de plus de 20,000 hommes, parmi lesquels était le régiment de Bouillon.

Les moyens formidables que la France et l'Espagne rassemblaient pour réduire ce rocher inexpugnable fixèrent l'attention de l'Europe. Le duc de Crillon et ses troupes étaient arrivés au camp de Saint-Roch, lorsque le comte d'Artois et le duc de Bourbon, fils du prince de Condé, y furent envoyés par Louis XVI pour partager les périls et l'honneur de cette entreprise.

Le feu vif et soutenu de l'ennemi tentait vainement de détruire les travaux considérables que les Espagnols d'un côté et les Français de l'autre avaient élevés devant leurs lignes pour battre la place en brèche. Les cent quatre-vingt-treize bouches à feu que Crillon avait fait monter battaient tout à la fois les ouvrages des Anglais sur la montagne, les fortifications basses de la place, et la porte de terre; mais ce roc fortifié par la nature et par l'art offrait une impénétrable résistance qui fatiguait les plus habiles officiers. Le colonel du génie d'Arçon, mort sénateur et membre de l'Institut, construisit des batteries *flottantes*, sorte de forts massifs, blindés en fer, destinés à aller d'une rive à l'autre combattre l'ennemi. La partie de ces batteries servie par les Espagnols fut attaquée, le 13 septembre 1782, par les Anglais qui, lançant une immense quantité de boulets rouges sur le même point, parvinrent à faire éclater un incendie qu'aucun effort ne put éteindre. Enflés par cet avantage ils voulurent attaquer et brûler à leur tour les batteries flottantes élevées par l'armée française. Ils trouvèrent le colonel de Wimpfen et le brave régiment de Bouillon qui étaient au poste le plus périlleux de

la défense de ces lignes. Pendant quinze heures l'attaque fut dirigée avec acharnement, et repoussée avec le plus téméraire courage. Les Anglais furent vaincus sur ce point et ne purent entamer ni les lignes ni les batteries flottantes des Français.

La destruction des batteries Espagnoles jeta dans l'armée un découragement qui fit manquer l'entreprise du siège. Pendant ce temps l'Angleterre déployait toutes ses ressources pour ravitailler la forteresse. L'amiral Howe y parvint après avoir forcé trois fois la ligne du blocus. Il fallut se résoudre à abandonner le projet de réduire Gibraltar, soit par la force soit par la famine, et tenter de porter à l'Angleterre par d'autres moyens des coups plus décisifs.

La vaillante défense du colonel de Wimpfen avait eu pour témoins les Princes français. A la nouvelle qui en fut transmise par eux à la Cour, le Roi le nomma *Brigadier de ses armées* et lui envoya le brevet d'une pension de 3,000 livres comme récompense de son courage et de ses succès.

Aussitôt après l'infructueuse tentative de Gibraltar, la France et l'Espagne résolurent de réunir toutes leurs forces maritimes, et l'amiral d'Estaing fut appelé au commandement général des flottes des deux nations. Cette manifestation effraya le gouvernement anglais et lui fit prêter l'oreille aux négociations de la paix dont naguère encore il avait rejeté les conditions comme incompatibles avec la constitution britannique. Les préliminaires en furent arrêtés dès la fin de l'année 1782, et la paix définitivement signée en même temps que la reconnaissance de l'Indépendance américaine le 3 septembre 1783.

Par cet événement une nouvelle nation fut placée au rang des grandes puissances, l'arrogance britannique fut abaissée, la liberté des mers rendue au commerce, mais en même temps



les trônes furent menacés par la reconnaissance politique et officielle de cette République.

Le camp de Vaussieux avait mis à la mode les spectacles militaires. Le régiment de Condé tenait, en 1782, garnison à Bayeux. Il était commandé par le comte du Barry, beau-frère de la courtisane dont les amours flétrirent la vieillesse de Louis XV. Solitaire et délaissée dans son château de Luciennes, cherchant des distractions, elle vint à Bayeux rendre visite à son beau-frère. Son séjour fut accompagné de fêtes. Une petite guerre fut organisée, sur les hauteurs de Huppain et de Commes <sup>(1)</sup>, et attira une foule considérable. Parmi les autres plaisirs qui lui furent offerts, on remarqua un bal magnifique donné par les officiers du régiment de Condé, à l'hôtel de Faudoas <sup>(2)</sup> dont la galerie extérieure qui donne sur les jardins fut convertie en une élégante salle de danse. Huit ans s'étaient déjà écoulés depuis la mort de Louis XV. M<sup>me</sup> du Barry avait alors quarante-huit ans, et sa vie nouvelle n'appelait l'attention que par la protection dont elle entourait les arts. Tout ce que le pays renfermait de plus distingué se rendit sans scrupule à cette fête qui fut signalée parmi les plus brillantes du temps.

---

(1) En 1780 une école de canon avait été établie à Commes par ordre du ministre de la guerre.

(2) Hôtel de Bonvouloir, rue St-Nicolas.

## CHAPITRE III.

### LE BARON DE WIMPFEN, ÉCRIVAIN.

#### I.

Le baron de Wimpfen à St-Germain-de-la-Lieue.—Voyage en Prusse.—  
Mémoire sur l'armée prussienne.

La paix ramena le baron de Wimpfen en France et les loisirs qu'elle lui procura lui donnèrent la facilité de se fixer en Basse-Normandie près de sa nouvelle famille. Par son mariage, il était devenu le seigneur de St-Germain-de-la-Lieue, près Bayeux, dont plus tard il devait être le maire. Ce fut dans le modeste château de cette paroisse sur le bord de la route de Caen à Cherbourg qu'il s'établit pendant l'été, et dans la ville de Bayeux pendant l'hiver.

Les fonctions de Brigadier des armées du Roi dont il venait d'être revêtu ne conféraient point un commandement fixe et permanent. Elles ne consistaient que dans des missions temporaires et laissaient annuellement un long repos. Le baron de Wimpfen en profita pour perfectionner ses connaissances en histoire, en philosophie, en législation, et il vit chaque jour croître dans le pays cette influence qui s'acquiert partout où la loyauté du caractère et la pénétration d'esprit sont des puissances.

Il usa de ses premiers loisirs pour satisfaire à une sorte de mode à laquelle tout officier général de quelque renom se soumettait alors, celle d'aller visiter la Prusse, d'étudier la discipline et les manœuvres de l'armée prussienne, de visiter et d'examiner les champs de batailles où ces manœuvres avaient assuré les victoires du Grand Frédéric. Ce prince vivait encore en 1783, <sup>(1)</sup> époque du voyage du baron de Wimpfen qui assista à Postdam à ces revues, à ces parades que venaient admirer chaque année les officiers généraux de tous les pays, et dont Frédéric aimait, dans ses derniers jours, à être encore l'instructeur et l'ordonnateur général.

Ce voyage en Prusse fut-il fait par le baron de Wimpfen avec une mission spéciale du Gouvernement ? Son voyage ne fut-il qu'une course d'agrément et d'instruction ? On n'a que des conjectures ; mais ce qui est certain c'est qu'à son retour il composa un *Mémoire sur l'armée prussienne* qu'il adressa au ministre de la guerre.

Ce mémoire très long renferme de curieux détails sur l'organisation de cette armée, qui n'ont d'intérêt que pour les gens du métier, intérêt bien diminué aujourd'hui par les changements de toutes sortes que soixante-quinze années amènent après elles.

(1) Il est mort le 17 août 1785.

Tout ce qui forme les innombrables détails d'une armée , depuis le mode de recrutement, et la théorie de l'exercice de toutes les armes , jusqu'aux retraites et aux Invalides y est analysé avec beaucoup de détail et une excessive clarté.

Il est terminé par la relation des principales batailles que le Roi de Prusse a livrées, et à leur examen au point de vue stratégique. Le baron de Wimpfen avait visité lui-même les champs de bataille. Il avait eu la satisfaction de porter sur le terrain des principales victoires de vastes plans, aussi détaillés que fidèles, et d'avoir pour indicateurs d'excellents officiers qui lui firent connaître toutes les manœuvres avec la plus grande exactitude.

Il y a dans ce mémoire mille preuves de cet esprit frondeur et observateur à la fois qui distinguait particulièrement le baron de Wimpfen. J'en citerai seulement les dernières lignes qui concernent des faits qui lui sont personnels :

« C'est principalement à Postdam et dans les manœuvres d'automne que l'on fait manœuvrer les corps d'armée les uns contre les autres en toute espèce de terrains. Le Roi fait quelquefois occuper des positions où il a battu ses ennemis ; il répète les batailles qu'il a gagnées. J'ai assisté à Postdam et à Berlin à deux applications au terrain qui m'ont enchanté. Dans la première, la position de l'armée attaquée n'était marquée que par peu de troupes. Dans la seconde le général de Moëllendorf occupait une position avec 12,000 hommes, le Roi l'attaqua avec 1,500 hommes. Je ne pourrais pas rendre un compte satisfaisant de ces deux manœuvres sans en donner des plans que je ne peux pas joindre à ce mémoire. »

« . . . . Le récit que j'ai fait de ces batailles n'a d'autre objet que de prouver la distance immense qu'il y a des premières batailles que le Roi a données aux dernières, et de faire sentir ce que peut une armée manœuvrière contre une autre qui ne l'est pas.

» Le maréchal de Puységur qui le premier a senti l'indispensable nécessité d'organiser les troupes, de les rendre manœuvrières, qui a posé les premiers principes de tactique élémentaire dans son *Art de la guerre*, .... quel hommage n'eût-il pas rendu à Frédéric s'il avait vu l'organisation de ses troupes, la discipline qui y règne, l'instruction de ses officiers, ses plans de campagne, ses sublimes combinaisons, ses marches, ses retraites,



ses campements, les batailles qu'il a données et la guerre qu'il a soutenue pendant sept ans contre tant de puissances réunies contre lui.

» J'ai eu la satisfaction en examinant le cabinet du Roi de Prusse de voir sur sa table un volume ouvert de l'*Art de la guerre* de Puysegur, et d'apprendre des adjudans qui sont attachés à sa personne que S. M. faisait un cas infini de ce livre. »

## II.

Mémoire sur les encouragements militaires. — Grade de Maréchal des camps et armées du Roi. — Société littéraire de Bayeux.

Ce fut à son retour de ce voyage, en 1783, que le baron de Wimpfen entreprit une œuvre non moins remarquable, et à laquelle, d'après quelques indications, il attachait une grande importance.

Ses grades avaient été gagnés sur les champs de bataille. Manœuvrier et tacticien par goût, c'était non à la cour, mais au milieu des soldats qu'il avait vécu. Il avait gémi sur l'injustice des faveurs prodiguées à la richesse et à l'oisiveté, et sur l'oubli ou le dédain dont le mérite et la capacité étaient souvent récompensés. Il mit la main à la plume et composa un mémoire qui n'a point été imprimé sur les *Encouragements militaires*, qu'il adressa au Comité supérieur de MM. les Inspecteurs généraux, à la fin de 1783, et qui portait cette épigraphe :

« C'est le flambeau qui éclaire

» Et non la main qui le porte. »

On retrouve dans les discours qu'il fit plus tard à l'Assem-

blée constituante, dans les rapports qu'il rédigea, un grand nombre des idées de ce mémoire. Quelques-unes sont presque des prophéties à la veille de la Révolution, quelques autres des menaces justifiées par l'événement; toutes sont marquées au coin d'une grande hauteur de vues. C'est un document curieux qui renferme les confidences intimes d'un homme d'expérience qui non-seulement sent vivement mais qui rencontre sans effort des expressions colorées et souvent saisissantes.

Ce mémoire est trop caractéristique des abus et de l'état des esprits à l'époque qui précéda la Révolution pour ne pas en publier quelques parties. Quel meilleur moyen d'ailleurs de bien juger un homme politique que de l'étudier dans ses écrits, et de saisir sa pensée avant les temps où il apparaît sur la scène pour y jouer un rôle? L'esprit humain aime ces rapprochements, quoique souvent ils lui apportent de tristes désenchantements :

« J'ai vu tant de maux causés par ce déluge de principes anti-français qui nous submergent que j'ose hasarder de mettre sous les yeux de MM. les Inspecteurs une partie des remèdes que mon amour pour le bien public m'a fait imaginer. La liberté de mes pensées exige que j'écrive cet Essai comme si je l'adressais au public quoiqu'il ne soit destiné qu'à un petit nombre des officiers généraux que S. M. a nommés pour nous donner le Code que l'armée attend avec tant d'impatience.... Je ne me bornerai pas à n'être que militaire. Je serai encore philosophe et politique. Si quelqu'un demande pourquoi de la philosophie dans un ouvrage militaire? Qu'il laisse là le mien, et retourne à ceux où il n'y en a point. Sans philosophie rien de bon...

» Posons en fait une vérité prise dans la nature de notre gouvernement. La naissance et la faveur sont les seuls titres auxquels on accorde le commandement des régiments et qui de là mènent à être employé comme officier général. Or la naissance est une affaire de hasard, et chacun sait comment on arrive à la faveur. Où commence donc réellement une armée française? Aux lieutenants-colonels. Ménageons donc une classe qui ne pouvant intriguer n'en est que plus disposée à mériter....

» Si vous examinez la constitution civile de l'Allemagne vous trouvez des militaires partout et en tout. L'homme qui fournit des chevaux à votre voi-

ture aura commandé un escadron. Le conseiller aura rang de lieutenant-colonel ; la clef de chambellan donne celui de général-major. Tout le monde y a des grades, et ce n'est que le grade qui s'assied à la table du souverain de cette nation si jalouse cependant des prérogatives de la naissance et dont la plupart des chapitres de la noblesse fournissent des princes et des Electeurs. Voilà pourquoi le militaire y jouit d'une considération qui le dédommage de tout, que l'esprit de subordination répandu dans toutes les branches y est d'une telle activité qu'il ne saurait s'affaiblir, et que l'Allemand retrouve dans la profession des armes les principes de son éducation, en même temps qu'il y voit une destinée conforme à ses préjugés et à ses goûts.

» Cet esprit de subordination s'étend jusque sur les femmes si insubordonnées partout ailleurs. Elles y sont respectueuses envers leurs maris, dont elles partagent la considération dans toutes les nuances. Madame la *Lieutenante* ne doute pas un instant qu'elle ne doive rendre à Madame la *Capitaine* ce que son époux rend au mari de l'autre. Il n'y a, je crois, rien là qui ressemble à ce qu'on voit en France.

» Cependant le cœur humain est partout le même ; partout il est mu et déterminé par la crainte et par l'espérance, enfants de la douleur et du plaisir, sentiments qui sont à l'homme ce que les éléments sont à la nature, ils composent tout son être. Mais ce cœur est modifié à l'infini par le climat, par le gouvernement, par l'éducation. Que faut-il faire craindre à l'homme ? Que lui faut-il faire espérer ? Voilà le sujet le plus important et le plus délicat à traiter. »

« .... Ajoutez la crainte à l'espérance vous aurez les deux Reines du monde : l'une retient, l'autre pousse, et des heureux calculs de cette réunion naissent l'activité, l'ordre et la prospérité.... Aujourd'hui (1783) tout le monde lit, tout le monde raisonne, chacun estime et pèse ce qu'il risque, ce qu'il donne, ce qu'il espère, et ce qu'il reçoit. Le secret de ces hommes qui se jouaient de leurs semblables, ce secret aucun ne l'ignore plus. Il est devenu le principe de la conduite de tous au point que si ceux qui les gouvernent n'y prennent garde les trônes s'écrouleront dans l'isolement général.... »

« .... Les officiers de fortune devraient toujours avoir leurs appointements en entier pour retraite. Beaucoup de sergents refusent d'être faits officiers dans la crainte très fondée de se trouver à la fin de leurs jours réduits à l'alternative de s'avilir ou de mourir de faim.—J'ai vu à Metz, en 1765, un officier de fortune que la misère avait forcé de reprendre son métier de cordonnier. J'en ai connu un autre cabaretier dans le Palatinat. Tous les deux mettaient la croix de Saint-Louis quand ils allaient à l'é-

glise. Qu'avaient-ils gagné de monter en dignité ? De s'avilir aux yeux du vulgaire en rentrant dans leur primitif état.... »

« ... Les Athéniens ont longtemps vaincu par le mélange de différentes armes, imaginées et combinées par Iphicrate. Le maréchal de Saxe est de même grand partisan des compagnies d'élite, les unes couvertes de fer, les autres armées de lances. Il assure qu'une colonne ainsi couverte augmente en courage, tandis que celui de l'ennemi ainsi attaqué diminue en proportion, et le maréchal de Saxe était moderne et connaissait, je crois, tout l'usage des armes à feu. Comment César gagna-t-il la bataille de Pharsale ? En recommandant aux siens de frapper au visage les soldats de Pompée ; et pourquoi dans l'avant-dernière guerre la cavalerie ennemie fut-elle si souvent battue par nos dragons ? Parce qu'un homme observateur leur conseilla de pointer.... Thèbes et la Macédoine furent invincibles tant que l'une eut son bataillon sacré et l'autre sa phalange. ... »

« .... Que prouvent et le bâton de maréchal et le cordon bleu ? Une Robe et une Couronne triomphales prouveraient d'une manière bien plus incontestable et le talent et les services rendus à la patrie. Représentez-vous le général triomphateur entouré des officiers généraux qui auraient eu le plus de part à ses victoires et portant la couronne triomphale. Voyez-le suivi des régiments décorés faisant ainsi son entrée publique, et calculez s'il est possible l'effet que produirait un pareil spectacle sur l'âme ardente de la jeunesse française ; et quand le lendemain de ses victoires le héros se verrait exposé à l'intrigue, qui voudrait le repousser dans la foule en mettant ses talents en problème ? la Robe et la Couronne triomphales parleraient avec tant d'éloquence qu'à couvert de cet égide les traits de l'envie rejailliraient sur ceux qui les auraient lancés.... Dans toutes les institutions consultez toujours l'esprit national, c'est lui qui doit gouverner, récompenser, punir et créer les causes des effets qu'on désire obtenir. »

« .... Voyez ces magasins ambulants de connaissances incohérentes et indigérées et ces désolateurs des troupes. Ou ils n'ont jamais fait la guerre, ou ils ne l'ont fait qu'au quartier-général et fort à leur aise. Demandez le cas qu'il en faut faire à des officiers généraux nés dans les camps, élevés dans les batailles, et que la fortune a fait passer par tous les grades, tels que le maréchal de Vaux, M. de Viomesnil... »

« .... Vous flattez-vous qu'à l'aide de vos manœuvres de théâtre vous ferez passer votre réputation aux siècles les plus reculés ?.... Pourvu qu'il y ait des camps où vous puissiez déployer votre ardeur tacticienne, afin d'être compris dans la prochaine promotion, c'est tout ce qu'il vous faut. Que les officiers et les soldats se ruinent, qu'ils se fatiguent sans utilité, et



qu'ils se désespèrent ; qu'importe tout cela ? Vous retournez à vos affaires et à vos plaisirs, et vous ne tardez pas à recevoir la récompense de vos généreux travaux. »

Ce mémoire dont on excusera la longue citation en faveur du tableau qu'il présente de l'ancien régime au point de vue de l'armée, finit ainsi :

« Je termine un travail qui n'aura été qu'un plaisir pour moi, s'il peut opérer quelque bien dans la société. C'est à vous, à vous que la fortune, le mérite ou la faveur ont placés dans la carrière du gouvernement à reconnaître l'esprit patriotique et français qui le dicta.—Pour vous dont il pourrait blesser l'orgueil et les prétentions, hâissez d'une haine digne de vous l'homme de bien qui vous dit la vérité ; mais apprenez au moins quelle est la seule voie qui puisse vous conduire au but, je ne dis pas où vous tendez, mais où vous devez tendre pour votre gloire et votre bonheur. »

Peu de temps s'écoula avant que le baron de Wimpfen ne reçût un nouveau témoignage de la bienveillance du Roi. Il fut fait en 1784 Maréchal-de-camp. Cette promotion eut lieu presque au moment où son frère Pierre-Christian également maréchal-de-camp descendit dans la tombe.

Ce poste brillant continua à laisser au baron de Wimpfen des loisirs que, dans ce temps de paix, il mettait à profit pour l'étude et pour ses devoirs de chef de famille. Il entremêlait ses travaux sur l'art militaire d'études philosophiques et littéraires. Ce fut sous son influence et sa direction que se forma à Bayeux une Société académique <sup>(1)</sup> dont il fit plus tard <sup>(2)</sup> régulariser l'organisation.

Autour de cette Société vinrent se grouper les capacités et les illustrations de cette époque, l'abbé Sicard, Vicq d'Azyr, de Jussieu, de Buffon, Pons (de Verdun), et quelques autres littérateurs plus ou moins célèbres. Il aimait à prendre part à ses travaux, et son zèle fut couronné par la Présidence qui lui en fut conférée. Il avait obtenu que M. le cardinal de

(1) Mémoires de la Société de Bayeux.. T. I. p. 217.

(2) Lettres-patentes du 23 décembre 1789.

Loménie de Brienne voulût bien en accepter la présidence honorifique <sup>(1)</sup>.

### III.

#### Manuel de XÉFOLIUS.

Au milieu de ces loisirs le général de Wimpfen conçut la pensée d'un manuel philosophique « pouvant être propre à tous les cultes qu'il respecte, à tous les âges qu'il instruit, à tous les états qu'il console ». Cette œuvre empreinte de l'esprit de l'époque et réputée imprimée AU GRAND ORIENT, parut en 1788 sous le nom de *Manuel de Xéfolius*, anagramme de *Louis-Félix*, prénoms du général.—Elle contient 332 pages et fut tirée seulement à cent exemplaires; elle ne fut distribuée qu'à ses amis. Sans doute des pensées sages, justes et morales se trouvent dans ce livre, mais elles portent le cachet de cette métaphysique vague et nuageuse qui est le propre de la philosophie allemande.

Ces pensées détachées, à la manière de La Bruyère et de Vauvenargues, ne forment point un ensemble dont on puisse donner l'analyse. Elles n'offrent ni suite ni liaison, et ne sont, comme l'auteur le dit lui-même, qu'un recueil de pen-

(<sup>1</sup>) C'était la seconde tentative de la création d'une Académie à Bayeux. Guy de Chamillard, intendant de la généralité de Caen avait établi son séjour à Bayeux vers 1667 pendant plusieurs années de son administration qui dura neuf ans. Il y forma une Académie dont il fut le chef, mais dont on ne connaît pas les travaux.—*Manuscrits d'Hermant*.—*Bibl. de Caen*.

sées philosophiques et religieuses, de préceptes, de sentiments tels que les circonstances et les événements les lui fournissent. Elles surabondent de ces mots d'égalité, de sensibilité, de fraternité adoptés dans le style maçonnique, et que Jean-Jacques Rousseau et Diderot avaient mis à la mode. Ce n'en est pas moins une chose remarquable qu'un militaire tout entier jusques-là aux choses et aux faits de la guerre, ait pu réunir toutes ces idées morales, métaphysiques et philosophiques avec quelque bonheur, et surtout avec autant de facilité de style.—Les citations d'un livre sont le moyen le plus impartial de faire connaître l'auteur. J'obéis à cette vérité en publiant quelques fragments du Manuel de Xéfolius que je prends presque au hasard :

« J'ai vu la jeunesse brûlante de désirs. J'ai vu l'âge mur dévoré d'ambition. J'ai vu la vieillesse infirme, se berçant encore de chimériques projets, rendre le dernier soupir l'œil attaché sur un hochet dont elle attendait le bonheur. J'ai étudié les grands de la terre, ils crèvent de possessions, de chagrins, de désirs, d'ambition et d'ennui ; ce sont des hydropiques qui meurent de soif.... J'ai entendu Alexandre s'écrier : Qu'il m'en coûte, ô Athéniens, pour être loué de vous. J'ai vu celui qui versa d'ambitieuses larmes au pied de la statue de ce fléau du monde s'étonner de ne pas trouver le suprême bonheur dans la suprême gloire. N'est-ce que cela, dit César, en s'asseyant sur le trône de l'univers, et il courait encore après le frivole ornement d'une couronne quand la mort vint le frapper.... J'ai entendu Charles-Quint, Victor-Amédée, la reine Christine, et tant d'autres confesser l'impuissance des grandeurs humaines et je me suis dit : Qui es-tu, toi qui tourmentes ton existence... Je me suis aperçu que tous ceux avec qui je vivais s'étourdisaient et gémissaient : j'ai compris qu'ils attendaient le bonheur d'un événement futur, mais que, quoiqu'il advint, le bonheur n'arrivait jamais, parce qu'aucun ne songeait à étudier la nature de son être et la nature du bien que nous sommes nécessités de chercher, ils s'électrifaient réciproquement d'impostures et d'erreurs.... Et après avoir vécu et dans les palais des Rois, et dans la chaumière du pauvre, je m'en suis revenu bien persuadé que le bonheur ne fuit et n'habite exclusivement aucunes régions.... que l'homme dévoyé devait ou nier ou blasphémer la Providence, consolatrice de l'homme simple qui l'adore, et que du trône à la

cabane on devait nécessairement entendre dire qu'il n'est point de bonheur pour nous sur la terre. »

« .... Faut-il être grand métaphysicien pour concevoir qu'un berger couvert d'un habit grossier, fait aux intempéries de l'air, vivant de lait et de pain d'orge, aimant, doux, juste, bienveillant par le cœur et attaché à une religion qui lui promet une éternelle félicité, est plus fortuné qu'un ambitieux sur la terre, et qu'entre tous les ambitieux c'est le plus dépravé qui est le plus agité et le plus malheureux ? »

« .... Celui qui tend des pièges à ses rivaux, qui met toute sa sagacité à perdre l'homme qu'il se flatte de remplacer, qui, si ses souhaits étaient exaucés, commettrait dix meurtres par jour, celui-là on l'appelle un ambitieux, c'est un homme de la meilleure compagnie ; mais le malheureux qui vole un écu on l'appelle un voleur, un monstre. L'un a des titres, des cordons, grimace la dignité et roule carosse, l'autre va à pied, n'a que des haillons, et n'offre que l'image de la misère. »

« .... A quoi tend l'éducation qu'on donne à la jeunesse du grand monde ? Uniquement à s'y avancer. »

« .... Nous ne nous plaignons de la brièveté de la vie que parce que nous craignons les infirmités, la vieillesse, la mort ; et de la longueur du temps que parce que nous voyons les mois, les années qui nous séparent de ce moment qui doit amener notre félicité.... »

« Comment te trouves-tu, Damon, de la décoration que tu obtins il y a un an ? Combien tu la désirais ! Que de fureurs, que de menées, que de projets de vengeance contre ceux que tu soupçonnavs te l'avoir fait manquer la précédente année ? Cependant de quoi t'a-t-elle guéri ! Tes jours en sont-ils plus sereins ? Ton sommeil en est-il plus calme et plus profond ? En as-tu meilleur appétit ? Digères-tu mieux ? N'as-tu plus d'empportements ? Ne désires-tu plus rien avec la même fureur ? Quelles sont maintenant tes émotions ? Penses-y, et tu sauras ce que tu dois à ton cordon, parce que ce sont les émotions qui constituent et le sentiment du bonheur et celui du malheur..... »

Certes cet officier de trempe vigoureuse qui soutenait le feu de l'ennemi avec tant de décision, et qui écrivait avec tant de verve, était un homme d'esprit écrivain et penseur à la fois. Nous aurons à le peindre bientôt et comme homme politique et comme général d'armée.





## CHAPITRE IV.

---

### PASSAGE DE LOUIS XVI PAR BAYEUX.

1786.

Voyage du prince de Condé et du duc de Bourbon.—Voyage du comte d'Artois.—Il s'arrête à Bayeux.—Voyage du Roi.—Son arrivée au château d'Harcourt.—Il déjeune à Ste-Croix-Grandtonne.—Trait de bonté.—Arrivée du Roi à Bayeux.—Sa suite.—Réception des Corps de la ville.—Hommage des clefs et d'un bassin d'argent.—Enthousiasme de la ville de Bayeux.—Rue ROYALE.—Le Roi à Cherbourg.—Fêtes.—Retour par Bayeux.—La porte *arborée* et la tour *Louise*.—Le château et les murs et fossés concédés à la ville.—Projets sur le petit Vey.

Les travaux commencés ou projetés au port de Cherbourg occupaient les esprits, particulièrement en Normandie, et fixaient l'attention du Roi que la prospérité de la marine inté-

ressait vivement. C'était vers elle que l'appelaient ses goûts et ses inclinations particulières. La visite significative du port de Cherbourg fut la plus importante démarche qu'il ait faite pendant son règne avant la Révolution. L'Angleterre et M. Pitt, le célèbre ministre, en conservèrent un durable ressentiment <sup>(1)</sup>.

Dès 1781 M. le prince de Condé et M. le duc de Bourbon, son fils, étaient venus à Cherbourg avec les ministres de la marine et de la guerre. Ils visitèrent la rade, firent faire des sondages sous leurs yeux, et ces opérations amenèrent la fixation définitive de la direction que devait occuper la Digue, de l'Est à l'Ouest <sup>(2)</sup>. Ces deux Princes ne s'arrêtèrent point à Bayeux.

Lorsque Louis XVI se fut décidé à venir lui-même donner par sa présence une sanction à cette hardie et gigantesque entreprise, il envoya, comme son précurseur, M. le comte d'Artois, son plus jeune frère, visiter les préparatifs de ces travaux. Ce Prince accompagné de M. le duc d'Harcourt, gouverneur de la province, de MM. de Vaudreuil, de Crussol, de Mailly, de Puysegur, du prince d'Hénin et du chevalier de Coigny, arriva à Bayeux le 21 mai 1786, et descendit directement au palais Episcopal, malgré l'absence de Mgr de Cheylus, que ses fonctions d'aumônier de M<sup>me</sup> la comtesse d'Artois retenaient à Versailles. Il repartit le lendemain pour Cherbourg d'où il revint le 29 du même mois. Le Prince dina chacun de ces jours au Palais dont les honneurs lui furent somptueusement faits au nom du Prélat. Il admit à son audience tous les Corps de la ville; mais il n'en invita aucun à prendre part au dîner. L'étiquette de cette époque ne permettait pas aux Princes de faire asseoir à leur table les

<sup>(1)</sup> Mémoires de M<sup>me</sup> Campan. T. II. p. 183.

<sup>(2)</sup> *Histoire de Cherbourg*, par Vérusmor.

autorités civiles. Le major-commandant du régiment de Lorraine, M. de Boulon, fut le seul invité, et les Corps de la ville assistèrent, mais debout, au repas <sup>(1)</sup>.

On fut charmé de cette figure gracieuse, de cette tournure chevaleresque qui faisaient de ce Prince l'idole de la Cour; mais on lui tint une certaine rigueur de la frivolité et de l'étourderie de son âge, défauts qu'on pardonne aisément dans les jours heureux, et qu'on se rappelle dans les jours de disgrâce. Que d'événements entre ce premier voyage et le dernier où, quarante-quatre ans après, successeur de ses deux frères, et renversé du trône, il venait au même port s'embarquer pour son troisième et dernier exil !

Le voyage du Roi suivit, un mois après, la visite du comte d'Artois. Il avait été précédé par le ministre de la guerre, M. de Ségur, et par le ministre de la marine, M. de Castries. Tous les mémoires contemporains s'accordent à proclamer l'allégresse publique que ce voyage fit éclater sur les pas de Louis XVI. Il n'y avait alors dans les provinces nulles dissensions, nulles divisions, et les transports de la joie générale n'étaient point suspects d'être le témoignage du triomphe d'un parti.

Le Roi arriva au château d'Harcourt le 21 juin 1786. Le duc d'Harcourt n'avait rien négligé pour rendre la réception digne du Monarque qui l'acceptait et du grand seigneur qui l'offrait <sup>(2)</sup>. Quand le Roi eut monté les dernières marches du perron du château, le Duc l'invita à se retourner pour jouir du spectacle qu'offrait une population immense couvrant les campagnes et les côtes voisins, exprimant sa joie par ses acclamations. « Ah ! M. le Maréchal, s'écria Louis

<sup>(1)</sup> Reg. de l'Hôtel-de-Ville. 1786.

<sup>(2)</sup> On conserve encore au château un portrait de la duchesse d'Harcourt dans le costume qu'elle avait choisi pour recevoir le Roi.



XVI en lui prenant la main, votre château est bien beau, mais ce que vous venez de me faire voir est bien mieux encore <sup>(1)</sup> ».

Les habitants de Bayeux s'étaient flattés que le Roi, à l'exemple de son frère, déjeunerait ou dînerait dans leurs murs; mais une lettre du duc d'Harcourt du 16 juin <sup>(2)</sup> avait détruit ces espérances. On expliqua dans le temps cette lettre par une mésintelligence entre l'Evêque de Bayeux et le duc d'Harcourt qui employa son influence pour priver le Prélat de partager avec lui l'honneur de recevoir le Roi.

Par suite de cette rivalité, ce fut à Ste-Croix-Grandtonne, dans une ferme, sur le bord même de la route de Caen à Bayeux, à mi-chemin entre ces deux villes, que le Roi s'arrêta pour prendre son déjeuner. Le château de M. le marquis de La Guiche n'était qu'à quelques pas de là, mais soit que M. le duc d'Harcourt eût voulu être le seul seigneur normand qui reçût le Roi sous son toit, soit, comme on l'a dit dans le temps, que le chemin qui conduisait au château fût en mauvais état, ce déjeuner dont des œufs et des fruits, dit-on, firent tous les frais, eut lieu dans la ferme <sup>(3)</sup>, chez un fermier, nommé Cussy, dit Géréme.

La tradition rapporte que le Roi daigna s'entretenir avec la fille de son hôte d'occasion, et que celle-ci encouragée par cette indulgente bonté lui raconta que son père refusait son

(1) Le château de Thury-Harcourt était considéré comme une demeure royale. On lit dans la charte du mois de septembre 1578 qui érigea cette baronnie en marquisat au profit de Pierre de Montmorency qu'elle était accompagnée d'un beau château et forte place qui démontre grand signe et marque d'ancienneté, et auquel nous (Henri III), les princes de notre sang et seigneurs de notre suite pouvons loger quand notre chemin s'y adonne.

(2) Reg. manusc. de l'Hôtel-de-Ville.—Corresp. 1786.

(3) Cette ferme appartient aujourd'hui à M<sup>me</sup> la comtesse de Chastenet, fille du marquis de la Guiche qui a péri révolutionnairement, et à qui sa piété filiale a fait élever un monument funèbre dans l'église de Ste-Croix.

consentement à son mariage à cause de l'indigence de celui qu'elle aimait. Le Roi pouvait lever cet obstacle en dotant le jeune couple. Il le fit avec une bonhomie charmante, et faisant remettre au père une bourse bien garnie, il obtint le consentement jusques-là refusé <sup>(1)</sup>. De ce jour, cette ferme qui portait alors le nom de la *grande bâtisse* a pris celui d'*Hôtel Fortuné*, nom de bon augure qu'elle a toujours conservé depuis. La nappe qui couvrit la table du Roi, la serviette et le verre qui lui servirent ont été précieusement gardés pendant longtemps dans la famille du fermier, en témoignage de cette hospitalité <sup>(2)</sup>.

Dans toute la route, le Roi trouva sur son passage les paysans endimanchés, accourus, les curés à leur tête, pour le saluer de leurs acclamations. C'était à qui se signalerait par quelque témoignage d'un plus démonstratif respect. Au relais de Bretteville-l'Orgueilleuse, entre Caen et Bayeux, son portrait brodé en or et en soie lui fut présenté, accompagné d'un bouquet, et le curé y joignit un compliment en vers où le sentiment l'emportait sur le talent du poète.

Le Roi arriva à Bayeux le jeudi 22 juin, à une heure et demie de l'après-midi. C'était le premier souverain que cette ville recevait dans ses murs depuis François I<sup>er</sup> qui y avait séjourné quelques jours en 1532. Louis XVI avait dans sa voiture M. le duc d'Harcourt, gouverneur de la province, le prince de Poix, capitaine des gardes, le duc de Villequier, premier gentilhomme de la chambre, et le duc de Coigny, premier écuyer. Il traversa la ville au pas, trouvant sur son passage le régiment de Lorraine bordant exclusivement la

(1) Des recherches faites dans la contrée ont appris que cette anecdote est vraie : seulement ce ne fut point la fille du fermier que le Roi gratifia, mais une fille d'un village voisin qui osa s'approcher de lui et solliciter sa bonté.

(2) Il y a moins de vingt-cinq ans qu'un de ses petits enfants refusa de vendre ces objets. On ne sait aujourd'hui ce qu'ils sont devenus.

haie <sup>(1)</sup>. Il y fut accueilli par les plus ardentes acclamations. Il avait été ordonné que pour laisser aux habitants la faculté de jouir plus longtemps de la présence du Roi qui ne pouvait s'arrêter que quelques minutes, les relais seraient préparés sur la place Saint-Patrice, à l'autre extrémité de la ville. Arrivé sur cette place, le Roi trouva le corps municipal et tous les corps de la ville, le chapitre à droite et le bailiage à gauche. Toute harangue avait été interdite. M. le duc d'Harcourt, en sa qualité de gouverneur de la province, ayant fait le signal d'approcher, le maire, M. Larcher de La Londe, se présenta à la portière à la tête du cortège, et offrit au Roi les clefs de la ville dans un bassin d'argent <sup>(2)</sup>. Le Roi les reçut avec bonté, d'un air satisfait et affectueux, et les confia à M. le duc d'Harcourt.

Ayant remarqué dans le cortège un vieillard décoré du cordon rouge que son âge empêchait de se mêler à la foule, il apprit que ce vieux guerrier était M. de Saint-Vast, officier général, qui avait gagné ses grades sur les champs de bataille et notamment pendant la guerre de Sept Ans. Il le fit approcher de sa voiture et lui parla avec une affabilité qui fit verser des larmes au vieux soldat.

Le Roi touché de l'enthousiasme de cette foule qu'il saluait d'un air riant et content, prolongea de quelques instants le temps du relai, et se plaça à la portière de sa voiture de manière à être vu de la population qui se pressait au-

(1) Il y avait cependant à Bayeux une milice bourgeoise, organisée en cinq compagnies, conformément aux Edits de 1694 et 1708 ; mais suivant les réglemens militaires la milice bourgeoise ne pouvait prendre les armes dans les villes où il y avait garnison.

(2) Ces clefs et ce bassin sont conservés à la Bibliothèque. Ils avaient été confectionnés à Bayeux par M. Desmares, orfèvre, et avaient coûté 101 liv. — Une délibération du 15 avril 1790 avait ordonné qu'il en serait fait hommage à la nation à titre de don patriotique. Mais heureusement ils ne furent point envoyés.

tour de lui. Enfin après avoir joui, pendant une demi-heure à peu près, de ces témoignages de l'amour du peuple bayeusain, il continua sa route vers Saint-Lo. Pour faciliter l'accès de cette route à partir de la place Saint-Patrice, l'administration avait fait aplanir et dresser un passage le long de l'enclos des Bénédictines, et depuis ce moment ce passage prit le nom de RUE ROYALE qui lui fut donné, à cette occasion, par une délibération du Conseil général de la ville (1).

Le Roi passa quatre jours à Cherbourg au milieu d'un spectacle non interrompu de fêtes maritimes si nouveau, si intéressant pour lui. Il assista entr'autres à un combat naval, et navigua plusieurs fois en pleine mer, à bord du vaisseau LE PATRIOTE, amère dérision de la fortune qui attachait le pavillon royal au grand mâât d'un vaisseau portant un nom qui devait plus tard servir de ralliement à ses ennemis !

L'enrochement de la *Digue*, cet ouvrage digne des plus beaux jours de Rome, se pratiquait alors par le moyen des *Cônes* (2). On fit amarrer, immerger et remplir un cône devant lui. Dans un brillant canot, orné d'une tente magnifique, manœuvré par deux cents rameurs vêtus de blanc et ceints d'une écharpe rouge, commandé par un capitaine de vaisseau (M. La Couldre de la Bretonnière), le Roi, naviguant bord à bord avec un cône richement pavoisé, monté de cent personnes, traversa une escadre de dix-sept bâtiments de guerre, au bruit du canon des vaisseaux et des forts et se rendit sur le huitième cône déjà rempli, et qu'on avait magnifiquement préparé pour le recevoir. Plus de cent mille personnes accou-

(1) Reg. des délibérations de l'Hôtel-de-Ville. 1786.

(2) Grande caisse de soixante pieds de haut et soixante pieds de base, composée de gros madriers liés avec du fer, qu'on coulait et qu'on remplissait de pierres, au lieu où l'on établissait la digue. Quatre-vingt-dix étaient jugés nécessaires. Chaque cône devait coûter de 110 à 150,000 livres.



rues de toutes parts bordaient le rivage. La mer était couverte de barques, de chaloupes, de bâtiments de toutes dimensions portant une foule empressée et d'où sortaient sans cesse ou les accents de la musique, ou les cris de *Vive le Roi*. Né de sang royaliste, mon enfance fut bercée aux récits de ces fêtes, contraste douloureux avec les tempêtes qui grondaient déjà.

Après avoir passé à Cherbourg quatre jours, les derniers beaux jours peut-être de sa vie, le Roi reprit le chemin de Versailles, et passa de nouveau par Bayeux le lundi 26 juin à trois heures de relevée. Le Maire était monté à cheval et précédait la voiture du Roi pour lui servir de guide, depuis l'entrée de la ville jusqu'au relai. Le Roi reçut de nouveau sur la place Saint-Patrice <sup>(1)</sup> les hommages des différents corps de la ville. Sa physionomie exprimait la satisfaction et la joie. On remarqua que les personnes admises dans son carrosse au retour n'étaient pas les mêmes que celles qui l'accompagnaient à son premier passage. Il y avait fait monter les ministres de Ségur et de Castries, M. de La Rochefoucault-Liancourt, grand-maitre de la garde-robe, et M. le marquis de Lafayette <sup>(2)</sup> qu'il avait trouvé à Cherbourg et qui trois ans après devait devenir la terreur de la Royauté. Le Roi ne s'arrêta que quelques instants. Un courrier envoyé par lui l'avait précédé et avait rapporté aux officiers municipaux le bassin et les clefs d'argent qui lui avaient été offerts, et dont, par inadvertance, M. le duc d'Harcourt était resté saisi <sup>(3)</sup>.

(1) Dans l'intervalle du passage au retour une délibération du Conseil général avait donné à cette place le nom de *place Royale*, et à la rue partant de l'église St-Vigor-le-Petit allant rendre au marché au Bois (aujourd'hui rue Tardif) le nom de *rue comte d'Artois*, en souvenir du passage de ce prince.

(2) *Histoire du duché de Normandie*.—Goubes.

(3) A son retour de Cherbourg le Roi le nomma gouverneur du Dauphin

Ce passage du Roi par Bayeux <sup>(1)</sup> ne laissa pas seulement des souvenirs de sentiment, mais il fut marqué aussi par des actes de la munificence royale qui ont contribué plus tard à l'embellissement de la ville. La porte *Arborée*, dernier vestige des anciennes portes murales de la ville du moyen-âge, ainsi qu'une seule tour, la *tour Louise*, existaient encore, et non-seulement étaient inutiles, mais étaient nuisibles à la facilité des communications.

La porte *Arborée*, placée à l'extrémité de la rue des Chanoines, formait un engorgement périlleux pour les voitures. C'était l'une des raisons pour lesquelles l'administration avait ouvert la rue *Royale* pour le passage du Roi. Ce Prince sur la demande qui lui en fut faite, à cette occasion, en ordonna la démolition et fit don à la ville des matériaux qui en proviendraient <sup>(2)</sup>.

L'ancien château féodal, bâti par le duc Richard I<sup>er</sup>, avait été en partie détruit. De son enceinte, de ses tours, de ses murs, il ne restait plus que des ruines, mais ces ruines, mais le sol qui les portait étaient la propriété de l'Etat. La ville n'y pouvait faire ni travaux ni embellissements. L'administration municipale était depuis dix années en réclamation à

Louis, qui mourut à Versailles le 4 juin 1789. Le père du duc d'Harcourt mort en 1783, avait une immense popularité dans la province où il avait laissé le souvenir de nombreux services et de grands bienfaits. Son oraison funèbre fut prononcée dans l'église St-Pierre de Caen par dom Gallis de Mesnilgrand, prieur de l'abbaye Saint-Etienne, et fut citée comme une œuvre fort remarquable.

(1) Les dépenses occasionnées par ce passage, y compris les clefs et le bassin d'argent, s'élevèrent à 916 liv, 3 s. 6 d.—Registre de l'Hôtel-de-Ville.—1786.

(2) Lettre de MM. de Ségur et de Caux.—Septembre 1786.—Cette démolition eut lieu dans l'hiver de 1789, malgré l'opposition de M<sup>me</sup> la marquise de Campigny qui réclamait des droits sur cette porte à cause du fief principal de son marquisat, et qui vint, elle-même en personne, sur les travaux protester par une clameur de *haro* dont elle fut déboutée par une

ce sujet auprès du gouvernement <sup>(1)</sup>. Des mémoires avaient été présentés, des échanges proposés, une instruction commencée. L'affaire était sans cesse renvoyée de l'intendance au conseil du Roi, du conseil à l'administration des domaines, de cette administration au ministère de la guerre, de ce ministère à celui des finances ; rien n'aboutissait au terme désiré. Un mémoire ayant été remis au Roi par le Maire pendant que S. M. s'était arrêtée sur la place Saint-Patrice, appela son attention sur cette affaire, et peu après le retour du Roi à Versailles, la concession des matériaux, et celle du vaste emplacement qui forme aujourd'hui la place Saint-Sauveur, des murs et de tous les fossés, fut faite à la ville <sup>(2)</sup>, ce qui a permis de changer et d'améliorer complètement la face de plusieurs quartiers.

Le détour que le Roi fut obligé de faire par Saint-Lo pour se rendre à Cherbourg l'avait étonné. Il apprit qu'il était rendu nécessaire par les obstacles que le *Petit Vey* apportait à la communication directe du Bessin avec la presqu'île du Cotentin, que depuis longtemps le projet de relier l'un à l'autre par un pont avait fixé l'attention des intendants, mais sans produire aucun résultat. A son retour à Caen <sup>(3)</sup>, il fit appeler M. Le Fèvre, ingénieur en chef de la généralité, et lui ordonna de mettre la dernière main aux plans et études com-

sentence du baillage en date du 18 décembre 1789. Les armes des *Hamon*, anciens seigneurs de Campigny, figuraient en relief au-dessus de cette porte. Ces seigneurs étaient tenus d'en faire la garde à leurs frais en temps de guerre, et prenaient le titre de *Maréchal héréditaire de la ville et cité de Baieux*.

(1) Dès 1771 la ville avait fait élever devant le château une esplanade sur l'emplacement des fossés et de quelques jardins y attenants.

(2) Lettre de MM. de Ségur et de Caux déjà citée.

(3) Le Roi retourna à Paris par Honfleur et le Havre. Il s'embarqua sur un bâtiment nommé l'*Anonyme*, et subit une rude traversée de trois heures.

mencés pour construire un pont sur le petit Vey, et pour dessécher la baie inondée par les eaux de la mer, afin de rendre ce terrain à l'agriculture et d'améliorer la salubrité du pays <sup>(1)</sup>. La Révolution vint mettre un obstacle momentané à l'exécution de ce double projet, dont la première partie a été terminée en 1824 <sup>(2)</sup>, et dont la seconde paraît devoir être entreprise en 1857, plus de soixante-dix ans après <sup>(3)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> *Histoire du duché de Normandie*.—Goubes.

<sup>(2)</sup> Le pont du Petit-Vey et la chaussée ont été livrés à la circulation le 1<sup>er</sup> mai 1824.

<sup>(3)</sup> Décret impérial du 1<sup>er</sup> juillet 1856 qui accorde la concession de la baie des Veys.





## CHAPITRE V.

---

### L'ÉTAT SOCIAL DE LA NORMANDIE EN 1788.

#### I.

**Assemblée des notables.**—Création des Assemblées provinciales, d'Élection et municipales.—Le général de Wimpfen élu membre de l'Assemblée d'élection de Bayeux.

Le désordre des finances de l'Etat accru depuis plusieurs années appelait un remède sérieux. Il fallait extirper les abus, et établir une nouvelle organisation financière. Le Roi se crut impuissant à tenter seul cette réforme et voulut soumettre ces questions difficiles à une assemblée composée des per-

sonnages réputés les plus capables d'éclairer cette grave matière. Le 22 février 1787 il ouvrit à Versailles la première assemblée des NOTABLES, où il appela à siéger les membres les plus distingués de la noblesse et du clergé, les premiers présidents et les procureurs-généraux de tous les parlements, et les chefs sous divers noms des vingt-six principales villes du Royaume.

La plus grave mesure conseillée par cette assemblée fut celle par laquelle le Roi accorda à chaque province le droit d'avoir des assemblées auxquelles fut dévolue une grande part dans l'examen des bases des contributions, dans l'administration des travaux publics, dans tout ce qui concernait les grandes routes, les ateliers de charité, les besoins de l'agriculture et du commerce. Ces assemblées étaient de trois sortes : assemblées *municipales* pour chaque paroisse, assemblée du *ressort de l'Election* composées des députés des villes et paroisses, *assemblées provinciales par généralité*, composées des députés élus par les assemblées d'Election. Chacune d'elles devait être formée des trois ordres, la noblesse, le clergé et le tiers état.

C'était là évidemment le type de nos conseils municipaux, d'arrondissement et conseils-généraux actuels.

Ces assemblées étaient destinées à jouer un grand rôle. La haute noblesse espérait surtout puiser une influence politique dans le maniement des affaires publiques, et saluait leur avènement comme devant affranchir la France de la tyrannie ordinaire des *Intendants, subdélégués et autres suppôts* <sup>(1)</sup>.

On s'occupa bientôt dans chaque généralité de l'organisation de ces institutions dont la nouveauté séduisait les esprits, à des points de vue différents.

(1) Lettre d'un candidat à M. Larcher de La Londe, maire de Bayeux, du 25 avril 1787.

Les élections pour ces diverses assemblées eurent lieu dans l'Election de Bayeux au mois d'octobre 1787. Le baron de Wimpfen ne fut point élu pour l'assemblée provinciale, mais il fut le premier délégué de la noblesse pour l'assemblée de l'Election de Bayeux. Ce fut son début dans la vie civile.

Cette assemblée d'Election n'était pas sans importance. Elle formait le lien de la correspondance qui devait exister entre les assemblées municipales et l'assemblée provinciale. Ces diverses assemblées électives ne fonctionnèrent qu'une année, et au milieu du trouble et de la confusion, suite nécessaire d'attributions mal définies et de rouages qui n'avaient pas encore l'habitude de marcher.

L'assemblée provinciale de la généralité de Caen s'occupa avec zèle des questions qui étaient devenues de sa compétence, mais sans faire invasion dans le domaine de la politique <sup>(1)</sup>.

Son exemple ne fut pas suivi par toutes les autres assemblées dont quelques-unes parlèrent *des droits primitifs et imprescriptibles de la nation*.

Le mot d'*Etats généraux* jeté par M. de Lafayette à l'assemblée des notables fut bientôt relevé par le Parlement de Paris, imprévoyant du sort qu'ils lui réservaient. Plein d'une bonne foi confiante dans le concours de la nation, le Roi après de longues hésitations, annonça enfin, par une déclaration du 23 septembre 1788, la convocation prochaine des états-généraux que l'opinion publique signalait comme le seul remède aux périls d'une banqueroute.

Ce fut là le signal d'une ère nouvelle.

(1) Procès-verbal de l'Assemblée provinciale de la généralité de Caen.— 1787.



## II.

L'administration dans les campagnes et les villes.—Servitude de la terre.  
—Droits féodaux.—Privilèges et préjugés.—L'égalité.

Avant que la nation ne franchisse le seuil du passé, il est utile de se recueillir pour connaître l'état social du pays à cette époque dont soixante ans à peine nous séparent, et qu'on ignore cependant comme s'il était déjà reculé dans les siècles. Cet examen conduira à connaître quel but la société française, en entrant dans la carrière des révolutions, se proposait d'atteindre, quelles souffrances elle avait à guérir, à quelles aspirations elle cédait.

Plus on pénètre dans l'étude de l'ancien régime, plus on est convaincu qu'elle obéissait moins au besoin de la liberté qu'à celui de l'égalité.

Dans les temps qui précédaient la Révolution, et à ses approches, la liberté de la presse n'était comprise et revendiquée que par les hommes éclairés, la classe la moins nombreuse. La liberté de conscience n'intéressait guère que les dissidents de l'Eglise protestante, alors clair-semés dans la population normande, et à qui l'édit de Louis XVI sur leur état civil avait accordé à peu près tout ce qui était demandé en leur nom. La liberté individuelle, respectée au moins autant qu'aujourd'hui par la justice criminelle ordinaire, n'était violée par les lettres de cachet qu'à l'égard de quelques écrivains, de quelques intrigans politiques, ou de fils de famille dissipateurs. Les libertés municipales, celles-là qui sont les plus chères aux populations, et qui les intéressent le plus,

étaient beaucoup plus étendues qu'on ne le pense généralement.

C'est une erreur de croire, comme on le dit trop souvent, que du fond de leurs châteaux et dans toute l'étendue de leurs fiefs les seigneurs fussent les *maîtres* des paroisses. Cela est loin de la vérité. L'habitant des campagnes comme celui des villes était en possession depuis longues années de s'administrer par ses élus. Les paroisses rurales avaient le droit de choisir à leur gré dans les assemblées des notables de chacune d'elles, *par la voie du scrutin et par billets* <sup>(1)</sup> ceux qui devaient exercer les fonctions municipales, ainsi que leur Syndic et leur Collecteur, le premier pour diriger l'administration, la recette et la dépense des revenus communaux, soutenir les procès, veiller à la milice et à l'exécution des lois; le second, pour lever les impôts, et notamment la taille et la capitation <sup>(2)</sup>.

Depuis l'affaiblissement de la grande féodalité, la création des intendants et des subdélégués sous le règne de Louis XIV, avait absorbé au profit du pouvoir central, qui s'y était substitué par des empiètements successifs, toutes les anciennes influences. A partir de ce moment le seigneur cessa pour ainsi-dire de concourir à l'administration publique, et ne fut plus que le premier des notables habitants de la paroisse. Il n'avait que sa voix dans les affaires de la communauté, voix prépondérante peut-être à cause de l'influence de sa fortune et de ses qualités personnelles, mais qui en droit n'avait aucune suprématie. Il y a plus, son autorité était nulle même sur l'administration temporelle de l'église de son village.

(1) Ordonnance du 21 juin 1765.

(2) Je n'indique point ici les règles administratives qui devaient être la conséquence des assemblées créées en 1787, parce qu'elles restèrent sans exécution, et seulement à l'état de théorie. Elles étaient au surplus toutes favorables à la liberté des communes.

Non-seulement il ne nommait pas les marguilliers, mais même il ne pouvait pas être marguillier de sa paroisse <sup>(1)</sup>. Les pauvres possédaient-ils quelques domaines d'aumônes, y avait-il des mesures à prendre pour l'administration collective des secours ? Cette administration appartenait à l'assemblée de charité de la paroisse ; le seigneur en faisait de droit partie, mais sans aucune prééminence et partageait cette charge avec les marguilliers et les notables habitants <sup>(2)</sup>. Il en était de même pour la direction et la surveillance des écoles du village <sup>(3)</sup>. Exempt de la taille, il lui était défendu de prendre part aux délibérations qui la répartissaient. Par cela même les fonctions de collecteur lui étaient interdites. Aussi arrivait-il souvent que le seigneur affectait de l'indifférence envers des intérêts qu'il n'avait point mission de diriger. Les registres des communes, quoique beaucoup aient disparu, les archives des greffes, et ceux de la généralité de Caen, prouvent que dans le Bessin *le général* des habitants de beaucoup de paroisses n'avaient pas attendu la Révolution pour se mettre en opposition avec leur seigneur. Voilà pour les campagnes.

Dans les villes et gros bourgs, les Edits de 1764 et 1766 <sup>(4)</sup> avaient réglé d'une manière libérale l'administration municipale. Elle était composée d'un maire, d'échevins, de conseillers de ville, nommés par l'assemblée des notables, et cette dernière était à son tour élue par les délégués des diverses corporations de la cité. Au corps de ville ainsi élu par la voie de l'élection à deux degrés, il échéait d'administrer les biens et les revenus de la communauté, de régler les dépenses, et de prendre toutes les mesures d'administration,

(1) Arrêt du Parlement de Rouen du 8 mars 1736.

(2) *Du gouvernement des paroisses*.—Jousse.

(3) Jousse.—*Loco citato*. P. 221.

(4) Enregistré au Parlement de Rouen avec modification le 13 octobre 1766.

sous la surveillance des intendants ou de leurs délégués.

Les intérêts d'une sphère plus élevée étaient défendus par les Parlements dont la prétention était de former des états-généraux *au petit pied*.

La noblesse n'exerçait donc aucune suprématie politique ou administrative, et le peuple lui-même se montrait en général très peu jaloux de pratiquer ces libertés communales. Il négligeait facilement cette intervention qu'il avait le droit d'avoir dans les affaires publiques, et en laissait la direction à l'arbitraire des intendants et des subdélégués.

En 1788 si la liberté politique du citoyen n'avait que quelques vœux à réaliser, il faut reconnaître que *la liberté de la terre* était entravée profondément par ce qui demeurait des débris de la féodalité. La propriété rurale était restée dans la servitude. Je ne parle point ici des rentes foncières connues sous le nom de *Cens* ou *Champart*. Elles étaient le prix des héritages vendus par le seigneur. Le paysan normand qui n'était en général arrivé à être propriétaire que par ces ventes à charge d'une redevance proportionnée à la valeur de la terre, avait assez de *sapience* pour reconnaître que cette redevance n'était que le prix légitime du Bail à rente ou de la *Fieffe* qui lui avait été consentie. Ses idées n'allaient point jusqu'à en demander la suppression. Mais s'il acquittait chaque année sa rente sans résistance, il murmurait de ne pouvoir se libérer du capital parce qu'elle était irrachetable, d'être obligé, à des époques périodiques, à passer des *aveux*, à faire des reconnaissances de *foi et hommage*, en signe de dépendance et d'infériorité. Le service à perpétuité de ces redevances sans espoir de libération, lui paraissait d'autant plus onéreux qu'il semblait qu'on eût épuisé la variété de toutes les productions pour les soumettre aux créances seigneuriales, argent, poisson, volailles, grains de toutes les espèces, légumes, bois,



fruits, miel, beurre, œufs, pain, poivre, sel, cire, chandelle, porc, etc., sans compter les chaperons de rose, et les bouquets de violettes, ces derniers droits à peu près inconnus en Basse-Normandie.

Ce qui avait surtout amassé des ressentiments, c'étaient les privilèges qui consacraient la supériorité personnelle du seigneur sur le vassal, qui impliquaient l'existence d'une suprématie aristocratique ; tels étaient les droits de chasse réservés exclusivement aux seigneurs, l'interdiction aux tenanciers d'avoir des chiens s'ils n'avaient le jarret coupé, le droit de pêche, le droit de fuie et colombiers, celui de garennes, le droit de mouture qui contraignait le vassal à moudre au moulin du seigneur, et lui interdisait la possibilité d'en construire, le droit de four seigneurial, celui de relief et de treizième dernier, celui de lods et ventes, le retrait féodal sur tous les biens de la mouvance, les corvées seigneuriales, le droit d'épaves qui attribuait au seigneur tout ce que la mer rejetait sur le rivage, etc. Le mécontentement de ces gênes, de ces entraves s'était aggravé par les peines sévères, quelquefois afflictives, dont la violation de quelques-uns de ces droits était suivie.

Aux foires, aux marchés, aux halles, aux passages des bacs et des rivières, au pesage, au mesurage, au jaugeage des marchandises, sous divers noms, les cultivateurs avaient toujours à déboursier, et le seigneur toujours à recevoir <sup>(1)</sup>.

Il ne s'agit point ici de ce prétendu droit du seigneur qui a défrayé les faiseurs de vaudevilles, ni de ce droit de contraindre les vassaux à battre les étangs, parce que de semblables droits n'ont jamais existé en Normandie s'ils ont été

(1) Ces divers droits s'appelaient *Coutumes*. Ils s'exerçaient d'abord *en nature* : Ainsi, un mercier payait des échevaux de fil, des aiguilles, un verrier un verre à pied, ou sans pied, un tavernier un gallon de *boire*, etc. Plus tard ils furent tarifés en argent.

exercés ailleurs. Les droits de ban, d'arrière-ban, de prévôté, de guet et de garde étaient à peu près tombés en désuétude depuis l'établissement des milices régulières.

Malgré le poids de ces diverses servitudes, le prolétaire normand paraissait généralement plein d'humilité et de déférence envers les seigneurs qui, de leur côté, dans cette province se montraient en général faciles, charitables et bienveillants. Mais les paysans qui avec le temps, le travail et l'économie étaient devenus propriétaires fonciers — et le nombre en était déjà très grand en Normandie — subissaient impatiemment non-seulement les privilèges ci-dessus, mais d'autres qui blessaient plus encore la vanité que les intérêts.

Le droit de patronage des églises, la place du banc seigneurial dans le chœur, le droit de sépulture dans l'église, l'eau bénite offerte et le pain béni distribué séparément, l'encens présenté par le curé, les recommandations au prône du nom du seigneur aux prières des fidèles, tous ces hommages et préséances honorifiques attestaient une prééminence sociale qui supposait la différence des races et qui par cela même offensait l'orgueil.

Les familles aristocratiques les plus distinguées, isolées du peuple soit par la politique, soit par le goût des plaisirs, venaient rarement dans leurs terres. Cet absentéisme livrait les tenanciers aux agents secondaires qui par des duretés rendaient encore ces droits plus lourds. Les gentilshommes de province restés dans leurs manoirs, peu riches pour la plupart, exigeaient rigoureusement tout ce qui leur était dû, et usaient surtout sans ménagement des prérogatives qui relevaient leur rang.

D'un autre côté, la noblesse ne payait d'impôts que sur une partie de ses terres; les autres en étaient exemptes. Elle était dispensée de ceux qui étaient le plus odieux, la Corvée

et la Taille. C'était là un privilège qui était d'autant plus antipathique aux cultivateurs, qu'il faisait retomber sur le pauvre le fardeau du riche, et créait la plus sensible des inégalités.

Le droit de dîme attribué au clergé sur les fruits de la terre était devenu l'une de leurs répulsions les plus grandes, et malgré leur respect pour les croyances religieuses qui n'étaient point encore affaiblies, ils confondaient quelquefois dans leurs murmures la dîme et le curé qui la percevait.

Le haut clergé possédait des fiefs et en jouissait avec les mêmes droits que ceux des seigneurs. Le clergé inférieur avait des intérêts différents de ceux de la classe dont il était sorti. Il y avait encore là une cause de résistance et d'aigreur.

Dans les villes d'autres motifs entretenaient l'esprit de convoitise et de rivalité. Le clergé était divisé en haut et bas clergé, et ce dernier subissait avec humeur les dédains que le premier lui faisait subir. La noblesse de cour traitait avec hauteur et fierté la noblesse de province, qui s'en dédommageait envers les annoblis qu'elle regardait comme des parvenus enrichis à mesure qu'elle s'appauvrissait, et envers le Tiers Etat, sorte de ricochet qui retombait, en définitive, sur la Bourgeoisie et excitait ses susceptibilités.

Le Tiers-Etat lui-même était divisé en Bourgeois possédant les charges de juridiction et de finances, — en Bourgeois vivant noblement, ou du produit de professions libérales — en marchands formant des corporations — et en artisans. Les charges achetées à prix d'argent étaient héréditaires, inamovibles comme la propriété immobilière; elles conféraient l'exemption de la taille, du logement de gens de guerre, le droit de sel, etc., et rapprochaient leurs possesseurs de la noblesse avec laquelle ils auraient bien voulu se confondre, mais qui les tenait toujours à distance. Ces immunités et ces préten-

tions faisaient naître l'hostilité dans les rangs inférieurs. Les jurandes et les maîtrises altéraient aussi les rapports entre les patrons et les ouvriers. Chacune de ces catégories jalou-sait l'autre, et désirait un ordre de choses nouveau qui applanit la diversité des conditions. Bref, chacun voulait arriver à l'Egalité... avec tout ce qui s'élevait au-dessus de lui.

Ces inégalités étaient rendues plus sensibles encore en Normandie qu'ailleurs par l'institution du droit d'ainesse, et par l'exclusion des sœurs de toute part dans l'immeuble paternel, — état de choses qui semait la désunion dans les familles, et que reprouvait surtout le Paysan normand attaché plus qu'un autre et jusqu'à la passion, à la propriété du sol, et voyant le premier des titres dans celui de propriétaire foncier.

La Bourgeoisie admettait aisément qu'à la Cour les postes d'honneur, les grandes charges, les dignités qui approchaient du souverain, appartenissent à l'aristocratie de race, mais elle protestait contre les obstacles qui s'élevaient devant elle dans la carrière militaire, et contre les tentatives renouvelées pour ravir au courage et aux services les emplois de l'armée et les attribuer au seul hasard de la naissance <sup>(1)</sup>.

La noblesse affectait de confondre les Paysans et les Bourgeois dans le même nom de *Roturiers*. Dans ses habitudes et son langage ce nom revêtissait un caractère de dédain ; ceux-ci y répondaient par le nom d'*Aristocrates*, qui détourné de son sens naturel devint plus tard la plus dangereuse injure et un appel à la proscription et au meurtre.

Souvent plus puissantes et toujours plus vivaces que les lois, les mœurs avaient élevé d'autres barrières entre les deux classes. Les mariages entr'elles y étaient sinon défendus, au moins évités. Un mot, celui de mésalliance, avait été créé

(1) V. p. 48-57.



pour exprimer l'ostracisme dont ils étaient frappés. La confusion des deux castes par le mariage était d'autant plus rare en Normandie que les filles de l'une et de l'autre classe n'étaient point héritières dans la province, qu'elles pouvaient n'être mariées qu'avec un chapeau de roses, qu'elles ne possédaient dans tous les cas que d'assez chétives rentes, et que, sauf les filles uniques, elles ne pouvaient relever la fortune d'un gentilhomme indigent ou ruiné. Les tribulations, dont était entouré le bourgeois qui épousait une *demoiselle*, ont été transportées avec trop de vérité sur la scène pour qu'il soit nécessaire de les signaler.

D'autres préjugés approfondissaient encore ces divisions. C'était, par exemple, déroger à la noblesse que d'exercer certaines professions, même les plus libérales; c'était tacher l'honneur de son blason que de demander au commerce et à l'industrie les moyens d'accroître ou de réparer sa fortune. Cent autres susceptibilités de titres, de préséances, de livrées, d'étiquette, de costumes même faisaient éclater des prétentions ou des dédains souvent légers et même imperceptibles, et cependant ce n'étaient pas ceux-là qui étaient les moins poignants pour certaines humeurs.

Dans cette société superposée de classes si tranchées, rivales, où jamais les rangs ne s'oubliaient, il n'y avait ni lien, ni cohésion, car chacun aspirait à monter. C'est d'ailleurs le cours régulier de la civilisation d'élever successivement les hommes par le travail et le talent qui mènent à la richesse. La diffusion des lumières, l'éducation, la même manière de vivre, les mêmes études rapprochaient les hommes riches; les intérêts de caste et les préjugés les séparaient.

Tel était avant la Révolution l'état social des campagnes et des villes. Au mal qu'il révèle de larges réformes introduites successivement et avec maturité auraient pu apporter du re-

mède. Louis XVI l'avait compris dès 1787 ; malheureusement il n'eut ni la volonté, ni le pouvoir de les opérer seul. En 1789, à l'annonce des Etats généraux, les esprits furent remplis d'un vague désir de changement, du pressentiment que des temps nouveaux se préparaient. On crut que le moment était venu d'asseoir une société nouvelle sur un terrain aplani et nivelé, où les hommes seraient égaux, sans supériorité, ni infériorité politique. La haine de l'inégalité fut la cause impulsive de toutes les agitations. L'Egalité des hommes entr'eux, des terres entr'elles, c'était le but. La Liberté ne fut que le moyen. Les révolutions, les coups d'état qui se sont succédés depuis soixante ans ont prouvé en effet que si la nation tient à la Liberté c'est surtout parce qu'elle est l'é-gide et la sauvegarde de l'Egalité.

Ces considérations générales étaient nécessaires à exposer. Sans elles on s'expliquerait difficilement ce qui va suivre. Achevons de compléter ce tableau en constatant quel était l'Etat moral et matériel de la ville de Bayeux à ce moment qui précéda la chute de ses diverses institutions.

### III.

Etat matériel et moral de Bayeux en 1788.—Clergé.—Administration.—Tribunaux.—Hommes distingués.

A la tête du clergé était un Evêque, l'un des plus richement dotés de la France.

Le Chapitre était composé de douze dignitaires, savoir : un Haut Doyen, un Grand Chantre, un Chancelier, un Trésorier,

quatre Archidiares , un Sous Doyen, un Sous Chantre , un Ecolâtre, inspecteur des Ecoles, un Grand Pénitencier, et en outre de quarante-neuf Chanoines, tous possesseurs de prébendes, d'hôtels et de revenus considérables.

Après eux venaient sous le nom d'officiers du Bas-Chœur, douze Chantres ou vicaires de chœur, cinquante-cinq Chapelains, et une vingtaine d'autres Officiers de tous grades et de noms différents.

Dix-sept paroisses ayant chacune leur curé, plusieurs vicaires, et un certain nombre d'obitiers formaient une réunion de plus de cinquante autres prêtres.

La ville renfermait trois communautés d'hommes, savoir : les Augustins, les Cordeliers, les Capucins, et en outre l'Abbaye de Saint-Vigor-le-Grand, et le Prieuré de Saint-Nicolas-de-la-Chesnaye, l'un et l'autre à ses portes. Elle comptait six communautés de femmes : les Ursulines, les Religieuses Hospitalières ou de la Miséricorde, attachées à l'hôpital des Vieillards , les Bénédictines, les Religieuses de la Charité de l'ordre de Saint-Augustin , et les Sœurs de St-Vincent-de-Paul attachées à l'Hôpital-Général.

Le grand Séminaire desservi par les Lazaristes, et un Collège où l'instruction était donnée à tous les degrés par une réunion de Professeurs ecclésiastiques complétaient cette opulente et nombreuse organisation du clergé.

L'administration civile supérieure était exercée par un subdélégué de l'Intendant.

Un Maire, quatre Echevins, six Conseillers de ville, quatorze Notables , un Procureur syndic et un Secrétaire formaient l'administration de la cité.

La justice civile et criminelle était administrée par un Bailliage composé d'un Lieutenant-général civil, d'un Lieutenant de police, d'un Lieutenant criminel, d'un Lieutenant

particulier , civil et criminel, de huit Conseillers , de deux Avocats du Roi, d'un Procureur du Roi, d'un Substitut , et d'un Greffier en chef, en tout dix-sept fonctionnaires.

La marine des côtes du Bessin ressortissait d'une Amiralité où l'Administration civile, criminelle, de police et militaire était exercée par un Lieutenant-général, un Procureur du Roi, un Avocat du Roi et un Greffier.

Les Eaux et Forêts étaient sous la direction d'un Maître particulier, de deux Lieutenants particuliers , deux Gardes-marteau, un Procureur du Roi et un Greffier.

Le tribunal de l'Election chargé de la connaissance de ce qui concernait les impositions et les aides était composé d'un Président, d'un Procureur du Roi, de cinq Conseillers et d'un Greffier ; le tribunal du grenier à sel dont le nom indique les fonctions, comptait un Président, un Procureur du Roi, deux Conseillers grenetiers et un Substitut.

Enfin un tribunal *du Point d'Honneur*, composé d'un Lieutenant des Maréchaux de France, d'un Conseiller rapporteur et d'un Greffier, formait une juridiction exceptionnelle.

Soixante-trois Avocats inscrits à la matricule, neuf Procureurs et trois Notaires exerçaient leurs fonctions dans ces diverses juridictions.

Dans la ville de Bayeux ou aux environs vivait au sein des habitudes élégantes d'une société distinguée une noblesse titrée faisant circuler l'aisance par son luxe et ses dépenses. Non - seulement elle comptait des fortunes considérables comme celle du marquis de Campigny, mais aussi des noms qui n'étaient pas sans illustration, le marquis de Briquerville, descendant de Briquerville-Colombières, le baron de La Tour du Pin, le comte d'Albignac, le baron de Wimpfen, le comte de Toulouse-Lautrec, le baron de Coulons, douzième gouverneur du même nom du château de Bayeux, le marquis de



Balleroy, lieutenant-général, le comte de Faudoas, M. de Saint-Vaast, cordon rouge et officier général, le marquis de Bezons, petit-fils d'un maréchal de France, etc., etc.

Ce nombreux clergé, cette noblesse, cette magistrature, ce barreau renfermaient des hommes dont l'esprit, les talents, la position sociale commandaient les sympathies ou le respect.

J'ai déjà rendu ailleurs un hommage à la mémoire de plusieurs d'entre eux <sup>(1)</sup>. J'aime à y ajouter aujourd'hui les noms de quelques autres dont c'est, à divers titres, justice ou devoir de ne pas laisser évanouir le souvenir. Les uns se signalaient comme M. Genas-Duhomme, alors Procureur du Roi, par des talents judiciaires et administratifs <sup>(2)</sup>, d'autres, comme l'abbé Dufondray, par le goût des arts, d'autres, comme MM. Delauney <sup>(3)</sup>, Le Boucher des Longspares <sup>(4)</sup>, par celui de la littérature et de la poésie. La rue *Larcher* rappelle le nom du Maire qui exerçait les fonctions municipales en 1789, M. Larcher de La Londe, zélé administrateur et défenseur éclairé des intérêts de la ville. M. Moisson de Vaux portait dans l'étude de l'histoire naturelle et de la botanique <sup>(5)</sup> une haute intelligence dont il fit preuve dans l'exercice des diverses fonctions électives auxquelles l'appela l'estime de ses concitoyens. Wilna, en Lithuanie, a vu mourir pendant l'émigration, l'ancien Lieutenant-général du Bailliage, M. Eudes de La Jumellière, littérateur spirituel et instruit, qui vécut sur la terre d'exil du produit de leçons de rhétorique qu'il y professait. M. de Lalonde Sainte-Croix, successivement Lieutenant-

<sup>(1)</sup> MM. Philippe Delleville, Bunouville, Maheust, Tanqueray, Le Tellier. — *Essais sur l'administration de la justice dans le Bessin*.

<sup>(2)</sup> *Notice historique sur M. Genas du Homme*, par M. Pezet. — Association normande. Année 1847.

<sup>(3)</sup> *Bayeux et ses environs. — Anarchie et légitimité*. — Et quelques Mémoires, notamment sur le tableau de la bataille de Formigny.

<sup>(4)</sup> *Le Pendu, le Menteur, l'Anneau*, etc.

<sup>(5)</sup> *Eloge de M. Moisson-Devaux*, par P.-A. Lair.

général du Bailliage, Conseiller au Conseil supérieur, Juge du Tribunal de district, fut l'un des premiers Elus au Tribunal de Cassation, et si l'esprit et la science suffisaient seules à ces hautes fonctions il aurait justifié tous ces titres. On doit citer aussi M. le docteur Le Canu, qui unissait le titre de Docteur en médecine à celui de Professeur de mathématiques à l'Université de Caen ; ce fut lui qui devina les talents de l'illustre La Place, et fut le professeur et le premier protecteur de ce jeune abbé destiné à une si grande renommée <sup>(1)</sup>.

L'homme le plus distingué peut-être par la sûreté de son goût littéraire, et l'éclat de son esprit était l'abbé Bouisset, chanoine. Il avait dans sa jeunesse traduit la *Jérusalem délivrée*, et avait été couronné plusieurs fois comme vainqueur aux Palinods de Rouen et de Caen. Plus tard il composa une *Invocation à l'Etre suprême*, et une *Imprécation contre les Parjures*, où la politique révolutionnaire se mêle trop aux inspirations de la poésie.

Précepteur des enfants du baron de Fontette, intendant de la généralité de Caen, l'abbé Bouisset habitait Paris une partie de l'année, et y était répandu dans la société philosophique. Il avait beaucoup connu Dalember, le baron d'Holbach, Diderot, et il avait eu l'honneur, ainsi qu'il le disait avec une sorte d'orgueil, d'être présenté à *Monsieur de Voltaire*. Un jeune abbé spirituel et philosophe était alors facilement à la mode. On sait quel était à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle l'ascendant des lettres et du bel esprit dans le monde et surtout près des femmes. L'abbé Bouisset savait en profiter avec un tact qui lui faisait accorder au rang tout ce qu'il lui devait, et avec une hardiesse qui ne laissait point oublier ce

(1) V. deux lettres autographes de Dalember à M. Le Canu, relativement aux difficultés de placer le *jeune abbé Delaplace* comme précepteur. J'ai fait hommage de ces lettres à la Bibliothèque de Bayeux.

qu'on devait à lui-même. <sup>(1)</sup>.

Les cours qu'il professa à l'Ecole centrale du Calvados, et au Lycée de Caen ont jeté un grand éclat. Nul ne déclamait avec plus de charme, et ne possédait mieux cet esprit de conversation qui atteint la mesure et ne la dépasse pas. Sa tête expressive était couverte d'épais cheveux blancs, son œil spirituel, son sourire voltairien. Il avait abandonné l'état ecclésiastique et est venu mourir à Balleroy, au sein de sa famille, à l'âge de 82 ans <sup>(2)</sup>, après avoir traversé la Révolution, non sans laisser quelque chose de sa considération aux ronces du chemin. Frappé d'aliénation mentale, il avait depuis plusieurs années perdu la mémoire des mots, et ne prononçait plus que ces seuls monosyllabes anglais : *To by or not to by* (Etre ou ne pas être). Est-ce que la dernière lueur de cette belle imagination se serait éteinte dans la recherche de ce grand problème ?...

---

(1) Une anecdote qui fit du bruit fera connaître mieux que toutes les réflexions cette sorte de familiarité, cet oubli du rang que la mode avait produits dans la société la plus élevée. Un soir que l'abbé Bouisset était dans le salon de la duchesse d'Harcourt, et qu'on se pressait autour de lui pour entendre sa conversation spirituelle, la Duchesse lui fit remarquer qu'il était en ce moment plus entouré que le Duc lui-même. Savez-vous bien, Madame, dit le spirituel abbé, que la différence qui existe entre M. le Duc et moi tient à une seule lettre. — Comment cela ? — Rien de plus simple. M. le Duc est fils d'un Maréchal de France, et moi je suis le fils d'un Maréchal en France. — L'abbé Bouisset en effet était fils d'un maréchal-ferrant de Balleroy.

(2) 5 juillet 1825.

## CHAPITRE VI.

---

### ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789.

#### I.

Convocation des Etats-Généraux.—Adresse de la ville de Bayeux au Roi.—  
Elections aux Etats-Généraux.—Discours de M. le duc de Coigny.—Le  
général de Wimpfen, député de la noblesse.

Aussitôt après que la déclaration du Roi eut transformé les vœux de la nation en espérances, la convocation et la formation des Etats-Généraux devinrent la grande question du moment, l'unique préoccupation de tous les esprits. Le Roi ne s'était point prononcé sur les formes qui devaient être ob-



servées. La presse fut dégagée de toutes entraves, et chacun ainsi appelé à donner son avis se réveilla publiciste. Les brochures, les pamphlets, les écrits pleuvaient de toutes parts.

Une question dominait toutes les autres. Les députés de la bourgeoisie, c'est-à-dire du Tiers-Etat, seraient-ils en nombre égal à celui de chacun des deux autres ordres ? Ne devraient-ils pas au contraire être en nombre double, égal à celui de ces deux ordres réunis ? Cette question était à peu près stérile, si en définitive, les délibérations des Etats-Généraux devaient se faire par ORDRE, car quelque fût le nombre des députés du Tiers il y aurait toujours deux voix contre la sienne ; mais elle renfermait une révolution dans ses flancs si l'on devait délibérer par TÊTE, car en ce cas la majorité faisant la loi, c'était le moyen infailible pour le Tiers-Etat d'arriver à la domination par le nombre. C'était la prévision de ce dernier résultat qui donnait aux débats leur excessive animation.

La ville de Bayeux mêla sa voix à ces discussions. Une pétition signée de l'Administration municipale et des Notables fut adressée au Roi dès le 10 décembre 1788. Le premier vœu qu'elle manifesta fut le rétablissement des anciens Etats de Normandie. Disparus devant ces paroles de Louis XIV : « Je ferai expédier des lettres de convocation de ces Etats *quand je le jugerai convenable* », écho de cette autre pensée : *l'État c'est moi*, leur souvenir était toujours resté cher aux populations normandes. La ville de Bayeux les réclamait comme « constituant le régime le mieux adapté à la situation et au génie de la province » ; mais elle suppliait le Roi d'ordonner dans tous les cas « Que le Tiers-Etat ayant » aux Etats plus d'intérêt seul que les deux autres ordres » réunis, y ait aussi le même nombre de députés que ces » deux ordres ensemble ; que JAMAIS les trois ordres ne soient

» séparés soit pour délibérer, soit pour agir, et que les opinions y soient prises par tête <sup>(1)</sup>. »

Ce vœu est exprimé dans les termes les plus respectueux et les plus reconnaissants envers « la bonté prévenante du » souverain... sage père de famille dont le cœur en garde » contre une injuste prévention ne perd pas de vue les droits » qu'ont à son équité les membres de cette famille qui par » leurs travaux fournissent la subsistance commune. <sup>(2)</sup> »

La Cour se montrait aussi opposée à l'admission de ce vœu que M. Necker qui y voyait le germe d'événements dont il se flattait d'être le modérateur, s'y montrait favorable. Louis XVI, tiraillé dans ces deux sens contraires, ne voulut rien résoudre seul et convoqua une seconde assemblée des notables. On sait que dans cette assemblée <sup>(3)</sup> les Princes du sang protestèrent contre le doublement du Tiers, à l'exception de M. le comte de Provence, dont le bureau l'avait admis à la seule majorité d'une voix qui fut celle de ce Prince, et qu'enfin le Roi ordonna que le nombre des députés du Tiers serait *égal à celui des deux autres ordres réunis*.

Le 24 janvier 1789 le Roi donna un règlement pour déterminer le mode des élections. La distinction des trois ordres y était conservée : chacun d'eux élisait séparément ses députés ; la Noblesse et le haut Clergé avaient l'élection directe ; le Clergé des paroisses et le Tiers-Etat procédaient par voie d'élection à *deux degrés*. Pour le Tiers-Etat, tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans et portés au rôle des contributions étaient électeurs au premier degré. Ils nom-

(1) Adresse imprimée.—V<sup>e</sup> Nicolle. 1788.—Cette adresse constate que le Chartrier de l'Hôtel-de-Ville *dépouillé de ses anciens titres* n'offrait aucun monument relatif aux anciens Etats-Généraux.

(2) Délibérations des 8 et 10 décembre 1788.—Reg. de l'Hôtel-de-Ville.

(3) Le seul député à cette assemblée pour la Basse-Normandie fut M. le comte de Vandœuvre, maire de Caen. Il faisait partie du 7<sup>e</sup> bureau présidé par M. le duc de Penthièvre.

maient un délégué par cent habitants dans les campagnes , et par deux cents dans les villes. Les domestiques seuls étaient exclus. Les communautés de femmes, ainsi que les Dames nobles *ayant fief*, avaient le droit de suffrage par procureur. Les corps de judicature, les corporations de toute espèce, élaient également leurs députés au premier degré. Ces divers députés formaient par Bailliage une *assemblée générale du Tiers-Etat*. A cette assemblée il incombait une double mission , 1<sup>o</sup> de rédiger le *cahier des vœux et doléances* ; 2<sup>o</sup> de nommer des députés à l'*Assemblée générale des trois ordres* qui se tenait au chef-lieu du grand Bailliage pour élire définitivement les députés aux Etats-Généraux. Tel était le mécanisme de ces Elections, emprunté à celui des Etats-Généraux de 1614 et qui furent les dernières de l'antique monarchie.

Jamais élections ne furent plus libres, plus dégagées de toute pression gouvernementale. On en jugera par les ordres que M. Le Cordier-Delauney, intendant de la généralité de Caen transmit à tous les subdélégués de la Basse-Normandie, conformément aux instructions qu'il en avait reçues du Garde-des-Sceaux Barentin. Il commence par prescrire d'abord les règles d'ordre matériel à observer ; puis il ajoute : « En prenant ces diverses précautions S. M. n'a point perdu de vue la liberté qu'elle a eu l'intention d'accorder aux diverses assemblées. Vous aurez donc soin de vous abstenir de tout moyen qui présenterait l'apparence de la gêne , de la contrainte ou même de l'influence, l'intention du Roi étant d'y faire régner une *entière liberté*, et de la concilier en même temps avec le bon ordre et avec la tranquillité publique (1). »

En conformité de ce règlement qui reçut une publicité ex-

(1) Lettre de l'Intendant Delaunay. Février 1789.—Archives du Calvados.

traordinaire, toutes les communautés et corporations de la ville de Bayeux, convoquées par leurs syndics, et ceux des habitants qui n'étaient membres d'aucune corporation nommèrent leurs délégués. Ceux-ci se réunirent à l'Hôtel-de-Ville le 27 février 1789, sous la présidence du Maire M. Larcher de La Londe et des Echevins, et choisirent quinze d'entr'eux pour procéder à la rédaction du cahier des *plaintes, doléances et remontrances* du Tiers-Etat de la ville de Bayeux.

Après plusieurs jours de délibération ce cahier, soumis aux cinquante-cinq délégués, fut approuvé par toutes les corporations le 3 mars 1789 <sup>(1)</sup>. Manifestation suprême et authentique des vœux, des espérances, des défiances qui agitaient la bourgeoisie à cette époque de transition entre l'ancien régime et les institutions nouvelles, ce document n'a jamais été livré à la publicité. Son importance historique lui donnerait le droit d'être reproduit en entier ; mais sa longueur commande d'en publier seulement ce qui concerne l'indication des nombreuses réformes politiques que sollicitaient les tendances des esprits et qui, presque toutes, ont été sanctionnées par la législation :

« — Les Députés proposeront aux Etats-Généraux d'arrêter *pour premier principe constitutionnel* qu'ils sont réunis comme représentants *libres* d'une nation libre, et qu'aucune puissance civile ou militaire ne peut être employée à forcer leur consentement sous quelque prétexte que ce soit.

« — Ayant posé la nécessité d'admettre les représentants du Tiers-Etat en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis, l'assemblée requiert que la proposition en soit faite, et afin que cette égalité dans la représentation ne soit pas d'un effet illusoire, elle demande que tous les ordres discutant *conjointement* chaque objet de délibération, les suffrages soient recueillis *par tête*.

« — Comme un principe si conforme à l'équité ne peut rencontrer d'obstacle que dans la distinction pécuniaire dont les deux premiers ordres ont

<sup>(1)</sup> Registres de l'Hôtel-de-Ville.—1789.



ci-devant joni, l'assemblée estime que la question d'anéantir ces distinctions doit accompagner la demande précédente, d'autant mieux que l'Egalité proportionnelle dans la contribution aux charges publiques étant reconnue fondée sur les principes immuables du droit naturel, l'intérêt devenu commun en matière de finances n'entraînera plus celui d'opiner séparément.

« — Pour que la nation mise à portée de mieux connaître ses besoins et ses ressources puisse recueillir les fruits d'une administration sage, ou se décider à de nouveaux sacrifices suivant les vicissitudes de sa position, l'assemblée demande que la tenue des Etats-Généraux ait lieu à des époques périodiques éloignées de cinq ans au plus...

« — La certitude du légitime emploi des subsides contribuant à la facilité de leur perception, l'assemblée regarde comme un article indispensable de mettre obstacle aux dissipations ministérielles en assujétissant l'administration des finances à la comptabilité la plus exacte envers la nation, et en statuant que les impôts ne seront perçus que pendant un temps déterminé qui ne pourra excéder l'époque fixée pour la tenue des prochains Etats-Généraux.

« — ... L'assemblée regarde que la *liberté de la presse* doit être admise tant sur les opérations du gouvernement que sur toute autre matière, sauf la punition des auteurs dans le cas où leurs ouvrages attaqueraient la pureté des mœurs et contiendraient des personnalités injurieuses.

« — Elle déclare qu'elle ne peut se livrer à la confiance qu'autant qu'elle verra proscrire tous les actes du pouvoir absolu qui sous le nom de *Lettres de cachet* et de *Commissions extraordinaires* ont offert un exemple effrayant d'une infraction faite aux lois.

« — Elle déclare que la *Charte normande* est pour la province un titre trop précieux pour qu'il ne soit pas insisté sur son exécution.

« — La jouissance interrompue des anciens *Etats de Normandie* étant une atteinte portée à cette Charte, l'assemblée requiert qu'ils soient rétablis, et qu'un privilège semblable soit accordé aux autres provinces.

« — Elle demande que les contribuables ne soient régis que par des municipalités *librement* élues, et qu'aucun agent étranger aux assemblées ne participent à leurs fonctions.

« — Elle désire qu'après que le nouvel ordre d'administration aura été adopté, l'état des finances soit exactement vérifié ; que les dépenses abusives soient rejetées ; que l'article des pensions soit scrupuleusement examiné pour ne continuer que celles accordées aux véritables services rendus.

« — Elle désire que les aides et particulièrement la gabelle soient considérés par la représentation aux Etats comme des impôts odieux et vexatoires pour la classe indigente; il en est de même d'un impôt sur les fabriques de cuir, les cartes et le tabac; elle demande qu'il n'existe plus d'*employés* que sur les frontières.

« — Elle désire qu'en général le système des finances actuel soit totalement anéanti, et que le nouveau soit dégagé de toutes ces interprétations, accessoires, sou pour livre, etc., dont l'obscurité rend indéchiffrable aux yeux du peuple les contributions qu'il acquitte.

« — Elle exprime sa préférence en faveur de la capitation, et de la subvention territoriale, mais sans que pour aucun impôt il y ait jamais lieu à des privilèges, et distinctions d'ordres ou de personnes, même pour le logement et le casernement des gens de guerre.

« — Elle demande le rétablissement de la pragmatique sanction, l'abrogation du concordat qui ne fut enregistré au Parlement de Rouen, que de l'express commandement du Roi plusieurs fois réitéré, et reçu de la nation qu'avec une répugnance extrême;

« — L'abolition des annates qui enlèvent à la France son numéraire, et l'exécution de l'art. 2 de l'ordonnance d'Orléans qui les proscriit;

« — La proscription de l'abus qui consiste à obtenir à prix d'argent en cour de Rome des dispenses qui peuvent être accordées gratuitement en France, et dont la réserve est de la part du Pape une usurpation sur la juridiction de l'ordinaire;

« — La suppression de l'abus de la pluralité des bénéfices, et la réduction des bénéficiers à un revenu suffisant pour un honnête nécessaire;

« — L'abolition des *Commandes* qui sont le scandale de la chrétienté;

« — La suppression de ceux des ordres religieux dont l'origine trop noirement dégradée et l'existence actuelle ne remplissent plus le but et le vœu de leur institution;

« — Oter aux ordres religieux l'excès de leurs richesses et les dignités incompatibles avec leurs instituts, leur Royaume n'étant pas de ce monde;

« — La conversion des dîmes en une prestation annuelle en argent par estimation de leur produit;

« — Charger les curés sous l'inspection des municipalités de la nourriture, entretien et éducation des enfants trouvés, d'après la possibilité des revenus de leurs bénéfices...;

« — Demander en toutes matières, excepté celle d'abus, l'établissement de deux degrés de juridiction;

» — La suppression des hautes-justices ;

« — La suppression de tous privilèges de juridiction.

« — Insister sur la conservation des cours de Parlement pour le cas où il serait tenté d'y porter atteinte.

« — Insister sur l'abolition de la vénalité des charges et offices de magistrature et judicature, et sur le rétablissement de la formation des tribunaux par des magistrats choisis parmi les juristes les plus éclairés, les plus intègres, et rétablir le mode d'éligibilité ancien.

« — Demander que les tribunaux tant souverains que de première instance soient pris par égales portions dans les trois ordres.

« — Demander l'abréviation des procédures criminelles, l'abolition de la forme secrète des enquêtes et interrogatoires, et la juste défense des accusés.

« — Demander que le Tiers-Etat ne soit point exclus des emplois militaires ;

« — Qu'une retraite honorable et plus fructueuse soit donnée au soldat après un long service.

« — Demander la recherche des usurpations de noblesse, trop négligée ;

« — Que les lettres d'anoblissement ne soient octroyées qu'après avoir consulté le canton dans lequel on prétendrait avoir mérité la reconnaissance publique.

« — Déclarer que le noble ne déroge point en s'adonnant à une profession utile.

« — Abolir toutes redevances féodales qui ne produisent aucun revenu et ne font qu'avilir la dignité de l'homme.

« — Combattre le préjugé résultant contre les familles de la punition d'un de leurs membres.

« — Demander l'institution de primes d'encouragement consistant en distinctions honorables pour toute personne qui, au jugement des municipalités, se sera distinguée dans sa profession, fût-elle obscure, si elle est utile. »

Au point de vue des idées générales , le cahier des deux autres ordres différerait peu de celles exprimées dans le cahier du Tiers-Etat. Les cahiers du Clergé furent pour le moins aussi favorables à la liberté civile et à la liberté politique. En ce qui concerne la hiérarchie des rangs, la Noblesse s'écarta de

ceux-ci, quoiqu'elle fit d'importantes concessions; seulement elle réclama son maintien et celui du Clergé, comme ordres distincts, la conservation de l'ordre de la Noblesse dans toute sa pureté, et la suppression des ennoblissements à prix d'argent, ou attribués à certaines places.

Les délégués de la communauté des habitants de Bayeux nommèrent ensuite ceux d'entr'eux qui devaient représenter le Tiers-Etat de Bayeux à l'Assemblée générale du Tiers-Etat du Grand-Bailliage chargé d'élire à Caen les députés aux Etats-Généraux. Ils étaient au nombre de six <sup>(1)</sup>.

Avant de se séparer l'Assemblée Electorale de Bayeux vota une adresse au Roi pour lui exprimer « les dispositions que devaient porter aux Etats-Généraux les représentants de la fidèle commune de Bayeux.... prête aux plus grands sacrifices et s'élançant au devant d'un Roi-Citoyen qui veut identifier son bonheur à celui de la nation... Vos communes, lui dit-elle, se rappelleront dans votre province de Normandie que la Noblesse qui l'habite est issue de ces victorieux chevaliers dont la postérité distribuée chez différentes nations de l'Europe en est encore l'ornement et l'appui.... Elles ne répugnent point à se représenter la Monarchie sous la forme d'une Pyramide dont elles occupent la base; seulement elles demandent que le poids des parties supérieures n'augmente pas en raison de leur élévation. L'équilibre détruit aurait bientôt défiguré ce respectable emblème de la Constitution <sup>(2)</sup>. »

La députation se rendit à Caen à l'Assemblée générale des trois ordres du Grand-Bailliage, sous la présidence de M. le

(1) MM. Larcher Delalonde, maire, Delauney, avocat, Philippe Delleville, lieutenant-général de l'Amirauté, Tanqueray, avocat, Le Boucher, apothicaire et ancien échevin, Lefort de St-Ouen, lieutenant de la bourgeoisie.

(2) Adresse imprimée de Remerciements au Roi.



duc de Coigny, Grand-Bailli d'Épée, qui déjà avait présidé l'Assemblée provinciale de la généralité en 1787. Il inaugura les travaux de l'Assemblée le 16 mars 1789 par le discours suivant, allocution affectueuse et sans prétention, exprimant les espérances qui étaient dans tous les cœurs, mais aussi les préoccupations d'un avenir chargé de nuages :

« Messieurs ,

» Je regarde sans doute comme un des plus beaux jours de ma vie celui qui me procure l'honneur de présider les trois ordres de ce Bailliage, et dans quelles circonstances ? dans celles où le Roi appelle auprès de lui tous les représentants du Royaume, où il convoque la nation pour la consulter, pour coopérer avec elle au rétablissement des finances, pour prendre les mesures les plus sages pour réparer les maux, opérer le bien, et assurer à jamais à son empire un bonheur fixe et durable. Qui ne serait pas sensible à cet acte de justice, j'ose dire de patriotisme de S. M. La province de Normandie a toujours donné les preuves les plus éclatantes de son zèle pour le service du Roi, de son dévouement pour l'intérêt général du Royaume.

» L'honneur que j'ai eu de présider l'assemblée de cette Généralité m'a donné la satisfaction de connaître l'intention noble et pure des Trois Ordres, en les voyant s'occuper de tous les détails relatifs à l'administration, chercher à établir le meilleur régime pour toutes les classes de citoyens. Les Etats de la Province si justement désirés par la Normandie ayant une autre forme, une forme vraiment nationale, nous assureront les avantages qu'une administration légale et fixe doit nécessairement opérer. Qui ne serait pas animé du désir d'être utile à ses concitoyens ? Qui ne s'empreserait pas d'aider les habitants des campagnes, classe si importante et si intéressante, et d'encourager le commerce si précieux à cette province ? Qui ne travaillerait pas à faire le bien de tous ?

» Alors vous jouirez, Messieurs, de la vraie récompense, la seule digne de vous. Le succès de vos soins sera la félicité publique. J'oserais assurer que l'on ne verra point dans la province de Normandie aucunes dissensions, fléau le plus cruel pour les individus, le plus destructif de tout ordre, l'ennemi de l'intérêt général.

» Les trois ordres désireront contribuer au bonheur de la Province, à la tranquillité du Royaume ; nous voudrions tous seconder les vues paternelles et justes du Roi. En conservant le principe de la Monarchie je suis

persuadé qu'aucun des Ordres n'attachera de prix à une distinction pécuniaire qui le dispenserait de contribuer aux charges de l'Etat dans la proportion de ses facultés.

» Heureux, Messieurs, si je peux trouver des occasions de prouver à la Province mon dévouement inviolable pour ses intérêts, et mon respect pour ses droits et sa constitution : Personne ne fait des vœux plus sincères pour le rétablissement de l'union et de la concorde dans le Royaume, pour la félicité générale de la Province, et pour le bonheur public et la gloire de la France (1). »

Après ce discours, le Duc reçut individuellement de chacun des membres du Clergé, de la Noblesse, et de la députation du Tiers-Etat le serment « de procéder fidèlement à la rédaction du cahier général du Grand-Bailliage et à la nomination des députés. »

Le Règlement du 27 janvier 1789 accordait au Grand-Bailliage de Caen trois députés du Clergé, trois députés de la Noblesse, et six députés du Tiers-Etat, à cause du doublement qui lui avait été concédé. Les conditions requises pour être électeur suffisaient pour être éligible.

Il y eut peu de dissidences au sein de chacun des ordres de la Noblesse et du Tiers-Etat. La première montra de la sévérité pour admettre à prendre part aux Elections de son ordre tous ceux qui ne justifiaient pas de titres légitimes. Un certain nombre de prétendus ennoblis repoussés par elle furent obligés de rentrer, non sans quelque confusion, au sein du Tiers-Etat qui fit de son côté quelques difficultés pour les recevoir. Mais la concorde ne régna pas au même degré dans l'Ordre qui devait être le premier à en donner l'exemple. L'esprit d'opposition avait fait invasion parmi les membres du Clergé. Les choses en vinrent à ce point que l'Evêque de Bayeux crut devoir abandonner la Présidence et se retirer de la salle de l'assemblée. Ni ce Prélat, ni aucun des dignitaires

(1) *Collections diverses de la Bibliothèque de Caen.* — Ce discours n'a paru dans aucuns recueils.

du diocèse, ni aucun membre du Chapitre, ni aucun des chefs d'abbaye ne furent élus. Les députés furent exclusivement choisis dans les rangs des simples curés de la campagne, à l'exclusion même des curés des villes et bourgs, sans qu'aucun mérite supérieur, aucuns services exceptionnels pussent expliquer ces choix.

Les députés furent :

Pour le Clergé : MM. LE TELLIER, curé de Bonœil.

L'EVÊQUE, curé de Tracy.

LEFRANÇOIS, curé de Mettray.

Pour la Noblesse : MM. Le duc DE COIGNY.

Le comte LOUIS DE VASSY.

Le baron DE WIMPFEN.

Pour le Tiers-Etat : MM. CUSSY, ancien directeur de la Monnaie.

DELAUNEY, avocat à Bayeux <sup>(1)</sup>.

FLAUST, Lieutenant-Général du  
Bailliage de Vire.

LAMY, négociant à Caen.

PAIN, Conseiller-Asseuseur au  
Bailliage de Thorigny.

POULAIN DE BEAUCHESNE, ancien  
Lieutenant de la grande Lou-  
veterie de France.

De ces douze députés, le duc de Coigny était le plus considérable par l'illustration et les faveurs de la Cour, le baron de Wimpfen le plus distingué par ses talents, sa renommée et l'éclat de ses services militaires. Ses grades, ses exploits à l'armée, ce prestige de l'inconnu, de l'étranger qui suffit quelquefois pour faire accepter une supériorité, l'avaient en-

(1) Mort à Bayeux, le 6 décembre 1831.

touré d'une haute influence. Déjà, avant cette élection, la municipalité de Bayeux, suivant le courant de l'opinion populaire, qui applaudit toujours à ce qui s'élève, avait conféré son nom à la rue dans laquelle était situé son hôtel <sup>(1)</sup>.

Il arrivait aux Etats-Généraux à cet âge où l'esprit qui s'est exercé à l'étude et à la réflexion a toute sa vigueur, et où les années jointes à l'expérience donnent de l'autorité à l'homme. Sa nature n'était point celle de l'orateur ; sa puissance était dans la sagacité de son jugement et l'éclat de son esprit, dans la grace et l'entrain de sa conversation, dans une sorte de franchise tudesque qui n'était point dépourvue de finesse et que ne démentait point l'accent natal qu'il avait conservé.

Aristocrate de naissance, Royaliste par sentiment, par devoir, par reconnaissance, la Monarchie devait espérer le compter parmi ses défenseurs. Il était d'ailleurs un des représentants de la noblesse de la Basse-Normandie renommée par son dévouement au trône, son attachement traditionnel aux anciennes institutions, sa répulsion des idées novatrices dont son opposition aux révolutions parlementaires de 1771 et de 1788 venait de fournir récemment le témoignage. Cependant cette attente de la part de ceux qui l'avaient élu ne fut pas en entier réalisée. Il s'avança dans la carrière des innovations au-delà des espérances ou des opinions de la majorité dont il avait reçu le mandat.

A mesure que les députés arrivaient à Versailles les différents partis cherchaient à s'emparer d'eux, à leur inspirer leurs amitiés, leurs haines, leurs intérêts. Le général de Wimpfen avait fait la guerre d'Amérique : il retrouva sur les bancs de l'Assemblée beaucoup de ses compagnons d'armes. Partis de France royalistes, beaucoup alors étaient revenus, sinon ré-

(1) Délibérations des 19 juin et 3 juillet 1788. Cette rue est celle des *Ursulines*.



publicains, au moins imbus des systèmes et de l'enthousiasme du Nouveau-Monde. Ils avaient mêlé les couleurs royales aux drapeaux et aux pavillons d'une république ; ils avaient entendu un langage nouveau, il voulaient s'essayer à parler la même langue. Remplis pour la plupart des illusions et des idées d'une indépendance pour laquelle ils avaient versé leur sang, ils s'enivrèrent à la vue d'une tribune ouverte à la liberté et à l'activité politiques. Chacun d'ailleurs était alors plein d'une foi ardente dans la possibilité d'assurer le bonheur public en fondant des institutions libres. C'était un temps d'enthousiasme, de passions sincères et généreuses, sans distinction de classe et de parti, noble erreur qui s'inspirait d'une trop facile confiance dans les vertus de l'humanité, heures d'illusions promptement écoulées !

La révolution de 1789 est aujourd'hui le plus grand objet de contradiction qui soit livré aux disputes des hommes. Des écrivains de talent et de renommée en ont écrit l'histoire sous l'influence de leurs passions politiques, souvent plus au point de vue de l'avenir qu'à celui du passé. Les chocs politiques qui l'ont suivie ont donné tant de démentis à ses doctrines , tant de déceptions à ses espérances, tant de systèmes ont été éprouvés et ont successivement échoué que des doutes sont entrés dans beaucoup d'esprits. Quand on compare les abus de l'ancien régime avec les agitations de la liberté , les maux de la Monarchie épuisée avec l'instabilité révolutionnaire, les conquêtes durables faites par la société avec le prix qu'elles ont coûté, on accepte volontiers cette opinion d'un auteur de nos jours : « Il n'est pas vrai que la Révolution française » soit maudite du Ciel, pas plus qu'il n'est vrai qu'elle ait » porté à la terre un Evangile nouveau <sup>(1)</sup>. »

(1) M. de Carné.—*Etudes sur le Gouvernement représentatif.*

## II.

Le vote par *ordre* et le vote par *tête*.—Adresse de la majorité de la noblesse.—Protestation de la minorité rédigée par le baron de Wimpfen.—Réunion des trois ordres.—La prise de la Bastille annoncée par le baron de Wimpfen.—Lettres de félicitation de la ville de Bayeux à l'Assemblée nationale et à l'Hôtel-de-Ville de Paris.—La Démocratie royale.

Le Roi, en accordant la double représentation au Tiers-Etat, n'avait rien prononcé sur le mode de délibération des trois Ordres. Suivant les usages de la Monarchie, aux Etats-Généranx de 1614, ils délibéraient isolément, chacun exerçant une sorte de *veto* sur les deux autres. En maintenant l'ancien état de choses, le doublement accordé au Tiers-Etat eût été illusoire, comme il a été déjà dit ci-dessus, puisque quelqu'eût été le nombre des députés, ceux-ci n'auraient point eu une plus grande part d'influence dans la délibération définitive. La question était donc décisive pour le Tiers-Etat. Aussi dès le début de l'Assemblée il l'aborda carrément et de front en exigeant la vérification en commun des pouvoirs de l'Assemblée générale, et refusant de reconnaître les vérifications faites par chaque Ordre dans sa chambre particulière. Tout l'avenir était dans cette lutte de la réunion ou de la séparation des Ordres. De son issue dépendait la question de savoir si la révolution serait opérée ou enrayée. Aussi le Tiers-Etat mit-il à attaquer et à se défendre sur ce terrain une tenacité dont il ne se départit pas, au milieu des incidents de toutes sortes.

Sur cette importante question la noblesse se divisa. La majorité fidèle aux anciens principes soutenait que les Ordres

ayant une existence distincte, la vérification devait être distincte. Dans la séance de la chambre de la Noblesse, le 49 juin, une discussion ardente fut soulevée. On proposa une adresse au Roi protestant contre *l'esprit d'innovation* qui menaçait la Constitution, invoquant les *vrais principes, les lois et les usages de la Monarchie*, et s'élevant contre les prétentions du Tiers-Etat qui voulait s'attribuer *les droits réunis du Roi et des trois Ordres*. Le baron de Wimpfen se fit remarquer parmi ceux qui attaquèrent cette adresse. Elle fut votée par la majorité; mais pendant que cette dernière se rendait à Marly pour déposer aux pieds du Roi cette manifestation comme un hommage de sa fidélité aux maximes traditionnelles, le baron de Wimpfen, continuant l'ardeur de son opposition, réunissait la minorité, proposait une protestation motivée, et faisait adopter la déclaration suivante qui fut rédigée par lui <sup>(1)</sup> et signée par quarante-trois membres de la noblesse :

« Les soussignés pénétrés du respect le plus profond pour les vertus du Roi, de l'amour le plus inaltérable pour sa personne sacrée et de la reconnaissance la plus vive pour le grand acte de justice qui a rétabli la nation dans l'exercice de ses droits :

» Impatients de porter aux pieds du Trône l'hommage de tous leurs sentiments, et de remplir à la fois le vœu de leurs cœurs et celui de leurs commettants ;

» Déclarent que c'est avec la douleur la plus vraie qu'ils se voient dans l'impossibilité absolue d'adopter la teneur du discours que la Chambre vient d'arrêter.

» Déclarent qu'ils ont fait tous leurs efforts pour déterminer la Chambre à se renfermer dans l'expression de ses sentiments pour le Roi, et à écarter de ce discours tout ce qui peut rappeler l'idée d'une funeste division entre les Ordres, présenter sur l'égalité des impôts des principes inadmissibles, et indiquer une dénonciation des démarches de l'un des Ordres.

» Profondément affligés de l'inutilité de leurs efforts, les soussignés sont contraints de supplier la Chambre de leur donner acte de ce qu'ils ont été dans la minorité dans sa présente délibération, et se réservent de faire con-

<sup>(1)</sup> *Mémoires de Bailly*. T. I. p. 451.—*Causes inconnues de la Révolution*, par Robert. T. I. p. 343.

naître à leurs commettants le refus qu'ils font d'adhérer à une démarche que les soussignés auraient adoptée avec transport, si sans retracer des principes inconciliables et inexacts elle n'eût véritablement présenté qu'un hommage pour Sa Majesté.

» Versailles, le 19 juin 1789. »

Cette déclaration déguisait mal l'hostilité des intentions sous la loyauté apparente des paroles. On trouve déjà parmi les signataires les noms de ceux qui plus tard attaquèrent l'ancien édifice, tels que le vicomte de Noailles, du Port, le comte de Latour-Maubourg, Dionis du Séjour, de Lameth, et ceux des anciens officiers de la guerre d'Amérique, le vicomte Mathieu de Montmorency, les comte et marquis de Crillon, le comte de Puisaye, le baron de Menou, et d'autres enfin qui considéraient la division des pouvoirs comme devant former le type des institutions politiques.

L'entrée de la minorité de la Noblesse à la salle générale des Etats fut la conséquence de cette déclaration. Le 25 juin ces quarante-trois signataires auxquels se joignirent quatre autres députés <sup>(1)</sup>, ayant à leur tête le comte de Clermont-Tonnerre, se réunirent au Tiers-Etat. Le duc d'Orléans qui n'avait pas signé l'œuvre du baron de Wimpfen, mais qui s'y était rallié parce que *les sentiments et les principes de la minorité*, écrivait-il, *étaient les siens*, se faisait remarquer au milieu de ce groupe.

L'habileté et la fermeté dont fit preuve le Tiers-Etat, les craintes de la Cour, l'esprit de sacrifice et le respect pour les désirs du Roi, la division qui se glissa dans leurs rangs amenèrent enfin le Clergé et la Noblesse à céder. La réunion fut consommée le 27 juin.

Inquiet des mouvements révolutionnaires que la violence de ces débats annonçait, le Roi, dont l'unique maison militaire consistait dans quelques compagnies de Gardes du Corps aux-

(1) L'ordre de la Noblesse était en tout de 285.



quels l'avaient réduite les mesures du comte de Saint-Germain <sup>(1)</sup>, crut devoir appeler un corps de troupes autour de lui et de la capitale. L'approche de ces troupes servit de prétexte aux bruits alarmants, aux provocations à la résistance, et à l'égarement des esprits. On sait comment le 13 juillet l'hôtel des Invalides fut forcé par le peuple de Paris pour avoir des armes, et comment la journée du 14 juillet vit le siège et la prise de la Bastille, la plus redoutée des prisons d'Etat du Royaume.

Ce jour-là même le baron de Wimpfen se trouvait à Paris. Sans être acteur de ce grand drame, il en fut le spectateur. Ce fut lui <sup>(2)</sup> qui assisté du vicomte de Noailles et de deux Electeurs de l'Hôtel-de-Ville accourut à Versailles au sein de l'Assemblée et donna la première nouvelle de cet événement si fécond en conséquences. Lui-même avait été arrêté à la barrière, et ramené à l'Hôtel-de-Ville, où, suivant un écrivain, la populace armée lui montra le cadavre vêtu de noir d'un homme décapité, en lui annonçant qu'il le serait bientôt lui-même <sup>(3)</sup>.

Ces premières agitations couronnées par le triomphe de l'insurrection eurent par toute la France un immense retentissement. Tous les esprits s'émurent. En peu d'heures, dans les provinces, comme à Paris, toutes les têtes s'exaltèrent, et ces premiers moments furent caractérisés par une chaleur d'enthousiasme que peignent mieux que tous les récits les extraits suivants de deux lettres que la ville de Bayeux s'empressa d'écrire à l'Assemblée nationale et à l'Hôtel-de-Ville de Paris <sup>(4)</sup> :

(<sup>1</sup>) V. p. 19.

(<sup>2</sup>) *Mémoires de Weber*. T. I. p. 383.

(<sup>3</sup>) *Causes inconnues de la Révolution*, T. I. p. 432.

(<sup>4</sup>) Reg. de l'Hôtel-de-Ville. 1789.

» A l'Assemblée nationale :

» Messieurs,

» Vos lumières et vos vertus patriotiques vous avaient désignés pour médier aux maux de la France et préparer son bonheur. Vous justifiez ce choix. Vos arrêts dictés par la sagesse et l'honneur promettent à la liberté nationale des biens si solides que le nom de citoyen français exprimant désormais tout ce que comportent la dignité de l'homme, l'amour de la patrie et la fidélité au Roi sera envié chez toutes les nations de l'univers ; en France même la plus glorieuse époque aura été celle de la réunion d'un aussi grand nombre de héros citoyens... »

« A Messieurs de l'Hôtel-de-Ville de Paris.

« . . . Permettez aux citoyens de la ville de Bayeux d'unir leurs voix à celle de tous les Français et de vous proclamer leurs pères et leurs libérateurs. Heureux désormais par vous, ils se souviendront dans tous les temps, ils répéteront à leurs enfants que cette liberté précieuse vous l'avez achetée au prix des plus grands périls, vous l'avez scellée de votre sang ; mais en partageant votre amour pour la patrie, votre esprit et votre attachement pour le meilleur des Rois, l'objet de leurs regrets sera toujours de n'avoir point partagé vos dangers. »

Quelques jours plus tard le Comité de Constitution <sup>(1)</sup> soumit à la discussion de l'Assemblée six articles fondamentaux dont le but était de consacrer le principe du *gouvernement monarchique*. Quoique le gouvernement républicain fût déjà peut-être à l'état latent dans les désirs d'un certain nombre, nul n'eût été assez osé alors pour parler de République. On discuta longuement sur la définition du mot *Monarchique*, sur le sens qu'on y devait attacher. Chacun apportait sa rédaction. Quarante-cinq projets de définition furent déposés sur le bureau de l'Assemblée. Le baron de Wimpfen proposa le sien. Il était ainsi conçu :

« Point d'autorité supérieure à la loi. Le Roi ne peut exiger d'obéissance que lorsqu'il parle au nom de la loi. Le gouvernement français est une DÉMOCRATIE ROYALE <sup>(2)</sup>. »

(1) Séance du 26 août 1789.

(2) Séance du 27 août 1789.

On lisait le lendemain dans le *Moniteur* <sup>(1)</sup> : « La rédaction de M. de Wimpfen a paru intéresser l'Assemblée, par des expressions heureuses qui renferment une grande vérité, l'alliance naturelle des peuples et des Rois contre l'introduction d'une aristocratie qui ne s'étend jamais qu'aux dépens de l'un et de l'autre. »

Tout le monde ne fut pas de l'avis du *Moniteur*. Les uns virent dans cette expression employée par le baron de Wimpfen : DÉMOCRATIE ROYALE, une idée républicaine se faisant jour avant le temps, et trahissant la pensée d'un parti <sup>(2)</sup>. D'autres prétendirent y trouver une sorte de dérision des projets constitutionnels de l'Assemblée par l'accouplement de deux mots dont l'un était incompatible avec l'autre <sup>(3)</sup>. Le baron de Wimpfen se trouvait ainsi exposé à des reproches contradictoires. Ni l'une ni l'autre de ces versions ne paraît vraie. Sa conduite a prouvé qu'il n'était ni assez avancé dans les projets révolutionnaires pour être dans la confiance des ennemis de la Monarchie, ni assez léger de caractère pour proposer de placer un sarcasme dans la loi la plus grave. Il était évidemment de bonne foi. Cette définition était vraie. La Constitution qui posait un Roi au sommet sans les conditions de la Monarchie, qui créait une Assemblée souveraine sans les conditions d'une République, qui les plaçait l'un et l'autre dans un antagonisme inévitable était-elle autre chose en effet qu'une démocratie royale ? Le bon sens du baron de Wimpfen lui dictait donc une définition juste et en harmonie avec la pensée qui tendait à se faire jour dans la Constitution. Aussi M. Bailly disait-il : « On trouvait bizarre l'association de ces deux mots présentés par M. de Wimpfen ; mais on ne savait

(1) *Moniteur* du 28 août 1789.

(2) *Mémoires de Ferrières*. T. I. p. 212.

(3) *Bibliographie universelle*. V<sup>o</sup> de Wimpfen.

pas alors où l'on était entraîné, et il me semble en effet que le résultat de la Constitution est une *démocratie royale* ou une *monarchie démocratique* (1).»

(1) *Mémoires de Bailly*, T. II, p. 314.





## CHAPITRE VII.

---

### TROUBLES DANS LA VILLE DE BAYEUX.

1789.

#### I.

Arrestation du duc de Coigny.—Poursuites contre M. Philippe Delleville.  
—Son emprisonnement.—Formation d'un *Comité national général provisoire*. —Manifestation de la noblesse de Bayeux.—L'Evêque Président du Comité général.—Lettres de M. Necker et de M. le duc de Coigny.—  
—Proclamation de l'innocence de M. Delleville.—Vœu pour l'érection d'une statue à M. Necker.—Lettre de l'Administration municipale de Bayeux.

A ces sentiments de joie et d'espérance que la ville de Bayeux venait d'exprimer avec tant d'enthousiasme, succédèrent bientôt les défiances et les soupçons. Les vainqueurs

ne pouvaient supposer que les vaincus acceptassent aisément leur défaite. Au milieu de quelques craintes peut-être sérieuses en apparence, on répandit des bruits chimériques à l'aide desquels les ennemis de l'ordre cherchèrent partout à soulever le peuple.

La ville de Bayeux, si calme, si paisible naguères, fut livrée à une de ces émotions populaires qui forment un épisode important de cette époque <sup>(1)</sup>.

Elle venait à peine de couvrir de signatures les deux adresses ci-dessus lorsque le 24 juillet 1789 tomba tout-à-coup parmi les citoyens réunis pour se former en *gardes nationales*, l'étrange nouvelle que deux personnages déguisés après avoir parcouru le pays de châteaux en châteaux venaient d'être arrêtés sans passeports, sur le rivage de Ver, pendant la nuit, au moment où ils sollicitaient à force d'argent les marins de les conduire de suite aux Iles anglaises, en leur offrant *une bourse pleine d'or longue d'une aune*.

Cette nouvelle concourait avec celle du départ de M. le comte d'Artois, des trois princes de Condé, de Bourbon et d'Enghien, et de plusieurs grands seigneurs qui avaient précipitamment quitté la France. Elle excita les soupçons, faciles à naître dans ce temps de défiance.

Le Lieutenant-Général de l'Amirauté était M. Philippe Delleville, magistrat très populaire en ce moment, l'un des députés du Tiers-Etat de Bayeux à l'Assemblée de Caen pour l'élection des députés. Il présidait à la formation de la garde nationale lorsque l'effervescence causée par ces bruits éclata.

Il prend aussitôt la route de Ver, et à deux lieues de Bayeux il rencontra, conduite par des paysans armés, la voiture

(1) J'en ai déjà fait le récit dans les *Essais sur l'administration de la justice*, etc. p. 184 et suivantes. J'ai cru cependant devoir le rappeler ici d'une manière sommaire en y joignant quelques nouveaux détails ignorés ou négligés.

des mystérieux voyageurs qu'il reconnut aussitôt pour être le duc de Coigny et son secrétaire : « J'ai quitté l'Assemblée nationale , lui dit le Duc , il y a quelques jours, pour régler des affaires personnelles qui m'appelaient à mon château de Franquetot près Carentan. Je retournais à mon poste , lors qu'après avoir traversé la ville de Bayeux , j'ai été informé qu'il régnait des troubles dans la ville de Caen, qu'on avait excité le peuple contre moi, et qu'on se disposait, à mon retour qui était prévu, à me faire un mauvais parti. Pour éviter cette ville tumultueuse, je suis revenu sur mes pas, et me suis dirigé vers les côtes du Bessin dans l'espoir de trouver un bâtiment qui me conduirait soit au Havre , soit à Honfleur, d'où je comptais retourner reprendre mes fonctions à l'Assemblée en évitant ainsi de traverser la population de Caen. »

Rien n'était plus simple, plus vraisemblable que ce récit, dans lequel le Duc ne cessa de persister. Usant de l'autorité de ses fonctions M. Delleville monte dans la voiture du Duc, lui fait reprendre la direction de la route de Ver, et arrivé sur la plage, il lui fait obtenir, à force d'or, une embarcation.

On ne voulut pas croire à Bayeux à la vérité de ce fait. Les têtes s'exaltèrent. On accusa M. Delleville d'avoir favorisé l'évasion d'un Prince, emportant à l'étranger l'or de la France. A son retour, insulté par la foule, il crut devoir quitter la ville, mais bientôt il fut poursuivi, arrêté et constitué prisonnier.

L'agitation était devenue extrême. Les fortunes et les personnes avaient été menacées, même attaquées.

En présence de ces mouvements insurrectionnels que les meurtres commis récemment à Paris rendaient plus effrayants encore, l'Administration municipale voulut appeler les hom-



mes les plus honorables de la cité à partager le fardeau et la responsabilité des événements. Elle demanda aux corps du Clergé, de la Noblesse, du Bailliage, de la Bourgeoisie des diverses paroisses de la ville de nommer des Députés qui réunis au Corps de l'Hôtel-de-Ville pussent délibérer sur l'urgence des circonstances. Cet appel fut entendu <sup>(1)</sup>, tous les Corps reconnurent la sagesse et l'utilité de cette mesure et élurent leurs Députés. Ceux-ci se réunirent au nombre de quatre-vingt-cinq, et puisant leur mission dans l'urgence et la gravité des événements se formèrent en *Comité Général national provisoire*.

Leur premier soin fut de prendre des arrêtés pour le maintien de la sécurité publique.

Les nouvelles des villes voisines où éclataient également de graves désordres commandaient impérieusement ces mesures de précaution. On venait d'apprendre qu'à Cherbourg trois jours auparavant, les 20 et 21 juillet, le peuple s'était soulevé sous le prétexte d'accaparement de blé et de la cherté du pain, que les maisons de MM. Avoyne de Chantereyne, Manger et Couet-Dulongprey, les plus riches négociants de la ville, avaient été pillées, que les registres de la douane avaient été lacérés et jetés dans le Bassin, que le subdélégué de l'Intendant, M. Demons de Garentot, après avoir vu ses meubles brisés, pillés, sa voiture jetée dans le port, avait été obligé de fuir à Valognes caché sous la paille dans une mauvaise charrette <sup>(2)</sup>. Ces nouvelles qui se grossissaient par la distance jetaient de grandes frayeurs dans les esprits.

Quoique unies en apparence les classes des citoyens de Bayeux se trouvaient déjà divisées par des méfiances et des

<sup>(1)</sup> Adresse du Comité municipal de Bayeux.

<sup>(2)</sup> Plus de trois cents dévastateurs furent arrêtés. Deux subirent le supplice de la corde sur la place de la Fontaine, et sept autres furent fouettés au coin des rues, sur les places et les carrefours.

soupçons. Les intentions de la Noblesse furent dénaturées, et les manifestations hostiles qu'elle rencontra dès les premiers jours rendirent nécessaire la démarche d'une députation à l'Hôtel-de-Ville le 26 juillet pour y déposer dans les mains de l'autorité municipale un *Acte expressif* de ses vœux par lequel « LES CITOYENS NOBLES de la ville de » Bayeux persuadés que le concours de tous les gens de bien » peut seul maintenir la chose publique et procurer la sûreté » générale et individuelle, s'empressent d'offrir à leurs concitoyens tout ce qu'ils ont de force et de moyens pour par- » venir à ce but.... et forment le vœu d'être sur-le-champ » inscrits aux rôles des citoyens appelés à l'honneur de défendre et de protéger la patrie. L'offre que le corps de la » Noblesse, disent-ils, et chacun de ses membres font de » leurs services, en tout genre, est indéfinie ; l'acceptation » que leurs concitoyens sont suppliés d'en faire sera la preuve » et le prix de cet amour patriotique qui ne fait de tous les » amis du bien public qu'un intérêt, qu'une âme et qu'un » cœur <sup>(1)</sup>. »

Cette adresse revêtue de trente signatures, avec déclaration que les présents faisaient fort pour les absents, fut accueillie *avec sensibilité* et par acclamation par l'Assemblée générale de l'Hôtel-de-Ville, et pour calmer les défiances des populations et de la Bourgeoisie elle fut imprimée, *affichée*, publiée immédiatement et répandue avec profusion. On voit déjà par ces circonstances quelle pression était exercée sur l'esprit public, et comment s'établissaient la division et la défiance entre les classes des citoyens.

Pendant ces agitations, M. Delleville avait été traduit devant une commission nommée par le Comité et y subit de

(1) Arrêté de la Noblesse du Bailliage de Bayeux du dimanche 26 juillet 1789, et extrait des registres de l'Hôtel-de-Ville de Bayeux.

longs interrogatoires qui durèrent quatre jours presque sans interruption.

La détention se prolongeait, les esprits s'échauffaient et il eût été difficile de prévoir les suites de ces mouvements populaires lorsqu'enfin la vérité commença à se faire jour.

On apprit d'une manière certaine que parti de Ver au milieu de la nuit du 24, M. le duc de Coigny était arrivé à Honfleur entre huit et neuf heures du matin ; qu'il en était reparti vers dix heures pour Lisieux où il était arrivé à une heure, encore tout ému des scènes dont il avait été l'objet, et conjurant M<sup>me</sup> Surville, la maîtresse de la poste aux chevaux, de ne point dire son nom et de lui prêter une voiture autre que la sienne. Deux voyageurs traversant Bayeux et se rendant à Cherbourg, annoncèrent également que M. le duc de Coigny et son compagnon de voyage avaient été rencontrés par eux à Saint-Germain-en-Laye, se rendant à Paris dans la voiture prêtée par M<sup>me</sup> Surville.

Enfin dans la nuit du 30 juillet un courrier de cabinet envoyé extraordinairement apportait la lettre suivante, adressée par M. Necker à MM. les officiers municipaux :

Versailles, 29 juillet 1789.

« A MM. les Officiers municipaux de la ville de Bayeux.

» J'apprends, Messieurs, que M. Delleville, Lieutenant-Général de l'Amirauté de votre ville s'est rendu suspect à ses concitoyens pour avoir facilité le passage de M. le duc de Coigny à Honfleur. Je ne puis comprendre comment un service si simple, si naturel peut être interprété d'une manière défavorable à M. Delleville. M. le duc de Coigny est arrivé ici où il est venu prendre sa place aux Etats-Généraux, et je me hâte de rendre justice à M. Delleville en vous priant de concourir efficacement à lui faire rendre la liberté. Le Roi, Messieurs, qui prend sous sa protection tous ses sujets, m'a chargé de vous écrire comme je le fais. Un sentiment d'humanité m'a déterminé à vous adresser cette lettre par un courrier. J'espère, Messieurs, que vous aurez égard à une demande aussi juste. Je vous prie d'être per-

suadés de ma reconnaissance et du profond attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» NECKER. »

D'un autre côté M. de La Londe--Larcher, maire de Bayeux, recevait de M. le duc de Coigny la lettre suivante apportée par le même courrier :

« Versailles, 29 juillet 1789.

« Ce n'est pas, Monsieur, sans regret et sans étonnement que j'apprends le malheureux événement que j'ai occasionné. Je désirais, pour me rendre le plus promptement à Versailles, passer au Havre ou à Honfleur. J'avoue que je me croyais fort à l'abri que mes démarches en aucun pays, et surtout en Normandie, pussent être suspectées ; ne m'étant jamais mêlé ni d'intrigues, ni même de tracasseries ; faisant le bien quand je l'ai pu : j'ai toujours vécu, du moins je le croyais, avec une réputation intacte. Jugez avec quel chagrin j'ai appris que j'avais compromis aussi cruellement M. DELLEVILLE. Il me connaissait bien et savait bien que, sans avoir l'honneur même d'être Député, j'étais incapable d'abandonner mon pays. Il faut être ou coupable ou bien faible. Ce n'est pas à cinquante-sept ans qu'on devient ni l'un ni l'autre. Je m'adresse à vous avec confiance, pour vous prier de vouloir bien être mon répondant, et rendre à M. Delleville la justice qu'il mérite. Je partirais sur le champ, si je croyais lui être utile un instant. Vous devez juger du tourment et du chagrin que j'éprouve.

» Recevez, je vous prie, les assurances du très-sincère et parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» LE DUC DE COIGNY. »

Aussitôt reçues, ces lettres sont imprimées, affichées, distribuées, tant était grand le besoin de calmer l'effervescence populaire.

Le Comité général est sur le champ convoqué en toute hâte. Une députation est adressée à Mg<sup>r</sup> l'Evêque et au Doyen du Chapitre pour les appeler à prendre séance au sein de l'Assemblée dont ils sont proclamés membres-nés, en reconnaissance des preuves de patriotisme qu'ils ont données dans l'épreuve que la ville vient de subir. Mg<sup>r</sup> et le Doyen se



rendent à ce vœu <sup>(1)</sup>, et à peine introduit l'Evêque est par acclamation proclamé Président de l'Assemblée.

Dans cette réunion que la présence du Prélat rendait encore plus solennelle, l'innocence de M. Delleville est unanimement reconnue ; il est proclamé <sup>(2)</sup> être resté toujours un *Citoyen sans reproche*.

Cette agitation de la population de Bayeux coïncidait avec les acclamations enthousiastes qui avaient fait du retour de M. Necker une marche triomphale moins par admiration pour lui que par la joie d'un succès obtenu sur la Cour. Ce délire si voisin de la chute, était partagé par toute la France. La ville de Bayeux y paya largement son tribut, dans la délibération dont il vient d'être parlé, car après avoir exprimé la satisfaction de voir ce ministre rendu *aux désirs ardents de la ville et cité de Bayeux* et au vœu général de la nation, le Conseil-Général exprima par acclamation que son vœu ne sera comblé « qu'en apprenant que cette nation si juste et si reconnaissante lui aura fait ériger une statue au pied de laquelle on » lira cette inscription : *Au meilleur des hommes, le modèle des ministres, l'ami du Roi et le sauveur de la France.* »

Une lettre fut adressée par l'Autorité municipale à M. Necker en réponse à celle qui vient d'être lue. Elle mérite d'être conservée parce qu'elle révèle avec quelle rapidité à cette époque extraordinaire les extrêmes se touchaient, la joie et la crainte, l'amour et la défiance, le découragement et l'espoir :

« Monseigneur,

» Dieu soit loué ! La France est sauvée : elle a le bonheur de vous posséder.

» Il est vrai que le peuple de Bayeux étrangement trompé par la marche de M. le duc de Coigny, est devenu furieux contre M. Delleville, Lieute-

(1) Délibération du vendredi 31 juillet 1789.—Arch. de la ville.

(2) Arrêté notable du Comité général national de la ville et cité de Bayeux du 31 juillet 1789.—Imp. de la v<sup>e</sup> Nicolle.

nant-Général de l'Amirauté. On lui a fait un crime d'avoir protégé l'embarquement de Monsieur le Duc. Nous fûmes forcés de faire arrêter M. Delleville et de lui faire son procès ; c'était le seul moyen d'en imposer, et de calmer les emportements du Peuple.

» M. le Maire lui-même, Monseigneur, était devenu suspect à la populace pour avoir pris à M. de Coigny tout l'intérêt que ce Seigneur mérite à tant de titres. Nous passâmes les 25 et 26 dans les transes les plus cruelles ; et nous osons vous assurer, Monseigneur, que si l'Hôtel-de-Ville n'eût pas mis autant de sang-froid et de courage dans sa conduite, M. Delleville était en pièces et la ville en feu.

» L'interrogatoire du pilote, le rapport d'un exprès que nous avons envoyé à Honfleur, enfin plusieurs lettres de Versailles qui annonçaient l'arrivée de M. de Coigny aux Etats-Généraux, devaient, ce semble, suffire à la justification de M. Delleville ; et cependant ils ne suffirent pas : le peuple toujours aveuglé nous accusait d'avoir machiné toutes les preuves.

» Mais votre courrier, Monseigneur, la lettre de votre main, le nom de notre bon Roi ont porté la conviction dans tous les esprits. Le calme a été rétabli sur-le-champ, dans notre ville, et les plus flatteuses réparations ont été faites à M. Delleville ; son triomphe a été si complet, que l'innocence outragée peut désirer un pareil dédommagement.

» Soyez, Monseigneur, auprès du Roi l'interprète de nos sentiments ; assurez Sa Majesté que notre respect, notre amour et notre reconnaissance sont sans bornes ; tous nos vœux sont accomplis puisque sa bonté a daigné vous rendre à son peuple. »

---

## II.

Continuation des troubles.—Résistance aux actes du Comité général national.—Lettre de M. de Wimpfen.—Tumultes à Bayeux à l'occasion du prix du sel.—Attaque du château de Vidouville.—Dévastation de plusieurs châteaux.—Outrages et mauvais traitements exercés contre les employés des Aides et Gabelles.—Embarras du Comité.—M. de Wimpfen colonel-général de la milice nationale de Bayeux.—Division entre le Comité et la Garde nationale.—Discours de Mgr l'Evêque de Bayeux à la Bénédiction des drapeaux.—Le Directeur des Aides frappé et chassé.—Les Commis expulsés de la ville.

A peine, dans ces temps, les autorités nouvelles étaient-elles élevées sur le pavois que les clameurs de la multitude voulaient les en faire descendre. Le Comité général que l'unanimité des suffrages avait formé par acclamation fut presque immédiatement attaqué. Dès le 1<sup>er</sup> août il avait été obligé de rappeler les services rendus et qu'on voulait déjà méconnaître, et de prendre des mesures afin d'écarter les suggestions que des *chefs de faction* voulaient exciter pour « rompre l'union et la concorde, briser le principal lien de la société qui fait la sureté personnelle de chacun, conduire les citoyens à leur perte, et les rendre victimes de sinistres persuations. »

Bayeux renfermait quelques-uns de ces hommes qui n'approuvent jamais les mesures adoptées, qui par besoin d'importance veulent s'introduire partout, critiquent ce qu'ils n'ont pas conseillé et tentent de renverser même ce qu'ils ont créé quand ils n'en ont retiré ni orgueil ni profit. Ces hommes tentèrent d'élever autel contre autel, et à l'imitation des

Electeurs de Paris restés en permanence ils eurent la prétention de continuer à représenter les Electeurs de la ville et des communes du Bailliage <sup>(1)</sup>.

Des débats sérieux s'élevèrent. On se combattait dans les deux camps à coups d'arrêtés. Consulté par l'un et par l'autre, le baron de Wimpfen s'empessa d'intervenir et de faire connaître « que l'Assemblée avait eu déjà l'occasion de décider que la mission des Electeurs était finie avec les fonctions qu'ils avaient remplies en nommant des Députés aux Etats-Généraux. MM. les Electeurs, écrivait-il, s'empresseront sans doute de renoncer désormais à une prétention qui ne pourrait qu'augmenter les troubles qu'il est si instant de faire cesser. Quoique l'Assemblée ne puisse ni ne veuille se distraire du travail pressant et incessant de la Constitution, cependant si la malheureuse division de votre ville pouvait durer plus longtemps, vos Députés ne négligeraient rien pour obtenir de l'Assemblée un décret confirmatif du maintien du Comité. »

La victoire resta donc à ce Comité. Cette lettre d'une autorité respectée fit cesser la lutte. Il était temps, car à Bayeux les lois étaient devenues sans force, et les magistrats administratifs sans puissance. Des actes de rébellion refusant obéissance et invoquant d'autres pouvoirs avaient éclaté à la halle, sur les places publiques, au corps de garde même. Les Juges du Bailliage s'étaient réunis à l'Hôtel-de-Ville afin de rendre l'usage de leurs fonctions plus prompt et plus utile. Le calme s'étant rétabli, il ne fut point donné suite aux procès-verbaux.

Cette Révolution dont l'aurore avait été saluée par tant

(1) Délibération du Comité général provisoire du 2 août 1789.—Lettre des Députés Electeurs des communes du Bailliage de Bayeux du 2 août 1789.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*



d'espérances ne tarda pas à être ensanglantée non-seulement à Paris, mais dans les provinces. Des meneurs stipendiés se répandaient sur tous les points ; ils allaient répétant de village en village que les titres féodaux n'avaient plus de valeur, et qu'on n'était plus tenu de payer aucunes redevances ; mais que dans la crainte qu'un changement aussi inespéré ne fût pas durable, il fallait profiter du moment où tout semblait permis pour anéantir les titres et empêcher que les seigneurs pussent en réclamer l'effet plus tard. Les Paysans, naturellement défiants, avides de jouir de l'avenir qui leur était promis et qu'il eût fallu laisser au temps et aux lois le soin de préparer et de régler, s'armaient dans leur impatience, pillaient les châteaux, renversaient les colombiers, brûlaient les chartriers, menaçaient et maltrahaient les personnes. Le Comité général de la ville effrayé de « ces exécutions sans forme, et sans lois, outrageant également la justice, l'humanité, l'ordre public et l'honneur national » s'empessa de faire une proclamation pour proscrire tous les actes de violences contre les personnes et les propriétés, et pour déclarer ennemis de la nation ceux qui troubleraient par leurs excès la tranquillité publique <sup>(1)</sup>.

Ces manifestations tumultueuses avaient éclaté sur plusieurs points du Bailliage de Bayeux, à la ville comme dans les campagnes. A Bayeux, le peuple s'était porté au grenier à sel et avait exigé avec menaces que le sel, *ce sucre du pauvre*, lui fût désormais livré à six sous la livre ; sur le refus, il s'était violemment précipité vers l'Hôtel-de-Ville, poussant des clameurs, et jetant des pierres à la garde qui le repoussait. Le Comité général intimidé avait demandé à l'employé chargé de ce service de consentir à cette concession que celui-ci ne fit qu'avec répugnance, et qui fut accueillie par le peuple at-

(1) Deuxième arrêté du 3 août.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

troupé , non comme une faveur, mais comme la satisfaction d'un droit qu'on ne pouvait lui refuser.

A Vidouville <sup>(1)</sup>, paroisse de l'Election de Bayeux, le seigneur, M. Durel de Vidouville, ancien Conseiller à la Cour des Monnaies de France, avait été attaqué par une troupe d'une centaine de sabotiers et de charbonniers armés de fourches, de faux, de mauvais fusils rouillés, qui avaient au point du jour investi son château, lui avaient mis le pistolet sur la gorge, et l'avaient sommé sous peine de mort de remettre la clef de son colombier pour le détruire, celle de son chartrier pour brûler ses titres, et celle de son argent pour se rembourser des rentes seigneuriales qu'ils payaient depuis longtemps injustement. Cette foule en armes avait à l'instant tué les pigeons, les poulets, les canards, renversé le colombier, et avait donné à M. de Vidouville la durée de temps nécessaire à cette destruction pour remettre ses clefs sous la menace de lui ôter la vie et de brûler le château. Ce ne fut qu'en s'enfuyant par une fenêtre qu'il put sauver sa vie et empêcher ces forcenés de commettre un crime <sup>(2)</sup>.

Ce fut là le commencement de la mise à exécution de la devise révolutionnaire : Guerre aux châteaux, paix aux chaumières.

Aux châteaux de Tilly, de M. d'Amayé, de M. Cornet d'Ecrammeville, de M. de Saint-Vast, de M. de Hottot, et ailleurs de pareilles scènes de dévastation s'étaient pratiquées. On s'adressait au Comité national de Bayeux pour demander des secours afin de prévenir ces brigandages, mais c'était en vain, car le Comité n'avait point de troupes à ses ordres et craignait d'ailleurs d'exciter à la guerre civile <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Délibération du 5 août 1789, — *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

<sup>(2)</sup> Procès-verbal du 4 août 1789, — *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

<sup>(3)</sup> *Arch. de l'Hôtel-de-Ville.*

D'un autre côté les employés des *Gabelles* étaient l'objet des plus mauvais traitements. On avait répandu dans les campagnes le bruit qu'ils étaient supprimés. Des malfaiteurs couraient après eux, les atteignaient dans leurs habitations, frappaient leurs femmes et leurs enfants, pillaient et détruisaient leur mobilier. « J'ai vu, écrivait le Capitaine général de l'Inspection des fermes de Cahagnolles <sup>(1)</sup>, j'ai vu ces désordres; j'ai vu des forcenés couper à coups de hache jusqu'au linge servant à soigner des enfants à la mamelle, tandis que leurs père et mère étaient en fuite, cachés dans les bois comme des criminels. » Que pouvait faire contre ces violences une autorité qui n'était plus crainte et qui ne disposait d'aucune force ? Le Comité national prenait vainement des arrêtés. Le peuple n'en tenait aucun compte et ne voulait plus reconnaître aucunes lois prohibitives.

On comprendra sans peine que, dans ces circonstances difficiles, beaucoup de membres du Comité qui avaient consenti faire preuve de zèle dans la première effervescence de la crise éprouvassent quelque répugnance à rester en fonctions, et que d'un autre côté il était nécessaire de placer l'autorité exécutive dans des mains sûres, et surtout ayant une grande influence morale.

Pour empêcher l'abandon du poste confié à ses membres, le Comité déclara le 15 août qu'il n'avait point qualité pour recevoir des démissions, et que jusqu'à ce que les États-Généraux eussent statué sur la formation des municipalités, il ne serait reçu aucune motion tendante à attaquer la formation de la Municipalité ni du Comité <sup>(2)</sup>.

Il devenait plus utile de jour en jour d'organiser énergiquement la Garde nationale. Les commandants, officiers, bas-

<sup>(1)</sup> Arch. de l'Hôtel-de-Ville.

<sup>(2)</sup> Délibération du 15 août 1789.—Reg. de l'Hôtel-de-Ville.

officiers et volontaires nationaux avaient exprimé le vœu d'avoir pour colonel-général de la milice Bourgeoise M. le baron de Wimpfen. L'assemblée générale « accueillant avec la plus pure satisfaction le vœu exprimé, applaudissant au choix fait par la Garde nationale, choix qu'elle aurait fait elle-même, connaissant ses hautes qualités morales, sa grande capacité pour le service militaire et son affection pour tout ce qui concerne le bonheur et la gloire de la Nation, du Roi et de la ville, déclara nommer et instituer pour Colonel-Général des volontaires nationaux de Bayeux : Messire Félix-Louis baron de Wimpfen, Chevalier, Seigneur de Saint-Germain-de-la-Lieue, Maréchal des camps et armées du Roi, l'un des députés de la noblesse du Bailliage de Caen à l'Assemblée nationale. (1) »

Ce fut sans doute le dernier acte public où son nom parut avec le cortège de ses titres nobiliaires. Il n'est pas besoin de dire qu'à cause de son absence cette fonction de Colonel-Général de la Garde nationale ne fut qu'honoraire, et ne put être considérée que comme un hommage personnel et un point d'appui moral donné aux amis de l'ordre.

Une collision sérieuse, car alors tout servait de prétexte à la division des esprits, s'éleva aussi entre le Comité et la Garde nationale, collision qui éclata dans une circonstance solennelle, celle de la Bénédiction des drapeaux. Mgr de Cheylus avait accepté de faire cette bénédiction et d'y prononcer un discours. Le Comité était invité d'y assister. Le 22 novembre 1789 les Officiers municipaux et le Comité se rendent à l'Eglise Cathédrale. Le Corps des volontaires les avait précédés, était entré par la porte principale, et avait empêché après son introduction la liberté du passage, de sorte que l'administration fut obligée d'entrer par la porte latérale. Ar-

(1) Arrêté du 16 août 1789.—Reg. de l'Hôtel-de-Ville.



rivée à celle du chœur elle eut de la peine à y pénétrer. Les volontaires qui y étaient arrivés les premiers, avaient entassé les chaises de manière à laisser le Corps municipal debout. Mécontent de ce procédé le Comité se retira, sans attendre la cérémonie, et de retour à l'Hôtel-de-Ville, il dressa un procès-verbal ; mais cet incident n'eut pas de suites <sup>(1)</sup>.

Le discours de Mgr de Cheylus est très remarquable au point de vue du style qui paye son tribut aux formes du temps, à celui du patriotisme mêlé de sages avis et de tristes pressentiments qu'il exprime. On y remarque surtout cet éloge bien senti du général de Wimpfen :

« Allez, portez-vous sans hésiter partout où vous appelleront les ordres de cet illustre citoyen qu'un suffrage applaudi par toutes les bouches a établi dans son absence votre chef, et d'autant plus digne de l'être qu'aux talents éprouvés et reconnus d'un militaire distingué, il réunit les sentiments du plus zélé patriote. Ah ! que nous regretterions en ce moment de ne pas le voir à votre tête, si sa présence n'était pas plus utile à cette Assemblée qui prépare le bonheur de la France, et dont plus d'une fois il éclaira les avis par la sagesse des siens... Allez, soldats citoyens, allez avec ce courage qu'inspire l'amour de la patrie ; allez, marchez avec confiance sur les pas de ce chef que la Nation va rendre à votre empressément ; et les vôtres guidés par cette valeur qui étonnait CRILLON lui-même à GIBRALTAR et à MAHON, vous mèneront bientôt à la gloire <sup>(2)</sup>. »

La fin de cette année 1789 fut encore marquée à Bayeux par une violente agitation dont l'exemple venait de Paris et des grandes villes où la perception des impôts anciens rencontrait partout des obstacles. Le Peuple, excité par des hommes intéressés au désordre, se porta dans les premiers jours de décembre, à la maison du Directeur des Aides, M.

(1) Procès-verbal du 22 nov. 1789. — *Reg. de l'Hôtel-de-Ville*. — La Garde nationale publia sa réponse sous le titre de : *Réponse du Bureau militaire à l'adresse du Comité municipal*.

(2) Discours de Mgr l'Evêque de Bayeux au sujet de la Bénédiction des drapeaux de la Garde nationale. Imprimé chez Nicolle. — V. ci-dessus p. 49 et 50.

Fleury, l'arrêta et le chassa hors de la ville à coups de pierres, de crosses et de sabres. Quelques-uns voulaient le pendre. Il ne dut son salut qu'à la courageuse intervention de M. Le Roy de Préval, commandant de la Garde nationale, et de M. Moussard, lieutenant, qui, assistés de quelques citoyens, le couvrirent de leurs corps <sup>(1)</sup>, et à la promesse qu'il fit de quitter la ville et de n'y rentrer jamais. Le même jour il y eut des rassemblements dans tous les quartiers. Les habitants y avaient été convoqués au son des cloches. On y agita la question de savoir si on conserverait les *Commis aux aides*; on décida qu'on n'en voulait plus, et force fut de respecter cette décision populaire et d'aviser au moyen d'assurer tant bien que mal le recouvrement de l'impôt par le Receveur du tarif qui devait remettre l'argent dans un coffre déposé à l'Hôtel-de-Ville.

Instruit de cette violation de toutes les lois, et des embarras financiers et administratifs que cette rebellion causait, le baron de Wimpfen s'était empressé de rappeler à l'administration la fermeté dont elle devait l'exemple. Les officiers municipaux lui peignirent ainsi leur angoisse : « Le rétablissement des commis est impraticable. L'opinion publique est trop contr'eux. Leur retour serait la cause de la guerre civile. Ils seraient massacrés. Nous préférons abandonner nos fonctions à l'horrible nécessité de mettre notre ville à feu et à sang <sup>(2)</sup>. »

On s'imaginait au surplus que l'Assemblée nationale possédait la panacée universelle. On l'invoquait comme un remède à tous les maux. C'est ainsi que les marchands *en détail* de Bayeux, se plaignant de l'affaiblissement du com-

(1) Réponse du Bureau militaire. P. 22.

(2) Lettres des 16 et 25 février 1790.

merce, lui adressèrent et firent imprimer une pétition<sup>(1)</sup> pour lui demander la suppression de toutes les foires établies dans la ville, et la cessation du commerce des marchands colporteurs, qu'ils considéraient comme un obstacle à leur industrie. Voilà comment alors les masses entendaient la liberté !

(1) Adresse à Nos seigneurs de l'Assemblée nationale.

## CHAPITRE VIII.

---

**MGR DE CHEYLUS, MAIRE DE BAYEUX.**

1790.

### I.

Élection des municipalités. — Mgr de Cheylus, *Evêque de Bayeux*, élu MAIRE.—Son acceptation.—Son installation.—Protestation du Chapitre contre un décret de l'Assemblée.—Délibération du Conseil municipal.—Mgr de Cheylus donne sa démission.—Proposition d'acheter le château et le parc de Sommervieu.

Les tumultes et les séditions qui éclataient dans toutes les villes du Royaume comme dans celle de Bayeux, faisaient ardemment désirer que l'Assemblée terminât son travail sur les municipalités. On espérait que les Autorités puiseraient de la



force dans une institution nouvelle créée par l'Assemblée et empreinte de son esprit.

Ce travail important fut enfin publié <sup>(1)</sup>. Toutes les anciennes administrations étaient supprimées. Les nouvelles portaient d'autres dénominations, et recevaient d'autres attributions. Le principe d'*Election* était consacré.

Les Elections municipales de Bayeux eurent lieu le 27 janvier 1790. Chose remarquable dans un temps où le pouvoir spirituel rencontrait partout tant de soupçons et de défiances, le premier exercice que les citoyens de Bayeux firent de leur droit fut un hommage envers leur Evêque ! Ils n'avaient pas alors de plus beau titre à lui décerner que celui de MAIRE, et profitant de ce que la loi n'avait point créé d'incompatibilité entre les fonctions religieuses et les fonctions administratives, ils portèrent sur Mg<sup>r</sup> de Cheylus la presque-unanimité de leurs suffrages. Trois cent quatre-vingt-sept Electeurs prirent part à l'élection, et deux cent trente-trois voix placèrent dans les mains de l'Evêque l'administration de la cité.

A peine ce résultat fut-il proclamé qu'une députation fut chargée d'aller porter à Mg<sup>r</sup> de Cheylus le vœu des habitants et de le prier d'agréer son Election. On pouvait douter en effet que le Prélat consentit à supporter un double fardeau. Aucun de ses actes ne faisait penser d'ailleurs qu'il fût disposé en faveur des idées qui triomphaient et qui se révélaient déjà par une hostilité systématique au clergé.

Cependant soit qu'il fût effrayé des suites d'un refus, soit qu'il espérât que sa présence à la tête de l'administration ramènerait l'ordre ou maintiendrait l'influence religieuse, il n'hésita point à répondre à la députation : « Les citoyens de » Bayeux ne pouvaient me donner un témoignage plus flatteur

(1) Loi du 14 décembre 1789.

» de leur affection que celui que je reçois aujourd'hui. Aucun » n'eût été plus sensible à mon cœur. J'accepte les fonctions » qui me sont confiées. » Et à l'instant se plaçant à la tête de la députation , il se rendit à l'Hôtel-de-Ville où le Conseil municipal s'était réuni. Entrant dans la salle , il fut accueilli par de touchantes acclamations. « Messieurs , dit-il , » je viens témoigner aux représentants de la cité toute ma » reconnaissance et lui offrir tout mon zèle et toute ma bonne » volonté <sup>(1)</sup>. »

Son installation eut lieu avec solennité le 3 février suivant sur la place Louis XVI en présence de la Garde nationale et du régiment de Lorraine sous les armes, au bruit du canon et des cloches de toutes les églises. Mgr de Cheylus prononça, comme Maire, un discours exprimant les mêmes sentiments qu'il avait manifestés à la municipalité, et entra de suite dans l'exercice de ses fonctions nouvelles, qu'il n'exerça point sans zèle, ainsi que l'attestent d'assez nombreux actes administratifs émanés de son autorité.

Il était bien difficile que dans ces temps d'orage il pût les conserver longtemps. Les froissements entre l'autorité civile et l'autorité religieuse qui se faisaient sentir chaque jour ne permettaient guère à un Evêque de conserver l'équilibre qu'eussent exigé ces doubles attributions. Il se présenta bientôt une grave occasion de le reconnaître.

Un décret du 13 avril 1790 en repoussant une motion du député Dom Gerle consacra, malgré quelque résistance, un acheminement vers le principe de la liberté des cultes. Cette innovation, qui menaçait d'enlever bientôt à la religion catholique le caractère dominant dont elle avait joui jusqu'alors, excita les inquiétudes et alarma la conscience du clergé. L'Evêque et le Chapitre crurent devoir protester contre ce dé-

<sup>(1)</sup> *Arch. de l'Hôtel-de-Ville, 1790.*

cret, et donner à cette opposition un caractère de solennité inaccoutumée. Le 27 mai 1790 une députation du Chapitre, avec tout l'appareil des cérémonies, se rendit à l'Hôtel-de-Ville et présenta au Conseil municipal assemblé sa protestation qu'il déposa sur le bureau. L'Evêque-Maire de Bayeux présidait en ce moment. Le Conseil présumant que cette démarche pouvait avoir été concertée avec le Prélat, déclara, sans s'expliquer sur la protestation, *qu'il en serait délibéré*. De son côté Mousseigneur annonça que *cette protestation était en partie son ouvrage* et qu'il ne pouvait prendre part à la délibération. Il se retira.

Cette déclaration et cette retraite plaçaient le Conseil dans une position délicate. Il ne manqua ni de dignité, ni de fermeté, ni d'égards. Il ne fallait ni offenser le chef du diocèse devenu par la volonté du peuple l'administrateur en chef de la ville, ni laisser passer inaperçue une attaque directe contre un acte que chacun, à son point de vue, pouvait ou louer ou blâmer, mais qui aux yeux de l'autorité était émané du pouvoir national.

« Tout décret accepté ou sanctionné par le Roi, répondit » le Conseil municipal de Bayeux, porte le caractère de loi du » Royaume. Nous lui devons respect et soumission. Nous » devons réunir nos efforts pour le faire exécuter. Nous ne » pouvons donc nous constituer les juges de l'Assemblée nationale et du Roi. Nous désirerions pouvoir douter que le » *Prélat chéri* qui gouverne le diocèse et le Chapitre de l'église Cathédrale avouent cette protestation; mais quelque » soit notre respect pour eux, gardiens de la loi et de la » Constitution nous ne pouvons y porter atteinte. »

En conséquence le Conseil après avoir manifesté que « chacun de ses membres était pénétré du plus profond respect » pour la religion catholique, et voulait vivre et mourir dans

» l'exercice de cette sainte religion, déclara la protestation du  
» Chapitre ATTENTATOIRE AUX DÉCRETS DE L'ASSEMBLÉE, en or-  
» donna la suppression, et fit défense de l'imprimer, ou d'en  
» donner une lecture publique. » Étrange anomalie qui pré-  
sente un Chapitre protestant contre les actes du gouverne-  
ment dans les mains de l'autorité civile, et un Conseil mu-  
nicipal prenant contre l'autorité ecclésiastique des mesures  
que quelques jours auparavant la puissance même d'un Par-  
lement aurait hésité à prononcer !

Cette circonstance, choisie entre plusieurs, explique le mo-  
tif pour lequel Mgr de Cheylus ne put conserver longtemps le  
mandat que la confiance des Bayeusains lui avait conféré.  
Aussi le 6 novembre 1790, après neuf mois de fonctions, il  
donna sa démission. Elle fut acceptée par une délibération  
qui témoigne au Prélat « tous les regrets de la commune, et  
» lui voue l'attachement qui lui est dû, qu'il mérite, et que  
» le Conseil conservera toujours en mémoire de ses bien-  
» faits <sup>(1)</sup>. »

Ce ne sera point sans doute une des moindres singularités  
de ce temps que ces fonctions administratives confiées au  
chef ecclésiastique du diocèse, que ces témoignages de con-  
fiance donnés à un Evêque au commencement d'une lutte  
contre le clergé, que ces signatures sur les registres municipaux  
† JOSEPH, *Evêque et Maire de Bayeux* qui suffisent  
pour caractériser une époque !

On eut d'ailleurs une preuve de la sincérité des sentiments  
du Conseil municipal. La grande question de la vente des  
biens du clergé dont le prix devait être employé à l'amélior-  
ation des finances de l'Etat, après avoir soulevé d'immenses  
débats sur l'origine et le droit de propriété de ces biens, avait  
été résolue contre le clergé. L'aliénation devait en être faite

(1) Délibération du 11 novembre 1790.



immédiatement. On craignit qu'en vendant simultanément des immeubles estimés au-delà de deux milliards et demi ou n'en dépréciât la valeur et que des répugnances religieuses ou politiques n'amointrissent le nombre des enchérisseurs. Les communes furent invitées, encouragées à faire elles-mêmes l'acquisition de ces domaines, avec faculté de les revendre, et diverses primes et autres avantages considérables leur étaient offerts par l'Etat.

Parmi les biens de l'Evêché de Bayeux étaient le château et le parc de Sommervieu, lieu de plaisance de l'Evêque, retraite paisible où il aimait à s'isoler. Mg<sup>r</sup> de Cheylus manifesta le regret d'en être privé. A peine les officiers municipaux en furent-ils informés, qu'ils lui écrivirent officiellement <sup>(1)</sup> pour lui demander s'il ne lui serait point agréable qu'ils achetassent ce château et ce parc. « Dans ce cas, lui » disaient-ils, nous les comprendrions dans le nombre des » immeubles que la ville se propose d'acquérir, et à ce moment » nous parviendrions à vous en assurer la jouissance. » Nous sentons trop combien ce lieu de repos, de délassement et d'exercice vous convient pour ne pas faire tout ce » qui dépendra de nous pour vous le conserver. » Ce projet qui n'eut pas de suite honore non moins le Prélat que l'Administration qui l'avait conçu.

Mg<sup>r</sup> de Cheylus avait au reste plus d'un titre à inspirer cette affection populaire qui lui avait ouvert les portes de l'Hôtel-de-Ville en même temps qu'il occupait celles du sanctuaire. Prélat irréprochable dans ses mœurs, plein de dignité, doué d'énergie, il employait ses richesses à faire le bien <sup>(2)</sup>. Sa générosité avait doté sa ville Episcopale de l'établisse-

<sup>(1)</sup> Délibération du 25 juillet 1790.

<sup>(2)</sup> C'était ainsi qu'il avait vaincu certaines préventions qu'avaient soulevées contre lui lors de son intronisation des litiges assez nombreux soutenus

ment des *Frères des Ecoles chrétiennes* qui lui avait coûté plus de 30,000 francs <sup>(1)</sup>. La reconnaissance publique avait donné son nom à l'une des rues de la cité <sup>(2)</sup>, et le Conseil avait décoré de son portrait exécuté aux frais de la ville le lieu des séances de l'autorité municipale <sup>(3)</sup>.

La conduite prudente et mesurée qui aux jours des premiers troubles lui avait gagné les cœurs l'eût rendu plus propre que qu'il soit au rôle de modérateur, si ce double caractère de prélat et d'administrateur n'eût pas fini par le rendre forcément suspect d'esprit sacerdotal aux yeux des administrés, et peut-être de complaisance philosophique aux yeux de son clergé <sup>(4)</sup>.

## II.

Relations de M. de Wimpfen et de l'administration de Bayeux.—Le nom du département du CALVADOS—Installation du tribunal de District.—Suppression de l'ordre des Avocats et des Procureurs.

Dans aucunes des circonstances que firent naître les tâtonnements et les essais de la nouvelle législation le concours de M. de Wimpfen ne fit défaut à l'administration de Bayeux. Une correspondance active s'était établie entre lui et les officiers avec les fermiers des domaines de l'Evêché, dont il avait fait révoquer les baux.

<sup>(1)</sup> Les pièces de cette fondation intéressante sont conservées à l'Hôtel-de-Ville.—Les frères des Ecoles chrétiennes ont été réintégrés le 1<sup>er</sup> octobre 1855 dans ce bel établissement construit par M. de Cheylus et racheté par M. Despallières, maire de Bayeux, au nom de la ville.

<sup>(2)</sup> La rue Saint-Laurent.—Délibération du 1<sup>er</sup> août 1789.

<sup>(3)</sup> Délibération du 17 mai 1790.

<sup>(4)</sup> M. de Cheylus fut remplacé à la Mairie par M. Dubois de Littry.

ciers municipaux, et quoiqu'absent son influence dans les premiers temps de la Révolution était au moins égale à son zèle et à son activité. Il aimait à s'entourer sur chacune des graves questions soumises à l'Assemblée de l'opinion des hommes les plus capables du pays, et ceux-ci à leur tour lui exprimaient leurs doutes, leurs embarras sur l'exécution des lois nouvelles et sur les projets que chaque jour voyait naître. Administration, ordre judiciaire, police, impositions, biens ecclésiastiques, travaux publics, intérêts généraux, intérêts individuels et particuliers, questions sur les incidents qui tracassaient l'administration, conflits entre les divers pouvoirs locaux, etc., aucune matière n'était étrangère à cette correspondance. Les lettres de l'administration municipale témoignent de l'intérêt qu'il prenait aux plus petites comme aux plus graves matières (1).

L'Assemblée nationale voulut que tout fût nouveau en France. Pour effacer les souvenirs de l'histoire, ainsi que tous les préjugés résultant de la communauté des intérêts et des origines, elle décréta la suppression des provinces, et la division du Royaume en départements.

Il fut proposé dans le Comité de l'Assemblée de donner le nom d'*Orne-Inférieure*, au département dont Caen allait devenir le chef-lieu. Quelques susceptibilités puériles réclamèrent contre cette désignation, et l'on s'ingénia à trouver un nom qui produisit plus d'effet.

En face des rivages de cette partie de la Normandie, il existe une ligne de rochers éloignés en mer connus sous le nom de *Rochers du Calvados*. Une tradition généralement répandue, quoique contestée, rapporte qu'un vaisseau ainsi appelé faisant partie de la flotte portugaise de l'Armada s'était échoué sur ces rochers et leur avait donné son nom.

(1) Correspondance — Arch. de l'Hôtel-de-Ville.

Ce nom sonore séduisit. MM. de Wimpfen et Deiauney insistèrent avec succès pour le faire admettre par l'Assemblée.

La lettre suivante adressée à M. de Wimpfen prouve avec quel plaisir, on pourrait dire avec quel enfantillage, si les derniers mots ne trahissaient une idée sérieuse, ce nom fut accueilli.

« Bravo ! lui écrivaient les officiers municipaux de Bayeux,  
» le 15 mars 1790, Bravo ! notre département porte donc  
» un beau nom ! Vous avez fait comme les Dieux. Ils firent  
» sortir Vénus du sein des eaux, et c'est dans les eaux que  
» vous avez puisé le titre, le superbe titre de notre département. Nous voilà donc un démembrement du département  
» du CALVADOS. Tant mieux ! Cette dénomination entretiendra  
» l'idée d'un port à Port-en-Bessin. »

La fin de l'année 1790 avait été marquée par la mise en action de la nouvelle organisation judiciaire créée par la loi du 16 août. Avec les derniers jours de cette année, ainsi que je l'ai dit ailleurs <sup>(1)</sup>, Bayeux vit disparaître pour jamais son bailliage, son élection, son tribunal du point d'honneur, sa maîtrise des eaux et forêts, son amirauté, son grenier à sel, comme il avait vu disparaître auparavant sa vicomté et son conseil supérieur.

L'élection populaire présida au choix des nouveaux magistrats qui étaient élus pour quatre ans. Elle se fit avec ordre, sans incidents tumultueux. Les magistrats de l'ordre judiciaire détruit ne firent ni protestation ni opposition. Le Bailliage supprimé était composé de seize membres. Nul ne sollicita la faveur du peuple, soit par esprit de corps, soit par conscience, soit par esprit d'opposition. Aucun d'eux ne figura dans la nouvelle organisation.

(2) *Essais sur l'administration de la justice*, etc. Un décret du 23 août 1790 avait fixé à Bayeux le chef-lieu d'un *Tribunal de district*, composé d'un Président et quatre Juges.



Une brillante installation, dans laquelle furent prononcés plusieurs discours, signala la prise de possession des nouveaux emplois et la prestation de serment des nouveaux magistrats. Un juste tribut d'hommages fut payé à ceux qui venaient de descendre de leur siège avec tant de convenance et de dignité, à ces juges « qui certains de la fin de leur magistrature, mais soumis en bons citoyens à la loi qui l'avait » fixée, en ont regardé les devoirs comme sacrés jusqu'au » dernier moment. Ces sacrifices de la plus sublime vertu » étaient les meilleurs garants de leur patriotisme et ne devront jamais s'effacer de la mémoire de leurs concitoyens <sup>(1)</sup>. »

Cette nouvelle organisation fut accompagnée ou suivie de l'anéantissement de l'ordre des Avocats, et de la suppression des Procureurs <sup>(2)</sup>. Il n'est pas besoin de dire que ces diverses mesures étaient une véritable révolution judiciaire, qui compromettait la fortune et l'avenir de familles nombreuses tenant à l'ancien ordre de choses par leurs emplois et par leurs charges.

---

(1) Discours prononcés le 4 novembre 1790 par MM. DELALONDE, Procureur de la Commune, DUFAYEL, Chevalier de Saint-Louis, Président la Municipalité, et PHILIPPE DELLEVILLE, Président du nouveau tribunal.—  
*Imprimés chez la veuve Nicolle.*

(2) Lois des 29 janvier—20 mars 1791.

## CHAPITRE IX.

---

### LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ ET LE SERMENT ECCLÉSIASTIQUE.

1790.—1791.

#### I.

La Constitution civile du Clergé.—Griefs contre ses principales dispositions.—Adresse de la Municipalité à l'Assemblée.—Conservation du Siège Episcopal à Bayeux.—Suppression du Chapitre.—Le scellé mis sur la salle Capitulaire de Bayeux.—Déclaration du Chapitre.—Refus du Chapitre de célébrer la messe sans ses ornements canoniaux.—Mandement de Mgr de Cheylus.—Arrêté du Directoire de Bayeux contre ce Mandement.—Adhésion des prêtres du Diocèse.—Ordonnance du tribunal criminel du Calvados.—Vente des biens du Clergé dans le département.

Dans son ardeur des réformes, avec sa manière radicale et philosophique d'envisager les sociétés humaines, l'Assemblée voulut tenter la réforme générale de la discipline Ecclésiasti-

que. Sur ce terrain le Clergé rencontra deux adversaires venus de deux camps opposés, — les Encyclopédistes indifférents ou hostiles à la cause Catholique, — et les Jansénistes dont le zèle austère et puritain voulait le retour aux règles de la primitive Eglise. Il y trouva aussi quelques rares partisans de ces programmes de morale universelle et d'un vague déisme, nés dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui n'étaient qu'une négation déguisée du Christianisme.

L'Assemblée commença par décréter que les biens du Clergé étaient à la disposition de la Nation <sup>(1)</sup>. Elle prononça ensuite l'anéantissement des vœux religieux, la suppression des ordres et des congrégations <sup>(2)</sup>, et proclama successivement cette série d'articles auxquels on donna le nom de *Constitution civile du Clergé* <sup>(3)</sup>.

Sans doute il y avait dans l'ancienne Constitution ecclésiastique des abus considérables dont les hommes les plus pieux et les plus vénérables se plaignaient depuis longtemps. Les richesses du Clergé, son influence politique, le scandale donné par quelques-uns de ses membres rendaient une réforme désirable. Mais appartenait-il à une Assemblée politique et civile de s'immiscer dans les questions qui concernaient la discipline de l'Eglise ? Appartenait-il à la puissance législative, seule, de détruire le Concordat de 1515, qui avait contradictoirement entre les deux puissances établi les rapports du Gouvernement et du Clergé avec le Saint Siège ? Pouvait-elle surtout introduire avec une sorte de violence, sans le concours de l'autorité Ecclésiastique, sans les formes canoniques, toutes ces innovations qui altéraient si profondément la discipline et l'administration du clergé, comme s'il se fût agi uniquement de la police de l'Etat ?

(1) Loi du 2 novembre 1789.

(2) Loi du 20 février 1790.

(3) Loi du 12-24 juillet 1790.

Il y avait là évidemment une usurpation de pouvoir contre laquelle protestaient les esprits sans passions. Mais ces opinions sages avaient le malheur de se trouver confondues avec l'opposition que les corps privilégiés apportèrent aux réformes les plus désirées, tentées par l'Assemblée, et perdaient leur crédit parce qu'elles semblaient unir le salut de la foi avec les intérêts personnels du clergé, que l'on voulait sacrifier.

La ville de Bayeux qui devait sa prospérité aux établissements ecclésiastiques se trouvait par ces innovations réformatrices lésée dans ses intérêts, abaissée dans sa position. Les révolutions, même les plus légitimes, vendent toujours cher les avantages qu'on croit qu'elles donnent. La ville avait fait déjà un grand pas dans la voie des mécomptes, elle était loin des espérances qu'elle avait saluées avec enthousiasme, elle pressentait les pertes dont elle était menacée. Pour les prévenir, la Municipalité s'empessa d'adresser le 29 avril 1790 à l'Assemblée la réclamation suivante :

« Nos seigneurs ,

» Bayeux <sup>(1)</sup> est depuis cinq siècles ce qu'il a toujours été, une ville pauvre, sans commerce, sans industrie, sans moyens. Le Gouvernement ne s'est jamais occupé de tirer parti de son heureuse position.

» Ses ressources, ses richesses, consistent dans son Evêché, dans son Chapitre. C'est à ce corps ecclésiastique que la ville doit le peu d'établissements qui y existent.

» Les hôpitaux, le séminaire, les maisons de travail pour la jeunesse sont des monuments de leur piété. La ville a l'obligation à l'Evêque qui gouverne le diocèse d'un établissement d'Ecoles chrétiennes. Il s'est formé, il y a trente ans, pour le soulagement des pauvres, un bureau de charité. Il ne subsiste spécialement que par les aumônes des Ecclésiastiques.... Bayeux menacé de perdre l'Evêché, le Chapitre, les Juridictions est menacé de la plus affreuse misère.

» Sous un autre point de vue le projet du Comité anéantit les principes de l'Eglise, et brise la hiérarchie, ce lien de subordination si essentiel

(1) Adresse à Nos seigneurs de l'Assemblée nationale. — *Reg. de l'Hôtel-de Ville.*



pour le maintien de la religion : il détruit ces Ecoles fameuses, gardiennes de la foi contre l'erreur : il ruine la juridiction épiscopale en n'accordant pas aux Evêques le pouvoir d'être aidés par des grands vicaires et en ne leur donnant pas un revenu suffisant pour soutenir la dignité extérieure de l'Episcopat... Il supprime les dîmes sans s'occuper du mal qui en résulte pour les pauvres qui trouvaient chez les décimateurs des pailles, du grain et du crédit.

» Voilà, Nos seigneurs, les malheurs dont notre ville est menacée, les conséquences dangereuses du système proposé. Le peuple dont les intérêts nous sont confiés, le peuple nous environne, il nous presse de lui subvenir. Il gémit sur la rigueur du coup qui le frappe. Nous trahirions la cause des pauvres qui nous demandent du pain si nous ne vous peignons pas leur douleur et leur désespoir, si nous ne vous faisons parvenir leurs douleurs et leurs réclamations.»

Au point de vue des intérêts de la ville de Bayeux, si gravement engagés dans l'organisation ecclésiastique, la conservation ou la perte du siège épiscopal était une question de haute importance. Par la nouvelle constitution civile un seul Evêque devait être institué par département. Deux villes épiscopales étaient comprises dans la circonscription du Calvados nouvellement formée, Lisieux et Bayeux. L'un de ces sièges devait donc être supprimé. Bayeux avait en sa faveur l'antiquité de son siège, le plus ancien de la Normandie, sa position plus centrale, l'absence de ressources industrielles. Lisieux n'avait pas de considérations aussi puissantes à invoquer, mais le président de l'Assemblée constituante, Thouret <sup>(1)</sup>, était né à Pont-l'Evêque dans l'ancien diocèse de Lisieux, dont il favorisait les réclamations. Son influence était alors immense sur les questions de la réforme ecclésiastique, et de la division civile du Royaume dont il s'occupait spécialement. On faisait valoir avec une certaine raison contre Bayeux l'hostilité de son clergé contre les idées nouvelles, la protestation de l'Evêque

(1) Thouret naquit à Pont-l'Evêque en 1746. Son père était notaire. Traduit au tribunal révolutionnaire, il fut mis à mort le 22 avril 1794, victime d'une révolution qu'il avait appelée en croyant la diriger.

et du Chapitre dont il a été parlé, et la mollesse avec laquelle elle avait été repoussée. M. de Wimpfen se rendit le défenseur actif et zélé des justes droits de la ville de Bayeux et fit triompher après une lutte assez vive ses réclamations. Le siège Episcopal lui fut conservé par l'article 1<sup>er</sup> de la nouvelle Constitution. « Grâces à vos soins, écrivaient à M. de » Wimpfen les officiers municipaux, grâce à votre vigilance, » à vos talents, à votre amour pour la cité, l'Evêché nous » est conservé. Jugez notre cœur, il est plein de reconnaissances et d'hommages <sup>(1)</sup>. » Ce service était en effet d'autant plus grand, qu'il n'est pas douteux que ce précédent de 1790 a eu une haute influence sur la conservation de l'Evêché à Bayeux lors du concordat de 1801.

Un écrit célèbre commença la lutte entre le Clergé et l'Assemblée nationale. *L'Exposition des principes sur la Constitution civile du Clergé*, par M. de Boisgelin, archevêque d'Aix et membre de l'Assemblée, reçut l'adhésion de presque tous les Evêques et entraîna l'immense majorité du clergé français.

Ces griefs oubliés ou inconnus aujourd'hui que depuis près de soixante ans la paix est rentrée dans l'Eglise, ont besoin d'être rappelés sommairement pour l'instruction de beaucoup. Une plume habile et exercée que recommande l'autorité d'un beau talent <sup>(2)</sup> non moins que la spécialité de ses études, se propose de traiter ces matières. Pour l'intelligence de ce récit il y a donc seulement nécessité de résumer les quatre principaux griefs qui paraissent résulter des divers écrits publiés en grand nombre et avec une égale ardeur dans les deux camps <sup>(3)</sup> :

(1) Lettre du 13 juillet 1790.

(2) M. l'abbé Laffétay, auteur de l'histoire du *Diocèse de Bayeux*, dont le premier volume a été publié.

(3) Sous le titre de *Lettres adressées au Curé de St-Pierre de Caen par M. Workesby, ministre anglican*, l'abbé Delarue depuis si connu dans le

1° LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES DIOCÈSES qui était de cent trente-cinq à quatre-vingt-trois : Les Evêques, disait-on, ne pouvaient renoncer à leurs diocèses, car en recevant l'Episcopat ils avaient contracté le devoir de conserver leur troupeau, même au prix de leur vie, et toute modification de leurs attributions et de leur juridiction ne pouvait être que l'OEuvre de l'Eglise.

2° L'ELECTION DES EVÊQUES PAR LES FIDÈLES : C'était, il est vrai, le retour aux usages primitifs de l'Eglise, le rétablissement d'un droit dont les Rois s'étaient emparés, comme représentant le peuple. Mais la constitution nouvelle appelait à l'Election des Evêques et les catholiques et les membres des cultes dissidents. Cette Election était conférée aux Electeurs politiques et non au Clergé qui n'y prenait part que comme individus. Or si les laïques pouvaient être juges au point de vue de la charité, du dévouement, des vertus extérieures, pouvaient-ils l'être de la capacité ecclésiastique, de l'instruction théologique, de la pureté de l'enseignement catholique ?

3° LA NOMINATION DES CURÉS ÉTAIT RETIRÉE AUX ÉVÊQUES : elle était transmise comme celle de ces derniers aux Electeurs politiques. Elle brisait la hiérarchie inférieure, le lien de la dépendance, et changeait même la nature des fonctions curiales auxquelles elle enlevait le caractère de délégation de l'Episcopat.

4° L'ATTRIBUTION DE L'INSTITUTION CANONIQUE AU MÉTROPO-LITAIN SEUL, d'où résultait la suppression de la hiérarchie supérieure, qui fait de l'Eglise un seul corps, et l'anéantissement de l'autorité du Pape, — moyen nécessaire de l'unité et de l'universalité, que ne pouvait suffisamment conserver la

monde savant, publia une défense très remarquable de l'ancienne discipline de l'Eglise. Fidèle, à ses principes il refusa le serment, et émigra.

seule obligation imposée à l'Évêque d'écrire au Saint Père comme au chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui <sup>(1)</sup>, lors surtout qu'il lui était interdit de demander à Rome et d'obtenir aucune confirmation.

Les Évêques demandaient qu'on admit le concours de la puissance ecclésiastique pour légitimer tous ceux de ces changements qui pouvaient être légitimes, qu'on s'adressât au Pape, sans lequel il ne doit se traiter rien d'important pour l'Eglise, et qu'enfin on autorisât un Concile national pour s'occuper de ces questions si graves au point de vue des intérêts de l'Eglise gallicane.

Au fond de ces innovations il y avait évidemment une menace de schisme. La diminution du pouvoir Episcopal révélait une tendance au presbytérianisme, qui fut rendue plus évidente encore par la suppression des dignités ecclésiastiques, des Canoncats et des Prébendes, par l'extinction des Chapitres, et leur remplacement par de simples Vicaires épiscopaux <sup>(2)</sup>.

La suppression de son Chapitre arracha le premier cri de douleur à l'Evêque de Bayeux. « Elevés au sein de l'Eglise, » écrivait-il aux fidèles de son diocèse, verriez-vous d'un œil » indifférent l'entreprise qui, sans son concours, supprime » dans vos murs un corps dont l'origine remonte par succession jusqu'à l'aurore de la foi parmi vous?.... »

Pour rendre cette suppression plus prompte et plus irrévocable, la loi chargeait les officiers municipaux des villes Episcopales de s'emparer de suite des salles capitulaires, de les placer sous les scellés, et d'en interdire l'entrée aux chanoines.

(1) Art. 19 de la Constitution du Clergé.

(2) Art. 8-20 Id.



La Municipalité de Bayeux fixa au 11 décembre (1790) l'exécution de cette rigoureuse mesure. La dignité du Chapitre ne se démentit point au milieu de cette tempête qui venait renverser l'arbre séculaire de l'Eglise.

Prévenus de la démarche officielle de l'Administration, les Dignitaires et les quarante-neuf Chanoines se réunirent dans la salle Capitulaire, et occupèrent leurs sièges suivant l'ordre antique. Revêtus pour la dernière fois de leurs habits de chœur et de leurs insignes canoniaux, ils reçurent avec égards, mais dans le plus profond silence, les officiers municipaux. Ceux-ci prirent place au milieu de la salle sur des fauteuils qui leur avaient été préparés et firent donner lecture des lois et instructions qui déterminaient leur mission. Cette lecture accomplie, M. de Marguerye, doyen du Chapitre, après en avoir obtenu l'autorisation, fit lire par son secrétaire deux déclarations contenant l'exposé des principes spirituels du Chapitre et des motifs de sa persévérance dans les doctrines de l'Eglise de France.

« Vous venez aujourd'hui, disait le Chapitre, rompre cette  
» chaîne antique de succession, l'une de celles qui nous lient  
» à cette Eglise, maîtresse de toutes les Eglises du diocèse,  
» qui lient le diocèse entier avec nous, au berceau, à la nais-  
» sance de l'Eglise..... Un édifice nouveau s'élève sur nos  
» ruines. Chrétienne depuis des siècles, cette ville de Bayeux  
» n'aura plus d'église mère, elle n'aura qu'un clergé d'un  
» jour. D'autres ministres, il est vrai, vont prendre notre  
» place, mais, nous devons vous en avertir, ils ne nous suc-  
» cèderont pas. »

Ces déclarations signées du Chapitre dans les formes accoutumées furent annexées au procès-verbal *sans approbation*. Cela fait et après le refus du Chapitre de signer ce procès-verbal, les officiers municipaux se disposèrent à apposer

les scellés sur les portes de cette salle capitulaire, jadis théâtre de la puissance canoniale, aujourd'hui témoin de son humiliation. A la vue de cette tentative, sans plaintes, sans murmures, les Chanoines se levèrent, quittèrent pour la dernière fois cette enceinte pleine d'antiques et d'augustes souvenirs, d'où étaient sortis des cardinaux et d'illustres évêques, et se séparèrent immédiatement, sans qu'une seule parole vint troubler le silence de cet adieu,—se conformant en cela à cette partie de leur déclaration : « Trop » assurés d'ailleurs d'être vengés par de justes regrets, nous » contemplerons d'un œil ferme quoiqu'attendri nos derniers » moments, et nous n'en ternirons point l'éclat par le souffle » du plus léger murmure.»

Les officiers municipaux achevèrent leur mission <sup>(1)</sup> en présence d'une foule nombreuse attirée par la solennité de cet événement, et dont le calme peignait plutôt la curiosité et le regret que l'approbation. Quelques jours après, ils offrirent aux chanoines individuellement la faculté de célébrer les Saints Mystères dans la Cathédrale, sous la condition unique de n'y point paraître avec leurs insignes. Mais ceux-ci déclarèrent qu'aussi éloignés d'un coupable entêtement que pleins de respect pour la discipline et pour leur costume ils préféreraient se retrancher dans le secret, et se réunir dans la chapelle domestique de l'Evêché <sup>(2)</sup>. « Là, disaient-ils, les portes fermées, dépouillés de tout habit de chœur, sans chant, » sans solennité, sans appareil et avec une simplicité qui répandra au deuil de l'Eglise, nous élèverons vers le Ciel le » tribut sacré de prières que nous imposèrent par leurs bienfaits les Ducs de Normandie, les Rois de France et cent » autres fondateurs moins illustres, moins magnifiques, mais

<sup>(1)</sup> *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*—1790.

<sup>(2)</sup> Aujourd'hui la Salle des audiences et la Chambre du conseil du tribunal.

» non moins généreux. »

Mg<sup>r</sup> de Cheylus protesta de son côté non seulement contre la suppression de son Chapitre, « ce corps antique et vénérable dans le sein duquel il avait puisé ainsi que la Cité, » elle des secours et des bienfaits, lui des consolations et des lumières, et dont il aurait voulu racheter l'existence au prix des plus grands sacrifices, » mais aussi contre l'organisation nouvelle « non revêtue du sceau de l'Eglise, et dont l'acceptation serait un attentat contre son autorité, » et un désaveu du vif et juste regret de la proscription du Chapitre, dont la perte ne fait pas seulement gémir la religion, mais fera répandre un jour des larmes tardives à ses concitoyens détrompés <sup>(1)</sup>. »

Déjà en présence des actes de l'Assemblée, Mg<sup>r</sup> de Cheylus avait cru devoir publier un Mandement <sup>(2)</sup> par lequel il expliquait qu'en obéissant à ses décrets « il entendait excepter les » objets qui dépendaient de la puissance spirituelle, qu'il ne » pouvait concourir à la suppression de son Chapitre, ni être » déchargé des obligations de son ministère, ni de sa juridiction Episcopale, s'en rapportant au surplus à la décision du Souverain Pontife à qui il incombait de consacrer par son autorité et l'application des formes canoniques les changements concernant la hiérarchie ecclésiastique. »

Ce Mandement, conforme d'ailleurs aux résolutions adoptées par la plupart des Evêques, souleva l'indignation des fonctionnaires élus aux nouvelles fonctions du *Directoire de district de Bayeux*. Il était, à leurs yeux, attentatoire à l'autorité des actes de l'Assemblée nationale. La publicité qu'il recevait dans la ville et dans les campagnes ne pouvait être to-

(1) Déclaration du 22 janvier 1791.—*De l'harmonie des Evêques et de leurs Chapitres*.—Sambucy.

(2) Mandement du 20 novembre 1790.

lérée. Le Directoire qu'animait du reste l'esprit de l'époque, fit donc défenses à toutes personnes de le vendre, de le distribuer, d'en donner lecture et de le publier. Cette interdiction fut fulminée par l'autorité civile dans des termes injurieux pour le Prélat, et pour les ministres de la religion. Les uns et les autres furent signalés à l'animadversion publique comme « cherchant à introduire dans le département un » schisme réservé aux siècles d'ignorance et de barbarie , » comme voulant aiguïser le fer de la superstition, et en ar- » mer les esprits faibles pour la défense des richesses scandaleuses du clergé et de ses prérogatives usurpées qui contrastaient d'une manière si frappante avec la simplicité des » apôtres <sup>(1)</sup>. »

Le zèle des officiers municipaux fut moins outrageant pour le Prélat. Sous l'influence des sentiments qu'ils lui avaient voués et dont leurs délibérations récentes portaient le témoignage, ils voulurent supposer que ce Mandement était répandu sous *le nom vénérable* <sup>(2)</sup> de M. de Cheylus, sans qu'il fût son ouvrage, — habileté de langage, fiction qui ne trompait personne, mais qui conservait du moins les apparences du respect.

Quelques-uns des curés désobéirent aux injonctions civiles, et firent lire le Mandement dans leur chaire paroissiale. Quelques autres s'en abstinrent. Tous furent mandés à l'Hôtel-de-Ville. Il fut dressé procès-verbal de leurs réponses. Un seul, sur quatorze, fit adhésion complète à l'arrêté du Directoire dont l'affiche fut en plusieurs endroits déchirée ou arrachée.

(1) Extrait du registre des délibérations du Directoire de District. 17 décembre 1790.—Imprimé chez la veuve Nicolle.

(2) Délibération du 17 décembre 1790.—Lettre du 24 aux Curés de la ville.



La déclaration et la profession de foi du Chapitre de Bayeux <sup>(1)</sup>, ainsi que le Mandement de l'Evêque furent imprimés et distribués malgré les défenses. Le parti révolutionnaire y répondit par des brochures où la violence se mêlait aux dissertations dogmatiques, par des chansons, et par des libelles orduriers et dégoûtants, où tout ce qui est respectable parmi les hommes n'était compté pour rien <sup>(2)</sup>. L'immense majorité des prêtres du diocèse adhéra aux principes exposés dans les actes du Chapitre et du Prélat et rendit publiques les actes d'adhésion qui tous se terminaient par un hommage de respect envers « le digne et vénérable Evêque que le Seigneur » avait donné au Diocèse de Bayeux dans sa miséricorde <sup>(3)</sup>. »

Le tribunal criminel du département excité par ces diverses manifestations, ordonna le 6 mars 1791 que Mgr de Cheylus *serait pris et appréhendé au corps, mis et constitué prisonnier aux prisons royales de Caen pour être oui et INTERROGÉ sur les charges existantes contre lui comme auteur d'un libelle intitulé : Mandement du 20 novembre 1790* <sup>(4)</sup>. Cet ordre resta sans exécution.

La vente des biens du clergé s'opérait pendant ces débats avec activité. Les menaces de l'Eglise, la nouveauté de ce procédé qui aux yeux de beaucoup ressemblait à une spoliation, la crainte que tôt ou tard ces ventes ne fussent annulées, arrêtaient beaucoup de personnes. Le feu était loin d'être aux enchères. Une prime était accordée aux acquéreurs qui devançaient les délais de paiement. Peu en profitèrent,

(1) Sans nom d'imprimeur.—Brochures de 20 et de 6 pages.

(2) *Suite du catalogue des livres en vente chez le Curé de..... avec diverses annonces et affiches.* 6 pages, sans nom d'imprimeur.

(3) Entr'autres adhésions on remarqua celle du Doyenné de Maltot signée de cinquante ecclésiastiques, et celles des vicaires de la ville de Bayeux (14 février 1791). Sans nom d'imprimeur.

(4) *Arch. du Calvados*

mais le régime des assignats étant survenu, la plupart de ces biens ne furent payés qu'en papier-monnaie, — singulière bizarrerie qui fit que les acquéreurs retardataires recueillirent des bénéfices bien plus considérables que ceux qui payèrent par anticipation, pour obtenir la prime, parce que ceux-ci s'acquittaient en argent, et que les autres ne soldèrent qu'avec des valeurs dépréciées et presque nulles.

Dans l'arrondissement de Bayeux ce fut le 30 décembre 1790 que ces ventes commencèrent. Le premier bien enchéri et vendu fut le Domaine du Recouvri appartenant à l'Evêché et situé à Saint-Vigor-le-Grand. Une salve de canon annonça au public que la première adjudication venait d'avoir lieu.

Les maisons des Chanoines, situées dans la rue de ce nom furent presque toutes vendues dans les six premiers mois de l'année 1791 <sup>(1)</sup>.

La totalité du prix des ventes pendant ces six premiers mois s'éleva pour le district de Bayeux à 4,945,011 francs. Quarante-une maisons servant d'habitation aux chanoines, ou dépendant du domaine du Chapitre furent comprises dans cette première série de la vente des biens des Ecclésiastiques.

(1) Il est assez curieux de connaître le prix des ventes des domaines religieux les plus importants. Nous extrairons ce qui suit d'un Etat général dressé pour les six premiers mois pour le District de Bayeux :

|                                                                                    |            |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Le Recouvri, vendu par le prix de. . . . .                                         | 57,188 fr. |
| Le bois et ferme de Saint-Gourgon. . . . .                                         | 26,000     |
| Le château, parc et ferme de Sommervieu. . . . .                                   | 115,000    |
| La ferme de l'Abbaye de Longues. . . . .                                           | 220,000    |
| Le Prieuré de Deux-Jumeaux. . . . .                                                | 88,000     |
| Maisons, église, cour, enclos et ferme du prieuré de Saint-Vigor-le-Grand. . . . . | 156,000    |
| Maison claustrale, jardin, basse-cour et terre de Mondaye. . . . .                 | 128,300    |
| Maison, église et enclos des Augustins, à Bayeux. . . . .                          | 16,000     |
| Maison, église et enclos des Capucins, id. . . . .                                 | 19,600     |
| Le Prieuré de Pierre-Solain. . . . .                                               | 61,000     |
| La ferme de l'abbaye d'Arganchy. . . . .                                           | 65,100     |

Il serait désirable, mais il est impossible de savoir quelle a été dans cette somme la quotité utilement perçue par l'Etat, et qui aurait servi à acquitter les dettes de la nation, conformément à la destination ordonnée par la loi.

## II.

Serment ecclésiastique.—Refus de la majorité du Clergé.—Refus de Mgr de Cheylus.—Election de l'abbé Gervais de la Prise, curé de Saint-Pierre de Caen, aux fonctions d'Evêque Constitutionnel.—Sa non acceptation et sa lettre.—Retour de Mgr de Cheylus à Bayeux.—Débats à ce sujet.—Election de l'abbé FAUCHER. Protestation de Mgr de Cheylus.—Il quitte le Palais Episcopal.—Sa retraite chez M<sup>me</sup> de Wimpfen.—Loi de 1792.—Emeute contre les prêtres à Port-en-Bessin.—Départ de Mgr de Cheylus.—Lettre de l'exil.

On conçoit que ces luttes passionnées entre les réformateurs et l'Episcopat descendaient profondément dans les rangs des fidèles, que le zèle n'était pas toujours éclairé par la charité, qu'aux violences anti-catholiques ou impies répondait l'esprit de révolte, que l'incrédulité et l'hostilité systématique soulevaient un fanatisme imprudent, et des manifestations dangereuses. Aussi non moins stimulée par les réclamations violentes de la presse révolutionnaire, que par les excitations irritantes de la presse monarchique, l'Assemblée nationale se décida à porter un grand coup contre le clergé.

La loi nouvelle n'avait exigé le serment que des Evêques, Curés et Vicaires qui seraient élus à l'avenir. Un décret ordonna qu'il serait prêté par les Evêques et Curés RESTÉS EN FONCTIONS dans le court délai de huitaine pour ceux qui étaient

dans leurs diocèses ou dans leurs cures, *faute de quoi ils seraient réputés avoir renoncé à leur office, et il serait pourvu à leur remplacement* <sup>(1)</sup>.

Dire les débats passionnés auxquels donna lieu ce décret, — le scandale et l'ironie des provocations, — l'impatience et la colère des contradicteurs, — la dignité et la noblesse de quelques-uns des refus, — les applaudissements réitérés de la gauche et des tribunes à la vue d'une soixantaine d'ecclésiastiques de l'Assemblée à la tête desquels se plaça l'abbé Grégoire se pressant pour prêter ce serment, avec conviction pour quelques-uns qu'ils accomplissaient leurs devoirs de prêtres et de citoyens, avec la secrète satisfaction pour quelques autres de braver leurs Evêques, — ce serait empiéter sur le domaine de l'histoire générale.

Le jour fixé par la municipalité de Bayeux <sup>(2)</sup> pour la réception du serment des fonctionnaires ecclésiastiques fut le 30 janvier 1791. M. de Cheylus était *absent* de la ville Episcopale ; le délai se trouvait prorogé pour lui jusqu'au 26 février. Dès le 22 janvier il avait fait pressentir son refus dans une lettre où on lit le passage suivant :

« Non, Messieurs, je ne cesserai d'être patriote de cœur et d'esprit ; mais sans manquer au devoir que m'impose cette qualité dont vous ne me trouverez jamais indigne, j'aurai le courage de m'élever contre les décrets qui renversent la Constitution de l'Eglise, la hiérarchie du clergé, et sa discipline qu'elle a seule le droit de réformer et de changer.... Avec la grâce de Dieu, j'en conserverai le précieux dépôt avec soin, et dans son intégrité pour vous, Messieurs, pour vos enfants, pour mon troupeau, ce troupeau si cher à ma tendresse ; je remercierai le Seigneur si des succès sont

(1) Art. 1<sup>er</sup> et 5 du décret du 27 novembre 1790.—Ce serment était ainsi conçu : Je jure de veiller avec soin aux fidèles dont la direction m'est confiée : Je jure d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi ; je jure de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution française, *et notamment les décrets relatifs à la Constitution civile du clergé.*

(2) M. Dubois de Littry fut remplacé vers ce temps dans ses fonctions de Maire par M. Duhamel-Vailly.

le fruit de mon zèle, et je ne murmurerai point si des infortunes en sont le prix.»

Des délégués de l'Administration municipale se transportèrent dans chacune des paroisses de la ville pour recevoir le serment des curés et des vicaires. Des quatorze curés, trois seulement le prêtèrent; six ou sept vicaires, obitiers ou chapelains, deux professeurs du collège suivirent leur exemple : les vicaires-généraux, les supérieurs et professeurs des séminaires et le surplus des curés, et les autres professeurs ou déposèrent une protestation contre le serment qui était demandé ou se retirèrent sans le prêter au moment de l'arrivée des délégués municipaux. Ce refus d'un si grand nombre de prêtres refusants frappa d'étonnement : on était bien préparé à la résistance des Evêques et du haut Clergé, et personne n'en fut surpris, mais on ne pensait pas que les curés partageassent aussi unanimement cette résistance.

Des écrits, des brochures en grand nombre furent publiés sur cette brûlante question <sup>(1)</sup>.

A l'expiration du délai, une signification fut faite à M. de Cheylus pour qu'il eût à satisfaire au serment prescrit. Comme on devait s'y attendre il ne se présenta pas. Il fut donc réputé démissionnaire, et l'on s'occupa de le remplacer.

Les Electeurs convoqués et réunis au chef-lieu de département le 14 mars dans les formes déterminées par la Constitution civile, au nombre de 411, élurent par 326 voix pour premier EVÊQUE CONSTITUTIONNEL M. Gervais de la Prise, curé de St-Pierre de la ville de Caen, prêtre de mœurs simples et honnêtes qui avait prêté le serment; mais soit que cette élection fût pour lui un événement imprévu, soit que la réflexion lui eût fait entrevoir tout ce que cet honneur avait de péril—

<sup>(1)</sup> V. entr'autres le *Discours de M. le Curé de Sommervieu à ses paroissiens sur la légitimité du serment*. 1791.



leux dans les circonstances, il se refusa au fardeau qu'on lui voulait imposer, et quoiqu'il n'eût pas encore donné officiellement sa démission il refusa d'admettre la députation que le Corps municipal de Bayeux <sup>(1)</sup> s'était empressé de lui envoyer.

Sa non-acceptation était connue depuis quelques jours. Ce fut le 4 avril qu'il adressa sa démission au Directoire du département. Cette lettre est importante, elle peint les scrupules qui tourmentaient l'esprit de ce prêtre, étranger aux intrigues du jour, et qui avait senti le besoin de rassurer sa conscience :

« Messieurs ,

» Vous savez que je n'ai différé de prendre mon ordination et mon institution canonique pour remplir le siège Episcopal du Calvados que parce que je suis dans la persuasion que ce caractère divin ne peut m'être conféré que par la voie d'un Concile. Mais comme il y a à craindre que l'autorisation de ce Concile par la puissance publique ne fût d'un exemple dangereux à raison de la loi qui s'oppose à ce que le clergé fasse corps dans l'Etat, et que d'ailleurs mon opinion n'est pas une loi, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien agréer *ma démission de l'Evêché du Calvados*. Je vous la fais ici sans aucunes réserves. Je n'ai eu que de la bonne volonté. Messieurs les Electeurs ne pourront me savoir mauvais gré pour n'avoir pas réussi dans la demande que j'ai faite d'un Concile puisque je n'ai rien négligé pour y parvenir <sup>(1)</sup>. »

Le siège restant ainsi vacant, M. de Cheylus ne vit aucun obstacle à rentrer dans son palais, où d'ailleurs sa présence était évidemment nécessaire dans l'intérêt même de ses propres affaires. Il y revint le 29 mars. La Municipalité parut craindre que sa présence n'occasionnât dans la ville une fermentation populaire, qui pût compromettre l'ordre et la tranquillité publique, et sous ce prétexte, elle ordonna qu'une garde de dix hommes fût placée dans l'hôtel de l'Evêché pour

(1) Délibération du 16 mars 1791.

(2) Bibliothèque de la ville de Caen.

prévenir les actes de violences qui pourraient être tentés contre la personne du Prélat; elle nomma une députation pour aller lui faire part de cet arrêté et de ses motifs. L'Évêque ne crut point à la sincérité de cette démarche, et ne doutant point que cette garde ne fût mise près de lui pour exercer sur les personnes de sa maison et sur lui-même une surveillance inquisitoriale, il répondit à la députation : « Je » suis venu à Bayeux pour y remplir mes devoirs d'Evêque; » je suis ici chez moi, et je m'y trouve en sûreté. Je de- » mande à être traité comme un simple citoyen. Je regarde- » rais le placement d'une garde comme une injure : Je prie » la Municipalité de ne l'y point envoyer. Je crois ne courir » aucun danger, mais en fût-il autrement je ne doute pas » que l'Administration ne fût prête à venir à mon secours et à » me protéger. Je la crois trop sage pour penser que je sois » venu ici, comme on l'a dit, pour opérer une contre-révo- » lution. »

Malgré cette réponse sage et ferme une garde se transporta à l'Evêché. M. de Cheylus se présenta lui-même à l'officier qui la commandait, refusa de la recevoir et de lui délivrer un appartement, et protesta qu'elle n'y serait établie que par la force et la violence.

Quatre jours après, le 3 avril, à sept heures du matin, une autre députation, cette fois *assistée d'un huissier*, reparut dans les appartements Episcopaux. M. de Cheylus l'ayant reçue, l'huissier lui remit une signification tendante à ce qu'il eût à *cesser toutes fonctions, à délaisser le Palais Episcopal, à le rendre libre pour le samedi suivant, et à faire procéder à l'enlèvement de tout son mobilier.*

On lit au pied de cette signification : « A quoi a été ré- » pondu par M. de Cheylus qu'il se soumettra à tout ce qui » lui est demandé pourvu que cela ne blesse pas sa cons-

» cience; ajoutant qu'il croit pouvoir remplir ses fonctions  
» jusqu'à son remplacement *de fait*, et demandant qu'il lui  
» soit accordé un délai convenable pour retirer ses meubles  
» du palais Episcopal. »

On est étonné de ces formes de procédure qui contrastent si étrangement avec cette grave mesure d'expulser de sa demeure et de son diocèse le successeur d'Odon, de Philippe d'Harcourt, du Patriarche de Jérusalem, et de cette longue série de Saints et de Prélats qui occupèrent depuis le quatrième siècle le siège de Bayeux.

Ce n'est pas tout. On touchait au samedi Saint : le bruit se répandit que M. de Cheylus avait l'intention de procéder dans la chapelle du Séminaire à l'ordination d'un certain nombre de jeunes prêtres, qui, malgré la tempête déchainée contre le vaisseau de l'Eglise, ne s'effrayaient point des dangers. Il lui fut fait défense de passer outre à cette cérémonie, et pour éviter tout désordre, M. de Cheylus s'y résigna; mais il fit subir les examens requis aux jeunes séminaristes, et il leur remit des démissoires pour le diocèse de Séez, où les esprits ne paraissaient pas aussi avancés que dans le Calvados.

Le retour de Mgr de Cheylus dans son diocèse fut signalé à l'Assemblée nationale comme plein de dangers; l'Administration du Calvados en informa le Président de cette Assemblée par une lettre où, faisant allusion à l'ordonnance du tribunal criminel, elle lui disait : « Si l'Assemblée con-  
» sidère le crime du ci-devant Evêque de Bayeux comme un  
» crime de lèse-nation elle statuera sans doute très promptement sur la translation de sa personne dans le lieu où les  
» prévenus de ce genre de crime devront être définitivement  
» jugés (\*). »

Cette persistance du Prélat dans la volonté de remplir ses

(\*) Arch. du Calvados.

devoirs épiscopaux eut un terme par l'élection de l'abbé Fauchet aux fonctions d'Evêque du Calvados qui eut lieu à Caen le 18 avril. Il ne resta à M. de Cheylus qu'une dernière mesure à prendre pour couronner sa carrière, celle d'adresser à son troupeau un suprême adieu, et de protester contre l'*intrusion* de celui qui avait accepté le titre de son successeur. Il n'y manqua pas, et le dernier jour d'avril il publia le dernier mandement qu'il ait adressé de sa ville Episcopale aux fidèles de son ancien diocèse, sous le titre d'*Ordonnance de M. l'Evêque de Bayeux au sujet de l'Election faite le 18 avril 1791 de M. Fauchet par MM. les Electeurs du département du Calvados, en qualité d'Evêque dudit département*.

Menacé d'être dénoncé pour ce Mandement à l'accusateur public et interpellé par une députation envoyée vers lui le 3 mai de déclarer si cette œuvre était réellement son ouvrage, il n'hésita pas à en accepter toute la responsabilité.

Peu de jours après, M. l'abbé Fauchet se préparant à venir prendre possession de son siège Episcopal, M. de Cheylus quitta cette maison qu'il ne devait plus revoir, et bientôt ce diocèse où ses vertus, ses qualités aimables et ses charitables fondations ont laissé des souvenirs qui subsistent et vivront longtemps après lui.

Forte de ses pieux sentiments et de l'influence du nom de son mari, M<sup>me</sup> la baronne de Wimpfen lui offrit un asile momentané dans son hôtel. L'esprit de parti s'empara de cette circonstance pour attaquer le baron de Wimpfen lui-même, et affaiblir dans l'esprit des habitants le prestige qui s'attachait encore à son nom. M. de Wimpfen se crut obligé de défendre sa popularité et de s'expliquer sur les motifs qu'on attribuait à cette démarche si naturelle; dans une lettre écrite de Paris au Président du tribunal de Bayeux, lettre dont il

désira que la connaissance fût donnée à ses concitoyens, il s'explique en termes qui font autant d'honneur à sa sagesse qu'à l'élévation de ses sentiments :

« .... M. de Cheylus étant citoyen libre, il est le maître d'habiter le lieu qu'il lui plaît de choisir, et nulle autorité légitime ne peut lui interdire le séjour qu'il aura préféré, tant qu'il ne troublera pas l'ordre public.

» M. de Cheylus, considéré comme ci-devant Evêque de Bayeux réveille le souvenir des nombreuses charités qu'il y a faites, et des établissements qu'il y a fondés. A ces titres il mérite l'estime de la ville.

» Si je l'envisage comme victime de la Révolution, sous plusieurs rapports personne ne disconvient qu'il inspire de l'intérêt.

» Aussi la justice, la reconnaissance et l'humanité réclament pour un ancien Evêque et un bienfaiteur les ménagements qu'on doit au malheur, et les secours qu'une âme honnête se plaît à porter à son semblable dans l'affliction.

» Il m'est donc d'autant plus difficile de désapprouver dans M<sup>me</sup> de Wimpfen l'offre qu'elle a faite à M. de Cheylus, que je me serais empressé à la lui faire moi-même sur les lieux, et que s'il était possible que quelqu'un de mes concitoyens pût porter le peuple à exercer contre son ancien prélat quelque acte de violence, cela imprimerait à notre cité un caractère qui me ferait attacher infiniment moins de prix à la bienveillance qui jusqu'à présent a été pour moi un objet d'ambition.

» Je n'entre pas dans les effets que peut produire le séjour de M. de Cheylus à Bayeux parce qu'à la distance où je suis je ne saurais les prévoir, et qu'au surplus ce n'est qu'aux délégués du peuple, aux Corps administratifs qu'il appartient de les préjuger et de les prévenir, mais non au peuple lui-même. Il est enfin grand temps de marcher légalement si nous ne voulons dissoudre cette liberté, cette divinité délicate, si jalouse, qui ne vit que par la loi et exige le culte le plus respectueux et le plus constant.»

Terminons par quelques faits sans ordre de dates le récit de ce qui concerne le serment ecclésiastique.

L'Assemblée nationale n'avait prononcé contre les prêtres qui avaient refusé le serment que la perte de leurs fonctions et des avantages pécuniaires qui y étaient attachés. L'Assemblée législative poussa la rigueur jusqu'à la cruauté. Etre Prêtre et n'avoir pas prêté serment devint un crime. Il fut puni par le bannissement et l'exil. Un décret du 26 août



1792 ordonna que tous les ecclésiastiques assujétis au serment qui ne l'auraient pas prêté seraient tenus de sortir *sous huit jours* hors des limites du département de leur résidence, et *dans quinzaine* hors du Royaume, que des passeports leur seraient délivrés, et que ceux qui seraient trouvés sur le territoire au-delà de ce délai seraient arrêtés, conduits de brigade en brigade au port de mer le plus voisin pour être embarqués et transportés à la Guyane française.

Ces menaces n'ébranlèrent point l'immense majorité des Ecclésiastiques, ils préférèrent l'exil à ce qu'ils considéraient comme un parjure, ou ils restèrent en France cachés, dans la solitude et exposés à tous les genres de persécution.

Un certain nombre d'ecclésiastiques de Bayeux et environs, forcés par ce décret de quitter leur patrie dans un si court délai se réunirent et frèrèrent à Port-en-Bessin un bâtiment pour les conduire en Angleterre. Quelques anarchistes, voulant exciter du tumulte, s'opposèrent à cet embarquement. A leur tête était, dit-on, un prêtre assermenté animé par l'esprit de vengeance.

Ces prêtres parmi lesquels étaient plusieurs infirmes devaient partir au point du jour. Ils ne faisaient qu'exécuter une loi rigoureuse et étaient munis de leurs passeports. Tout-à-coup, au milieu de la nuit, on sonne le tocsin à Port. Les églises voisines y répondent. Au lever du soleil les habitants des campagnes accourent au nombre de plus de deux mille. On répand le bruit parmi eux que les Anglais veulent tenter une descente sur le rivage, et qu'ils ont les prêtres pour complices, que ceux-ci sont des transfuges clandestins, et que les autorités les favorisent dans leur fuite. La foule s'oppose à leur embarquement. Le bruit de cette émeute qui menaçait d'être sanglante se répand à Bayeux. La Municipalité envoie quatre Administrateurs à Port pour tâcher de la com-

primer. L'arrivée de ces fonctionnaires devint le signal d'injures, de menaces, de provocations de toutes sortes; plusieurs sont frappés et sont exposés à la violence des mutins; mais enfin le courage et les efforts de ces administrateurs sont récompensés par le succès. Ils parvinrent à arracher ces malheureux prêtres à la mort dont les menaçait une population ignorante, égarée mais furieuse (1). Ceux-ci purent enfin quitter le rivage, et se rendre au lieu de leur exil.

Mgr de Cheylus, de son côté, contraint à l'exécution de cette loi, s'embarqua pour l'Angleterre le 13 septembre 1792, et après une horrible tempête pendant laquelle l'embarcation manqua de couler à fonds, il débarqua à Porstsmouth et s'établit dans une petite ville attenante à celle-ci.

Nous avons sous les yeux la copie d'une lettre écrite par le prélat un mois après son arrivée, le 17 octobre. Les détails qu'elle fournit sur les premiers jours de cet exil, que nul ne croyait alors devoir durer si longtemps, sont intéressants à connaître pour se faire une idée de la bienveillante hospitalité que le clergé de France trouva sur le sol anglais :

» ..... Les Anglais nous voient ici avec plaisir et nous traitent avec beaucoup d'honnêteté, s'intéressent à nous, sont sensibles à nos malheurs, et tâchent autant qu'il est en eux de nous dédommager par les manières et les prévenances les plus honnêtes. M. l'Evêque de Londres Catholique a fait lire aux prônes des messes des églises catholiques plusieurs Mandements par lesquels il recommande aux fidèles d'avoir pour nous tous les égards possibles, même de secourir ceux qui seraient dans le besoin.

» Nous avons le très libre exercice de notre religion. Les dimanches et fêtes on chante messe et vêpres comme autrefois à Bayeux, depuis le matin six heures. On dit continuellement des messes basses les jours ouvriers auxquelles les Anglais catholiques et les prêtres assistent en grand nombre, et d'une manière très édifiante. Nous ne croyons pas être dans un pays de protestans.

» M. l'Evêque de Saint-Pol-de-Léon, résidant à Londres, a ouvert une souscription en faveur des ecclésiastiques français et nécessiteux à laquelle

(1) Correspondance de la Commission des arts de Bayeux. P. 90.

un grand nombre de personnes envoient des fonds qui forment une masse dont on prend pour donner aux indigents des secours pécuniaires. On donne à chacun provisoirement deux guinées (50 liv. 8 sous de France), et quand ils n'en ont plus on répète le bienfait.

» On dit que le prince de Galles a mis à cette masse 1,000 guinées (environ 27,000 liv. argent de France).

» Le gouvernement nous protège d'une manière particulière. Il a fait meubler et arranger, à ses frais, à une demi-lieue d'ici, une vaste maison commune où ceux qui le voudront seront logés gratuitement et nourris à peu de frais, même gratis pour ceux qui n'auraient aucunes ressources.

» Le Roi d'Angleterre a fait deux proclamations. Par la première, entr'autres choses, il nous appelle les *illustres persécutés*, et enjoint à ses sujets d'avoir pour nous beaucoup d'égards. Par la seconde il nous avertit que si nous voulons aller à Ostende, il nous y fera passer à ses frais, en nous rendant à Londres ou à Douvres. Plusieurs ont profité de cette faveur, pour moi je n'ai point ce dessein.

» Nous vivons tous ici en société de deux, quatre, cinq ou six personnes. Nous sommes cinq dont deux Messieurs vicaires veulent bien aller chercher les provisions et faire la cuisine. Nous sommes en chambre garnie chez une personne honnête qui est aux petits soins à notre égard. Nous lui donnons 33 sous par semaine pour le logement, meubles, linge, lits et autres petites choses. Nous nous fournissons nos vivres, notre chauffe et notre chandelle. Je paie par semaine 12 sous plus que les autres parce que je couche dans un appartement où il y a toujours du feu.

» Le pain vaut ici 3 sous 6 deniers la livre (14 onces), il est très blanc, bon et salé. La viande vaut entre 8 et 9 sous, le vin de Bordeaux 2 livres la bouteille, et la bière 6 sous le pot. Nous n'avons point d'autre liqueur.

Notre louis d'or neuf perd 2 livres 8 sous, nos pièces de 6 et de 3 livres chacune 6 sous, nos gros sous 6 deniers, nos pièces de 24 sous et de 12 sous ne perdent rien ; mais celles de 6 sous et les sous marqués n'ont aucun cours..... »

Cette lettre si curieuse dans ses détails dispense d'ajouter aucunes réflexions.

Ce fut à l'île de Jersey que Mgr de Cheylus vint fixer son dernier asile. Il y décéda, dans la paroisse Saint-Hélier, le 24 février 1797. Mgr Robin, Evêque de Bayeux, avait conçu il y a quelques années le désir de ramener dans son diocèse et de placer dans la crypte de la Cathédrale les restes mor-

tels de son digne prédécesseur. Des recherches faites à Jersey apprirent qu'ils reposent dans le cimetière de la paroisse de St-Sauveur. Mais aucun souvenir de son passage sur cette terre d'exil ne lui a survécu, aucune pierre tumulaire, aucun signe n'a permis de reconnaître sa tombe, et il a fallu abandonner ce projet.

Un monument de son attachement à son diocèse et à sa ville Episcopale subsiste encore, c'est son testament. Il acquiert un caractère touchant par sa date. En effet au moment même où il fut écrit, à Paris le 15 mars 1794, Mgr de Cheylus était réputé démissionnaire, et avait quitté la ville de Bayeux. La veille même, son premier successeur, l'abbé Gervais de la Prise, avait été élu. Cependant sa constante pensée fut une pensée de charité pour le diocèse auquel il venait d'être violemment arraché. « *J'institue*, écrit-il dans ces » graves circonstances, les Pauvres du Diocèse de Bayeux » *mes héritiers*... Je donne une somme de 24,000 livres au » bureau de charité de Bayeux pour être constituées en rente » employée à donner du pain aux pauvres artisans. Je lui » donne une autre somme de 16,000 livres pour être em- » ployée à usage d'un Mont-de-Piété pour les artisans ou » marchands seulement. On leur prêtera sur gages, mais sans » aucun intérêt. »

Cette suprême volonté de Mgr de Cheylus n'a pu recevoir son exécution <sup>(1)</sup>. Sa fortune consistait alors en valeurs mo-

(1) Ce testament dont M. l'abbé Daudibert et M. l'abbé de Pradelle, anciens vicaires-généraux de Mgr de Cheylus, étaient les exécuteurs, me fut présenté trente-quatre ans après sa date, et déposé en l'étude de M<sup>e</sup> Vautier, notaire à Bayeux, le 16 novembre 1825.—M. l'abbé de Pradelle avait été nommé en 1817 Evêque de Bayeux en remplacement de Mgr Brault, nommé archevêque d'Alby. Des difficultés financières et politiques ayant retardé jusqu'en 1823 la prise de possession de cet archevêché, M. de Pradelle mourut avant d'occuper le siège de Bayeux.



bilières disparues au souffle de la révolution, et dans un hôtel à Paris, vendu comme bien d'émigré. La loi du 27 avril 1825 ayant accordé une indemnité aux émigrés ou à leurs représentants pour leurs biens vendus, la ville a réclamé de l'Etat l'exécution de ce legs. Son droit fut reconnu par les héritiers du Prélat ; mais il n'a produit qu'un très-minime dividende qui n'a pas permis d'exécuter cette généreuse fondation de l'Evêque en faveur des *pauvres artisans* de sa ville Episcopale (\*).

(\*) Mgr de Cheylus était né à Avignon au mois d'août 1719. Il avait été chanoine et vicaire-général de Lisieux, abbé de Corneilles, évêque de Tréguier en 1762, de Cahors en 1766, aumônier de M<sup>me</sup> la comtesse d'Artois, et enfin évêque de Bayeux le 17 mars 1777. Il était, lors de sa mort, âgé de 78 ans. — Il existe encore à Bayeux plusieurs portraits de Mgr de Cheylus. L'un d'eux est au Musée, un autre est dans la salle du Chapitre, un troisième appartient à M. G. Villers. Ces deux derniers ont un caractère historique. Le premier, œuvre du peintre Delauney, de Bayeux, représente le Prélat, entouré du Frère Directeur des Ecoles chrétiennes et d'un jeune écolier, signant l'acte de fondation de l'établissement de ces Ecoles. Le second le représente décoré de la croix de Commandeur de l'ordre de Saint-Maurice et Saint-Lazare, tenant en main un plan au pied duquel on lit : *Plan des bâtiments des Ecoles chrétiennes de la ville de Bayeux.*







CLAUDE FAUCHET.

## CHAPITRE X.

---

### L'ABBÉ FAUCHET ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS.

1791.

#### I.

L'abbé Fauchet inconnu dans le Calvados.—Ses titres à l'Episcopat.—Ses succès comme prédicateur.—Opinion de M. Bailly.—Le Grand-Aumônier de la Couronne.—Son installation à Bayeux.—Son Mandement.—Sa lettre au Pape.—L'abbé Chaix-d'Estanges.—Emeute.—Mandement de l'Evêque.—Il est appelé au Conseil de la commune.—Lecture en chaire.—L'Evêché de Caen.—Dénonciation à l'Assemblée nationale.—Rapport à l'Assemblée.—Les poursuites ordonnées.—Cessation des poursuites.

L'abbé FAUCHET, le nouvel Evêque du Calvados, après avoir reçu de l'*Evêque métropolitain des côtes de la Manche* <sup>(1)</sup> la confirmation de son titre et l'*institution canonique*,

(1) Titre constitutionnel de l'Evêque de Rouen.

et avoir été sacré à Paris le 1<sup>er</sup> mai 1791 s'achemina vers la ville Episcopale.

Ce prêtre, né à Dorne, dans le Nivernais, le 22 septembre 1744, grand-vicaire de Bourges, était inconnu dans le Calvados qui l'avait élu. Mais l'ardeur de ses opinions politiques, le rôle enthousiaste qu'il avait joué parmi les Electeurs de Paris, le titre qu'il prenait de *dernier Président des représentants de la Commune*, sa fougue dans les clubs, et la rédaction d'un journal ultra-démocratique, *la Bouche de fer*, lui acquirent les suffrages populaires, auxquels il fut présenté par un Comité formé à Paris que présidait le patriote Palloy, architecte. On lui avait donné pour concurrents deux autres prêtres de la capitale, les abbés Mulot et Hébert, connus tous deux par l'exaltation de leurs opinions. Le dernier est resté à peu près ignoré, mais le premier avait suivi la même ligne politique que l'abbé Fauchet, et s'était distingué par ses discours révolutionnaires. L'abbé Fauchet ne l'emporta qu'au troisième tour de scrutin.

Les mémoires du temps assurent qu'on l'avait vu le sabre à la main figurer au rang des plus intrépides assaillants de la Bastille, et ramener trois fois de suite le peuple dispersé par le canon de la forteresse. La lettre suivante de Palloy aux administrateurs du Calvados justifie cette accusation qui était alors un éloge :

« Paris, 8 mai 1791.

» Messieurs, jamais il n'y a eu de moment plus délicieux pour mon cœur que celui où les papiers publics m'ont annoncé que, justes appréciateurs du mérite de M. l'abbé Fauchet, vous l'avez choisi pour venir *faucher* l'yvraie que Mgr de Cheylus a laissé croître dans la vigne du Seigneur.

» ..... Ce digne Ecclésiastique a osé braver le canon qui repoussait de toutes parts ceux qui approchaient de l'ancre du despotisme. Il a osé s'adresser à ce gouverneur dont l'âme était couverte d'un triple airain. Il en a obtenu des paroles de paix, mais elles étaient trompeuses. Il parut à la

prise de la Bastille avec le sabre et le fusil qui doivent l'accompagner jusqu'au milieu de ce troupeau docile qui l'a choisi pour pasteur et dont ses vertus vont être l'exemple....

• PALLOY, patriote (1). •

Le journal qu'il rédigeait était l'organe du club des *Amis de la vérité*, association maçonnique, considérée comme le centre des divers cercles qui s'organisaient alors dans un plan de fédération universelle de l'humanité. Fauchet en était le Procureur général et l'orateur habituel (2). Ce journal professait dès-lors des principes républicains.

Etre franc-maçon, vainqueur de la Bastille, orateur de club, journaliste, c'était là, il faut en convenir, de singuliers titres à l'Episcopat, mais il est juste de dire que Fauchet avait acquis auparavant de la réputation comme prédicateur, qu'il avait prêché devant le Roi à la Cour où son langage avait déplu (3), qu'il avait publié ou prononcé dès 1789 quelques discours où l'on trouve de remarquables passages, des vérités éloquemment exprimées, des pensées religieuses au lieu d'un certain dévergondage philosophique et panthéiste (4).

Si la prudence et le jugement eussent dominé chez lui l'ardeur de l'imagination, ce choix eût été justifié par les talents de l'élu.

Après la prise de la Bastille, il avait prononcé dans l'église Saint-Jacques-de-l'Hôpital l'oraison funèbre des citoyens qui avaient succombé. Il eut le plus grand succès : ses auditeurs furent transportés jusqu'au délire. On lui décerna

(1) *Archives du Calvados*.

(2) *Histoire de l'Assemblée constituante*.—Buche. T. IV. p. 137.—T. V. p. 357.

(3) *Mémoires de Férières*.—T. III. p. 6.

(4) *De la Religion nationale*.—Oraison funèbre de l'abbé de l'Epée.—*Discours sur l'accord de la religion civile et de la liberté*.—*Eloge civique de Franklin*, etc., etc.



une couronne civique et il fut reconduit chez lui par la garde nationale. Peu de jours après il fut nommé pour faire le discours de la Bénédiction des drapeaux et le fit avec bonheur et éloquence.. Sa popularité dans Paris devint excessive : « Quel homme ! » s'écrie Bailly, alors dispensateur de la popularité avant d'en être la victime , « quel chemin il eût fait » s'il n'eût pas voulu faire de son éloquence un instrument » de son ambition ! Il n'y a pas de doute que lorsque la faiblesse et l'erreur de notre archevêque nous ont privés de ses vertus , l'abbé Fauchet n'eût été mis à sa place si, » comme le disait un député, il se fût borné à se coucher de » bonne heure et à se lever tard.»

Dans l'impatience de son ambition et ne prévoyant pas les chances que lui offrirait la Constitution civile du clergé, l'abbé Fauchet avait sollicité de la Commune la création en sa faveur d'une place qui lui aurait conféré l'inspection religieuse sur tous les hôpitaux et les ateliers de charité, et qui lui aurait donné une grande influence sur toute la population pauvre et ouvrière de Paris. La Commune décida qu'il n'y avait lieu de créer cette inspection dont elle prévoyait que l'esprit ardent et enthousiaste de l'abbé Fauchet aurait abusé. Pour l'en dédommager, le Comité de police dont il était membre et dont il partageait les travaux avec zèle, s'imagina de proposer à l'Assemblée municipale de le nommer *Grand-Aumônier de la Commune*. A cette ridicule proposition qui décelait l'ambition et la vanité de l'abbé, chacun eut peine à revenir de son étonnement. Le Maire de Paris objecta surtout que ce titre de *Grand* que désirait l'abbé Fauchet contrastait avec ses idées d'Egalité , qu'il n'avait été réservé qu'à des officiers de la Couronne, et que la Commune de Paris ne pouvait ainsi s'assimiler au Roi. Cette proposition échoua comme la première, et l'abbé Fauchet en avait toujours con-

servé rancune à Bailly <sup>(1)</sup>.

Peu de jours avant son élection à l'Evêché du Calvados, il prêchait dans la Cathédrale de Paris, le 4 février 1791, à l'occasion d'une fête célébrée en mémoire de ce qu'à pareil jour le Roi avait reconnu la souveraineté du peuple. Il avait pris pour sujet *l'Accord de la Religion et de la Liberté*. On y remarquait entr'autres propositions les maximes suivantes :

« Voilà en quoi consistent la législation et le gouverne-  
» ment de Dieu : tout pour le peuple, tout par le peuple ,  
» tout au peuple.... Jésus mourut pour la démocratie de l'u-  
» nivers.... Jésus ne veut point de tyrans.... Il n'ordonna la  
» soumission qu'aux chefs revêtus d'un pouvoir légitime et  
» avec les réserves qui assurent la liberté de tous les peu-  
» ples.... » Il terminait par ces mots étonnants dans la bouche d'un orateur sacré :

« Que tout s'ébranle, que tout s'anime dans les deux mon-  
» des, d'un pôle à l'autre, sur les trônes et dans les caba-  
» nes. L'heure de la liberté sonne, le milieu des temps est  
» arrivé, les tyrans sont murs. »

Tel était le fougueux et bouillant prélat qui venait succéder au charitable pasteur que sa foi et sa conscience éloignaient de son siège.

Sa nomination fut annoncée au département par une circulaire de l'Administration du Calvados qui se termine ainsi :  
« Puisse le zèle connu de cet ecclésiastique le diriger vers  
» l'unique moyen d'assurer le succès de la Révolution, et de  
» ramener la paix dans l'Eglise en alliant une sage fermeté  
» avec tous les moyens de la douceur et de la modération <sup>(2)</sup> ! »  
Les termes dans lesquels ce vœu est exprimé semblent annoncer que l'Administration avait déjà des doutes sur la ma-

<sup>(1)</sup> *Mémoires de Bailly*.—T. II. P. 222—386 et 402.

<sup>(2)</sup> *Arch. du Calvados*.

nière dont sa mission serait comprise par le nouveau prélat.

Sa prise de possession précédée de son serment civique, et son entrée dans la ville Episcopale se firent le dimanche 13 mai avec la solennité des fêtes religieuses, avec l'empressement curieux qui s'attache toujours aux nouveautés. Les cloches, le canon, les distributions aux indigents, les députations de toutes les administrations du Calvados, les détachements de toutes les gardes nationales du département, les banquets patriotiques, les toasts, les illuminations, rien ne manqua à cette cérémonie qui fut cependant troublée par les protestations bruyantes de quelques mécontents plus tard poursuivis et condamnés (1).

Cette réception fut par lui célébrée en ces termes : « Avec » quelle touchante faveur vous m'avez accueilli ! avec quelle » fraternité pure vous nous avez accordé vos embrassements ! » quelle joie amicale ! quelle effusion des âmes ! quelle » union ! quelle intimité ! quelle ravissante image de l'allé- » gresse qui règne dans les cieux quand il y arrive un frère » désiré, un nouvel ami ! »

D'une figure remarquable par la régularité de ses traits (2), par l'expression de sa physionomie, d'un extérieur prévenant, plein de fougue et d'entraînement quoique n'étant pas dépourvu de dignité, d'un cœur ouvert et capable de mouvements généreux, le nouvel Evêque séduisit aux premiers jours de son Episcopat. Deux vicaires l'accompagnaient,

(1) Arrêté du 17 mai 1791.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

(2) Il existe de lui une gravure très-bien faite par Girardet, d'après son portrait par Bonneville. Il est représenté avec la croix pectorale, ornée d'un ruban tricolore. Au-dessous est un drapeau sur lequel on lit : *Les Tyrans sont murs*, et un livre au dos duquel est écrit : *Vertus sociales*, avec cette inscription : *L'ami de la vérité, de la liberté, des droits de l'homme et du citoyen.*

Chaix-d'Estanges et Gasnier <sup>(1)</sup>, et leur ton leste et cavalier déplut généralement.

Le nouvel Evêque ne tarda point à publier deux pièces importantes, son mandement de prise de possession sous le titre de *Lettre pastorale* de l'Evêque du Calvados, et la traduction de la lettre de Communion qu'il adressa au Saint Père <sup>(2)</sup>. Citer quelques passages de ces documents et des réponses ou modérées ou violentes et injurieuses <sup>(3)</sup> dont ils furent l'objet, ce serait entrer sur le terrain dogmatique que nous n'avons ni la mission ni la volonté de parcourir.

En tête de ce mandement il fit connaître les titres nouveaux qui allaient succéder à l'ancienne formule Episcopale. Ils forment un mélange bizarre du style antique et traditionnel avec le langage révolutionnaire introduit dans le sanctuaire :

« CLAUDE FAUCHET, par la grâce de Dieu et la volonté du  
» peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique, et  
» dans la charité du genre humain, EVÊQUE DU CALVADOS ,

» A tous les ministres du culte, nos vénérables Coopéra-  
» teurs, et à tous les fidèles du Diocèse, salut, fraternité, li-  
» berté, sainteté, paix, union, bonheur et bénédiction éter-  
» nelle en Jésus-Christ. »

Ces formules étaient d'ailleurs en harmonie avec le sceau qu'il avait adopté et qui représentait un autel de la patrie avec le chiffre C F au milieu de l'autel, supportant un calice avec l'hostie; derrière l'autel une croix, au-dessous et à terre la croix pectorale, la mitre, le chapeau de cardinal et le

(1) Ils furent plus tard remplacés par MM. de Croisilles, et Simien des Préaux.

(2) Imprimé à Bayeux chez la ve Nicolle.

(3) *L'abomination de la désolation dans le sanctuaire*, etc., sans nom d'imprimeur.



bonnet de la liberté; le tout ayant pour exergue : *Caritas generis humani* <sup>(1)</sup>.

La lettre au Saint Père terminée par ces humbles expressions : « Voilà ce que prosterné à vos pieds, T. S. P, attend, espère et implore votre très-dévoué et fidèle fils, » n'était point dépourvue d'une arrogance qui contrastait avec cette respectueuse formule. On y trouvait surtout des attaques violentes contre l'ancien clergé et une glorification blessante pour le Souverain Pontife du nouveau système d'élection par le suffrage de *toutes les cités, et de toutes les sociétés civiles, interprètes de la volonté publique.*

Dès avant l'arrivée de l'Evêque du Calvados, des clubs ou sociétés populaires s'étaient formés dans le département. A Bayeux un club était organisé sous le nom de Société des AMIS DE LA CONSTITUTION, *pour la plus grande gloire de Dieu et le salut de la patrie.* Si l'on en juge d'après cette sainte et patriotique devise et d'après ce titre, rien de plus louable que son but : *Développer, propager et défendre les principes de la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi* <sup>(2)</sup>; mais rien ne fut plus désorganisateur que sa marche et les discours qui s'y prononçaient.

Sa première séance avait eu lieu le 3 avril 1791. Dans une brochure qu'un de ses membres publia quelques jours après, il définit ainsi cette assemblée <sup>(3)</sup> : « Un *Club* est une école » de civisme, une académie politique, un comité national, le » rendez-vous patriote, le point de ralliement fédératif, le » centre d'unité consultative, l'observatoire français, la sen-

<sup>(1)</sup> Une empreinte de ce sceau est en la possession de M. Lambert qui a bien voulu me la communiquer.

<sup>(2)</sup> Règlement de la Société de la Constitution de Bayeux. 1791.—Chez la veuve Nicolle.

<sup>(3)</sup> A la Société des Amis de la Constitution. 1791.



» tinelle du district, l'œil de la cité , le palladium de la liberté.»

L'un de ses premiers actes fut une adresse au peuple au sujet du Bref du Pape et du Mandement de M<sup>r</sup> de Cheylus relatifs au serment ecclésiastique. On y déclare qu'il y a « une grande différence entre le Saint Siège et le *prêtre* de Rome , entre l'humble vicaire de Jésus-Christ et le fier despote du Vatican. On doit obéir à l'un, mais on doit combattre l'autre. « Vous n'êtes pas, disait-on aux fidèles, des esclaves , » pour ramper aveuglément sous un maître, et votre respect » ne doit pas aller jusqu'à l'idolâtrie. Un pape doit être un » père et vous ouvrir amoureusement ses bras. S'il vous rejette de son sein, vous n'en serez pas moins ses enfants, et » il ne pourra vous ravir votre héritage. Se soumettre à la » loi, c'est obéir à son Dieu <sup>(1)</sup>.»

Il est triste de remarquer que ces deux brochures qui précédèrent de peu de jours l'arrivée de l'abbé Fauchet , furent l'œuvre de deux prêtres assermentés de Bayeux. A peine installé, il fraternisa avec ce club qui avait ainsi préparé son avènement , et son vicaire Chaix-d'Estanges s'étant montré de suite à la hauteur des plus exaltés, en obtint la présidence.

La fuite du Roi et son arrestation à Varennes, suivirent à un court intervalle l'installation de l'Evêque. On s'étonna de ne pas voir l'abbé Fauchet entrer en lice dans les journaux républicains qui s'emparèrent avec ardeur de cette cause d'agitation. « Chose singulière, » a dit un auteur qu'on n'accusera pas d'indulgence pour l'ancien régime, M. Buchez <sup>(2)</sup>, « Marat garda le silence, mais Marat était malade. On n'en-

<sup>(1)</sup> Adresse aux Amis de la Constitution de Bayeux.—5 mai 1791.

<sup>(2)</sup> *Histoire de l'Assemblée nationale.*—T. V. p. 357.

» tendit pas non plus la voix de l'abbé Fauchet, il visitait  
» son diocèse.»

Cet événement qui précipitait la marche de la Révolution causa dans Bayeux, comme partout, une vive émotion. Pour la calmer, l'Administration publia une proclamation qui fut entr'autres affichée aux coins de la place formée par les débris de l'emplacement aplani de l'ancien château concédés par le Roi, et qui avait été par ce motif nommée *place Louis XVI*. Des inscriptions portant ce nom avaient été placées aux extrémités principales. A la nouvelle de l'arrestation du Roi ces inscriptions furent brisées et les proclamations arrachées par quelques clubistes. Les auteurs de ces actes étaient connus, ils furent à l'instant décrétés de prise de corps et incarcérés par les ordres de la Municipalité. Des mutins excités par les *Amis de la Constitution* se portent aussitôt à l'Hôtel-de-Ville, demandant à grands cris la liberté des prisonniers et menaçant d'enfoncer la prison s'ils ne sont pas relâchés par la Municipalité. Celle-ci résiste avec fermeté. Le lendemain les rassemblements se forment de nouveau ; les mêmes vociférations se font entendre. Le club se rassemble, une députation se rend à l'Hôtel-de-Ville, demande qu'on efface le nom de place Louis XVI et qu'on y substitue le nom de *place de la Fédération*. Nouveau refus de la Municipalité. Le club redouble de violence, et devenu plus exigeant il commande que la place s'appelle désormais *la place Fauchet*. L'agitation devient alors excessive, et dans ce moment même se répand dans la ville une circulaire imprimée ainsi conçue et signée :

« FRÈRE, vous êtes invité à vous rendre à trois heures précises à l'Assemblée publique qui se tiendra EXTRAORDINAIREMENT pour la cause de nos frères odieusement incar-

» *cérés à l'occasion des affiches de la place du PARJURE.*

» 20 juillet 1791.

» CHAIX-D'ESTANGES, président (1) ».

A la vue de cette circulaire injurieuse dans ses termes, séditeuse dans son but, ajoutant à une effervescence effrayante, —d'autant plus coupable qu'elle émanait d'un vicaire de l'Evêque,—le Procureur de la Commune, fidèle à ses devoirs que tant d'autres trahissaient, eut l'énergie de convoquer le jour même le Conseil-général qui ordonna la comparution immédiate devant lui de l'abbé Chaix-d'Estanges et sa traduction devant l'accusateur public

L'Evêque Fauchet prend feu à cette nouvelle. Oubliant qu'il est le pasteur du diocèse, que sa mission est de concilier les esprits et d'adoucir les cœurs, il ne se souvient que de la solidarité révolutionnaire qui l'unit aux Frères et Amis de la société patriotique. Il se sert du droit que lui confère son titre, pour, à l'ombre de sa juridiction, publier un Mandement où faisant cause commune avec l'auteur de la circulaire, il déverse l'outrage et le mépris contre les actes et la personne des membres de la Municipalité.

Voici les principaux passages de ce Mandement dans lequel on ne peut reconnaître le langage d'un Evêque :

« ..... **LES LACHES**, ce sont ceux qui s'entourent de soldats quand rien n'est à craindre, qui supposent des périls pour régner par la discorde, et qui essaient en tremblant des coups mal assurés pour voir s'ils intimideront les patriotes, et s'ils pourront asseoir leur petit trône sur les ruines des patriotes.

» **LES PRÉSUMPTUEUX**, les ignorants, les esprits en délire, ce sont ceux qui ne connaissent point les droits qui appartiennent aux hommes libres, qui s'opposent à ce qu'on appelle *parjure* le parjure et qui voudraient imposer silence à l'éternelle vérité ;

» **LES PARTISANS DES FRAUDES**, les suscitateurs de divisions, les perturba-

(1) Un des exemplaires est dans mes mains.

teurs de la société, vous les avez sous vos regards. Ce sont ceux qui n'aspirent qu'à l'anéantissement des associations patriotiques, à la ruine de la fraternité dont elles sont le foyer.

» LES MÉCHANTS, les méchants sont ceux qui s'étonnent qu'on réclame des citoyens comme des frères, et qui ont l'audace d'affirmer qu'on veut arracher par la violence au pouvoir de la justice des patriotes dont on ne voulait que demander l'élargissement <sup>(1)</sup>.

Instruit de l'impression de cet écrit *dont les termes sont de nature à exciter son indignation et son inquiétude* <sup>(2)</sup> le Corps municipal fait défenses à l'afficheur public de le placarder, et mande le Prélat à l'Hôtel-de-Ville, séance tenante; celui-ci n'y comparait pas. A huit heures du soir l'Assemblée municipale *en permanence* reçoit une lettre par laquelle l'Evêque non-seulement refuse de se rendre devant elle, mais proteste contre l'attentat commis en empêchant l'affiche et arrêtant les exemplaires du Mandement qu'il reconnaît pour être son ouvrage. Sur-le-champ, le Mandement et l'Evêque sont dénoncés à l'accusateur public près le tribunal.

Une collision violente et sans exemple peut-être dans les fastes ecclésiastiques et municipaux s'élève entre l'Evêque et la Municipalité. Dominé par une imagination qui ne connaît pas de frein, l'abbé Fauchet dépassa toutes les bornes. Le dimanche 23 juillet, au milieu de l'office, l'Evêque revêtu de ses habits pontificaux, la mitre en tête et la crosse à la main, paraît dans la chaire Episcopale escorté de ses vicaires et autres prêtres ses adhérents en chappes, il donne lui-même au public lecture du Mandement attaqué, et dont la publication avait été interdite, et accompagne cette lecture d'un discours outrageant pour la Municipalité, et provoquant à la désobéissance à ses ordres et à ses arrêtés.

La situation devenait grave. Le Corps municipal ne pou-

(1) Arch. du Calvados.

(2) Délibération du 21 juillet 1791.



vait se laisser avilir, et avait sa dignité à sauvegarder. D'un autre côté cette division entre le chef de la nouvelle Église et les Autorités qui l'avaient reconnue et s'y étaient ralliées pouvait être féconde en scandales et en périls. L'Administration n'hésita cependant pas, et sans se dissimuler les dangers de cette crise dont *elle ne pouvait calculer les suites ni prévoir les conséquences*, elle prit l'arrêté suivant qui signale parfaitement l'anarchie des esprits dans ces temps difficiles, le caractère du nouvel Evêque constitutionnel et la fermeté unie à la modération de la Municipalité :

« Considérant combien l'arrestation d'un Evêque constitutionnel serait scandaleuse et dangereuse ;

» Considérant que M. Fauchet s'estime au-dessus des Corps administratifs, brave leur autorité et la compromet de la manière la plus reprehensible ;

» Considérant enfin que le dernier acte qu'il vient de faire en publiant lui-même son Mandement malgré la défense qu'il en avait reçue, et faisant de cette lecture dans la chaire un acte de Religion, est le moyen le plus efficace qu'il pouvait prendre pour s'attirer un grand parti dans le peuple de la ville et des campagnes, et fomenter une division parmi les citoyens qui seraient encore unis si leur fidélité n'avait été ébranlée, acte qu'il a soutenu par des affiches de ce Mandement qu'il a fait faire par ses domestiques et un sergent de la garde nationale égaré ;

» Arrête que des députés se rendront auprès de l'Assemblée nationale pour y porter les témoignages de la soumission et de l'adhésion les plus formelles aux décrets et à la Constitution qu'elle a arrêtée, réclamer le secours de ses lumières et de son appui dans les circonstances critiques où elle se trouve, que les députés nommés sont invités de se rendre aussitôt leur arrivée à Paris auprès de MM. de Wimpfen et Delauney, de les assurer du respectueux hommage du Conseil de la Commune, et de les réclamer comme leurs conseillers et leurs guides. »

Cette mission délicate fut confiée à MM. Anfrye et Gardin-Néry. Ils partirent emportant une dénonciation dans laquelle l'abbé Fauchet était présenté sous les couleurs les plus fâcheuses :

« Cet homme, DISAIT LA MUNICIPALITÉ, ne veut aucun gouvernement.



» L'Assemblée nationale a décrété une Constitution monarchique, la monarchie lui est odieuse, une Constitution représentative et il voudrait que le peuple exerçât lui-même ses pouvoirs. Il prêche la réformation d'un gouvernement qui n'est point établi. Il excite les hommes à l'insurrection. Son orgueil gigantesque ne reconnaît aucune autorité, ni des corps administratifs, ni des tribunaux, ni même celle de l'Assemblée nationale et du Roi. Il emploie un grand étalage de principes, les grands mots de patriotisme, de fraternité religieuse pour égarer le peuple. Il parcourt actuellement les campagnes; il prêche même à Caen ces principes dans les rues.»

De leur côté les clubistes de Bayeux avaient adressé une supplique à l'Assemblée nationale pour justifier la conduite du nouvel Evêque.

On y lisait <sup>(1)</sup> :

« La calomnie n'attaque que les grands hommes et il manquerait quelque chose à leur gloire s'ils n'avaient pas d'ennemis. Les sermons de l'abbé Fauchet qui donnent des vapeurs à quelques femmelettes de notre département sont ceux que Paris courait entendre avec tous les transports de l'admiration...

» Ah ! si l'honnête habitant des campagnes pouvait croire que le soupçon même atteignît son Evêque, si ces religieux vieillards qui ne craignent plus de mourir parce qu'ils avaient eu la consolation de voir et d'embrasser un apôtre, pouvaient deviner que dans deux jours peut-être on le jettera en prison, avec quelle ardeur, quel empressement ils accourraient dans nos murs pour rendre hommage à la pureté de son civisme, et à la sainteté de sa morale ! Comme ils baiseraient notre Adresse, la mouilleraient de leurs larmes, et la couvriraient de leurs noms !

» Augustes représentants, anges de la paix, daignez entendre la sincérité de nos réclamations, et interpréter favorablement le cri de nos cœurs. Nous vous conjurons de ne point faire à M. FAUCHET l'outrage de le prendre pour un républicain qui ne sent pas encore le prix de votre sublime Constitution, mais comme un Prélat qui n'a d'autre passion que de consacrer les plus précieux moments de sa vie à célébrer votre gloire et à vous assurer à jamais notre amour. »

Pendant que les délégués allaient s'occuper de leur mission, le Directoire du département envoyait à la municipalité de Bayeux et à l'Evêque trois de ses membres pour ramener

(1) Adresse de la Société patriotique de Bayeux.—1791.

le calme, et faire sentir à tous que la division des pouvoirs organisés par la loi était le danger le plus grand que pût subir la révolution. Leurs efforts furent inutiles ; les propos, la conduite de l'Evêque avaient aggravé ses torts ; l'administration se refusa à retirer sa plainte, mais en se déclarant prête à accepter toutes les propositions *qui seraient dignes d'un corps organisé par la loi et de nature à pouvoir être acceptées*. Plusieurs villes du département envoyèrent des députés à Bayeux pour tenter la même conciliation.

La garde nationale et le peuple étaient maintenus par les partisans de l'Evêque dans un état d'excitation qui s'aggrava par le bruit généralement répandu que profitant de la crise l'administration de Caen venait d'envoyer une députation à Paris pour solliciter la translation de l'Evêché à Caen, translation dont il fut souvent question pendant l'épiscopat de l'abbé Fauchet et qui donna lieu dans plusieurs circonstances aux plus vives préoccupations des habitants de Bayeux.

L'abbé Fauchet s'était retiré dans cette ville où lors de sa prise de possession il avait reçu un accueil plus enthousiaste qu'à Bayeux. Il y avait obtenu la présidence du club composé de 5 à 6,000 frères ; à ce moyen il dominait la population et exerçait une immense influence sur le Directoire du département.

Une pétition de ce club tendante à obtenir la translation de l'Evêché, appuyée par les clubs de Falaise et d'Honfleur avait été adressée à l'Assemblée. L'abbé Fauchet data même par avance quelques lettres *de l'Evêché de Caen* <sup>(1)</sup>

De son côté l'abbé Chaix-d'Estanges remuait dans la ville de Bayeux. Le Club procédait à une épuration violente de ses membres. Ceux qui étaient connus pour approuver l'adminis-

(1) Cette pétition fut présentée à l'Assemblée, au rapport de M. Caze. — *Aff. de la Basse-Normandie.*

tration municipale étaient expulsés. Il votait la suppression des grenadiers et des chasseurs de la garde nationale, qui avec le 47<sup>e</sup> régiment de ligne avaient formé une force qui avait imposé aux mutins.

On attendait l'effet des démarches des délégués de l'Administration, lorsque le 15 août, jour où les autorités étaient réunies à la Cathédrale pour célébrer le vœu de Louis XIII dont la cérémonie n'était point encore abrogée, l'Evêque paraît en chaire, revêtu de ses habits épiscopaux, comme au jour de l'insulte. Au lieu de quelques paroles empreintes d'amertume et de violence comme on pouvait s'y attendre, quel ne fut point l'étonnement de l'assistance d'entendre le discours suivant sortir de la bouche du Prélat !

« PAX VOBIS !

« Magistrats du peuple, vous voilà tous réunis. Je vous salue de cette parole de paix. C'est mon cœur qui me l'inspire avec l'émulation mutuelle du bien public. On peut se tromper sur les moyens d'y atteindre. Aucun homme n'est infaillible. Je puis l'être moins qu'un autre, mais rien n'est plus pur que mes intentions. Dans les administrations composées d'un grand nombre, l'infaillibilité n'est l'apanage d'aucun, et avec les intentions les plus droites, on peut également ne pas prendre les moyens les plus parfaits. Oublions tous nos différends. Livrons-nous aux doux sentiments de la concorde. Je vous respecte, je vous aime, je vous honore. Que le zèle du bien général nous enchaîne tous inviolablement. L'union et la fraternité concourront, à la fois, à notre bonheur et à la prospérité de la patrie (1). »

Ce langage plein d'une mansuétude inaccoutumée étonne et touche les cœurs que sa provocation avait ulcérés.

Le lendemain l'abbé Fauchet se rend à l'Hôtel-de-Ville, renouvelle ses regrets de la lutte et sa profession de considération et d'estime. Il adresse par écrit à l'Administration le

(1) *Arch. du Calvados.*

discours qu'il a prononcé la veille, et termine ainsi sa lettre :  
« Voilà les dispositions sincères de votre très-dévoué frère,  
» concitoyen et ami  $\frac{1}{2}$  C. F. Evêque du Calvados. »

L'Administration ne pouvait être insensible à cette démarche. Elle y répondit par un arrêté propre à seconder les vues de pacification qui lui étaient exprimées.

Mais pendant que ces choses se passaient à Bayeux, l'Assemblée nationale était saisie de la question. Le 22 du mois d'août, le rapporteur, Vieillard, donnait connaissance à l'Assemblée de la plainte énergique de la municipalité de Bayeux.

En présence des griefs de l'attaque, le rapporteur concluait au renvoi de l'Evêque Fauchet devant les tribunaux.

Un Evêque constitutionnel, l'abbé Joubert, Evêque de la Charente-Inférieure, prit la parole contre son collègue Fauchet, et demanda que non-seulement celui-ci, mais l'abbé Chaix-d'Estanges fussent *mis promptement en état d'arrestation*. Pétion s'éleva avec force contre cette proposition, et l'Assemblée termina ce débat en ordonnant que *le ministre de la justice donnerait des ordres pour que les poursuites fussent dirigées et qu'il rendrait compte de la procédure qui s'instruirait* <sup>(1)</sup>.

M. Bailly, maire et député de Paris, à qui sa propre expérience avait appris la nécessité de sauvegarder la dignité des corps administratifs, appuya beaucoup les démarches des députés Bayeusains, et contribua à leur faire obtenir cette justice de la part de l'Assemblée <sup>(2)</sup>.

C'est le propre des imaginations vives de se laisser vaincre

<sup>(1)</sup> *Moniteur*.—Juillet 1791.—*Histoire de l'Assemblée constituante*.—Buche. T. V. P. 519.

<sup>(2)</sup> Lettre de remerciement de la Municipalité de Bayeux à M. Bailly.—*Reg. de correspondance*.—1791.



facilement par les obstacles, et de passer de la violence à l'abattement. Cette décision acheva de décourager l'abbé Fauchet. Il prévint les conséquences d'une action judiciaire dans laquelle il devait succomber. De nouvelles démarches furent faites par lui et par ses amis ; le 26 août il se rendit de nouveau à l'Hôtel-de-Ville, et en présence du Conseil municipal assemblé il renouvela ses explications et finit par ces mots :  
« Convaincu de la pureté des intentions pacifiques du Conseil,  
» je ne doute pas qu'il réunisse ses efforts aux miens pour  
» désarmer le bras de la justice, et arriver au terme d'une  
» réconciliation sincère, complète et sans retour. »

Après de telles paroles, et une humiliation si complète, le Conseil municipal était suffisamment vengé. Il n'avait rien de plus à faire que de pardonner et de faire constater tout à la fois par l'offenseur la faute, la réparation et le pardon. C'est ce qu'il fit par la délibération suivante qui fut signée par M. Fauchet, après qu'il lui en eut été donné lecture, et *afin*, dit-il, *d'unir par sa signature son vœu à celui qui y était exprimé* :

« Considérant que tout homme peut se tromper, qu'il est pour lui des moments d'erreur et de surprise ; mais que s'élançant vers le bien public, il peut s'y attacher d'une manière plus intime et plus inviolable ;

» Considérant que M. Fauchet a montré les intentions les plus pacifiques, et les a annoncées avec franchise et loyauté, déclarant abjurer dans son cœur tout ce qui dans ses écrits et ses discours aurait pu déplaire à qui que ce soit et devenir l'occasion du plus léger trouble et faire suspecter la pureté de ses intentions et sa soumission à la loi ;

» Considérant qu'une plus longue discussion ne ferait qu'entretenir des germes de division aussi contraires au bien public qu'à la tranquillité des citoyens ;

» Arrête : que la présente sera adressée à MM. de Wimpfen et Delauney députés à l'Assemblée nationale, avec invitation d'employer tous les moyens pour que l'Assemblée nationale lève l'ordre qu'elle a donné au Ministre de la justice de faire des poursuites ultérieures ; priant l'Assemblée nationale de concourir par son autorité au maintien de la paix, et d'accueillir



favorablement le vœu qu'il exprime à ce que toutes poursuites soient arrêtées. »

Cet arrêté fut adressé, séance tenante, à M. de Wimpfen qui, le 30 août, quatre jours après, monta à la tribune de l'Assemblée, y lut l'arrêté de la Municipalité et donna les explications nécessaires sur les faits qui y sont consignés ; il finit par demander la rétractation du décret rendu le 22, et la cessation des poursuites. Plusieurs députés s'y opposèrent, et M. Lavie posant la question dans ces termes : « Le résultat » de la procédure soumise au tribunal de Bayeux peut seul » prouver si en effet M. Fauchet est innocent des torts qui » lui ont été imputés » entraîne l'Assemblée à passer à l'ordre du jour, et la continuation de la procédure criminelle est ordonnée <sup>(1)</sup>.

Malgré ce nouveau décret, là s'arrêta cet épisode, soit que la justice se soit trouvée paralysée dans son cours par l'absence d'excitations du Conseil municipal désarmé, soit que la cessation prochaine du mandat de l'Assemblée constituante, et l'élection de M. Fauchet à l'Assemblée législative aient mis fin aux poursuites <sup>(2)</sup>.

Les amis de l'abbé Fauchet n'osèrent pas justifier sa conduite. Pour atténuer ses torts, ils prétendaient que la dénonciation de la Municipalité de Bayeux avait été excitée par le parti du ministre Delessart, d'accord avec l'aristocratie du pays, pour le frapper de prise de corps et le rendre ineligible à l'Assemblée législative dont à cause de l'exaltation de ses sentiments on voulait l'éloigner à tout prix.

Cette affaire avait une gravité qui explique le long déve-

<sup>(1)</sup> *Moniteur*.—1791.—N° 243.

<sup>(2)</sup> V. les *Reg. de l'Hôtel-de-Ville*. — 1791.—Ils contiennent de nombreuses lettres et arrêtés à ce relatifs.

loppement qu'elle a reçu ici. Cette lutte d'un nouvel Evêque avec les Administrateurs de la cité Episcopale deux mois à peine après son installation, les causes de cette collision, la source même des pouvoirs où les uns et les autres puisaient leurs fonctions, — à l'aurore de ces nouvelles institutions qui devaient rajeunir les idées, renouveler la face des choses, et faire succéder le règne de la fraternité, de la concorde, aux désordres d'un régime usé qui ne reposait, disait-on, que sur la division et l'oppression, — offre un spectacle d'autant plus digne d'intérêt que cet état de guerre entre les Autorités nouvelles se produisait dans presque toutes les villes du Royaume.

Quoiqu'il en soit cet Evêque et ce Grand-vicaire payant la bien-venue de leur installation par leur association aux plus mauvaises passions de la multitude ne justifient que trop cette accusation portée contre le Clergé de l'Eglise constitutionnelle de n'avoir été composé, à quelques rares exceptions près, que d'esprits légers ou envieux, impatients du joug de l'obéissance, qui avaient saisi avidement une liberté où ils rêvaient la licence et le facile oubli de leurs devoirs.

## II.

Sermon de la Fédération à Caen.—Visites pastorales.—Talent oratoire de l'abbé Fauchet. — Lettre pastorale sur le mariage des Prêtres.—Son Election à l'Assemblée législative.—Le *Dieu du Calvados*.

Malgré les fêtes officielles de sa réception, l'abbé Fauchet avait trouvé plus de froideur que d'enthousiasme dans la ville

Episcopale. On pensa que ce fut pour l'en punir qu'il refusa de célébrer la messe de la Fédération, dont la fête avait lieu le 14 juillet, en plein air, dans un vaste champ près l'église Saint-Exupère, et qu'il avait accepté l'invitation de la ville de Caen, où il trouvait généralement plus de sympathies.

Le sermon qu'il prononça à cette occasion dans la plaine d'Ifs peut donner une idée de son talent oratoire, de cette parole ardente capable d'émouvoir le peuple en mettant en mouvement toutes les passions vives de l'âme, de cette éloquence révolutionnaire séduisant les masses à qui la modération devenait odieuse. On me pardonnera d'en donner ici au moins l'exorde d'autant mieux qu'il appartient plus à la politique qu'au dogme auquel je me suis interdit de toucher.

Il avait choisi son texte dans ces paroles de saint Luc :

« *Ignem veni mittere in terram et quid volo nisi ut accendatur.* »

« Je suis venu apporter le feu sur la terre, et je n'ai d'autre désir que de le voir embraser tous les cœurs. »

« Citoyens, gardes nationales, soldats patriotes, amis et frères ,

» Il est incendiaire aussi l'Evangile ! Le libérateur du genre humain voulait étendre à toute la terre le feu sacré de la fraternité universelle. Il avait en horreur les despotes, il fut leur victime. Il aimait les peuples, il est leur sauveur. Il l'est, Citoyens, dans le sens le plus étendu, dans un ordre de destinées qui embrassera le temps et l'éternité. Il faut une religion qui sanctionne, au nom du Ciel, toutes les saintes institutions de la patrie; cette religion est celle de l'égalité, de l'amour fraternel, de la liberté divine, c'est l'Evangile. Ses premiers disciples l'ont bien connue; ils étaient tous frères, amis, égaux et libres. Leur république devait servir de modèle, dans la maturité des temps, à la république de l'univers.

» Le voilà ce beau jour de la libération des hommes ; nous le célébrons pour la seconde fois, et déjà le monde entier s'ébranle pour marcher à la liberté. La France est sauvée, vingt millions de frères lui jurent en ce moment qu'elle est libre. C'en est donc fait ! La liberté de la France est le salut du genre humain.

» Elle est tombée aujourd'hui cette forteresse qui était l'épouvantail des nations. Mes yeux ont vu renverser les créneaux du despotisme ; ma voix

forte de toute la puissance d'un grand peuple qui m'avait choisi pour être son organe a commandé la ruine de la Bastille au nom de la loi, de la loi véritable, de la volonté générale. La souveraineté nationale est née en ce jour; une fois née elle est immortelle, à son premier moment elle a été invincible....

» Cette fuite du Roi qui a jeté dans quelques esprits encore neufs pour la liberté de vaines alarmes ne nous a pas émus. Le département du Calvados est non-seulement resté paisible, mais il a vu que cet événement avançait les infaillibles destinées des peuples. Il a souri : c'était le sourire d'un géant attaqué par des papillons irrités, encore couronnés d'aigrettes, mais à qui l'on a coupé les ailes. Il n'y a plus d'armées pour les despotes ; il n'y en a que pour les nations. Qu'ils essaient, les insensés, de conduire des soldats sur la terre sacrée de la France ; ils y deviendront des hommes ou ils cesseront d'être ; et cependant derrière eux naîtront les souverainetés populaires, et les insectes qui bourdonnaient sur les trônes en y dévorant les peuples se trouveront entre le double feu de la liberté française qui est déjà un incendie inextinguible, et de la liberté des autres nations qui s'allumera pour ne s'éteindre jamais.... »

Quelle différence entre ce sermon *incendiaire* de l'Evêque et l'allocution que l'abbé Fauchet avait prononcée trois ans auparavant, presque jour pour jour, à la fête de la Rosière de Surène où dans un biblique langage il avait célébré la sage Débora sous le palmier des monts d'Ephraïm, la tendre Noëmi, la sensible Ruth, le sage Booz, l'aimable fille de Jephthé couverte de couronnes de fleurs, les moissons de Bethléem, et les délices de la simplicité antique !

Qu'eût-il dit si une voix lui eût rappelé dans la plaine d'Ifs que ces *insectes bourdonnant sur les trônes*, avaient moins de trois ans auparavant, reçu son encens, — que l'un, Charlemagne, avait été pour lui l'objet de cette apostrophe :  
« O Charlemagne, Homme-Roi, monarque père, le plus grand  
» des mortels, l'orgueil de l'humanité par ta modestie, et son  
» amour par ta grande âme, vrai saint dont le culte devrait  
» avoir la solennité de ta gloire, et dont la fête devrait-être par  
» excellence la fête des Français ; » — qu'un autre, St-Louis,

avait été appelé par lui : « le premier libérateur des campagnes, le père des communes, l'ami des laboureurs, le juge pastoral, roi religieux, patriotique et populaire, qui ne sera jamais assez admiré, assez aimé, dont le nom seul fait du bien aux âmes sensibles ; — qu'un troisième, Charles V, avait été proclamé « digne du beau titre de *Sage*, qui sauva la France en aimant le peuple, et répara de longs malheurs par l'agriculture ; » — qu'il avait salué dans Louis XII « un Roi dont le surnom chéri suffit pour sa gloire ; » — enfin qu'il avait présenté à l'admiration des peuples Henri IV « qui élevé dans les champs, sur les montagnes, parmi les bergers désirait si ardemment le bonheur des villages, et dont le souvenir est plus immortalisé par ses vœux populaires que par les voix bruyantes de la renommée et les chants harmonieux du génie <sup>(1)</sup> ?... »

Les visites pastorales de l'abbé Fauchet dans son diocèse ne furent pas toujours marquées au coin de la dignité et de la réserve qui devaient honorer ses fonctions. Dans ses affiliations avec les clubs et les hommes de la révolution pour qui l'*Egalité* et la *Fraternité* n'étaient que l'abaissement de toutes les supériorités, il dut plus d'une fois céder à des familiarités que l'austérité de ses fonctions aurait dû lui interdire. Cet abandon, ce laisser-aller lui furent vivement reprochés dans quelques écrits dirigés contre lui.

« Dans vos visites quel est votre cortège ? lui demande un écrivain <sup>(2)</sup>, « une troupe de bandits et de femmes perdues. » Digne pasteur de cette vile populace, elle vous a célébré

<sup>(1)</sup> Discours prononcé le 10 août 1788 pour la fête de la Rosière, en présence de M<sup>me</sup> la comtesse d'Artois, par M. l'abbé Fauchet, vicaire-général de Bourges.

<sup>(2)</sup> Lettre de l'abbé de Valmeron à M. Claude Fauchet, imprimée à Jersey, aux frais des Catholiques, 2<sup>e</sup> année de la persécution.



» par les seules fêtes capables de vous réjouir... Chez quelle  
» nation le censeur des consciences, le ministre de la religion  
» a-t-il jamais couru les rues et les carrefours, comme une  
» bacchante ivre, se précipitant avec fureur sur les femmes et  
» les filles que le hasard ou la curiosité offrait à sa rencon-  
» tre ? »

Ces reproches sans doute sont exagérés, inspirés par l'esprit de parti, mais ils n'étaient pas dépourvus de toute vérité.

L'abbé Fauchet qu'on a appelé un saint Bernard révolutionnaire, séjourna peu de temps dans son diocèse, à peine cinq mois. J'ai recueilli de la bouche de juges compétents qui l'appréciaient sans prévention que rien n'était plus entraînant que son éloquence. On restait comme suspendu à sa parole. Chacun accourait pour l'entendre, et malgré son intrusion, plus d'une fois la Cathédrale se trouva trop petite. Sa voix était sonore et vibrante, son attitude imposante. Il avait une manière de couper ses périodes, de régler ses gestes qui donnait à son débit oratoire un cachet de nouveauté. Plus d'un venait pour l'entendre plein de défiance, et s'en retournait plein d'admiration. On reprochait cependant à ses sermons, comme on a reproché depuis à ses discours politiques, l'abus du néologisme et l'exaltation particulière à la littérature révolutionnaire.

Peu d'actes émanés de lui pendant son épiscopat apprirent au Calvados qu'il avait un Evêque. Cependant pendant son mandat à la Convention nationale, il crut devoir publier, à l'occasion du mariage des prêtres, une lettre pastorale qu'il adressa de Paris le 28 novembre, *l'an de la rédemption 1792 et le premier de la République* aux fidèles de son diocèse. Quoique de mœurs faciles, il se prononça contre cette violation de la discipline ecclésiastique, et déclara que les fidèles ne doivent plus avoir confiance pour l'admi-

nistration du culte à tout ministre promu aux ordres sacrés qui voudra user de la liberté que la loi civile lui laisse de contracter mariage. Ce mandement, qui témoigne d'un certain respect pour la discipline de l'Eglise, souleva contre lui de violentes attaques à la tribune de la Convention où il fut dénoncé par un curé constitutionnel du Calvados. Il devint plus tard l'un des griefs articulés contre lui lors de sa comparution devant le tribunal révolutionnaire. On l'accusait de l'avoir publié dans l'intention de faire naître des troubles dans le département.

On trouve dans cette lettre pastorale l'étrange révélation suivante faite du haut de la chaire Episcopale par un Evêque catholique aux fidèles composant son troupeau :

« .... Chers fidèles, je suis aussi peu accessible à la crainte comme Evêque que comme citoyen. Dieu m'a donné la force de professer toute vérité que je crois utile aux hommes, et de mépriser tous les méchants qui cherchent à me nuire. Une amitié de douze années <sup>(1)</sup> leur sert de prétexte pour insulter mes mœurs. C'est cette amitié même que je donne en preuve de ma moralité. Je n'affecte point d'ignorer ce qui est dans les convenances. Je l'ai observé avec une attention sévère tant que j'ai cru qu'on pourrait confondre avec une inclination coupable une légitime affection. C'est après dix ans de réserve scrupuleuse que j'ai dû croire qu'il était permis de recevoir les soins de l'amitié, sans craindre qu'on pût suspecter avec quelque apparence la simplicité de mes sentiments. »

Pour terminer ce qui concerne l'abbé Fauchet comme Evêque du Calvados, et avant qu'il ait jeté lui-même très-lestement le froc aux orties en ôtant sa calotte et sa croix pour les mettre dans sa poche, le jour du Vendredi-Saint, à la séance où fut décrétée l'abolition du costume ecclésiastique <sup>(2)</sup>, il faut rendre compte de son élection à l'Assemblée législative, qui l'enleva à son diocèse où il ne reparut plus.

<sup>(1)</sup> La femme Calon, née Hoquet, figure dans les listes de proscription trouvées chez Robespierre sous la désignation de *femme galante, ci-devant maîtresse de l'abbé Fauchet*.

<sup>(2)</sup> *Biographie des Contemporains*. — T. II.

Cette élection eut lieu en septembre 1791, peu de temps après la lutte violente qu'il avait subie contre l'Administration de Bayeux, et à laquelle le département tout entier avait pris part avec une animation plus ou moins vive. La nomination de l'abbé Fauchet était donc un coup de parti ; elle assurait dans le Calvados le triomphe des plus ardentes passions. Rien ne fut négligé pour l'obtenir, ainsi que le prouvent diverses brochures politiques publiées à cette occasion par ses amis.

L'Assemblée électorale était réunie au chef-lieu, à Caen. Elle ne voulut point commencer ses opérations sans la présence de l'abbé Fauchet. Elle se transporta en corps à la maison Episcopale, et au milieu des applaudissements des frères et amis il fut conduit à l'Assemblée. La marche était ouverte par les tambours et les musiques nationale et militaire : *Premier acte de la gloire de M. Fauchet*, ainsi que le dit un écrivain de cette grande journée.

Le drapeau fédératif porté par le Maire de Caen à la tête du Corps municipal et accompagné d'une garde nombreuse fut déposé solennellement dans la salle de l'Assemblée, et M. Fauchet fut proclamé Président : *Second acte de sa gloire*.

Le lendemain on procéda au scrutin pour l'élection du premier député. Cinq cent trente-six votans seulement composaient le collège, quatre cent deux *proclamèrent le grand Fauchet : Troisième acte de sa gloire*.

Après son élection l'Evêque Fauchet prononça un discours de remerciement qu'il termina par cette phrase :

« Généreux frères, j'ai tout fait pour la liberté ; en son  
» nom vous faites tout pour moi. Je vous aime comme la  
» patrie. C'est en continuant à la servir avec un zèle invin-  
» cible, à la vie et à la mort, contre toutes les aristocraties  
» et tous les despotismes, que je ne cesserai pas de me mon-  
» trer digne d'elle et de vous. »

Le narrateur de ce triomphe continue en ces termes :

« Les larmes de la reconnaissance prirent alors leur essor. Qu'il était intéressant en ce moment ! Combien tous les électeurs s'applaudissaient de leur choix ! La joie la plus pure régnait sur tous les visages. Le curé constitutionnel de S..... monte à la tribune , ses regards annoncent le feu de son désir, on l'écoute avec intérêt. Qu'il soit envoyé, dit-il, une députation vers la Municipalité pour la prier de faire annoncer à toute la ville le triomphe de l'innocence, et celui des électeurs par le bruit du canon, et le son des cloches. Cette motion est couverte d'applaudissements. La députation part, le curé en tête, on arrive, on est exaucé, le canon tonne, les cloches se font entendre et les citoyens font retentir les cris de la joie la plus sincère. On annonce le Corps municipal, une députation de la garde nationale, une de la société des Amis de la Constitution, toutes applaudissent à notre choix, la sublime éloquence étale tous ses trésors ; les éloges les plus énergiques font voler au Ciel le nom de FAUCHET, et *l'Être suprême partage du haut de sa gloire la satisfaction générale.*

« Mais qu'entends-je ! Quelle fête nouvelle se prépare ? Un groupe paraît au milieu de nous. Un génie s'élance au bureau, il tient en main une couronne civique... Fauchet est couronné... Que de larmes coulent ! Quelle scène attendrissante ! On part, on s'avance au bruit du canon et de toutes les cloches. Il était huit heures du soir, mais la nuit le disputait au jour. Toutes les maisons sont en feu, un peuple innombrable fait retentir les airs des cris de la véritable joie, et dans cette pompe majestueuse on arrive à la Société des *Amis de la Constitution*. A peine le grand Fauchet y est entré qu'il est couronné une seconde fois. On lit une ode à sa louange ; elle est couverte d'applaudissements. Au milieu de la rue Saint-Jean il tombe une couronne sur la tête de Fauchet, et c'est le Ciel alors qui le couronne pour la troisième fois.

» L'hydre infernale est terrassée. Quatre cents coups lui ont été portés. Ses sept têtes ont roulé au pied du Corps électoral, ET LE DIEU DU CALVADOS VA DEVENIR LE DIEU DE LA FRANCE (1).

Laissons LE DIEU DU CALVADOS poursuivre sa carrière. Deux ans ne seront pas écoulés que nous le retrouverons sur le chemin de son Calvaire, montant à l'échafaud.

---

(1) *L'aristocratie confondue, ou triomphe de Claude Fauchet, évêque de Calvados.* Imprimé à Bayeux





## CHAPITRE XI.

### LE GÉNÉRAL DE WIMPFEN A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

1790.—1791.

Le baron de Wimpfen membre du Comité militaire.—Membre du Comité des pensions.—Rapport sur les pensions militaires.—Projet de décret sur la *chose militaire*.—Lettre du comte de Crillon.—Le baron de Wimpfen accusé d'avoir insurgé le régiment de Lorraine.—Décret contre les sous-officiers et soldats du régiment de la Reine, cavalerie.—Vote en faveur de la noblesse.—Proposition pour la défense du Royaume.—Motion contre la destitution du lieutenant-général de Bouillé.—Signature au pied d'une protestation du côté droit.—Nombreux rapports sur des matières militaires.—L'abolition du régime féodal et l'égalité des partages.—Diverses démarches dans l'intérêt spécial de la ville de Bayeux.

Le général de Wimpfen se renferma à peu près dans les études et les propositions relatives à l'armée. Il semblait qu'à son début aux Etats-généraux, il eût eu des pensées plus

ambitieuses, et qu'il n'eût pas reculé devant la discussion des grandes questions constitutionnelles, et des réformes radicales qui agitaient l'Assemblée. Fut-il intimidé par les talents des hommes supérieurs qui s'emparèrent de la tribune dans les deux camps ? Fut-il découragé par cet abaissement successif de la Royauté qu'il ne voulait point seconder, et qu'il était impuissant à conjurer ? On ne sait ; mais il est certain qu'il évita de bonne heure toute excursion sur ce terrain dangereux où s'égara plus d'un homme de bien.

Ce fut lui qui provoqua le premier l'attention de l'Assemblée sur l'organisation de la force publique <sup>(1)</sup>. Il trouva une vive opposition de la part du côté droit qui ne considérant l'armée que comme la force que la nation confie au monarque pour l'exécution des lois et la défense du pays, soutenait qu'au Roi seul appartenait le droit de régler son organisation, et déniait à l'Assemblée celui de s'en occuper. Le baron de Wimpfen revendiquait pour la nation le droit de faire les lois fondamentales d'après lesquelles la force publique devait être organisée, sauf à ne dépendre, une fois établie, que de la puissance exécutive. Malgré les efforts de Cazalès la proposition de M. de Wimpfen fut accueillie, et il fut nommé membre du Comité auquel l'organisation de l'armée fut renvoyée.

Là des difficultés d'une autre nature l'attendaient. Il se trouva en face d'hommes tellement aveuglés, disait-il, par l'amour de la liberté qu'il tremblait que l'ardeur de leurs opinions ne nous précipitassent forcément dans le despotisme. Il y rencontra aussi des novateurs égarés dans le vague des théories, sans expérience des choses pratiques, et auxquels il reprocha vertement de n'avoir appris leur métier qu'à l'école *de dessus les esplanades*, et d'apporter à la tribune des *Romans militaires*. Il obtint sur eux un véritable triomphe en

(1) Séances des 12 septembre et 3 octobre 1789.

défendant, aux applaudissements de l'Assemblée, l'armée outrageusement attaquée par Dubois de Crancé, et en faisant ordonner l'impression de son discours en faveur du recrutement volontaire <sup>(1)</sup>.

Elu l'un des douze membres qui composèrent le Comité des pensions, et à qui échut la tâche arbitraire d'éteindre celles qui n'étaient pas justifiées par des services et de réduire celles qui étaient excessives, il ne voulut pas suivre le cours du torrent qui entraîna quelques orateurs, et se renferma dans l'examen des questions qui se rattachaient seulement à la guerre et à la marine ; il s'occupa surtout des conditions des retraites militaires à accorder à l'avenir <sup>(2)</sup>.

Rapporteur du Comité, il présenta un rapport complet et basé sur des chiffres patiemment étudiés.

« Si le sujet des pensions, disait-il à l'Assemblée, fournit abondamment à la satire, si la malignité humaine trouve à s'y repaître avec une espèce de justice, il offre aussi un intérêt aux sentiments les plus dignes de vous quand il se présente sous l'image de ces guerriers qui ont enduré la misère des camps, couru les hasards des combats et versé leur sang, pour, en repoussant les ennemis loin des frontières, maintenir la paix dans l'intérieur du Royaume et vous conserver dans vos paisibles jouissances.....

» C'est aux pensions de MM. les officiers-généraux que commence le scandale. Cependant pour être justes sans cruauté nous ne devons pas confondre les temps passés avec les temps à venir, les principes et les mœurs d'une nation libre, avec les préjugés et les usages d'une nation esclave.....

» Si l'on ne rencontrait parmi ceux qui sont traités avec magnificence que des noms qui ont illustré nos armes, les noms des héros de Bergues, de Corbach, de Sonderhausen, de Klosterkamp, si l'on n'y voyait que de ces généraux dont les succès en Amérique ont avancé les beaux jours qui suivront notre révolution, et de ces vieux maréchaux criblés de blessures, mutilés et que vous saurez sûrement distinguer, la pensée s'arrêterait avec satisfaction sur cette liste qui ne réveillerait que de glorieux souvenirs, chers à l'estime et à la reconnaissance.

» Mais combien de fois l'armée n'a-t-elle pas vu préférer aux officiers les plus expérimentés des jeunes gens qui n'ayant pas encore usé les sou-

<sup>(1)</sup> V. *Le Point du jour*, N° 1611.

<sup>(2)</sup> *Id.* T. VI. P. 297.

liers de l'école, apparaissaient à la tête des brigades et des divisions avec les mêmes idées qui avaient fait le tourment de leurs régiments ?... »

Le caractère rétroactif de la révision des pensions accordées, cette mesure qui portait la main sur des actes consommés par l'autorité royale dans le plein exercice de son pouvoir, et la proposition d'exclure les femmes et les enfants de la réversibilité, furent attaqués au nom de la politique et de la justice. La bienfaisance des rois, disait-on, doit être immortelle comme leur puissance. Les pensions militaires sont un patrimoine sacré, auquel nul ne doit toucher. Il ne faut pas que le patriotisme aveugle la justice. La rétroactivité briserait des existences formées à l'ombre des bienfaits du Trône.

Le baron de Wimpfen ne put se dissimuler la force de ces objections, et tout en maintenant le droit de l'Assemblée à priver de leurs pensions *les enfants gâtés de la fortune et qu'elle n'eût jamais gâtés, si elle n'eût point été aveugle*, il sentit la nécessité d'apporter d'équitables exceptions nominatives à ce que ces projets avaient de trop absolu. Il en réclama une entr'autres, en faveur de la famille du chevalier d'Assas mort à Klostercamp en s'écriant au milieu de la nuit, vingt bayonnettes sur la poitrine : *A moi, Auvergne, ce sont les ennemis !* et sauvant ainsi l'armée. Ses héritiers avaient reçu du Roi une pension de 1,000 livres reversible à perpétuité aux aînés de son nom. Mais quelque fussent ses efforts il ne put obtenir d'exception même en faveur d'un dévouement si noble et si chevaleresque.

Il fut plus heureux pour le général Luckner dont nous avons déjà parlé. La pension qui lui avait été octroyée excédait la limite ; il demanda qu'on la conservât dans son intégrité en invoquant ses talents et en rappelant la part que ce général avait prise aux victoires remportées contre nous par le

Grand Frédéric dans la guerre de Sept Ans. « S'il est vrai, » dit Garat, comme M. de Wimpfen l'a dit à la tribune, que » le général Luckner nous ait prouvé ses talents en nous battant dans la dernière guerre, cette pension me paraît un » contrat sacré. » Cette boutade spirituelle sauva la pension. Il plaida aussi avec chaleur la cause des trois enfants et des neuf petits enfants du maréchal de Lowendal dont le nom était inséparable de l'imprenable Bergopzoom soumise à la France par ses victoires <sup>(1)</sup>.

Un certain mécontentement se manifesta dans l'armée contre le baron de Wimpfen; les militaires réduits se plaignirent; les autres trouvaient que leurs espérances étaient trompées par la modicité des pensions promises. Il se crut dans la nécessité de publier par la voie des journaux une lettre à tous les militaires retraités dans laquelle il leur exprima toute sa sollicitude, justifia ses intentions, et rappela les sentiments qu'il avait toujours manifestés à l'égard de ses frères d'armes <sup>(2)</sup>.

Le Comité militaire nommé par l'Assemblée n'avancé point dans ses travaux. L'impatience s'empara de l'esprit du baron de Wimpfen qui en face des désordres de chaque jour trouvait que l'armée devenait, disait-il, plus aisée à *égérer* qu'à *organiser*. Devançant le moment de la discussion il fit imprimer un projet de décret sur *la chose militaire*, avec l'exposé de ses motifs afin de rendre public par la voie de l'impression ce qu'il ne pouvait parvenir à dire à la tribune.

On retrouve dans cet exposé <sup>(3)</sup> une grande partie des idées et même des phrases de son ouvrage sur les encouragements militaires <sup>(4)</sup>. Ennemi, à la tribune nationale

<sup>(1)</sup> Rapport du Comité militaire.—1790.

<sup>(2)</sup> *Moniteur* de 1790. N° 219.

<sup>(3)</sup> *Projet de décret sur la chose militaire*.—Imprimerie nationale. 1790.

<sup>(4)</sup> V. p. 56 et suiv.



comme dans ce mémoire, de ces *faiseurs* qui croyaient qu'il avait suffi du pèlerinage de Berlin et d'un regard du Grand Frédéric pour être *aimantés de son génie*, il défendit avec une grande vigueur, qui s'inspirait d'ailleurs de sa reconnaissance, la conservation au service de France des régiments allemands.

Le projet de décret du baron de Wimpfen en dix-huit articles ne fut point adopté. Il en prit son parti, et dans la confuse discussion à laquelle les projets qui lui furent préférés donnèrent lieu, il s'attacha particulièrement à s'opposer à toutes les réformes qui pouvaient affaiblir le commandement. « Un général d'armée, disait-il, doit-être obéi comme Jupiter qui remue tout l'Olympe par le seul mouvement de son œil. Pour remuer une machine telle qu'une armée les agents moteurs doivent former une chaîne le long de laquelle les conceptions et les ordres du chef courent, se répandent, arrivent et s'exécutent avec la rapidité du feu électrique <sup>(1)</sup>. »

Ces projets militaires furent les occupations politiques les plus sérieuses du baron de Wimpfen à l'Assemblée nationale. Ils lui conquièrent l'estime et l'approbation des hommes les plus compétents de l'Assemblée. On en pourra juger par la lettre suivante écrite par l'un de ses anciens compagnons d'armes en Amérique, à Mahon et à Gibraltar, le comte de Crillon, qui a survécu à la Révolution et est mort pair de France. Cette lettre d'un juge éclairé en dit plus que toutes les réflexions :

« Grand merci de votre excellente et savante dissertation sur l'organisation d'une armée. Tous vos principes sont développés avec tant de sûreté qu'un enfant les saisirait. J'applaudis à la sagesse de vos vues, à la netteté de vos pensées et surtout à cette tournure ingénieuse que vous savez donner

(1) Observation préliminaire. — 18 avril 1790. Imp. nationale.

aux choses les moins susceptibles d'ornement. Tout cela prouve l'homme de génie, l'homme profond et initié aux principes de tout ce qu'il professe. Qu'il serait à désirer que tous les membres de nos Comités, que quelques-uns du moins eussent la tête aussi bien organisée que vous !.... Il y a des choses si profondément pensées et si énergiquement exprimées dans votre dernière qu'elles feraient honneur à Montesquieu.....—8 août 1790. »

Les principes de la subordination et de l'obéissance passive des soldats que M. de Wimpfen avait professés toute sa vie, et qui faisaient le fondement des opinions qu'il avait manifestées dans ses discours et dans les rapports qu'il avait rédigés sur l'organisation militaire, avaient blessé les hommes qui travaillaient l'armée, et l'excitaient à l'insoumission. Sa popularité avait pâli, même à Bayeux. Son nom ne recevait déjà plus de quelques-uns cette ovation qui avait signalé ses débuts à l'Assemblée constituante. Un outrage anonyme avait brisé les plaques apposées aux extrémités de la rue qui portait son nom <sup>(1)</sup>. Il vint cependant se reposer dans cette ville pendant quelques jours de ses travaux législatifs au sein de sa famille, dans le mois de septembre 1790. Ce voyage devint l'objet d'une odieuse accusation contre lui, et d'un chagrin qu'il ressentit peut-être trop vivement. Le régiment de Lorraine <sup>(2)</sup> était depuis longues années en garnison à Bayeux. Paisible, ami de l'ordre, essentiellement obéissant aux injonctions de ses chefs respectables, MM. de Buffon <sup>(3)</sup> et de Pras-

<sup>(1)</sup> *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*—1790.

<sup>(2)</sup> Le 47<sup>e</sup> régiment de ligne.

<sup>(3)</sup> M. de Buffon fut promu maréchal-de-camp en novembre 1790. La Municipalité lui en adressa ses félicitations. On lit dans cette lettre :

« Jamais notre cité n'oubliera que vous avez été le chef du régiment de » Lorraine, que c'est à votre sagesse, à votre profonde intelligence que nous » devons d'avoir joui d'un repos qui est prêt à nous fuir, ensorte que tout en » applaudissant à votre promotion nous ne pouvons nous empêcher de nous » plaindre des circonstances qui semblent se réunir pour affliger notre mal- » heureuse ville. »

lin, l'autorité de la ville de Bayeux l'avait toujours trouvé plein de dévouement pour assurer la tranquillité publique. Elle lui en avait donné une preuve en déférant au régiment *tout entier* le titre de citoyen de Bayeux <sup>(1)</sup>, honneur inusité et assez bizarre, mais qui prouve en faveur de son bon esprit et de la reconnaissance de la cité. A peine M. de Wimpfen fut-il retourné de l'Assemblée qu'une inculpation odieuse partie de Bayeux et relevée par la presse de Paris l'accusa d'avoir excité pendant son séjour dans cette ville une insurrection dans le régiment de Lorraine. Cette rumeur courut sur les bancs de l'Assemblée, et au lieu de la dédaigner, M. de Wimpfen qui avait déjà vu l'exemple des dangers de laisser s'accréditer, en temps de révolution, le moindre bruit qui pût fournir un prétexte à la calomnie, s'empressa d'écrire au Conseil municipal de Bayeux la lettre suivante qu'il fit publier et dans le *Moniteur* et dans tous les journaux :

« *Aux Officiers municipaux de Bayeux.*

« Messieurs, le caractère de Député à l'Assemblée nationale ne me permet pas d'être indifférent au bruit atroce répandu par quelques monstres qui m'accusent d'avoir fomenté à Bayeux une insurrection parmi les soldats du régiment de Lorraine. J'attends de votre équité que vous ferez tout ce que vous pourrez pour détruire une calomnie à laquelle aucune action de ma vie n'a pu prêter le moindre fondement, et dont mes principes et mon caractère connu auraient dû me mettre à couvert.... Je n'ai jamais parlé du régiment de Lorraine que pour faire l'éloge du bon esprit qui y régnait, de son excellente administration dont M. de Buffon m'avait donné connaissance. J'ai une telle opinion des sentiments d'honneur qui animent ce régiment que je passe condamnation sur les faits qu'on m'impute s'il se présente un seul de ces braves gens qui dépose contre moi. Je ne demande point d'autre preuve.... »

(1) Délibération en date du 14 juillet 1790. — « Le Conseil-général proclame le régiment de Lorraine Citoyen, et invite les chefs dudit régiment d'honorer du titre de *citoyen de Bayeux* tout soldat qui quittera le régiment, et d'employer ces qualités dans les cartouches qui seront délivrées à ceux qui auront bien mérité. »

L'esprit d'indépendance qui s'était emparé de la nation n'avait point épargné l'armée. Aux habitudes d'obéissance absolue qui font la force de l'organisation militaire et la sécurité du pays avaient succédé l'insubordination et le désordre. Les sous-officiers et soldats presque tous enfants du peuple différaient avec leurs chefs autant d'opinion que de naissance ; ceux-ci avec lesquels les soldats étaient en opposition de sentiments et de langage avaient perdu sur eux toute influence et tout prestige. Aussi l'anarchique intervention des Jacobins dont pullulait chaque ville de garnison n'eut-elle pas à faire de grands efforts pour amener la désorganisation de la discipline affaiblie.

Le régiment de la Reine, cavalerie, fut entraîné le 12 août 1790 par cet esprit de désordre. Les sous-officiers et soldats voulurent s'emparer de la caisse du régiment , et forcèrent leur colonel à leur délivrer une somme de 30,000 fr. qu'il fut obligé de leur abandonner pour en éviter le pillage. L'Assemblée nationale fut saisie des plaintes que causait cet événement. M. de Wimpfen, au nom de la discipline, s'éleva contre ces désordres, et fit décréter le 26 octobre 1790 <sup>(1)</sup> que le ministre de la guerre remettrait la somme enlevée à la caisse du régiment et qu'elle serait remboursée à l'Etat par les sous-officiers et soldats au moyen de la retenue sur leur solde d'un sou par jour.

La célèbre nuit du 4 août 1789 n'avait pas vu seulement détruire tous les droits féodaux qui pesaient sur les campagnes : mais elle avait été témoin du sacrifice de tous les anciens privilèges afin qu'en France il n'y eût désormais *qu'une seule nation, une seule famille, un seul empire*. Cette abolition des privilèges impliquait celle de la noblesse ; cependant on voulut qu'une loi formelle vint interdire tout prétexte à sa résurrection.

(1) *Moniteur* de 1790. — N° 301.

Lors de la discussion de cette mesure, le baron de Wimpfen ne partagea point l'opinion des amis politiques avec lesquels il votait habituellement. Ceux-ci par l'organe de Mathieu de Montmorency, de Lafayette et des frères de Lameth demandèrent avec ardeur « la suppression de ces distinctions « puériles dérivant du règne féodal et devant être anéanties » comme il l'a été lui-même <sup>(1)</sup>, » le baron de Wimpfen ne fit point de discours, mais il fut du nombre de ceux <sup>(2)</sup> qui votèrent contre l'anéantissement de l'ordre qui l'avait élu et dont il était le représentant <sup>(3)</sup>.

La fuite du Roi à Varennes l'appela à la tribune dans l'intérêt de la défense du Royaume contre une attaque que l'on pouvait aisément prévoir de la part des puissances étrangères. On supposait généralement qu'un mouvement des Autrichiens avait été combiné avec le départ de la famille Royale. Pour se mettre en mesure de les repousser, le général de Wimpfen prit la parole, et fit rendre deux décrets qui ordonnaient au Comité militaire de s'occuper sans retard de la défense extérieure du Royaume, et de l'achat des chevaux et des équipages nécessaires à une armée <sup>(4)</sup>.

Sous la pression de cet événement Rœderer, organe du parti hostile à la Royauté et à qui plus tard échut près d'elle le rôle équivoque de la conduire au sein de l'Assemblée lé-

(1) Séance du 19 juin 1790.—Paroles de Charles de Lameth.

(2) *Biographie universelle*.—V<sup>o</sup> de Wimpfen.

(3) *Loi du 19 juin 1790* : L'Assemblée décrète que la noblesse héréditaire est pour toujours abolie ;... qu'aucuns titres ne seront ni pris par qui que ce soit, ni donnés à personne ;... qu'aucun citoyen ne pourra porter ni faire porter de livrée, ni avoir d'armoiries..... *Loi du 27 septembre 1791* : Tout citoyen français qui insérera dans des actes quelconques quelques-unes des qualifications... ou titres supprimés... sera condamné par corps à une amende égale à six fois la valeur de sa contribution mobilière... rayé du tableau civique et incapable d'occuper aucun emploi...

(4) *Moniteur* de 1791.—N<sup>o</sup> 175.



gislative, attaqua avec violence la conduite du marquis de Bouillé et proposa que sans retard il fût destitué de ses fonctions d'officier général. A cette proposition qui violait la loi, le général de Wimpfen s'élance à la tribune, et fidèle aux règles militaires : « Vous avez décrété, dit-il, que nul officier ne pourra être destitué sans un jugement préalable. » Vous voulez que M. de Bouillé ne puisse plus exercer ses fonctions. Eh bien ! suspendez-le ; mais le destituer, vous ne le pouvez, car il ne faut jamais s'écarter des principes. »

Les débats que l'arrestation et le retour de la famille Royale firent naître dessinèrent d'une manière tranchée les divers partis qui se partageaient l'Assemblée.

Le parti républicain ne dissimulait plus ses espérances et voyait grossir ses rangs ; on supposait qu'il n'était pas sans appui, même dans les hautes régions politiques. De leur côté les royalistes de l'Assemblée se réunirent pour faire une protestation en faveur du principe monarchique et des droits de la Royauté.

Cette protestation se terminait par ces mots qui en résument l'esprit et le motif :

« Nous plaçons notre unique honneur, notre devoir le plus sacré, à défendre de toutes nos forces, de tout notre amour pour le sang des Bourbons, de tout notre attachement aux principes que nos commettants nous ont transmis les intérêts du Roi et de la famille royale, et leurs droits imprescriptibles.

» En conséquence nous continuerons par le seul motif de ne point abandonner les intérêts de la personne du Roi et de la famille Royale d'assister aux délibérations de l'Assemblée nationale ; mais ne pouvant ni avouer ses principes, ni reconnaître la légalité de ses décrets nous ne prendrons dorénavant aucune part aux délibérations qui n'auraient pas pour objet les seuls intérêts qui nous restent à défendre.

» Fait à Paris, le 29 juin 1791. »

Deux cent quatre-vingt-dix-huit signatures accompagnèrent cette protestation. On y trouve tous les noms du côté

droit de l'Assemblée. On fut étonné d'y rencontrer celui de *Félix de Wimpfen* <sup>(1)</sup>, qui jusques-là avait voté sur les questions constitutionnelles avec le côté gauche. Cette signature fut considérée comme une protestation contre cette infidélité du cœur que les royalistes lui avaient reprochée. Il fut vivement attaqué par la presse anti-monarchique. Mais modifiant ou du moins expliquant le sens qu'on devait attacher à sa coopération à la protestation du côté droit, il publia successivement deux lettres <sup>(2)</sup> dont voici la moins équivoque, et qui furent à leur tour attaquées par la presse royaliste :

« Comme il m'est revenu que plusieurs membres de l'Assemblée nationale avaient formé le projet de s'en retirer pour ne point participer au changement de gouvernement qu'on prétendait que l'Assemblée nationale projetait, et que d'un autre côté on se servait de mon nom pour propager les principes du républicanisme, j'ai voulu déclarer que loin de me retirer de l'Assemblée j'y serai plus assidu que jamais pour y défendre la Constitution que j'ai juré de maintenir, s'il était possible que l'absurde calomnie qu'on se plaisait à répandre pût avoir quelque fondement. Tels sont les seuls principes que j'ai entendu manifester en signant la déclaration de M. de la Blache, qui ne me paraît susceptible d'une autre interprétation qu'en en forçant le sens littéral.

» WIMPFEN. »

C'était là un dernier effort pour ressaisir une popularité qui commençait à lui échapper.

Les attaques dont il devint l'objet ne le détournèrent point de son but. Il continua toujours ses travaux sur l'organisation militaire et la discipline de l'armée. Rapporteur du Comité militaire dans les années 1790 et 1791, il proposa un projet de décret sur les invalides, et sur la retraite des soldats <sup>(3)</sup>. Ce fut également sur son rapport que l'Assemblée

<sup>(1)</sup> *Histoire de l'Assemblée constituante.*—Buche. P. 365.

<sup>(2)</sup> *Moniteur* de 1791.—N<sup>os</sup> 189—202.

<sup>(3)</sup> *Id.* de 1790.

rendit un décret portant que la décoration militaire serait accordée à tous les officiers après vingt-quatre années de service <sup>(1)</sup>, et plusieurs autres relatifs au maintien provisoire de la garde nationale de Caen <sup>(2)</sup>, aux officiers des grenadiers royaux, à l'avancement des colonels et lieutenants-colonels <sup>(3)</sup>, aux pensions et remboursements militaires <sup>(4)</sup>, et qu'elle adopta la plupart des dispositions du Code pénal militaire <sup>(5)</sup>.

Ce fut le dernier acte législatif de M. de Wimpfen. La date en est la même que celle de la clôture de l'Assemblée nationale que Louis XVI fit en personne le 30 septembre 1791.

Les distinctions honorifiques, de supériorité et de puissance résultant du règne féodal, abolies, — les dîmes de toute nature éteintes, — les privilèges pécuniaires en matière d'impôts supprimés à jamais, — tous les immeubles dans quelques mains qu'ils fussent, assujétis aux subsides dans la même forme, et de la même manière, — l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics proclamée en même temps que la suppression de la vénalité des offices, — la main-morte, la servitude personnelle, la corvée et la taille anéanties, — les privilèges de la nobilité des biens détruits, — les droits fonciers jusqu'alors inamortissables déclarés rachetables <sup>(6)</sup>, — la suppression des jurandes et maîtrises, affranchissant de toutes entraves la liberté du travail et la libre concurrence <sup>(7)</sup>, — toutes ces mesures décrétées par l'Assemblée nationale, qui changeaient en quelques mois la face de la France, avaient satisfait ou plutôt dépassé toutes les aspirations, tous les desirs exprimés dans les cahiers du tiers-Etat <sup>(8)</sup>. Elles attachè-

(<sup>1</sup>) *Moniteur*.—1791.—(<sup>2</sup>) *Le Point du Jour*.—N<sup>o</sup> 146.—(<sup>3</sup>) *Moniteur*.—1791.—(<sup>4</sup>) *Le Point du Jour*.—N<sup>o</sup> 275. — (<sup>5</sup>) *Histoire de l'Assemblée constituante*.—Buchezy.—T. V, p. 538. — (<sup>6</sup>) Décrets des 4-6-7-8 et 11 août 1789.—15 mars 1790. — (<sup>7</sup>) Décret du 2 mars 1791. — (<sup>8</sup>) V. pages 99 et suiv.

rent à la Révolution, par le lien des intérêts, les masses à qui profitaient ces améliorations nombreuses apportées à leur condition, à leur état, à leur fortune.

De toutes les innovations il en fut une qui eut, en Normandie surtout, un inexprimable retentissement. Ce fut celle qui abolit définitivement toutes les inégalités résultant du droit d'ainesse, de la distinction des sexes, et qui appela tous les enfants au partage égal de l'héritage paternel <sup>(1)</sup>.

Soixante-cinq ans se sont écoulés depuis cette époque. L'inégalité ancienne est à peine aujourd'hui un souvenir oublié du passé. L'égalité des enfants devant la fortune des père et mère comme devant leur tendresse et leur affection s'est infiltrée dans les mœurs tellement qu'elle semble aujourd'hui un droit naturel irrévocablement écrit dans la loi comme dans tous les cœurs.

Mais qu'on se reporte à cette année 1791, dans notre Normandie, au sein de cette province constituée depuis des siècles sur le principe féodal de la propriété du sol, parmi cette génération de cadets sacrifiés aux aînés <sup>(2)</sup>, de femmes et de filles exhéredées sans distinction de caste, et ne comptant pour rien dans la famille devant les fils, moins encore que le puîné devant l'aîné, dépouillées du titre et des droits *d'héritières*, à peine réduites à ceux de *créancières* d'une modique rente légitimaire <sup>(3)</sup>; — qu'on se figure donc cette législation nouvelle tombant tout-à-coup au milieu de ces nombreux deshérités, effaçant d'un trait de plume les vieux principes traditionnels normands, inaugurant la famille moderne sur le principe de l'égalité, supprimant en un jour la hiérarchie qui établissait des différences entre les frères, des degrés entre ceux-ci et

(1) Loi des 15 mars 1790 — 8-15 avril 1791.

(2) Art. 237-337 et suiv. de la Coutume de Normandie.

(3) Art. 250-251-269-350 *id.*



leurs sœurs, fondant au profit des femmes et des filles un droit égal à leurs frères dans la propriété du sol, cette passion des Normands, les enrichissant de suite au moins par l'espérance, — et l'on concevra avec quelle allégresse elle fut reçue par les populations de la Normandie, combien elle créa, dans toutes les classes, de familles intéressées au maintien de cette révolution dont les principes l'avaient inspirée !

« Réjouissez-vous, s'écriait avec à-propos un journal, caressant, dans le style du temps, la fibre populaire, « Réjouissez-vous, belles filles de la Normandie, vous n'aviez pour vous que votre bonne mine et vos attraits, et ça ne pèse pas lourd dans ces temps-ci ; mais voilà la loi sur l'égalité des partages, qui est une fameuse idée ! Vous ne serez plus séquestrées dans des cloîtres à maudire les créateurs de vos jours ! Vous ne serez plus les premières servantes de vos frères <sup>(1)</sup>. »

Le général de Wimpfen s'était, par devoir comme par affection, constitué le défenseur de tous les intérêts de la ville de Bayeux qui pouvaient se trouver menacés ou en souffrance dans ces temps agités. Les registres de l'Hôtel-de-Ville constatent ses efforts de tous genres. Aux services que j'ai déjà successivement signalés, il faut joindre des démarches à la suite de l'émeute contre les aides et gabelles, — les sollicitations pour obtenir que le tribunal d'appel que l'on espérait voir sortir des débats sur l'organisation judiciaire fût fixé dans la ville de Bayeux où vingt-cinq ans auparavant avait siégé le conseil supérieur, — les préparatifs et les soins de la réception des députés de la ville et de la garde nationale à la fédération <sup>(2)</sup>,

(1) *Histoire morale des Femmes.*—Legouvé.—P. 38.

(2) Ces députés étaient au nombre de onze, et reçurent chacun une indemnité de 130 liv. La députation fut chargée « de porter au pied du trône » du plus chéri des Rois et de nos augustes législateurs l'expression du respect, de l'adhésion la plus entière à tous les travaux de l'Assemblée na-



— les réclamations en faveur des prêtres vieux et pauvres, ruinés par les nouveaux décrets, — les dons patriotiques de la ville de Bayeux, égarés en route, à retrouver, et dont le retard pour arriver à leur destination faisait murmurer les citoyens, — les précautions à prendre pour préserver le pays de l'inégalité dans la nouvelle répartition des contributions, — la division du district en cantons, — les divers conflits qui s'élevaient dans ou entre les communes, etc., etc. Une grave préoccupation fut causée à l'Administration par la situation des hôpitaux devenue précaire à cause de la suppression de certains droits dont ils jouissaient, la privation des secours de l'Evêque et du Clergé, et par le désordre qui s'y introduisit. M. de Wimpfen devenu le confident de ces graves soucis multipliait ses démarches pour obtenir des secours destinés au soulagement de ces maisons. « Que les pauvres ont de grâces » à vous rendre ! Quel bien vous faites à nos hôpitaux ! Votre » zèle et votre vigilance vont leur sauver la vie, et perpétuer ces » établissements précieux ! » lui écrivaient les officiers municipaux le 13 octobre 1790. Au surplus toutes les affaires graves et sérieuses, indépendamment de celles plus nombreuses encore qui concernaient des intérêts privés, trouvèrent dans M. de Wimpfen un conseil, un avocat et un appui. La plus importante de toutes resta malheureusement sans résultat. Il s'agissait de faire concourir ensemble trois projets caressés depuis longtemps par les Bayeusains et toujours poursuivis avec ardeur, l'établissement d'un port à Port-en-Bessin, la coupure de la fosse du Soucy, et la construction d'un canal pour conduire à la mer les eaux des rivières de la

» tionale, à ses décrets, à la Constitution du Royaume, de renouveler le » serment de vivre et mourir fidèles à la nation, à la loi et au Roi, de lui » assurer que le cœur de tous les habitants de Bayeux sera uni à celui de » leurs députés lorsqu'ils renouvelleront ce serment solennel en face de » toute la France. » — Délibération du 1<sup>er</sup> juillet 1790.

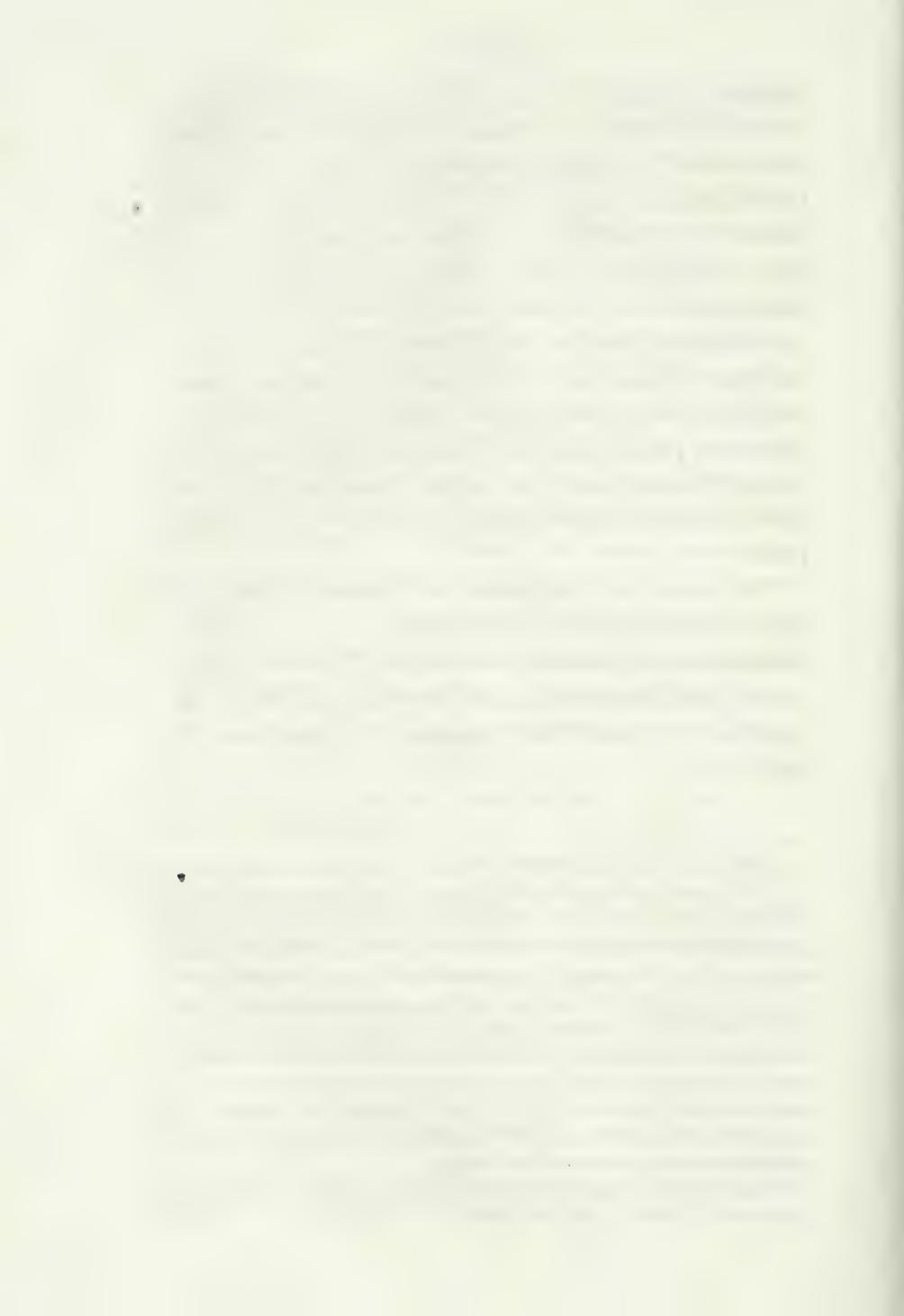
Drôme et de l'Aure. La ville de Bayeux avait voté pour concourir à ces travaux une somme de 24,000 livres payables en six ans et un impôt extraordinaire d'un sou par livre <sup>(1)</sup>. Grâce aux soins du général de Wimpfen cette grave affaire touchait à sa solution; déjà même des granits qu'on a pu voir longtemps sur le rivage avaient été apportés pour un commencement des travaux; mais les finances de l'Etat, et les événements politiques empêchèrent la réalisation de cette entreprise. Aujourd'hui, après plus de soixante ans d'intervalle, on achève le port de Port-en-Bessin <sup>(2)</sup>, et des études <sup>(3)</sup> provoquées pour le canal de la fosse du Soucy peuvent faire présager dans un avenir peu éloigné l'exécution de ces projets d'une autre époque marqués au coin d'un grave intérêt public.

Plus encore que l'ingratitude des hommes, le temps et l'oubli effacent le souvenir des services; il y a, ce semble, quelque chose de touchant à retrouver et d'équitable à rendre au jour, après soixante-cinq ans d'intervalle, ces preuves irrécusables de la bienveillante sollicitude d'un mandataire du pays.

(1) Délibération du 27 septembre 1791.

(2) Les premières démarches officielles pour la réalisation de ces projets remontent à 1744. Elles furent appuyées par le duc de Luxembourg, alors gouverneur de la Normandie, et par M. de La Briffe, intendant de la généralité de Caen. De nombreux commissaires ont été successivement envoyés, des plans et des devis ont été soumis au gouvernement des rois Louis XV et Louis XVI. L'Assemblée nationale, le Directoire, le Consulat ont été saisis de la question, qui a été résolue enfin sous le roi Louis-Philippe par la loi du 16 juillet 1845. La ville de Bayeux contribue dans le coût de ces travaux pour une somme de 100,000 fr. Puissent les espérances de prospérité que les générations qui se sont succédées ont fait reposer sur la construction de ce port ne point être déçues !

(3) Délibération du Conseil général du Calvados du 26 août 1853.—Rapport de M. le Préfet à la session de 1854.



## CHAPITRE XII.

---

### LA PATRIE EN DANGER.

1792.

Le général de Wimpfen commandant le département du Calvados.—Félicitations de l'Administration municipale de Bayeux.—Le général de Wimpfen n'émigre pas.—Il est fait lieutenant-général.—La guerre.—La patrie en danger.—Enrôlements volontaires.—Zèle et travaux de l'Administration municipale.—Sermon de l'abbé Gasnier.

Avec l'Assemblée constituante, la carrière politique du général de Wimpfen allait finir ; mais sa carrière militaire n'était point bornée. Prévoyant d'avance le moment où la fin de la législature lui donnerait des loisirs, les députés de l'Alsace,

qui avait été son berceau, demandèrent au Roi de lui confier le commandement de leurs départements. A cette nouvelle, les Officiers municipaux de Bayeux s'empressèrent d'adresser au Roi, à la Reine, au Ministre de la guerre <sup>(1)</sup> une demande vive et pressante pour obtenir que la préférence fût accordée au département du Calvados.

Ce témoignage public de confiance doit être consigné ici :

« Sire, disaient-ils au Roi, .... M. de Wimpfen est maréchal-de-camp. Par son expérience, par ses talents militaires, par sa fidélité à toute épreuve à la personne sacrée de Votre Majesté, il mérite d'être employé, et nous espérons que vous daignerez le distinguer et l'appeler à votre service.... Sire, un seul mot de Votre Majesté et vous faites le bonheur d'un département important.... Confiez-lui de l'emploi dans le département du Calvados. C'est la grâce que les Officiers municipaux de Bayeux, prosternés aux pieds de Votre Majesté, implorent de votre bonté et de votre justice. Nous exprimons le vœu de notre garde nationale, celui de notre commune. Daignez, Sire, exaucer notre prière, elle est dictée par des cœurs soumis, fidèles et attachés, et qui ne cesseront de veiller pour assurer aux lois leur empire, et à Votre Majesté le règne le plus long et le plus glorieux. »

« Nous craignons, avec bien de la raison », écrivaient-ils au ministre de la guerre, « de perdre un de nos concitoyens, plus fait que tout autre s'il est appelé au commandement du Calvados, pour faire aimer la Constitution, pour faire respecter la loi, et pour maintenir la tranquillité publique... »

Malgré ces réclamations, M. de Wimpfen fut appelé à un commandement dans l'Alsace. La ville de Bayeux ne se rebuta pas, et sur une nouvelle pétition <sup>(2)</sup> le général de Wimpfen fut nommé au commandement du Calvados immédiatement après la session. La Municipalité de Bayeux lui en offrit ses félicitations dans les termes les plus affectueux <sup>(3)</sup>.

Pendant la session législative une grave question s'était po-

(1) Lettre du 2 mars 1791.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

(2) Adresse au Roi et lettre au ministre.—6 mai 1791.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

(3) Lettre du 11 octobre 1791.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*



sée devant l'esprit de M. de Wimpfen ; elle s'y posa plus pressante encore lorsque l'Assemblée constituante eut cessé ses travaux. Emigrera-t-il ? ou restera-t-il sur le territoire français ?

Ce fut sans doute pour lui l'objet d'une perplèxe incertitude, d'un combat entre ses sentiments, ses devoirs, ses préjugés et ses opinions. Sans contester ce que l'émigration avait de chevaleresque, on en a jugé à des points de vue différents, après les événements accomplis, les convenances ou les inconvénients. Plus de soixante ans ont passé sur cette question sans la résoudre. Le général de Wimpfen crut devoir imiter ceux de ses frères d'armes qui restèrent sur le sol de la patrie, et ne céda point à l'entraînement qui en conduisit beaucoup d'autres sous les drapeaux des Princes émigrés <sup>(1)</sup>.

Quoiqu'il en soit, le général de Wimpfen resta peu de

(1) J'eusse désiré pouvoir préciser le nombre de personnes nobles ou autres de l'arrondissement de Bayeux qui émigrèrent. Les *listes des émigrés* furent si variables, soumises tantôt à tant de sévérité, tantôt à plus d'indulgence, elles devinrent aussi si souvent des tables d'inique vengeance, les radiations prononcées furent suivies de tant de réintégrations qu'elles ne peuvent fournir que des renseignements inexacts. D'ailleurs beaucoup rentrèrent après quelques mois de séjour à l'étranger, et furent plutôt des voyageurs que des émigrés. Le document le plus digne de confiance est l'état des émigrés ou de leurs représentants qui ont obtenu une part dans l'indemnité accordée par la loi de 1825. Cet état même est incomplet, car il ne comprend que les noms de ceux dont les biens avaient été confisqués, et parmi les émigrés il y en avait un certain nombre sans fortune, ou des fils de famille que n'atteignirent pas les partages de présuccession ; d'autres, ce furent les moins nombreux, échappèrent au séquestre national. Cependant en prenant pour règle cet état des indemnitaires, on trouve que des indemnités ont été accordées dans le département du Calvados à soixante-quinze familles d'émigrés de l'arrondissement de Bayeux, en ce non compris les familles d'ecclésiastiques déportés ou émigrés. En y ajoutant tout au plus une quinzaine de noms rentrant dans les exceptions ci-dessus, on peut fixer à QUATRE-VINGT-DIX environ le nombre de personnes de cet arrondissement qui prirent part à l'émigration.

temps dans le Calvados, et passa bientôt du calme de la vie de famille qu'il venait de retrouver à une vie orageuse. L'émigration des officiers généraux avait été si considérable que sans faveur et par ancienneté, en même temps que Dumouriez avec lequel il eut plus d'un trait de ressemblance, il fut fait Lieutenant-général, ce qui l'enlevait au commandement qu'il exerçait. On était alors dans les premiers mois de 1792. On se préparait à la guerre. Le lieutenant-général de Wimpfen fut envoyé dans les départements du Nord où se réunissait une armée commandée par le maréchal Luckner qui venait d'être revêtu de sa nouvelle dignité.

Les souverains de l'Europe ne pouvaient voir sans inquiétude une grande nation détruire ses institutions et avilir le trône et l'autorité; d'une autre part, ils espéraient trouver une proie facile dans une nation divisée. Quelque temps incertains, ils finirent par prendre une attitude hostile; de leur côté, les émigrés s'organisaient militairement en Allemagne sous la conduite des Princes. Les conflits extérieurs et les luttes de l'intérieur devaient forcément amener la guerre. Bientôt elle fut résolue, proposée par le Roi à l'Assemblée législative et acceptée avec acclamation dans la mémorable séance du 20 avril 1792.

Cette guerre fut annoncée avec une sombre solennité. La France entière retentit de ce cri terrible proféré par l'Assemblée : *La Patrie est en danger !* Dans les cités, dans les villages, partout il arriva avec la rapidité de l'éclair. Amis et ennemis de la révolution sont d'accord pour reconnaître l'enthousiasme et l'ardeur qui éclatèrent à la révélation de ce péril.

La ville de Bayeux ne fut pas la dernière à suivre cet élan <sup>(1)</sup>. L'Administration s'empressa sans perdre un instant

(1) Procès-verbal du 6 mai 1792.

d'organiser la garde nationale <sup>(1)</sup>, de se procurer des canons pour armer son artillerie <sup>(2)</sup>, d'envoyer des commissaires à Paris pour faire confectionner des effets d'équipement, de réunir tous les cuivres, bronzes et autres matières de cette espèce qui se trouvaient dans la Cathédrale et autres Eglises pour faire fabriquer des bouches à feu autant que la matière pouvait le comporter <sup>(3)</sup>.

Pour exalter le patriotisme un arbre de la liberté fut offert par le club des Amis de la Constitution devenu la *Société populaire*. Il fut planté sur la terrasse en face de l'Hôtel-de-Ville <sup>(4)</sup>, dans une solennelle cérémonie. Tous les citoyens furent appelés à s'armer pour la défense de la patrie : « Vos » frontières sont menacées , s'écriait le Corps municipal de Bayeux <sup>(5)</sup> ; « Déjà même la terre sacrée de la liberté a été » violée par cette horde impie d'esclaves et de rebelles qui » ont juré votre ruine. Souffrirez-vous qu'ils vous apportent » des chaînes. Voulez-vous retourner sous le régime oppresseur du fisc et de la féodalité ?... Que les hommes jeunes » et robustes qu'aucuns liens n'attachent à leurs foyers se rendent où la gloire et le devoir les appellent. » Ceux qui ne pouvaient s'enrôler furent invités à contribuer par des offrandes volontaires à l'équipement des braves qui allaient se dévouer.

Ce double appel fut entendu. Un autel de la patrie fut dressé sur la place Saint-Patrice pour y recevoir les enrôlements et les dons patriotiques.

Au premier son du tambour , en moins de vingt-quatre heures, avec un admirable élan, près de trois cents citoyens

<sup>(1)</sup> Procès-verbal du 13 mai 1792.

<sup>(2)</sup> *Id.* du 9 mai 1792.

<sup>(3)</sup> *Id.* du 30 mai 1792.

<sup>(4)</sup> Aujourd'hui la Bibliothèque.

<sup>(5)</sup> Proclamation du 29 avril 1792.—Imp. de la ve Nicolle.

de Bayeux y montèrent, et aux chants des Hymnes de la liberté souscrivirent leurs engagements.

Non-seulement les jeunes gens en âge de porter les armes, mais des pères de famille s'enrôlèrent. Des vieillards, anciens soldats, semblèrent retrouver les forces de l'âge mûr pour répondre à l'appel de la patrie en danger. Parmi les plus ardents à animer la jeunesse par leur exemple, était un vieux soldat de l'ancien régiment de Beauvoisis, jeté par un mariage de garnison dans la ville de Bayeux. Etienne Linchamps était son nom. Il avait fait les guerres d'Amérique et de Hanovre. Ce fut lui qui, quoiqu'agé de 63 ans et père de famille, monta le premier à l'autel <sup>(1)</sup>. On vit l'une des deux compagnies d'artillerie (celle de la section du levant), s'enrôler toute entière.

Conduits aux portes de la ville par toutes les autorités publiques, au son de la musique et des tambours, au chant des Hymnes patriotiques, ces trois cents braves armés et équipés avec une excessive rapidité formèrent un bataillon sous le nom de 6<sup>e</sup> bataillon *bis* du Calvados.

Ces chants, cette musique, cette solennité inaccoutumée, les vœux, les serrements de mains de la foule qui se pressait dans les rues, les mouchoirs balancés aux fenêtres, les fleurs pleuvant sur les bayonnettes et les sabres, tout électrisait le cœur de ces jeunes hommes obéissant à la voix du pays menacé. Ils furent dirigés d'abord sur le camp de Meaux où se rassemblait une armée, et plus tard sur Lauterbourg à la frontière.

D'un autre côté les offrandes, les dons patriotiques se

(1) Linchamps partit dans le 6<sup>e</sup> bataillon bis du Calvados, et devint capitaine. Plus tard, le 19 floréal an 2, la ville lui fit don d'une rente perpétuelle de 50 francs, dont le capital destiné à un serviteur de la patrie avait été fourni par M. Cahier, père de M. Cahier de Gerville.—Délibération du 19 floréal an 2.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*



multiplèrent. Ils arrivèrent à un chiffre tel que le Conseil put promettre une indemnité de 300 livres à chaque épouse de citoyen marchant à la frontière, 50 livres à chacun d'eux, et cinq sous par jour à chacun des enfants de ceux-ci, s'ils étaient nécessaires <sup>(1)</sup>.

Ces sacrifices pécuniaires étaient considérables pour le temps. La création des assignats, quoique non encore dépréciés, avait fait cacher le numéraire et amené une crise monétaire. Le commerce privé de monnaie n'avait presque aucun moyen d'échange. L'administration prit le parti d'émettre une monnaie *fiduciaire*, des billets de confiance de la valeur de cinq et de quatre sous afin de faciliter aux citoyens le moyen de satisfaire à leurs engagements et au paiement des menues dépenses journalières <sup>(2)</sup>. Ces billets confectionnés avec toutes les précautions désirables à la maison commune sous l'inspection de deux commissaires devaient être échangés contre des assignats de cinq livres et au-dessus. Ils eurent un grand crédit, rendirent service à la classe ouvrière et furent exactement remboursés.

Quand on étudie les nombreuses délibérations du Corps municipal de cette époque, on est étonné de la multiplicité et de l'étendue des travaux auxquels il fut obligé de satisfaire. On ne l'est pas moins de la prudence et de la sagesse des mesures adoptées par lui, malgré le désordre des passions excitées, et au milieu des préoccupations les plus graves, dans ces moments de crise où une étincelle suffisait pour allumer un incendie.

Sans doute les actes de ces administrations portent bien le cachet révolutionnaire ; mais cette empreinte est beaucoup plus dans le style et les paroles que dans les actions et les

<sup>(1)</sup> Délibération du 31 septembre 1792 et jours suivants.

<sup>(2)</sup> Délibérations de mars et avril 1792.



faits. En voici un exemple : à peine la catastrophe du 10 août 1792 fut-elle connue que quelques exaltés de la Société populaire réclamèrent à grands cris que le mot *Royal* fût supprimé de toutes les inscriptions où il se trouvait ; que les armoiries fussent effacées partout où il en existait encore, même dans les églises , et surtout qu'un nouveau nom fût donné sans retard à la place Louis XVI. Les deux premiers chefs furent accordés sans difficulté, mais le troisième fut rejeté à l'unanimité *moins deux voix*, et le Conseil déclara avec une louable fermeté que l'inscription serait maintenue *jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déchéance du Roi*.

Ces agitateurs étaient les mêmes hommes qui dès le 1<sup>er</sup> janvier 1792 avaient adressé au Roi une lettre injurieuse à l'occasion de l'usage qu'il avait fait de son droit de *veto* , et qui le même jour écrivaient à l'Assemblée législative :

« ..... Nous allons puisqu'il le faut insurger les peuples contre les tyrans ; nous allons renouveler le globe où nous puisons les apôtres, les martyrs de notre sainte Constitution..... Si jamais le pouvoir d'un seul se montre incompatible avec la liberté de tous, si pour Monarques nous ne pouvons obtenir que des despotes, si enfin il faut opter, notre parti est pris : nous aimons les Rois, mais nous leur préférerons notre liberté (<sup>1</sup>).

La ville de Bayeux avait ressenti comme partout le contre coup de la terrible journée qui renversa le trône. Des fêtes furent célébrées soit pour exalter le triomphe, soit pour honorer la mémoire de ceux qui périrent *pour la défense de la liberté et de l'égalité*. La cérémonie funèbre eut lieu à Bayeux le 6 septembre 1792, *l'an iv<sup>e</sup> de la liberté et le 1<sup>er</sup> de l'égalité*. Elle n'eut de remarquable que le discours de l'abbé Prudent Gasnier, vicaire épiscopal du Calvados.

Dans la première partie, son langage est plein d'emportement et de violences contre le gouvernement renversé ; dans

(<sup>1</sup>) *Au Roi, les citoyens de Bayeux*. Sans nom d'imprimeur.

la seconde on voit poindre le découragement et l'effroi de l'avenir.

« ..... Arbitre suprême de la nature entière, s'écrie-t-il, toi de qui seul relèvent les empires, et qui tiens entre tes mains les destinées des hommes ! grand Etre du haut de ton trône ne cesse de veiller sur nous.... Cinq années passées dans le trouble, les alarmes et les malheurs ne suffisent-elles donc pas pour acheter les jouissances de la paix ? Le peu de jours que nous avons encore à vivre serait-il destiné à s'écouler dans les afflictions, les chagrins, les larmes, et cette liberté dont la racine est si amère ne porterait-elle des fruits agréables et doux que pour nos neveux ?..... Grand Dieu ! quelques soient tes décrets éternels, nous nous y soumettons respectueusement ; mais si notre tranquillité , si notre bonheur ne dépend que de nos prières, ah ! elles ne sauraient être plus ardentes. Eteins à jamais les dissensions, les haines, les vengeances ; concilie tous les intérêts, réunis tous les partis, rétablis partout la concorde, l'union, la paix , le bonheur, et ne fais de tous les hommes qu'un peuple de frères qui t'adorent en esprit et en vérité <sup>(3)</sup>. »

---

(1) Imprimé à Bayeux chez la v<sup>e</sup> Nicolle, aux frais de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité.



## CHAPITRE XIII.

### LA DÉFENSE DE THIONVILLE.

1792.

#### I.

Le général de Wimpfen commandant la place de Thionville. — Siège par les Emigrés et les Autrichiens. — Dévouement de trois hussards. — Sommation du général Wallis.—Le prince de Waldeck est tué.—Décret de l'Assemblée.—Le siège converti en blocus. — Proposition au général de Wimpfen et sa réponse.—Lettre aux habitants de Bayeux.—Fin du siège.—Le général de Wimpfen à Paris.—Opéra du *Siège de Thionville*.

Aussitôt après la déclaration de la guerre, les préparatifs s'en firent avec une fiévreuse activité. Le général de Wimpfen fut chargé de prendre immédiatement le commandement de la place de Thionville.

De son côté, le duc de Brunswick confia aux Emigrés français et aux Autrichiens le soin d'en faire le siège. A l'arrivée du général de Wimpfen la place était occupée par une garnison peu considérable, sans aucune expérience de la guerre. Elle comptait environ 1,400 hommes d'infanterie recrutés en partie parmi les ci-devant gardes françaises, quelques centaines de volontaires du bataillon de Seine-et-Marne et 115 cavaliers de diverses armes. L'ennemi investit la ville le 23 août et le 24 le bombardement commença.

Le général de Wimpfen reconnut de suite l'insuffisance de cette garnison pour lutter contre une armée bien des fois supérieure. Il résolut de demander des secours au général qui commandait à Metz ; mais pour arriver jusqu'à lui, il fallait se faire jour à travers les lignes des assaillants qui enveloppaient la place. Trois hussards se dévouèrent à la voix de leur général, et le 27 août, munis de ses lettres et de ses instructions, ils partent à bride abattue, sont reçus dans les rangs ennemis par une fusillade terrible, bravent tout, passent tête baissée à travers le fer et le feu, sont criblés de blessures, et arrivent enfin à leur destination, ensanglantés, mais ayant conservé et remettant les dépêches confiées à leur bravoure.

Les moyens de défense furent promptement organisés.

« Le Général, écrivait l'Administration de Thionville au début du siège, dirige ses opérations militaires avec une intelligence et un zèle vraiment patriotique. Toujours en action, il veut voir par lui-même, et le danger ne l'arrête point. Hier encore, parcourant les dehors de la place, l'ennemi l'assaillit de coups de fusil et de coups de canon. C'est un miracle qu'il n'ait point été atteint. La ville et la garnison ont en lui la confiance la plus illimitée (1). »

Le général ne se dissimulait pas les incertitudes de la défense de la place. Il affectait dans le succès plus de confiance

(1) Lettre du 30 août 1792.



qu'il n'en avait. « Je vois, écrivait-il, ma position telle qu'elle » est et n'en désespère nullement. L'insuffisance et la défec- » tuosité de nos lois militaires m'obligent à prendre beaucoup » sur moi; mais si après le succès quelque malveillant ve- » nait à m'inculper, je répondrais : J'ai sauvé la place con- » fiée à ma défense <sup>(1)</sup>. »

« Rapportez à ceux qui vous ont envoyé, disait-il à un émissaire qui lui était adressé par les Commissaires du pouvoir exécutif, Fréron et Paris, « que je ne tiendrai pas seu- » lement un mois, mais toujours, et que ma tête répond de » Thionville <sup>(2)</sup>. »

Cette confiance, il l'inspirait tellement aux autres que les Commissaires de l'armée du centre venus visiter les fortifications écrivirent au Gouvernement : « Thionville se défendra » tant qu'une pierre et Félix Wimpfen y resteront. »

Après quelques jours de tranchée, le 5 septembre, le général de Wimpfen fut sommé de se rendre par le général Wallis qui commandait le siège. A la première sommation il répondit : « Vous pourrez peut-être mettre tout à feu et à » sang dans Thionville; vous pourrez y commettre toutes les » horreurs; mais vous ne ferez ni à moi, ni à ceux que je » commande commettre une lâcheté. Vous ne brûlerez pas » au moins les remparts <sup>(3)</sup>. »

A peine cette réponse était parvenue au camp ennemi, que le général Wallis fut informé du massacre des prisons qui avait ensanglanté Paris les 2 et 3 septembre, préludes atroces d'une terreur sans nom. Il en fit sur-le-champ parvenir la connaissance au général de Wimpfen, espérant que ces crimes lui inspireraient une horreur qui l'éloignerait d'un

<sup>(1)</sup> Lettre du 31 août.

<sup>(2)</sup> Lettre du général de Wimpfen au ministre de la guerre Pache. 5 février 1793.

<sup>(3)</sup> *Moniteur*.—1792. N° 258.

gouvernement qui les tolérait, et lui adressa une seconde sommation. Voici la réponse du général telle qu'elle est consignée dans le *Bulletin des armées autrichienne et prussienne* <sup>(1)</sup> : « Nous gémissons avec vous sur les maux de la » France : nous n'avons aucune part, et nous ne participons jamais aux crimes dont les annales de la révolution » sont souillées; mais en notre qualité de citoyen français » nous sommes aussi peu disposés à plier sous le despotisme » que vous nous offrez. Les Princes savent bien que ( toute » considération particulière mise de côté) des gens d'honneur ne mettent point bas les armes sur de simples invocations qui ne sont que des menaces. »

Cette réponse semblant annoncer la résolution arrêtée de défendre la place à tout prix plutôt que de se rendre, on se disposa dans les deux camps à une action sérieuse. Le général de Wimpfen laissa les portes de la ville ouvertes pendant cinq heures pour donner à chaque bourgeois la liberté de s'en retirer avant l'assaut qu'on prévoyait, mais aucun ne voulut profiter de la permission.

La garnison ne se laissa point prévenir par une tentative contre les remparts. Le 6 septembre, à une heure du matin, elle fit une brillante sortie sur les assiégeants; protégée par l'artillerie des fortifications, qui avait été mise en état, elle pénétra jusqu'au camp ennemi, et là s'engagea un vigoureux combat qui coûta aux émigrés 450 hommes <sup>(2)</sup>; un officier général émigré décoré du cordon bleu qu'on n'a pu nommer fut tué dans cette affaire <sup>(3)</sup>. Le prince de Waldeck, général-major au service de l'Empereur, qui combattit avec un grand courage eut le bras emporté par un boulet de

<sup>(1)</sup> *Moniteur*.—1792. N° 272.

<sup>(2)</sup> *Victoires et conquêtes*.—1<sup>er</sup> vol. p. 60.

<sup>(3)</sup> Lettre de M. de Wimpfen à Kellermann.—*Moniteur*. 1792. N° 70.

canon, et ne survécut point à cette blessure <sup>(1)</sup>.

Ces succès annoncés à Paris et à l'Assemblée législative inspirèrent une allégresse universelle. Le combat du 6 septembre était la première affaire où la victoire eût favorisé les drapeaux français depuis les tristes sièges et la prise de Longwi et de Verdun. Il fallait d'ailleurs produire une vive impression au début de la guerre sur un peuple aussi facile à décourager par les revers qu'ardent dans les succès.

Un décret de l'Assemblée législative porta au général de Wimpfen et à la garnison de Thionville l'hommage solennel de la reconnaissance nationale.

Il était ainsi conçu :

« Considérant que Félix Wimpfen, commandant de Thionville, la garnison et les citoyens de cette ville ont donné dans la journée du 6 septembre des preuves éclatantes de courage, d'attachement à la liberté et d'horreur pour les tyrans ;

» Considérant que les trois hussards porteurs de dépêches à l'armée du centre dans la journée du 27 août se sont conduits en soldats intrépides et en excellents citoyens ,

» L'Assemblée décrète :

**Art. 1<sup>er</sup>.**

» **FÉLIX WIMPFEN**, commandant de Thionville, les Bataillons formant la garnison et tous les citoyens de cette ville **ONT HONORABLEMENT DÉFENDU LEUR POSTE ET REMPLI LEUR DEVOIR.**

**Art. 2.**

» Il leur sera envoyé ainsi qu'aux départements un extrait du présent procès-verbal comme témoignage de la satisfaction nationale. »

Un autre décret accorda à la commune de Thionville une somme de 20,000 livres pour ses besoins et ses dépenses secrètes.

Plusieurs combats, sorties, ou escarmouches eurent lieu, notamment les 8, 17 et 21 septembre. Dans toutes ces af-

(1) *Bulletin des armées autrichienne et prussienne.—Loco citato.*

faibles le succès couronna les entreprises du général de Wimpfen. A l'une d'elles, il faillit enlever le général d'Autichamp et sa cavalerie <sup>(1)</sup>. A la dernière surtout, qui eut lieu le jour même où la Convention proclamait la République, il fit un butin immense dont il avait besoin pour ravitailler la place. Les Autrichiens y firent des pertes sensibles par la mort de trois officiers supérieurs.

Des hommes qui n'avaient jamais vu le feu se trouvèrent devant l'ennemi dignes des plus vieilles bandes. Un simple paysan de Gavisso où les Emigrés avaient établi leur camp, nommé Thill, se signala non-seulement par son intelligence et ses connaissances du pays, mais par sa bravoure, son coup-d'œil militaire et son sang-froid. Le général de Wimpfen lui fit quitter sa veste et ses sabots, lui prêta un uniforme et un cheval, et s'en fit accompagner dans toutes ses expéditions. « J'ai découvert un grand » capitaine digne de commander un jour brillamment les armées de la République, » écrivait-il plus tard en parlant de ce paysan. Dans la foule des braves il distingua un jeune musicien encore imberbe du 1<sup>er</sup> bataillon des Ardennes, nommé Fallet : « C'est un enfant perdu, disait-il, mais rien ne sur- » passe son activité, son intelligence et son courage. » Un aumônier avait suivi le bataillon des volontaires de Seine-et-Marne. Bientôt au bruit de la fusillade, il se jeta dans les rangs de l'armée. Le général de Wimpfen frappé de sa bravoure, lui donna de l'infanterie à commander, et sous les yeux de son chef, et à la face de l'armée il tua de sa propre main sept ennemis dans plusieurs rencontres. Fier d'avoir deviné les talents de ces hommes, le général de Wimpfen voulut plus tard « par un témoignage éclatant remplir ce qu'il

(1) Lettre du général de Wimpfen au général Kellermann.—*Moniteur*. 1792. N<sup>o</sup> 270.



» devait à la justice, à la patrie, et aux braves qui avaient  
» partagé les dangers et les succès du siège de Thionville en  
» les présentant à la face de toute la nation.» Il s'empressa  
donc de demander pour chacun d'eux un emploi de capitaine, et terminait ainsi sa lettre : « Citoyens législateurs,  
» voici trois hommes de fidélité, de courage et des talents  
» desquels je me rends garant. Je ne puis faire plus sans  
» quoi je le ferais <sup>(1)</sup>. »

Le combat du 21 septembre et l'acharnement de la lutte avaient démontré aux assiégeants qu'ils ne pourraient tenter de s'emparer de Thionville qu'autant qu'ils l'auraient fait investir par des troupes plus nombreuses. Le siège fut converti en blocus. On assure qu'on tenta d'employer vis-à-vis du général de Wimpfen plus d'un moyen de séduction. Du camp des Emigrés se détachèrent quelques-uns des parents ou des amis qu'il comptait dans leurs rangs, et qui firent en vain appel aux souvenirs de sa naissance, de son éducation, à ces sentiments de fidélité monarchique que son cœur de gentilhomme et de soldat devait renfermer. Des propositions d'une autre nature furent faites, un million, dit-on, lui fut proposé pour livrer Thionville. « Volontiers, répondit-il, pourvu qu'on consente  
» à passer l'acte de donation devant notaires <sup>(2)</sup>. » Cette réponse qui est dans le caractère railleur et spirituel du général de Wimpfen a tous les caractères de la vraisemblance.

Le bruit de la retraite des Prussiens, de leurs échecs, des maladies auxquels ils succombaient, s'était répandu dans le camp devant Thionville, et ajoutait au découragement des assiégeants ; trois combats suivis de la victoire les 9, 15 et 16 octobre, amenèrent la fin du siège. L'ennemi se retira après être resté devant la place pendant plus de cinquante jours.

<sup>(1)</sup> Lettre du 24 mars 1793.—*Moniteur*. 1793. N° 83.

<sup>(2)</sup> *Victoires et conquêtes*.—T. 1<sup>er</sup>. P. 62.



C'est ainsi que se termina ce siège qui rétablit la réputation de nos armes et qui brilla parmi les faits militaires du temps avec d'autant plus d'éclat que les journées désastreuses de Mons et de Tournay, et les redditions de Longwy et de Verdun avaient jeté plus de découragement. De Wimpfen y fit preuve non-seulement de courage, mais d'esprit et de résolution. Il inventa des ruses et étonna plus d'une fois par son ardeur, soit en détruisant les ouvrages de l'ennemi, brisant ses ponts, lui enlevant ses magasins, soit en faisant une guerre de partisans et affamant l'armée ennemie. Plein de gaieté et d'entrain, il faisait un jeu de la nécessité de se défendre. On vit les femmes se livrer aux travaux du siège, porter des secours aux points les plus exposés, et danser autour des bombes qui tombaient dans la ville. Les canoniers avaient fait une masse sur les retenues de leur paie pour donner des récompenses à ceux qui tiraient le plus juste ; les maladroits au contraire payaient une amende <sup>(1)</sup>. A ce siège se fit remarquer un jeune lieutenant d'un régiment de ligne, devenu un général dont le nom est resté glorieux comme guerrier et comme pacificateur, le général Hoche <sup>(2)</sup>.

Les habitants de Bayeux fiers de la renommée du général de Wimpfen lui avaient envoyé une adresse de félicitations pendant le siège. Ils en reçurent la réponse suivante :

« Thionville, ce 11<sup>e</sup> octobre de l'an 1<sup>er</sup> de la République.

» Citoyens,

» Les touchants témoignages que vous accordez à ma conduite en sont le prix le plus cher à mon cœur. Ma garnison avec laquelle je partage misères, dangers, honneurs, me charge de vous remercier de la mention que vous en faites dans votre lettre. Dans la nuit du 8 au 9, elle a acquis un titre de plus à l'estime de la nation en repoussant vigoureusement l'ennemi qui a encore eu l'insolence de se présenter jusqu'à nos palissades. Le

(1) Barante.—*Histoire de la Convention nationale*.—T. IV.

(2) *Cornelius nepos français*. P. 18.

9, après midi, j'ai été reconnaître un poste de Tyroliens qui gênait des vues extérieures, et dans une fusillade qui s'est établie entre mon escorte et ce poste, j'ai eu deux chevaux blessés, et j'ai reçu un coup de fusil au haut de la cuisse ; mais étant fortement vêtu à cause du mauvais temps, la balle a perdu de sa force et ma blessure est si peu conséquente (*sic*) que je n'ai cessé d'être sur pied.

» Agréez, je vous prie, mes chers concitoyens, l'assurance de tous les sentiments d'attachement et de respect que vous a voués

» Le général FÉLIX WIMPFEN (1). »

Peu de jours après la levée du siège, le général de Wimpfen quittait Thionville, emportant comme un monument de sa glorieuse défense l'arrêté suivant pris par le conseil de guerre dans sa dernière séance, le 25 octobre :

« Le Conseil de guerre, séance tenante, vote, à l'unanimité, une adresse de remerciements au général Félix Wimpfen de tout ce que la cité, la garnison et la République doivent à ses soins infatigables, à son intrépidité, à ses rares talents, à son sage et courageux civisme, qui a maintenu dans le sein de la ville, une paix heureuse et inaltérée au milieu des orages qui grondaient autour de nous, et qu'il semblait avoir l'art de conjurer.

» Arrête, le Conseil, que son vœu sera imprimé et affiché à la diligence du commissaire des guerres. »

La Municipalité ne voulut pas qu'il quittât ses murs sans lui laisser un témoignage d'une estime et d'une confiance portée à un si haut degré « qu'au-delà c'eût été un culte » (2). Elle lui remit le passeport suivant :

« Laissez passer le citoyen Félix Wimpfen, lieutenant-général des armées de la République, qui ayant eu le commandement de cette place l'a défendue avec gloire, et a contraint l'ennemi d'en lever honteusement le siège après cinquante-un jours.

» A Thionville, le 3 novembre 1792. »

(1) L'original de cette lettre fait partie de la collection d'autographes de M. Renard, de Caen, qu'il a eu l'obligeance de me communiquer.

(2) Lettre du général Wimpfen au ministre Pache.

Peu de jours après le général arrivait à Paris où il reçut de toutes parts les félicitations les plus empressées. On exalta, on grandit outre mesure l'importance de cette opération militaire. On avait alors besoin de surexciter l'émotion populaire, d'affaiblir les revers que l'on avait subis, et de faire croire à de grands succès.

En arrivant à Paris le général Wimpfen trouvait la royauté abolie, la république proclamée, la Gironde et la Montagne divisant la Convention, s'accusant réciproquement de trahisons, et la Commune de Paris, la terrible Commune, geolière de la famille Royale et devenue la dispensatrice de la popularité.

Wimpfen dut payer son tribut à cette redoutable puissance. A la tête d'une escorte du 103<sup>e</sup> régiment qui avait formé le noyau de la garnison de Thionville, il se présenta devant la Municipalité de Paris. Ses soldats portaient une pique surmontée du bonnet rouge et ayant pour légende : *Thionville*. — 6 septembre 1792. Ils en firent hommage à la commune au nom de la garnison tout entière, et le général Wimpfen prononça le discours suivant, dans lequel il évite habilement de se prononcer sur les événements :

« Citoyens ,

« Je me présente devant vous à la tête des braves camarades d'armes du 103<sup>e</sup> régiment avec lesquels j'ai défendu la place de Thionville. Les soldats de la patrie vous étaient déjà connus par les services signalés qu'ils ont rendus à la révolution, et ils viennent d'acquérir de nouveaux droits et de nouveaux titres à l'estime et à la reconnaissance de la République par le courage avec lequel ils ont exécuté les différentes entreprises contre les ennemis qui cernaient la place que j'ai été assez heureux de défendre. Je dois autant d'éloges à leur sagesse, à la discipline dont ils ont donné l'exemple, qu'à l'intrépidité qu'ils ont manifestée partout où nous avons combattu ensemble. »

Il termina en demandant pour ces braves l'honneur de

former le nouveau corps de la gendarmerie avec le droit d'élire parmi eux leurs officiers <sup>(1)</sup>.

La levée du siège de Thionville avait été criée dans les rues de Paris comme une grande victoire. La gravure la reproduisit <sup>(2)</sup>, et des chants la popularisèrent dans le peuple et dans l'armée. L'un d'eux avait été composé par un des officiers de la garnison et chanté avec entrain par les soldats au moment d'un combat <sup>(3)</sup>. Il ne manquait plus à ce fait d'armes que d'avoir les honneurs du théâtre. Il les obtint. Un drame lyrique en deux actes, *LE SIÈGE DE THIONVILLE* <sup>(4)</sup>, fut joué à l'Opéra, et eut un succès d'enthousiasme.

La littérature d'un peuple est toujours étroitement liée à sa vie politique. C'est parce que la poésie et le théâtre expriment à toutes les époques les sentiments du pays et les pensées qui l'agitent qu'on ne considérera pas comme un hors - d'œuvre l'analyse de ce drame qui ne contient aucune intrigue d'amour. C'est le spectacle même du siège. L'intérêt repose sur cette fiction : Le général de Wimpfen, caractère tracé à la romaine, est père d'un fils aussi brave que lui. Au plus fort de l'attaque ce fils est en-

<sup>(1)</sup> *Moniteur*.—1792. N° 325.

<sup>(2)</sup> M. Georges Villers possède une de ces gravures sur acier par Martinet. Le général est à cheval, donnant des ordres ; mais il est placé de côté, sans doute parce que l'artiste ne put reproduire ses traits.

<sup>(3)</sup> On lit dans la lettre adressée au général par le poète-soldat un passage qui exprime l'enthousiasme qu'il avait inspiré à ses soldats : « C'est aux anges de louer le Dieu des armées ; c'est à un soldat de chanter les vertus de son général. Je chante les vôtres, brave Wimpfen, parce que c'est un stimulant qui porte à imiter les héros, et votre courageuse garnison, et toutes les armées de la République applaudiront à mes chants. »

<sup>(4)</sup> *Le Siège de Thionville, drame lyrique en deux actes, paroles de Saulnier et Dutheil, musique de Jadin. Imprimé chez Maradan, libraire à Paris*.—Cette pièce est rare à trouver. Nous en devons la connaissance à M. Renard dont nous avons déjà parlé.

touré par l'ennemi. Cent bayonnettes menacent sa poitrine. Les Français sûrs de compromettre sa vie en continuant d'avancer, hésitent un instant, mais le jeune Wimpfen pour les laisser libres de poursuivre leur victoire arrache une des bayonnettes dirigées sur lui, et se frappe à mort en s'écriant :

Soyez libres, Français, et vengez mon trépas.

A la vue de ce fils expirant le Maire de Thionville adresse au général ces seules paroles :

Père trop malheureux !

Le Général lui répond :

Dites trop fortuné ! J'aurais donné ma vie  
Pour conserver les jours de ce fils trop chéri.  
Modèle des Français, il meurt pour sa patrie,  
Elle avait ses serments, son devoir est rempli.  
A de nouveaux dangers le notre nous appelle;  
Que son sublime exemple enflamme notre zèle !

et il marche à l'ennemi.

Les chants de cette époque, les hymnes guerriers, la *Marseillaise*, que la France retrouve toujours aux jours de ses révolutions, sont mis en action. Les citoyens s'emparent des faisceaux d'armes en criant :

Aux armes, citoyens, formez vos bataillons !

les troupes défilent devant la statue de la Liberté et se précipitent au combat en chantant :

Marchons, marchons,  
Qu'un sang impur inonde nos sillons !

Wimpfen reçoit le général d'Autichamp au pied de l'arbre de la Liberté, aux branches duquel sont suspendues les clefs



de la ville , et répond à la sommation qui lui est faite de les rendre :

Retournez vers vos chefs dont l'orgueil nous offense.  
Pour nous rendre à Waldeck l'honneur nous est trop cher.  
Quant aux clefs qu'il demande avec tant d'insolence  
C'est là que sa valeur doit venir les chercher.  
.....  
Du plus affreux trépas je verrais les apprêts  
Que mon âme serait tranquille ,  
Au-dessus des terreurs indignes d'un Français  
Te bravant dans les fers comme devant Thionville.

A ces mots les femmes et les citoyens se groupent avec enthousiasme autour de l'autel de la patrie, et y écrivent avec des fleurs le mot ÉGALITÉ. Wimpfen s'approche à son tour de l'autel et y dépose la croix de Saint-Louis qu'il détache de son uniforme en disant :

Je vous dois un exemple, il faut que je m'acquitte.  
Je dépose à vos yeux cette marque d'honneur  
Qu'un despote accordait quelquefois au mérite ,  
Mais que le plus souvent obtenait la faveur.

Tous ces épisodes se passent au bruit de la fusillade, au son des fanfares , le canon tonne presque sur le théâtre, le sang y coule , la mêlée s'y engage. Ils transportent sur la scène les émotions du combat, de la tribune, de la rue, toutes les passions palpitantes de la Révolution.

On y chante, on y déclame, on y met dans la bouche des acteurs toutes les maximes du jour :

Tout mon sang est à la patrie ,  
Je saurai le verser pour défendre ses droits.  
Sa voix parle à mon cœur avec plus d'énergie  
Que ne le feront jamais les menaces des Rois.  
Je combattrai ces tyrans sanguinaires ,  
Je combattrai leurs soldats inhumains ,

Si leur sang odieux arrose nos frontières,  
Je verrai sans regret terminer mes destins.

. . . . .  
Sur cet autel sacré faisons tous le serment  
De mourir dans nos murs ou d'y vivre sans tache,  
Amis, jurons surtout de massacrer le lâche  
Qui viendrait nous parler en faveur du tyran.

. . . . .  
Ce sont les vertus, le courage  
Qui doivent distinguer les vrais républicains,  
Que ce qui reste encore de l'ancien esclavage  
Disparaisse à nos yeux comme les souverains !

On trouve dans le dialogue des injures contre tout ce que la Révolution n'avait pas épargné, des comparaisons entre le titre de gentilhomme et celui de citoyen, et surtout des outrages contre ce Roi, déchu, prisonnier, mais non encore sacrifié :

Mon maître.... Il ne l'est plus et son règne est fini.  
Son sceptre, sa couronne,  
Sa puissance, son trône  
Tout est détruit, un changement nouveau  
A délivré l'Etat de ce pesant fardeau.

C'est ainsi, que dans les jours de la Révolution, l'amour de la patrie semblait revêtir un caractère surhumain, et que la poésie, dans des strophes viriles, et sur la scène, excitait l'âme du peuple à la haine de l'ancien régime et à l'ivresse des combats.

---

## II.

Attaques contre le général Wimpfen.—Reproches des Royalistes.—Reproches des Républicains.—Lettre justificative au ministre de la guerre.—Démonciation à la Convention.—Ovation au club de Bayeux.—Démonciation du général à ce club par le club de Thionville.—Lettre des régiments de la garnison.—Lettres de Merlin, de Thionville.—Offre et refus du commandement de Mayence.—Offre et refus du ministère de la guerre.

Après le succès, les attaques. C'est malheureusement la marche ordinaire des choses.

Déjà pendant le siège les malveillants et les envieux avaient cherché à déprécier les efforts du général de Wimpfen. Il s'en était plaint au ministre de la guerre, Servan, qui lui répondait le 30 septembre :

« Il m'est bien doux, mon cher Général, d'avoir à vous remercier de la manière dont vous défendez la ville où vous avez eu la courageuse constance de vous enfermer depuis si longtemps. Vous avez laissé parler les ignorants et les malintentionnés, et toujours borné à vos devoirs, fort de votre conscience, vous ne vous êtes occupé que de rendre service à la chose publique. Rien ne fait mieux votre éloge. »

Le siège fini, sa conduite fut l'objet de récriminations graves et contradictoires. Les Royalistes, dont la défense de Thionville avait déconcerté les projets, lui reprochèrent d'avoir accepté une de ces situations ambiguës où le cœur est d'un côté et l'honneur de l'autre, d'avoir commis cette apostasie qui faisait d'un gentilhomme français, honoré des faveurs du Roi, à qui il devait ses grades et son rang, le dé-

fenseur de la République naissante. Ils s'étonnaient de sa résistance à la voix des Princes qu'il devait regarder comme ses chefs naturels et légitimes, qui lui avaient rappelé ses serments, et qu'il avait combattus en personne <sup>(1)</sup> au combat du 21 septembre ; ils l'accusaient encore d'une flexibilité coupable dans ses opinions, et de se complaire à sourire tout à-la-fois et à la Monarchie et à la République.

Ces reproches lui étaient d'ailleurs communs avec plus d'une de nos anciennes célébrités aristocratiques et guerrières qui n'avaient pas passé le Rhin, Custine, Valence, Luckner, Dillon, Dumouriez, Beauharnais, Lauzun, Rochambeau, Beurnonville, Dampierre, Montesquieu, de Flers, et bien d'autres encore qui sans avoir participé aux saturnales révolutionnaires servirent loyalement la République jusqu'à ce qu'elle les eût envoyés à la mort ou forcés de prendre le chemin de l'exil.

De leur côté les Républicains ne ménagèrent au général de Wimpfen ni les soupçons, ni les calomnies, cortège obligé de toute supériorité.

Il fut d'abord dénoncé au pouvoir exécutif et à l'opinion publique comme ayant désespéré du salut de la place confiée à sa défense, et l'ayant compromis en se conduisant plutôt en soldat qu'en général, sortant, malgré les ordonnances, de la place assiégée, et s'exposant à être pris ou à être tué. Le Général s'empressa d'envoyer sa justification, et découragé il offrit sa démission.

« Parce que j'ai eu de précieux succès, écrivait-il, <sup>(2)</sup> l'on m'a cru heureux, et des spéculateurs se sont aussitôt attachés à m'enlever ce bonheur, comme si en m'en dépouillant ils pouvaient s'en revêtir, et à force de se convulsionner, ils sont parvenus à m'envelopper des putrides nuages de leurs calomnies..... On verra mes calomniateurs d'une main me couronner

<sup>(1)</sup> *Moniteur*.—23 septembre 1792.— <sup>(2)</sup> Lettre du général de Wimpfen au ministre de la guerre Pache.—5 février 1793.

de lauriers, et de l'autre vouloir me percer le cœur..... Espèrent-ils imiter les meurtriers de César qui ne tombèrent à ses genoux que pour mieux l'assassiner? Je les vaincrai avec leurs propres armes.....

» Voyez où j'en serais si j'avais éprouvé seulement le plus chétif revers dans quelques-unes de mes hasardeuses sorties qui s'étendaient parfois jusqu'à quatre lieues de la place. Quel thème pour une cabale dans ces temps où l'on prétend tout baser sur l'opinion, où l'autorité n'a que les forces que lui prête la confiance, et où l'on ne croit pas six mois de suite à la vertu d'un homme public, tant l'art de la calomnie s'est perfectionné!....

» Douloreusement éclairé par une tardive expérience, je me sonde, j'examine de quoi je suis encore capable, et je trouve qu'excepté dans les départements de cette côte que j'habite depuis quinze ans et qui vous ont manifesté le désir de m'y voir employer, je ne puis plus rien. Je ne conviens plus aux places, et les places ne me conviennent plus.... »

Il échappa à cette première dénonciation ; mais ses ennemis ne se tinrent pas pour battus. Des Juifs de Thionville se présentèrent le 16 février 1793 à la barre de la Convention, et y portèrent contre le général de Wimpfen l'accusation beaucoup plus périlleuse d'avoir eu des intelligences avec les Emigrés et d'avoir trahi la République. L'un d'eux, Gaudechaux, un Juif, un de ces avides étrangers que la Révolution avait jetés en France, et qu'on est fondé à considérer comme un double espion, déclara avoir été l'intermédiaire des négociations entre le Général et les Princes émigrés et annonça avoir été chargé par le commandant de Thionville « d'aller dire » confidentiellement au général ennemi qu'il était venu trop » tard pour qu'on pût lui livrer la place.»

Certes pour quiconque a réfléchi sur les actes antérieurs de la vie du général de Wimpfen il ne peut être douteux que la famille Royale, que la Monarchie avaient ses sympathies, et qu'en acceptant la Révolution, il n'avait point rompu avec tout le passé de sa vie, — qu'il dut ressentir après la captivité du Roi, et la sanglante tragédie de septembre, une profonde répulsion pour ce pouvoir que la fatalité le forçait de défendre; — qu'il n'ait redouté, regretté peut-être, que ses



propres succès assurassent le triomphe de cette Assemblée et de cette Commune qui marchaient d'accord hardiment au régicide;—mais ce qui est non moins incontestable c'est qu'il ne sacrifia rien de ses devoirs militaires, et que dans ce combat entre ses sympathies et son honneur il fut fidèle à sa parole, et put dire comme il l'avait promis : J'AI SAUVÉ LA PLACE CONFIÉE A MA DÉFENSE <sup>(1)</sup>.

La Convention divisée déjà par la lutte entre la Gironde et la Montagne, mais sur qui ne pesait pas encore ce terrible Comité de salut public qui ne fut institué que quelques jours plus tard, repoussa les dénonciations dont le général de Wimpfen était l'objet <sup>(2)</sup>. Les députés Philippe Delleville (du Calvados), et Le Sage (d'Eure-et-Loir), prirent la parole pour le défendre. Ce dernier fit surtout ressortir le témoignage d'estime que l'Assemblée avait donné au Général et à la brave garnison de Thionville par son précédent décret, et chose étonnante dans ces temps de soupçons et de défiances ! aucune parole ne s'éleva pour appuyer les dénonciateurs : les honneurs de la séance leur furent refusés, la Convention passa à l'ordre du jour et de Wimpfen fut *encore innocent malgré sa renommée*.

Le général revint à Bayeux au milieu des siens. Ses ennemis de Thionville ne l'y laissèrent pas reposer tranquille.

La Société des *Amis de la Constitution* était devenue, comme nous l'avons déjà dit, un *Club* sous le nom de *Société populaire*. Elle exerçait comme toutes les sociétés de ce genre une immense influence dans le pays, s'emparant de tous les pouvoirs, s'élevant au-dessus des autorités, commandant à tous par la crainte, et redoutée par sa terrible affiliation avec le Club des Jacobins de Paris. Le général de

<sup>(1)</sup> Voir page 229.

<sup>(2)</sup> Séance du 16 février 1793.—*Moniteur*. 1793. N° 50.

Wimpfen eût été compromis, son patriotisme soupçonné, son repos en danger, s'il ne se fût pas fait affilier à ce Club. Ce fut à son arrivée l'une de ses premières démarches ; sa réception, au sein de la Société, fut le signal d'une ovation patriotique. Une couronne de lauriers fut solennellement présentée au sauveur de Thionville, et resta suspendue aux murs de la salle des séances comme témoignage de la valeur du Général, et de la reconnaissance de la ville qui l'avait adopté. Ce fut aussi au sein de cette Assemblée soupçonneuse que les dénonciateurs vinrent le chercher.

Une dénonciation des mêmes faits y fut adressée par le club de Thionville ; elle ne servit qu'à mieux faire valoir les services du Général et l'attachement que lui portaient ses soldats. A la nouvelle de cette accusation, le 2<sup>e</sup> bataillon des volontaires du département de Seine-et-Marne, le 1<sup>er</sup> bataillon des Ardennes, le 2<sup>e</sup> escadron du 13<sup>e</sup> régiment de dragons, le 103<sup>e</sup> régiment de ligne, tous ses compagnons d'honneur et de périls, s'empressèrent d'adresser au Club de Bayeux le témoignage des services éclatants qu'il avait rendus.

Nous citerons l'adresse du 13<sup>e</sup> régiment de dragons, résumé de l'opinion de l'armée :

*» Adresse des officiers, sous-officiers et dragons du 2<sup>e</sup> escadron du  
13<sup>e</sup> régiment.*

» ..... Le général Félix Wimpfen avec une garnison faible et peu expérimentée a défendu Thionville contre une armée formidable. Il ne s'est pas contenté de se défendre avec avantage, il a fait des sorties multipliées, a attaqué l'ennemi avec succès, et lui a enlevé ses magasins de fourrages, d'avoine, de froment, de farines, d'eau-de-vie. Toujours à notre tête il avait moins à cœur sa sûreté personnelle que celle de ses soldats, il était généralement aimé et chéri de toute la garnison qui avait en lui une aveugle confiance. Certes, si le général Félix Wimpfen eût voulu livrer aux ennemis Thionville, cette place eût été au pouvoir des Autrichiens.

» Nous reconnaissons dans le général Félix Wimpfen un citoyen bon, vertueux, ami des lois, un général brave, expérimenté, et rempli de zèle

pour la cause commune. Les ennemis de la République connaissent ses talents ; ils le craignent, n'ayant pu l'entraîner dans leur parti. Ils sou-  
doient de faux patriotes pour calomnier sa conduite. Par ce moyen ils es-  
pèrent le laisser éloigné du commandement et rendre nuls ses talents bien  
reconnus. Telle est notre opinion sur la conduite du brave et zélé patriote  
Wimpfen. Nous désirons que ses détracteurs soient confondus. Si la Répu-  
blique a le bonheur de le voir un jour à la tête de ses armées, nous ambi-  
tionnons la gloire de combattre avec lui, bien sûrs, sous ses ordres, de  
vaincre et de renverser les despotes et les tyrans coalisés contre la nation  
française.

*« Suivent les signatures. »*

Mais ce qui n'est pas moins remarquable que ces adresses,  
ce sont les lettres de Merlin, de Thionville, écrites au Club  
de Bayeux. Ce conventionnel fougueux était alors président  
du district de Thionville, et placé de manière à juger sans  
partialité la conduite du général de Wimpfen. Il écrivait le 23  
février 1793 :

« ..... Citoyens, je vous ai promis de compléter la satisfaction que vous  
demandez en faveur du général Wimpfen en vous faisant passer les preu-  
ves de son patriotisme et de son expérience..... Je vous prie de n'ajouter  
foi à aucune dénonciation. Le même Juif vient encore de renouveler son  
projet, mais il a été mal accueilli. Il inculpe tous nos canonniers... Ce Juif  
dit qu'ils étaient tous pour les ennemis. Ils ont cette inculpation au cœur  
ainsi que les officiers..... »

Deux jours après Merlin écrivait encore au Président du  
Club de Bayeux :

« ..... Le club de Thionville vient encore de faire une nouvelle dénon-  
ciation à peu près calquée sur les autres. Je ne fais jamais d'autre réponse  
sinon que l'événement a prouvé le contraire et que les dénonciations ne  
peuvent pas être accueillies par la raison qu'un général ne peut pas être  
tenu de communiquer au public ni aux corps administratifs les idées et les  
ruses de guerre qu'il emploie contre les ennemis. Je vois tous les jours des  
généraux qui me parlent du brave général Wimpfen, et plus j'avance plus  
je remarque que c'est la jalousie de métier ; les talents dont il est doué ne  
peuvent s'enfouir. Je fais des vœux tous les jours pour sa santé qu'il a alté-  
rée à Thionville par les peines qu'il s'est données. Je ne finirai point à vous

instruire tant que j'aurai des choses à vous dire et de votre côté faites de même.

» Je suis, très-cher frère et ami, votre dévoué.

» Le président du district ,

MERLIN <sup>(1)</sup>. »

Après de pareils témoignages, des députations furent envoyées avec solennité au général de Wimpfen pour lui offrir les sympathies du club et proclamer son innocence.

Le général de Wimpfen sortit donc avec honneur de cette rude épreuve qui attend souvent les vainqueurs après la victoire <sup>(2)</sup>. Après ce triomphe il fut appelé au commandement de la place importante de Mayence tombée au pouvoir de l'armée commandée par Custine, qui, lui, ne fut pas assez heureux pour échapper plus tard à la calomnie, et porta sur l'échafaud une tête couverte de lauriers. Le commandement de cette place de Mayence contre laquelle on prévoyait que l'ennemi dirigerait tous ses efforts était un poste éclatant. Soit que sa santé fût affaiblie, soit qu'en ce moment les prévisions de l'avenir lui commandassent la retraite, le général le refusa <sup>(3)</sup>.

(1) Ces lettres sont extraites du 2<sup>e</sup> registre de la Société populaire de Bayeux, an II<sup>e</sup> de la République non fédéralisée, mais une et à jamais indivisible.

(2) Son frère de Wimpfen-Bornebourg qui commandait à Neuf-Brisack avait été également accusé d'avoir écouté des propositions qui lui avaient été faites pour livrer cette place aux Emigrés. Sa lettre au général Luckner pour expliquer sa conduite contient le passage suivant : « Cet homme (le » denoncateur) sait que j'ai douze enfants et que tout mon patrimoine consiste dans les bienfaits de la Nation ; mais il ignore qu'ayant élevé mes » enfants dans mes principes ils préféreraient la misère la plus profonde au » déshonneur de leur père..... Je suis inconsolable de voir la chose publique en danger par de purs préjugés. Coopérez à déterminer l'Assemblée » à accorder des églises aux prêtres non-conformistes, et vous aurez rendu » à la Nation de plus grands services que par le gain d'une bataille. » Cette lettre fut lue publiquement à la tribune, et eut les honneurs d'une mention honorable au procès-verbal. — *Moniteur* du 22 novembre 1792.

(3) *Moniteur*.—1793. N<sup>o</sup> 80.

Quelques jours plus tard , il lui fut proposé d'accepter le ministère de la guerre qu'il refusa également <sup>(1)</sup>. Plus vivement sollicité, il répondit qu'il n'accepterait ce poste qu'autant qu'on séparerait les *finances* du *personnel* <sup>(2)</sup>. Ce partage n'ayant point été concédé à son désintéressement, et à sa délicatesse, il vint se retirer à sa terre de Saint-Germain, y vécut quelque temps dans la retraite, se mêlant peu des affaires publiques, et n'assistant aux séances du club de Bayeux qu'autant qu'il était nécessaire pour y ménager sa popularité à laquelle il attacha toujours peut-être trop de prix.

---

(1) *Biographie universelle*. — V. Wimpfen.

(2) *Cornelius nepos français*. — P. 20.







BON CLAUDE CAHIER DE GERVILLE.

## CHAPITRE XIV.

---

### CAHIER DE GERVILLE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XVI.

1791.— 1792.

Naissance de Cahier de Gerville. — Cahier de Gerville avocat au Parlement de Paris. — Son écrit sur les mariages Protestants. — Procureur-syndic-adjoint à la municipalité de Paris. — Commissaire à Nancy. — Il réclame la remise des actes de l'Etat civil aux Municipalités. — Ministre de l'intérieur. — Ses lettres. — Sa présentation à Louis XVI. — Conseil des ministres. — Mémoire à l'Assemblée législative. — Dissidences parmi les ministres. — Attaques contre Cahier de Gerville. — Il donne sa démission. — Ses démarches près de Dumouriez. — Il est remplacé par Roland. — Son retour à Bayeux. — Mandat d'arrêt lancé contre lui. — Sa fuite. — Mainlevée du mandat d'arrêt. — Cahier de Gerville au club. — Les canons de M. le Dauphin. — Mort de Cahier de Gerville.

Vers le même temps un ministre de Louis XVI s'était retiré à Bayeux, son pays natal, après avoir quitté le ministère,

pour y vivre dans la retraite au sein de sa famille.

C'est ici le moment de parler de M. Cahier de Gerville, dont le nom marque dans l'histoire du pays, qui honora la ville de Bayeux qui l'avait vu naître et qui le vit mourir. On est étonné que sa mémoire y ait laissé si peu de traces qu'il ait fallu, à peine après soixante ans, des efforts et des recherches pour l'arracher à l'oubli, tant dans notre époque agitée et où se pressent les événements *les morts vont vite* !

L'ayeul de Bon-Claude Cahier, ministre de l'intérieur, Pierre Cahier, était *maître* menuisier en la paroisse Saint-Exupère de Bayeux. La maîtrise dans les corps d'arts et métiers plaçait les familles ouvrières dans une condition intermédiaire entre le prolétariat et la bourgeoisie qui supposait une aisance permettant de donner aux enfants une éducation par laquelle ils s'élevaient souvent à une position sociale supérieure à celle de leur père. C'est ce qui arriva à *Gabriel* Cahier, fils de Pierre. Doué d'intelligence et d'instruction, il se livra aux affaires, se rendit digne de la confiance des maisons les plus considérables de la contrée, fut le régisseur des domaines de plusieurs d'entr'elles, et entr'autres du marquisat de Balleroy. Parmi les personnes dont il surveillait les intérêts se trouvaient trois frères, MM. Hélye de Bonpart, l'un capitaine de cavalerie au régiment de Berry, l'autre seigneur de Subles et de Barbeville <sup>(1)</sup>, et le troisième prêtre.

(1) Les Hélye de Bonpart étaient depuis longtemps seigneurs de Subles et de Barbeville. L'épithaphe de l'un d'eux, François Hélye, décédé le 1<sup>er</sup> octobre 1588, se lit encore dans cette dernière église, au-dessus d'une porte d'entrée. Elle est accompagnée de ces quatre vers :

Je vis d'esprit et mon corps se repose  
Sous ce tombeau où ma chair est encluse.  
Mais je vivrai et d'esprit et de corps  
Quand Dieu viendra ressusciter les morts.

Ils habitaient ensemble et vivaient dans la plus parfaite union, en possession d'une belle fortune. Des relations trop intimes s'étaient formées pendant un congé du militaire entre lui et une demoiselle de \*\*\* d'une naissance au moins égale à la sienne. Soit par caprice, soit par quelque motif grave et sérieux le mariage quoique rendu nécessaire ne fut point célébré, et une fille naquit de cette liaison. Pendant une nuit, quelques heures après qu'elle fut née, elle fut déposée à la porte de MM. de Bonpart, dont l'habitation était dans la paroisse St-Patrice <sup>(1)</sup>, recueillie par ceux-ci qui connaissaient le secret de sa naissance, et élevée par eux avec les soins les plus tendres. Ils voulurent qu'elle portât leur nom, et la traitèrent publiquement comme leur fille et leur nièce. Arrivée à l'âge du mariage, MM. de Bonpart eurent à lui choisir un mari. Ils jetèrent les yeux sur le jeune Cahier dont les qualités et les heureuses dispositions semblaient justifier leur choix. Celui-ci accepta la main de *Madeleine Hélye*, et afin d'éviter toute réclamation de la part de sa famille, ce fut au profit de l'époux que fut constituée une dot très-considérable pour ce temps puisque les renseignements fournis l'élévent à presque dix mille francs de rente <sup>(2)</sup>.

De ce mariage de Gabriel Cahier et de Madeleine Hélye naquirent deux enfants, l'un Jean-Gabriel, l'autre Bon-CLAUDE. L'un et l'autre, par une puérile vanité autorisée par l'usage, prirent des surnoms de terre; le premier se fit appeler Cahier de *Sainte-Honorine*, le second Cahier de *Ger-ville*.

<sup>(1)</sup> L'hôtel de la Lombarderie.

<sup>(2)</sup> M. Cahier père devint l'un des habitants les plus honorés de son quartier. On le trouve comme député des notables habitants à toutes les diverses délibérations des corps et communautés, et le 25 mars 1765 il avait été élu Receveur de la ville par l'Assemblée des officiers municipaux et des députés des paroisses.



Cahier de Sainte-Honorine est mort jeune, à l'âge de 25 à 30 ans, sans être marié.

Cahier de Gerville était né le 30 novembre 1751 <sup>(1)</sup>, sur la paroisse Saint-Exupère. La fortune de ses parents, les honoraires que Gabriel Cahier retirait de ses régies, lui permirent de recevoir une brillante et solide éducation. Il fit ses études de droit à Paris, et se fit recevoir avocat au Parlement. Il ne paraît pas que comme avocat plaidant il y ait conquis une réputation, mais comme avocat écrivant sa courte carrière n'y fut pas sans succès. Dès avant 1786 et jeune encore, il avait publié un mémoire sur l'état civil des protestants <sup>(2)</sup>, qui précéda de peu de temps le célèbre Édit par lequel Louis XVI leur rendit la plénitude de leurs droits en imprimant à leurs mariages un caractère légal, bienfait immense alors, et dont l'opinion publique ne lui a pas assez tenu compte.

La lutte du Parlement de Paris contre les prétentions fiscales des ministres, l'exil du duc d'Orléans et la captivité des conseillers Fréteau et Sabathier, l'arrestation de d'Espréménil et de Mont-Sabert, au milieu des magistrats revêtus de leurs insignes, et affectant une dignité calme contrastant avec les violences du pouvoir, ces orages avaient, dès 1787 et 1788, rendu les avocats solidaires des conflits soulevés entre les Parlements et la Cour. La jeune génération du barreau, cédant aux mœurs judiciaires de l'époque, se ligua contre l'arbitraire ministériel se substituant à la loi. Beaucoup d'a-

<sup>(1)</sup> Du 30 novembre 1751 a été baptisé.... Bon-Claude né de ce jour du légitime mariage de Gabriel Cahier, bourgeois, et de demoiselle Madeleine Hélye son épouse, de cette paroisse : Le parrain, Claude-Joachim Hélye, cscuyer, de la paroisse Saint-Patrice, la marraine, Bonne-Françoise Le Vaillant, de la paroisse Saint-Loup.—Actes de l'Etat civil de la paroisse Saint-Exupère. 1751.

<sup>(2)</sup> *Ephémérides normandes.*

vocats commencèrent alors à essayer le rôle de tribuns qu'ils furent appelés à jouer plus tard, surtout à Paris. « Ils marchèrent partout, dit M. Bailly, et par le nombre et par les opinions dans les sections de la capitale, dans les bailliages » et dans les assemblées électorales.»

On sait l'influence qui fut réservée dès les premiers jours de la Révolution au Corps électoral de Paris. Ardent dans ses opinions, ce fut comme Electeur de la Commune que l'avocat Cahier de Gerville débuta dans la vie politique. Con vaincu d'ailleurs que l'état social de la France n'était point en rapport avec les progrès des esprits et la marche des choses, il se montra ce qu'on appelait alors un patriote de 1789. Le développement public de ces sentiments lui mérita de devenir Procureur-syndic-adjoint de la municipalité <sup>(1)</sup>.

S'il avait embrassé avec chaleur la cause populaire, il faut reconnaître qu'il s'était attaché à ce qu'on appelait déjà le parti constitutionnel qui rêvait la liberté sans crimes et sans excès. Ennemi de la licence, il crut de son devoir de poursuivre un libelle diffamatoire publié contre Lafayette. Il dénonça cet écrit avec vivacité à la Municipalité qui ordonna en 1790 des poursuites contre l'auteur.

Cette circonstance le fit connaître alors de ce général qui chercha l'occasion de récompenser celui qui l'avait vengé de ses calomniateurs. Une occasion se présenta bientôt. La guerre civile avait éclaté à Nancy, provoquée par l'insurrection de deux régiments. Le courage et la fermeté du marquis de Bouillé avaient rétabli l'ordre. Cet exemple d'une insurrection réprimée par la force, et le concours que l'autorité avait reçu de la Garde nationale tendaient à redonner de l'énergie au Pouvoir. Un décret du 4 septembre 1790 en offrant au général de Bouillé les remerciements de la nation,

(1) Novembre 1789.

ordonna cependant, par une sorte de défiance, que des commissaires se rendraient à Nancy, sans délai, pour y prendre les mesures nécessaires à la conservation de la tranquillité, et à l'information exacte des faits qui devaient amener la punition des coupables. Ces deux commissaires furent MM. Duveyrier <sup>(1)</sup>, et Cahier de Gerville, avocats.

Une lettre du général Lafayette à son parent, le marquis de Bouillé, annonce en ces termes leur départ :

« On a cherché à égarer le peuple sur l'événement de Nancy ; mais vous avez été si scrupuleux observateur de toutes les règles, que la malignité n'a trouvé à mordre nulle part.

» .... Vous recevrez des Commissaires porteurs d'une proclamation dont une partie est devenue fort utile. C'est M. Duveyrier, avocat, secrétaire des Electeurs de l'année passée, et M. Cahier de Gerville, procureur-syndic-substitut de la commune de Paris. Ce sont deux hommes fort honnêtes, et dont, j'espère, vous serez content <sup>(2)</sup>. »

Il n'en fut cependant point ainsi. — Egarés par un faux zèle pour la liberté, et par leur engouement pour la Constitution, ils se montrèrent injustes envers les officiers qui avaient fait preuve d'énergie et de dévouement, partiiaux en faveur des révolutionnaires que la Municipalité avait fait arrêter, et qu'ils firent sortir de prison, indulgents envers les coupables et imprévoyants en faisant rétablir les clubs que la Municipalité avait fermés. C'est en ces termes que s'en explique le marquis de Bouillé : « Ces deux Commissaires, dit-il, firent beaucoup de mal par leur extrême » indulgence et par leurs démarches pour rétablir le *patriotisme* presque éteint dans cette cité. Après cet événement » Nancy était devenue royaliste et les commissaires eurent » beaucoup de mal à la ramener à des sentiments patrioti- » ques. »

(1) Avocat au Parlement de Paris, devenu tribun, ayant concouru utilement au Code civil, et décédé Premier président de la cour de Montpellier.

(2) *Mémoires du marquis de Bouillé*. Chap. 9.

Cahier de Gerville se fit remarquer dans une autre circonstance ; ce fut lui qui fut l'organe de la Municipalité de Paris lorsque celle-ci voulant enlever à la religion catholique son caractère dominant, demanda que les registres de l'Etat civil fussent indépendants de l'autorité spirituelle, et qu'ils cessassent d'être confiés aux curés. Cette proposition qui établissait une ligne de démarcation profonde entre l'Etat civil des citoyens et leur croyance religieuse, devint plus tard la base de la loi du 20 septembre 1792.

La préférence donnée par Cahier de Gerville aux auteurs de l'insurrection de Nancy sur ceux qui l'avaient comprimée, ce gage offert par lui aux hommes plus ardents que prudents défenseurs de la Constitution, le plaçaient parmi ceux qui voulaient le maintien de cette Constitution consacrée par la sanction du Roi, et dont on attendait la prospérité de l'Empire, disposés à limiter l'exercice de l'autorité royale, et à la contrôler avec sévérité, se croyant assez forts pour arrêter le peuple là où la liberté finit et où l'anarchie commence. Cette opinion avait alors la majorité dans l'Assemblée législative, dont s'étaient exclus eux-mêmes les membres de l'Assemblée constituante par une abnégation ou plutôt par une imprudence inouïe dans les fastes parlementaires.

Ce parti distingué par des talents, que des défiances exagérées rendirent hostile à la Cour et même à la Royauté, dirigea aux débuts de l'Assemblée la plupart des choix des ministres qui se succédèrent rapidement ; ce fut par lui que Cahier de Gerville fut porté au ministère le 27 novembre 1791 en qualité de ministre de l'intérieur.

Le Roi autour duquel se rétrécissait chaque jour le cercle de ses serviteurs, vit avec défiance arriver au département de l'intérieur, si important au milieu des agitations populaires, un ministre qui n'était pas l'homme de son choix, et qui, se-



lon M. Thiers <sup>(1)</sup>, « patriote prononcé plus rude qu'entraînant, » était placé près de lui moins pour répondre à sa confiance que pour satisfaire l'opinion publique.

La lettre qu'il écrivit à l'Assemblée pour lui faire connaître son acceptation est d'un ton dogmatique et puritain dont la roideur était peu faite d'ailleurs pour rassurer le monarque :

« Le Roi m'a appelé au ministère de l'intérieur et je me suis cru obligé de répondre à sa confiance. Depuis le 13 juillet 1789 j'appartenais à la Commune de Paris. Je me consacre au service de la nation entière. Je ne parlerai à l'Assemblée ni de mes principes ni de mes intentions. J'ai fait mes preuves. Je connais la mesure de mon courage, je vais chercher celle de ma capacité. Je promets de ne conserver ma place qu'autant que j'en pourrai remplir les devoirs. Je demande à l'Assemblée sa bienveillance, et je la prie de compter sur mon zèle, ma loyauté et mon inviolable dévouement à la Constitution. »

On trouve moins de sécheresse dans sa première communication aux départements. Elle semble écrite pour les rassurer sur les intentions du Roi que la malveillance s'attachait à attaquer :

« Vous n'entendrez point, j'espère, élever des doutes sur mes principes politiques. Le Roi les connaît parfaitement, et j'ose croire qu'en m'appelant à ses conseils il m'a donné une nouvelle preuve du désir qu'il a tant de fois manifesté d'affermir le règne de la loi, de son attachement à la Constitution, et de son inviolable résolution de la maintenir à l'intérieur comme de la faire respecter au dehors <sup>(2)</sup> »

Lorsqu'il fut présenté au Roi pour la première fois, « vous » prenez là, Monsieur, lui dit Louis XVI, une tâche bien difficile. — « Sire, répondit Cahier de Gerville, il n'est rien » d'impossible à un ministre populaire auprès d'un Roi patriote. » Louis XVI avait raison : la tâche était au-dessus

<sup>(1)</sup> *Histoire de la Révolution.* — T. II.

<sup>(2)</sup> *Moniteur.*—1791. N° 388.



des forces humaines, et Cahier de Gerville ne tarda pas à être désabusé de sa naïve confiance dans l'avenir <sup>(1)</sup>. Il éprouva bientôt que les ministres populaires ne demeurent tels qu'à la condition de servir et de flatter les passions qui dominent.

Cahier de Gerville admis à travailler avec Louis XVI ne tarda point à rendre justice à ce Prince envers lequel il se montra toujours loyal et respectueux <sup>(2)</sup>. Il reconnut bientôt que Louis XVI n'était point ce monarque rebelle à la Constitution, brusque, violent, aigri qu'une foule d'écrits soudoyés par ses ennemis ne cessaient de présenter comme incapable du trône. A l'un des premiers conseils auxquels le ministre assista, il fit un rapport sur une question grave qui fut ajournée. Pendant le premier rapport le Roi avait paru s'occuper uniquement de sa correspondance et de la lecture des journaux. A la seconde séance, l'affaire fut reprise, et elle allait recevoir sa solution lorsque le Roi releva l'omission d'un fait très-important dont Cahier de Gerville ne se souvenait plus et qui changeait la face de la question <sup>(3)</sup>. Cette sûreté de mémoire et la juste application que le Roi en faisait frappèrent d'étonnement le nouveau ministre et ses collègues. On le sait, du reste, nul ne connaissait mieux que Louis XVI l'histoire, la géographie, et tous les traités diplomatiques intervenus entre la France et les nations étrangères.

Loin de se calmer pendant la durée du ministère de Ca-

(1) M. Paysant, mort il y a quelques années juge-suppléant au tribunal de Bayeux, ami et contemporain de Cahier de Gerville, m'a raconté une anecdote qu'il tenait de celui-ci. M. de Gerville avait une figure intelligente, mais un front court et une tête petite. En l'apercevant le Roi dit à voix basse à M. Bertrand de Molleville : « Voilà un homme qui a le cerveau bien étroit pour être ministre. »

(2) *Histoire de la Révolution*, par Bertrand de Molleville.

(3) *Mémoires de M<sup>me</sup> Campan*. — T. II.

hier de Gerville, les troubles qui avaient signalé le cours des travaux de l'Assemblée constituante reparaissaient au milieu d'une fermentation générale. Partout du bruit, des émeutes, des dénonciations. Les clubs étaient autant de foyers de résistance qu'il y avait de communes. Tous les partis s'accusaient réciproquement de ces désordres qui agitaient les diverses parties du Royaume. Il était du devoir du ministre de dire à tous la vérité. Hâtons-nous d'ajouter que Cahier de Gerville le fit avec loyauté, avec indépendance et courage. Son rapport, devenu fort rare aujourd'hui <sup>(1)</sup>, et dont nous allons citer quelques fragments, pour faire connaître et son style et ses sentiments, prouve combien l'exercice du pouvoir avait modifié son opinion. Ce compte-rendu est d'autant plus remarquable qu'il concerne surtout les luttes religieuses entre les deux cultes dissidents, et l'état des esprits en France au commencement de 1792, époque assez peu saillante, absorbée qu'elle fut par le grand cataclysme de la fin de cette année et par les horreurs de celle qui la suivit :

. . . . .  
« ..... Je vais traiter un sujet grave et douloureux. Je vais parler des dissentiments politiques et religieux et des troubles qu'ils occasionnent dans plusieurs contrées du Royaume. Je dirai tout, parce que ce n'est pas au médecin qu'on peut dissimuler les caractères de la maladie qu'il doit guérir.....

\* Si l'esprit d'opposition au serment des prêtres se fût concentré dans la classe ci-devant privilégiée, il ne faudrait pas s'en étonner, et véritablement le malheur ne serait pas grand. Mais il est arrivé que des habitants des campagnes et même des villes n'ont pu résister à la séduction de leurs prêtres ; et beaucoup d'hommes faits pour aimer l'égalité et pour bé-

(1) *Compte-rendu par Bon-Claude Cahier, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée nationale, le samedi 18 février 1792.—In-4°. 51 pages. De l'imprimerie royale. 1792.*—J'en dois la communication à M. Chigouesnel, ancien magistrat, neveu du légataire universel de M<sup>me</sup> Cahier, mère du ministre.

nir la Constitution sont devenus les ennemis de la Constitution parce qu'on leur a persuadé qu'elle détruisait la religion catholique dont elle ne parle que pour assurer à ses ministres un traitement honorable.

» C'est ainsi, c'est par la résistance d'une partie des prêtres et par la soumission des autres à la loi du serment que se sont formés dans la même religion deux cultes, tous deux appelés Catholiques, tous deux exercés par les mêmes prêtres, ayant les mêmes dogmes, les mêmes rites, la même liturgie, les mêmes instructions, les mêmes usages, les mêmes cérémonies, et que quelques gens assurent être très différents, quoique l'œil le plus attentif et l'esprit le plus pénétrant n'y aperçoivent aucune différence.

» C'est aussi de cette manière que s'est formée une confédération anti-constitutionnaire entre la plupart de ceux qui naissent essentiellement ennemis de l'Egalité, les prêtres catholiques qui regrettent leurs richesses et leur puissance, ceux dont l'erreur ne tient qu'à l'ignorance ou à la faiblesse, enfin ces citoyens ci-devant obscurs, aujourd'hui respectables et malheureusement en grand nombre dont la bonne foi a été surprise par des manœuvres ou des sophismes. Cette confédération a formé ce qu'on appelle vulgairement le *parti de l'aristocratie*, et elle a donné à la nation la qualité de schismatique.....

» Je vois par ma correspondance que les départements s'accordent tous à reprocher aux prêtres non-conformistes de troubler les consciences des gens faibles, de disséminer des principes de discorde, et de s'opposer par des conseils perfides à ce que la conscience publique s'attache aux prêtres sermentés.

» ..... De nombreux citoyens réclament la liberté des cultes assurée par les lois, des églises pour les prêtres non assermentés, et le droit de choisir eux-mêmes leurs prêtres. Plusieurs ont offert de les payer. Deux curés se sont mariés et ont publié eux-mêmes leurs bans. Les habitants ont expulsé ces curés qui sollicitent fortement les corps administratifs de les réintégrer dans leurs fonctions. Un curé du Havre a cru pouvoir fausser son mariage. Bientôt après, craignant d'occasionner du trouble, il a donné sa démission. Aujourd'hui il demande de rentrer dans sa cure.....

» On a peut-être un peu trop brusqué la réunion des paroisses. On ne sait pas à combien d'idées différentes s'allie, dans la tête des habitants des campagnes, leur respect pour leur église et pour le lieu où reposent les cendres de leurs pères. Ce n'est qu'avec le temps et la raison qu'on détruit les superstitions et les préjugés.....

» Jusqu'à présent je n'ai parlé que des excès attribués à l'intérêt et aux manœuvres des prêtres *non sermentés*, et à l'ignorance de ceux dont ces prêtres ont fait des prosélytes. Mais je dois mettre aussi sous les yeux de l'Assemblée quelques faits qui prouvent que les prêtres *sermentés* et les

amis du nouvel ordre de choses ne se sont pas toujours contenus dans de justes bornes, et que cette absolue liberté religieuse promise par la Constitution a souvent été violée d'une manière bien coupable <sup>(1)</sup>. Je le dis avec douleur : si d'un côté l'on voit des fanatiques, de l'autre on voit des persécuteurs, et il semble que le sentiment de la tolérance soit effacé de tous les cœurs.

» Je rappellerai l'enlèvement par un huissier et par des hommes armés d'un enfant nouveau-né pour le faire baptiser par les prêtres *sermentés*, et cet enlèvement, c'était une municipalité qui l'avait ordonné !

» On m'a dit que plusieurs personnes avaient été condamnées à de fortes amendes, qu'une autre avait été emprisonnée pour six mois, pour n'avoir pas présenté leurs enfants au baptême dans les églises paroissiales. Assurément on ne peut imaginer une persécution plus odieuse..... Des cadavres ont été exhumés du cimetière, traînés nus dans les rues et enterrés dans la place publique, parce que les défunts n'allaient point à la messe du curé conformiste..... des curés conformistes ont refusé la sépulture à des personnes non-conformistes qui n'allaient point à leurs messes et ne les avaient point fait appeler pour leur administrer les sacrements.... des habitants ont été chassés d'une église où l'ancien curé disait la messe et ont ensuite été attaqués dans leurs maisons.....

» Les fonctionnaires publics doivent se garantir de cet esprit d'exagération quelquefois bien respectable dans ses motifs mais aussi bien dangereux dans ses effets, et qui, touchant de trop près à la tolérance des désordres, a aliéné bien des cœurs à la Constitution....

» Je dirai peu de chose sur les sociétés populaires instituées sous le titre d'*Amis de la Constitution*. Les clubs se sont formés dans un temps où le gothique édifice de notre ancien gouvernement s'écroulait de toutes parts et où conséquemment le véritable esprit public était de tout détruire.

(1) Une lutte entre les deux partis religieux avait eu des suites très-graves à Caen, où une sorte de combat s'était engagé dans les premiers jours de novembre 1791. Des coups de feu avaient été tirés dans l'église Saint-Jean, évacuée de force par les bayonnettes de deux compagnies de grenadiers et de chasseurs. Il y eut des morts et des blessés. Quatre-vingt-quatre personnes furent arrêtées. Parmi elles étaient MM. d'Hericy, Dupperré de Lisle, Achard de St-Manvieux, Achard de Vacognes, de Saffray, de Bois-Jugan ; une consultation très remarquable fut délibérée en leur faveur le 25 décembre 1791 par M. de Séze. Le club de Caen rendit compte de cette affaire au club de Bayeux, par une lettre du 8 novembre qui prouve que cette lutte fut amenée par une cause encore plus politique que religieuse.— *Collection de M. le vicomte de Toustain.*



» Aujourd'hui tout est reconstruit et le véritable esprit public est de tout conserver. Je crains que les sociétés patriotiques ne soient pas assez pénétrées de cette vérité, et que leur premier esprit n'ait pas autant changé que les circonstances. Je crois qu'elles ont ce grave inconvénient de créer une puissance sans caractère et rivale des autorités constituées et de mettre presque sans réserve la volonté de la multitude à la disposition de quelques orateurs..... Si je ne me trompe l'intérêt de la nation, le plus grand de ses intérêts, est de conserver sa Constitution telle qu'elle est, de s'y rallier, de s'en faire un rempart pour l'opposer à ses ennemis et de ne pas souffrir que l'on y porte la moindre atteinte. Le salut public est là. Il n'est que là, et le chercher ailleurs serait folie ou crime... ah ! plutôt que d'ébranler cet arbre majestueux que la sagesse de nos premiers législateurs a tiré du néant au milieu des orages, entourons-le de nos respects : protégeons le développement de ses rameaux, et craignons que le souffle violent des passions ne l'agite avant qu'il n'ait pu s'affermir par de profondes racines ?..... »

Ce langage qui accuse un caractère courageux et un esprit cultivé, qui présentait le tableau des excès de tous les partis, qui leur adressait aux uns et aux autres des reproches et des leçons, blessa surtout les amis de la révolution, accoutumés à dominer le pouvoir, et dont l'intolérance s'exerçait sous le manteau de la liberté. En signalant les dangers des clubs, leur incompatibilité avec l'existence d'un gouvernement régulier, le ministre tendait à briser l'instrument le plus puissant avec lequel étaient entretenus le désordre et l'anarchie. Le parti de la Gironde composé d'hommes dans l'ardeur de l'âge, doués d'une rare intelligence et d'une éloquence plus rare encore, autour duquel se groupaient les députés les plus remarquables par leurs talents, ambitieux, impatient, voulait pour l'un des siens le ministère de l'intérieur où venaient aboutir tous les fils politiques du gouvernement. C'était le moyen de conquérir la prépondérance et le pouvoir, et de marcher plus rapidement au triomphe de ses projets. Le compte rendu par Cahier de Gerville devint le texte de



ses attaques, et il excita contre lui les passions des clubs et de la presse patriotique.

Des divisions existaient dans le sein du ministère. Autour de son trône chancelant Louis XVI, moins heureux en cela que Charles I<sup>er</sup>, n'avait pu réunir des ministres unis dans les mêmes pensées politiques quoique animés des mêmes sentiments de dévouement et de fidélité. Deux hommes y dominaient avec des nuances différentes,—Bertrand de Molleville, ministre de la marine, plus dévoué aux opinions de la cour qu'attaché à la Constitution que ses fonctions l'obligeaient à faire exécuter et à défendre,—Narbonne, ministre de la guerre, jeune, passionné, d'un caractère déterminé, affectant beaucoup de patriotisme, et professant pour la Constitution un culte qu'il ne séparait pas de son dévouement personnel au Roi.

Cahier de Gerville remplissait ses fonctions dans le même esprit que Narbonne; mais moins jeune, déjà désabusé, il n'avait ni la même ardeur ni le même enthousiasme, et ne rêvait pas les mêmes projets. Il crut que la maturité de sa raison, et l'austérité de ses principes lui permettraient de tenir la balance égale entre ses deux collègues.

Cet essai de juste milieu fut sans succès, et n'eut d'autre résultat que de lui aliéner l'esprit de Bertrand de Molleville qui depuis ne put oublier que dans la lutte entre lui et son rival les sympathies de Cahier de Gerville étaient en faveur de Narbonne. Tous deux quittèrent le ministère.

D'un autre côté Delessart, ministre des affaires étrangères, était mis en accusation par Brissot qui lui reprochait sa faiblesse et son inhabileté dans les négociations diplomatiques avec la cour de Vienne. Duport du Tertre, ministre de la justice, poursuivi par les clameurs de la Gironde, avait déjà donné sa démission.

Attaqué également par la Gironde, en face d'une assem-

blée où les passions commençaient à acquérir un empire absolu, et dans laquelle chaque jour lui enlevait un appui, Cahier de Gerville, malgré la rudesse apparente de son caractère ne se crut pas capable de soutenir la lutte violente dont il était menacé. Prenant pour prétexte l'altération de sa santé, il déclara au Roi qu'il ne pouvait conserver son portefeuille.

Il est vraisemblable que le Roi fit, de son côté, peu d'efforts pour le retenir. Dans une circonstance grave il avait alarmé la conscience de Louis XVI troublée par les questions relatives au serment des ecclésiastiques. Voulant sans doute faire taire les malveillants et convaincre le peuple de l'attachement du Roi à la Constitution, Cahier de Gerville lui proposa un jour de composer sa chapelle et celle de la Reine de prêtres constitutionnels. A cette ouverture faite en plein conseil de ministres, le Roi lui répondit avec une énergie qui ferma la bouche à Cahier de Gerville : « Non , » Monsieur, non ; ne m'en parlez pas. Qu'on me laisse tranquille sur cet article. Quand on a établi la liberté du culte, » on l'a rendue générale. Je dois par conséquent en jouir <sup>(1)</sup>. »

Sa démission ne fut point cependant acceptée de suite. Les événements extérieurs rendaient nécessaire de pourvoir avant tout au ministère des affaires étrangères que l'accusation contre Delessart laissait vacant. On conseilla au Roi d'appeler à ce poste important le général Dumouriez. On craignait des hésitations de la part de celui-ci qui n'était pas présenté par les Girondins et qui regrettait d'abandonner l'armée du Midi dont il avait le commandement. « Cahier de » Gerville, dit Dumouriez, homme d'un civisme pur et sage » et en qui le Roi avait une juste confiance », fut chargé par Louis XVI de le pressentir <sup>(2)</sup>. Il s'acquitta de sa mission, re-

(<sup>1</sup>) *Mémoires de M<sup>m</sup> Campan.*—T. II, p. 206.

(<sup>2</sup>) *Mémoires de Dumouriez.*—T. II.

porta au Roi les incertitudes de Dumouriez, et fut enfin chargé de lui donner l'ordre d'accepter, ce à quoi Dumouriez se détermina trois jours après.

Cahier de Gerville quoique démissionnaire n'avait point encore quitté le ministère lors du premier conseil tenu par le Roi en présence de Dumouriez. Le nouveau ministre donna lecture des premières dépêches par lui adressées aux puissances étrangères et aux ambassadeurs. Le Roi paraissant satisfait de leur ton et de leur forme, Cahier de Gerville lui dit : « Sire, voilà comment les ministres doivent toujours » parler et écrire au nom du Roi <sup>(1)</sup>. » Ce furent les dernières paroles qu'il adressa à ce Monarque.

Le lendemain les Girondins avaient porté à sa place Roland dont le rigide républicanisme et sa déférence pour sa femme, supérieure à son mari qu'elle dirigeait, hâtèrent la ruine de la Monarchie.

En annonçant à l'Assemblée le choix des nouveaux ministres le Roi rendit hommage à Cahier de Gerville et à ses collègues en les désignant comme des « hommes que l'honnêteté de leurs principes et de leurs opinions rendait recommandables, mais qu'il croyait devoir remplacer par des hommes accrédités par leurs opinions populaires. »

Si l'on s'en rapportait au témoignage de Bertrand de Molleville, Cahier de Gerville se serait montré pendant son ministère *Républicain ardent, détestant les Rois, ennemi de toutes les religions, et n'aimant point la Constitution qu'il observait cependant avec exactitude*. Evidemment Bertrand de Molleville conservait du ressentiment contre Cahier de Gerville de la part que ce dernier avait prise dans sa lutte contre Narbonne, et ce jugement en porte la trace. Comment d'ailleurs concilier ce langage avec la justice qu'il lui rend ailleurs de

(1) *Mémoires de Dumouriez*. — T. II.

n'avoir cessé de rendre hommage aux vertus de Louis XVI ?

Avant de rentrer d'une manière complète dans la vie privée, Cahier de Gerville crut devoir laisser un dernier monument de son passage au pouvoir. Il publia un exposé de sa courte administration qui n'avait duré que cinq mois ( du 27 novembre 1791 au 24 mars 1792 <sup>(1)</sup> ) et ne tarda pas à quitter Paris que tant de massacres allaient bientôt ensanglanter <sup>(2)</sup>. Il vint se fixer à Bayeux, dans sa ville natale où ses parents vivaient encore. Son père, dont le nom figure au nombre des cinq *Bourgeois* notables qui signèrent au nom de leur corporation la demande adressée au Roi le 10 décembre 1788 <sup>(3)</sup> pour obtenir le doublement du Tiers, venait d'être élu président du tribunal de commerce de cette ville, et malgré son grand âge avait consenti à accepter ces fonctions.

Disparu de la scène politique, Cahier de Gerville s'ensevelit dans une profonde retraite. Les habitants de Bayeux voulurent l'en faire sortir, en lui confiant l'administration de leur ville. Le 27 novembre 1792 jour qui par une singularité du sort était le premier anniversaire de celui où le ministère de l'intérieur avait été placé dans ses mains, ils l'élurent spontanément Maire de la ville de Bayeux <sup>(4)</sup>. Il crut devoir décliner cet honneur soit qu'il considérât ces fonctions comme trop modestes, et au-dessous du théâtre dont il venait de descendre, soit plutôt que sa traversée orageuse à travers les grandes affaires du pays lui eussent rendu nécessaire le calme

(1) C'est le jour où Roland prêta serment.—*Mémoires de M<sup>me</sup> Roland*.—T. I<sup>er</sup>, p. 308.

(2) Les habitants de Paris lui conservèrent un souvenir, car lors de la nomination du maire de Paris en octobre 1792, il obtint un nombre de suffrages considérable dans la population parisienne.

(3) V. page 96.

(4) En remplacement de M. Duhamel de Vailly.



de la vie privée <sup>(1)</sup>. Cependant son goût pour l'étude et ce besoin d'activité qui poursuit l'homme laborieux condamné au repos, le portèrent à offrir ses services à la commission établie à Bayeux pour sauver du vandalisme les bibliothèques et les objets d'art confisqués. Ils furent accueillis avec empressement, et à partir du 12 frimaire an 11 <sup>(2)</sup> on vit chaque jour l'ancien ministre du Roi courbé avec une assiduité exemplaire sur des tas de livres poudreux, les cataloguer, déchiffrer leurs titres et les ranger par ordre.

Il fut détourné de cette paisible occupation qui convenait à ses goûts par la terrible loi des *suspects*. Un homme de son importance ne pouvait échapper aux défiances du comité de salut public. Les représentants du peuple Bouret et Frémanger, dont nous parlerons plus tard, étant venus à Bayeux dans le cours de germinal an 11, décernèrent immédiatement un mandat d'arrêt contre lui. On apprit qu'il était réfugié dans une maison honorable où il avait trouvé un asile secret. Une perquisition faite au milieu de la nuit allait le livrer aux sbires qui le poursuivaient sans le dévouement de quelques amis qui favorisèrent sa fuite. La ville et la société populaire s'émurent de cette perquisition. Il avait donné trop de gages à la Révolution pour qu'au sein du club de Bayeux il ne trouvât pas quelque défenseur, au moins parmi les hommes modérés que la peur avait affiliée à cette société. Une voix amie <sup>(3)</sup> y peignit ses services, son dévouement à la République, et il fut arrêté que deux frères se rendraient près des représentants du peuple pour réclamer

(1) Il fut remplacé par M. de Boisdelle de Feugueroles.

(2) *Registre des arrêtés de la Commission*. P. 78.

(3) M. Laiouette, devenu Sous-Préfet de Bayeux en 1800, et membre du Corps législatif, auteur des *Eléments de l'administration pratique*, et d'un ouvrage de pensées morales intitulé : *Mœurs*, décédé le 19 mars 1829.



la main-levée du mandat d'arrêt. La pétition fut adoptée à l'unanimité par la Société et par tous les citoyens et *citoyennes* des tribunes <sup>(1)</sup>. Deux jours après Fremanger avait révoqué, mais provisoirement seulement, l'ordre d'arrestation <sup>(2)</sup>.

Cahier de Gerville crut devoir un hommage à cette puissante société populaire dont l'intervention venait de lui être si précieuse, et le 27 germinal il se présenta dans son sein, monta à la tribune et lui adressa l'expression de sa reconnaissance. Le président lui répondit dans des termes dont *la société entière et le peuple des tribunes* se montrèrent satisfaits. Il fut invité aux honneurs de la séance, et reçut du président l'accolade fraternelle <sup>(3)</sup>. Ce ne fut toutefois qu'à la fin de floréal que le Comité de sûreté générale confirma la levée du mandat d'arrêt <sup>(4)</sup>.

Il ne jouit pas longtemps du repos qui suivit la mort de Robespierre, car atteint d'une fièvre miliaire à laquelle les angoisses politiques et morales qu'il avait subies ne furent pas étrangères, il succomba à l'âge de 44 ans, le 26 pluviose an iv (janvier 1795), ne survivant que quatre mois à son vieux père. Au moins l'existence de celui-ci avait été pleine, car il avait dépassé sa 82<sup>e</sup> année. Mais la vie des hommes politi-

(1) Séance du 17 germinal an II.

(2) Arrêté du 19 germinal an II.

(3) Séance du 7 floréal an II.

(4) L'or ne fut pas étranger à ce succès. Une bourse pleine de louis avait été remise à un homme honorable, M. Gardin-Néry, pour faire les démarches nécessaires afin d'obtenir *à tout prix* la liberté de M. de Gerville.

M. de Gerville allant exprimer à M. Néry sa reconnaissance remit au fils de celui-ci, alors âgé de six ou sept ans, une jolie paire de petits canons en cuivre doré en lui disant : « Si des jours plus heureux nous sont réservés, je me charge, mon enfant, de votre avenir. En attendant acceptez ces petits canons. Ils me viennent de la Reine. Ils ont le mérite d'avoir servi aux amusements de M. le Dauphin. » Ces canons sont religieusement conservés par M. Néry fils qui les a encore en sa possession.

ques s'use vite au milieu des agitations et des anxiétés des temps de révolution.

Cahier de Gerville mourut célibataire et son nom s'éteignit avec lui.

Ses restes furent transportés dans un coin ignoré du cimetière de la paroisse Saint-Exupère, sans pompe, sans cérémonie religieuse, comme cela se pratiquait alors, accompagné d'un petit nombre d'amis à peine rassurés sur leur liberté ou sur leur existence. Nulle pierre, nul signe extérieur ne révèlent le lieu où reposent, dans sa patrie, les cendres d'un homme qui occupa l'un des premiers emplois du gouvernement de son pays <sup>(1)</sup>. Dans l'acte dressé pour constater sa mort, on chercherait en vain la désignation des fonctions ou des titres qui signalèrent son passage sur la terre <sup>(2)</sup>. Qu'importent après tout les agitations de la vie et les distinctions sociales de celui qui a franchi le seuil de l'éternité !

Hi motus animorum, at que hæc certamina tanta  
Pulveris exigui jactu compressa quiescent.

VIRGILE.

« Tous ces grands débats, toutes ces agitations des esprits  
» et des cœurs, un peu de poussière qu'on jette les étouffe, et  
» en voilà pour jamais ! »

---

(1) Le portrait de M. Cahier de Gerville a été donné au Musée de la ville de Bayeux, pendant l'impression de cet ouvrage.

(2) Du 27 ~~pluviose~~ an IV.—Acte de décès de Bon-Claude Cahier de Gerville, âgé de 44 ans, fils de feu Gabriel Cahier et de Madeleine Hélye, décédé hier, et transporté dans le cimetière de Saint-Exupère.—Reg. de l'Etat civil de Bayeux, an IV.

## CHAPITRE XV.

### L'INSURRECTION DU CALVADOS CONTRE LA CONVENTION.

1793.

#### I.

La Gironde et la Montagne.—Proscription des Girondins.—Etat des esprits dans le Calvados.—La société des CARABOTS.—Son organisation.—Le général de Wimpfen commandant la 14<sup>e</sup> division militaire et l'armée des côtes de Cherbourg.—Les Représentants en mission.—Formation de l'Assemblée provisoire DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.—Arrêté qui ordonne l'arrestation des Représentants.

La Gironde et la Montagne continuaient, au sein de la Convention, ces débats, pleins de fiel et de haine, dont l'Assemblée législative avait vu le prélude. L'une s'appuyait sur la bourgeoisie et voulait gouverner par les classes moyennes,

l'autre sur la multitude et voulait, disait-elle, faire sortir le pauvre de sa misère et le riche de son opulence pour amener le régime de l'égalité. On eût dit qu'il y avait deux Assemblées dans la République, et que chaque jour chacune dressait un acte d'accusation contre l'autre. Je n'ai point à reproduire les scènes de ce drame lamentable. Je n'oublie pas que je n'écris point l'histoire de la Révolution, et que je ne dois m'occuper de ces combats de la tribune et de la place publique qu'au point de vue de la lutte qu'ils provoquèrent dans le Calvados, de la part qu'y prit la ville de Bayeux, et du rôle que remplit dans ce commencement de guerre civile le général de Wimpfen. Les journées des 31 mai et 2 juin 1793 fournissent les pages les plus émouvantes de notre histoire parlementaire, et il n'est permis à personne d'ignorer comment éclata dans ces funestes journées l'orage amoncelé depuis longtemps, comment la Montagne, dominée par la Commune de Paris, décréta, sur la motion de Couthon, l'arrestation de deux ministres et de trente-un députés, au nombre desquels se trouvaient trois députés du Calvados, l'abbé Fauchet, Cussy et Henry-La-Rivière.

Le caractère, les talents, les illusions comme les faiblesses des Girondins ont été appréciés diversement, mais on est d'accord pour reconnaître que par les mesures adoptées le 31 mai et le 2 juin, la majorité était opprimée, la représentation nationale violée, son unité brisée, les hommes les plus distingués de la Convention proscrits, et la Commune de Paris devenue la dominatrice du Corps législatif et de la France.

La députation que le Calvados avait envoyée à la Convention votait presque toute entière avec la Gironde <sup>(1)</sup>. Dès le

(1) Fauchet, Cussy, Henry-la-Rivière, Philippe-Delleville, Dumont, Du-bois du Bay, Vardon, de Lomont, Doulcet de Pontécoulant.—Bonnet de Montry vota seul avec la Montagne.

mois de janvier 1793 elle avait manifesté ses défiances contre « les projets liberticides d'une minorité turbulente, formant un » parti désorganisateur, à vues mesquines, révoltantes et sanguinaires. » Elle n'avait cessé de les signaler à l'administration du Calvados à qui entr'autres elle écrivait : « Les Parisiens apprendront qu'ils ne sont qu'une partie de la République, que les citoyens des départements les surveillent, » et qu'ils n'ont pas applaudi à la chute du tyran pour ramper sous le despotisme municipal de Paris <sup>(1)</sup>.

C'était donc aux départements qu'appartenait la vengeance, et à une insurrection départementale de punir l'insurrection parisienne.

Parmi les Girondins proscrits était Buzot, député du département de l'Eure. Il accourut à Evreux où déjà étaient arrivés quelques-uns de ses collègues. Son rôle révolutionnaire pendant l'Assemblée constituante, et son talent oratoire lui avaient acquis une haute influence dans ce département. Excitant les populations contre la tyrannie d'une commune usurpatrice, réclamant l'égalité entre tous les départements, il y organisa le noyau d'une insurrection.

Par la correspondance qui précède on doit juger de l'émotion que durent éprouver les populations du Calvados aux premiers bruits de ces violences. Partout on répétait que la Convention était dominée par un parti qui ne lui laissait pas la liberté de délibérer, on discutait publiquement si l'on reconnaîtrait les décrets émanés d'elle jusqu'à ce que la liberté eût été rendue aux députés, et s'il ne serait pas utile d'envoyer des forces sur Paris à l'effet de protéger la liberté des suffrages et de veiller à la sûreté des représentants.

La Société populaire de Caen s'était divisée depuis quel-

(1) Lettres des députés du Calvados.—*Archives du Calvados*.



ques mois. Une fraction appartenait aux opinions les plus exaltées. C'était celle qui dès le mois de mars 1792 avait salué Robespierre des titres de *Père du patriotisme* et d'*Incorruptible*, et qui lui avait écrit : « Robespierre, ce nom qui » fait ta gloire, ce nom qui porte l'effroi dans l'âme des tyrans sera le mot d'ordre qui nous ralliera pour les combattre <sup>(1)</sup>. » Une autre fraction, affectant une sorte de puritanisme, de respect illimité pour la loi avait fait scission. Elle avait pris pour devise ces mots : *L'exécution de la loi ou la mort*.

Son programme proclamait pour principes : « Que la souveraineté est le propre de tous et de chacun des humains, » que l'homme n'est assujéti à aucune autre domination qu'à la volonté de la majorité de ses semblables ; que l'on ne doit pas abuser des prérogatives de la liberté dont la perte serait le juste châtiment d'une liberté effrénée qui livrerait la nation aux horreurs de l'anarchie. »

Cette fraction qui fut connue sous le nom de Société des CARABOTS joua un rôle très important dans les troubles du département. S'était-elle donné volontairement cette désignation ? Lui fut-elle attribuée par ses adversaires pour la dépopulariser par un nom burlesque ? Quels en étaient dans tous les cas le sens et l'origine ? C'est ce qui est resté à peu près ignoré. La seule chose qui soit certaine, c'est que ce nom avait déjà été prononcé au sein des émotions populaires dans la sédition de Rouen à l'occasion des grains en juillet 1789 <sup>(2)</sup>. La singularité de ce nom l'accrédita comme il arrive surtout dans les temps de faction où les partis sont habiles à créer des mots nouveaux pour exprimer des choses nouvelles. La Société d'ailleurs ne le repoussa pas et ce fut sous ce nom

<sup>(1)</sup> Rapport de Courtois.—*Lettres trouvées chez Robespierre*. P. 102.

<sup>(2)</sup> Floquet.—*Histoire du Parlement de Rouen*.—T. VII, p. 512.

qu'elle devint généralement connue. Elle prit pour signe distinctif une bande d'étoffe noire portée au bras sur laquelle se détachait en blanc une tête de mort surmontant deux os en sautoir. Des femmes, de ces femmes étranges que les révolutions seules savent produire, faisaient partie de cette société. Créée à Caen, elle eut des affiliations nombreuses dans la Manche, dans le Calvados, et notamment à Bayeux <sup>(1)</sup>.

Elle adopta un drapeau qu'elle fit bénir. Lors de cette bénédiction, le curé constitutionnel de Martragny prononça un discours qui développait le programme ci-dessus, et revendiqua le nom de *Carabots* pour ces citoyens respectables qui sont la *terreur des malveillants et l'espoir le plus fondé des vrais sectateurs de la loi*.

« Agréez, dit-il en terminant son sermon, agréez, ô mon Dieu, et recevez favorablement le serment que nous faisons aujourd'hui d'être constamment fidèles à l'exécution des lois, qui étant le vœu de la majorité, sont en même temps l'expression de votre divine volonté. Frappez dans votre juste courroux, quiconque tenterait d'y porter la plus légère atteinte, et que nos plus petits neveux jouissent avec transport de la liberté que nous leur aurons acquise. »

Chacun des membres prêtait un serment que cette société avait adopté et qui était ainsi conçu : « Je jure de maintenir » la République une, indivisible et populaire, d'observer les » lois qui auront pour but ces principes, et d'exterminer tous » ceux qui voudraient un autre gouvernement <sup>(2)</sup> ».

Une société constituée ainsi devait être admirablement disposée à se ranger sous la bannière de la Gironde qui invo-

(1) Une des traditions populaires les mieux conservées dans les souvenirs de la population de Bayeux est celle de cet orateur du club, prêtre indigne, qui monté dans la chaire de la cathédrale où la Société populaire était en séance présenta vers le Christ un verre plein de vin et s'écria : A TA SANTÉ, CARABOT.

(2) Mémoires de Meillan. — *Eclaircissements historiques*. P. 269.

quait la loi outrageusement violée, et la souveraineté du peuple méconnue.

Elle avait pris l'initiative du mouvement en provoquant à Caen la nomination d'une députation de dix membres des corps administratifs et des sociétés populaires pour présenter à la Convention une adresse contre les mesures anarchiques adoptées déjà dans la séance du 27 mai.

Cette députation était arrivée à temps à Paris pour être témoin de l'insurrection du 2 juin, et des décrets de proscription contre la Gironde. Elle avait en vain tenté de pénétrer au sein de la Convention et d'y faire entendre ses protestations. Repoussée de la barre des pétitionnaires par un décret qui avait pour objet d'étouffer non-seulement la voix du Calvados, mais celle de tous les départements, menacée dans sa liberté, cette députation fut obligée de quitter Paris précipitamment. En arrivant à Evreux le 6 juin, elle trouva cette ville organisant sa résistance, et les administrateurs prenant les mesures les plus vigoureuses.

Elle rentra à Caen le 8 juin.

Le soir même, sur sa provocation, les Corps administratifs et judiciaires, et deux députés de chacune des sociétés populaires se réunissent en assemblée générale. La députation rend compte des obstacles qu'elle a rencontrés pour remplir sa mission : « Du sommet du Rocher du Calvados, dit l'orateur, » nous avons aperçu le vaisseau de l'Etat prêt à se briser » contre les écueils qui l'entourent. » Il peint le spectacle d'anarchie et de violences dont la députation a été témoin, ces 100,000 hommes armés de piques et de bayonnettes, ayant des canons braqués contre la Convention. Il invoque la souveraineté du peuple violée, la nécessité de livrer une GUERRE A MORT aux agitateurs et aux anarchistes, et requiert de l'Assemblée générale les mesures énergiques et extraordi-

naires que réclamaient les circonstances.

Malgré l'émotion causée par ces récits, la prudence semblait commandée à cette Assemblée par des motifs impérieux. Le département du Calvados n'était pas en effet livré seulement à lui-même. Une armée s'y formait en ce moment sous le nom d'*armée des côtes de Cherbourg*. Elle devait être de 17,000 hommes d'infanterie et de 3,000 hommes de cavalerie. Le général de Wimpfen avait été appelé à en prendre le commandement en même temps que celui de la 14<sup>e</sup> division militaire <sup>(1)</sup>. Il n'avait point ambitionné ce poste éminent ; mais le témoignage de confiance que lui donna l'administration du Calvados <sup>(2)</sup> en le sollicitant pour lui, lui avait imposé le devoir de l'accepter. Il s'occupait en ce moment de réunir les troupes disponibles dans les départements dépendant de sa division, et d'organiser avec activité cette armée qui n'était encore à peu près que sur le papier. Le quartier-général était fixé à Bayeux où il avait été maintenu <sup>(3)</sup> malgré une opposition vive et non dépourvue de jalousie de la ville de Caen. La Convention avait envoyé près du général de Wimpfen quatre représentants, Romme, Prieur, de la Marne, Prieur, de la Côte-d'Or, et Le Cointre, de Versailles. Leur mission était de surveiller les opérations de l'armée et de son général, « d'en imposer aux ennemis de l'extérieur, et de faire rentrer dans le devoir les ennemis de l'intérieur aveuglés par le fanatisme et les préjugés ». Ces quatre Commissaires, arrivés à Bayeux dès le 13 mai <sup>(4)</sup>, n'a-

<sup>(1)</sup> Arrêté du 23 février 1793.

<sup>(2)</sup> Lettre des Administrateurs du Calvados du 8 février 1793.—*Arch. du Calvados*.

<sup>(3)</sup> Pétition de la Municipalité de Bayeux du 22 mars 1793.—*Reg. de l'Hôtel-de-Ville*.

<sup>(4)</sup> La ville leur offrit le 30 une fête patriotique, dans laquelle, à l'exemple de la déesse de la Sagesse, ils parurent armés chacun d'une pique.—*Arch. de l'Hôtel-de-Ville*.



vaient pris aucune part à la chute de la Gironde. Tous jouissaient de crédit et d'influence à la Convention, Romme surtout, fanatique rude et sombre, consciencieux mais redoutable. Il y avait donc à tenir compte de l'appréciation que feraient des événements de Paris et ce général à la tête du noyau d'une armée, et d'un état-major déjà nombreux, et ces Représentants investis d'un pouvoir dictatorial illimité.

Les Carabots ne s'arrêtèrent devant aucun de ces obstacles. Convaincus que dans les jours d'agitations populaires on peut tout ce qu'on ose, ils firent les propositions les plus audacieuses. Proclamer que la Convention nationale n'existe plus pour le Calvados, créer un tribunal pour juger les Maratistes et les factieux de cette secte impie, éclairer la marche des gens suspects, déclarer traître, rebelle à la patrie tout agent qui recevrait ou exécuterait les ordres de la Convention, faire brûler par l'exécuteur public tous les actes ou écrits qui émaneraient d'elle, tels étaient entr'autres, suivant eux, les moyens de sauver la patrie en danger <sup>(1)</sup>. Au milieu de ces orageux débats, des emportements et des menaces <sup>(2)</sup>, l'Assemblée, à deux heures du matin, se proclama EN ÉTAT D'INSURRECTION ET DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION. Elle ordonna résolument l'arrestation *immédiate* des représentants en mission, et comme à toute insurrection naissante il faut un chef militaire, elle fit un appel à l'épée du général de Wimpfen. Sa popularité, sa renommée, ses relations avec les Administrateurs du Calvados à qui il devait son commandement, l'importance même de ce commandement, expliquent ce choix qui fut fait spontanément et sans son aveu. Ces vigoureuses mesures furent consacrées par l'arrêté suivant :

(1) *Arch. du Calvados.*

(2) On alla jusqu'à menacer de *couper la tête* aux récalcitrants.—*Arch. du Calvados.*



« L'ASSEMBLÉE saisie d'alarme de l'avilissement dans lequel se trouve la Convention nationale, déclarant QU'ELLE VEUT RÉSISTER A L'OPPRESSION, et se conserver des otages pour répondre de la sûreté de la représentation du Calvados ,

Arrête : Que les Commissaires de la Convention près l'armée des côtes de Cherbourg seront mis provisoirement en état d'arrestation au château de Caen ; que le citoyen Le Normand, président des Carabots, s'associera le nombre de ses frères de cette Société qu'il jugera convenable avec lesquels il va se mettre en marche à l'instant pour effectuer ladite arrestation avec autorisation de requérir, au besoin, du district de Bayeux, la force armée de son territoire.

» Arrête en outre que le citoyen Le Normand requerra la Municipalité de Bayeux d'apposer provisoirement les scellés sur les papiers et registres desdits Commissaires et de s'assurer des sommes qui sont en leurs mains , le tout sauf les mesures ultérieures.

» Que le citoyen Félix Wimpfen, général de l'armée des côtes de Cherbourg, sera invité de se rendre au sein de l'Administration pour une conférence amicale ;

» Enfin qu'il va être formé UN COMITÉ PROVISOIRE D'INSURRECTION ET DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION composé de neuf membres.....»

Des délégués de l'Orne et de la Seine-Inférieure étaient accourus à Caen et prirent part à cette tumultueuse délibération.

## II.

Le peuple de Bayeux dans la Cathédrale.—Arrivée de la députation de Caen.—Arrestation des représentants Prieur ( de la Côte-d'Or ), et Romme.—Réponse de Romme.—Départ pour Caen.—Arrivée devant l'Assemblée.—Adresse de l'Assemblée à tous les départements.—Appel à tous les bataillons de la Garde nationale.—Manifestation Montagnarde à Bayeux.

La Société populaire de Bayeux avait devancé de deux jours l'élan qui n'éclata à Caen que le 8. Dès le 6 juin un

de ses membres avait provoqué l'indignation du Club contre les actes liberticides de la Convention et protesté contre « le » fanatisme politique non moins dangereux que celui de la » religion. »

Les Corps administratifs de Bayeux avaient convoqué le peuple pour le 9 juin, dans la Cathédrale, afin d'y signer une adresse dans laquelle la ville « fière de sa conduite sans re- » proche depuis le commencement de la Révolution, plus » fière encore de son amour pour la liberté, fondée sur le » respect des lois, ne voulant point être la dernière à don- » ner l'exemple de la résistance à l'oppression, enjoignait à » la Convention de rapporter ses décrets comme attentatoires » à la représentation nationale et à la souveraineté du peu- » ple <sup>(1)</sup>. »

Les Citoyens s'étaient rendus en foule à la Cathédrale. Les motions les plus ardentes se succédaient dans la chaire épiscopale métamorphosée en tribune populaire, lorsque la députation de Caen fut annoncée. Introduite au sein de l'Assemblée déjà frémissante, Le Normand, président des Carabots, prend la parole. Il peint avec énergie les dangers de la situation, la liberté violée, la souveraineté du peuple outragée, la Convention se décimant elle-même, la mort planant sur la tête des députés du Calvados, la nécessité d'avoir des otages pour répondre de ces vies précieuses, et termine par demander à la Municipalité de Bayeux son concours pour assurer le succès de sa mission périlleuse, l'arrestation des représentants.

Electrisés par cette peinture de l'odieuse tyrannie exercée par Paris et menaçant les départements, les citoyens de Bayeux acclament avec transport cette demande, et sur-le-champ nomment huit Commissaires pris dans le sein de la

(1) *Déclaration des sentiments de la ville de Bayeux.* — Imp. de Nicolle.

Municipalité pour accompagner à l'hôtel des Représentants la députation de Caen.

Prieur (de la Marne), et Le Cointre étaient partis en mission à Coutances. Les représentants Prieur (de la Côte-d'Or), et Romme étaient seuls à Bayeux.

Les Commissaires de la Municipalité de Bayeux revêtus de leurs écharpes furent introduits dans une salle du couvent de la Charité, à droite, au rez-de-chaussée, où ils trouvèrent les deux députés assis devant une table de travail. Le général Wimpfen était déjà arrivé. Il se tenait debout près d'eux, muet et pensif, concentrant ses réflexions, ému de la responsabilité qui allait peser sur les auteurs de cette guerre civile qu'il n'avait aucun moyen d'empêcher, et surtout préoccupé de cette *conférence amicale* à laquelle il était convié par un vœu populaire qui ne laissait guère de place au refus. On assure que dans l'entrevue qu'il avait eue avec les Représentants, avant l'arrivée des Commissaires, ceux-ci avaient jusqu'à certain point levé ses scrupules en lui disant que la Constitution nouvelle qui devait être publiée sous peu de jours portait « que le peuple a le droit de s'insurger contre » l'oppression lorsqu'un seul de ses membres est opprimé, » et que puisque le département du Calvados se croyait opprimé, il avait le droit de s'insurger contre les oppresseurs <sup>(1)</sup>. Soit que le Général se défiât de ce langage, qui pouvait cacher un piège, soit qu'il fût retenu par la crainte d'être entraîné par la pente au-delà du mouvement d'impulsion, — car si dans les émotions populaires on sait d'où l'on part, on ne sait jamais où l'on va, — il évita de se prononcer.

L'un des Commissaires de Bayeux s'avança vers les Représentants et leur annonça avec égards et non sans quelque émotion, qu'ils étaient *constitués prisonniers*, et que les

(1) Barante. — *Hist. de la Convention*.

scellés allaient être apposés sur leurs pièces et papiers dont il devait être fait un inventaire. Ni Prieur, ni Romme ne parurent intimidés. Romme répondit d'un ton impassible :

« Citoyens officiers municipaux, les individus ne sont rien  
« quand il s'agit de l'intérêt général. Le salut public com-  
« mande sans doute la mesure qu'on vous ordonne de pren-  
« dre, et pour lui nous ne regretterions pas même le sacrifice  
« de notre vie s'il pouvait être utile à l'affermissement de la  
« liberté et de l'égalité que nous avons juré de maintenir.  
« Nous vous demandons seulement d'emporter nos porte-  
« feuilles et quelques linges et hardes après que vous aurez  
« vérifié ce qui nous sera délivré. »

L'inventaire de tous les papiers fut fait avec le plus grand soin, et ne fut clos qu'à huit heures du soir.

La nuit approchait, la foule s'était portée autour du couvent de la Charité. Il était à redouter que quelques manifestations n'outrageassent à leur départ les deux Représentants que la ville venait de fêter il y avait à peine quelques jours. Une voiture les attendait à la porte, et avant qu'ils sortissent accompagnés du général de Wimpfen et des autres personnages ci-dessus nommés, l'un des Commissaires de la Municipalité, debout sur le perron élevé de la porte d'entrée adressa à la foule qui stationnait sur la place Saint-Patrice l'allocution suivante :

« Citoyens ,

» En conséquence des ordres qui nous ont été adressés, nous remettons entre les mains du citoyen Le Normand, Commissaire du département et de la force armée qui l'accompagne les Représentants du peuple près l'armée des côtes de Cherbourg. C'est un dépôt sacré sur lequel tout Français doit veiller sans cesse, et nous ne doutons pas qu'il ne soit soigneusement gardé. Ceux auxquels nous le confions en répondront non-seulement aux Départements auxquels ils appartiennent, mais à la République entière. Le caractère auguste de Représentant du peuple dont ils sont revêtus les rend inviolables, et nous aimons à leur rendre ce témoignage public, ja-

mais ils n'ont professé parmi nous que les principes du patriotisme le plus pur et toutes leurs actions ont été marquées au coin de la Bienfaisance et de l'Humanité.»

Ces paroles calmèrent la multitude. Aucuns cris, aucunes vociférations ne se firent entendre. Un officier municipal, M. Gardin-Néry, monta près d'eux dans la voiture qui leur était destinée, et ils partirent escortés par la gendarmerie et par les délégués des Sociétés populaires <sup>(1)</sup>.

A leur arrivée à Caen, ils furent conduits à l'hôtel d'Espagne, rue Saint-Jean, préparé pour les recevoir provisoirement en dépôt, sous la garde d'une force armée, et dès le matin ils entrèrent dans le sein de l'Assemblée générale provisoire avec les Commissaires qui les avaient accompagnés.

Le Président leur annonça que le peuple venait de reprendre ses droits usurpés par une faction dominatrice, qu'il entendait les garder pour otages, et au nom de l'Assemblée il jura de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République.

« Mon collègue et moi, répondit froidement Romme, nous » faisons le même serment ; nous nous soumettons à la me- » sure de surveillance prise par les Autorités et les Citoyens » de Bayeux et de Caen, mais nous demandons qu'on in- » forme des mesures exercées contre nous les départements » dont nous sommes les Représentants et la Convention na- » tionale. »

« La Convention nationale ! » reprit le Président », nous ne » la reconnaissons plus ! Le décret d'accusation qu'elle a » rendu contre plusieurs députés a brisé le lien qui unissait » le peuple et elle. »

A l'instant et en présence même des Représentants, l'As-

(1) Procès-verbal du 9 juin 1793. — *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*



semblée vota à l'unanimité un appel aux armes à tous les départements :

« **AUX ARMES**, Citoyens ! s'écriait-elle. La souveraineté du peuple avilie est à la veille de passer dans les mains d'une faction, coalition impure de tous les hommes qui ont soif de l'or et du sang.

» **AUX ARMES**, Citoyens ! ou demain tous les départements seront tributaires de Paris, comme autant de Provinces conquises.

» Non, il n'en sera pas ainsi. Du Nord au Midi tous les départements s'ébranlent et marchent à grands pas vers le repaire du crime.

» Dans cette sainte croisade une goutte du sang de nos frères ne sera pas répandue. La majorité opprimée des habitants de Paris nous appelle pour briser le joug de fer que leur faiblesse a laissé forger ; ils attendent avec impatience que nous soyons à leurs portes pour nous amener en triomphe les vertueux représentants qui gémissent aujourd'hui sous le couteau des assassins, et pour livrer à notre juste vengeance les chefs de cette ligue odieuse qui a osé se former contre la souveraineté d'un grand peuple.

» Hâtons-nous donc de nous réunir au rendez-vous, braves guerriers, descendants des Normands dont le nom toujours formidable aux habitants de Paris fait encore pâlir nos nouveaux tyrans.

» Fauchet, Henry-Larivière et les membres les plus purs de la Convention sont sous le poignard, **ARMEZ-VOUS DONC**, Citoyens, formez vos bataillons. Il n'y a pas un moment à perdre pour les arracher à leurs bourreaux. »

Les députés de Bayeux admis à cette Assemblée firent connaître que cette ville s'était aussi déclarée en insurrection. Ils jurèrent de faire cause commune avec les Citoyens de Caen , et de consacrer leurs vies et leurs fortunes à la liberté. Un appel fut fait à tous les bataillons de la Garde nationale et des Registres ouverts pour recevoir les noms de tous les volontaires.

On a dû remarquer que des deux Représentants arrêtés, un seul, Romme, prit à diverses reprises la parole. Prieur, de la Côte-d'Or, garda presque toujours le silence. Ce Représentant ne s'était prononcé ni pour la Gironde , ni pour la Montagne. Il était jusque-là resté étranger à leurs démêlés, à leurs passions. Il se décida à rester fidèle à cette dernière

moins à cause de ses sympathies pour elle, que parce que la majorité de la Convention s'y était ralliée, et que cette majorité ne cessait pas d'être pour lui la représentation nationale.

Tel est l'épisode intéressant de cette arrestation de deux représentants jusques-là réputés inviolables faite par l'administration de Bayeux avec convenance et qui faillit l'exposer à de grands dangers.

Ce n'est pas cependant qu'à Bayeux même l'enthousiasme pour les Girondins fût unanime. Les Montagnards y comptaient des partisans remuants et actifs, qui coururent les campagnes, et firent leurs efforts pour empêcher le départ des volontaires, qui provoquèrent par des injures les Carabots venus à Bayeux, répandirent à profusion et à leurs frais des feuilles civiques de nature à refroidir le zèle pour l'insurrection <sup>(1)</sup>, et qui plus tard se firent un mérite de leur opposition. Neuf d'entr'eux signalés comme les plus dangereux furent quelques jours après enlevés pendant la nuit, transférés au château de Caen, et relâchés après un court emprisonnement.

### III.

Hésitations du général de Wimpfen.—Il se rend à l'Assemblée.—Attaques contre lui.—Sceau de l'Assemblée.—Envoi de Commissaires dans les départements.—Emprisonnement des Représentants dans le château de Caen. — Froideur de la Manche et de la Seine-Inférieure.—Mesures prises par Prieur, de la Marne, et Le Cointre.—Débats à la Convention à l'occasion de l'insurrection. — Réponses de de Wimpfen aux ministres de la justice et de la guerre. — Dénonciation à la Convention.—Décret d'accusation et de destitution.

Jusques-là l'autorité administrative seule avait parlé. L'au-

(1) *Première lettre aux représentants Bouret et Fremenger.*

torité militaire gardait le silence. Le peuple de Bayeux s'était porté chez le général Wimpfen qui avait évité de répondre à la proposition de se mettre à la tête de l'insurrection. De son côté le Procureur-syndic du département, Louis Caille, jeune homme de 23 ans, plein d'ardeur, doué d'une extrême facilité de langage et d'une éloquence insinuante, avait cherché à arracher son aveu. D'un caractère trop réfléchi pour se jeter à l'étourdie dans une guerre civile, le général n'avait point cédé à ces premières tentatives. Il voulait sans doute examiner les chances du succès, s'éclairer sur l'inflexible nécessité des mesures qui devaient fermer tout accès à la conciliation.

Le 10 juin il se rendit à la *conférence amicale* à laquelle l'Assemblée l'avait invité, d'une manière si impérieuse. Dans l'intervalle il avait adressé au Procureur-syndic, Caille, une lettre dans laquelle examinant de sang-froid les chances de l'insurrection, il écrivait : « Si jamais la Montagne venait à crouler, elle écraserait dans sa chute la Plaine, » et avec elle la liberté <sup>(1)</sup>. » Ces expressions qui témoignaient de craintes s'accordaient mal avec l'ardeur de Caille. Au sein de l'Assemblée il attaqua le Général, lui reprocha cette lettre, et finit par déclarer qu'il n'avait point sa confiance.

De Wimpfen répondit avec calme, interpréta avec une grande présence d'esprit les termes de cette lettre compromettante, et évitant toutes fois de se lier par le serment de RÉSISTANCE A L'OPPRESSION, il se borna à jurer de *livrer la guerre aux anarchistes, et de ne mettre bas les armes que lorsque les factions seraient anéanties*. L'Assemblée déclara qu'elle était satisfaite ; mais ce n'était point là prendre le commandement de l'insurrection, et il était évident qu'on atten-

(1) Archives du Calvados.

daît de lui une détermination plus énergique.

Cependant l'Assemblée provisoire, en attendant l'arrivée des délégués des autres départements insurgés avait formé son bureau. Elle adopta un sceau particulier pour apposer à ses actes <sup>(1)</sup>. Elle envoya des Commissaires dans les départements pour régulariser et centraliser les moyens dont l'insurrection pourrait disposer. C'était dans son sein que venaient aboutir toutes les correspondances, et se former en faisceau toutes les adhésions.

Une de ses premières résolutions fut d'ordonner que les deux représentants arrêtés seraient, par mesure de sûreté, conduits au château de Caen. Ils y furent établis, le 12 juin, dans la maison qui avait été précédemment occupée par le chapelain du château. Défense leur fut faite de sortir de cette maison et du jardin y attenant. On laissa à leur disposition un jeune domestique qu'ils avaient amené <sup>(2)</sup>.

Les Commissaires envoyés dans les départements avaient la mission de généraliser l'insurrection, de provoquer des levées d'hommes, des réquisitions de chevaux, des versements d'argent. Ils ne trouvèrent pas partout les esprits à la hauteur de ceux du Calvados. Dans la Manche, l'Administration influencée par la présence de Prieur (de la Marne) et de Le Cointre avait pris une délibération contraire à l'insurrection. Dans la Seine-Inférieure, l'élan ne fut pas plus ardent. Aux excitations de l'Assemblée du Calvados, ce département répondit « qu'il reconnaissait la justice de la cause pour laquelle

(1) Ce sceau curieux consistait dans un œil traversé par une pique supportant le bonnet de la liberté, la pique reposant sur le livre de la loi fermé, et sur lequel était une épée nue, couchée, avec cette exergue : Comité général du département du Calvados.—*Arch. du Calvados.*

(2) Leur mobilier très modeste fut fourni par un tapissier de Caen à raison de 20 francs de loyer par mois pour chacun.—*V. les mémoires de dépenses aux archives du Calvados.*



» le Calvados s'insurgeait, mais qu'il craignait la violence des  
» mesures adoptées qui pouvait donner à la France la guerre  
» civile.» L'Assemblée du Calvados inquiète de ces hésita-  
tions multipliait pour les vaincre les Manifestes et les Procla-  
mations à ces départements. « Frères, leur disait-elle, « ces  
» délibérations qui nous attristent ne sont pas votre ouvrage.  
» Vos yeux sont ouverts, vous connaissez toute l'audace du  
» crime, et quand nous rejoindrons les cohortes nombreuses  
» qui s'avancent de tous côtés, aucune phalange des fils de  
» Guillaume ne manquera au rendez-vous. Hâtez-vous donc  
» de vous joindre à vos frères. Allons arracher au fer des  
» assassins la représentation nationale et le bon peuple de  
» Paris qui nous appelle <sup>(1)</sup>.»

Lorsque Prieur ( de la Marne ) et Le Cointre eurent connaissance de l'arrestation à Bayeux de leurs collègues, se considérant comme investis de tous les pouvoirs de la Convention, ils prirent un arrêté par lequel ils ordonnèrent à l'Administration du Calvados de se rendre immédiatement à Coutances avec tous les papiers, registres et procès-verbaux. A cette occasion le général Wimpfen faisant un pas de plus, de son autorité privée et comme général de l'armée des côtes de Cherbourg, donna l'ordre aux Administrateurs de désobéir et de rester à leur poste <sup>(2)</sup>, De leur côté, Prieur (de la Marne) et Le Cointre répondirent par un arrêté suspendant le général de Wimpfen de ses fonctions et défendant aux troupes et aux autorités d'obéir à ses ordres.

Il importe de connaître quelle impression produisirent dans la Convention ces graves manifestations et surtout l'arresta-

<sup>(1)</sup> *Les Habitants du Calvados aux Habitants de la Manche.—L'Assemblée centrale du Calvados à l'Administration de la Seine-Inférieure.—De l'imprimerie de Le Roy. 1793.*

<sup>(2)</sup> *Arch. du Calvados.*



tion des représentants à Bayeux <sup>(1)</sup>.

Ce fut par une lettre du général de Wimpfen écrite au ministre de la guerre que la nouvelle en parvint dans la séance du 13 juin ; elle y jeta une sorte d'effroi. Le représentant La Croix se précipite à la tribune et demande, aux applaudissements unanimes, que tous les députés du Calvados soient mis en arrestation pour répondre de la sûreté des Représentants arrêtés. Cette proposition parut à Thuriot contraire à l'indivisibilité de la République. « Il faut espérer, dit-il, que » dans le Calvados le peuple qui est grand, qui est juste, » imitera le peuple de Paris lorsqu'il sera instruit des machi- » nations employées pour perdre la liberté. Attendez, crai- » gnez que par une mesure précipitée vous ne frappiez l'in- » nocent au lieu du coupable. » Le Gendre, partisan des mesures les plus expéditives recommande à la Convention de *ne pas se laisser endormir*, et demande qu'elle prononce sur-le-champ l'arrestation ; le farouche Couthon, celui sur le rapport duquel a été consommée la ruine de la Gironde, va plus loin. Il propose un *décret d'accusation* contre les administrateurs qui se sont permis d'arrêter les représentants.

C'est alors que de Pontécoulant, député du Calvados, crut devoir parler sur la mesure : « J'ai fait, dit-il, depuis long- » temps le sacrifice de ma vie : on peut faire de moi ce qu'on » voudra ; mais on n'asservira pas mon opinion. Je suis ré- » signé ; si je combats la mesure des otages, ce n'est point » à cause qu'elle me concerne, mais parce que je la crois » mauvaise et contraire à l'unité et à l'indivisibilité de la Ré- » publique. Je demande que le Comité de salut public soit » chargé de faire un rapport pour rendre justice à tout le » monde. »

Danton dont la violence se laissait quelquefois fléchir par

(1) Séances des 13 et 14 juin 1793.

la justice repoussa toutes poursuites et finit par demander qu'on accorde vingt-quatre heures aux Administrateurs qui auront pu n'être qu'égarés, sans cependant donner une amnistie aux instigateurs.

Sur ces entrefaites, arrivèrent deux lettres adressées à la Convention, l'une par Prieur (de la Côte-d'Or) et de Romme, l'autre par Prieur (de la Marne). La première annonçait leur arrestation sans aucuns détails et se terminait par ce *post scriptum* :

« P. S. Notre arrestation peut prendre un très-grand caractère et prévenir le fédéralisme qui vous menace, surtout si, comme nous vous le demandons, vous la confirmez et nous constituez otages pour la sûreté des représentants détenus à Paris.

Cette demande parut extraordinaire et une voix fit observer que d'après les caractères de l'écriture on semblait avoir forcé la main de Romme à écrire ce paragraphe. « Vous vous » trompez, cria Couthon, Romme serait libre au milieu de » toutes les bouches à feu de l'Europe. »

La lettre de Prieur (de la Marne) annonçait que le département de la Manche protestait contre les mesures prises par celui du Calvados et qu'il se proposait d'envoyer à Paris une force armée pour protéger la Convention contre le fédéralisme. « Nous expédions, ajoute-t-il, un courrier au général » de Wimpfen pour lui enjoindre de faire respecter les repré- » sentants du peuple. Il a répondu à notre lettre, et nous » sommes occupés à examiner sa conduite..... » Enfin sur la demande de Robespierre la Convention se borna à déclarer que le département de la Manche avait bien mérité de la Patrie, et ne statua ni sur le sort des députés du Calvados ni sur celui des administrateurs.

L'irrésolution apparente du général de Wimpfen donnait à

la Convention des inquiétudes. Pour s'assurer de ses dispositions le ministre ordonna au général Dupuch de partir pour Caen et de lui rendre compte de l'état des choses <sup>(1)</sup>. Arrivé le 18 juin ce général ne put obtenir de de Wimpfen la confiance de ses projets ; mais il se retira avec la pensée que le mouvement populaire l'entraînait.

Le ministre de la justice envoya alors au général de Wimpfen l'ordre de faire mettre en liberté les représentants arrêtés ; il en reçut par le même courrier un accusé de réception conçu dans ces termes brefs et énergiques : « *Reçu la dépêche du Ministre de la justice concernant les événements de Caen* QUI SONT PLUS FORTS QUE LES MINISTRES <sup>(2)</sup> ».

De son côté le ministre de la guerre lui expédia l'ordre de se rendre à Paris *sur le champ*. Trop prudent pour obéir à une injonction qui ressemblait à un appel à la barre, avant-coureur de sa condamnation , il répondit <sup>(3)</sup> par cette lettre hardie :

« Il est très aisé de faire un nouveau théâtre de la guerre, il est encore plus aisé de maintenir la paix. Que le Comité de salut public fasse rapporter les décrets contre les administrateurs de divers départements ainsi que les décrets qui ont provoqué l'insurrection. Songez que le Calvados est fort de trois autres départements et de toute la ci-devant Bretagne dont le Comité central s'établit à Caen pour le maintien de la République une et indivisible. Voyez le peuple en fermentation et les sages usant de tous leurs moyens pour le calmer. Si le Comité et la Convention persistent à voir à rebours, ils doivent s'attendre à de grands malheurs. Il est dans la nature de se mettre sur la *défensive*, et même sur l'offensive quand on se voit attaqué. LE GÉNÉRAL NE POURRAIT FAIRE LE VOYAGE DE PARIS QU'ACCOMPAGNÉ DE 60,000 HOMMES. L'EXIGEREZ-VOUS DE LUI ?

Dans cette lettre était inséré un billet confidentiel au Mi-

(1) *Guerre des Vendéens et des Chouans*.—T. I<sup>er</sup>. P. 365.

(2) *Moniteur*.—Juin 1793.

(3) *Idem*.

nistre que celui-ci n'osa probablement pas détourner , et qui contenait ces deux lignes :

« Pour Dieu , révoquez tous les décrets , envoyez un homme qui ne soit pas abhorré : du reste restez tranquille et laissez-moi faire. »

Une lettre ou proclamation au club de Cherbourg dans laquelle le général de Wimpfen déclarait : « qu'il n'y avait plus » à choisir, qu'il ne pouvait plus voir dans la Convention que » des procureurs qui veulent dicter la loi à des commettants, » que le peuple leur avait dit : vous n'avez plus ma con- » fiance, vous n'êtes plus rien, et que dès-lors ils n'étaient » rien pour lui, » acheva de dessiner sa position. Ces hésitations qu'on lui a reprochées étaient finies. De Wimpfen était devenu le général de l'insurrection girondine. Il n'y avait plus à se tromper sur ses résolutions.

La Convention voulut le frapper de suite. Le 26 juin, Barrère monte à la tribune et prononce le discours suivant <sup>(1)</sup> :

« Je viens vous présenter une mesure contre un général qui a imité Lafayette et Dumouriez. Telle est la maladie attachée aux Républiques naissantes qu'elles ont un grand nombre de traîtres à punir. Telle est une autre maladie plus dangereuse encore, c'est l'ambition des généraux qui amène la chute des Empires. L'histoire en fournit des preuves multipliées, et si l'on en doutait encore il suffirait de lire les deux premières pages de notre Révolution où sont signalés Lafayette et Dumouriez, et à la troisième vous allez rencontrer Félix de Wimpfen.

(1) On trouve dans une tragédie de *Charlotte Corday*, composée par Sallés, l'un des proscrits, avant de monter sur l'échafaud , à Bordeaux , ces vers, qu'il met dans la bouche de Barrère :

« Déjà dans la Neustrie un chef est désigné ,  
Wimpfe outragé par nous, justement indigné  
Quand par un délateur faisant flétrir sa gloire  
Nous voulûmes le perdre au sein de la victoire ,  
Wimpfen des fiers Normands guide les bataillons,  
Aux Normands irrités s'unissent les Bretons,  
Indomptables enfants de l'ancienne Armorique,  
Ardeurs amis des lois et de la République. »

L'orateur rend compte des lettres de de Wimpfen et des mesures prises contre lui par Le Cointre et Prieur ( de la Marne), et il termine ainsi :

» Votre Comité a regardé ces mesures comme insuffisantes ; il n'a pas oublié que Wimpfen imitant Lafayette avait fait arrêter les membres de la représentation nationale. Il a vu aussi que dans un pays où il y a onze armées en activité, si toutes les têtes des généraux ne pliaient pas devant la loi il n'y aurait qu'une longue suite de mouvements anarchiques. Il n'hésite donc pas à vous proposer de le *décréter d'accusation.*»

Les députés Gaston, Bentabolle et Sergent renchérirent sur cette proposition qui leur paraissait trop douce. Barrère accusé de douceur ! Ils demandèrent que pour punir l'inso-  
lence de Wimpfen il fût mis hors la loi, que tout soldat fût autorisé à *courir sus*, et qu'il fût déclaré traître à la patrie. Couthon est entendu. Il se borne à faire remarquer que Wimpfen a cessé d'être général des troupes républicaines pour commander celles de *Messieurs* Buzot, Barbaroux, Gorsas et La Rivière et appuie fortement le décret d'accusation. La Convention rend ce décret dans les termes suivants :

« La Convention nationale *décète d'accusation* le général Félix Wimpfen, commandant en chef l'armée des côtes de Cherbourg.

» Le général Félix de Wimpfen est destitué du commandement de ladite armée. Il est défendu à toutes les autorités constituées et aux citoyens de lui obéir.»

C'est le second décret qui à dix mois d'intervalle fut prononcé sur le général de Wimpfen. Le premier proclame qu'il a bien mérité de la patrie <sup>(1)</sup> et le second l'en proclame l'ennemi !

Pendant qu'à Paris, au sein de la Convention, il ne s'élève que des cris de vengeance contre le général de Wimp-

(1) Page 231.



fen, il recevait de toutes parts dans le Calvados et les départements voisins des témoignages d'une confiance sans bornes, des félicitations sur sa résolution, des encouragements à agir « avec fermeté et célérité », et l' instante prière de « prendre sans retard le commandement des forces départementales <sup>(1)</sup>. »

#### IV.

Les Girondins à Caen.—Leurs discours.—Leurs relations avec le général de Wimpfen.—Depart des Conventionnels restés dans la Manche.

Dans la journée du 26 juin, où le décret contre Wimpfen était rendu, Guadet, déguisé en ouvrier tapissier, Louvet, Pétition, accompagné de son fils âgé de dix ans, arrivaient à Caen avec Meilhan et Salles. Ils y furent rejoints par trois jeunes écrivains de talent dévoués à leur cause, Girey-Dupré, Riouffe et Marchena. Après eux s'y rendirent successivement à quelques intervalles Lanjuinais, Bergoeng, Valady, Mollevault, Cussy, Duchâtel et Kervélégan. Gorsas, La Rivière, Buzot et Barbaroux y étaient déjà depuis quelques jours. Caen avait été choisi par les proscrits qui s'y rendirent les premiers comme lieu provisoire de ralliement et de refuge. Tous avaient quitté Paris sans argent, sans assignats, sans effets. Les détails donnés par Buzot sur leur situation sont de nature à inspirer la pitié <sup>(2)</sup>. Leur pénurie était telle que l'Administration de

(<sup>1</sup>) Lettres diverses.—*Arch. du Calvados*.

(<sup>2</sup>) *Mém. de Buzot*.—P. 36.

Caen fut obligée de leur fournir des aliments <sup>(1)</sup>. Voulant aussi « leur offrir une honorable hospitalité » elle leur affecta pour résidence l'hôtel de la ci-devant Intendance, et prescrivit « qu'il fût meublé de tous les objets nécessaires et convenables ». On leur donna une garde d'honneur <sup>(2)</sup>.

Aucun projet de résistance ouverte n'avait été concerté entr'eux. Sans accord et sans prévoyance, ils se trouvèrent entraînés par le mouvement de l'opinion plutôt qu'ils ne l'inspirèrent et le dirigèrent. Ce fut leur arrivée successive à Caen qui détermina le choix de cette ville comme centre de l'insurrection et qui lui fit donner la préférence sur la Bretagne où le mouvement s'était prononcé même avant la Normandie <sup>(3)</sup>. Les délégués d'Ille-et-Vilaine s'étaient aussi rendus dans cette ville pour concourir à la résistance, après avoir de leur côté publié une lettre chaleureuse annonçant leur concours <sup>(4)</sup>.

La présence à Caen de tous ces députés proscrits par la Montagne, arrachés à leur poste et menacés du dernier supplice, leurs discours et leurs excitations fournissaient un aliment à l'ardeur des esprits. C'était la tribune de la Convention transportée à Caen; c'étaient les voix les plus éloquentes, les orateurs les plus renommés, changeant de théâtre et animés par le danger.

Quoiqu'ils ne fissent pas partie de l'Assemblée *de résistance à l'oppression*, qu'ils ne fussent pas toujours d'accord entr'eux ni sur leurs projets, ni sur leurs moyens, qu'ils n'eussent arrêté aucun plan militaire ni politique <sup>(5)</sup>, ils exer-

<sup>(1)</sup> *Mém. de Meilhan.* — P. 75.

<sup>(2)</sup> *Archives du Calvados.*

<sup>3.</sup> *Manifeste aux Parisiens par l'Assemblée centrale provisoire d'Ille-et-Vilaine.*

<sup>(4)</sup> *Lettre des délégués de la Bretagne.* — Imp. à Caen, chez G. Le Roy. — 1793.

<sup>(5)</sup> *Mém. de Buzot.*

çaient une certaine influence sur les déterminations de cette Assemblée.

Chacun d'eux y parlait. Tantôt c'était ou Gorsas , rendant compte des derniers événements , — ou Guadet jurant amitié, fraternité et reconnaissance au nom de la Gironde, et s'écriant : « Quant à moi, le département de la Gironde » et celui du Calvados se confondront toujours dans mon » cœur, et si je tiens à l'un par ma naissance, je tiendrai à » l'autre par le sentiment ! » — tantôt c'était Louvet arrivant dans cette ville de Caen « qu'on a si bien nommée , » « dit-il, la Marseille du Nord, échappant au fer de ses bour- » reaux , qui sont aussi les bourreaux de la patrie , jurant » de sauver la République ou de mourir ; » — c'était Kervélégan exprimant sa joie d'être arrivé sur une terre hospitalière, « d'y trouver des frères et des amis, après quatre ans » de travaux pour la liberté, et résolu de périr avec elle ; » — enfin, c'était Barbaroux , le plus jeune, le plus beau de tous , « vouant sa haine aux nouveaux tyrans de sa patrie , » reportant ses regards sur le lieu de sa naissance en abor- » dant sur une terre libre, épanchant son âme dans celle des » Normands et s'écriant avec eux : la République sera » sauvée ! »

Malgré sa grande réputation d'éloquence, Buzot parla peu. Il se montrait convaincu de l'inutilité des efforts qu'on pourrait tenter. Il préférerait se sacrifier en marchant dans les rangs des simples soldats, ne voulant pas , disait-il, se contenter d'élever les mains vers le Ciel pendant qu'on se battrait dans la plaine <sup>(1)</sup>.

Le pouvoir exécutif ne perdait pas de vue le décret d'accusation que la Convention avait prononcé contre le général

(2) *Mémoires de Buzot.* — P. 145.

Wimpfen. Un courrier extraordinaire fut envoyé à Caen pour en presser l'exécution. L'Assemblée générale était en séance le 28 juin. Le courrier y fut introduit, et le général de Wimpfen, le Maire, le chef de la Légion et le commandant de la Gendarmerie reçurent en même temps de ses mains une ampliation de ce décret. Déposant les dépêches du ministre sur le bureau sans les ouvrir, ils déclarèrent ne pouvoir reconnaître les ordres d'un *ex-ministre*. L'Assemblée applaudit avec enthousiasme, leur témoigna sa satisfaction, et déclara « que » Wimpfen n'a rien à craindre, qu'il est parmi des frères, et » qu'on a pourvu à sa sûreté.»

C'est en ce moment que Pétion et Lanjuinais parurent pour la première fois au sein de l'Assemblée. Pétion, qu'on saluait en 1792 par le cri de *Pétion ou la mort*, et qu'en 1793 on menaçait par cet autre cri *Pétion à l'échafaud*, prit la parole pour féliciter les Magistrats du peuple du grand caractère qu'ils avaient montré. « Victime échappée aux assassins, il vient chercher un asile sur la terre libre et » hospitalière du Calvados contre ces hommes de boue et de » sang qui veulent asservir la République à leur insolente » domination.» Lanjuinais prononça quelques paroles fermes et touchantes, et témoigna au milieu des plus vifs applaudissements sa confiance à ses frères du Calvados.

Si le général de Wimpfen eût pu se bercer d'espoir dans le succès, jamais son rôle n'aurait été plus brillant qu'en ce moment. Entouré de gloire et de popularité, acclamé de la foule, aimé des Normands, ayant la confiance des Bretons, il avait conquis l'estime des Girondins. Buzot <sup>(1)</sup>, l'homme d'état du parti, et Barbaroux <sup>(2)</sup> son plus brillant orateur, s'é-

(1) V. *Mémoires de Buzot*.

(2) V. *Mémoires de Barbaroux*.—Mon père s'était épris d'un véritable attachement pour lui.—(*Notice d'Ogé Barbaroux sur son père*. P. 29.)

taient attachés à lui. Guadet, Pétion, Kervélégan étaient sous le charme de sa conversation non moins heureuse en inspirations qu'en hasard de réparties. Louvet seul lui témoignait de la défiance, mais son imagination romanesque et son esprit naturellement soupçonneux ôtaient du crédit à son jugement. Loin d'avoir nui au général de Wimpfen la réserve qu'il avait mise à se décider était considérée comme la mesure de sa sagesse et de sa réflexion.

C'était sans doute dans un de ces moments de présomptueuse confiance qu'il écrivait à Custine : « Gardez vos bataillons. Chargez-vous des ennemis du dehors, et je me charge de ceux de l'intérieur <sup>(1)</sup>. »

Le département de la Manche sans se prononcer pour l'insurrection avait cependant forcé Prieur (de la Marne) et Le Cointre de le quitter. Ayant manifesté des craintes sur leur sûreté à travers le Calvados, on leur donna deux Commissaires de ce département pour les accompagner jusqu'à la limite. Victor Féron, adjudant de place à Granville, rendait compte de leur voyage le 28 juin à Gorsas, dans le style de l'époque : « Nos Montagnards expulsés de Coutances ont été hués en passant par Granville, épierres à Avranches, et je ne doute pas qu'on leur ait craché au visage à Villedieu, en attendant qu'on les fasse pendre à Domfront. » Ils furent non pendus, mais arrêtés à Vire, et bientôt mis en liberté sur un ordre de l'Assemblée centrale <sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Toulangeon.—*Histoire de la Révolution*.—T. IV. p. 19.

<sup>(2)</sup> *Archives du Calvados*.



V.

Organisation *définitive* de l'ASSEMBLÉE CENTRALE DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.—But déterminé de l'insurrection.—Départ des premiers bataillons.—Arrivée des bataillons bretons.—Leur chant de guerre.—Proclamations aux départements. — Proclamations aux Parisiens. — Difficultés de toutes sortes. Embarras financiers.—Menées sourdes de la Convention.

Pendant ce temps les délégués des départements insurgés s'étaient enfin réunis en assez grand nombre à Caen. Ils formèrent *définitivement* l'ASSEMBLÉE CENTRALE DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION, composée des délégués des divers départements. Elle fonctionnait en face de l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CORPS ADMINISTRATIFS DU CALVADOS. La première concentrait en ses mains tous les pouvoirs généraux. Supérieure à toutes les autorités elle était le centre auquel allaient aboutir toutes les mesures insurrectionnelles. La seconde exerçait ses fonctions dans les intérêts uniques du département.

Le premier soin de l'Assemblée *centrale* fut l'organisation militaire de l'insurrection <sup>(1)</sup>.

Elle notifia son installation par l'arrêté suivant :

« Les Députés nommés par les Communes et Assemblées primaires des départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord, de la Mayenne, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, du Calvados, réunis à Caen,

(1) La ville de Bayeux devait fournir 16 grenadiers, 92 fusiliers et 10 canonniers.

» Considérant que la gravité des circonstances ne leur permet pas d'attendre plus longtemps l'arrivée des Députés des autres départements qui doivent se joindre à eux ;

» Considérant que la formation de leur Assemblée ne peut être différée sans compromettre la chose publique dont le succès dépend de l'ensemble et de l'unité des mesures ;

» Vérification faite de leurs pouvoirs ,

» Jurent guerre éternelle aux Tyrans, aux Traîtres, aux Anarchistes ; Jurent de maintenir la Liberté, l'Egalité, la République une et indivisible, la sûreté des personnes et des propriétés ; jurent de n'employer les pouvoirs qui leur sont confiés que pour faire respecter la souveraineté du peuple ,

» Et déclarent, au nom de leurs Commettants, qu'ils se constituent en **ASSEMBLÉE CENTRALE DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.**

» L'Assemblée arrête que le présent arrêté sera imprimé et affiché dans l'étendue des départements réunis, et envoyé aux autres départements de la République.

Elle prit ensuite un arrêté par lequel elle déclara nuls tous les actes de la Convention depuis le 27 mai, et appela officiellement le général de Wimpfen au commandement des **ARMÉES DÉPARTEMENTALES.**

Le général se mit directement en rapport avec cette Assemblée, et avec les députés proscrits. On arrêta en commun le plan suivant <sup>(1)</sup> qui traçait la marche et le but de l'insurrection :

Se rendre à Paris avec la force départementale ;

Se réunir aux habitants de cette ville pour rétablir la Convention *dans son intégrité* ;

Assurer la Liberté par une garde prise dans tous les départements ;

Demander l'institution d'un tribunal composé de juges fournis par chaque département pour juger tous les membres de la Convention.

(1) *Mémoires de Meilhan.*—P. 77.

Le chef de l'état-major du général de Wimpfen était l'adjudant-général de Puisaye, son collègue de l'Assemblée constituante, l'un des signataires avec lui de la protestation de la minorité de la Noblesse, et qui, ayant acquis des propriétés nationales, semblait donner des gages à la Révolution.

Les corps de l'armée départementale se formaient. Un bataillon soldé était arrivé d'Alençon sous les ordres du commandant Le Roy, de Bayeux ; un autre bataillon de volontaires du Calvados composé de nouveaux enrôlés auxquels la ville de Bayeux avait fourni un assez nombreux contingent venait aussi de se réunir. Les bataillons de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, de la Mayenne, du Finistère, composés d'une jeunesse d'élite, arrivaient successivement annonçant n'être que l'avant-garde de troupes plus nombreuses exercées au maniement des armes. C'était en chantant un hymne patriotique que les Bretons traversaient la Normandie. En voici quelques strophes qui expriment l'esprit dans lequel l'insurrection s'armait :

Salut, enfants de la Neustrie,  
Fiers amis de l'Egalité,  
Salut, au nom de la patrie,  
Des lois et de la liberté !

Guerre et mort aux tyrans ! mort aux apôtres du carnage !  
Que l'horreur à jamais s'attache à leurs coupables noms !  
Point de meurtres, point de pillage,  
C'est la devise des Bretons.

D'un trône étayé par ses crimes  
Robespierre enivré de sang  
Du doigt désigne ses victimes  
A l'anarchiste rugissant.

Qu'il frémissse à nos cris : mort à l'apôtre du carnage ?  
Que l'horreur à jamais, etc.

Déjà partageant nos alarmes  
Prêt à porter les premiers coups

Bordeaux, se couvrant de ses armes ,  
Précède Marseille en courroux .  
Notre cri, c'est le leur : mort à l'apôtre du carnage ,  
Que l'horreur à jamais, etc.

Nous marchons et Paris respire,  
Paris nous reçoit dans son sein ,  
Les lois reprennent leur empire  
La France n'a plus qu'un refrain :  
Liberté, reparaïs, éclaire de tes feux prospères,  
L'habitant du Midi, des Alpes, du Jura, du Nord,  
Viens entendre un peuple de frères  
Jurer ton empire ou la mort.

Le jour du départ des premiers bataillons fut fixé au dimanche 7 juillet. Ils vinrent se ranger sur le Cours et passèrent la revue du général de Wimpfen. Leur drapeau fut confié à un *Carabot* qui jura de *n'abandonner sa bannière qu'à la mort et de la rapporter entière ou teinte de son sang* <sup>(1)</sup>.

On a contesté qu'il y ait eu de l'enthousiasme à cette revue <sup>(2)</sup>. Mais ce qui est certain, c'est que tous les enrôlés n'étaient point animés des mêmes sentiments. L'insurrection fomentée aux cris d'*à-bas la Montagne* ralliait non-seulement ceux qui partageaient les opinions des Girondins, mais tous ceux qui fondaient sur la chute de la Convention l'espoir d'un meilleur avenir. Les Royalistes de toutes les nuances s'enrôlaient comme les partisans de la Gironde. On peut éclaircir ce moment de notre histoire passée par un souvenir des temps récents. Lorsqu'en 1848 la lie de la révolution fut sur le point de triompher, étaient-ce tous partisans de la république modérée qui marchèrent sur Paris pour combattre l'insurrection ? La résistance ne compta-t-elle pas dans ses

(1) Meillan.—*Eclaircissements historiques*.

(2) Séance de la Convention du 9 juillet 1793.—Toulangeon. T. IV. Pièces justificatives. N° 1.

rangs des hommes de tous les partis, des amis éprouvés de la légitimité, de l'orléanisme, du bonapartisme, comme elle y comptait des républicains ?

Il fut résolu entre les députés proscrits, l'Assemblée centrale et le général de Wimpfen qu'une déclaration serait faite au nom des premiers pour faire connaître à la France et au monde les motifs et le but des départements insurgés. Ce fut Louvet, l'un d'eux, qui fut chargé de la rédaction de ce manifeste trop long et trop connu pour être rapporté ici <sup>(1)</sup>.

De son côté l'Assemblée centrale fit une proclamation courte mais énergique adressée aux citoyens des départements que la force départementale allait traverser. Elle fut rédigée par Louis Caille :

« La force départementale qui s'achemine vers Paris ne va pas chercher d'ennemis pour les combattre, elle va fraterniser avec les Parisiens. Elle va imposer aux factieux par sa contenance ferme et tranquille, elle va raffermir la statue chancelante de la Liberté. Citoyens qui verrez passer dans vos murs, dans vos hameaux, ces phalanges amies, fraternisez avec elles, ne souffrez pas que des monstres altérés de sang s'établissent au milieu de vous à dessein de les arrêter dans leur marche ; ne souffrez pas que des attroupements se forment au son lugubre du tocsin. Confondus parmi nos ennemis nous ne pourrions plus vous distinguer. »

Enfin le général de Wimpfen fit entendre sa parole au nom de l'armée :

« FÉLIX WIMPFFEN, général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, et des forces armées départementales du nord et de l'ouest de la République française, une et indivisible, aux bons Citoyens de Paris, SALUT :

» Déjà une fois j'ai contribué essentiellement à sauver la République, et les factieux m'ont calomnié et persécuté : aujourd'hui je suis appelé à la sauver plus efficacement, ils me proscrivent, ils mettent ma tête à prix.

» Les méchants vous disent : Félix Wimpfen marche *contre* Paris. N'en croyez rien. Je marche *vers* Paris, *pour* Paris, et pour le salut de la Répu-

(1) Il est inséré *in extenso* dans les Mémoires de Louvet. P. 13.



blique une et indivisible. J'y marche par le vœu du peuple, non pas d'une fraction, d'une ville, mais du peuple de la majorité des départements, du peuple souverain comme aucun de vous n'en douterait si le pouvoir inquisitorial de la Commune de Paris permettait aux journalistes véridiques de faire circuler leurs feuilles.

» Bons Citoyens de Paris, rallions-nous pour la cause commune..... Je commande les Bretons et les Normands.

» Frères, je fraterniserai avec vous ; mais mes ordres portent de combattre tous ceux qui inquiéteraient ma marche. Je les combattrai, je les vaincrai, la vérité sera entendue et justice sera faite.

» Le général FÉLIX WIMPFEN. »

Malgré ce ton de confiance l'espoir du général de Wimpfen dans le succès de l'entreprise devait être ébranlé par les difficultés de sa situation. Non-seulement le nombre des troupes ne s'accroissait pas avec rapidité, mais il n'y avait ni magasins, ni tentes, ni fourrages, ni effets de campement. Les approvisionnements les plus indispensables étaient irrégulièrement faits. L'argent manquait à la plupart des services. C'était en vain que les fonds de la caisse du payeur de l'armée des côtes de Cherbourg avaient été arrêtés, que l'Assemblée centrale avait requis les directoires des départements soulevés de tenir chacun 200,000 francs à la disposition du général de Wimpfen. Ces mesures incomplètes, insuffisantes et dans tous les cas mal exécutées, étaient loin de fournir des ressources égales aux besoins. De Falaise où Puisaye s'était rendu pour déterminer le départ d'une troupe de volontaires, il écrivait au général de Wimpfen : « Si nos meilleurs chasseurs avaient seulement des pistolets ! mais plusieurs de mon détachement n'ont pas même de sabres, et ceux qui en ont emprunté faute de ceinturon les suspendent à une ficelle. Il est important d'accélérer l'habillement de ces troupes et de pousser à leur armement. » De son côté le Comité de l'Eure écrivait : « Général, nous avons des hommes, mais sans chefs, beaucoup de courage, mais rien pour

» le diriger. Si vous tardez plus longtemps à envoyer ici  
» quelqu'un qui puisse conduire d'une manière active et pru-  
» dente les opérations militaires, le but est manqué. Il n'e-  
» xiste en ce moment parmi les troupes ni ensemble, ni au-  
» cun moyen de suivre un plan combiné<sup>(1)</sup>.»

Le pouvoir militaire confié aux mains du général n'était pas d'ailleurs toujours libre. Les délégués des départements insurgés voulaient imiter les commissaires de la Convention en mission près les armées. Ils entravèrent plus d'une fois l'autorité du commandement. Tout cela présentait une machine assez mal montée qui fonctionnait péniblement, et exigeait de la part du général une réserve et une mesure qui nuisaient à la liberté de ses actes.

Cependant la rumeur publique grossissait à Paris, comme il arrive toujours en pareille occurrence, les forces insurgées. On les portait jusqu'au nombre de 30,000 hommes. Inquiet de ces forces annoncées, le ministre Garat proposa de se rendre à Caen pour porter des paroles de conciliation<sup>(2)</sup>. Son offre ne fut pas acceptée. La Convention dont les armées étaient sur les frontières et devant l'ennemi ne put ramasser qu'une bande assez mal armée, et aussi mal équipée, s'élevant environ à 2,000 hommes qui, sous les ordres du général Sépher, se porta vers Evreux. Mais elle eut recours à des moyens plus puissants que les soldats et les canons. Danton, effrayé du succès possible de cette insurrection qui pouvait prendre un caractère national, voulut l'arrêter à tout prix.

Des émissaires chargés d'argent et d'assignats furent envoyés dans la Basse-Normandie avec la mission de les répandre à pleines mains afin d'arriver, par la corruption, à la pacification qu'on désespérait d'obtenir par les armes. Des filles

(1) *Archives du Calvados.*

(2) Barante.—*Histoire de la Convention nationale.*

publiques stipendiées suivaient les bataillons de l'armée du Calvados, y semaient de fausses nouvelles, et par tous les moyens en leur pouvoir excitaient le soldat à l'oubli des devoirs. L'un des agents de la Convention nommé Desforges, homme actif et influent, entre les mains de qui venaient aboutir tous les fils de cette négociation secrète, était parvenu à pénétrer dans la prison assez mal gardée qui renfermait les députés Romme et Prieur. Il leur apportait l'espérance d'une prompte délivrance en échange des conseils qu'ils lui donnaient. Il avait reçu de Paris une somme de 250,000 livres qu'il employait avec succès à ces intrigues <sup>(1)</sup>.

Un autre émissaire vint aussi dans le Calvados avec la mission de négocier avec les députés proscrits, et de leur déclarer que s'ils persistaient, si la Convention était vaincue, on leur *jetterait le petit Capet aux jambes*, menace qui, adressée aux fondateurs de la République, avait pour but de les désarmer par la crainte du retour de la Royauté <sup>(2)</sup>.

## VI.

Défaite de Puisaye à Vernon.—Son rapport confidentiel au général de Wimpfen.—Arrivée du général à Lisieux.—Propositions de conciliation.—Lettre à Sépher et sa réponse.—Lettre de l'Assemblée centrale.—Dernière conférence du général de Wimpfen et des Girondins.—Volte-face des villes de Caen et de Bayeux.—Dernier arrêté de l'Assemblée centrale.

Le moment d'agir était enfin arrivé. Le général Puisaye reçut le 9 juillet l'ordre de se porter en avant, vers Evreux.

<sup>(1)</sup> *Biographie des Contemporains*.—V<sup>o</sup> Romme.

<sup>(2)</sup> Note d'Engerrand, député de la Manche.—*Mémoires de Louvet*.

Le général de Wimpfen devait rester à Caen au centre du mouvement pour y organiser toutes les troupes et se mettre à la tête du corps d'armée principal.

Puisaye partit le même jour accompagné de Bougon-Longrais et de Caille, commissaires, après avoir juré au sein de l'Assemblée de défendre jusqu'à la mort *la sainte cause de la liberté*. Le 12 juillet, ayant rallié les troupes sur son passage, sa petite armée rencontra en avant de la forêt de Vernon, celle du général Sépher, et là eut lieu un combat ou plutôt une mêlée plus célèbre que sanglante qui entraîna sa déroute, et causa la ruine de l'insurrection.

Laissons au récit de ce général le soin de faire connaître cette catastrophe, en publiant le rapport confidentiel qu'il adressa au général de Wimpfen, sous le poids de l'émotion qu'il venait d'éprouver <sup>(1)</sup>.

« De la rivière Thibouville, 15 juillet 1793,  
L'an II de la République française.

» J'ai attendu pour vous écrire, mon cher Général, que je puisse vous rendre compte des mesures que je m'étais proposé de remplir en partant pour Evreux. J'y ai tout trouvé dans le plus grand désordre et cela ne me fit pas changer le projet d'aller m'emparer de Vernon. En conséquence je travaillai à mes dispositions le jour même de mon arrivée. Ma petite armée me parut avoir tout le courage nécessaire et je comptais d'avance sur le succès de notre entreprise. Le 11 je résolus d'attaquer malgré qu'on m'eût assuré que j'aurais à combattre 14 ou 1,500 hommes dont partie réfugiés dans la forêt et au château de *Brécourt*. Le 10 je m'étais emparé du poste de Cocherel et le 11 je commençai mon opération par les chasses du château de *Brécourt*; je reconnus l'endroit de la forêt où ils s'étaient réfugiés et je leur livrai bataille. Ma troupe montra une contenance telle que je regardais comme sûre mon entrée triomphante dans la ville de Vernon, mais il fallait remettre la partie au lendemain. La nuit approchait. L'ennemi mis en déroute s'était dispersé dans

(1) L'original de ce rapport, qui ne se trouve dans aucuns documents officiels, est dans la collection de M. Georges Villers. — V. au surplus de plus amples détails dans les *Mémoires du général Puisaye*. — Londres, 1803.



toute la forêt ; mais s'étant rallié avec de nouvelles forces qui étaient venues à leur secours je sentis qu'il aurait été de la plus grande imprudence d'exposer mes hommes à travers les bois. En conséquence les choses restèrent pendant une heure dans cet état. Je signifiai à ma troupe que je ne voulais pas qu'elle quitte le poste où je l'avais placée. La victoire, mon cher général, me paraissait assurée. Mais vous ne connaissez que trop les vices de l'indiscipline : jamais il n'y aura d'exemple plus cruel que celui dont j'ai été témoin. L'ennemi qui semblait s'être éloigné profita de ce désordre pour nous envoyer quelques mitrailles. Au 7<sup>e</sup> coup qui nous parvint il ne me resta que le plus affreux désespoir, celui de voir mon armée dans le plus affligeant désordre, et cependant je n'avais pas un seul homme blessé. Il ne me fut pas moins de la plus grande impossibilité de les rallier.—Depuis cette époque cela a toujours été de mal en pis. Informé hier qu'une force imposante, plus encore qu'elle ne l'était quand je lui livrais bataille, venait s'emparer de Pacy que j'avais été obligé d'évacuer, marchait et viendrait, comme elle y est effectivement venue hier soir (sur Evreux) avec 4,000 hommes dont près de 500 de cavalerie de Chamboran, vous sentez qu'il m'était dans ce cas impossible de rester à Evreux, mes troupes ne pouvant résister avec aussi peu de forces.

» Je vais arriver à *Lisieux*. Envoyez-moi y vos ordres ou sinon je vais me replier jusqu'à *Caen*. Ce qui me chagrine c'est que cette petite armée dont on aurait pu faire des merveilles diminue de jour en jour. Il n'est pas de moyens qui n'aient été employés pour la désorganiser. Les Bretons seuls tiennent et les Bretons vous suffiront. J'ai tué environ 20 hommes à l'ennemi dans les deux affaires, je n'ai rien perdu, mais la dispersion a été complète à l'exception d'*Ille-et-Vilaine*. La trahison et la lâcheté de bien des individus en qui nous n'avions pas de confiance ni vous ni moi a été cause de ce malheur. Je ramènerai du moins tout ce qui m'a été confié, hommes et canons, mais hors les Bretons tout est mal, tout est dangereux. Pour moi je ne veux plus vivre, mon cher Général, que parce que j'ai l'espoir de mourir à côté de vous.

» Le général de brigade,

» Joseph PUISAYE.»

« P. S. Il est indispensable que vous partiez sur-le-champ pour venir au-devant de nous ; il n'y a pas un moment à perdre. Votre présence fera le meilleur effet : on a en vous seul une confiance sans bornes et vos ordres quels qu'ils soient seront exécutés.

» Venez à *Lisieux*, dussiez-vous y venir seul. Peut-être tenterons-nous ce soir une opération sur *Bernay*, s'il est possible de rallier les troupes.

» Joseph PUISAYE (1). »

(1) Ces dernières lignes sont de l'écriture même du général Puisaye.



Bougon-Longrais, revenu à Lisieux, écrivait de son côté à de Wimpfen <sup>(1)</sup> :

« JE vous réitère l'invitation de vous rendre ici sur-le-champ. Si vous tardez encore deux jours tout est f...tu : l'armée se désorganise ; le général Puisaye n'y peut rien. Je vous confie qu'il n'a pas les esprits pour lui. Je vous dirai ce que je crois être la cause de cette prévention défavorable et peut-être injuste, mais qui est presque générale..... Venez, tout le monde vous attend avec impatience ; deux jours peuvent décider tout à fait du sort de la France et du votre..... Venez donc.»

Cette défaite étonna d'autant plus que le bruit s'était répandu que la ville de Pacy-sur-Eure était au pouvoir de Puisaye, et que de Wimpfen s'était empressé de l'annoncer au général Custine, ce qui lui valut de la part de ce général cette réponse plus sévère que franche : « J'ignorais la prise de » Pacy. Si elle est vraie, elle est contraire à l'unité et à » l'indivisibilité de la République. Du moment que vous » êtes revêtu d'une qualité que vous ne tenez pas de la loi, » je dois vous regarder comme un chef de factieux. Je romps » toute correspondance avec vous jusqu'à ce que vous vous » montriez vraiment républicain et digne des lauriers de » Thionville <sup>(2)</sup>. »

Aussitôt que la vérité fut connue, de Wimpfen se rendit à l'Assemblée centrale que ces événements tenaient en permanence. Son maintien, son langage n'annonçaient aucune stupeur. Suivant lui rien n'était désespéré, Puisaye n'avait livré qu'un combat d'avant-garde, l'armée existait encore, les canons étaient sauvés, les Bretons tenaient résolument, et ne demandaient qu'à marcher à l'ennemi. Un peu de bonheur et de persévérance et la cause pouvait encore être victorieuse.

Le 16 juillet au soir, à la tête de quelques troupes, il par-

(1) L'original de cette lettre fait partie de la collection de M. Renard.

(2) *Moniteur* du 17 juillet 1793.

tit pour Lisieux. Ce fut là qu'il rencontra Puisaye. Le récit que lui fit ce général, l'appréciation de l'état des esprits, la disposition dans laquelle il avait laissé la ville de Caen, celle où il trouvait la ville de Lisieux, l'indifférence des populations rurales, le petit nombre de troupes organisées, le défaut de discipline de ces individus mal armés qui n'étaient point des soldats, livrèrent son esprit à une véritable perplexité. Barbaroux et Louvet arrivèrent en même temps que lui soit pour surveiller ses démarches, soit pour l'aider dans ses opérations.

L'ascendant de la Montagne triomphait. Vaincu sans avoir combattu, désespéré de voir le sort de cette entreprise compromise par une simple débandade d'avant-garde, il se laissa aborder par des paroles de conciliation <sup>(1)</sup>, qu'il s'empressa de transmettre à l'Assemblée centrale par un émissaire chargé de rendre un compte fidèle de l'état des choses. Pendant qu'on examinerait ces propositions de paix et de concorde, il pouvait arriver que Sépher qui était encore resté sur le territoire de l'Eure s'avancât sur le Calvados et ne rendît toute conciliation impossible. De Wimpfen lui envoya le lendemain 19 ce message :

« Le général Félix de Wimpfen au général Sépher, commandant l'armée parisienne, salut :

» Voulez-vous la guerre civile ? avancez. Ne la voulez-vous pas ? N'enfreignez point le territoire du Calvados. »  
» Sous peu l'on s'expliquera. En attendant lisez ces proclamations. J'ai voulu prévenir de grands malheurs. Les voudriez-vous faire naître ? »

A cette lettre était jointe une proclamation qu'il adressait le jour même aux troupes de l'insurrection.

On connaîtra l'accueil fait à cette lettre et à cette procla-

(1) Lettre du général de Wimpfen en date du 18 juillet 1793.

mation par la note dont le général Séphier les accompagna en les transmettant à la Convention : « Quant à l'impudent auteur de cette lettre, écrit-il, je me suis réservé de » lui répondre en bon républicain, si j'ai l'avantage de le » rencontrer. A l'égard des proclamations, c'est dans Caen » que nous en ferons l'usage qu'elles méritent <sup>(1)</sup>.

La communication faite par le général de Wimpfen au Comité central de Caen le 18 fut répondue le 19 par le message suivant, expression de la douleur et du courage <sup>(2)</sup> :

« Citoyen Général ,

» L'Assemblée centrale a entendu avec peine le rapport qui lui a été fait par le citoyen Varin. Ce rapport et votre lettre lui prouvent que le sentiment de découragement domine encore une partie de vos bataillons ; Citoyen Général, c'est à vous, c'est à la juste confiance que vous inspirez à ces bataillons à dissiper une impression aussi nuisible à la chose publique. Les courageux bataillons de la Bretagne se sont réunis pour la sauver. Ils en ont fait le serment. Leur courage, leur fidélité, leur amour de la Patrie, si bien éprouvés nous répondent qu'ils n'abandonneront pas leur sainte et glorieuse entreprise. Reculer, ce serait la rendre peut-être impossible ; ce serait décourager tous les bons patriotes ; ce serait donner à un odieux et méprisable ennemi l'idée d'un triomphe qu'il ne doit pas obtenir tant que les fiers et généreux Bretons auront des armes.

» Citoyen Général, pour prévenir le malheur de la patrie, il ne faut que représenter à ces généreux citoyens qu'ils sont sa dernière espérance. Dites-le leur donc avec toute l'énergie dont vous êtes capable ! Vous trouverez, nous en sommes sûrs, tous les cœurs disposés à vous entendre et à vous obéir.

» L.-J. ROUJOUX, *président*.

» L.E. GRAVEREND, *secrétaire*.

Que s'était-il donc passé à Caen depuis le départ du général de Wimpfen ? Pourquoi la lettre de l'Assemblée centrale ne parle-t-elle que des courageux bataillons de la Bretagne ? Pour-

(1) *Moniteur*.—Juillet 1793.

(2) Collect. de M. G. Villers.

quoi garde-t-elle le silence sur ceux de la Normandie, sur les autres corps de l'armée? Pourquoi cette lettre ne porte-t-elle plus la signature de ces noms normands qui avaient pris l'initiative de cette insurrection si grande en apparence à ses débuts lorsqu'elle semblait devoir être secondée par la France entière?

C'est que l'ardeur qui présidait aux premiers jours s'était évanouie devant un premier échec ; c'est qu'à des espérances qui n'avaient pas de bornes, avait succédé l'indifférence et bientôt un prompt découragement, c'est qu'enfin la Bretagne avec ses mœurs rudes et primitives ressentait contre les tyrans de la France une haine plus vigoureuse et plus persévérante.

Le général avant de quitter Lisieux tint conseil avec Louvet, Barbaroux et ceux des chefs du mouvement qui étaient dans la ville. Après avoir mûrement discuté toutes les chances on reconnut enfin qu'il fallait abandonner le plan arrêté, et renoncer au projet de marcher vers Paris. De Wimpfen se replia sur Caen avec les troupes qu'il commandait. Là une dernière conférence eut lieu avec tous les députés proscrits. Il leur annonça son intention de se fortifier dans la ville de Caen, leur soumit ses plans, le nouveau mode de distribution des troupes, la création d'un papier-monnaie pour faire face aux dépenses, le choix de l'assiette d'un camp, et l'établissement de ses batteries de canon. Les députés refusèrent de s'associer à ces opérations. Elles s'éloignaient en effet du but qu'ils s'étaient proposé. Il s'agissait pour eux d'affranchir la France du joug de la Montagne et de la Commune, de sauver la liberté et de conserver son inviolabilité au principe de la souveraineté du peuple. Ce but ne pouvait être atteint que par une attaque contre Paris. Les événements l'avaient fait avorter. La prolongation de la lutte aurait donné à la guerre l'apparence de n'être entretenue que pour sauver la

tête des députés proscrits. Ils auraient nécessairement encouru le reproche d'avoir excité à la guerre civile uniquement pour leur salut, et non pour celui de la République, pour eux et non pour la patrie <sup>(1)</sup>.

Ce fut à ce qu'il paraît dans cette conférence qui devait être la dernière que s'ouvrant tout-à-fait aux députés qui l'entouraient, de Wimpfen, si l'on doit en croire Louvet, très affirmatif sur ce point, ajouta : « Je ne vois qu'un parti capable de vous procurer sûrement et promptement des hommes, des armes, des munitions, de l'argent, des secours de toute espèce, c'est de négocier avec un *allié puissant*. » J'ai des moyens pour cela, mais il me faut votre autorisation <sup>(2)</sup>. » On a contesté que le général de Wimpfen leur ait tenu ce langage, qui eût fait supposer le concours de l'Angleterre, mais il ne l'est pas qu'il leur ait déclaré qu'il demeurerait convaincu désormais de l'impossibilité de constituer en France une République, et qu'à ses yeux le retour à la Monarchie ne serait pas un malheur <sup>(3)</sup>.

Le gouvernement républicain avait bien été créé dès le 24 septembre 1792, mais il fallait une Constitution pour fixer son mode d'action. Décrétée au pas de course le 24 juin, elle fut immédiatement proposée à l'acceptation des citoyens français convoqués en assemblées primaires,

Tant que la lutte avait duré les habitants du Calvados ne s'étaient point préoccupés de cette Constitution; mais au lendemain de l'échec de Vernon l'Administration du Calvados s'effraya et commençant son mouvement de recul, elle appela toutes les sections de la ville à exprimer leurs votes <sup>(4)</sup> sur cet acte, en déclarant qu'elle-même n'était plus *en état d'insurrec-*

<sup>(1)</sup> *Mémoires de Meilhan*.—P. 81 et 119.

<sup>(2)</sup> *Mémoires de Louvet*.

<sup>(3)</sup> Thiers. — T. V. p. 65.

<sup>(4)</sup> Arrêté du 20 juillet 1793.



tion. Pouvait-elle faire autre chose en présence de la dissolution complète de l'armée?... Cet appel fut suivi d'un vote unanime de la Constitution.

A Bayeux comme à Caen les mêmes événements opérèrent un changement complet dans les esprits. On s'empressa de décliner toute part dans l'insurrection vaincue, et tous les fonctionnaires réunis en assemblée extraordinaire, désavouant tous arrêtés contraires aux décrets de la Convention nationale déclarèrent *se rétracter et comme Magistrats et comme Citoyens, et protester de leur fidélité à l'unité et à l'indivisibilité de la République*. La Constitution fut également acceptée sans aucune protestation contre cette œuvre informe restée à l'état d'utopie, et qu'un décret suspendit avant même qu'on eût tenté de l'exécuter.

Cette défection si soudaine après tant d'élans d'enthousiasme, ces changements à vue se répètent trop fréquemment dans les temps de révolutions pour qu'on s'en étonne. On a prétendu qu'ils furent achetés par l'or et les intrigues. Comme on le pense bien il n'existe aucune preuve écrite de ces honteux marchés. L'Assemblée CENTRALE formée par les députés des départements insurgés ne pouvait plus lutter en présence d'une si rapide volte-face. Mais elle ne l'imita pas, et résolue à lutter jusqu'au bout contre la fortune elle voulut transporter en Bretagne l'insurrection délaissée par le Calvados.

Le dernier acte de son autorité <sup>(1)</sup>, qui clôt pour le Calvados l'épisode de cette guerre civile, annonce tout-à-la-fois le motif de sa lutte, sa résolution de la poursuivre et donne aux troupes formant l'armée départementale l'ordre du départ.

« L'Assemblée centrale,

» Considérant que les pouvoirs qu'elle tient du peuple n'ont d'autre but que de rétablir l'intégralité et la liberté de la Convention, de détruire

(2) Arrêté du 21 juillet 1793.

l'anarchie, de fraterniser avec les Parisiens et non de les combattre ;

» Considérant que l'armée de la Municipalité de Paris qui s'est opposée aux forces départementales ne laisse que le choix entre la guerre civile et la retraite ;

» Arrête :

» 1° Que les forces départementales partiront incessamment pour se rendre à Rennes ;

» 2° Qu'elles resteront réunies en la ville de Rennes jusqu'à ce que le peuple ait émis le vœu sur leur destination ultérieure ;

» 3° Que l'Assemblée partira avec la force armée et l'accompagnera jusqu'à Rennes où elle tiendra ses séances . »

## VII.

Les Girondins quittent Caen.—Départ du général Puisaye et de son état-major.—Le commandant Le Roy.—Accusations diverses contre le général de Wimpfen.—Accusations contre les Girondins.

Un décret venait de déclarer *traîtres à la Patrie* les députés Girondins. L'Administration, au mépris de tous les égards, avait envoyé placarder à la porte même de l'*Intendance*, où naguères elle leur avait offert un asile, le décret qui les mettait *hors la loi* <sup>(1)</sup>.

Avertis secrètement par Malo, lieutenant-colonel de dragons, qu'on avait formé le projet de les enlever dans la nuit du 24 au 25 juillet, ils quittèrent Caen pour échapper à une mort qui bientôt les attendait ailleurs.

L'armée départementale était restée composée des Bretons demeurés fermes dans leurs résolutions, les bataillons d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, du Finistère et de la Mayenne. Elle se divisa en trois bataillons, et les députés eux-mêmes for-

(1) *Mémoires de Louvet*.—P. 129.

mant trois groupes, et déguisés en soldats se réunirent à celui des bataillons qu'ils choisirent. Leur but était de se rendre dans le Midi où ils espéraient trouver encore leur cause défendue avec énergie. On sait comment leurs espérances furent trompées. Nous ne les suivrons pas dans la route pleine d'angoisses et de périls qu'ils eurent à traverser, ni sur l'échafaud où beaucoup d'eux montèrent, ni dans les champs, les cavernes ou les bois dans lesquels les uns s'arrachèrent la vie par le suicide, ou furent dévorés par les bêtes fauves, et les autres ne parvinrent à se sauver qu'après d'incroyables dangers. Qui n'a lu les douloureux récits que les cavernes du Jura et les grottes de Saint-Emilion ont vu Louvet écrire de la même main qui six ans auparavant avait tracé le licencieux roman de Faublas ?...

A la longue distance où nous sommes déjà de ces temps les illusions et l'inexpérience des Girondins s'effacent devant l'éclat de leurs talents, leurs fautes devant le courage et la dignité de leur mort, mais au lendemain de leur défaite leur drapeau ne pouvait rallier que de rares défenseurs. Les Républicains étaient divisés pour ou contre eux. Les Royalistes leur reprochaient d'avoir conspiré le renversement de la Monarchie au 10 août, d'avoir voté la mort du Roi, insulté la Reine, contribué à l'établissement du tribunal révolutionnaire ; les Orléanistes les accusaient d'avoir demandé des mesures de violences contre le duc d'Orléans, et d'avoir fait rendre le décret portant peine de mort contre quiconque demanderait le rétablissement d'une Royauté ; les parents d'émigrés se souvenaient qu'il n'y avait point une loi de proscription contre l'émigration, point une mesure de persécution contre les prêtres qu'ils eussent eu le courage de combattre. Vainqueurs, on eût espéré qu'ils auraient réparé peut-être ce qui n'était pas irréparable, vaincus, on devenait inexora-

ble. Ajoutons que si dans cette inconstance de la fortune aucun d'eux n'avilit son caractère, aucun ne développa de ces talents et de ces ressources qui créent ou rendent énergiques des moyens d'action.

Au moment de quitter Caen Louvet composa l'*Hymne de mort* de ces victimes. Nous en citerons les deux strophes suivantes :

Que si d'un nouveau Robespierre  
Ton pays était menacé,  
Mon fils, ne venges point ton père,  
Mon fils, venges la liberté.  
Liberté, Liberté qu'un succès meilleur t'accompagne !  
Tyrans, fuyez, emportez vos enfants odieux ,  
Plutôt la mort que la Montagne  
Sera le cri de nos neveux.

Mais la foule se presse et crie....  
Peuple infortuné, je t'entends.  
Adieu, malheureuse patrie ,  
Adieu, mes amis de vingt ans.  
Liberté, Liberté, pardonne à la foule abusée !  
Mais vous, tyrans, le Midi peut encore vous punir.  
Moi, je m'en vais dans l'Elysée  
Avec Sydney m'entretenir.

De son côté le général Puisaye, le vaincu de Vernon, fut obligé de quitter la ville de Caen et de se séparer du général Wimpfen. « Il s'est passé, écrit Puisaye dans ses mémoires, « peu de jours de ma vie où je n'aie pensé à lui, où je » n'aie regretté ses talents, ses conseils qui m'eussent été utiles en tant de circonstances, et son amitié qui m'aurait été » si précieuse dans toutes <sup>(1)</sup>. »

Puisaye fut sévèrement jugé par les alentours du général Wimpfen. Saint-Front, son aide-de-camp, ami dévoué et le

(1) *Mémoires de Joseph Puisaye*. — Londres. 1803.

confident de ses pensées, s'exprime en ces termes :

« Le Calvados vit par la faute du général Puisaye l'armée confiée à son commandement fuir devant le peu de forces que la Montagne avait rassemblée à Vernon, au moment où l'armée dite Parisienne fuyait de son côté, de manière qu'il eût fallu que les deux armées fissent le tour du monde pour se rencontrer.... Cette déroute fut dans la carrière militaire le début de Joseph Puisaye, qui n'ayant jamais conduit en sa vie que le dernier Roi des Français de son appartement à la chapelle pour entendre la messe, rêva qu'il pouvait conduire aussi une armée à la victoire, en la faisant marcher en plein midi, sous le soleil de juillet, sans vivres, et qui après une canonnade active de la part des insurgés, occupant le terrain de l'ennemi, s'alla coucher sur ses lauriers dans une maison du village, quand il aurait dû profiter de l'ardeur qui se manifestait dans tous les rangs pour entrer sans résistance dans Vernon.... (1). »

Le général Puisaye était cependant doué d'une haute intelligence. M. de Lamartine a tracé de lui ce portrait :  
« C'était un homme à la fois orateur, diplomate, soldat ;  
» caractère éminemment trempé pour les guerres civiles qui  
» produisent plus d'aventuriers que de héros (1). »

Les Girondins, après la défaite, n'ont point épargné au général de Puisaye les reproches et les accusations. De son côté il les a jugés avec sévérité. Méconnaissant la sincérité de leurs sentiments il n'a voulu voir dans leur conduite et leur langage *qu'une vertu de parade républicaine, et le masque grossier de l'ambition* (2).

Le comte de Percy et tout l'état-major que le général de Wimpfen avait organisé suivirent le général de Puisaye pendant deux jours ; mais le troisième ils le quittèrent pour tâcher d'échapper chacun de leur côté aux périls qui les auraient menacés en voyageant plus longtemps ensemble et en aussi grand nombre.

(1) Lettre de La Barberie-St-Front au représentant du peuple Lozeau.

(2) *Histoire des Girondins*.—T. VI. p. 182.

(3) *Mémoires de Puisaye*.



Le général Puisaye se retira dans la forêt du Pertre avec les débris du bataillon du Calvados commandé par le lieutenant-colonel Le Roy <sup>(1)</sup>, et bientôt il se trouva mêlé aux guerres vendéennes, aux intrigues de la chouannerie et à la lugubre affaire de Quiberon, objet contre lui de tant d'accusations <sup>(2)</sup>.

Le jour même où la fortune trahissait l'armée insurgée dans la plaine de Vernon, une fille du Calvados, jeune, belle, courageuse, Charlotte Corday frappait à mort dans son bain le plus odieux des tyrans de la Convention qu'elle avait espéré poignarder au haut de la Montagne. Elle a inspiré aux historiens, aux littérateurs, aux poètes des pages si connues

(1) Avocat à Bayeux, M. Le Roy avait été élu membre de l'Assemblée législative. Appelé par les volontaires du Calvados au commandement d'un bataillon, il commandait aux buttes d'Erigné près du Pont de Cé lors de la prise de Saumur par les Vendéens. Il vint ensuite se placer à Caen sous les ordres du général de Wimpfen et suivit après la déroute de Vernon Puisaye qui lui expédia un brevet de colonel-adjutant-général des armées Royales. Il rentra à Bayeux en 1794, fut emprisonné et ne dut sa liberté qu'à la chute de Robespierre. Il fut le premier *Maire* de Bayeux sous le Consulat, et ne quitta ce poste que pour occuper celui de Receveur des finances de l'arrondissement qu'il a remplies jusqu'à sa mort arrivée le 21 mai 1831. Louis XVIII l'avait nommé chevalier de la Légion-d'Honneur et Charles X le nomma à l'occasion de son sacre chevalier de Saint-Louis. Cette croix lui fut remise au château de Tour par M. le comte d'Albignac, beau-frère du général de Wimpfen.

(2) Dans le brevet expédié par le général Puisaye à M. Le Roy, il prend les titres suivants : « Maréchal-de-camp, chevalier de l'ordre Royal et militaire de Saint-Louis, Commandant de l'armée départementale permanente sous les ordres du général de Wimpfen et par suite commandant en chef de ladite armée en l'absence de ce général, nommé depuis général en chef de l'armée Catholique et Royale formée dans la forêt du Pertre pour le rétablissement de la Religion et de la Monarchie, au nom de S. M. T. C. Louis XVII, roi de France et de Navarre, sauf l'approbation de M. le Régent et des Lieutenants-Généraux commandant pour le Roi aux armées Catholiques et Royales. »

qu'elles lui ont donné la popularité de la légende, et si l'on cite ici la fin de sa lettre dernière, suprême témoignage de sa foi politique, qu'elle adressait à Barbaroux *des prisons de l'Abbaye, le second jour de la préparation à la paix, c'est-à-dire à la mort*, c'est parce que le nom du général de Wimpfen semble être le dernier nom d'homme que sa main a tracé :

« ..... C'est demain à huit heures que l'on me juge. Probablement à midi *j'aurai vécu*, pour parler le langage Romain. On doit croire à la valeur des habitants du Calvados puisque les femmes mêmes de ce pays sont capables de fermeté. Au reste j'ignore comment se passeront les derniers moments, et c'est la fin qui couronne l'œuvre. Je n'ai point besoin d'affecter d'insensibilité sur mon sort, car jusqu'à cet instant je n'ai pas la moindre crainte de la mort. Je n'estimai jamais la vie que par l'utilité dont elle devait être.....

» Je vais écrire un mot à papa. Je ne dis rien à mes autres amis. Je ne leur demande qu'un prompt oubli. Leur affliction déshonorerait ma mémoire. Dites au GÉNÉRAL WIMPFEN que je crois lui avoir aidé à gagner plus d'une bataille en facilitant la paix. Adieu, Citoyen, je me recommande au souvenir des vrais amis de la paix. Les prisonniers de la Conciergerie loin de m'injurier comme ceux des rues avaient l'air de me plaindre. Le malheur rend toujours compatissant : c'est ma dernière réflexion.

« CORDAY.

» Mardi 16 juillet, à huit heures du soir. »

Trahi par la fortune des armes, placé sous le coup du décret du 26 juin qui le mettait *hors la loi*, le général de Wimpfen fut obligé de dérober sa tête à la vengeance de la Convention. Quand la victoire couronne de grands efforts, on ne remonte guère aux causes ; il n'en est pas de même en cas de revers. De Wimpfen n'échappa point à ce sort ordinaire des vaincus. Les proscrits ne furent pas les derniers à l'accuser. Le malheur aigrit et d'ailleurs il est de la nature de la démocratie d'être soupçonneuse. De son côté la Montagne qu'il avait fait trembler pendant quelques jours, devenue triomphante, profita de ses succès pour l'attaquer.

La même accusation partit contre lui des deux côtés op-

posés. Si l'insurrection du Calvados a été vaincue, dirent les Girondins, c'est que Wimpfen qui la commandait était un royaliste qui n'apportait ni zèle, ni dévouement à la cause républicaine <sup>(1)</sup>. Les Girondins, disait la Convention par l'organe d'Amar leur accusateur, ne rougirent pas de choisir pour leur Général « le traître Wimpfen déjà déshonoré par sa lâche » hypocrisie et par son servile attachement à la cause du » tyran <sup>(2)</sup>. »

Depuis que les passions de ces jours orageux se sont éteintes, et que l'heure de la justice a sonné pour tous les partis, on s'est demandé souvent quel fut le but du général de Wimpfen; mais on a perdu de vue qu'il n'entra point spontanément dans l'insurrection, qu'il fut entraîné par elle sans l'avoir prévue, sans l'avoir excitée, sans avoir de parti pris, qu'il n'en fut point le chef et n'en fut d'abord que l'instrument. Dans ce mélange accidentel de royalisme caché et de républicanisme mécontent, il attendait probablement la solution de la crise des chances de la guerre et du hasard des événements. Peut-être sous l'influence des souvenirs de l'histoire d'un peuple voisin, caressait-il, la main sur son épée, la pensée de jouer un rôle qui dans les révolutions a tenté plus d'un chef militaire, le rôle de Monk; mais s'il ne dissimula point après les revers, qu'il était persuadé de l'impossibilité de fonder en France une République, sa pensée, au début de la lutte, ne s'est point révélée et reste dans le champ des conjectures.

Dès ce moment au surplus le pouvoir tyrannique de la Convention avait rendu odieuse la forme républicaine. « Il » n'y avait, dit Buzot, que quelques hommes nobles et » élevés qui se sentaient dignes d'être républicains. Le reste, » à l'exception d'une tourbe de misérables sans intelligence,

<sup>(1)</sup> *Mémoires de Louvet.*

<sup>(2)</sup> Acte d'accusation du 3 octobre 1793.

» sans lumières et sans moyens qui vomissaient des injures  
» contre la Royauté, comme dans six mois ils en diront con-  
» tre la République, le reste ne désirait, ne voulait que la  
» Constitution de 1791 et ne parlait des vrais républicains  
» que comme on parle de fous extrêmement honnêtes<sup>(1)</sup>.

Cette accusation de *Royalisme* était d'ailleurs une arme à l'usage de tous les partis. De Wimpfen lui-même n'a-t-il pas écrit que « Pétion et Buzot avaient un but déterminé ,  
» une nouvelle dynastie sous laquelle ils auraient été maîtres,  
» et que Gorsas penchait pour le *petit Dauphin* ?<sup>(2)</sup> » Plus tard, après la rentrée des Girondins survivants dans la Convention, Louvet ne fut-il pas accusé par Lindet d'avoir été le *complice de l'Angleterre et des Royalistes*, et ne retournait-il pas cette accusation contre le montagnard Lindet lui-même auquel il reprocha d'avoir envoyé des agents secrets auprès de de Wimpfen porteurs de propositions au nom des Royalistes<sup>(3)</sup> ?

Cette idée de profiter des dissensions conventionnelles pour rétablir la Royauté avait préoccupé, dans l'intérêt de la branche d'Orléans, un général couvert d'une gloire récente, plus illustre encore que le défenseur de Thionville, le général Dumouriez. Contrarié dans ce projet par le gouvernement britannique et par le prince de Cobourg auquel il s'était adressé, il fut forcé de l'abandonner, et jugea avec quelque sévérité l'entreprise du général de Wimpfen qui « ayant à un degré  
» éminent le courage militaire, n'avait pas, suivant lui, à un  
» degré égal l'intelligence et la chaleur qui dominent les  
» hommes, et eut le malheur d'être entraîné au lieu que le  
» propre d'un chef de parti est d'entraîner<sup>(4)</sup>. »

(1) *Mémoires de Buzot*.—P. 16.

(2) Notice publiée par Toulangeon.—T. IV.

(3) Séances de la Convention des 4 et 5 germinal an III.

(4) On trouve des détails très curieux sur le projet du général Dumou-



L'imagination ardente de Louvet, exaltée par sa proscription et ses souffrances, est allée plus loin encore. Sans réfléchir à la contradiction que présente cette seconde accusation avec la première, il a reproché à de Wimpfen d'avoir été *le digne allié, de la Montagne*, d'avoir obtenu de celle-ci un sauf-conduit et des moyens de transport pour l'Angleterre <sup>(1)</sup>. Les persécutions auxquelles le général fut en butte, son séjour non interrompu en France, le mystère de sa retraite, sa fuite, l'ardeur de la Montagne à faire exécuter le décret d'accusation contre lui, suffisent à démentir ces imputations, qui n'ont point trouvé grâce devant l'histoire.

Il est enfin une autre accusation qui frappait le général de Wimpfen comme les Girondins eux-mêmes, et qui, formulée par la Montagne, servit de prétexte à peupler les prisons et à rougir les échafauds, l'accusation de *fédéralisme*. Le temps en a fait justice.

Dans ses *mémoires* écrits quelques jours avant son suicide, Buzot a donné la juste mesure de ce qu'il faut penser à cet égard : « Nous n'avions tous de commun, dit-il, que le » but et l'amour de la liberté. Notre but était d'avoir le » meilleur gouvernement républicain qui fût possible en » France. Quant aux moyens et aux idées que chacun se formait de ce mieux possible, il pouvait garder à cet égard la » plus complète indépendance <sup>(2)</sup> »

Que la pensée « de tout tenter pour établir *quelque part* » un gouvernement libre plutôt que de retomber dans l'esclavage <sup>(3)</sup>, » ait quelquefois traversé l'esprit de Barba-

riez et les contrariétés qu'il rencontra dans des *mémoires* postérieurs à ceux qu'il a publiés, et écrits sous le titre de *le général Dumouriez et la Révolution française, par Le Dieu*.—1826.

<sup>(1)</sup> *Mémoires de Louvet*. — P. 109 et 119.

<sup>(2)</sup> *Mémoires de Buzot*.

<sup>(3)</sup> *Mémoires de M<sup>me</sup> Roland*.—Tome I<sup>er</sup>. P. 336.



roux; que de Wimpfen ait écrit que « Louvet, Barbaroux et » Guadet eussent transigé si l'on eût voulu leur céder une » partie du Midi de la France pour y faire une république à » leur mode <sup>(1)</sup>, » tout cela est possible; mais c'étaient là des rêveries, ou des idées individuelles de désespoir contre lesquelles protestent tous les actes sérieux émanés des sociétés populaires, et des corps civils et militaires des départements insurgés.

## VIII.

L'armée de Sépher entre dans le Calvados.—Proclamation des représentants de la Convention.—Dissolution des *Carabots*.—Diverses mesures contre les fauteurs de l'insurrection.—Poursuites contre de Wimpfen.—Retour de Romme à Bayeux.—Nouvelle Administration municipale.—On brûle les lauriers et la Couronne civique de de Wimpfen.—Sa mise en liberté.—Derniers moments de l'abbé Fauchet.

C'était le 24 juillet que l'Assemblée centrale de résistance à l'oppression avait signé son dernier acte, et la troupe victorieuse semblait hésiter encore à pénétrer dans le Calvados. Enfin le 28 l'avant-garde de l'armée conventionnelle qui prit le nom d'*armée des côtes de Cherbourg* fit son entrée à Lisieux, sous le commandement du général Brune. Trois députés montagnards envoyés en mission par décret du 18 juillet l'accompagnaient, Robert Lindet, Duroy et de Montry Bonnet, le seul député du Calvados qui fût allé s'asseoir sur la Mon-

(1) *Toulangeon*.—T. IV.

tagne. Ils avaient avec eux Xavier Audouin , adjoint au ministre de la guerre, montagnard furibond.

Le corps d'armée principal commandé par le général Sépher, n'arriva à Lisieux que deux jours après. Il était beaucoup plus considérable qu'à l'affaire de Vernon, ayant été rejoint par un régiment de ligne, quelques escadrons de cavalerie légère, et une assez forte artillerie. Il trainait à sa suite une imprimerie destinée à l'impression d'un journal. La réception qui lui fut faite fut tiède, et contrasta avec celle qui avait signalé l'arrivée du général de Wimpfen quelques jours auparavant. Une séance eut lieu à l'Hôtel-de-Ville dans laquelle Robert Lindet prit la parole. Son discours fut une ardente philippique contre la Gironde; mais quelque fût la violence de son langage on y vit percer quelques promesses rassurantes contre les vengeances de la Convention.

L'armée quitta Lisieux, où trois numéros du journal furent imprimés, le 31 juillet au matin <sup>(1)</sup>, et marcha vers Caen. Elle y avait été précédée par une proclamation des trois représentants dont le but était de donner sécurité aux populations et de les engager à se soumettre. Elle promettait à tous les militaires et citoyens qui par erreur ou par égarement avaient obéi aux ordres et aux réquisitions de de Wimpfen, et qui seraient rentrés dans le devoir, qu'ils seraient reçus et traités fraternellement.

Les Commissaires de la Convention arrivèrent à Caen le 3 août. Les CARABOTS <sup>(2)</sup> avaient été les instigateurs de l'insurrection, ils furent les premiers atteints. Un arrêté en date du 6 ordonna la dissolution immédiate de cette Société. Tous les administrateurs du Calvados au nombre de vingt et un et les

(1) *Histoire de Lisieux*, par Dubois.

(2) Sur l'origine de ce nom, V. encore *les Causes inconnues de la Révolution*, par Robert.—T. I<sup>er</sup>. p. 502.

membres du directoire du District de Caen qui avaient signé le fameux arrêté de résistance à l'oppression pris le 9 juin à deux heures du matin, furent tous ou mis en prison ou contraints de prendre la fuite ou de se cacher pour échapper à la persécution. Une nouvelle administration choisie parmi les hommes de l'opinion triomphante fut nommée et installée le 17 août. L'état-major du général de Wimpfen fut cassé, tous les officiers nommés par lui dans l'étendue du commandement des côtes de Cherbourg furent révoqués, les principaux d'entr'eux arrêtés sur divers points. Alexandre de Puisaye, cousin du général, de Percy, commandant l'artillerie, qui avait servi sous de Wimpfen à Thionville, La Vidière, etc., furent constitués prisonniers. Le procureur-général-syndic Bougon Longrais qui avait été l'un des principaux excitateurs de l'insurrection parvint à fuir, mais traduit *par contumace* devant la Commission militaire révolutionnaire il fut ordonné qu'il serait livré AU VENGEUR DU PEUPLE *pour être mis à mort et ses biens confisqués* <sup>(1)</sup>. Il alla chercher un refuge dans la Bretagne près des chefs vendéens auxquels il fut présenté. « C'était, dit M<sup>me</sup> La Rochejacquelein, « un homme de beaucoup d'esprit; » il parlait facilement et semblait aussi propre à l'exécution » qu'au conseil..... M. le prince de Talmont s'engoua beaucoup de lui <sup>(2)</sup>. » Une communauté de goûts littéraires et philosophiques avait formé entre lui et Charlotte Corday des relations et une correspondance dont la dernière lettre de celle-ci à Barbaroux contient un reflet. S'il avait échappé à la mort en Normandie, il la trouva en Bretagne. Arrêté avec le prince de Talmont, traduit devant une Commission militaire à Rennes, il fut condamné à mort, et exécuté le 15 nivose an II <sup>(3)</sup>. Il était âgé de 28 ans.

<sup>(1)</sup> Archives du Calvados. <sup>(2)</sup> Mémoires de M<sup>me</sup> de La Rochejacquelein.

<sup>(3)</sup> Son jugement fut affiché à Caen avec la nouvelle de son exécution.— Arch. du Calvados.

Les interrogatoires subis par tous ces accusés parmi lesquels se comptent des noms qui depuis ont honorablement figuré dans les rangs de l'administration, de la magistrature et de l'armée, ainsi que leurs nombreuses pétitions pour obtenir la liberté, sont des actes très curieux à lire<sup>(1)</sup>. Au lendemain de la défaite, aucun d'eux ne reconnaît avoir pris part à l'insurrection, tous la désavouent, tous ont été contraints. Combien ce langage eût été différent si de Wimpfen et Puisaye eussent été vainqueurs !

Bougon lui-même écrivait le 9 octobre 1793 pour protester contre les poursuites dirigées contre lui prétendant qu'il avait été *forcé* <sup>(2)</sup>. Il en fut de même des officiers du régiment des dragons de la Manche, qui rejetèrent sur la même cause le vœu qu'ils avaient adressé au général de Wimpfen d'être appelés à servir sous ses ordres. Malgré cette protestation, un décret de la Convention, exprimant la défiance des sentiments qui les animait, licencia ce régiment et ordonna son incorporation dans d'autres régiments de cavalerie <sup>(3)</sup>.

Un décret prononça la démolition du château de Caen et ordonna que sur ses ruines serait élevée une *colonne infamante*. Les représentants ne s'empressèrent point d'en provoquer l'exécution, et après que la Montagne fut renversée à son tour, un autre décret rapporta les dispositions du premier <sup>(4)</sup>.

Les amis du général de Wimpfen, pour sauver sa tête, tentèrent de donner le change sur le rôle qu'il avait rempli, et obtinrent de la nouvelle Administration provisoire nommée par les Représentants le certificat suivant, qui tendait à

(1) Arch. du Calvados.

(2) Archives du Calvados.

(3) Décret du 16 août 1793.

(4) Décret du 22 niv. an III.

écarter du Général l'accusation d'avoir attenté à la souveraineté nationale :

« Nous devons à la vérité de déclarer que le général Félix Wimpfen n'a eu aucune part à l'arrestation des Commissaires de la Convention nationale, faite par le peuple sans qu'il en eût connaissance et dans un temps où il n'avait aucun moyen de l'empêcher;

» Que dans les premiers moments de l'insurrection le Général insista pour donner sa démission, et qu'il ne consentit à reprendre ses fonctions qu'en cédant à la volonté du peuple unanimement prononcée;

» Qu'enfin il n'a cessé par ses actions et par ses discours de témoigner son désir pour le retour de la paix intérieure ;

» Que tout l'Etat-major, et les officiers supérieurs ont manifesté les mêmes principes et les mêmes sentiments <sup>(1)</sup>.

C'était là un témoignage de complaisance. S'il eût été sincère et vrai, il justifierait, au moins jusqu'à certain point, le reproche d'inertie et de lenteur calculée qui lui a été adressé.

A des distances plus ou moins éloignées et surtout grâce à la chute de Robespierre, les accusés furent mis en liberté. L'un d'eux cependant, ancien Bénédictin de Saint-Etienne, homme d'esprit et d'instruction, auteur de quelques opuscules, que la Révolution avait jeté dans la vie séculière et qui s'était montré l'un des plus ardents défenseurs de la cause girondine, Etienne Mauger, fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire « pour avoir pratiqué dans le Calvados des manœuvres tendantes à favoriser les ennemis de la République, et » à provoquer la dissolution de la représentation nationale. » Il fut exécuté le 24 floréal an II <sup>(2)</sup>. Un autre nommé Hébert, dont le nom semblait le plus obscur, fut aussi l'une des victimes du tribunal révolutionnaire <sup>(3)</sup>.

\*

<sup>(1)</sup> Certificat du 16 octobre 1793.—*Arch. du Calvados*.

<sup>(2)</sup> *Liste des Conspirateurs, etc.*, n° 5.—C'est par erreur que dans son *Histoire de l'abbaye St-Etienne M.* Hippeau indique qu'il fut tué dans les rangs de l'armée de de Wimpfen.

<sup>(3)</sup> *Archives du Calvados*.



L'arrivée des Représentants du peuple à Caen fut le signal de poursuites rigoureuses non-seulement contre les administrateurs, mais aussi contre le général de Wimpfen que la Convention était impatiente d'atteindre. Deux hommes reçurent et acceptèrent la mission de chercher et forcer sa retraite, et de le livrer mort ou vivant. Au moment où ils allaient pénétrer jusqu'à lui <sup>(1)</sup> ils en furent empêchés par son aide-de-camp, Saint-Front, qui lui donna le temps de s'échapper, et qui sur son refus de faire connaître où son général s'était réfugié fut jeté en prison où il resta dix-sept mois. A la suite de cette tentative, le Général fut contraint d'abandonner son premier refuge. De fausses lettres répandues avec intention firent supposer qu'il était parti au loin quoique ce fût à Bayeux même qu'il eût trouvé un asile qui sauva ses jours.

Cet aide-de-camp, chevalier de St-Louis, s'était attaché à son général avec un dévouement sans égal. Quoiqu'il n'eût pas le titre de payeur ou de trésorier de l'armée, ce fut par ses mains que passèrent la plupart des sommes employées dans l'expédition <sup>(2)</sup>. Son zèle ne se démentit pas au fond de sa prison. Il rédigea une brochure de quelques pages dans le but de justifier la conduite de de Wimpfen <sup>(3)</sup> et de solliciter le rappel du décret de mise hors la loi.

Romme que l'échec de Vernon avait rendu à la liberté ne tarda point à revenir à Bayeux. La Société populaire alla au devant de lui jusqu'à l'entrée de la ville ; le Président sollicita le pardon des frères égarés, et rappela comme témoignage de leur repentir l'unanimité de leur approbation de la Constitution. Avec son ton sec et froid il répondit : « la Con-

<sup>(1)</sup> *Cornelius nepos français.*—2<sup>e</sup> partie. P. 26.

<sup>(2)</sup> On trouve aux Archives du Calvados les comptes de la plupart de ces dépenses.

<sup>(3)</sup> *Archives du Calvados.*

» vention pardonnera sans doute aux citoyens égarés qui sont  
» en grand nombre ; mais elle ne pourra s'empêcher de dis-  
» tinguer les chefs prévoyants de cet égarement ; » puis il  
» donna au Président le *baiser de la fraternité et de la pacifi-*  
*cation*. Malgré ce témoignage solennel de la *réconciliation*  
de la Convention avec la Commune de Bayeux, le club s'em-  
pressa d'*épurer* ceux de ses membres qui pouvaient être le  
plus compromis, ou ne les conserva qu'après leur avoir im-  
posé une *abjuration publique de fédéralisme*. A Rome suc-  
cédèrent les représentants Lindet et Oudot qui firent une en-  
trée solennelle dans Bayeux le 1<sup>er</sup> novembre 1793. Beaucoup  
plus violents dans leurs paroles que dans leurs actes, s'ils prê-  
chèrent l'*Évangile de la liberté* dans la chaire Episcopale,  
ils montrèrent envers les partisans de l'insurrection une  
modération tellement inattendue qu'elle inspira de la dé-  
fiance. Cependant l'Administration municipale d'abord sus-  
pendue de ses fonctions, fut cassée par eux pour être rem-  
placée par des citoyens « dont le civisme, le caractère et  
» l'énergie s'étaient constamment soutenus contre les in-  
» trigues et les cabales de l'aristocratie <sup>(1)</sup>. » Aussi cette  
nouvelle Municipalité proclama-t-elle à la tribune du club  
dans le cynique langage de cette époque « qu'elle serait  
» une municipalité de vrais sans culottes,.... et que si elle  
» ne parvenait pas à sans-culottiser tout le monde, elle sau-  
» rait prendre des mesures pour purger ceux qui sont atta-  
» chés à leurs culottes <sup>(2)</sup>. » Le choix de ces Administrateurs  
fait parmi les neuf *Maratistes* que l'Assemblée centrale avait  
fait conduire au château de Caen <sup>(3)</sup>, avait surtout été déter-  
miné par la nécessité prétendue « de purifier la ville de Bayeux

<sup>(1)</sup> Arrêté des représentants Lindet et Oudot.

<sup>(2)</sup> Séance du club du 13 août 1793.

<sup>(3)</sup> V. p. 283.

» de la tourbe empestée des sectateurs de l'ancien régime qui,  
» de tous les points de l'empire, venaient se réfugier dans cette  
» malheureuse cité et qu'il fallait renvoyer se cacher dans la  
» tanière qui les avait vu naître <sup>(1)</sup>.»

Le prestige qui s'était attaché au général de Wimpfen dans la ville de Bayeux semblait s'être tellement conservé que le club s'était borné pendant quelque temps à couvrir d'un voile funèbre la branche de laurier et la couronne civique qui lui furent offerts à son retour de Thionville <sup>(2)</sup>. Il fallut la provocation d'un étranger pour que son nom y reçût un outrage public. L'un de ses ennemis, Audouin, adjoint au ministre de la guerre, qui avait servi à Thionville sous ses ordres, se trouvant à Bayeux, harangua le club, incrimina les talents et le courage dont de Wimpfen avait fait preuve lors du siège, l'accusa « d'avoir concerté avec l'émigré d'Albignac, son » beau-frère, la reddition de Thionville » et termina sa harangue injurieuse en proposant que les lauriers et la couronne fussent brûlés publiquement. Cette motion fut accueillie aux cris de *vive la République*, et ces emblèmes d'une popularité éclipsée furent jetés au feu aux chants de l'hymne patriotique des *sans culottes* entonné par une citoyenne <sup>(3)</sup>. C'était ce même Audouin qui se plaignait aux premiers jours de septembre qu'aucun des chefs fédéralistes n'eût été puni, tandis qu'à Rouen on avait déjà exécuté huit personnes accusées seulement d'avoir coupé des arbres de la liberté <sup>(4)</sup>.

Pendant les horreurs du régime de 1793 de Wimpfen resta caché dans la retraite qui protégea sa vie. Après la mort de Robespierre l'un des premiers actes de la Conven-

(1) Lettre du 15 septembre 1793 aux Représentants du peuple.—*Arch. du Calvados*.

(2) V. p. 245.

(3) Séances du Club des 20 et 22 septembre 1793.

(4) Lettre du 9 septembre 1793. —*Arch. du Calvados*.

tion fut le rappel dans son sein de ceux des Girondins qui avaient survécu à la fuite, à l'exil, à la guillotine. Kervélégan, l'un d'eux, dont de Wimpfen a dit : « le franc et loyal » Kervélégan n'était d'aucun parti que de celui des indigènes <sup>(1)</sup>, » qui avait été le témoin de la conduite du général pendant l'insurrection girondine, employa tous ses efforts pour faire rapporter sans retard le décret qui l'avait placé *hors la loi*. Ayant été appelé à faire partie du Comité de sûreté générale, il profita de cette occasion pour faire rendre dès le 24 thermidor an II, moins de quinze jours après la mort de Robespierre, l'arrêté suivant :

« Le Comité de sûreté générale ,  
» Vu la pétition du citoyen Félix Wimpfen ,  
» Oui la lecture de la lettre qu'il a écrite le 18 de ce mois  
» à Kervélégan, membre du Comité ,  
» Arrête que le citoyen Félix de Wimpfen jouira pleinement de sa liberté , et que les scellés mis chez lui seront  
» levés. Il restera néanmoins provisoirement sous la surveillance de l'Administration du district de Bayeux, chargé de  
» l'exécution du présent arrêté.»

C'est là le dernier acte qui se rattache à la vie politique ou militaire du général de Wimpfen. L'expérience ne lui avait point ménagé ses leçons, et lui avait enlevé ses dernières illusions sur les hommes et sur les choses. Plus heureux du moins que beaucoup de généraux, ses compagnons d'armes, que la fatalité avait conduits à l'échafaud, il accepta aisément l'oubli.

(1) Toulangeon.—T. IV.—*Pièces justificatives*.

Pendant que la plupart des Girondins en fuite expiraient sur différents points de la République, le 31 octobre 1793 vit périr sous la guillotine les vingt et un arrêtés à Paris. Ni la jeunesse, ni l'éloquence, ni les talents ne purent trouver grâce devant la Montagne, abusant avec cruauté de son triomphe. L'abbé Fauchet, Evêque du Calvados, monta le second à l'échafaud.

Pour être fidèle au rendez-vous que nous lui avons donné <sup>(1)</sup>, il est juste de lui consacrer encore quelques lignes. L'abbé Lothringer a publié les détails de ses dernières heures dans les *Annales Catholiques* <sup>(2)</sup>. Ce prêtre, vicaire de l'Evêque constitutionnel de Paris, n'avait pas tardé à rétracter le serment qu'il avait prêté. Sa rétractation étant demeurée secrète, il put rester à Paris, et il s'y consacra, par une sorte d'expiation, à administrer les secours de la religion à un grand nombre de victimes. Ce qu'il dit de l'abbé Fauchet doit être conservé avec soin pour l'honneur de la mémoire de cet ancien Evêque :

« Pour Fauchet, je puis dire positivement qu'il a abjuré  
» non-seulement ses erreurs sur la Constitution civile, mais  
» aussi ce qu'il a prêché à Notre-Dame, ce qu'il a débité  
» dans son club de la Bouche de fer sur la loi agraire, dans  
» son sermon sur Franklin, etc., qu'il a fait abjuration de  
» toutes ses erreurs, qu'il révoquait son serment impie et son  
» intrusion, après avoir fait sa profession de foi : ce qui oc-  
» casionnait des murmures entre les gendarmes qui étaient  
» présents, et qui me disaient tout haut qu'au premier jour  
» je serais guillotiné comme lui. L'abbé Fauchet après s'être  
» confessé a entendu lui-même Sillery en confession. » Pres-

(1) Page 197.

(2) Tome IV.—Ce fut ce même prêtre qui reçut la confession du duc d'Orléans, Egalité—V. sa lettre à l'abbé Sicard pour être mise sous les yeux de Madame la Duchesse.—*Hist. de L. P. d'Orléans*, par Tournois. P. 369.



que tous les témoignages sont d'accord en effet pour reconnaître que l'abbé Fauchet essayait de ramener ses compagnons d'infortune à des sentiments religieux en harmonie avec la mort qui les attendait. Il était revenu aux convictions de sa jeunesse, et pendant sa détention il disait chaque jour son bréviaire <sup>(1)</sup>.

Charles Nodier confirme ces détails <sup>(2)</sup>, et attribue « à la » douce et puissante parole de l'abbé Emery d'avoir réglé les » écarts de l'imagination de Fauchet et rendu au Dieu souverainement indulgent un esprit fait pour le comprendre, et » un cœur fait pour l'aimer. » Dès la fin de 1792 il semblait avoir reconnu les dangers des principes qu'il avait professés. La lettre inédite qui va suivre en est la preuve <sup>(3)</sup>. Elle est adressée à Bougon-Longrais, procureur-général-syndic du Calvados, son ami. Un an ne s'était pas écoulé depuis cette lettre, et l'un et l'autre avaient péri, victimes du jeu sanglant des révolutions !

« Paris 8 décembre 1792, l'an 1<sup>er</sup> de la République.

» J'ai reçu avec reconnaissance, Citoyen et ami, les exemplaires que vous avez bien voulu m'envoyer de votre adresse à tous les citoyens du Calvados. *C'est remplir une tâche bien utile que de propager les principes de l'ordre dans un temps où les agitateurs travaillent de toutes leurs forces à disséminer les germes de la désorganisation.* Puissent vos excellents préceptes, vos civiques exhortations opérer tout l'effet que vous en attendez ! Le Calvados paisible et heureux sera l'exemple du reste de la République. Je saisirai le moment le plus favorable pour faire part à la Convention de cette Adresse digne de l'assentiment et des éloges de tous les amis de la véritable liberté.

» Votre dévoué concitoyen et frère,

» † CLAUDE FAUCHET, ,

» Evêque du Calvados. »

(1) Barante.—*Hist. de la Convention nationale.*

(2) *Dernier Banquet des Girondins.*

(3) L'original de cette lettre est dans mes mains. — L'adresse de Bougon avait été écrite en prenant possession de son emploi, auquel il avait été

Hâtons-nous de dire aussi que dans la grande question du jugement de Louis XVI Fauchet se sépara de la plupart des Girondins qui par faiblesse avaient voté la mort. Il eut, chose rare dans ces jours d'oscillations politiques ! le courage de son opinion, et sur chacune des questions il se montra favorable à l'auguste accusé.

Sur la question de l'application de la peine il ne craignit pas de s'exprimer ainsi : « La Convention n'a pas le droit de cumuler, de confondre, d'exercer tous les pouvoirs. C'est le droit de la tyrannie. Je ne puis le subir. Je ne l'exercerai jamais. Je brave tous les tyrans. Je ne suis pas juge. Je vote donc comme législateur une mesure de sûreté générale. Je demande *la réclusion*. »

Une telle fermeté d'âme dans de tels moments doit faire pardonner bien des torts.

A l'appui du retour aux sentiments religieux qui s'était opéré dans l'esprit de l'abbé Fauchet on cite les paroles de résignation et d'espérance en Dieu qu'il prononça dans une conversation qu'il eut, peu de jours avant sa mise en jugement, avec un des administrateurs du Calvados <sup>(1)</sup> auquel il présenta une relique de saint Exupère qu'il portait sur lui avec une grande confiance <sup>(2)</sup>. On a dit même qu'un prêtre l'accompagna jusqu'au pied de l'échafaud <sup>(3)</sup>.

nommé en remplacement de M. BAYEUX, assassiné à Caen dans une émeute quelques jours après les massacres de septembre, le 6 septembre 1792.

<sup>(1)</sup> *Notes sur Claude Fauchet*, par M. Trébutien.

<sup>(2)</sup> Cette relique avait été donnée à l'abbé Fauchet par l'Evêque de Seine-et-Oise. Avant de monter à l'échafaud il en fit la remise à M. l'abbé Emery. Mgr de Belloy, archevêque de Paris, l'ayant reçue de celui-ci, en a fait don à la Cathédrale de Bayeux.—Un procès-verbal en constate la remise et l'authenticité.—*Indicateur de Bayeux*, du 20 janvier 1857.

<sup>(3)</sup> On a cité, mais sans preuves, le nom de M. Cotentin devenu principal du Collège de Bayeux.

L'abbé Fauchet a occupé une trop haute position dans la ville et le diocèse de Bayeux <sup>(1)</sup>, quelques mois de sa vie y ont soulevé trop de passions, il y fut l'occasion de trop de scandales pour qu'on doive rien taire de ce qui pourrait en être la réparation.

---

(1) Plusieurs prêtres qui avaient secondé l'abbé Fauchet pendant son épiscopat rétractèrent comme lui leurs erreurs. J'ai sous les yeux une de ces rétractations chaleureusement écrite par un jeune homme poussé au sacerdoce constitutionnel à l'âge de 18 ans, et que Fauchet avait fait directeur et professeur de théologie au Séminaire. Ce prêtre après avoir vécu *maritalement* avec une femme de Bayeux était devenu secrétaire du Directeur-général des transports militaires de l'armée des côtes de Cherbourg.

## CHAPITRE XVI.

---

### LE RÉGIME DE LA TERREUR A BAYEUX.

1793.—1794.— (AN II.—AN III DE LA RÉPUBLIQUE.)

#### I.

##### Le Club.

La chute de la Gironde développa au sein de la Convention une fièvre inouïe de tyrannie et de fureur. Les députés que la ville de Bayeux avait envoyés à la fédération de 1793 en revinrent enivrés de ces odieux sentiments. Ils avaient assisté à la séance des Jacobins de Paris où fut signée cette adresse fameuse dans laquelle les fédérés déclaraient qu'ils ne formaient tous ensemble qu'une énorme et terrible montagne qui allait vomir ses feux sur tous les Royalistes et sur

tous les partisans de la tyrannie, et juraient de ne rentrer dans leurs foyers que pour assurer la liberté de la France et sauver la République. Leur retour au sein de la Société populaire fut marqué par une recrudescence de mesures révolutionnaires.

Les sociétés populaires jouaient alors un grand rôle dans le mécanisme politique. C'était au milieu d'elles que la vie publique s'était concentrée. Les Clubs étaient devenus la puissance du jour. La Société de Bayeux dont nous avons déjà eu l'occasion de parler avait subi l'influence des temps. Elle avait été originairement constituée par des hommes séduits par les nouveautés constitutionnelles, qu'ils ne séparaient cependant pas des idées d'ordre. Bientôt la nature violente des motions qui s'y faisaient, les principes séditieux qui s'y propageaient les en éloignèrent. Désavouant « les tristes » effets d'une turbulente effervescence », les plus sages du Club leur adressèrent en vain « une invitation touchante au » nom de la patrie », et les conjurèrent « de dépouiller tout » ressentiment, même le plus juste et de se réunir à leurs frères<sup>(1)</sup> » ; la Société fut successivement envahie par ceux qui voulaient accélérer le mouvement. A mesure que le flot démocratique montait, les portes s'ouvraient aux hommes de la plus basse classe, avides du pouvoir, jaloux de la richesse, fous d'une égalité chimérique et qui incapables de s'élever voulaient tout rabaisser à leur niveau. On s'y appela d'abord *Monsieur*, ensuite *Citoyen*, puis bientôt on prit le nom de *Frère*, enfin on ne se servit plus que du nom propre sans aucune désignation. On s'adressait d'abord la parole en s'appelant *vous*, on ne tarda pas à s'y tutoyer sans distinction de position. Au Président même on s'adressait en ces termes : *Président, je te demande la parole*, lorsque d'ailleurs on ne

(1) Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Bayeux à ses Membres. — 28 avril 1792. — (Collection de M. de Toussaint.)



la prenait pas forcément grâce à la force des poumons et au langage patriotique le plus débraillé. *Qui es-tu ? D'où es-tu ? Que faisais-tu avant la Révolution ? Qu'as-tu fait depuis la Révolution ?* <sup>(1)</sup> Telle était la formule des questions adressées au candidat. On juge par la demande dans quel langage était faite la réponse. D'abord peu nombreuse, exigeante dans le choix de ses membres, ainsi qu'on l'a dit, la Société n'avait pas longtemps conservé son premier caractère ; le nombre s'accrut et de ceux qui précipitaient la course du torrent, et de ceux qui le suivaient, et de beaucoup d'autres qui, libres de leur volonté lui eussent opposé des digues, et qui par frayeur le laissaient tout renverser. Combien au sortir de ces séances où l'on foulait aux pieds ce qui jusques-là avait été l'objet du respect de tous gémissaient au sein de leurs familles de ces cruelles nécessités du temps ! Combien eussent voulu les braver et qui effrayés de la prison et de l'échafaud gardaient un trop prudent silence ! Le titre de membre du Club valait généralement de certificat de civisme, et soustrayait sinon au soupçon du moins aux poursuites. On conçoit que beaucoup fussent désireux de le porter.

Etabli d'abord dans l'ancienne église des Augustins, le Club fut transféré ensuite ou plutôt se transféra lui-même dans une des salles du rez-de-chaussée du *ci-devant* Evêché <sup>(2)</sup>. Une mauvaise estrade servait de tribune, les frères se plaçaient sur des gradins en amphitéâtre, et les spectateurs, Citoyens et Citoyennes, étaient admis et placés pêle-mêle dans le surplus de la salle. Le bonnet *rouge* était devenu la livrée des démagogues. Les uns y voyaient la coiffure des galériens purifiée par l'Egalité, les autres le bonnet Phrygien, symbole de l'affranchissement des Esclaves. Adopté, disait Brissot,

(1) Séance du 27 ventose au II.

(2) Au-dessous de l'ancien tribunal de commerce.

par la partie la plus indigente du peuple, il était l'humiliation de la richesse et l'effroi de l'aristocratie. Chacun arrivait là, la pipe à la bouche, coiffé de ce bonnet, ou d'une casquette en peau de renard à laquelle était attachée la queue de l'animal. Plus on était déguenillé, plus on rendait hommage au principe de l'Egalité. C'était dans la soirée que se tenaient les séances ; il n'est pas besoin de dire que l'odeur de la tabagie et les éclats de l'ivresse dominaient dans cette salle enfumée, à peine éclairée par quelques chandelles vu l'extrême cherté du luminaire. Malgré le respect qu'on affectait pour les *Citoyennes*, qu'on appelait du doux nom de *sœurs*, plus d'une fois des faits obscènes se produisirent dans ce mélange de spectateurs des deux sexes. Par décence on se vit, à la fin, obligé de les séparer et d'accorder aux femmes une tribune particulière. On aurait peine à croire quelques-unes de ces scènes pleines de scandales dont ces réunions nocturnes devinrent le théâtre ; mais ce que nous en avons déjà dit, et les motions qui s'y faisaient et dont nous allons parler suffisent pour qu'on se figure le spectacle quelquefois grotesque, plus souvent terrible et menaçant qu'offraient ces séances qui préoccupaient tous les esprits et étaient l'objet de tous les entretiens.

Trois jours après que les lauriers du général de Wimpfen eurent été brûlés <sup>(1)</sup>, le Club et la Municipalité se concertèrent pour procéder à une incinération bien autrement démonstrative. Il s'agissait de l'auto-da-fé de tous les titres féodaux, papiers, registres, etc., trouvés soit dans les chartriers des châteaux, soit dans les archives Episcopales. C'était, suivant le langage du temps, la fête du *Brûlement des titres de l'Esclavage*. Elle eut lieu sur la place Saint-Patrice. Six charretées énormes de papiers renfermant les documents les

(1) Le 25 septembre 1793.

plus précieux pour l'histoire du pays furent jetées dans un brasier que le procès-verbal qualifie de *feu salutaire*. Le portrait du Roi qui jadis décorait la salle des assemblées municipales, et qui en avait disparu, fut retrouvé et brûlé. Le Club exigea que la Municipalité livrât le portrait de Mg<sup>r</sup> de Cheylus qu'une délibération solennelle avait placé dans le lieu de ses séances. Par un raffinement de haine il demandait, ce qui du moins ne lui fut pas accordé, que Francastel, maître-d'hôtel du Prélat, serviteur fidèle resté à Bayeux pour veiller aux intérêts pécuniaires de son maître, fût forcé de jeter lui-même le portrait dans le brasier et que les cendres ramassées fussent envoyées à Jersey, à Guernesey, et à Rome pour édifier les fanatiques.

Cette expédition d'iconoclastes fut solennellement annoncée par cette proclamation :

« Républicains ! le Municipalité de Bayeux renouvelée et choisie par les représentants Lindet et Oudot dans la classe des citoyens sans-culottes, a cru qu'elle devait signaler son installation par l'anéantissement des titres aussi vains qu'orgueilleux sur lesquels l'aristocratie avait cru fonder ses prétendus droits inaliénables et imprescriptibles. Le feu en a dévoré devant nous et en présence d'un peuple nombreux *six charretées énormes*. La joie fut pure et sincère : des cris de vive la République, vive la Montagne, se firent entendre de toutes parts.

» Puissent toutes les villes imiter notre exemple, et seconder les travaux de nos imperturbables représentants montagnards ! (1)

La veille un portrait plus petit de Mg<sup>r</sup> de Cheylus avait été découvert dans une maison particulière. Apporté triomphalement à la séance du Club par celui qui venait de s'en emparer, il s'écria qu'il tenait le *petit saint*, et qu'il fallait le mettre au feu en attendant le grand. La Société applaudit et préludant à la fête du lendemain, elle fit brûler à l'instant même le *petit Cheylus* (2).

(1) Arch. de la ville de Bayeux.

(2) Séances du Club des 22 et 25 septembre 1793.

Au Club , les motions ridicules succédaient aux motions dangereuses ou sanguinaires. En citer quelques-unes est un devoir, parce qu'elles peignent les passions de ce temps extraordinaire où le grotesque trouvait place près d'un sombre enthousiasme, où les vexations, les pensées de haine et de vengeances privées se cachaient sous le masque du patriotisme, où il se trouvait un public nombreux pour applaudir à ces tristes et déplorables folies.

Les femmes étaient surtout l'objet des préoccupations des frères de la Société. Par cela même qu'elles paraissaient plus faibles la persécution les recherchait. On exigea que toutes les femmes portassent des cocardes<sup>(1)</sup>. Quelques-unes en ayant fait un objet de toilette à l'aide de rubans riches et soyeux, on leur signifia de ne porter que des cocardes en bazin sur le modèle adopté par la troupe. Les sœurs de l'Hôtel-Dieu ne s'étant point conformées à l'obligation de la cocarde, deux membres furent nommés pour les décorer de *ce signe de républicanisme*, et il fut dressé procès-verbal de cette *fête civique*. Il fallut que sous peine d'être *suspectes* les mères conduisissent leurs filles à la fête de la Décade, et mêlassent leurs voix aux chants patriotiques. Ce ne fut pas sans danger que quelques-unes parvinrent à éluder l'invitation, équivalente à un ordre, d'assister à un bal donné en plein jour dans la Cathédrale à une des décades de floréal an II par le bataillon du Morbihan.— « Puisque les hommes sont » des *sans culottes* » s'écriait un frère, » et que l'habillement » des hommes et des femmes ne doit pas être le même, il » faut ordonner *que les femmes portent à leur tour des culottes*. »—« Qu'aux fêtes publiques, s'écrie un autre, chaque » citoyen assiste à la cérémonie en prenant le bras d'une citoyenne. »—« Qu'on oblige les citoyennes de venir à la Décade

(<sup>1</sup>) Décret du 25 septembre 1793.



» faire de la charpie pour les armées » demandait un troisième.

D'autres proposaient que des visites soient faites chez les ci-devant nobles pour savoir s'il n'y était pas resté quelque dépôt précieux qui puisse convenir à la République. Celui-ci veut que tous les confessionnaux soient brûlés, ou bien qu'on les convertisse en guérites ; celui-là propose que tous les citoyens, en signe de fraternité, soient engagés à se tutoyer et que les frères de la Société populaire soient les premiers à en donner l'exemple. — Un autre demande que chaque citoyen mette sur sa maison une flamme tricolore, signe de la Liberté et de l'Egalité. — A un autre il ne suffisait pas que le ministère des avocats fût supprimé, et que le droit de porter la parole leur fût enlevé, il fallait même leur ôter le droit de composer des mémoires afin qu'ils ne SANGSUENT *plus le peuple en lui faisant payer le double*. Le même proposait que tous les procès fussent jugés *dans le mois*. — Celui-ci trouvant la couleur des draps mortuaires trop lugubre demande qu'il en soit confectionné d'autres plus conformes *aux mœurs et aux opinions républicaines*, c'est-à-dire tricolores, avec les débris des ornements sacerdotaux.

Un frère insiste pour que tous les frères portent des moustaches. Si cette proposition fut rejetée, il n'en fut pas ainsi de celle qui proposait que tous couvrirent désormais leur tête du BONNET ROUGE, attribut de la liberté. La plupart de ces motions étaient converties en résolutions ou arrêtés. Une longue discussion s'engagea sur le point de savoir si l'on n'exigera pas que les prêtres constitutionnels portent une *petite queue*. Qu'on ne croie pas que cette motion fut l'œuvre d'un mauvais plaisant. Elle fut faite et soutenue par Audouin, adjudant-général dont nous avons déjà parlé. — Voilà pour le ridicule et le puéril.

Mais que dire de la proposition de faire retomber les frais



de la guerre sur les riches égoïstes, *qui mènent une vie fastueuse au milieu de l'abondance*, de leur faire supporter tous les impôts *parce que le simple citoyen épuise tous ses moyens pour soutenir la patrie ?* Et de cette autre : *Qu'on tombe sur les muscadins qui ont jusqu'à douze habits lorsque le soldat est nu-pieds et sans habillement !* N'est-ce pas là la théorie de ce que depuis des économistes de la même école ont qualifié d'*impôt progressif* ?

Enfin, et cette motion est plus grave, on annonce l'arrivée prochaine à Bayeux de la *sainte guillotine*. C'était vers le temps où les Vendéens assiégeaient Granville. Une partie de l'armée révolutionnaire devait être envoyée au secours de la place, et cette guillotine annoncée, portée sur des roues, était sans doute celle qui, sur la demande du club des Cordeliers, devait suivre l'armée qu'ils avaient fait créer. Un frère demanda que si cette guillotine était conduite jusqu'à Bayeux elle y restât en permanence, déclarant qu'elle y serait sans danger parce qu'elle ne pourrait effrayer que les *aristocrates*. Heureusement une partie de l'armée révolutionnaire traversa Bayeux dans les derniers jours de novembre, sans que ce terrible instrument la suivît. Dans le langage du Club les prêtres sont appelés des *Calotins*, les religieuses des *Béguines*, tous les honnêtes gens des *Aristocrates*.

Toutes ces motions et d'autres dont il sera parlé plus tard étaient d'autant plus dangereuses que la Société de Bayeux était affiliée à la Société des Jacobins de Paris qui gouvernait la Convention, qu'une étroite et fréquente correspondance existait entr'elles, et que plus d'une fois la Société de Paris se trouva l'écho des motions de Bayeux. Les discours d'apparat n'étaient pas moins extraordinaires que les motions improvisées. Nous en citerons un exemple. Le soir du jugement de Louis XVI l'un des régicides, Le Pelletier de Saint-

Fargeau, fut assassiné par un ex-garde-du-corps nommé Pâris. Le Pelletier fut appelé un martyr, et Bayeux célébra une pompe funèbre en son honneur. Le Président du Club, dans un discours imprimé par les ordres de la Société s'exprimait ainsi :

« ..... Le Pelletier n'est plus, et avec lui toute la gaité inhérente aux vrais patriotes, et toute notre gloire est ensevelie. Loin de moi le peu de principes sardanapales qui pourrait contre-balancer les idées de bronze que me suggère la conduite attique du vérac Le Pelletier qui vit d'un œil fixe et serein les approches de la mort et qui regarda comme un bien de prendre son essor vers l'immortalité. .... Pour célébrer sa mémoire nous nous sommes réunis, nous avons apporté chacun une portion de sensibilité, mais de cette sensibilité que la philosophie ne désavoue point. .... Au lieu d'environner son ombre de chandeliers, de haillons, de cierges et d'autres momeries fanatiques, nous nous sommes rassemblés autour de l'arbre de la liberté ; là nous avons applaudi au décret qui décerne à notre héros les honneurs de l'apothéose, et en chantant à l'unisson l'éloge de ce grand homme, nous l'avons élevé au rang des Trajan, des Marc-Aurèle et des Titus (1). »

## II.

**LES SUSPECTS.—Les détenus.—Les visites domiciliaires.—La violation du secret des lettres.**

La publication de la loi des SUSPECTS (2) fut le signal d'une terreur générale exercée par l'autorité la plus formidable, la démagogie. Elle fut suivie d'instructions draconiennes qui en étendaient encore l'interprétation et le sens.

(1) Discours imprimé chez la veuve Nicolle, à Bayeux.—1793.

(2) Loi du 25 septembre 1793.

Pour être *suspect*, il ne fallait pas avoir fait quelque chose contre la Révolution, mais il suffisait de n'avoir rien fait pour elle. Celui qui avait changé de conduite et de langage pendant les événements, celui qui était muet sur les crimes des royalistes ou des fédéralistes, celui qui plaignait les victimes des mesures révolutionnaires, celui qui fréquentait ou des nobles ou des prêtres, ou des aristocrates, ou même des modérés, celui qui plaignait le fermier ou le marchand ruiné par le *maximum*, celui qui parlait avec mépris des autorités ou des membres des sociétés populaires, celui qui avait reçu avec indifférence la Constitution, celui qui parlait mystérieusement des malheurs de la République, et dont la douleur semblait affectée..... tous étaient *suspects*. Nul ne pouvait se flatter d'échapper au cadre illimité tracé par les douze catégories de Chaumette <sup>(1)</sup>. La délation et l'espionnage avaient donc un succès assuré.

Un Comité de salut public chargé d'ordonner et de faire opérer les arrestations, sauf à en rendre compte au Comité de sûreté générale avait été institué dans toutes les communes de la République.

Le Comité révolutionnaire de Bayeux composé par les Représentants du peuple Lindet et Oudot après leur visite était entré en fonctions le 4 octobre 1793. Ce Comité qui disposait arbitrairement sur un simple soupçon de la liberté, de la vie, du repos des familles eût dû être composé sinon d'hommes justes, au moins de citoyens offrant quelques garanties de moralité. Les douze membres qui y furent appelés furent choisis parmi les plus furieux et les plus ignorants démagogues. Des manœuvres, des gens de la plus basse classe du peuple, tous ceux qui s'étaient le plus signalés par leurs emportements furent investis de ces redoutables fonctions.

(1) Instructions de Chaumette.

Le couvent de la *Charité* fut destiné à servir de supplément aux prisons ordinaires de la ville; celui des *Cordeliers* fut plus spécialement destiné aux ecclésiastiques.

A peine le Comité fut-il installé que les arrestations commencèrent sur les ordres du Comité de surveillance générale de la Convention <sup>(1)</sup>. Ces tristes asiles ne tardèrent pas à être remplis par tout ce que le pays comptait de plus honorable, sans distinction de rangs, de fortunes, de position, on pourrait même dire d'opinions. Les Royalistes purs et les Royalistes constitutionnels, les patriotes de 1789 et les aristocrates, les partisans de Lafayette comme ceux des Girondins, tous y furent jetés pêle-mêle et confondus sous le titre de suspects. L'âge, le sexe, les infirmités, la vieillesse ne pouvaient servir d'excuse. Les alliés et les amis du général de Wimpfen, par cela même suspects de fédéralisme, y furent trainés les premiers. Les prêtres constitutionnels eux-mêmes qui par leur serment avaient donné des gages à la Révolution ne furent point épargnés et furent renfermés en grand nombre.

Le premier jour il entra en prison cinquante-quatre détenus. Le procès-verbal de leur écrou offre un mélange singulier. On y voit confondus des pères, des mères, des femmes, des sœurs, des frères d'émigrés, des militaires, des religieuses, des cordons rouges, des domestiques, des cultivateurs, des magistrats, des prêtres constitutionnels, et même des républicains connus. Les causes de leur arrestation ne sont pas moins étranges. Beaucoup y figurent comme *parents d'émigrés*, — un grand nombre comme *ex-nobles*, — d'autres comme *suspects de fanatisme*, — d'autres comme *suspects de royalisme*, — d'autres comme *suspects d'intrigues*, — d'autres comme *suspects d'aristocratie*, etc. Il en est qui

(1) Arrêté du 14 octobre 1793.



ne sont suspects de rien , comme M. Aladane , ex-receveur des gabelles, l'ami de Monvel, et le parrain de la célèbre comédienne Mars ; mais il était dénoncé par deux citoyens, sans indiquer le motif. Une pauvre fille a un frère absent qui n'est ni prêtre, ni noble, elle est *suspecte* à cause de cette absence, on l'emprisonne avec sa mère. Un fermier est *suspect* d'avoir fait un bail qui n'est pas sincère avec un émigré ; un avocat est *suspect* d'avoir été commissaire des guerres de l'armée du général de Wimpfen, ils sont mis en prison. De vieilles filles y sont également conduites sous la seule imputation d'être des *dévotes*. Enfin des républicains y sont aussi jetés parce qu'ils ont été dénoncés comme *royalistes*, accusation banale qui dans son élasticité offrait un moyen de vengeance à toutes les haines particulières <sup>(1)</sup>.

Les débuts de cette captivité pesèrent lourdement sur la plupart des prisonniers nés et élevés au sein des douceurs de l'existence. La rigueur en fut diminuée par les relations qui s'établirent entre eux. On leur accorda dans le commencement la permission de faire transporter dans l'étroit local accordé à chacun d'eux les meubles indispensables, et de faire apporter du dehors leur modeste repas. Les enfants pouvaient venir voir leurs parents. De bienveillantes liaisons se formèrent, les mêmes malheurs faisaient naître les mêmes sentiments. On gémissait, on se consolait ensemble. Mais l'incertitude de l'avenir, le récit des malheurs publics jetaient souvent l'effroi dans ces demeures. Chacun y vivait dans de continuelles transes sur le sort de tout ce qui lui était cher. On y apprenait la mort ou l'emprisonnement de ses amis, de ses parents. On craignait pour soi-même

(1) Etat dressé par le Comité de surveillance de Bayeux, le 19 nivose an II.—Arch. du Calvados.



que la détention ne conduisit à l'échafaud, et le nom terrible du tribunal révolutionnaire jetait un crêpe funèbre sur ces rares distractions.

Bientôt la plupart de ces adoucissements furent supprimés. L'inquisition s'exerça sur les détenus sous mille prétextes. Tantôt la paix des nuits était troublée par d'injurieuses visites, ou par des appels pour constater les présents; tantôt supposant la crainte imaginaire d'un suicide, on ordonnait la privation et la remise des couteaux, ciseaux, même des aiguilles à tricoter; tantôt on se livrait à la minutieuse investigation de l'état des barreaux et des verroux; tantôt enfin les membres du Club et du Comité de surveillance portant avec empressement de mauvaises nouvelles venaient épier sur la figure des détenus l'impression qu'elles produisaient. Plus d'une fois ces hommes abusèrent de la confiance et de l'espoir que le malheur, souvent expansif, plaçait en eux, et le soir ils allaient parodier à la Société populaire les confidences qu'ils avaient reçues et l'égayer *par des détails comiques sur les conversations qu'ils avaient eus avec des femmes d'émigrés.*

Chaque jour apportait une nouvelle qui ajoutait aux douleurs des détenus ou à leurs craintes. Qu'on juge de leur frayeur quand la voix du dehors les instruisait ou du décret qui exigeait que les détenus rendissent compte de leur conduite depuis le 1<sup>er</sup> mai 1789 <sup>(1)</sup>, ou d'un autre portant que les biens des ennemis de la Révolution seraient séquestrés au profit de la République, ou d'un autre qui prolongeait leur détention jusqu'à la paix, et ensuite prononçait leur bannissement à perpétuité ?

Les rigueurs s'augmentèrent encore à l'occasion de l'évasion ou des tentatives de quelques détenus. La fuite hardie

(1) Décret du 3 mars 1794.

de l'un d'eux <sup>(1)</sup> en plein jour, fut le signal d'un redoublement de précautions et surtout du renvoi de plusieurs gardiens dont quelques-uns s'étaient montrés bienveillants et humains, et qu'on supposa être complices.

A ceux-là qu'on ne jugeait pas devoir emprisonner comme suspects, on réservait d'autres tourments. Au milieu de la nuit, pendant son sommeil, le citoyen resté dans sa demeure entendait frapper à sa porte. Réveillé en sursaut, au bruit des crosses de fusil frappant violemment le pavé, on lui annonçait une *visite domiciliaire*. Cinq ou six citoyens à moustaches, la tête couverte ou du bonnet rouge ou du bonnet à poil de renard, armés souvent d'une façon grotesque, accompagnés d'un membre du Comité de surveillance quittant son cuir ou son établi, ceint de l'écharpe tricolore, venaient s'assurer si la maison ne servait pas d'asile à un prêtre, à un fédéraliste, à un partisan de *l'infâme de Wimpfen* (c'était le terme consacré). Sous le prétexte de rechercher s'il n'y avait pas de *cache* secrète, tout était exploré, les appartements comme les armoires, le grenier comme le caveau, et cette étrange visite se prolongeait souvent à l'aide d'un interrogatoire quand les sbires supposaient que le *Pigeon* (autre terme du temps) s'était *envolé*.

C'était bien autre chose encore si par hasard une plaque de cheminée, un sceau au pied d'un acte, un livre dans une bibliothèque, l'aiguille d'une pendule ou tout autre meuble conservait la fleur de lys monarchique : on avait à craindre alors un procès-verbal, une poursuite criminelle, trop heureux si, pour en finir, les perquisiteurs n'usaient pas de ce droit que Barrère appelait cyniquement le droit de *préhension*. On fouillait partout pour s'assurer s'il n'existait point d'armes ca-

(1) M. Delamarre de Crux qui devait partir le lendemain pour le tribunal révolutionnaire, par ordre du représentant Le Carpentier.

chées, afin d'assurer l'exécution d'un décret qui ordonnait le désarmement de tous ceux qui étaient *notés comme suspects d'aristocratie et d'incivisme* <sup>(1)</sup>. Ces visites se multiplièrent encore après le décret <sup>(2)</sup> qui prononçait la confiscation de toutes maisons ou édifices où se trouveraient des armoiries. Qui ne conçoit les alarmes des familles, les transes et les larmes des femmes et des enfants sans calme pendant le jour, sans repos pendant la nuit ?

L'un des moyens de persécution les plus odieux qui fût dans la main du Comité de surveillance était la violation du secret des lettres, cette mystérieuse et souvent unique consolation des affligés. On préférait s'interdire les confidences de la famille, les communications de l'amitié, à la crainte de les livrer à cette vexatoire inquisition. Heureuses les communes dont les membres du Comité de surveillance ne savaient pas lire ! Un fait resté enveloppé de mystère fut révélé par cette coupable curiosité, révélation assez étrange pour être consignée ici. Une lettre adressée de la prison de Dourdan à un habitant de Lison, canton d'Isigny, le 8 floréal an II, le sieur F. B., fut saisie et transmise à l'Administration du Calvados. Elle était signée par un sieur Noël, ancien domestique du duc d'Orléans (L. P. J. Egalité) et on y lisait ce qui suit :

« ..... A la veille de son jugement ce généreux bienfaiteur me fit appeler auprès de lui comme étant à son service depuis huit années. Me tirant à part il me dit : « Il ne me manque plus qu'un homme de confiance, et je » crois l'avoir trouvé en vous. J'ai tout lieu de me louer de la manière » dont vous vous êtes toujours comporté à mon service... La confiance que » vous m'avez inspiré est telle que je n'hésite nullement à vous déclarer » que je suis dans l'intention de me sauver. Il faut m'aider. Fuyons, et ne » songeons à emporter avec nous que ce qui peut nous mettre à l'abri des » plus indispensables besoins. Voici la clé du troisième tiroir de mon se-

<sup>(1)</sup> Décret du 28 mars 1793.

<sup>(2)</sup> Décret du 1<sup>er</sup> août 1793.

» crétaire. Vous y trouverez une boîte en ébène d'un pied et demi de longueur dans laquelle sont renfermés beaucoup de bijoux et 120,000 livres » en assignats de 400 livres. Vous prendrez un de mes meilleurs chevaux et » vous irez m'attendre à Saint-Clair <sup>(1)</sup> où je me rendrai le plus tôt possible. »

« A peine je fus arrivé à Mons que j'appris la malheureuse destinée de mon bienfaiteur..... Je résolus de me mettre à l'abri de toutes démarches, et de déposer ces effets dans un lieu de sûreté. Pour exécuter mon dessein je sortis de mon auberge à la tombée de la nuit pour gagner les dehors de la ville où j'aperçusse un endroit qui ne fût connu que de moi. Ayant remarqué que je n'étais aperçu de personne, je fouille un trou en terre de la profondeur de deux pieds et demi environ avec la lame de mon sabre. Ma besogne étant finie je cachai soigneusement ces effets précieux dans l'intention de m'en acquitter fidèlement, et de retourner les chercher quand toutes les poursuites seraient apaisées. Je revins à mon auberge, ... après avoir pris quelque nourriture je résolus de revenir à Paris pour m'éclairer sur les fatales nouvelles que je venais d'apprendre ; mais à peine y étais-je arrivé que je fus reconnu pour la personne qui avait sauvé la fortune du ci-devant duc d'Orléans. Je fus arrêté... Au bout de quatre jours on vint me chercher comme un voleur pour me conduire à la maison de Dourdan..... »

Quelles suites furent données par l'Administration du département à cette révélation ? C'est ce dont on ne trouve aucunes traces. Qu'est devenu lui-même l'auteur de la lettre, ce sieur Noël auquel le duc d'Orléans aurait donné ce témoignage d'une confiance si entière ? Cette révélation elle-même était-elle bien sincère ? Ne cachait-elle pas quelque arrière pensée ?... Au moment où le duc d'Orléans fut conduit à l'échafaud une collision de charretiers obstrua le passage du funèbre cortège au coin de la rue de Richelieu, à l'entrée de la place du Palais-Royal, et il y eut une station forcée de quelques minutes sur cette place. Les officiers municipaux accoururent et ordonnèrent l'arrestation de ces charretiers auxquels on supposa l'intention d'avoir voulu amener le peuple en faveur du Prince et tenter son enlève-

(1) En Belgique.



ment au milieu de la confusion <sup>(1)</sup>. Entre cette tentative et la révélation de la lettre de Noël n'y a-t-il point quelque afférence secrète ? L'un de ces faits ne serait-il pas de nature à éclairer l'autre ?... Ce sont là de ces mystères qu'il n'est donné à personne de pénétrer aujourd'hui.

### III.

#### Les victimes.

Les débats et les motions du Club, ces emprisonnements et ces vexations ont déjà fait pressentir que le Bessin dut payer son tribut de sang à la Terreur. Si je me suis interdit de citer le nom des persécuteurs, il n'y a pas la même raison de taire celui des victimes. On trouvera dans ces révélations tout-à-la-fois des émotions et des enseignements.

Un décret proposé par Saint-Just, appliquant cette pensée « qu'une révolution n'est pas un procès, mais un coup de tonnerre », avait ordonné que les prévenus de conspiration seraient traduits de tous les points de la République au tribunal révolutionnaire à Paris. C'est là que furent conduits en effet tous ceux que la haine politique poursuivait sous le nom de *Conspirateurs*, mot vague, dont le sens, comme celui de *suspect* s'élargissait tous les jours, et qui fit presque autant de victimes que d'accusés.

A l'entrée de cette galerie funèbre le premier nom qui se

(1) *Histoire de L. P. J. d'Orléans*. Par Turmois.



présente dans le Bessin est celui de M. le marquis de Balleroy, lieutenant-général des armées, fils de l'un des vainqueurs de Laufeld. Il avait été l'un des généraux qui avaient commandé pendant la guerre de Sept-Ans, et plus tard il avait pris une part brillante au combat de Saint-Cast <sup>(1)</sup>. Pendant que le comte de Balleroy, son fils, avait suivi le drapeau de l'émigration, il était venu chercher le repos de sa vieillesse sous les magnifiques ombrages de son château de Balleroy <sup>(2)</sup> dans la compagnie de son frère, chevalier de Saint-Louis, et commandeur de l'ordre de Malte, espérant que le souvenir de ses services, celui des bienfaits que son père et lui avaient répandus dans la contrée <sup>(3)</sup>, préserveraient sa tête. Mis soudainement ainsi que son frère en arrestation dans son propre château par le Comité de surveillance de Balleroy, le 10 octobre 1793, en vertu de la loi qui réputait suspect tout *parent* d'émigré, ils y restèrent quelques jours sous la garde de ce Comité. Bientôt une brigade de la gendarmerie de l'Yonne, en garnison à Bayeux, vint se saisir d'eux <sup>(4)</sup>, et le soir du 12 octobre (17 nivose an II), le registre d'écrou de la prison de cette ville contient deux noms de plus. On y lit entr'autres cette désignation : *François-Auguste La Cour-Balleroy, cordon rouge, père d'émigré.*

Les deux frères laissés quelque temps dans la maison d'arrêt de la *Charité*, furent bientôt réclamés par les pourvoyeurs du tribunal révolutionnaire. Après quelques jours de séjour dans les prisons de Paris, ils furent traduits au sanglant tri-

(1) *Histoire de France*, par Mazas.—T. III. P. 483-485-508.

(2) Bâti par Jean de Choisy sur les dessins de Mansard de 1626 à 1636, et érigé en marquisat par lettres-patentes de 1704.

(3) C'était en effet à son père qu'était due la première exploitation des charbons de Littry découverts en cherchant du minerai de fer pour l'alimentation de grosses forges qu'il avait établies.

(4) *Archives du Calvados.*

bunal et guillotiné ensemble comme ils avaient été condamnés par le même jugement le 23 mars 1794. Leur arrêt de mort porte « qu'ils avaient entretenu des correspondances » avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République », prétexte banal qui suppléait à toute autre accusation. Ils étaient âgés l'un de 74 ans, l'autre de 67 ans <sup>(1)</sup>.

Une autre victime qui les suivit bientôt fut M. le comte de Marguerie de Vierville, ancien major en second du régiment de la Reine. Devenu colonel de la 3<sup>e</sup> division de la garde constitutionnelle de Louis XVI, il se trouvait à son poste au château des Tuileries pour y défendre la famille Royale à la funeste journée du 10 août. On lui en fit un crime irrémédiable. Echappé comme par miracle aux massacres, il vint se réfugier près de son père, M. le marquis de Vierville, à son château de Vierville, sur le bord de la mer. Sa femme, l'une des dames d'honneur de Madame Elisabeth, cette princesse de sainte mémoire, séparée violemment de sa maîtresse, craignit elle-même pour sa vie. A l'approche des plus mauvais jours le comte et la comtesse de Marguerie s'embarquèrent mystérieusement à Vierville dans un mauvais esquif et des marins dévoués les conduisirent à Jersey. Pourquoi M. de Marguerie ne resta-t-il pas sur cette terre d'exil !... Il avait laissé à Vierville sous la protection de son vieux père ses deux enfants, dans l'âge de l'insouciance et des innocentes joies. Ses affections filiales et paternelles, ses intérêts peut-être le rappelèrent sur le sol de la patrie. Son retour à Vierville est dénoncé. Il s'en échappe et vient se réfugier dans son château d'Agy. Il est dénoncé une seconde fois. Un ordre arrivé de Paris enjoint au Comité de surveillance de Bayeux de s'emparer de sa personne. Deux membres se transportent à Agy, et usant de ruse, l'invitent de se rendre à Bayeux sous le pré-

(1) *Liste des conspirateurs.* N° 3.

texte menteur d'y venir prendre un passeport pour quitter la France. Malgré les prières de son fidèle domestique, Paret, qui se jeta à ses genoux et le conjura de prendre la fuite dont il venait de lui préparer les moyens, M. de Marguerie se livra sans frayeur, sinon sans soupçon. Il est amené à l'instant même dans la prison de Bayeux. Là il apprend la triste vérité. Le lendemain matin il est remis à la garde de deux gendarmes. Conduit à Paris et traduit au tribunal révolutionnaire, sa mort est prononcée « comme ayant été auteur ou complice » de la conspiration ayant existé le 10 août avec le tyran et » sa femme, tendante à faire massacrer un grand nombre de » patriotes <sup>(1)</sup>, et il ne lui est accordé que le temps d'écrire à ses enfants une lettre touchante pour leur recommander le respect de sa mémoire, l'honneur et la vertu. L'échafaud compta une victime de plus. Il était à peine âgé de 38 ans.

Il est de tradition qu'au passage de Louis XVI par Saint-Jean-de-Daye en allant à Cherbourg un vieux gentilhomme du pays, M. Godefroy de Boisjogan, lui avait présenté sa nombreuse famille consistant en douze fils. Deux de ceux-là commencèrent la série des supplices. Godefroy de Mingré, lieutenant de vaisseau, et Godefroy de Lessart, garde-du-corps, faits prisonniers dans les premières affaires où figurèrent des émigrés, furent conduits à Paris et exécutés le 23 octobre 1792 sur la place de Grève <sup>(2)</sup>. Sur la longue liste des condamnés, leurs noms se lisent aux n<sup>os</sup> 18 et 22. Combien et par milliers les suivirent !

M. Belœil, curé de Colleville, soupçonné d'une conspiration imaginaire, après avoir subi un interrogatoire devant le Comité de surveillance de Bayeux, le 6 nivose an II, fut aussi

<sup>(1)</sup> *Liste des conspirateurs. N<sup>o</sup> 5.*

<sup>(2)</sup> *Liste générale des conspirateurs. N<sup>o</sup> 1.*

condamné à mort et exécuté le 21 messidor suivant (1).

À la lecture des noms qui précèdent on s'imaginait peut-être que les victimes appartenaient seulement aux classes distinguées de la société, et que la Révolution ne faisait tomber que les têtes élevées. On se tromperait, et notre pays même prouva qu'elle ne distinguait ni le rang ni la naissance de ceux qu'elle immolait.

À une lieue et demie de Bayeux, dans la paroisse de Carcagny, vivait un paysan obscur qui joignait à l'exploitation de quelques perches de terre la profession de boulanger. On le nommait Pierre Penon. Comme tant d'autres il avait souri à la première aurore de la Révolution; il n'y avait vu que l'appel des filles et des cadets au partage égal, la suppression de la dime et des colombiers, la liberté de la chasse et de la pêche. Il s'imaginait que la Révolution n'était faite que pour le plus grand bien des cultivateurs, et son zèle lui avait mérité les fonctions de *Procureur de la commune*. Mais son cœur honnête s'indigna quand il traversa 1793 et ses horreurs. *Si je tenais là la Convention*, dit-il un jour, *je la f..... dans mon four*. Ce propos fut recueilli par un voisin jaloux et méchant. Veux-tu parier six francs que je te ferai arrêter? lui dit celui-ci quelques jours après à l'occasion d'une querelle. Penon dédaigna cette menace, mais trois jours ne s'étaient pas écoulés que les gendarmes étaient à sa porte; ils s'emparèrent de sa personne et de celle de sa femme, et les conduisirent à Paris où bientôt leur tête roula sur l'échafaud « pour » avoir pratiqué à Carcagny des mesures tendant à ramener l'esclavage par la guerre civile en voulant armer les citoyens les uns contre les autres. » La femme, Julienne Grimoult, plus innocente encore que le mari fut exécutée avec lui le 9 ven-

(1) Archives du Calvados.



tose an II <sup>(1)</sup>. Des officiers municipaux de la Commune appelés en témoignage à Paris osèrent parler en faveur de ces infortunés. On ne les laissa point sortir libres du tribunal : ils furent mis en prison et faillirent payer de leur tête le courage qu'ils avaient montré <sup>(2)</sup>.

Le vieux serviteur de Mg<sup>r</sup> de Cheylus, le fidèle Francastel, âgé de 63 ans, ne put trouver grâce devant les bourreaux au tribunal duquel il fut traduit sous la qualification d'*agent du ci-devant Evêque de Bayeux*. Il fut condamné à mort et exécuté comme *conspirateur* le 1<sup>er</sup> messidor an II <sup>(3)</sup>. Pierre L'Evêque-du-Moulin fut associé à son sort. Cet individu, né dans le département de la Charente, étranger au département du Calvados, fut condamné comme ayant pris part à la même conspiration, et désigné comme *fermier de l'ex-Evêque de Bayeux* <sup>(4)</sup>, qualification qui semble mensongère.

Quel crime avaient commis un malheureux dragon au 5<sup>e</sup> régiment nommé Robert, un nommé Dupont, maréchal-des-logis de l'armée volante, tous deux nés à Bayeux, Michel Taillepie, cultivateur, et Noël Taillepie, perruquier, tous les deux nés à Colombières, qui furent immolés à la barrière du Trône, et périrent le même jour que Toulon, le 12 messidor an II, eux condamnés *comme contre-révolutionnaires*, et lui pour avoir donné quelques marques de pitié à la reine Marie-Antoinette <sup>(5)</sup> ?

Trois autres victimes nées à Bayeux, et dont la famille y avait occupé la position sociale la plus élevée montèrent aussi sur l'échafaud, M. le marquis Hervé de Faudoas, M<sup>me</sup> de

<sup>(1)</sup> *Liste générale des conspirateurs.*

<sup>(2)</sup> Un de ces témoins existe encore.

<sup>(3)</sup> *Liste des victimes immolées à la barrière du Trône.* N<sup>o</sup> 161.

<sup>(4)</sup> *Liste générale des condamnés dressée par l'Administration des domaines.*

<sup>(5)</sup> *Idem.* Nos 456—457.



Beaurepaire, sa sœur, Mlle de Faudoas, sa fille, coupable de la plus innocente plaisanterie, à peine âgée de 18 ans <sup>(1)</sup>. Tous trois, le père, *conspirateur*, la sœur et la fille *conspiratrices*, perdirent la vie ensemble le 25 messidor an II (13 juillet 1794), sans que les assassins eussent égard à l'âge, à la vertu, à la jeunesse.

D'un autre côté, le département de la Manche où, suivant son expression, le représentant du peuple Le Carpentier *avait mis la terreur à l'ordre du jour*, payait largement son tribut. Des charretées de malheureuses victimes de ce proconsul traversaient de temps en temps la ville de Bayeux. Cinquante-trois personnes tant hommes que femmes *suspectes et contre-révolutionnaires* furent conduites par ses ordres au terrible tribunal en trois convois, l'un de sept, le second de dix-neuf, et le troisième de VINGT-SEPT. Quelle progression effrayante ! « A votre exemple, écrivait-il au Comité de salut public, j'ai » appesanti pour ma part le poids de la justice nationale. » Voilà encore du gibier que je vous envoie. Je n'ai fait grâce » à personne. »

Parmi les victimes du premier convoi se trouvait M. le comte d'Anneville de Chiffrevast, que les liens du sang et de l'affection unissaient à toutes les familles distinguées de Bayeux, et qui fut mis à mort le 18 messidor an II sous le prétexte grossier et menteur d'avoir fait de mauvaises fournitures à la République. M. Le Roy, directeur de la poste aux lettres de Cherbourg fut condamné et périt avec M. de Chiffrevast sous cet autre prétexte *d'avoir supprimé dans l'exercice de ses fonctions des écrits propres à éclairer le peuple sur ses véritables intérêts* <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Liste générale des condamnés, dressée par l'administration des domaines. Nos 818—820—819.—Mlle de Faudoas avait écrit que sa chienne avait mis au monde trois petits républicains.

<sup>(2)</sup> Liste des conspirateurs. No 3.

Le jour même où succombaient ces deux victimes, le 18 messidor, Le Carpentier signait l'ordre de départ du convoi des vingt-sept. En le signalant au Président de la Convention le 25, il écrivait ces farouches paroles : « Encore des têtes, encore de nouveaux détenus. C'est ainsi que l'esprit du peuple » s'élève à sa sommité, et que tombe le vain espoir de ses » ennemis. » Moins de quinze jours après, le 3 thermidor, dix-neuf de ces infortunés avaient la tête tranchée pour cause *d'aristocratie et de fédéralisme* (1).

Dans cette liste fatale étaient comprises deux femmes, M<sup>me</sup> Kadot de Sebeville, mère d'une nombreuse famille, qu'il fallut arracher à son dernier enfant qu'elle allaitait encore, et M<sup>me</sup> Guichard de Mondetry. Celle-ci ne périssait pas seule de sa famille, son mari et son beau-père montaient avec elle sur l'échafaud.

Toutes les corporations prenaient part à ce sanglant holocauste. Le clergé y était représenté par deux de ses membres, M. l'abbé de Cussy, archidiacre, et M. l'abbé de Mons, chanoine ; le présidial par M. de La Marre de Plémont, ancien conseiller enquêteur ; le tribunal de l'élection par son président, M. Le Pigeon ; le barreau par M. Lécaudey ; l'administration de la marine par M. Mauduit, commissaire à Granville ; la noblesse et l'armée par MM. le comte de Mobec, Tanqueray d'Hyenville, Sorin de l'Epesse, de Boisussé, chevalier de St-Louis, d'Outresoulle, officier du génie, Guichard de Mondetry père et fils, Louis-Léonor de Cussy, jeune homme de 22 ans, dont trois frères étaient émigrés, et qui périt avec son oncle ; l'agriculture par MM. Potigny-Launey et Boudier ; et enfin pour qu'il ne manquât rien à cette liste générale de

(1) Trois furent acquittés. Parmi eux était le chevalier Hue de Caligny qui fit imprimer après le 9 thermidor un *Mémoire à consulter* où se trouve l'ordre d'envoi au tribunal révolutionnaire. M. de Crux s'échappa, comme on l'a dit plus haut. Trois ne furent pas jugés.

tous les états, un fidèle domestique de M. d'Hyenville, nommé Conillard, suivit celui-ci à la prison et à l'échafaud. Il eût pu, dit-on, éviter l'un et l'autre. L'occasion lui en fut offerte, mais il ne voulut point séparer son sort de celui de son maître, dévouement d'autant plus sublime qu'il était obscur, et qui pour l'honneur de l'humanité eut quelques imitateurs.

Ces noms qui ne sont point le rapprochement du hasard, mais qui paraissent être un odieux calcul prémédité pour effrayer d'un même coup toutes les classes de la société, tous les rangs et tous les états, disent assez ce que la France serait devenue si cette orgie de carnage et de sang eût prolongé sa durée ! Le Carpentier avait raison d'écrire : « Encore » quelques jours, et les nobles et les royalistes de la Manche » pourront tous porter leurs têtes comme des Saint-Denis. »

Tous ces malheureux qui peu de jours auparavant étaient passés par Bayeux conduits de brigade en brigade par la gendarmerie <sup>(1)</sup> furent exécutés ensemble et le même jour le trois thermidor an II, à la barrière du Trône. Leurs restes furent portés au cimetière de Picpus, dans un coin de terre qui n'avait pas trente pieds carrés d'étendue et où furent jetés en moins de six semaines 1,300 cadavres de condamnés <sup>(2)</sup>. On frémit de penser que ces infortunés étaient au nombre des dernières victimes dont un peintre habile, Muller, a composé naguères le déchirant tableau. Six jours après, le neuf thermidor, le sang avait cessé de couler.

Aux victimes que faisait le tribunal révolutionnaire, il faut joindre aussi celles qui succombaient sous les condamnations des tribunaux criminels et des commissions militaires. Dans

<sup>(1)</sup> *Etat des sommes payées aux gendarmes de Bayeux.*—Archives du Calvados.

<sup>(2)</sup> *Fondation de la chapelle funéraire de Picpus.*—Brochure in-18.

la Basse-Normandie les tribunaux criminels de Caen et de Coutances , surtout le dernier, prononcèrent d'assez nombreuses condamnations suivies d'exécution à mort soit contre des émigrés rentrés, soit contre des Vendéens, soit enfin contre des contre-révolutionnaires de l'intérieur. Les listes des condamnés dressées par l'administration des domaines pour l'effet de la confiscation des biens des condamnés présentent à cet égard de sanglants et trop nombreux témoignages.

La Commission militaire établie à Cherbourg fit aussi exercer quelques fusillades. Mais celle instituée à Granville par le représentant du peuple Le Carpentier, en brumaire de l'an II (novembre 1793), après la levée du siège de Granville , se montra sans miséricorde. Elle eut à juger un certain nombre d'officiers et de soldats de la Vendée faits prisonniers à l'occasion du siège de Granville , et les condamnations suivies de prompts exécutions ne leur furent pas épargnées <sup>(1)</sup>.

#### IV.

Fanatisme irréligieux.—Profanation de la Cathédrale.—Fêtes révolutionnaires.—Abolition du Dimanche.—Destruction des signes extérieurs du culte et des attributs de la Royauté.—Les Croix.—BARBARE.—Athéisme.  
—Les Apôtres de la Vérité.

L'Assemblée constituante avait attaqué l'Eglise moins comme institution religieuse que comme institution politi-

<sup>(1)</sup> *Liste des condamnés, dressée par les ordres de l'Administration des domaines.*

que. Ce qu'elle voulut surtout détruire, ce fut l'influence attachée aux grandes propriétés du clergé, ses immunités et sa prééminence sociale. Si elle modifia sa discipline elle respecta sa hiérarchie, ses dogmes, ses cérémonies, mais, après ce premier succès, la passion irrégieuse se déclina contre les croyances elles-mêmes qu'elle voulut arracher des cœurs, et s'abandonna à une haine furieuse contre le Christianisme. Etrange aveuglement qui méconnaissait l'instinct même de la démocratie au sein de laquelle l'esprit religieux a ses plus profondes racines, et où il se conserve le plus vif et le plus persévérant !

Après avoir déporté ou réduit à se cacher les prêtres qui avaient refusé de prêter le serment, on préluda par l'insulte et l'outrage envers ceux qui avaient accepté cette soumission à la Constitution, et donné ainsi un gage aux idées nouvelles. On livra ensuite les églises à des usages profanes, on en fit des lieux de rassemblements politiques, d'assemblées électorales, d'opérations pour le recrutement de l'armée, en même temps qu'on continuait de les faire servir aux exercices religieux, confusion impie qui ôtait aux temples leur caractère de paix, de silence et de respectueux recueillement.

Maître en certains jours de ces édifices, le *peuple souverain* s'y livra à de criminelles dévastations. Dès la fin de 1792 à la suite d'une assemblée électorale qui eut lieu dans la Cathédrale de Bayeux, les tableaux furent déchirés, les statues abattues, le Crucifix entre la nef et le chœur renversé, et la face du Christ ignominieusement mutilée à coups de talons de bottes.

Bientôt on y vit se produire des orgies scandaleuses et dégoûtantes qui arrachèrent à l'un des prêtres attachés à l'abbé Fauchet cette protestation énergique qu'il eut le courage de livrer à la publicité de l'impression :



« Je suis autant indigné que surpris, écrivait l'abbé M..., curé de Saint-Martin, des horreurs dont on souille nos temples et des attentats qui se commettent contre nos personnes. Ce ne sont pas seulement de vils animaux qui profanent nos autels ; des maîtres encore plus immondes qu'eux les couvrent de leurs vomissements exécrables. On m'égorgerait plutôt que de souffrir de pareilles abominations, mais puisque je ne puis les empêcher, je n'en dois pas non plus être le témoin. Hier, je voulus élever la voix de la religion pour confondre ces monstres ; aussitôt le tonnerre de l'impiété se fit entendre. Tous les démons semblèrent sortir de l'enfer et me couvrirent de leurs hurlements épouvantables. Des cannibales parlaient déjà de me faire dévorer par leurs chiens ou de m'assommer à coups de massue. Un plus honnête et plus charitable me déchira la jambe d'un coup de soulier, et me prouva que le parjure et le mensonge accompagnent toujours la bassesse et la lâcheté. Je ne me retrouverai jamais dans une assemblée où il n'y a ni ordre, ni liberté, ni décence, où règnent au contraire la tyrannie la plus affreuse, la grossièreté la plus sale, la scélératesse la plus horrible..... La Cathédrale est un lieu de rassemblement, dites-vous. Oui. Mais il doit y avoir décence et sûreté. Il n'y a point de décence là où l'on entend les propos les plus injurieux et où il y a des chiens qui remplissent tout de leurs excréments, où leurs maîtres viennent vomir jusqu'aux pieds du sanctuaire..... Les crêdenecs, la chaire épiscopale ne doivent pas être plus salies que vos duchesses et vos canapés. Les autels sont au moins aux yeux du Philosophe des *tables à manger*, et l'on ne doit point y mettre ce que vous ne voudriez pas voir sur les vôtres...

» 13 mars 1793, l'an II de la République (\*) »

Malgré ces déplorables faits, jusqu'à la fin de l'année 1793 la Convention qui croyait sans doute que le Catholicisme s'anéantirait de lui-même, avait dédaigné d'employer la violence. Elle avait dépouillé les églises, applaudi aux prêtres qui se mariaient, enlevé aux jours de l'année le nom de leurs saints, effacé leurs noms au coin des rues, prohibé les signes extérieurs du culte et l'habillement sacerdotal, substitué la célébration du *Décadi* à celle du Dimanche, mais enfin elle n'avait point prononcé encore la destruction du culte Catholique.

Le 7 novembre 1793 l'Evêque constitutionnel de Paris,

(\*) Lettre du curé de Saint-Martin au citoyen A. (*Collection de M. de Toussaint*).

Gobel, se présenta à la Convention, déposa ses lettres de prêtrise, et déclara qu'il renouçait à ses fonctions de ministre du culte Catholique parce qu'il ne devait plus y avoir d'autre culte public et national que celui de la Liberté et de l'Egalité. La Convention applaudit. « L'Etre suprême, dit le Président, ne veut de culte que celui de la Raison, et ce sera » *désormais la religion nationale.* »

Le Club de la ville de Bayeux n'avait pas attendu cet exemple pour se jeter dans tous les écarts irreligieux. Il avait conjuré la Municipalité d'anéantir les derniers restes *du fanatisme*, de se mettre à la hauteur des principes républicains en donnant à ses rues les noms des grands hommes, des héros, des martyrs de la Révolution, en s'écriant : « il est temps que les Saints disparaissent pour faire place à » la Raison », et l'Administration avait dès le 26 frimaire an II, changé le nom des rues pour y substituer des noms révolutionnaires <sup>(1)</sup>. A l'une des séances du Club, l'un des grands-vicaires de l'Evêque Fauchet, Simien des Préaux, marié à une *épouse vertueuse*, ayant sa compagne à ses côtés, était venu la présenter à ses frères, et rendre un public hommage aux premières lois que doivent suivre les hommes s'ils veulent trouver le bonheur; l'épouse vertueuse avait terminé la séance en chantant une chanson patriotique qui lui avait mérité l'accolade fraternelle du Président. Les Croix, même celles placées dans les cimetières, avaient été détruites, un obélisque qui décorait la place du Planitre et qui par sa grande structure rappelait d'anciens préjugés incompatibles avec le patrio-

(1) Voici les noms nouveaux substitués aux anciens : Rue Saint-Jean, — Rue de la Convention. Saint-Florel, — de la Révolution. Saint-Martin, — de la Montagne. Des Ursulines, — des Patriotes. — Saint-Nicolas, de la Liberté. Saint-Malo, — de Marat. Saint-Patrice, — Le Pelletier. Saint-Loup, — de Granville. Des Chanoines, — des Sans Culottes. Saint-Laurent, — du Bonnet rouge. Des Capucins, — de la République, etc., etc.

*tisme qui régnait dans la commune* avait été jeté bas en présence de la Municipalité ; la vente du Catéchisme avait été interdite aux libraires sous les peines les plus sévères parce que ce livre *soutenait le fanatisme, qui est la source de tous les maux et engourdit la nature* ; la défense de l'enseigner fut faite à toutes personnes préposées à l'enseignement parce que les maximes qu'il renferme *égarent les âmes sur lesquelles les impressions artificielles font plus d'effet que la philosophie naturelle*.

On alla jusqu'à demander que tous les libraires fussent contraints d'apporter à la Municipalité les livres religieux et tous ceux qui traitent d'*objets relatifs à l'ancien régime*, afin qu'ils fussent brûlés dans un vaste brasier qui serait allumé sur la place publique. Cette motion basée sur le besoin de *propager les vrais principes* et de conserver à la ville de Bayeux sa *bonne réputation*, fut repoussée mais avec difficulté et seulement sur l'observation faite par un frère « qu'avec de » la patience et le bon exemple que donnent les amis de la » Révolution on parviendra à faire disparaître pour toujours » les impressions que la longue habitude des usages fanatiques a pu laisser dans quelques esprits, mais que les livres » doivent rester pour servir de monuments à l'histoire <sup>(1)</sup>. »

Le nom des communes qui portaient des noms de saints furent ou changés ou modifiés. On ne dit plus que Vigor, Honorine, Martin, Sulpice, etc. Par imitation des départements où Saint-Denis s'appelait *Montagne du bel air*, le Mont Saint-Michel *Mont libre* et Saint-Lo le *Rocher de la Liberté*, Balleroy vit changer son nom en celui de *Bal-sur-Drôme*.

Pour arracher de l'esprit du peuple les traditions religieuses, on imagina de multiplier les fêtes nationales, bizarres travestissements empruntés aux souvenirs historiques de l'an-

(<sup>1</sup>) Séance du 30 prairial an II.

tiquité. Chez les peuples anciens la religion se mêlait à la politique pour entretenir par la mémoire des grands événements l'amour de la Patrie ; en France on voulait au contraire exiler la religion des fêtes, et refouler les souvenirs de la nationalité pour y substituer ceux de la Grèce et de Rome.

C'est ainsi que Bayeux vit dans l'une de ces fêtes, un guerrier grec marchant à la tête d'un cortège d'enfants portant une bannière sur laquelle on lisait cette inscription : *J'ai combattu la tyrannie dans Corinthe et dans la Sicile ; mon frère fut un tyran, j'en ai délivré la patrie* ; sur une autre bannière portée par les enfants étaient écrits ces mots : *Tremblez, tyrans, Brutus rendit Rome libre, nous sommes ses enfants*. Les jeunes citoyennes qui n'étaient jamais oubliées dans ces fêtes élevaient une banderolle sur laquelle on lisait : *Nos cœurs ne sont promis qu'aux vainqueurs des Rois*.

A la fête de l'Etre suprême les maisons étaient couvertes de branches de chêne et de fleurs. Les mères de famille vêtues de blanc avec des ceintures tricolores présentaient leurs enfants aux Magistrats municipaux et les mettaient sous la protection de *la divinité et de la loi*. Les vieillards tenaient d'une main une pique et de l'autre leurs petits-enfants, et répétaient à chaque station le serment de protéger l'enfance de ceux-ci et de les rendre vigoureux pour défendre la patrie. Puis le soir arrivé, on dépouillait les maisons de leurs rameaux, les ceintures des mères de leurs fleurs, et on en faisait un feu de joie dont les cendres étaient des tinées à *l'atelier de salpêtre* pour foudroyer les tyrans <sup>(1)</sup>.

La Cathédrale reçut le baptême patriotique et devint le

(1) Les détails contenus dans ce chapitre sont tous extraits des registres de l'Hôtel-de-Ville et du Club.



TEMPLE DE LA RAISON <sup>(1)</sup>. La statue qui couronne la chaire reçut un bonnet rouge orné d'une large cocarde, et à la croix fut substituée une pique à laquelle appendait une longue flamme tricolore. Au moyen de ces travestissements la statue de la Foi devint celle de la nouvelle Déesse. On lui érigea un autel en avant du chœur. « Ses bras s'élançaient vers le » peuple et lui présentaient la Vérité en écartant le Mensonge » et l'Erreur. Deux rayons de lumière éclairaient sa marche » et semblaient se reposer sur chaque tête <sup>(2)</sup>. » Jean-Jacques Rousseau couronné de lierre, entouré d'orangers, Marat et Le Pelletier de Saint-Fargeau devinrent les nouveaux saints du temple.

La plus solennelle de toutes ces fêtes eut un caractère symbolique et payen qui en fait comme le type de ces pompes officielles. Malgré que les passions qui les inspiraient soient effacées, les étranges détails n'en sont pas moins précieux à recueillir. Ils enseignent par quelles profanations on pervertissait les idées du peuple, comment on offensait non-seulement l'idée religieuse, mais aussi l'idée morale.

Les représentants du peuple Bouret et Frémenger qui avaient succédé à Caen à Lindet et Oudot avaient pris un arrêté pour ordonner la plantation d'arbres *verts* de la liberté, afin que les signes extérieurs de la liberté pussent comme elle *jouir de la vie et durer* <sup>(3)</sup>. D'un autre côté, Palloy, architecte de Paris, le proxénète de la candidature de l'abbé Fauchet <sup>(4)</sup>, avait adressé à la Municipalité de Bayeux des pierres de la Bastille sur lesquelles il avait fait graver *les droits de l'homme* ; les bustes de Marat, et de Le Pelletier, ainsi que de

(1) Décret du 15 ventose an II.

(2) Procès-verbal du 10 nivose an II.

(3) Arrêté du 12 pluviôse an II. — *Archives du Calvados*.

(4) V. page 172.



**Brutus, trois martyrs de la liberté**, devaient être inaugurés. On réunit en une seule cérémonie les fêtes que commandait chacune de ces circonstances. Que de motifs pour y donner de l'éclat !

On avait choisi et par ordre sur les terres des émigrés, de jeunes arbres de la liberté qui pussent reprendre, et dont les racines fraîches et vigoureuses en fortifiant cet arbre sacré fussent le présage certain de l'affermissement de la République.—Le cortège se mit en marche. Après les bataillons de la garde nationale marchait une troupe de jeunes gens portant les arbres décorés de fleurs et de rubans.—Les frères de la Société populaire coiffés du bonnet rouge, et presque tous armés de piques, venaient ensuite. Au milieu d'eux s'avançaient les bustes des trois martyrs de la liberté et les pierres de la Bastille ombragées par un magnifique drapeau offert par les citoyennes de Bayeux.—Au centre étaient des chars antiques de formes différentes et splendidement ornés. Le premier était rempli de vieillards choisis parmi ceux dont la figure et les cheveux blancs devaient produire plus d'effet sur la multitude. L'un d'eux portait une bannière sur laquelle était écrit : *Respectons les vieillards, c'est l'appui de l'Etat*. Le second était rempli de soldats en convalescence à l'hôpital militaire, portant des étendards sur lesquels on lisait : *Nos bras seront encore utiles à la patrie*.

De cette foule se détachait l'objet principal de la fête du jour, LA DÉESSE DE LA LIBERTÉ. Sur un char mythologique, armée d'une pique, coiffée du bonnet Phrygien d'où s'échappaient ses cheveux épars, couverte d'une légère tunique de gaze blanche, et drapée d'un manteau bleu de ciel se tenait debout une jeune et belle citoyenne choisie dans la classe indigente et honnête <sup>(1)</sup>. C'était LA DÉESSE. Elle foulait sous ses pieds

(1) On eut beaucoup de peine à trouver cette déesse, et cette partie du

la croix, l'ostensoir, la mitre épiscopale, la crosse, les étoiles, les ornements sacerdotaux, l'écusson fleurdelysé, le sceptre et la main de justice, tous les anciens attributs *du fanatisme et de la Royauté*. Un groupe nombreux d'enfants ou de génies élégamment habillés entourait la déesse, lui présentait des fleurs ou en jetait sous ses pas. L'un d'eux élevait une bannière sur laquelle on lisait non sans quelque étonnement : *Ne me changez pas en licence et vous serez heureux*. Ce char sur le devant duquel étaient placés l'*acte constitutionnel* et les *droits de l'homme* était trainé par trois chevaux blancs richement caparaçonnés. Il était escorté de tous les jeunes gens de 10 à 15 ans, ayant un drapeau au milieu d'eux, le corps ceint d'un ruban tricolore en écharpe, avec un bonnet rouge. — A la suite du char venait une charrue couverte de gerbes de blé. Elle était trainée par deux bœufs. Un jeune laboureur assis sur ces gerbes était entouré d'autres laboureurs portant des ustensiles d'agriculture auxquels était attachée une flamme avec ces mots : *Richesse de la patrie*. Puis venaient toutes les autorités entourées des jeunes citoyens de la réquisition.

Le cortège traversa toutes les rues de la cité. Trois arbres furent plantés sur les places de la Liberté, de l'Egalité et au haut de St-Florel. On se rendit ensuite dans le temple de la Raison; on plaça la Déesse sur l'autel entouré de piédestaux sur lesquels furent déposés respectueusement les trois bustes et les pierres de la Bastille; des discours patriotiques furent

programme fut sur le point de manquer. Mais enfin après beaucoup de propositions infructueuses, il se trouva une fille, Jeanne L....., pour remplir ce rôle. Plusieurs quêtes successives furent faites par des citoyennes pour acquitter les promesses du Club; et ce fut avec bien de la peine qu'on put recueillir 1,527 livres 17 sous en assignats, dépréciés et presque sans valeur. Les quêteuses firent le dépôt de cette somme dans une séance solennelle du 16 ventose an 11, et reçurent du Président *le baiser fraternel*.

prononcés; on hurla le chant de la *Carmagnole*, et des citoyens et citoyennes se tenant fraternellement par la main formèrent dans le sanctuaire des rondes et des danses.

L'impulsion étant ainsi donnée à l'athéisme le mouvement marcha rapidement. On acheva de détruire et de renverser tous les anciens attributs religieux <sup>(1)</sup>, et on brûla les reliques après les avoir profanées. C'est ainsi qu'un reliquaire en argent contenant des ossements de saint Regnobert placés sur un coussin de velours et qui étaient fort vénérés à Bayeux, fut dérisoirement présenté au Club, et y devint le prétexte des plus infâmes propos <sup>(2)</sup>.

L'apparition des représentants du peuple Bouret et Fre-

(1) Le procès-verbal dressé par la Commission des arts constate ainsi qu'il suit les principales dévastations faites à la Cathédrale :

1<sup>o</sup> Deux statues en terre cuite représentant le *Sauveur flagellé* et la *Vierge*, placées sous l'orgue à l'extrémité des marches, brisées ; 2<sup>o</sup> La statue de l'*Hérésie* placée sous la chaire, morceau d'art précieux, arrachée ; 3<sup>o</sup> Le *Christ* au-dessus du jubé, abattu ; 4<sup>o</sup> Deux belles statues en pierre de taille représentant *Joseph et la Vierge*, placées entre les colonnes de marbre noir du jubé, renversées et brisées ; 5<sup>o</sup> Dans la chapelle du Nord les autels détruits, presque tous les tableaux déchirés ou enlevés, les grilles arrachées, pour le service de la République ; 6<sup>o</sup> Dans la chapelle de la Vierge, la statue brisée, les décors endommagés, les dix-huit tableaux qui l'entourent mutilés, mais non sans espoir de restauration ; 7<sup>o</sup> Les armoiries des grilles du chœur détruites, ainsi qu'une belle couronne chargée de rayons et de guirlandes de fleurs derrière le maître-autel ; 8<sup>o</sup> un très-beau tableau de *Saint-Nicolas* enlevé dans une des chapelles des Croisillons ; 9<sup>o</sup> Une belle tête de *Saint-Jean-Baptiste* dans un plat, enlevée (*On l'a retrouvée et replacée*) ; 10<sup>o</sup> Deux beaux manuscrits de l'Evangile reliés en velours cramoisi, et enrichis de plaques d'argent, enlevés ; 11<sup>o</sup> Au-dessus des stalles du chœur près du jubé, deux tableaux de l'Ecole italienne représentant le *Sauveur et la Vierge*, enlevés ; 12<sup>o</sup> Les armoiries de Mgr de Rochechouart en mosaïque, au milieu du chœur, brisés ; 13<sup>o</sup> Enfin beaucoup d'autres dégradations qui n'étaient point irréparables.

(2) Cette relique n'a point été perdue. Tombée aux mains de M. l'abbé Menand, curé de Saint-Sauveur, elle fut par lui confiée à M. l'abbé Moul-land, depuis curé de Balleroy, qui en a fait la remise à Mgr Duperrier, Evêque de Bayeux. — *Indicateur de Bayeux* du 20 janvier 1857.

menger à Bayeux était devenu le signal d'un redoublement de manifestations anti-religieuses. C'est dans cette ville qu'ils prirent cet arrêté :

« Dans les bâtiments connus sous le nom d'*Eglises* il ne sera célébré désormais aucunes cérémonies autres que celles du culte de la Raison. — Ils seront ouverts seulement le *Décadi* pour y fêter la Décade, seul jour de repos qui soit autorisé. Tous signes extérieurs du culte seront enlevés. — Les cloches seront transportées au chef-lieu de district pour l'usage des horloges. — Le battant en sera enlevé et déposé à la Municipalité <sup>(1)</sup>. »

La visite du représentant Pomme qui leur succéda fut une croisade contre le Dimanche. Malgré ces arrêtés, le peuple se refusait à l'abdication de ses usages et de ses habitudes. C'était ce jour-là qu'il cessait ses travaux, qu'il se parait de son linge propre et de ses habits de fête. Pomme s'indigna de ce spectacle et convaincu, disait-il, que le temps était venu « où tous les hommes devaient marcher au pas » révolutionnaire, il provoqua des mesures sévères contre les « Muscadins et les Muscadines du Dimanche <sup>(2)</sup>. » Vainement la prison, les amendes, furent-elles employées pour punir ce crime de *lèze-Révolution*; ni les menaces, ni les vociférations des Clubs ne purent parvenir à la suppression des habitudes qui faisaient du dimanche le jour du repos, et jamais en dehors du monde officiel on ne put faire chômer au peuple le Décadi.

A la voix de ces Représentants, des prêtres constitutionnels indignes ou tremblants de frayeur venaient aux fêtes de la décade déposer sur l'autel de la patrie leurs *lettres de pré-trise*. La plume se refuse à retracer les paroles avec lesquelles quelques-uns consommèrent leur apostasie. Ce cynique aveu d'hypocrisie amena un logicien du Club à proposer de leur

(1) Arrêté du 30 ventose an II.

(2) Séance du 19 ventose an II.



faire restituer le traitement qu'ils avaient reçu puisqu'il n'était qu'un salaire acquis *en trompant le peuple*. Il en fut un qui vint apporter ses lettres en uniforme de sergent-major. Tous les prêtres que l'opinion flétrissait du nom de *jureurs* n'imitèrent pas ce lâche exemple. L'un d'eux alors en prison à Bayeux à qui la liberté était offerte sous cette condition eut le courage d'écrire et de faire imprimer son refus. « Il faudrait avoir l'es- » prit bien borné, disait-il, pour faire consister dans un mor- » ceau de papier le caractère dont on est revêtu. Si de la re- » mise de mes lettres on veut conclure que j'avoue avoir » prêché l'erreur, et que je renonce à la prêtrise, qu'on me » laisse dans mon cachot, j'y veux mourir <sup>(1)</sup>.

La Cathédrale fut trouvée propre à servir aux usages les plus profanes. La nef fut destinée à la célébration des *décades*; le chœur et les bas-côtés furent convertis en *magasin de subsistance*. Une autre partie devint une salle de spectacle; des comédiens y furent appelés, un théâtre dressé, et des pièces de circonstance jouées sur la demande de la Société populaire, heureuse de trouver ce nouveau moyen d'avilir le temple. Les cloches furent enlevées de toutes les églises comme entretenant *les souvenirs du fanatisme* <sup>(2)</sup>. Le marché du *samedi* rappelait aux populations qu'il se tenait la veille du Dimanche. Il fallait chasser de leur esprit tout ce qui pouvait y nourrir la pensée que le Dimanche eût existé; on supprima le marché de ce jour pour lui en substituer deux autres, le *quintidi* et le *nonidi* de chaque décade. Pour empêcher l'exécution du commandement de l'Eglise il fut interdit de vendre du poisson le vendredi et le samedi.

Les religieuses restées dans les deux hôpitaux auxquelles

<sup>(1)</sup> Lettre aux officiers municipaux de Bayeux par l'abbé M. 7 germinal an II.

<sup>(2)</sup> L'Etat acheta les cordes pesant 567 livres par le prix de 141 livres 5 sous.



on avait interdit leur costume, qu'on avait décorées de la cocarde nationale, auxquelles on avait enlevé tous les objets qui leur rappelaient qu'elles s'étaient vouées à Dieu et à la prière furent ou emprisonnées ou définitivement chassées sous le prétexte de leur refus de prêter serment. L'Hôtel-Dieu avait le malheur de porter un nom ennemi, on le transforma en *Hospice de la Montagne*, on voulut aussi changer le nom de l'Hôpital-Général, on l'appela *Hospice de l'Humanité*. C'était enfin aux fêtes décadaires que se célébraient les mariages par l'officier de l'Etat civil, placé au Jubé de la Cathédrale entouré de toutes les autorités, et aux sons de la musique et des chants patriotiques.

Ce n'était pas assez que la ville de Bayeux cédât à ces instincts révolutionnaires et impies ; il fallait les faire pénétrer au sein des populations des campagnes qui ne se refusaient pas à profiter des avantages matériels de la Révolution, mais qui regrettaient les cérémonies du culte de leurs pères, et » voulaient bien être révolutionnaires sans cesser d'être Chrétiennes ». Des délégués du Club, choisis parmi les plus ardents prôneurs de l'athéisme, furent envoyés dans les campagnes pour y provoquer la fermeture des Eglises, la destruction des statues des Saints, le brûlement des reliques, des ornements, des livres, le renversement des lutrins et des confessionnaux, l'enlèvement des cloches, etc. Les cantons de Caumont et de Balleroy firent quelque résistance à la propagande révolutionnaire ; si le culte y était interdit, si même les prêtres constitutionnels n'y avaient trouvé que de très-rares adhérents, si les Eglises étaient fermées, on y avait cependant conservé dans beaucoup de paroisses l'habitude traditionnelle d'appeler à la prière par le son de l'*Angelus* ; les enterrements s'y faisaient avec les anciennes cérémonies, sans prêtres, il est vrai, mais en y chantant l'office des morts ; on y entretenait la couverture

des églises, dans l'espoir sans doute d'un meilleur avenir. Dans quelques communes les Catholiques se réunissaient dans le presbytère désert ou dans l'église restée ouverte pour y faire, sans prêtres, de pieuses lectures, et y chanter un office incomplet. Tous ces crimes furent dénoncés à la Société populaire, et des mesures provoquées contre les communes où couvait sous la cendre cet antique esprit de foi. Tous les moyens paraissaient bons pour les punir. On excitait les vengeances personnelles contre ceux qui faisaient ainsi des actes de résistance. Quelques-uns furent hués, bafoués, outragés, d'autres promenés sur un âne tenant la queue en guise de bride.

Le divorce qui brisait le lien que la religion avait déclaré indissoluble était encouragé comme le commencement du règne des mœurs, « Il lui était réservé » dans le langage officiel d'alors, « de rajeunir d'anciennes alliances, et de remplacer » par des charmes inconnus jusqu'alors les dégoûts et la fatigues inséparables d'un lien indissoluble. » On alla jusqu'à proposer de traiter comme les *communes rebelles de la Vendée*, c'est-à-dire de mettre à feu et à sang toute commune qui conserverait quelques *habitudes du fanatisme*, qui ne se mettrait pas à la hauteur, qui n'aurait pas en un mot anéanti tous les signes de la *théocratie* et reconnu le *règne de la raison*. Il n'y avait pas de vexations que les Comités de surveillance dans les campagnes, ces tyrans en blouse, ne se permissent, surtout contre les femmes plus particulièrement encore attachées au culte catholique <sup>(1)</sup>.

(1) Voici entr'autres un interrogatoire subi devant le Comité de surveillance de Ver, par une jeune fille dont la simplicité égala le courage :

D. Quelles sont vos opinions sur la Constitution ? — R. Je n'ai rien à répondre à cela. Je laisse agir la providence du bon Dieu. — D. Voulez-vous suivre les décrets de la Convention ? — R. Je ne les connais pas. — D. Pensez-vous que la République fasse le bonheur de ses concitoyens ? — R. Je ne pense rien sur cela. — D. Pourquoi refusez-vous le serment à la loi ? —

Dans cette ville épiscopale, où l'on ne pouvait faire un pas quelques mois auparavant sans rencontrer un signe extérieur de religion, il ne restait plus que *trois* croix, cet emblème matériel de la pensée chrétienne ; c'étaient celles des *trois* tours de la Cathédrale. A la hauteur où elles étaient placées, debout sur les flèches, elles semblaient un défi porté à l'impiété. Leur destruction était d'autant plus à l'ordre du jour, qu'à leurs extrémités brillaient des fleurs de lys, et que ce double mélange des attributs religieux et monarchiques était une double cause de réprobation <sup>(1)</sup>. Mais il fallait aller les atteindre et leur élévation faisait leur sûreté. Nul patriote de la localité n'avait osé s'offrir pour les renverser, lorsqu'un étranger se présenta et sollicita cette périlleuse mission. Cet homme dont quelques-uns ont fait un de ces bohémiens ambulants, de ces chercheurs d'aventures que vomissent les révolutions, était un soldat du bataillon du Morbihan, appelé *Fournier*, et qui avait choisi pour nom de guerre celui de *BARBARE*, sous lequel seul il était connu. Il parut à la Municipalité au milieu de la séance du 19 floréal an II et proposa, est-il dit au procès-verbal de ce jour, *de raser les Croisillons des Croix qui existent encore sur les trois flèches du TEMPLE DE LA RAISON et qui portent des fleurs de lys*. Il fit ses propositions : il demanda qu'on lui fournit les divers matériaux nécessaires tels que cordages, échelles, limes de serrurier, ressorts de pendules, etc., et qu'on lui donnât en outre *cinq cents livres* en assignats pour chaque expédition <sup>(2)</sup>. La Municipalité, après en avoir référé au directoire du district, accepta la proposition, mais sous la condition qu'il enlèverait

R. C'est mon idée. Je ne le prêterai jamais. Ma conscience ne me le permet pas.—*Archives du Calvados*.

(1) Séance du 27 brumaire an II.

(2) Séance du 19 floréal an II.—La liste de ces objets écrite sous la dictée de *Barbare* fait partie de la collection de M. de Toustain.

tous les échafaudages, après la destruction consommée, et Barbare se mit à l'œuvre avec une témérité qui mérite d'être citée.

Il opéra d'abord sans nulle difficulté l'enlèvement de la croix placée sur la tour centrale dont la forme présentait un plus facile accès. Il établit ensuite à la tour septentrionale des planches suspendues en équilibre autour du fer de la croix, et forma là un échafaudage en apparence assez solide du haut duquel il se plaisait à chanter *la Marseillaise*, à crier *vive la République*, et à faire plonger sa voix dans tous les quartiers de la cité. La foule se pressait sur tous les points, les uns pour applaudir cette hardie entreprise, les autres pour en être seulement les spectateurs. La curiosité fut bien autrement excitée quand on apprit que Barbare voulait établir un pont de cordes entre les pointes des deux pyramides, sans bouger de celle où il s'était établi, et passer ainsi au milieu des airs de la tour septentrionale à la tour méridionale. On le vit, en effet, tenter pour y parvenir un moyen aussi téméraire qu'ingénieux. Après avoir réuni un assez grand nombre de cordes, il adapta aux extrémités divers morceaux ou balles de plomb. Déployant ensuite chacune de ces cordes du haut de son échafaudage par un mouvement de rotation violent, la balle allait s'accrocher à la croix de la tour méridionale. Ces cordes lancées avec autant de bonheur que d'adresse s'enroulaient autour des branches de ces croix. Lorsqu'une vingtaine de ces cordes furent ainsi lancées, il les assujétit aux crampons les plus voisins de la croix près de laquelle il était établi, puis s'occupa de les tresser pour en faire une grosse corde capable de soutenir son propre poids. Il y parvint. Ces préparatifs terminés il se prépara à exécuter son dessein. Au jour fixé, Barbare s'affourche sur la corde et s'avance; tous les yeux étaient fixés sur lui; toutes les respirations étaient suspendues comme par une sorte de cauchemar dans l'attente



de l'événement. Tout-à-coup les sommets des deux pyramides fléchissent, et la corde cédant sous son poids l'entraîne violemment. Un horrible cri d'effroi s'échappa de toutes les poitrines, mais Barbare sans perdre la tête, suspendu dans l'espace et retenu seulement, à plus de deux cents pieds au-dessus du sol, par une faible corde qu'il avait embrassée avec force, est reporté par le mouvement d'oscillation qu'il subit ou qu'il imprime, vers l'échafaudage d'où il était parti, s'y cramponne avec une merveilleuse adresse, et fut ainsi sauvé d'une mort qui semblait inévitable.

Moins heureux que Judas, Barbare ne toucha pas tous les *deniers* qui lui avaient été promis. Avant de le payer on exigea qu'il enlevât, suivant la convention, les échafaudages qu'il avait posés; mais peu disposé à entreprendre un second voyage aérien « arrangez-vous comme vous voudrez, dit-il, » mais je ne tenterais de remonter là haut que si j'avais deux vies à sacrifier. » Mécontente de cette réponse dans laquelle l'administration disait sérieusement qu'il y avait une *malveillance réfléchie*, elle se refusa de lui rien payer au-delà des à-comptes qu'il avait reçus. Il courut se plaindre au Club qui lui répondit que la *Municipalité lui rendrait justice*, et bientôt emprisonné, l'ordre fut donné au commandant de place de lui faire rejoindre son corps <sup>(1)</sup>.

L'horloge de la Cathédrale avait depuis longtemps <sup>(2)</sup> un carillon qui accompagnait les heures et les fractions d'heures par des airs religieux <sup>(3)</sup>. Le Club réclama la suppression de

(1) Séance du 13 fructidor an II.

(2) Placée dans la partie supérieure de la Tour centrale démolie d'une manière si fâcheuse en 1855, elle a été détruite.

(3) On lit dans la *description de l'Europe*, ouvrage imprimé en 1637 : « On remarque à Bayeux une tour au milieu de laquelle est posée l'horloge qui sonne les quarts-d'heure, et, par le moyen de certaines clochettes, rend une mélodie agréable. »



cette musique qui conservait le souvenir *du culte fanatique observé dans l'ancien régime*, et on y substitua la *Marseillaise*, le *Çà-ira* et autres chants patriotiques.

Les attributs de la Royauté n'étaient pas plus ménagés que ceux de la Religion. Un sceptre, une fleur de lys, une couronne ne pouvaient échapper aux yeux de lynx des inquisiteurs. Des débris des armes épiscopales à l'entrée de l'ancien Evêché, une fleur de lys placée sur une girouette de l'Hôtel-de-Ville, un bout de bâton fleurdelysé laissé par mégarde au-dessus de l'écusson brisé de la caserne de Saint-Laurent, donnèrent lieu à de provoquantes motions. La noblesse avait émigré à diverses époques, bien peu de gentils-hommes étaient restés en France. On leur demanda cependant la remise de leurs lettres de noblesse et de leurs croix de Saint-Louis <sup>(1)</sup> comme on avait demandé aux prêtres celle de leurs titres sacerdotaux. Un seul à Bayeux tacha son blason. Il fit plus que de remettre ses titres, il demanda qu'ils fussent brûlés, mais la Municipalité s'y refusa, et par un inexplicable motif, elle ordonna qu'ils seraient coupés en *douze morceaux*, et envoyés au directoire du district <sup>(2)</sup>.

Une loi défendant sous peine de la vie aux nobles d'habiter dans les villes maritimes, la Municipalité de Bayeux s'adressa à la Convention pour demander d'être déclarée ville *maritime*, afin d'écarter de son sein cette caste *d'hommes regardée comme suspecte aux yeux de la loi* <sup>(3)</sup>.

Les tours et tourelles des châteaux avaient été frappées d'une proscription générale. Elles ne tombaient pas assez vite au gré des démolisseurs, qui donnèrent des ordres pour leur destruction, ordres souvent réitérés, mais souvent éludés par la difficulté de les exécuter.

(1) Décret du 28 juillet 1793.

(2) Procès-verbal de la séance du 9 floréal an II.

(3) Séance du 9 prairial an II.

A Sommervieu le Comité de surveillance s'indignait que l'on eût conservé les belles grilles du château Episcopal alors révolutionnairement vendu. « Le fer semble manquer dans » nos forges, écrivait le Comité de surveillance de cette com- » mune, le 13 brumaire an II. Eh bien ! Frères et Amis , » faites tomber ces balustrades orgueilleuses, ces grilles ma- » gnifiques qui nous rappellent l'idée de ces scélérats qui » firent pendant tant de temps nos malheurs. Ordonnez que, » quelque soit le propriétaire, les patriotes de Sommervieu » les trainent aux forges républicaines pour être réduites en » cendre. Il sera beau de voir à l'entrée de ces maisons su- » perbes une humble barrière de bois, peinte aux trois cou- » leurs chéries, remplacer ces fastueuses grilles autrefois cou- » vertes des trophées de nos ci-devant (1).

Dans le même temps le Comité d'Isigny dénonçait les *citoyens tonsurés*, s'indignant de ce qu'au nom de Jésus 100,000 républicains avaient été égorgés dans la Vendée (2).

Il fallait pervertir les esprits par les doctrines, en même temps que par les actes et par les faits on leur donnait d'épouvantables exemples. C'est ce que se proposa le Club de Bayeux. Il choisit dans son sein des *Apôtres de la Vérité*, chargés de la propagation des principes révolutionnaires, au moyen de discours qui seraient prononcés chaque décade. La création de cet apostolat subit de graves difficultés. On ne s'entendait ni sur le nom des apôtres, ni sur les doctrines. Les uns voulaient que le nom de Dieu ne fût même pas prononcé dans ces patriotiques instructions. D'autres disaient que le nom de l'*Etre suprême* était inutile à proclamer devant le peuple parce qu'il n'y avait personne qui ignorât qu'il y en eût un. Un ancien prêtre, clubiste fougueux, voulait bien qu'on ne s'occu-

(1) Arch. du Calvados.

(2) Id. id.

pât ni de dogme ni de religion, mais proposait qu'à chaque décade *on fût tenu de prêter serment à l'Etre suprême*. Enfin la Société décida, après de longs débats, que dans les discours décadaires il serait permis de parler de tout excepté de *Religion, de fanatisme et de superstition* <sup>(1)</sup>.

Ces manifestations impies loin de servir la Révolution compromettaient sa cause aux yeux des populations, et la faisaient accuser de n'être qu'une orgie de fous révoltés contre Dieu même.

## V.

Bayeux, ville hospitalière.—L'ABBÉ EDGEWORTH DE FIRMONT.—Le temple de la Raison devenu le temple de l'Etre Suprême.

Malgré toutes ces profanations et ces déclamations, Bayeux ne cessa d'être une ville hospitalière, même dans les moments les plus difficiles. On y parlait beaucoup, on y proposait des motions où le patriotisme entraînait en ébullition, on y faisait beaucoup de bruit, mais on y faisait beaucoup moins de mal. L'esprit froid et réfléchi de la population conservait les sentiments d'humanité au fond des cœurs. Les administrateurs les plus violents en apparence n'étaient point au fond des hommes sanguinaires. Tel qui déclamait le plus violemment contre les prêtres ouvrait un asile secret dans sa maison à l'un ou plusieurs d'entre'eux ; tel autre trainait avec affec-

(1) Séances des 15 et 16 germinal an II.

tation sa canne devant la retraite connue des émigrés et publiait hautement, afin d'être entendu, que ces scélérats d'*agents de Pitt et Cobourg* seraient visités le soir. Parmi ces membres du Conseil de surveillance de formes si rudes plus d'un fut sensible à la pitié, et la signala par des services. Aussi les familles persécutées dans les autres départements venaient-elles se réfugier à Bayeux. La ville devint pleine de femmes, d'enfants, de mères d'émigrés. Le clergé n'était point allé tout entier chercher le repos et la misère sur la terre d'exil. Un certain nombre d'ecclésiastiques étaient restés cachés dans la ville et aux environs. La messe était célébrée dans l'ombre et le silence des lieux les plus retirés, les Sacraments administrés secrètement sans que le mystère qui les entourait fût dévoilé ou trahi. Chacun gardait le secret de ces cérémonies comme les premiers Chrétiens aux Catacombes. Dans les bas-fonds de la société troublée par tant d'orages, il y eut des dévouements sublimes, comme il y eut des cœurs atrabilaires, des âmes vigoureuses pour le bien comme il y en eut d'égoïstes et de cruelles.

L'un des hommes dont la Révolution a entouré la tête d'une auréole de courage et de sainteté, M. l'abbé Edgeworth de Firmont, le confesseur de Louis XVI vint à Bayeux dérober sa tête au bourreau. A peine le fils de saint Louis eut-il consommé son sacrifice que ce vénérable prêtre quitta le pied de l'échafaud et se perdit dans la foule. Son premier soin fut de se rendre chez M. de Malesherbes, le courageux défenseur de Louis XVI, près duquel il avait à remplir un saint et dernier message; puis malgré la rigueur de la saison et dès que la nuit fut venue il courut se réfugier à trois lieues de Paris chez un ami, le baron de Lézardière. Il n'y put rester que quelques jours et fut obligé de changer plusieurs fois de résidence pour éviter les soupçons.



A la fin du mois de septembre 1793 une famille inconnue composée du père, d'un fils et de trois filles vint se réfugier à Bayeux. Elle loua une habitation au quartier d'Aprigny, pour ainsi-dire dans la campagne, dans un site paisible, et loin du mouvement de la ville. Le chef de cette famille prenait le nom de ROBERT. Il menait là une vie retirée; pas de domestiques, point de relations de société, point de conversations de voisinage; en un mot autour de lui la solitude la plus complète. Une femme du quartier venait faire les gros travaux du ménage. L'air distingué du père, l'habitude de la fille ainée de consacrer à lire et à écrire, sans jamais sortir, toutes les heures de la journée, avaient frappé quelques voisins, mais on n'en prenait nul ombrage. On sut quelque temps après que le nombre des hôtes de cette maison solitaire était augmenté d'un personnage qui vivait aussi mystérieusement que le reste de la famille, et qu'on appelait M. HENRY. Dans ce temps chacun cherchait à s'isoler et ce genre d'existence n'étonnait personne. On soupçonnait bien que M. Robert était un homme d'une position supérieure à celle qu'il affectait, mais il était exact à remplir ses devoirs civiques et à se faire délivrer des certificats de résidence, il n'était dénoncé par aucune autre commune, et par cette conduite discrète il évitait les perquisitions et les visites domiciliaires <sup>(1)</sup>.

Ce citoyen Robert n'était autre que le baron de Lézardière, chez lequel l'abbé Edgeworth avait passé les jours qui suivirent la mort de Louis XVI; cet hôte mystérieux, M. Henry qui avait augmenté la famille, c'était M. l'abbé Edgeworth lui-même, venu tout-à-la-fois chercher un asile, et se ménager par la proximité des côtes le moyen de se retirer en Angle-

(1) Plusieurs de ces détails nous ont été donnés par M. Hébert, ancien huissier-audencier, fils de la personne qui soignait le ménage de M. Robert.



terre. Ce fut donc là dans une retraite préparée par une amitié dévouée, qu'il passa dix-huit mois dans la prière et la solitude, au milieu des douloureux souvenirs du passé, et des angoisses du présent.

Après la mort de la Reine, de Madame Elizabeth, du jeune roi Louis XVII et l'échange de Madame Royale, l'abbé Edgeworth n'avait plus qu'un devoir à remplir, celui de porter à l'orpheline du Temple les suprêmes pensées de son père, ainsi qu'il en avait reçu l'auguste mission. Il se détermina donc à se rendre à Blankenbourg où MADAME était allée rejoindre le roi Louis XVIII.

Espérant pouvoir s'embarquer sous la protection des falaises élevées qui bordent la côte du Bessin, il quitta sa retraite de Bayeux pour demander un asile au château de Vierville. Un prêtre intelligent et courageux resté caché sur le sol natal, M. l'abbé Guérin <sup>(1)</sup>, se chargea de le conduire en Angleterre. Plusieurs tentatives d'embarquement furent faites, mais les falaises escarpées le rendaient difficile, la vue de l'abbé Edgeworth était faible et ses forces affaiblies. Il fallut essayer sur une autre partie du rivage, et revenir à Bayeux attendre une favorable occasion, car une visite domiciliaire faite au château de Vierville avait éveillé de trop légitimes craintes. L'abbé Guérin parvint à faire acheter à Ver par des membres de sa famille une barque qui fut payée 400 livres. Quand enfin tout fut prêt, l'abbé Edgeworth s'éloigna de Bayeux pour une seconde et dernière fois le 19 août 1796.

A l'entrée du village de Ver, à l'extrémité de la campagne vers Crépon, se trouve encore une chaumière couverte d'un

(1) Après le Concordat de 1801 M. Guérin fut nommé à la succursale de Formigny. A la Restauration une place de chanoine lui fut offerte, il la refusa et se borna à demander, ce qu'il obtint, que la succursale de Formigny fût érigée en *Cure*. En 1825, lors du sacre du roi Charles X, il fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur.

toit en paille , maison basse , voilée par une haie qui la cachait aux regards, entourée d'un petit jardin le long duquel passe le chemin public. D'un côté la vue se perdait dans la campagne, et permettait de surveiller l'approche des perquisiteurs; de l'autre, elle s'étendait au loin vers la mer et l'œil pouvait aisément reconnaître l'heure propice de la marée; c'est là que passa sa dernière nuit, sur le sol de la France, le 20 août 1796, le vertueux ecclésiastique qui avait consolé la dernière heure de son Roi. Il s'embarqua sur le frêle esquif acheté par l'abbé Guérin avec son vieux domestique Bousset, ayant avec lui le baron de Mandat, adjudant-général du comte de Frotté <sup>(1)</sup>, l'abbé Guérin et les deux neveux de celui-ci, dont un seul était marin.

A moitié route des îles Saint-Marcouf on fit rencontre d'un cutter anglais qui croisait à peu de distance des côtes. L'abbé Edgeworth fit approcher sa barque, se nomma et fut accueilli avec des démonstrations de respect. Le commandant Price l'invita à dîner à son bord et le fit conduire à Portsmouth d'où il se rendit à Londres <sup>(2)</sup>, et alla ensuite remplir sa mission auprès des débris de la famille royale.

L'abbé Edgeworth sauvé, il n'y avait plus de prétexte au séjour à Bayeux de la famille Robert. D'ailleurs après la journée du 18 fructidor an v la peine de mort fut prononcée contre tout émigré rentré qui n'aurait pas quitté la France *sous quinze jours*. Comme tel, menacé par la loi, M. Robert fit à la mairie sa déclaration de quitter le sol de la France, et annonça son projet de se retirer dans les Etats de Prusse <sup>(3)</sup>.

Ce fut alors pour la première fois qu'il révéla et signa le nom de *Lézardière*, mais il garda inviolablement son secret

(1) M. de Mandat fut fusillé à Caen le 18 septembre 1798.

(2) *Oraison funèbre de l'abbé Edgeworth*, prononcée à Londres par l'abbé de Bouvens le 29 juillet 1807.

(3) *Registre des délibérations du 2<sup>e</sup> jour complémentaire an v.*

sur l'asile donné à l'abbé Edgeworth, secret qui n'a été connu que longtemps après, et que nous révélons avec les détails pleins d'intérêt qui ont accompagné ce séjour et ce départ. Cette famille était bretonne. Les deux fils aînés de M. Robert de Lézardière avaient monté sur l'échafaud révolutionnaire ; l'un, lieutenant de vaisseau, âgé de 32 ans, l'autre, beaucoup plus jeune, élève de marine, furent guillotiné le même jour et en même temps le 8 juillet 1794, à la barrière du Trône <sup>(1)</sup>.

La mort de Danton et de Camille Desmoulins <sup>(2)</sup> qui, fatigué de tant de sang, avait demandé l'établissement d'un *Comité de Clémence* et la mise en liberté des *deux cents mille suspects* <sup>(3)</sup>, livra la France à Robespierre. Pour mieux asseoir sa domination il imagina une religion universelle de la nature, sans dogmes, fondée sur un spiritualisme mystique. Le décret du 7 mai 1794 portant que LE PEUPLE FRANÇAIS RECONNAIT L'EXISTENCE DE DIEU ET L'IMMORTALITÉ DE L'ÂME en fut la première révélation et la fête de L'ÊTRE SUPRÊME le 8 juin suivant en fut la consécration. Après les manifestations d'athéisme qui avaient épouvanté la France, ce décret parut comme un éclair dans un jour sombre. A Bayeux le TEMPLE DE LA RAISON devint le temple de l'Être suprême. Une inscription portant les termes du décret fut immédiatement placée sur le frontispice, et sur les portes on barbouilla ces deux mots : LUMIÈRE, VÉRITÉ. Une fête fut célébrée dans ce temple, dans laquelle on préconisa les vertus de Robespierre <sup>(4)</sup>.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant, cette sentimentalité

(1) *Liste des victimes immolées à la barière du Trône.* Nos 657.—658.

(2) Avril 1794.

(3) *Le vieux Cordelier.*—N° 4, 30 frimaire an II.

(4) Procès-verbal du 26 prairial an II.

religieuse n'adoucit point le cœur du tyran. A peine avait-il dépouillé ses habits de pontife, et son bouquet d'épis, que deux jours après il obtenait un décret pour rendre plus rapide la marche du tribunal révolutionnaire et élargir le cercle des victimes <sup>(1)</sup>. Plus d'instruction publique, plus de témoins, plus de défenseurs. Les têtes tombèrent comme des ardoises, suivant l'expression trop juste de l'accusateur Fouquier-Thinville. Ce fut un véritable carnage, une mer de sang pendant les sept semaines qui suivirent la fête de l'Etre suprême. Presque tous les assassinats judiciaires rapportés ci-dessus remontent à ces sanglantes semaines.

## VI.

Fin de la Terreur.—Chute de Robespierre.—Les prisons ouvertes aux suspects.—Suppression du Club de Bayeux.—Réaction de l'ordre.

L'excès des horreurs de ce régime de sang en amena la fin. La nuit du 9 thermidor an II fut la dernière du sombre et sanglant drame de la vie de Robespierre. Quelques fussent les sentiments divers qui réunirent, dans le but de briser cette épouvantable dictature, les hommes de tous les partis de la Convention, la mort du tyran arrêta le cours des supplices. Les cœurs flétris par cette longue et dure tyrannie s'ouvrirent à l'espérance. On accueillit cet événement par un concert de bénédictions. Dans les campagnes il ne fut pas applaudi avec des transports aussi unanimes que dans les villes. Les Jaco-

(1) Décret du 22 prairial an II.

bins exploitèrent habilement dans les populations rurales la crainte que cette journée n'amênât la fin de la révolution et ne fit renaitre les droits supprimés et notamment les *rentes foncières seigneuriales* ou *entachées de féodalité* dont une loi <sup>(1)</sup> de spoliation venait de prononcer au profit des débiteurs la suppression sans indemnité.

Cependant la Révolution venait de compléter ses enseignements, ses auteurs se dévoraient eux-mêmes. L'odieuse Commune de Paris fut renversée, la mise en liberté des suspects promise <sup>(2)</sup>, et l'envoi fut annoncé de Commissaires dans les départements pour vérifier les causes des mandats d'arrêt et vider les prisons ; mais on se tromperait si l'on croyait que le règne de la Terreur cessa tout d'un coup. Il est vrai que le sang ne coula plus sur les échafauds, qu'on n'emplit plus les prisons, mais on n'en ouvrit pas immédiatement les portes.

Déjà quelques mois auparavant les représentants Bouret et Fremenger qui avaient exalté jusqu'à la folie le délire irreligieux s'étaient montrés, il faut le dire à la décharge de leur mémoire, favorables aux détenus. Les prêtres constitutionnels avaient déjà été presque tous relâchés ; des cultivateurs rendus à leurs travaux, et quelques femmes, filles ou sœurs d'émigrés en petit nombre mises en liberté ; mais plusieurs de ces dernières n'avaient pas tardé à être réintégrées en prison par le Comité de surveillance qui avait effrayé Bouret de son *modérantisme*, et lui avait arraché ce contre-ordre :

(1) Loi du 17 juillet 1793. Art. 1<sup>er</sup>.—Dans les campagnes du Bessin où la plupart des terres n'étaient possédées qu'à la charge de ces redevances qui en étaient le prix, on avait fait circuler ce dicton :

Quand les châtaux rouvriront  
Les oisiaux y rentreront  
Et nos rentes y reviendront.

(2) Décret du 18 thermidor an II.



» Remettez en prison les détenus qui m'ont trompé.... ne  
» craignez pas d'offenser ma délicatesse.... Je ne vois par-  
» tout que ma patrie, le triomphe de la Montagne, et la pros-  
» périté de la République <sup>(1)</sup>. » Quelques vides seulement  
s'étaient faits dans les prisons, et chacun attendait avec  
impatience et espoir l'arrivée des nouveaux Représentants  
chargés de la mission de clémence ou plutôt de justice.

Le représentant Bollet (du Pas-de-Calais) arriva enfin au  
commencement du mois de fructidor. Ses premières paroles  
furent rassurantes. « Les vertus et la justice, dit-il, sont dé-  
» sormais à l'ordre du jour de la Convention. Ces mots sa-  
» crés ne seront plus profanés par des hommes pervers qui  
» les emploient pour masquer le jeu impur de leurs passions  
» et de leurs vengeances. » Il promettait de n'être « ni indul-  
» gent ni faible », et invitait toutefois le peuple à se « défier  
» des aristocrates de toutes les couleurs, et des fanatiques de  
» tous les manteaux <sup>(2)</sup>. »

Il s'occupa sans retard, mais avec une certaine réserve, du  
sort des détenus. Ceux des *suspects* qui furent considérés  
comme appartenant avant leur emprisonnement au parti pa-  
triot, furent mis immédiatement en liberté. Quoiqu'il se mon-  
trât en général facile et compatissant même envers ceux qui lui  
furent signalés comme ayant été les ennemis de la Révolution,  
il n'osa cependant ouvrir les portes de la prison qu'à un cer-  
tain nombre <sup>(3)</sup>. La réaction ne se dessinait pas avec énergie.

(1) Lettre du 7 germinal an II. — *Archives du Calvados*.

(2) Proclamation du 17 fructidor an II.

(3) Dans la prison de Bayeux se trouvait en ce moment M. Le Vannier, ancien lieutenant-général de police au Bailliage, détenu depuis plusieurs mois, accusé d'avoir correspondu avec son frère, prêtre émigré en Angleterre. Une lettre tombée à Boulogne-sur-Mer dans les mains de Joseph Le Bon qui faisait couler le sang dans le département du Pas-de-Calais avait été transmise au Comité de surveillance de Bayeux avec l'ordre de l'arrê-

Les efforts des Jacobins faisaient encore redouter le retour des mauvais jours. Bollet était retenu par la peur que lui inspirait le Club dont l'ardeur révolutionnaire ne s'était pas éteinte et qui la manifestait encore quelques jours après en s'adressant à la Convention pour lui demander « la consommation de » la révolution par le gouvernement révolutionnaire », lui recommandant « de placer toujours sa confiance dans les sociétés populaires qui sont toujours le rempart de la nation, » et lui promettant « de ne cesser jamais de poursuivre l'aristocratie sous quelque forme qu'elle se présente <sup>(1)</sup>. »

La position des détenus conservés dans les maisons d'arrêt fut du moins adoucie. Pendant ce temps l'opinion publique contre les proscriptions se faisait jour. Les amis, les parents des victimes de la Révolution osaient élever la voix. Un chant populaire <sup>(2)</sup>, poétique protestation contre les crimes de la Révolution, acclamé d'abord sur les théâtres, descendit bientôt dans la rue. Le *Réveil du peuple* était chanté tous les soirs dans Bayeux, et avec plus ou moins d'affectation devant certaines maisons, par les jeunes gens de toutes les classes, et sans que les clubistes osassent l'empêcher. On applaudissait surtout les strophes suivantes :

Peuple Français, peuple de frères,  
Peux-tu voir sans frémir d'horreur  
Le crime arborer les bannières  
Du carnage et de la terreur ?

rêter. La mission de Bollet ne s'appliquait qu'à ceux qui étaient renfermés comme *suspects*. M. Le Vannier, justiciable seulement du tribunal révolutionnaire, fut donc transféré dans les prisons de Paris le 15 vendémiaire an III, deux mois après la mort de Robespierre. Traduit devant ce tribunal, il fut acquitté le 26 brumaire an III. Trois mois plus tôt, il eût subi comme tant d'autres la peine de mort.—Ce tribunal ne fut supprimé que le 12 prairial an III.

(1) Adresse du Club de Bayeux du 16 vendémiaire an III.—Lue à la Convention le 6 brumaire suivant.

(2) Paroles de Souvignières, musique de Gaveaux.

Tu souffres qu'une horde atroce  
Et d'assassins et de brigands  
Souille de son souffle féroce  
Le territoire des vivants.

Ah ! qu'ils paraissent ces infâmes  
Et ces égorgeurs dévorants  
Qui portent aux fonds de leurs âmes  
Le crime et l'amour des tyrans !  
Mânes plaintifs de l'innocence  
Apaisez-vous dans vos tombeaux ,  
Le jour tardif de la vengeance  
Fait enfin pâlir vos bourreaux.

Voyez déjà comme ils frémissent !  
Ils n'osent fuir, les scélérats !  
Les traces du sang qu'ils vomissent  
Bientôt décèleraient leurs pas.  
Oui, nous jurons sur votre tombe  
Par notre pays malheureux  
De ne faire qu'un hécatombe  
De ces cannibales affreux.

A Bollet succéda bientôt le représentant Lozeau <sup>(1)</sup> (de la Charente-Inférieure) qui s'était fait remarquer par la chaleur avec laquelle il avait appuyé la proposition de décréter Robespierre d'arrestation. Le temps avait marché. Le char révolutionnaire était enfin enrayé. La mise en liberté de tous les détenus ne fut plus une faveur. Ce fut une justice. Malgré que les libérations partielles prononcées par Bouret et Bollet en eussent déjà considérablement diminué le nombre, plus de soixante détenus politiques sortirent d'un seul coup, les maisons d'arrêt furent vidées. Il ne resta plus dans celles de Bayeux que treize Anglais faits prisonniers et conservés comme otages. C'est ainsi que cessa l'exécution de l'odieuse loi des

(1) Décret du 13 ventose an III.

SUSPECTS. Avant de quitter Bayeux <sup>(1)</sup> Lozeau fit restituer aux parents d'émigrés les armes confisquées sur eux, et désarmer un certain nombre de révolutionnaires qui remirent leurs armes sans résistance. Sur la provocation des habitants qui arrachèrent spontanément les plaques des rues portant les noms de *Marat*, *la Montagne* et *Châlier*, il s'empessa d'ordonner la suppression de ces noms et leur remplacement par celui qu'elles portaient auparavant <sup>(2)</sup>. Le Club voulut faire opposition à cette mesure, mais Lozeau, secondé par le mouvement de l'opinion publique, arrêta tout court cette protestation en supprimant carrément et définitivement cette Société qui avait si puissamment contribué aux troubles du pays. Ce fut là le dernier signe de vie qu'elle donna. Lozeau ordonna aussi la réorganisation de la garde nationale, mais elle ne fut complétée que plus tard et sous les auspices d'un autre représentant, Porcher (de l'Indre), le premier des Conventionnels en mission dans le Calvados qui n'eût pas voté la mort du Roi <sup>(3)</sup>.

Deux partis étaient toujours en présence au sein de la Convention, l'un réactionnaire, qui voulait exercer une vengeance nationale contre les restes de la faction de Robespierre, l'autre révolutionnaire qui ne désespérait pas de ramener le régime de la terreur. La lutte de ces partis amena la journée du 12 germinal an 3 (1<sup>er</sup> avril 1795) où le peuple de Paris jeté sur la Convention fut victorieusement repoussé, et celle du 1<sup>er</sup> prairial suivant (6 mai 1795) qui vit éclore la plus violente des insurrections, où la démagogie un

(1) Par arrêté du 8 floréal an III il nomma M. Jéhanne maire en remplacement de M. Bunouville qui avait succédé à M. Guérin de La Houssaie, qui lui-même remplaça M. Le Tual nommé après la destitution de M. de Boisdelle.

(2) Arrêté du 24 pluviose an III.

(3) Envoyé dans le Calvados par décret du 12 prairial an III ; depuis sénateur et pair de France sous le nom de Porcher de Richebourg.

instant victorieuse coupa la tête du député Féraud et la présenta au président Boissy d'Anglas qui s'inclina respectueusement devant elle, et où victorieuse à la fin après deux jours de combats la majorité de la Convention assura enfin le triomphe de l'ordre par les mesures les plus énergiques <sup>(1)</sup>.

La ville de Bayeux où, malgré les divagations du Club et la folie de quelques cerveaux malades, l'ordre et la modération n'avaient cessé de dominer, ne fut pas la dernière à applaudir à cet énergique effort.

Dès le 11 prairial, elle adressa à la Convention une adresse de félicitations et d'encouragements qu'elle chargea Philippe Delleville, membre de l'Assemblée de présenter en son nom. Premier acte de la nouvelle Municipalité, cette adresse fut l'œuvre du maire Jehanne dont nous parlerons bientôt, et contraste par les pensées d'ordre qu'elle exprime avec les tristes élucubrations qui précèdent.

« Au nom et par la force du peuple, vous avez encore une fois vaincu. Sachez enfin user de la victoire..... En vain vous vous flatteriez d'avoir abattu le terrorisme, s'il restait encore dans votre sein des membres ou des agents de la tyrannie de Robespierre. Plus de clémence, plus d'indulgence, elles deviendraient crime ou faiblesse. Que sans tarder les grands coupables tombent sous le glaive de la justice vengeresse, et que leurs vils et scélérats coopérateurs n'infectent pas plus longtemps la terre de la liberté. Que la justice et la probité triomphent et que les méchants fuient ou soient exterminés !....

» Cherchez partout la vérité, ouvrez toutes les âmes, déliez toutes les langues, activez toutes les plumes, rejetez comme insensée toute loi tendante à entraver l'essor de la pensée. La vérité comprimée n'en devient que plus ardente. Si vous tentiez de l'enchaîner, elle écrirait en caractères de feu ses jugements contre vos décrets et la postérité mêlerait le reproche à votre éloge..... »

(1) Le représentant Romme fut envoyé à une Commission militaire, et pour éviter d'être guillotiné, se frappa aussitôt d'un coup de couteau qui passa successivement dans les mains de trois de ses co-accusés.—Le Carpentier fut emprisonné au château du Taureau, dans la rade de Morlaix. d'où il parvint à s'échapper plus tard.



Une loi du 11 prairial qui suivit à peine de dix jours ce triomphe, rendit aux communes le libre usage des édifices destinés au culte. Elle laissa aux administrations le soin de régler les conditions de son exercice par les *Ministres des cultes différents*, sous la seule condition que quiconque voudrait remplir le ministère de son culte se ferait accorder acte de sa SOUMISSION AUX LOIS DE LA RÉPUBLIQUE. Cette loi fut accueillie et interprétée comme étant la proclamation de la liberté des cultes qui devait être la première conséquence du réveil des idées d'ordre.

La généralité de ses expressions fit penser qu'elles renfermaient l'autorisation pour les prêtres insermentés de reprendre sous la condition imposée l'exercice de leur ministère. La plupart de ces prêtres sortirent de leurs retraites, se consultèrent, délibérèrent et se résolurent à signer la déclaration de soumission, *sous la réserve de leurs principes moraux et religieux*. Le représentant Porcher, en mission à Caen, approuva cette formule ; mais le 22 thermidor an III une lettre réglementaire du Comité de législation de la Convention fit défenses aux autorités de recevoir, dans la soumission du clergé, *aucunes réserves, ni restrictions, ni explications*. Le Clergé de l'ancien diocèse de Bayeux échappé à l'exil et à la déportation craignit qu'on ne pût induire d'une soumission pure et simple l'acceptation tacite du serment à la Constitution civile du clergé, et après avoir adressé à la Convention une réclamation restée sans réponse, il ne crut pas devoir accepter le bénéfice de la loi du 11 prairial, dont l'exécution n'eut d'ailleurs qu'une courte durée<sup>(1)</sup>.

Ce fut au moins à l'effet éphémère de cette loi qu'on dut

(1) Les habitants de Bayeux s'étaient empressés de réclamer l'ouverture de la Cathédrale et des églises St-Jean et St-Patrice. *Pétitions des 24 prairial, 4 et 9 messidor an III.*

de voir effacer les inscriptions placées sur le frontispice et sur les portes de la Cathédrale, qui, si elle ne fut pas rendue au libre exercice du culte, cessa d'être appelée du moins le temple de *la Raison* ou de *l'Etre suprême*.

Honteux et repentants de leur lâcheté ou de leur faiblesse, beaucoup de prêtres constitutionnels demandèrent à l'Administration municipale la restitution de leurs lettres de prêtrise. Considérant que cette remise n'avait été faite par ces prêtres que pour se soustraire à la détention et à l'incarcération, « mesures inventées par le règne du terrorisme qui les leur » avait arrachées » l'Administration qui n'avait point détruit ces lettres leur en fit la restitution <sup>(1)</sup>.

L'œuvre réparatrice de Lozeau — à qui la ville de Bayeux doit de la reconnaissance et dont le nom oublié et inconnu n'y éveille pas même un souvenir, — fut complétée par un arrêté du 9 messidor an III qui rendit à toutes les rues et places publiques de la cité les noms qu'elles portaient avant 1793. Cependant l'ostracisme fut maintenu pour la rue de *Wimpfen* et pour la rue d'*Artois*.

Ce moment trop court de réaction de l'ordre contre le désordre, des idées conservatrices contre les idées destructives qui suivit la journée du 9 thermidor an II ne se révéla à Bayeux par aucun excès. Sans doute les hommes qui s'étaient signalés pendant la Terreur par la part qu'ils avaient prise aux persécutions devinrent l'objet de l'animadversion publique et furent injuriés quelque fois. La réprobation publique s'attacha à leurs noms, mais aucune vengeance ne s'exerça ni sur leur personne, ni sur leur liberté.

---

(1) 14 messidor an III.



## CHAPITRE XVII.

---

### LE MAXIMUM, LES ASSIGNATS ET LA DISETTE.

1793.—1794.—1795.—1796. (AN II.—AN III.—AN IV. —  
AN V DE LA RÉPUBLIQUE.)

Disparition de l'or et de l'argent.—Le *Maximum*.—Accroissement du prix des marchandises.—Disette et prix excessif des denrées alimentaires.—Famine.—Fixation de la consommation.—Inquiétudes et trances des populations.—Révolte.—Vilité des assignats.

Dans le cours de cette période de terreur et d'effroi, l'or et l'argent, ces signes sensibles de la confiance, avaient été cachés; les assignats étaient devenus sans valeur, les denrées s'étaient élevées à des prix fabuleux; les cultivateurs n'approvisionnaient plus les marchés; le travail manquait aux ouvriers; les riches n'avaient plus de superflu. Dans les états

officiels on élevait à trois milliards cent millions le chiffre des assignats en circulation ; en réalité il s'élevait au double. On crut remédier à cette crise en mettant en rapport les denrées et la monnaie. De là ces décrets qui fixèrent le *maximum*, c'est-à-dire la taxe de toutes les denrées à un taux qu'on ne pouvait dépasser. Cette taxe atteignait la marchandise dans la boutique du détaillant, prête à passer dans les mains du consommateur, puis celle des matières premières dans les mains du producteur.

Ce *maximum* dut être fixé au taux de la marchandise valeur de 1790 , auquel devait être ajouté un tiers en sus à cause des circonstances, avec une augmentation pour les frais de transport , et une indemnité pour le bénéfice du marchand <sup>(1)</sup>. Bon gré, malgré, il fallait que le producteur et le marchand livrassent leurs marchandises et leurs denrées au prix ainsi tarifé, et en reçussent le prix en assignats qui alors étaient considérablement dépréciés.

Devant cette taxe forcée les boutiques se fermèrent comme les greniers ; mais des peines sévères furent prescrites contre tous ceux qui tenteraient de s'y soustraire. Le Club de Bayeux demanda la peine de mort contre tout cultivateur qui négligerait de faire porter ses denrées au marché, et celle de

(<sup>1</sup>) Voici cette taxe telle qu'elle fut arrêtée par la Municipalité de Bayeux, le 9 octobre 1793 :

La viande, 7 sous la livre ; — le beurre, 12 sous la livre ; — le saumon salé, 10 sous la livre ; — l'eau-de-vie de cidre, 1 livre 10 sous le pot ; — le vinaigre, 12 sous le pot ; — le tonneau de cidre de 700 pots, rendu à la ville, 90 livres ; — le cent de bûches d'orme, 36 livres ; — le cent de chêne, de frêne et hêtre, 26 livres ; — la chandelle, 14 sous la livre ; — le sucre, 1 livre 4 sous la livre ; — le drap d'Elbœuf, 18 livres l'aune ; — le drap de Louviers, 24 livres l'aune ; — le drap de Sedan , 22 livres l'aune ; — le drap de façon, 5 livres l'aune ; — la toile, 3 livres 10 sous l'aune ; — les souliers ferrés, 6 livres ; — les souliers ordinaires, 4 livres 10 sous, etc., etc.



L'EMPRISONNEMENT JUSQU'A LA PAIX contre quiconque achèterait ou vendrait au-dessus du *maximum*.

Le gouvernement s'était réservé le droit de requérir, en les payant suivant cette taxe, tous les objets dont il aurait besoin. Il usa largement de ce droit, et on le comprendra aisément, car il s'agissait surtout de nourrir, d'habiller, d'entretenir quatorze armées au milieu du gaspillage et de la confusion. D'un autre côté il avait accordé aux Municipalités des villes le droit de faire des réquisitions dans les campagnes pour les approvisionnements des marchés. Les communes requises alléguaient en présence du discrédit des assignats l'insuffisance de leurs ressources ; de là des discussions et des rixes. Pour diminuer ses pertes, bien plus que pour augmenter ses bénéfices, chacun cherchait à éluder ou à violer la loi. Les denrées et marchandises furent frelatées, falsifiées. Les ventes ne se faisaient plus qu'à faux poids et à fausses mesures. Il y eut deux sortes de marchandises, l'une pour le riche, se vendant *secrètement* au prix réel, l'autre pour l'ouvrier et le petit propriétaire qui se vendait au prix du *maximum*.

Les assignats, au gré de la politique ou de la spéculation, haussaient ou baissaient suivant une échelle mobile, tantôt ils perdaient les trois quarts de leur valeur, tantôt les quatre cinquièmes. Ils remontaient quelquefois pour retomber ensuite. On s'expliquera alors facilement comment le *maximum* amena la ruine de tant de cultivateurs, de fournisseurs et de marchands.

L'année 1793 avait été signalée par une disette ou réelle ou factice qui avait contribué au désordre politique. L'hiver de 1794, l'un des plus rigoureux du siècle, vint s'ajouter à ces misères ; mais jusques-là il n'y avait eu que les dangers de l'extrême cherté. A partir de 1794 et en 1795 la France eut à subir les horreurs de la famine. Jamais année ne com-

mença sous de plus tristes auspices que cette dernière année. La hausse de toutes les denrées, sans aucune exception, devint exorbitante ; l'agiotage effréné sur tous les objets de consommation fit taire même les lois sur le *maximum*, et pour obvier à la famine, le moment vint où il fallut fixer la quantité de pain, de viande, de riz et de toutes les denrées qui pouvait être vendue journellement à chaque individu.

Plus heureuse que Paris et que beaucoup d'autres provinces, la Normandie eût pu se suffire peut-être à elle-même ; mais ses récoltes réputées plus abondantes qu'ailleurs devinrent aussi l'objet de réquisitions plus considérables pour Paris, les armées et le centre de la France. Quelques habitants aisés dans la prévision d'une famine éventuelle avaient fait des approvisionnements : le peuple en avait conçu des défiances, et le mot d'*accapareurs* était devenu une injure qui souvent était une vengeance, et qui pouvait conduire à la mort. Cette irritation des classes inférieures ajoutait aux dangers de la situation.

Ce n'est qu'avec étonnement qu'on parcourt les actes publics de ces temps. Le Directoire de district, l'Administration municipale étaient constamment en permanence. Des délégués de ces corps étaient envoyés presque chaque jour dans le département de la Manche, au Havre, à Caen, pour faire des acquisitions de grains, presser le départ des charretées et les faire arriver à jour fixe pour l'approvisionnement des halles ; d'autres étaient chargés d'aller *per Domos* solliciter des capitalistes, et souvent même de ceux qui n'avaient que le strict nécessaire, l'avance d'un emprunt pour assurer la consommation du lendemain ; d'autres étaient continuellement sur la route de Caen à Bayeux pour solliciter des secours des Représentants du peuple en mission à qui souvent les fonds et les ressources manquaient ; d'autres enfin furent à plusieurs

reprises obligés d'aller jusqu'au sein de la Convention faire entendre le cri de détresse de la population, et obtenir quelques allocations toujours insuffisantes quoique toujours demandées au nom du besoin le plus extrême.

Les denrées étaient distribuées en commun à raison de *tant par tête* suivant l'approvisionnement plus ou moins abondant de la halle. Le pauvre et le riche étaient traités avec la même égalité. Le lait même ne pouvait plus être livré directement. Les producteurs devaient l'apporter chaque matin dans la cour de l'Hôtel-de-Ville où il était distribué à raison d'une pinte par habitant <sup>(1)</sup>. On faisait queue pour arriver à obtenir sa part.

Le chandelle et l'huile manquaient aux besoins journaliers à tel point que les ouvriers ne pouvaient travailler ni la nuit ni au déclin du jour, et les registres de l'Hôtel-de-Ville constatent que les administrateurs eux-mêmes étaient privés de chandelles pour se livrer à leurs travaux ordinaires du soir.

Les bouchers tentaient d'enlever les suifs à la consommation publique et de dissimuler la quantité de leurs viandes. Les mesures les plus sévères furent prises envers eux. Aucun animal ne put être abattu qu'en présence d'un commissaire du District.

Le beurre ne fut plus vendu au marché. Il ne pouvait être livré par le marchand qu'au citoyen qui présentait un billet bleu, blanc ou rouge suivant la quantité octroyée à chacun par l'Administration.

Le pain blanc était devenu un objet de luxe. Si l'on dinait hors de chez soi, on était obligé d'apporter son pain.

L'huile faisait défaut. Les communes voisines de la forêt de Cerisy furent mises en réquisition pour recueillir les fruits du hêtre (faines), et les fournir à la ville afin d'en extraire de l'huile <sup>(2)</sup>. Une baleine échoua à Maisy vers ce temps.

(1) Arrêté du 9 thermidor an II. (2) *Reg. de l'Hôtel-de-Ville.*

L'Administration municipale la réclama pour la faire servir au même usage <sup>(1)</sup>. Ce fut une bonne fortune.

D'un autre côté, les cultivateurs qu'on ne payait qu'en assignats ayant *cours forcé* dont la valeur tombait de jour en jour, se refusaient à apporter à la ville les denrées mises en réquisition. Toutes les finesses, toutes les astuces du paysan normand étaient employées pour se soustraire aux ordres de l'autorité. Après avoir usé de mille ruses pour cacher leurs grains, les cultivateurs en vinrent à ouvrir des silos dans la terre. Le peuple des campagnes se rendait le complice des fermiers, et effrayé de la disette comme celui de la ville, il entravait l'arrivage des blés destinés aux approvisionnements de la halle. L'insuffisance de cette halle présenta plus d'une fois les apparences les plus alarmantes. Quelquefois deux ou trois mille personnes se retiraient sans être approvisionnées. Les hôpitaux étaient souvent sans ressources non-seulement pour le lendemain, mais pour le jour même, et ne subsistaient qu'avec les emprunts que la pitié pour les orphelins, les vieillards et les infirmes arrachait à quelques âmes compatissantes. Les quelques couverts d'argent et les timbales qui étaient dans ces établissements furent convertis en numéraire dans une circonstance où le pain allait manquer. Plus d'une fois on se crut arrivé au moment d'ouvrir la prison, et de remettre en liberté les détenus qu'on ne pouvait plus nourrir.

Pour lutter contre de telles extrémités il fallait faire exécuter par la force publique les décrets sur les approvisionnements. Des soldats étaient envoyés comme garnissaires dans les fermes et y étaient à la charge des paysans. Ces soldats

(1) *Correspondance de la Commission des arts*. P. 65.—Le moyen employé pour cette extraction fut indiqué par Kokor-Benjamin-Rotek, chef d'une maison d'Iroquois établie à Dunkerque, qui correspondit à ce sujet avec M. Chardon, administrateur du District.



livrés à eux-mêmes s'abandonnaient à toutes sortes de pillages ; ils traitaient les campagnes en pays conquis , maltraitaient les habitants, déchargeaient leurs armes près des maisons pour les effrayer, et tirèrent même quelques coups de feu sur quelques-uns d'eux. Ces scènes de désordre amenèrent sur plusieurs points des rixes. A Martragny <sup>(1)</sup>, entr'autres, il y eut des scènes violentes. Le bruit de ces brutalités et de ces actes arbitraires répété de village en village , de marchés en marchés, répandait l'effroi, et faisant resserrer les denrées, rendait les approvisionnements plus difficiles encore.

Les choses en vinrent à ce point qu'au mois d'avril 1793 (il y avait encore plusieurs mois à attendre avant la récolte), le contingent en blé de chaque citoyen fut fixé à deux pots par tête et par halle. La Municipalité fit une proclamation pour appeler les citoyens à user du pain avec la plus sévère économie, en ne perdant jamais de vue l'obligation de songer à la disette qui attend. « Citoyens, disait-elle, il ne faut pas vivre pour » le moment, il faut envisager l'avenir. Celui qui ne fixe que » le pain qu'il mange aujourd'hui , sans s'occuper de celui » qu'il doit avoir le lendemain, court à une famine évidente , » et par conséquent à sa propre destruction <sup>(2)</sup>. »

De telles extrémités sont horribles. Elles épuisent la résignation et la patience, et devaient amener des résistances , des troubles, des émeutes. La faim ne raisonne pas, et d'ailleurs les mauvaises passions sont toujours aux aguets pour profiter des malheurs publics.

Le 2 floréal an III une foule égarée et affamée se porta vers l'Hôtel-de-Ville ; les cris *nous voulons du pain, il nous faut du pain* étaient poussés de toutes parts. On menaçait de se porter vers les magasins où étaient déposés les blés

<sup>(1)</sup> Archives du Calvados.

<sup>(2)</sup> Proclamation du 29 germinal an III.



destinés aux approvisionnements militaires ; on injuriait les administrateurs, on appelait sur eux la vengeance populaire. La tête de l'un d'eux était demandée, et la foule déclarait qu'elle allait se porter chez lui. Vainement les hommes les plus populaires voulurent-ils faire entendre raison à cette foule en émoi ; aussi vainement les patrouilles formées par la garnison parcoururent les rues, et tentèrent de dissiper l'attroupement. Tout fut inutile. La population excitée se porta à la Cathédrale transformée en magasin de subsistances. 4,000 quintaux de blé accordés par le Gouvernement y avaient été déposés comme réserve ; la foule exigea que les portes en fussent ouvertes, faute de quoi elles allaient être enfoncées.

L'un des Administrateurs voulant transiger avec l'émeute, lui proposa de faire porter le blé à la halle pour la distribution prochaine. Il fut violemment frappé par une mégère au milieu de cris : *Non, non, il nous faut le blé tout-à-l'heure ou nous enfonçons les portes.* L'effet suivit de près la menace : les portes de la Cathédrale furent forcées. La foule se précipita autour des sacs de blé, et se les partagea pendant la nuit jusqu'à deux heures du matin.

Le lendemain 3 floréal, dès le point du jour, l'attroupement recommença, et se porta de nouveau vers la Cathédrale. Il n'y avait plus de blé : tout avait été pillé. Ce fut alors sur l'autel de la Liberté que se déchargea sa colère. Nous lisons dans le procès-verbal de cette scène de désordres : « Ces femmes poussèrent l'audace jusqu'à abattre » la statue de la Liberté placée dans le Temple, en tenant les » propos les plus infâmes et disant : A bas G..., à bas P... » Quand le bon Dieu était là, nous avions du pain.—Elles ont » même brisé un buste de J.-J. Rousseau. »

Mais ce qui devint le plus inquiétant, c'est que les magasins militaires quoiqu'entourés de troupes, étaient menacés, et que

la foule s'y portait pour les piller. Le sang allait inévitablement couler dans une collision avec les soldats dont les suites pouvaient être terribles. Dans cette extrémité la Municipalité prit le seul parti qui lui restât. Elle se mit courageusement à la tête de la gendarmerie, de la troupe de la garnison, fit charger les armes, arriva en présence du rassemblement, adressa les trois sommations exigées par la loi, et annonça par trois fois que ceux qui tenteraient de résister, ou refuseraient de se dissoudre seraient *repoussés par la force, saisis et punis*. Cette manifestation vigoureuse en imposa aux perturbateurs. L'attroupement se dissipa peu à peu, et vers la fin de la soirée le calme était rétabli. Sept femmes prévenues d'être à la tête de la sédition, car les femmes jouent toujours un grand rôle dans les émeutes pour les grains, furent arrêtées dans la journée, et envoyées dans les prisons de la ville de Caen, conformément à un arrêté du représentant Lozeau.

On avançait dans la saison. Les granges et les greniers se vidaient. Le riz quoiqu'acheté en assez grande abondance et économiquement distribué n'avait fourni qu'une ressource insuffisante, soit en raison de sa modique quantité, soit à raison de sa qualité défectueuse. Les halles étaient tellement dépourvues de grains qu'aux dernières halles de floréal il ne s'était pas trouvé vingt-cinq quintaux de blé. Il n'y avait plus rien à espérer des cultivateurs entièrement épuisés, et cependant il y avait à nourrir une population de plus de dix mille habitants !... Il était évident que ce n'était plus que dans les ports de mer où se faisaient les arrivages qu'on pouvait se procurer les grains nécessaires. Mais l'état financier de la ville ne présentait aucune ressource. La Convention venait de lui accorder une avance de 100,000 liv, avance insuffisante, puisqu'elle était faite en assignats dépréciés. Il fallait encore plus de 200,000 livres. On réalisa cette somme au moyen d'un

emprunt fait aux habitants de la ville, sorte d'emprunt forcé, car en présence d'une population affamée le refus était impossible. Deux et demi pour cent d'intérêt furent promis à ceux qui l'exigeraient et la restitution de la somme prêtée fut assurée au moyen d'une addition à la contribution foncière <sup>(1)</sup>, au cas où le prix de revente serait insuffisant pour le remboursement.

Dans les derniers moments et dans les jours qui précédèrent la récolte de 1795 les distributions ne se faisaient plus qu'en riz. L'Administration s'en faisait tenir compte au prix, valeur en assignats, de 110 sous la livre. Il fallut l'abaisser à 20 sous sur les plaintes de beaucoup de mères de famille qui vinrent, calmes et sans colère, non plus la menace à la bouche, mais avec les larmes dans les yeux, exposer au Conseil municipal qu'il leur était impossible de vivre si l'on continuait à leur vendre le riz, *seule* nourriture qu'elles pussent se procurer en ce moment, au prix de 110 sous, qu'elles avaient tout épuisé, vendu jusqu'à leurs derniers linges pour procurer un peu de vivres à leurs malheureux enfants, qu'elles ne savaient plus où prendre, et que le désespoir était prêt à s'emparer d'elles. Le Conseil reconnaissant que leur misère était à son comble, accorda leurs demandes.

On en était arrivé enfin au point de consommer la farine d'avoine à défaut de blé et même de riz <sup>(2)</sup>. Heureux celui qui dans une position aisée, même opulente, était assuré de pouvoir déjeuner chaque jour avec de la bouillie d'orge ou de sarrasin ! Le malheur rend égoïste et menteur. Au sein de la population, c'était à qui tromperait sur l'étendue de ses besoins, sur les charges de sa famille, etc. En présence de ces abus l'Administration avait chaque jour à prendre des

(1) 24 prairial an III.

(2) 17 fructidor an III.

mesures, des précautions de détail les plus difficiles et les plus minutieuses.

C'est ainsi qu'au milieu de crises renaissantes on parvint à gagner la récolte de 1795. Les premiers mois qui suivirent cette récolte ne furent pas encore sans douleurs matérielles. La famine cessa, mais la disette se fit encore sentir parce qu'il n'était rien resté dans les greniers. On fit une distinction entre les citoyens qui pouvaient s'approvisionner par leurs fermiers, et ceux qui ne le pouvaient faire par aucunes voies connues, afin de ne laisser l'entrée des halles qu'à ceux qui avaient besoin de se procurer leur contingent dans les marchés publics.

Peu à peu le prix des denrées dont le blé est toujours le type régulateur s'abaissa, et au point de vue des subsistances l'année 1796 aurait vu la France rentrer dans son état normal, si la vilité des assignats n'eût pas encore maintenu la détresse publique. Mais ils avaient perdu presque toute confiance; on imprimait la nuit les assignats qui, encore humides, devaient solder les dépenses gouvernementales du lendemain. Ils n'atteignaient pas dans le commerce la valeur des deux centièmes de leur titre<sup>(1)</sup>, et pour n'en citer qu'un

(1) On peut se faire une idée de l'affaiblissement successif des assignats par le tableau suivant de leur valeur dans le Calvados :

|              |                                     |
|--------------|-------------------------------------|
| Fin de 1791. | L'assignat de 100 fr. valait 96 fr. |
| Fin de 1792. | — — 85 10 sous.                     |
| Fin de 1793. | — — 63                              |
| Fin de 1794. | — — 43                              |
| Fin de 1795. | — — 1 fr. 10 sous.                  |

Fin de floréal an iv, époque où les assignats furent remplacés par les mandats territoriaux. . . . . » 3 sous.

Les mandats territoriaux destinés à rembourser les assignats à raison de 30 p. 100

exemple, le 24 frimaire an iv l'Administration municipale autorisait la dépense de 410 livres pour acheter deux pots d'encre. Tout le monde les refusait; nul ne voulait être payé qu'en numéraire, ouvriers, marchands, rentiers. Un louis d'or de 24 livres était coté 5,300 francs en assignats. On disait qu'alors la masse en circulation atteignait presque 45 milliards. Ce qui maintenait encore leur taux, c'était leur cours forcé, et surtout la suspension de tout commerce, de tout mouvement dans les valeurs. Leur gage était épuisé, les biens du clergé intégralement vendus, ceux des émigrés en très-grande partie; on avait même confisqué les biens des établissements de charité. Ce fut encore une prolongation de la crise jusqu'au moment où la loi du 30 juin 1796 brisa complètement la planche des assignats, et où la confiance publique ramena peu à peu la réapparition du numéraire.

On a prétendu que la famine était factice; cette allégation, qu'on n'a jamais pu expliquer, n'est point prouvée. La misère était pour tout le monde. Il n'y avait pas seulement que le pauvre qui souffrit de la faim; mais il est probable que sans les passions excitées, sans ces mesures contre les fermiers et les détenteurs des denrées, sans tous ces mouvements imprudents qui resserrent les produits et empêchent leur circulation libre et normale, il n'y aurait eu que cherté et disette, et non pas famine.

---

durèrent quatre mois. Après avoir débuté  
par valoir. . . . . 26 fr. 54 c.  
ils étaient tombés à leur chute a. . . . . 7 »

(Extrait du tableau dressé en exécution de la loi du 5 messidor an v.)



## CHAPITRE XVIII.

---

### LA COMMISSION DES ARTS.

Travaux de la Commission des arts.—Conservation des livres, tableaux ,  
objets d'arts et dessins confisqués.

La confiscation prononcée par les lois contre les communautés ecclésiastiques , les émigrés et les prêtres déportés avait mis dans la main de la République de nombreux et précieux trésors en livres, dessins, gravures, tableaux et autres objets d'art. Le vandalisme de cette époque n'en eût pas sans doute laissé un seul vestige, si quelques rares amis des sciences que la Convention comptait dans ses rangs n'eussent pas fait des efforts pour les préserver. Ils obtinrent un décret qui ordonna qu'il serait fait dans chaque district un inventaire de toutes ces richesses, et que des commissaires se-

raient nommés pour surveiller et régulariser ces dépôts *en se concertant avec les Sociétés populaires* <sup>(1)</sup>. Il faut rendre cette justice au Club de Bayeux qu'il se prêta de bonne grâce à tout ce que prescrivait cette loi conservatrice. Le même décret avait ordonné la formation de bibliothèques publiques. Les représentants Lindet et Oudot nommèrent Simien Despréaux, grand-vicaire de Fauchet, bibliothécaire du district de Bayeux ; mais dépourvu de connaissances bibliographiques, il ne s'occupa point de ces fonctions.

L'ancien doyenné <sup>(2)</sup> vendu comme bien ecclésiastique, acheté par l'abbé Fauchet, Evêque constitutionnel, pendant son court séjour dans son diocèse, et placé, après l'exécution révolutionnaire de celui-ci sous le séquestre comme ayant appartenu à un condamné à mort, fut destiné à servir d'emplacement à la Bibliothèque. Dès le mois de germinal an II la Commission préposée à la conservation et à la recherche des objets de sciences et arts était organisée et entra en fonctions <sup>(3)</sup>.

Il serait impossible de rendre compte des efforts prodigieux de ces hommes amis des lettres qu'ils cultivaient encore au bruit des discordes civiles, de leur zèle incessant pour constater, cataloguer, et mettre en ordre tout ce qui était placé sous leur vigilante protection. Il suffira de savoir que la salle du Chapitre avait été envahie par les bibliothèques de Mgr de Cheylus, des communautés religieuses de Saint-Vigor, des Augustins, celle du Chapitre et celles des chanoines dépor-

(1) Décret du 4 pluviôse an II. (27 janvier 1794).

(2) Aujourd'hui l'Evêché.

(3) Les premiers membres furent MM. Moisson de Vaux, Delauney, ex-constituant, Le Brysoys-Surmout et Lacauve.—MM. Bouisset et Lamarre-Longueville leur furent adjoints ensuite. Ce dernier fut à son tour exclu comme fils d'émigré et remplacé par M. Jehanne aîné. M. Cahier de Ger-ville aida, mais sans titre, aux travaux de la Commission. V. p. 266.

tés; qu'on jeta pêle-mêle dans cette vaste salle plus de 25,000 volumes, formant une montagne de plus de quinze pieds de hauteur sur une base de quinze à vingt pieds carrés, cahos informe et presque impossible à régulariser <sup>(1)</sup>.

Ce n'était pas seulement des livres déjà réunis qu'il fallait faire l'inventaire; mais de toutes parts le séquestre mis sur les biens des anciens chanoines, des curés, des émigrés faisait affluer chaque jour de nouvelles charretées de volumes transportés sans ordre qui s'amoncelaient avec les autres. Le catalogue définitif présenté par la Commission offrit un résultat de 35,291 volumes au moins <sup>(2)</sup>, sans y comprendre la bibliothèque du château de Balleroy s'élevant à 3,680 volumes dont la Commission fit l'inventaire dans le château et qui fut provisoirement laissée en place <sup>(3)</sup>.

Ces livres concernaient toutes les parties des connaissances humaines, mais quoique presque tous fussent de bons ouvrages, aucun d'eux n'offrait de curiosités bibliographiques. Aucunes éditions n'étaient antérieures à 1457; cependant une trentaine au moins étaient remarquables comme appartenant à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, de 1492 à 1500, ainsi que trois bibles polyglottes, et quelques éditions estimées des Pères de l'Eglise.

Les hommes de bien qui avaient accepté la mission de sauver du vandalisme révolutionnaire les objets scientifiques et artistiques s'occupèrent de grouper autour d'eux tout ce qui dans le ressort du district pouvait être arraché au génie mal-faisant de la destruction et à l'ignorance. Sans leurs efforts,

(1) La bibliothèque du Chapitre pillée et brûlée en 1562 par les protestants, fut rétablie en 1689 par la libéralité de l'abbé Petite qui lui fit don de 1,800 volumes, sur chacun desquels fut gravée une inscription commémorative. Elle s'était agrandie par les legs de plusieurs chanoines.

(2) V. Registre des arrêtés de la *Commission des arts*. P. 259.

(3) *Commission des arts*. Corresp. P. 114.

que d'objets précieux auraient été probablement engloutis dans ce vaste naufrage qui menaçait de laisser à peine quelques épaves !

Dès leur entrée en fonctions <sup>(1)</sup> ils réclamèrent la translation dans leur dépôt de la tapisserie connue sous le nom de la tapisserie de la reine Mathilde. « La conquête de l'Angleterre » par les Normands, écrivaient-ils aux officiers municipaux, a » longtemps pu flatter leur amour-propre particulier. Aujourd'hui que toutes les parties de la République sont en communauté d'intérêts et de gloire, le monument de cette conquête est devenu une propriété générale propre à réveiller des souvenirs qui ne sont pas indifférents dans les circonstances actuelles. Nous ne doutons pas que ces considérations ne vous aient portés au milieu des changements opérés dans notre Eglise diocésaine à conserver l'antique tapisserie dont on avait coutume d'orner la nef vers la fin du mois de juin de chaque année. Nous vous invitons à nous indiquer le lieu où cette tapisserie est déposée. »

La Commission des arts la réclamait avec d'autant plus d'insistance qu'elle avait été témoin des dangers qu'elle avait déjà courus. Lorsqu'en 1792 les volontaires de Bayeux s'étaient levés pour courir aux armes <sup>(2)</sup>, on improvisa des chariots, des moyens de transport pour les armes et les équipages. Une des voitures avait besoin d'être couverte. La toile manquait, on indiqua la tapisserie comme pouvant servir à cet usage. Elle fut à l'instant extraite de la sacristie de la Cathédrale, apportée et placée sur un fourgon. Il était en marche et atteignait la hauteur de la rue Saint-Jean, lorsqu'un des administrateurs du district, M. Le Forestier, accourut, fit rétrograder la voiture, reprit la tapisserie, la remplaça par de la toile

(1) 8 floréal an II. *Correspondance de la Commission des arts.*

(2) V. p. 222.

qu'on parvint à trouver, et sauva ainsi cette page si précieuse de l'histoire normande <sup>(1)</sup>.

Plus tard, et lorsqu'il s'agit des préparatifs de la fête de la Liberté, célébrée le 10 ventose an II, dont nous avons fait le récit, *un zèle plus ardent qu'éclairé* avait été sur le point de la faire lacérer par bandes pour en décorer le char mythologique <sup>(2)</sup>. Elle avait été ensuite rétablie dans la sacristie, car le 1<sup>er</sup> fructidor an II l'Administration municipale cédant enfin à la demande de la Commission l'invita à se transporter « à » l'ancienne sacristie de *la ci-devant Cathédrale* pour *s'y* » *saisir de la tapisserie dite du duc Guillaume*, en présence de deux officiers municipaux. » La Commission recueillit donc, pour la placer dans le musée projeté, cette tapisserie dont la possession avait dans tous les temps honoré la commune. Elle fut ainsi mise sous une surveillance plus protectrice que celle de l'Administration qui, variable dans sa composition, était plus facile à céder aux caprices souvent destructeurs de la foule.

Un coffret d'ivoire conservé dans cette sacristie, orné sur tous les côtés de plaques d'argent doré, ornées d'arabesques relevées en bosse et sur lequel est une inscription en langue et écriture arabes dont la traduction a partagé les savants, appartenait à l'antiquité la plus reculée. Suivant les uns il aurait été trouvé dans le camp des Sarrasins après leur défaite près de Poitiers par Charles Martel en 732; suivant les autres il aurait été rapporté des croisades par saint Louis; dans tous les cas il avait été donné à la Cathédrale par ce saint Roi <sup>(3)</sup>. Aux premiers jours des désordres, il avait été placé à l'Hôtel-de-Ville dans le cabinet du Maire, et il fut remis à la Com-

(1) *Rapport au Conseil municipal de Bayeux*, par M. Pezet.—1838. P. 9.

(2) V. p. 367.

(3) *Dissertation de M. Spencer-Smith*. 1820.



mission le 25 fructidor an II, par deux officiers municipaux qui avaient retrouvé et qui rapportèrent en même temps la chasuble de saint Regnobert, l'un des premiers Evêques de Bayeux, objet d'une pieuse vénération de la part des fidèles de la ville Episcopale, type curieux de la forme des anciens ornements sacerdotaux. Le procès-verbal de la réception de ces objets <sup>(1)</sup> ne fait pas mention de l'étole et de la manipule qui l'accompagnent; mais il n'est pas douteux qu'ils furent remis en même temps, comme un accessoire de la chasuble <sup>(2)</sup>.

Le tableau représentant la bataille de Formigny, ou du moins que la tradition considère ainsi, était un monument de la gloire nationale qui ne pouvait échapper à la Commission. Elle pouvait craindre que l'ignorance ou toute autre cause n'en occasionnât la disparition. Il était ordinairement placé dans la salle des Evêques (aujourd'hui salle des Pas-Perdus du tribunal). La Commission s'y transporta pour en constater l'état. Il était disparu. Mais elle apprit qu'on s'en était emparé pour décorer la salle de la Société populaire, et sans le réclamer quant à présent, elle l'inscrivit sur son catalogue sauf à le faire enlever quand l'emplacement du Musée aurait été déterminé <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Registre des arrêtés de la *Commission des arts*. P. 53.

<sup>(2)</sup> Dans un ouvrage intitulé : *Voyage dans les départements de la France*, publié en 1793, qui avait pour but d'exciter à la destruction des monuments qui couvraient le sol de la France, on lit le passage suivant :

« A Bayeux, une chasuble d'un certain *Rigobert*, saint, ainsi qu'on » la répète depuis le premier hypocrite qui l'a dit, renfermée dans un petit » coffret d'ivoire, a fait écrire plus de volumes que les Sages n'en ont » écrit sur le moyen de rendre les hommes meilleurs. Tandis que les prêtres occupaient les ignorants sur la chasuble, les savants occupaient les » oisifs avec le coffret d'ivoire. D'où vient le coffre? Comment la chasuble » est-elle dedans? Pourquoi lit-on sur une plaque d'argent autour de la » serrure une inscription en langue arabe?... Quoi vous cherchez d'où peut » venir un coffre, quand l'esprit de l'homme végète dans le sépulcre obscur » des superstitions?...—*Collection de M. Renard*.

<sup>(3)</sup> Registre des arrêtés de la *Commission des arts*. P. 15.

C'était en assurer au moins l'existence et probablement la conservation <sup>(1)</sup>.

Dans leur aveugle emportement les anarchistes menaçaient sans cesse de détruire les châteaux, de déchirer, de briser les meubles, les ornements. Leur fureur ignorante ne respectait rien. La Commission des arts s'en effraya. Elle envoya ses membres dans la plupart des châteaux voisins inoccupés depuis l'émigration, la mort ou la disparition de leurs anciens hôtes. Elle fit amener au dépôt tout ce qui pouvait intéresser les sciences, les arts, l'histoire. Au château de Balleroy elle admira un plafond peint par Mignard <sup>(2)</sup>. « Nous avons remarqué, écrivit-elle à la Convention, ses grandes beautés. » Les peintures ont conservé leur fraîcheur, et nous pouvons les regarder comme ce qu'il y a de mieux dans notre district. Malheureusement il ne nous est pas possible de faire parvenir cet objet dans notre dépôt. La couleur étant appliquée sur le plâtre, ce n'est que par le procédé délicat de quelque habile artiste qu'on pourrait parvenir à en opérer le transport. Vous seuls, Citoyens, vous pouvez prendre à cet égard les mesures convenables. Quant à nous nous nous acquittons de notre devoir en vous prévenant qu'il serait à désirer qu'un dépôt public pût être enrichi d'un morceau aussi précieux par la composition que par la couleur. » C'était appeler l'attention de l'autorité et un moyen détourné de placer sous sa protection cet objet d'art dont elle donna longuement la description.

Ce beau plafond a été conservé intact. Il n'en fut pas ainsi du portrait de Louis XIV enfant, et de celui du Grand Condé trouvés dans ce château. Le sceptre du premier avait été rem-

(1) Il a été rétabli à son ancienne place en 1833.

(2) D'autres disent par Le Moine qui a peint celui du salon d'Hercule à Versailles.

placé par une pique, et le bâton de maréchal du second dont on barbouilla les fleurs de lys était devenu une canne avec des glands.

L'église de l'abbaye de Mondaye renfermait un assez grand nombre de tableaux dus pour la plupart au pinceau d'un de ses moines, Eustache Restout, tout-à-la-fois peintre, sculpteur et architecte, frère de Jean Restout dont s'honore l'école française. Pour en assurer la conservation, la Commission fit le recensement et la description de ces tableaux.

Grâces au zèle de la Commission chaque jour ajoutait à la richesse du dépôt de Bayeux. La collection des portraits des Evêques qui orne aujourd'hui la galerie neuve du palais Episcopal, le tableau de la Conversion de Saint-Paul et celui du Jugement de Salomon placés dans la belle salle du Conseil du tribunal lui durent aussi leur conservation. Il en fut de même d'un beau portrait de Mg<sup>r</sup> de Luynes, évêque de Bayeux. La croix du maître-autel, ses magnifiques chandeliers en cuivre doré, œuvres remarquables de Philippe Caffiéri <sup>(1)</sup>, l'un des sculpteurs et fondeurs les plus habiles du xviii<sup>e</sup> siècle, les vases qui sont aux extrémités du maître-autel, les deux tables de marbre qui servent aux cérémonies, l'armure de fer du chevalier assitant l'Evêque, sa hallebarde, celle du suisse, et le siège antique sur lequel s'assoit le Prélat quand on le revêt de ses habits pontificaux furent transportés au dépôt surveillé par la Commission. C'est de là qu'ils ont été repris et rendus à leur ancienne destination.

Ce fut en vain que la Commission fit rechercher une antique tapisserie donnée en 1499 par le chanoine Léon Conseil qui garnissait aux fêtes solennelles le trône et les stalles du chœur. Elle ne fut point retrouvée.

(1) Abbé Beziers. P. 44. Note.—*Correspondance de la Commission des arts.* P. 55.

La mort de Robespierre ayant été suivie d'une réaction contre la sanglante barbarie du règne de la Terreur et le séquestre ayant été levé sur les biens des condamnés à mort, les héritiers de l'abbé Fauchet réclamèrent et obtinrent la rentrée en jouissance du *Doyenné* qui avait été séquestré par suite de sa condamnation et de l'exécution à mort qui l'avait suivie. La Commission dut faire évacuer ce local, et ce fut le couvent de la Charité qui fut assigné pour le remplacer.

Au retour définitif de l'ordre les livres, tableaux et objets d'art qui avaient été confisqués pendant la tourmente révolutionnaire furent remis aux émigrés et prêtres auxquels ils appartenaient, au Chapitre, au séminaire, aux églises et paroisses qui en avaient été dépouillés. Ce fut en l'an XII que la Commission termina ses travaux. La première partie avait été une mission de conservation, la seconde fut une mission de restitution <sup>(1)</sup>.

Après le récit de ces travaux exécutés avec tant de zèle au milieu de difficultés de toute nature, chacun, partageant les sentiments exprimés en 1838 par le Conseil municipal de Bayeux, aimera à payer « un hommage de reconnaissance, un

(1) Après ces restitutions, on s'occupa de la destination de 6,000 volumes tombés dans le domaine public par la suppression des monastères et des corporations. L'Administration départementale envoya en 1802 M. Moy-sant, bibliothécaire de la ville de Caen, avec les pleins pouvoirs d'examiner et de diviser les livres provenant des établissements religieux. Il en fit quatre parts, la plus importante pour la ville de Caen, une autre pour le Chapitre, une troisième pour le Séminaire, et la plus faible portion pour la ville. Cette part fut déposée dans les bâtiments du Collège. C'est elle qui a formé le noyau de la bibliothèque actuelle. Le 14 mai 1833, les livres furent transportés du collège dans le nouveau local qui servait précédemment aux frères de la Doctrine chrétienne, après avoir servi d'Hôtel-de-Ville. Le 11 décembre suivant, le Conseil municipal arrêta définitivement l'établissement d'une bibliothèque qui fut ouverte au public en juillet 1834, grâce au zèle, à l'activité, et à la bonne administration de M. Théodore Le Tellier, maire de Bayeux, dont la ville a conservé un reconnaissant souvenir.

» témoignage de souvenir à la mémoire de ces hommes qui  
» dans ces jours de tempêtes consacrèrent la fermeté de leur  
» caractère et la force de leur intelligence à sauver de la des-  
» truction ces travaux précieux que les âges passés lèguent  
« au respect de ceux qui leur succèdent, et à préparer pour  
» des jours meilleurs le triomphe de la science et de la jus-  
» tice <sup>(1)</sup>. »

---

(<sup>1</sup>) *Rapport au Conseil municipal sur la tapisserie de la reine Mathilde.*  
Par M. Pezet. — 1838. P. 11.



## CHAPITRE XIX.

### LA CHOUANNERIE ET L'ÉTAT DE SIÈGE.

1795 A 1799.—(AN IV A L'AN VIII DE LA RÉPUBLIQUE.)

#### I.

Le Directoire. — Réveil de l'esprit révolutionnaire. — Mouvements Royalistes. — Meurtres et excès des deux partis. — Le comte Louis de Frotté. — Les îles Saint-Marcouf. — Le général BARBAZAN. — Collision entre l'autorité civile et l'autorité militaire. — BAYEUX EN ÉTAT DE SIÈGE. — L'ex-maire JÉHANNE.

Après avoir reconnu que la Constitution ultra-démocratique de 1793 était inexécutable, la Convention en proposa une nouvelle <sup>(1)</sup>, bientôt soumise à une acceptation qui ne lui fut pas plus refusée par la France qu'à celles qui l'avaient

(<sup>1</sup>) *Constitution de l'an III* (5 fructidor).

précédée. Le pouvoir exécutif était confié à cinq membres sous le nom de DIRECTOIRE, et le pouvoir législatif à deux conseils, les ANCIENS et les CINQ CENTS. Après ce dernier enfantement, la Convention déclara, le 6 brumaire an iv (26 octobre 1795), que sa *mission était terminée*, mission terrible, remplie au milieu du sang, du carnage, des proscriptions, des fureurs des guerres civiles, mais aussi au milieu des incroyables prodiges des armées républicaines.

Cette Constitution nouvelle fut froidement accueillie à Bayeux. Des anciennes institutions qui, avant la Révolution, faisaient la prospérité de cette ville une seule lui était restée jusques-là, un Tribunal. Celle-là lui était aussi enlevée. L'établissement d'un tribunal unique par département concentra à Caen la vie judiciaire. Les avocats, les hommes de loi de Bayeux, n'eurent plus qu'à fermer leurs cabinets délaissés des clients, comme la ville le fut par les plaideurs.

Abattu par la mort récente de Stofflet et de Charette <sup>(1)</sup> le parti royaliste abandonna le recours aux armes, mais ne perdit pas l'espérance du succès par d'autres moyens. Un Comité royaliste comptant des hommes considérables fut formé à Paris. Malgré que la Convention n'eût pas fait la faute généreuse de l'Assemblée nationale, et que les deux tiers de ses membres composassent le nouveau Corps législatif, ce Comité conçut la pensée de réussir par la voie même des nouveaux Conseils institués par la Constitution. Ses agents se répandirent dans l'intérieur, ils parcoururent secrètement les départements où ils excitèrent une agitation sourde qu'entretenaient d'ailleurs l'or et les intrigues de l'Angleterre. La pacification de la Vendée n'avait pas été approuvée par tous les chefs. Quelques-uns avaient refusé de souscrire au traité de La Ma-

(1) Stofflet fut fusillé à Angers en février 1796 et Charette à Nantes en mars suivant.

bilais du 1<sup>er</sup> avril 1795 et menaçaient de reprendre les armes.

Les îles Saint-Marcouf tombées depuis la guerre au pouvoir des Anglais devinrent le centre de la correspondance entre les Royalistes de Paris et ceux de la Normandie, Jersey et la Grande-Bretagne, entre les Princes français retirés à Londres, les Emigrés et leurs nombreux partisans. Les côtes de la Manche et du Bessin devinrent l'objet d'une surveillance active. L'importance de la position des îles Saint-Marcouf avait été si bien comprise par le cabinet britannique que, malgré leur peu d'étendue, il en avait confié le commandement à un officier d'un grade élevé, le commandant Price, homme d'un esprit très-délié et très-entreprenant.

Le Directoire s'inquiétait de ces mouvements royalistes que secondait presque par toute la France le mouvement de l'opinion publique. Pour éviter de pencher de ce côté, il se rejeta du côté opposé. Les Jacobins se sentant appuyés par le Gouvernement réveillèrent l'esprit de persécution. On leur laissa une entière liberté. Les clubistes relevèrent la tête. Le chant *du Réveil du peuple* fut proscrit. On toléra, on encouragea la reprise des chants populaires des plus mauvais jours et même des chants nouveaux, exprimant les regrets de la chute de Robespierre, tels entr'autres que celui-ci :

Et vous, Lycurgues des français,  
O Marat, Saint-Just, Robespierre,  
Déjà de vos sages projets  
Nous sentions l'effort salutaire.  
Déjà le riche et les autels  
Replongés dans la nuit profonde  
Faisaient répéter aux mortels :  
Le soleil luit pour tout le monde.

C'était, comme on le voit, rétrograder de près de deux ans en arrière.

Situé vis-à-vis des îles Saint-Marcouf, le Bessin, où résidaient d'ailleurs beaucoup de familles attachées à l'ancien régime, devint le foyer de quelques agitations. Une agence principale était organisée entre les îles et la côte. Elle était secondée par des hommes hardis et courageux qui affrontaient les dangers les uns par conviction politique, les autres par l'appât du gain, ou les espérances de l'ambition. C'était par leur intermédiaire que MM. de Frotté, de Tromelin, Préjean, de La Fruglaie, de La Roque, de Mandat, de Frédy, de La Villebrune et beaucoup d'autres passaient et repassaient de France aux îles Saint-Marcouf et en Angleterre, et venaient remplir avec plus ou moins de succès leurs missions dans l'intérêt de la cause royaliste <sup>(1)</sup>. M. de Brûlart, aide-de-camp de M. de Frotté, était chargé particulièrement de la correspondance entre le parti royaliste de Normandie, et les îles Saint-Marcouf. Les débarquements se faisaient pendant la nuit, le plus habituellement sur le territoire de Louvières, au lieu dit *la pointe de la Percée* <sup>(2)</sup>. Quelquefois aussi ils avaient lieu plus loin sur le rivage de Meuvaines. Pour protéger ces allées et venues, une croisière anglaise avait été établie entre les îles et le Havre. Elle était commandée par le fameux commodore Sydney Smith qui montait la frégate *le Diamant* <sup>(3)</sup>.

(1) J'ai sous les yeux un mémoire présenté au gouvernement anglais le 3 juin 1808 par l'un des chefs de cette agence. Une sage réserve m'interdit d'en reproduire les détails, mais il prouve que l'or joua un grand rôle dans ces événements, et que les émigrés étaient divisés par des animosités et des jalousies qui nuisaient au succès de leurs efforts.—Les mêmes intrigues, les mêmes discordes régnèrent entre les chefs des Chouans. V. un ouvrage qui tient plus du libelle que de l'histoire intitulé : *Bréviaire du Vendéen à l'usage des habitants de l'Ouest*, par Billard de Veaux, ancien chef de division.—3 vol.

(2) Une grosse corde attachée à un pieu en fer pendait le long de la falaise et c'était le long de cette corde qu'on était obligé de grimper.

(3) Il fut fait prisonnier au moment où à la faveur des ténèbres il avait failli s'emparer sur la rade même du Havre du corsaire français *le Vengeur*.

Des soulèvements partiels, des rassemblements tumultueux menaçant les personnes et les propriétés s'organisaient dans les campagnes du Bessin, des rixes s'élevaient entre les bourgeois et la garnison, des assassinats furent tentés ou commis, un entr'autres par un hussard sur un citoyen. Des manifestations anti-républicaines avaient lieu chaque jour. Toutes les nuits et malgré les défenses qui l'avaient proscrit, le *Réveil du peuple* était chanté dans les rues par des groupes de jeunes gens, nombreux et provoquants. Les esprits étaient fatigués; le gouvernement directorial n'était ni aimé, ni estimé, ni redouté. Les impôts ne se recouvraient pas, les acquéreurs de biens nationaux étaient insultés, les émigrés rentrés commettaient des imprudences pour ne pas dire plus. On ne se cachait pas pour appeler hautement la contre-révolution. On parlait dans la ville, dans les marchés, publiquement de conspiration contre la République : toutes ces causes entretenaient dans les esprits de graves agitations. Dans les campagnes l'ordre n'était pas plus respecté, les Administrateurs qui avaient donné des gages à la Révolution étaient maltraités, on y répandait les bruits les plus alarmants que grossissaient encore l'ignorance et la crédulité des paysans. Il n'était question que de *Chouans*, que de *Chauffeurs*, débris, disait-on, des armées de la Vendée, et ces bruits tenaient aussi en alarmes toutes les populations rurales.

Deux cantons du district de Bayeux devinrent le centre de ces mouvements qui tentaient d'enlacer le pays dans ce réseau d'entreprises contre-révolutionnaires, le canton de Crépon <sup>(1)</sup> et celui de Caumont. Le voisinage de la mer offrait au premier des facilités de communications avec l'Angleterre; au second le voisinage des bois, la configuration du pays, semblable par ses chemins et sa culture aux pays

(1) Devenu aujourd'hui celui de Ryes.



vendéens offrait les moyens de faire la guerre civile et d'échapper aux poursuites des troupes républicaines.

Dans le canton de Crépon, l'insurrection se borna d'abord à quelques conciliabules nocturnes que la clarté du jour dissipait, à quelques attaques individuelles, à des menaces, à des allées et venues, à des correspondances dont le mystère faisait l'attrait, provenant plutôt de l'importance que les agitateurs voulaient se donner que de sérieuses tentatives. C'était sur une petite échelle la parodie des premiers soulèvements de la Vendée.

Mais les choses étaient plus sérieuses dans le canton de Caumont. Des hommes énergiques et violents avaient réuni un certain nombre de jeunes gens, cultivateurs, soldats réfractaires ou déserteurs. Ils avaient arboré la cocarde blanche, et déclaraient publiquement agir dans le but du rétablissement de la Royauté. On craignait, et il n'était pas impossible que ce noyau ne s'augmentât et par l'énergie des chefs et par le discrédit de la République, et par cette haine qu'inspiraient au peuple la misère et l'incertitude du lendemain.

Ces mouvements insurrectionnels circonscrits sur certains points prirent en effet chaque jour plus de consistance et d'étendue. Sous le nom de *Chouans* des bandes parcoururent le pays. Elles parurent d'abord n'avoir qu'un but politique. Elles brûlèrent les registres de l'Etat civil, les actes des mairies, les matrices des impositions. On coupait les arbres de la liberté; on s'emparait des armes des municipalités; on distribuait des brochures anti-républicaines. Mais bientôt on maltraita, on vola, on tua. Des curés constitutionnels furent insultés et pillés. A la Ferrière-Harang, un père et une fille eurent les pieds et les mains brûlés pour les forcer de dire où était leur argent; à Bény-Bocage, à Condé-sur-Seulles, à Sermentot, au Reculey, à Préaux, à Pont-

Farcy, à Evrécy, à La Hallebourdière, de prétendus *chasseurs du Roi*, souvent masqués, s'emparaient des armes, des munitions de toutes sortes, et renversaient les pierres sacrées bénites par les curés constitutionnels. A Rubercy le Maire ayant fait résistance fut assassiné dans les bras de sa femme ; à Cartigny la Municipalité fut pillée, et un bulletin portant ces mots fut attaché à la porte : « De par le Roi, nous, Chouans, dé- » fendons à tout officier municipal de faire aucunes fonctions » sous peine de la vie. Nous ne signons pas, mais nous ex- » fectuerons. » Un agent du canton de Caumont fut également assassiné ; un agent du canton de Creully écrivait à l'administration du département : « Je ne couche plus chez moi. » Je suis obligé d'aller chercher mon repos où je puis. » A Creully une patrouille fut assaillie à coups de feu devant le cimetière, à trois heures du matin, par une bande armée qui tua un des gardes nationaux <sup>(1)</sup>.

A ces excès des prétendus Royalistes, il était répondu par des excès non moins répréhensibles. Sous prétexte de la recherche des émigrés, des troupes formées en colonnes mobiles, et même des hommes suspects s'introduisaient dans les maisons où à tort ou à raison ils supposaient que quelques-uns étaient venus demander un asile ; là ils exerçaient les investigations les plus tortionnaires, se faisaient servir à boire et à manger, pillaient et volaient avec impunité, frappaient et maltrahaient sans aucun prétexte. A titre de représailles ils tuèrent et fusillèrent à leur tour. On cite le nom de plusieurs personnes massacrées comme appartenant à la famille de quelques-uns des rebelles. Un prêtre de Loucelles, entr'autres, l'abbé Anjot dont le frère était, disait-on, parmi les chouans, fut surpris par une colonne mobile dans une maison

(1) V. aux *Archives du Calvados* les procès-verbaux, plaintes et dénonciations, etc. qui révèlent tous ces faits.

où il se tenait caché pour fuir la persécution. Son lit encore chaud avait trahi sa présence. Il voulut fuir. Poursuivi à coups de bayonnette jusqu'à Ducy-Sainte-Marguerite, il expira couvert de blessures. Le sexe même ne fut pas épargné, et dans les environs de Vire la sœur de l'un des chefs du soulèvement fut fusillée sans pitié, dans sa propre maison.

La ville de Bayeux ne fut point heureusement troublée par aucun de ces excès, encore bien que plus d'un de ses habitants y participât. La société y était surtout occupée de fêtes et de divertissements. La France entière, au lendemain de la Terreur, avait été saisie d'une fièvre de plaisirs qu'aucune époque n'a égalée. Plus on avait souffert, plus on avait craint, plus on se livra à la joie. Jamais les bals, les concerts, les redoutes, les soupers ne furent aussi nombreux à Bayeux, plus animés et plus brillants. Il semblait qu'à une intense agitation politique eût succédé un amour désordonné des jouissances de la vie, et que pour oublier les douleurs du passé on voulût se hâter d'épuiser tous les plaisirs. Témoin et inquiet de cette frénésie qui rendait insensible aux malheurs publics, le maire Jehanne fit couvrir les murs de la ville de cette proclamation <sup>(1)</sup> :

« Citoyens de Bayeux ,

» Le pillage et le massacre désolent les campagnes. Qu'attendez-vous pour sortir enfin de votre léthargique sécurité ? Voulez-vous que vos propriétés soient ravagées ? Voulez-vous que le sang coule sous vos yeux ? A Dieu ne plaise que sur la fin de nos fonctions, après avoir écarté de vous le fléau de la famine, nous soyons témoins de ces scènes d'horreur ! Nous venons de prendre toutes les mesures qui sont en notre pouvoir pour assurer la tranquillité publique. La nuit ainsi que le jour vous nous trouverez comme des sentinelles vigilantes au poste que nous assigne la loi. Mais que vous serviront notre zèle et notre dévouement si vous ne les secondez ! Nous pouvons bien sans vous mourir pour vous. Nous ne pouvons

(1) 30 frimaire an iv.

pas sans le secours de votre activité courageuse vous préserver des dangers qui vous assiègent.

» Gardes nationales, braves défenseurs de la cité, voici le moment de remplir vos promesses. Ralliez-vous, pressez-vous autour de vos Magistrats. Ils partageront vos fatigues, ils iront au-devant de tous les périls, ils périront s'il le faut à votre tête, heureux d'acquérir à ce prix quelques droits à votre souvenir, et de confondre par ce dernier sacrifice la calomnie qui les poursuit. »

Ces désordres n'étaient point des faits isolés. Ils concordaient avec les mouvements qu'avait soulevés sur quelques autres points de la Basse-Normandie la présence et les tentatives à main armée d'un chef de Royalistes, devenu célèbre, le comte Louis de Frotté, qui aux conférences de La Mabilais, avait refusé de signer le traité de pacification, et déclaré qu'il n'y avait de sécurité que dans les armes. Autorisé par le Gouvernement à se retirer avec son état-major au château de Flers, il s'y considérait comme en état de trêve avec la République. Il y nouait les fils d'une insurrection générale dans le Maine et la Normandie, et prenait le titre de Général en chef de l'armée Catholique et Royale de Normandie. Ce fut d'abord dans la Mayenne et dans l'Orne que se concentrèrent ses premiers mouvements, mais peu à peu il s'étaient étendus dans la Manche et dans le Calvados. Gentilhomme normand, appartenant à une famille qui possédait de vastes domaines dans l'Orne et dans le Bessin, M. de Frotté avait formé sur toute l'étendue du pays une sorte d'organisation militaire, par divisions, ayant des chefs divisionnaires et un cadre d'officiers. Plusieurs des lieutenants principaux qui formaient son état-major appartenaient à la Basse-Normandie par leur naissance ou par leurs familles. MM. de Saint-Paul de Lingéard, de Laroque Cahan, Gauthier de Carville, Le chevalier de La Rozière, de La Houssaye, Aubry de La Noë, etc., comptaient dans le Bessin des parents ou des amis. En



les appelant près de lui , en leur conférant des titres et des emplois plus honorifiques encore que sérieux il s'était proposé de donner de la considération et de l'importance à son parti, et de s'assurer des influences dans le pays. Quelques succès dans la Mayenne et du côté de Vire et de Mortain , pays coupé et boisé , avaient couronné ses premiers efforts <sup>(1)</sup>, et propagé de proche en proche l'insurrection. On portait à 5 ou 6,000 les hommes épars dont il pouvait disposer. Il y a exagération dans ce chiffre calculé pour inspirer d'une part plus de craintes au gouvernement, accroître l'importance des chefs et d'autre part pour obtenir des sommes plus fortes du gouvernement anglais qui soudoyait ces tentatives <sup>(2)</sup>. Si l'on en juge par les instructions qu'il transmit à ses chefs de division, il n'était pas nécessaire d'un équipement considérable pour faire partie de cette armée qui ne fut jamais réunie, et qui n'opéra que par bandes et dans des attaques partielles.

« Il faut n'avoir, écrivait-il, qu'un paquet dans un chausson,  
 » un bon fusil à bayonnette, une paire de pistolets, un poi-  
 » gnard, soixante cartouches , de forts souliers ferrés et de  
 » bonnes jambes pour porter tout cela. Avant tout le plus  
 » grand secret , de la douceur , de la fermeté , de la discipline. »

Pris pour la plupart parmi les fils de familles notables dont la tourmente révolutionnaire avait brisé la carrière, ou interrompu les études, jeunes hommes ardents embarrassés d'une

(1) Entr'autres au Teilleul qu'il brûla après en avoir chassé les républicains, le 15 novembre 1795, (24 frimaire an iv), et au combat de la Lande Patry.

(2) « Ce n'est pas loyal d'enfler le nombre de vos troupes pour obtenir » un subside », disait-on à un agent royaliste ; — « C'est vrai, répondit-il, » mais ce ne sont pas les Princes qui paient. L'argent est fourni par les » Anglais, ce sont eux qui ont fait notre révolution. On ne pourra jamais » trop les faire payer. » (*Extrait du mémoire dont il a été parlé*, P. 420).



vie sans but, et sans avenir, ses officiers étaient répartis sur tous les points de la Basse-Normandie où l'insurrection pouvait offrir des chances. On les vit plus d'une fois quitter tout-à-coup sur un avertissement mystérieux, les fêtes, les amusements auxquels ils se livraient avec un entrain effréné, pour courir avec non moins d'ardeur à quelques-unes de ces déplorables expéditions qui semaient l'épouvante et l'effroi. Dans cette armée, chaque chef, chaque officier avait un nom de guerre. Le comte de Frotté s'abritait sous celui de *Blondel* <sup>(1)</sup>.

Afin de surveiller et de réprimer ces agitations et ces soulèvements dans le Bessin le Gouvernement envoya à Bayeux le général BARBAZAN qui établit en cette ville son quartier-général dans les premiers jours de nivose an iv. La ville lui affecta pour logement l'hôtel du général de Wimpfen alors non occupé. La garnison de la ville de Bayeux fut augmentée. Elle fut composée d'un bataillon de la 144<sup>e</sup> demi-brigade, d'un escadron de dragons, de quelques hussards et de plusieurs compagnies de vétérans.

Le général Barbazan, issu d'une famille honorable, avait fait la première guerre de la Vendée sous les drapeaux républicains. Jeté par la fatalité des événements dans ces guerres civiles, il y avait porté avec la sévérité du régime militaire les formes d'une éducation qui se pliait difficilement aux grossières et atroces habitudes des généraux improvisés par la Convention, tels que Rossignol et Santerre. Il cessa d'y être employé lorsqu'elle ne voulut avoir dans ce malheureux

(1) Son signalement, transmis aux autorités, était ainsi conçu : Frotté dit *Blondel*, —30 à 35 ans,—taille de 5 pieds 2 pouces,—cheveux et sourcils noirs,—barbe noire et épaisse,—front large,—yeux noirs et vifs,—nez moyen,—bouche grande,—menton rond,—visage rond et blême,—teint basané.—Il a dans les gestes de l'aisance et quelque chose de hardi.—Il a le son de voix dur et parle avec facilité.—*Arch. du Calvados.*

pays que des généraux « sans-culottes de mœurs et de principes. A commencer par moi, écrivait-il, ceux qui ont con- » servé les formes de l'ancien régime ne peuvent plus rester » dans cette armée <sup>(1)</sup>. » Il avait été ensuite envoyé aux frontières, et rappelé dans l'intérieur, on lui avait confié le commandement de Bayeux, que les circonstances entouraient de quelques difficultés.

Dès son arrivée le général Barbazan prit des mesures d'autant plus sévères que son rappel de l'armée de la Vendée lui faisait sentir le besoin de donner des gages. Il ordonna aussitôt le désarmement immédiat de toutes les communes sans distinction. Il prescrivit des visites domiciliaires partout pour vérifier s'il n'existait point de dépôts d'armes cachés, et prononça l'arrestation immédiate de quiconque en serait détenteur. Il chargea les soldats sous ses ordres de faire ces perquisitions militaires. Mais à Bayeux un obstacle l'arrêta. Le maire Jehanne, armé de la Constitution nouvelle qui proclamait l'*inviolabilité du domicile des Citoyens*, s'opposa avec fermeté à l'introduction d'aucun soldat dans la maison d'un citoyen sans l'assistance d'un officier municipal chargé de veiller aux garanties que la loi nouvelle offrait à la sûreté individuelle et à la protection du domicile <sup>(2)</sup>. Le Général habitué aux allures impérieuses du commandement militaire, et que les exemples qu'il venait d'avoir sous les yeux avaient peu disposé sans doute à ce respect du foyer domestique, s'irrita de cette résistance légale devant laquelle il était obligé, malgré lui, de s'arrêter. Le soir du même jour, au milieu de la Société populaire que la présence d'un Général révolutionnaire avait enhardi à rouvrir ses portes, il se plaignit amèrement des entraves qu'éprouvait son pouvoir, et des obstacles qu'il ren-

(1) Barante. — *Histoire de la Convention*.

(2) Arrêté du 22 nivose an iv.

contrait dans les mesures qu'il prenait pour sauver la République. Le Maire, averti, s'était rendu à la séance. Il prit la parole, commença son allocution en ces termes : « Général, » vous tenez dans vos mains la hache dictatoriale, et je n'ai » dans les miennes que la balance de la Justice, » puis il justifia sa conduite, invoqua la loi, fit appel aux impressions restées dans tous les souvenirs de ces visites arbitraires dont la ville avait eu tant à gémir sous le régime de la Montagne, et fut couvert d'applaudissements. En descendant de la tribune, il entendit un mot blessant. Il alla droit au Général qu'il apostropha ainsi : « Général, une impertinence vient de » siffler à mes oreilles. Si j'étais sûr qu'elle fût sortie de votre » bouche, je vous la renverrais avec une balle de pistolet.» Ce fut là le signal d'une collision entre l'autorité militaire et l'autorité civile qui bientôt produisit des conflits.

Le général Barbazan partageant cette opinion admise facilement par les militaires que dans les jours difficiles *la légalité tue*, voulant éviter tout contrôle, toute opposition, crut devoir faire appel à des mesures extra-légales. Il sollicita et obtint du Gouvernement un arrêté qui mettait la commune de Bayeux EN ÉTAT DE SIÈGE, et faisait passer tous les pouvoirs à l'autorité militaire. Le 24 pluviose an iv, entouré de ses aides-de-camp, et des officiers de son état-major, précédé et suivi de la garde nationale, de toutes les troupes de la garnison, de la gendarmerie et de l'artillerie, il proclama l'état de siège. A la lecture de l'arrêté du Directoire exécutif ordonnant cette mesure, il joignit celle d'une proclamation qu'il adressait aux Citoyens annonçant que l'état de siège devait « rassurer les bons citoyens, faire trembler les malveillants, » « démasquer les lâches ennemis de la République qui après » avoir quitté le territoire sont rentrés clandestinement dans » le sein de leur patrie pour y secouer le bandon de la dis-

» corde et y porter le meurtre et le brigandage.»

Il se saisit à l'instant de tous les pouvoirs, de l'administration de la Commune, et même des affaires relatives aux subsistances qu'il traita, surtout dans ses rapports avec les cultivateurs auxquels incombait l'approvisionnement, avec l'énergie et la rigueur de la discipline militaire, envoyant des garnisaires chez les uns, faisant activer par ses hussards les charrois et les transports, et surveiller les halles environnantes. Le désarmement des communes voisines et de tous les citoyens fut alors exécuté, et les armes déposées au quartier-général sous une stricte surveillance.

Une Commission militaire fut à l'instant formée par le général Barbazan pour juger les émigrés rentrés qui seraient arrêtés, ainsi que toutes personnes qui seraient saisies les armes à la main. Il forma plusieurs compagnies *franches* ou *colonnes mobiles de contre-chouannerie* <sup>(1)</sup> qui devaient seconder dans leurs perquisitions militaires les troupes de la garnison <sup>(2)</sup>.

A peine l'état de siège fut-il proclamé que le général Barbazan qui ne pouvait pardonner la résistance légale que le maire Jéhanne lui avait opposée notifia à l'Administration municipale sa destitution. Il l'avait sollicitée du Directoire en même temps que l'état de siège. Elle fut prononcée par un décret à la date du 18 pluviôse an iv qu'il avait gardé secret depuis quelques jours, et qui, écho des plaintes du Général, était motivé sur ce que « l'esprit contre-révolutionnaire qui » se montrait dans la commune de Bayeux provenait 1° de » la protection dont les membres de l'Administration municipale semblent favoriser les manœuvres criminelles des en-

(1) Arrêté du général Barbazan du 14 nivôse an iv.—Procès-verbal d'organisation de ces compagnies à Bayeux. (*Collection de M. de Toussaint*).

(2) Elles furent casernées dans le bâtiment servant aujourd'hui au Collège.



» nemis de la République, en y souffrant une foule de jeunes  
» gens de la première réquisition, lesquels réunis aux chouans  
» dont *cette commune abonde*, sont devenus la terreur des  
» amis de la République ;

2° De la négligence coupable qu'ils ont manifestée « en ne  
» prenant aucune mesure pour prévenir et arrêter les désor-  
» dres en tout genre dans cette commune, et qui mettent dans  
» le plus grand danger la vie des citoyens. »

Barbazan avait devant lui une Administration municipale qui avait le sentiment de ses devoirs et de sa dignité, et qui ne voulut point subir une insulte sans une protestation éclatante. Malgré l'état de siège, malgré les pouvoirs dictatoriaux de l'autorité militaire, au risque de sa liberté et peut-être de sa vie, Jehanne fit aussitôt voter par l'Administration cette adresse au Directoire, aussi énergique au fonds que remarquable dans la forme, qu'il fit imprimer et distribuer :

#### AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

« Citoyens ,

» Nous attendions avec impatience le moment où nous allions rentrer dans l'obscurité de la vie privée, quittes envers la loi dont nous avons maintenu l'empire, quittes envers nos concitoyens auxquels nous avons prodigué nos soins et notre temps, heureux par l'espérance de voir renaître la prospérité publique, trop récompensés de nos faibles services par les témoignages réitérés de la bienveillance et de l'estime de la commune entière.

» ... On nous dit que sous la foi d'une délation ténébreuse, sans nous entendre, sans nous demander ni justification, ni éclaircissements, sans songer même au mode de notre organisation, vous nous avez frappés d'une destitution non moins inutile que flétrissante, nous qui n'exerçons que des fonctions provisoires, nous qui sollicitons depuis quatre mois à grands cris un remplacement constitutionnel.

» On nous a dit que le motif d'une destitution si étrange était la protection donnée par nous aux manœuvres criminelles des ennemis de la République, aux désordres de tous genres qui désolent la ville de Bayeux, aux



projets atroces de ses habitants qui brûlent de s'abreuver du sang des patriotes...

» Citoyens, où sont donc ces principes de sagesse et d'équité suprême qui distinguent les gouvernements républicains ?

» Où sont même les premières notions de la morale universelle ?

» Où sont les égards dûs à des citoyens qui se flattent d'avoir bien mérité de leur pays, et qui sont revêtus de l'auguste caractère de magistrats du peuple ?

» Nous vous demandons comme une justice étroite le rapport de votre arrêté, ou comme une éclatante faveur l'information la plus rigoureuse et la plus solennelle.

» L'histoire raconte que des soldats républicains osèrent jurer non pas de vaincre ou de mourir, mais de vaincre, et qu'ils tinrent leur serment.

» Et nous aussi nous jurons non pas de nous défendre, mais d'accabler en face de la loi nos odieux et stupides calomniateurs.

» Nous prouverons que dans le cours de notre administration nulle trame ne s'est ourdie contre la liberté, nul désordre scandaleux ne fut commis, et que tous les petits désordres particuliers ont été sévèrement réprimés.

» Nous prouverons avec trop de facilité pour qu'il nous soit permis de nous en faire un mérite, que le peuple de Bayeux, peuple travesti en une horde d'assassins et de brigands ne respire que paix, honneur, fraternité ; que parmi les orages révolutionnaires, au sein même de la plus cruelle disette, il s'est signalé par une patience à toute épreuve, par un inviolable attachement aux lois, par une respectueuse déférence pour les Autorités.

» Nous prouverons que toute mesure violente, toute persécution, tout fanatisme ne seraient propres qu'à l'indisposer, et que les principes d'une *administration paternelle* invariablement suivis par nous sont les seuls qui lui conviennent.

» Voilà notre engagement, Citoyens ; c'est à vous maintenant de nous mettre à portée de le remplir. Nous ferons notre devoir en vengeant nos Concitoyens des inculpations ignominieuses dont on a voulu les flétrir.

» Vous ferez le votre, Vous, par une juste application de cette sentence énergique et sublime que tout accusé a droit de réclamer :

*Si regnas jube, si judicas cognosce.*

N'es-tu que Roi ? commande. Es-tu juge ? examine.

» Salut et respect. »

La nouvelle Administration hésita à accepter ses fonctions,

mais elle n'osa désobéir en présence de l'état de siège ; elle craignit « que la ville ne fût livrée à une Commission civile » étrangère , que la cité sans fonctionnaires et sans appui » comme un vaisseau abandonné sans pilote et sans gouvernail n'allât se briser contre l'écueil de l'anarchie », et convaincue que le Général , ami du peuple et de ses droits , n'oubliera point qu'elle est appelée par la Constitution à servir de rempart entre le despotisme des armes et la liberté civile » <sup>(1)</sup>, elle se détermina à accepter le pouvoir municipal qu'à son tour elle remplit avec prudence et fermeté. Cette Administration nouvelle formée conformément à la Constitution de l'an III était collective, et ne formait qu'une fraction de la *Municipalité du canton*. Les fonctions de Maire étaient supprimées.

M. Jéhanne fut donc le dernier maire de Bayeux <sup>(2)</sup>.

La supériorité de son intelligence, la hardiesse et la fécondité de son langage , non moins que ses relations avec les grandes figures de la Révolution, en avaient fait l'un des hommes les plus remarquables de la contrée. La génération actuelle n'a conservé de lui que le souvenir de ses infirmités , de ces étranges hallucinations qui l'avaient rendu bizarre , excentrique , insensé. C'est à ceux qui ont pu surprendre encore quelques-uns de ses éclairs , qui ont entendu sa parole vibrante et poétique discuter les plus hautes questions littéraires ou dramatiser les scènes de la Révolution dont ses amis étaient les acteurs, dont il avait été le trop impressionnable témoin, à rendre à cette physionomie son caractère sérieux et vrai.

Né à Bayeux en 1756, Thomas-Charles-Alexandre Jéhanne

(1) Proclamation du 15 ventose an IV.

(2) Ces fonctions ne furent rétablies que par l'art. 7 de l'arrêté des Consuls du 7 pluviôse an IX.

était le neveu d'un chanoine, l'abbé Maistrel, qui lui fit obtenir par la protection de l'Evêque de Bayeux une bourse au collège Louis-le-Grand. Ce fut là que le boursier de l'Evêque de Bayeux connut le boursier de l'Evêque d'Arras, Robespierre. De 1772 à 1776 ils suivirent les mêmes cours d'études dans lesquels Jéhanne eut l'honneur de remporter deux fois les QUATRE premiers prix au concours de l'Université. Plus tard ils se retrouvèrent encore ensemble dans les cours de la Faculté de droit. Il avait de bonne heure reconnu dans Robespierre une haine profonde contre tout ce qui s'élevait au-dessus de lui, un caractère envieux, sombre et taciturne; aussi disait-il plus tard en parlant de lui : « J'ai vu l'idole » de trop près pour l'adorer. Ce n'est qu'un despote déguisé. » Il s'est fait peuple pour devenir plus que Roi<sup>(1)</sup>. »

Jéhanne plaida devant le Parlement de Paris quelques affaires dans lesquelles il fit remarquer l'aisance et la souplesse de sa parole, mais le barreau avait pour lui moins d'attraits que la littérature, l'histoire et le théâtre. Ces goûts l'avaient mis en relation avec La Harpe, Marmontel, l'abbé Delille, Ducis, Le Kain, Gerbier, Target et l'abbé Geoffroy. Lancé dans cette société qui tenait le sceptre du monde littéraire, il se livra surtout à l'étude de l'histoire et particulièrement à celle des orateurs antiques dont il traduisait les ouvrages avec une surprenante facilité.

Au barreau de Paris, il se lia intimement avec Duport du Tertre, son contemporain et son confrère. Tous deux séduits à l'aurore de la Révolution par les premières espérances qu'elle avait fait naître, ils partagèrent l'enthousiasme qu'elle ins-

(1) Jéhanne aimait à caractériser les faits et les hommes par un trait vif et accentué. L'un de ses amis et des miens, M. Verrier, ancien Procureur du Roi à Bayeux, qui avait vécu dans son intimité et qui m'avait mis en relation avec lui avait pris note des mots les plus saillants échappés à sa conversation. On en retrouvera quelques-uns ici.

pira, mais non ses écarts et ses crimes. « J'aimais la liberté, » disait-il ; mais je comprenais aussi l'abyme qui sépare ces » deux mots : liberté et révolution. » Il redoutait les théories » des penseurs dont la prétendue profondeur allait jusqu'à la » rêverie. » Siéyès entr'autres n'était, à ses yeux, « ni un » homme de résolution, ni un homme d'action. Il pliait sous » l'événement et inclinait toujours pour le parti le plus heureux. »

Jéhanne conserva avec Duport du Tertre, nommé ministre de la justice le 20 novembre 1790, les relations les plus affectueuses que resserra encore l'entrée au ministère de l'intérieur de son compatriote Cahier de Gerville. Il fut souvent associé aux confidences des deux ministres, à leurs mécomptes, à leurs tristes préoccupations. Son caractère indépendant répugnait aux entraves des fonctions publiques. Il céda cependant vers la fin de l'Assemblée constituante aux sollicitations de Duport du Tertre, et consentit à accepter les fonctions de Commissaire du Roi près le tribunal criminel de Paris, qu'il exerça en même temps que Robespierre y vint remplir celles d'accusateur public. Réunis par les fonctions, ils étaient divisés par les principes. Dans une affaire où il s'agissait d'un vol peu important, Jéhanne avait conclu l'application de la peine contre le prévenu : « Tu as fait condamner, » lui dit Robespierre, ce malheureux pour quelques misérables plombs de gouttières, tandis que les scélérats qui dépouillent les nations jouissent de l'impunité. » Jéhanne s'éloigna aussi d'un autre de ses condisciples de Louis-le-Grand, de Camille Desmoulins dont les talents et les mœurs lui avaient inspiré plus de sympathie, à la suite d'une conversation qu'il avait eue avec celui-ci dans les premiers jours de l'Assemblée législative. « Nos projets réussiront, lui avait dit » Camille, jamais coalition ne fut plus forte dans le Sénat



» romain, mais il nous faudra faire tomber un million de têtes.» Ce sanguinaire aveu brisa toute liaison entr'eux. Dès le 20 juin 1791, après les outrages reçus par Louis XVI, il avait dit à Duport du Tertre : « Ils n'ont pas encore tué le Roi, mais ils viennent de tuer la Royauté. »

Lorsqu'atteignant l'extrême limite de la licence Marat eut, dans son journal l'*Ami du peuple*, provoqué en avril 1792 la destruction de l'Assemblée législative par le fer et le feu, et demandé qu'on séparât les membres sains et qu'on brûlât ensuite le corps entier, cette Assemblée s'émut. Elle demanda au ministre de ne pas laisser cette provocation impunie. Le ministre, Duranton, transmit au Commissaire du Gouvernement le numéro du 30 avril 1792. Jéhanne ne recula point devant la mission d'attaquer l'audacieux folliculaire, et répondit au ministre la lettre suivante :

« Monsieur le Ministre, j'ai reçu la lettre par laquelle vous m'ordonnez de dénoncer le libelle de l'*Ami du peuple*.

» Je vous rends grâce au nom de la loi et de la liberté de la juste sévérité que vous déployez contre ces vils instruments des factions qui nous déchirent. Soyez persuadé que tous les fonctionnaires publics s'empresseront de seconder votre zèle.

JÉHANNE.

» 3 mai 1792.»

Cette lettre lue à la tribune de l'Assemblée fut couverte d'applaudissements. Marat fut poursuivi, décrété d'accusation. On sait comment ce misérable que Jéhanne appelait « une » grande erreur de la nature, en qui tout était fou, ignoble » et atroce, » échappa aux poursuites. Plus tard témoin des funérailles solennelles que, dans un jour de délire, Paris lui faisait, « le Panthéon, s'écriait Jéhanne, repoussera l'offrande » et l'égoût de Montfaucon reprendra ses droits.»

Le renvoi de Duport du Tertre par les intrigues de Brissot



fit quitter à Jéhanne le poste qu'il occupait. Il ne put pardonner aux Girondins la part qu'ils avaient pris à la chute d'un ministère franchement constitutionnel, et ce dans le but de poursuivre « un fantôme de République au milieu du bouillonnement de toutes les passions fougueuses et des vociférations homicides qui étouffaient la voix des lois. Cette pleïade brillante, dont quelques-uns étaient d'une grande puissance de paroles, disait-il, n'était composée que d'illuminés qui se croyaient de la vieille Rome et au milieu du peuple romain. Ces hommes superbes qui surent si bien mourir eurent assez peu de courage pour voter une mort qu'ils ne voulaient pas. »

La mort sur l'échafaud de Duport du Tertre, son ami le plus intime, de cet homme que tous les mémoires contemporains présentent comme doué des plus rares qualités de l'esprit et du cœur, fit sur l'imagination de Jéhanne une impression profonde. C'est à cette occasion qu'il répétait souvent : « Les révolutions tuent les hommes, la postérité les juge. » Cette douleur émut profondément cette organisation fébrile, naturellement exaltée, et le disposa à ce mal sans remède qui s'aggrava successivement.

De retour à Bayeux, il vécut dans une profonde retraite dont on eut peine à le faire sortir pour accepter la Mairie. On vint de voir comment il remplit ses fonctions, et comment il sut les quitter. Cette solitude absolue à laquelle il se condamnait affecta son cerveau, et bientôt il fut en proie à des hallucinations, à des idées bizarres qui l'obsédèrent et l'aigrirent.

Nommé en l'an iv professeur de belles-lettres à l'Ecole centrale du Calvados, en même temps que l'abbé Bouisset, il ne put se soumettre à l'assujétissement que comportent les habitudes du professorat. Ce fut une perte pour l'enseignement, car nul ne possédait mieux la connaissance des grands

modèles de la littérature ancienne et moderne, nul ne fut doué d'une mémoire plus sûre s'alliant à une plus belle imagination. Depuis même qu'il était tombé en proie à ces obsessions excentriques, lorsqu'on pouvait fixer son attention sur un objet sérieux, son esprit s'illuminait quelquefois de brillants éclairs, son imagination et sa mémoire reparaissaient fraîches et vives comme aux jours de sa jeunesse. On raconte qu'à la table du général de Wimpfen qui témoignait à Jéhanne beaucoup d'intérêt la conversation vint à tomber, un jour où beaucoup de convives étaient réunis, sur la condamnation de Louis XVI. Jéhanne ne partageait point l'admiration générale qu'inspirait la plaidoierie de Desèze. Il en blâmait le plan, le système d'argumentation, et exprimait le regret que le courageux défenseur se fût montré plus avocat qu'homme politique. « Si j'avais été honoré de la confiance de Louis XVI voici comment j'eusse entendu le défendeur » dit-il, et s'abandonnant à ses inspirations, élevant la voix, s'animant du geste, il improvisa dans un magnifique langage une allocution véhémement et touchante qu'il finit par ces mots : « Qui donc oserait faire un crime à Louis du malheur d'avoir été Roi, lui qui depuis longtemps n'aspire qu'à descendre ? » L'auditoire attendri resta longtemps sous l'impression de l'admiration et de l'enthousiasme.

Plus tard, c'était dans l'été de 1826, après que Talma fut venu donner quelques représentations à Caen, à un dîner à Vaux-sur-Seulles au château de M. Duhamel de Vailly, son ami, qui joignait à l'amour des lettres le goût de l'agriculture, et qui s'était fait le Mécène et le bienfaiteur de Jéhanne, chacun parlait de l'admirable talent du grand tragédien, et des applaudissements frénétiques qu'il avait recueillis dans la scène du récit de la conspiration du rôle de *Cinna* et dans la scène des Imprécations du rôle d'*Oreste*. « C'est beau, c'est

» très-beau, dit-il, mais ce n'est pas tout-à-fait ainsi que » *Monsieur Le Kain* avait compris ces deux rôles » ; puis les récitant de mémoire, rappelant ses souvenirs, il joignit aux inflexions de la voix une admirable pantomime. Reprenant ensuite ces deux scènes sans en oublier un seul vers, il fit l'analyse des pensées qui avaient dû animer *Corneille* et *Racine* avec un goût, un tact et une finesse d'aperçus qui auraient honoré la chaire la plus élevée <sup>(1)</sup>. Ce fut là, dit-on, l'une des dernières lueurs de cet esprit pour ainsi-dire éteint depuis trente ans et qui avait eu le malheur de survivre à lui-même <sup>(2)</sup>.

Tel avait été ce maire de Bayeux qui déposait l'écharpe municipale avec une fermeté égale à celle dont il avait fait preuve en la portant.

## II.

Conséquences de l'Etat de siège.— La bande des frères David.—La Commission militaire.—Condamnation et exécution à mort de dix-huit insurgés.—Fin de l'Etat de siège.

La rigueur des mesures prises par le général *Barbazan* n'intimida point une bande considérable d'insurgés qui s'étaient soulevés dans le canton de Caumont et dans les envi-

<sup>(1)</sup> Une circonstance rendait remarquable cet entretien auquel j'assistais. *Ducis*, le peintre, neveu du poète, et M<sup>me</sup> *Ducis*, sœur de *Talma*, amis de M. *Duhamel de Vailly*, étaient tous deux présents à cette leçon d'éloquence et de déclamation.

<sup>(2)</sup> Il est mort à l'âge de 76 ans, le 6 juin 1830.

rons de la forêt de Cerisy. Leur nombre n'a jamais été connu avec certitude. Comme les premiers Vendéens ils ne formaient point un corps militaire ; ils se réunissaient pour une expédition, puis après y avoir pris part, ils se disséminaient et retournaient à leurs travaux. Ils avaient à leur tête un homme qui ne manquait ni d'intelligence, ni d'audace, Colin. C'était un ancien élève en médecine, né à Saint-Germain-d'Ectot et qui avait pratiqué pendant quelque temps à Bayeux. Son âge (il avait 40 ans), son intelligence, son expérience du monde lui donnaient de l'influence ; mais il la partageait avec Michel David, plus audacieux et plus entreprenant. Du reste ni Colin, ni David n'étaient les chefs véritables. Ils prenaient leurs inspirations ailleurs et de chefs inconnus. David, âgé de 35 ans, fort et vigoureux, actif et plein de ressources, était surnommé *La Terreur* ; ses deux frères, l'un, Charles, à peine âgé de 19 ans, surnommé *Waldek*, l'autre, Jean, surnommé *l'Intrépide*, ne le quittaient pas et exécutaient ses ordres avec bravoure et dévouement. Tous trois étaient nés à Cerisy-la-Forêt et étaient fils d'un maréchal nommé Henri David. Il paraît que lorsque ces hommes élevèrent leur drapeau, ils croyaient ne se lever que pour relier leurs opérations avec celles des Royalistes du Maine, et seconder les mouvements de la Vendée qui menaçait de renaître. La défaite de Charette, et sa mort ne leur permirent pas de réaliser ce dessein. Au lieu de déposer les armes et de se retirer dans leurs foyers, soit entraînement de parti pris, soit espoir dans des promesses qui ne furent pas tenues, ils restèrent à la tête de cette bande qui s'était ralliée autour d'eux. Malheureusement c'étaient ou de jeunes soldats réfractaires à la loi de la réquisition, ou des déserteurs que la loi punissait avec sévérité, qui n'avaient rien à attendre de leur soumission. Il n'est pas douteux que cette position n'ait influé sur la résolution des chefs. Chefs et sol-



dat n'avaient point de solde, point de subsistances, les denrées étaient hors de prix. Dans ce dénuement absolu, entre la mort qui les attendait s'il se rendaient, et la faim, la plus dangereuse conseillère, ce fut au pillage et aux exactions qu'ils demandèrent leurs moyens d'exister. Balleroy, Planquery, La Bazoque <sup>(1)</sup>, Litteau <sup>(2)</sup>, furent le théâtre de leurs premières incursions nocturnes. L'épouvante de ces communes se répandit au loin. Abandonnant le cercle restreint de leurs premières tentatives, ils vinrent jusqu'aux portes de Bayeux, mais sans doute l'état de siège qui venait d'être proclamé quelques jours auparavant les intimida, et les força à se retirer sur Nonant. Un meunier de cette commune leur ayant refusé des secours, il fut cruellement maltraité; son argent et trois chevaux lui furent enlevés. Poursuivis par les colonnes mobiles de Barbazan, ils arrivèrent à Vaubadon, et s'emparèrent d'un cabaret où ils se logèrent pendant deux nuits et un jour. La troupe accourut pour les arrêter. C'était le lundi de Pâques. Retranchés dans cette maison, les chouans se défendirent avec vigueur. Une fusillade s'engagea par les fenêtres contre le détachement de la 144<sup>e</sup> demi-brigade envoyé contr'eux. Un soldat fut tué et deux furent blessés. Découragé par cette résistance le détachement se replia, et David et les siens se jetèrent à travers les bois et gagnèrent le Tronquay.

Arrivés dans cette commune, et trouvant la porte de l'église ouverte, ils y pénétrèrent, probablement dans l'intention de s'y cacher. Là ils trouvèrent revêtu, dit-on, de ses habits sacerdotaux, un prêtre qui venait de dire la messe. C'était un prêtre constitutionnel, l'abbé Hébert, ancien curé d'Acque-

(<sup>1</sup>) Dans cette commune, une croix d'or et un gobelet d'argent furent volés chez un cultivateur. Il s'adressa directement à Michel David qui les lui fit rendre.

(<sup>2</sup>) Un meurtre fut commis par eux à Litteau dès le 14 janvier 1796.



ville près de Falaise, flétri de l'épithète de prêtre *jureur*. Il était accusé par l'opinion publique, à tort ou à raison, d'avoir dénoncé naguères un émigré rentré clandestinement qui sur sa dénonciation avait été mis à mort. Ce malheureux prêtre est entraîné dans le cimetière et fusillé sans miséricorde ni pitié. Cet acte d'un brigandage infâme est à peine connu que les communes voisines se soulèvent d'indignation, font sonner le tocsin et se mettent à la poursuite des chouans. Michel David et sa troupe se dirigent par des chemins détournés, après une fusillade sans morts ni blessés à Littry. Epuisés de fatigue ils s'enfoncent dans la forêt. De là, ils gagnent avec peine la commune de Lamberville, et y trouvent enfin un asile dans la maison d'un fermier, nommé Le Haguais.

Ce fermier céda-t-il en leur donnant un refuge à la peur qu'ils inspiraient, ou bien était-il l'un des leurs, ou dans le secret de leurs desseins ?... Ce qu'il y a de certain c'est que la mère de ce fermier, effrayée de ces hommes et des dangers que pouvait courir son fils, fit avertir le Commissaire du Gouvernement à Caumont. Celui-ci accourut avec des troupes plus considérables que celles que les chouans avaient déjà rencontrées. La maison fut cernée, toutes les issues fermées, et il ne restait à Michel David et à sa troupe qu'à trouver dans un combat désespéré une mort certaine. Le commandant redoutant pour les siens l'effet de ce désespoir consentit, peut-être légèrement, à une capitulation, et promit que les chouans seraient traités *comme prisonniers de guerre*. Sous cette condition ils se rendirent. Ils étaient au nombre de vingt-un. Jean David, l'*Intrépide*, l'un des frères de Michel la *Terreur*, parvint à se sauver sous l'habit d'un valet de ferme et en montant un cheval qu'il feignit conduire à l'abreuvoir. Cette arrestation eut lieu le matin du 10 germinal an iv. Ce jour-là les Autorités constituées célébraient dans la Cathédrale, qui

servait encore aux solennités décadaires , la fête de la Jeunesse. Sur les quatre heures le général Barbazan accourt à la cérémonie , et annonce au peuple assemblé l'arrestation du fameux *La Terreur*, chef de chouans et de vingt brigands qui l'accompagnaient. Cette nouvelle est accueillie aux chants de la *Marseillaise*, et de *Ça ira*, les aristocrates à la lanterne, répétés dans une promenade civique qui suivit l'annonce de la nouvelle.

Après avoir traversé des populations exaspérées contr'eux, *La Terreur* et sa troupe arrivèrent le lendemain 11 germinal, et percèrent un flot immense de curieux qui les attendait depuis la route de Saint-Lo jusqu'à la prison. Le 12 la Commission militaire s'assembla dans l'ancienne salle du Bailliage, rue de la Juridiction, pour juger les prisonniers. Ils invoquèrent vainement la capitulation qu'ils avaient faite à Lamber-ville. On ne méconnut pas la promesse qu'ils avaient reçue du chef du détachement, mais on leur répondit : « Vous n'êtes point des soldats, vous n'êtes que des brigands et des assassins et on vous traitera comme tels. » Peut-être eussent-ils pu trouver plus d'indulgence s'ils n'eussent pas été couverts du sang de l'abbé Hébert. Tous sans exception furent condamnés à la peine de mort.

Le jour même de la condamnation , à quatre heures de l'après-midi, Colin, qui fut considéré comme le chef de ce mouvement, fut fusillé sur la place Saint-Patrice, contre un mur vis-à-vis de la prison.

Le lendemain , 13 germinal , Michel David et son frère Charles furent fusillés sur la même place et au même lieu. Au moment suprême le courage de Michel faiblit ; Charles , dit *Waldek*, montra au contraire en présence de la mort une intrépidité extrême. Son jeune âge (il était à peine âgé de 19 ans), une sorte de fascination exercée sur l'imagination par la

beauté de ses traits et son courage inspirèrent une immense pitié à la population entière.

L'exécution des dix-sept autres avait été suspendue par le général Barbazan. Par quel motif?... On a supposé qu'il avait écrit au Directoire pour obtenir leur grâce ou une commutation de peine. On espérait que la justice serait désarmée par la condamnation des chefs sur la tête desquels devait peser la responsabilité de la mort de l'abbé Hébert, et que ceux qui n'avaient point ordonné le meurtre ne subiraient point la peine du meurtrier. Le 24 germinal donna un démenti à ces espérances. Sur les cinq heures et demie du soir on vit défiler dans les rues de Bayeux le long cortège de quinze condamnés conduits au dernier supplice. La trace du sang eût été trop difficile à effacer sur la place Saint-Patrice ; on les mena sur le boulevard, au pied de la tour Louise, dernier débris de l'ancien château féodal, et une immense détonnation annonça dans tous les quartiers que du même coup quinze hommes venaient de périr. C'étaient tous jeunes gens ; le plus âgé avait à peine 27 ans ; il y en avait de 20 et 21 ans ; le plus jeune venait d'atteindre 18 ans... Le canton de Crépon fournissait le plus grand nombre de têtes à cette sanglante hécatombe ; l'un était Suisse, un autre Alsacien, les autres appartenaient à la Manche ou à d'autres parties du département.

Le nombre des suppliciés diminua l'horreur de leurs crimes : si les vainqueurs les appelèrent des brigands, les partis vaincus les appelèrent des martyrs ; et même dans les rangs de leurs ennemis, les plus loyaux blâmèrent la foi violée par la non-exécution de la capitulation.

Dans les registres funèbres de Bayeux, Colin, Michel et Charles David ont chacun un acte à part ; ç'eût été trop long d'en rédiger un pour chacun des quinze autres ; ils furent

confondus dans un seul acte comme ils avaient été confondus au cimetière de l'Ouest dans une fosse commune, et ce n'est pas un des moins lamentables monuments de nos discordes intestines que cette longue page de l'Etat civil constatant en bloc la mort *incontinent dans la rue des Boulevards de quinze jeunes hommes portés dans le cimetière de l'Ouest* <sup>(1)</sup>.

Deux des prisonniers de Lamberville avaient été blessés. L'un d'eux n'avait pu à cause de ses blessures être transféré à Bayeux, il fut laissé à Caumont, et après sa guérison, conduit à Caen où il fut guillotiné. L'autre ne put être envoyé au supplice et fut porté à l'hôpital; mais il en fut enlevé par l'entreprise hardie de quelques amis et échappa à la mort. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> prairial, une troupe de gens armés qui s'était introduite dans la cour de l'hospice pénétra dans la salle où reposait le condamné, au moment où on relevait le factionnaire placé près de son lit, éteignit les lumières, désarma la sentinelle, mit le pistolet sur la gorge de la gardienne, et enleva le condamné tout nu, sans qu'on pût le poursuivre ni le retrouver. Il était fils d'un meunier d'Amblye. Ce coup de main <sup>(2)</sup> était d'autant plus hardi que lorsqu'il fut exécuté Bayeux était encore en état de siège <sup>(3)</sup>. L'Administration du canton de Crépon voulant faire acte de zèle demanda que la maison où résidait la famille du prisonnier sauvé fût abattue et que sur ses ruines fût élevé un poteau infamant <sup>(4)</sup>.

La femme Le Haguais qui avait dénoncé la troupe de Mi-

(1) V. les actes de l'Etat civil de l'an iv. Mois de germinal. — Ce fut la première tombe ouverte dans le champ de la mort dépendant de l'ancien enclos des Bénédictines. Elle est à l'angle nord-ouest de ce cimetière.

(2) Procès-verbal du 1<sup>er</sup> prairial an iv.

(3) Une semblable audace sauva quelques années après, à la dernière reprise de la chouannerie, la vie d'Hinguant de St-Maur, chef vendéen, lieutenant du comte de Frotté, qui après avoir menacé Evreux avait été arrêté et déposé comme malade à l'hôpital de Bayeux.

(4) Archives du Calvados.



chel David ne survécut que quelques jours à cette dénonciation. A quelque temps de là elle fut trouvée assassinée. On supposa que Jean David qui s'était échappé lors de la capture de Lamberville avait vécu pour la vengeance de ses frères, qu'ayant juré la mort de cette femme, il était venu à Lamberville et l'avait tuée. Faute de preuves il échappa à la sévérité des poursuites.

La Commission militaire instituée par le général Barbazan continua de siéger à Bayeux après ce terrible épisode de la chouannerie. Elle prononça plusieurs condamnations capitales mais dont les causes n'étaient point politiques. Cependant plusieurs émigrés ou officiers vendéens arrêtés dans ce pays furent traduits devant elle, mais leur sang ne fut pas répandu. Le procès fait à l'un d'eux eut un grand retentissement. M. le marquis de Bellefont qui portait un nom illustré dans la province, qui appartenait à la famille de ce jeune seigneur par qui fut si vaillamment défendu le château de Valognes<sup>(1)</sup> contre Matignon, et de ce maréchal célèbre par ses campagnes de Hollande et de Catalogne<sup>(2)</sup>, échappé à la mort dans les combats de la Vendée, était venu demander à sa famille retirée à Bayeux un mystérieux asile pour y soigner d'horribles blessures reçues les armes à la main. Découvert et traduit devant la Commission militaire, sa vie fut sauvée par un éloquent élan oratoire de son défenseur<sup>(3)</sup>.

Les mesures prises par le général Barbazan, les divers échecs du comte de Frotté, et le bruit des victoires du général Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie, parurent devoir faire cesser les causes qui avaient amené l'état de siège. La levée de cet état exceptionnel fut prononcée dans toutes les

(<sup>1</sup>) *Les Barons de Creully*. P. 233.

(<sup>2</sup>) En 1673 et 1684.

(<sup>3</sup>) M. Coueffin, mort juge-suppléant au tribunal de Bayeux.



communes de l'Ouest par un arrêté du Directoire du 12 thermidor an iv. Le 1<sup>er</sup> fructidor suivant, la levée de l'état de siège de la ville de Bayeux fut proclamée par le général Barbazan et son état-major avec la même solennité qu'il avait déployée pour le constituer cent-cinquante-six jours auparavant.

Les choses reprirent donc leur état normal. Le général Barbazan quitta la ville de Bayeux peu de jours après, y laissant une réputation de sévérité que justifiaient les circonstances et la nature de son pouvoir dictatorial, mais sans qu'on l'accusât d'avoir méconnu les droits de la justice et de l'humanité. Il rentra dans les rangs de l'armée active, et on le retrouve en 1811 commandant la place de Calais.

Il ne faut pas croire cependant que le tombeau de ces dix-huit condamnés ait été celui de la chouannerie dans le Bessin. Elle continua encore de se montrer sur certains points, se manifestant seulement par des attaques isolées à main armée.

Dès les premiers jours de l'an v on la vit reparaitre. A Creully la maison du notaire, le sieur Gardin, fut nuitamment assaillie par des inconnus, et l'un de ceux qui s'y trouvaient nommé Brousse, déjà attaqué l'année précédente à la tête d'une colonne de volontaires, fut atteint d'une balle qui lui traversa le corps <sup>(1)</sup>. Deux agents du Gouvernement qualifiés d'espions furent surpris dans une maison réputée royaliste où ils s'étaient introduits sous le prétexte mensonger de demander un asile ; aussitôt reconnus, ils furent assassinés, puis enterrés pendant la nuit dans une carrière au milieu du bois du Houx, commune d'Amblye. A peu de jours de là, le nommé Foix-Foury, commissaire du canton de Crépon, se rendant dans la soirée du 30 ventose an v à Asnelles, lieu de sa résidence, fut tué d'un coup de pistolet tiré à bout

(1) 25 nivose an v.—*Archives du Calvados*.

portant au milieu du dos <sup>(1)</sup>. Les assassins se dispersèrent, échappèrent aux poursuites à l'aide de la nuit, et sans doute pour faire supposer que le crime n'avait point une cause politique enlevèrent la montre et les boucles de souliers de la victime <sup>(2)</sup>. Ces divers événements donnèrent au canton de Crépon une réputation tellement effrayante que l'autorité le signalait en germinal an v comme *un pays infâme* <sup>(3)</sup>.

Ces manifestations qui n'avaient point un caractère d'ensemble, qui paraissaient être l'œuvre de vengeances particulières semblaient plutôt la fin des désordres que leur renouvellement. C'étaient ces coups rares et lointains du tonnerre qui suivent un violent orage.

### III.

Coup-d'Etat du 18 fructidor an v.—La *queue* de Robespierre.—Reprise d'armes du comte de Frotté.—Attaque de Vire.—Concours de la Garde nationale de Bayeux.—Combat de *Lafosse*.—Fin de la chouannerie dans le Calvados.

Les élections venaient de renouveler les deux Conseils. Un mouvement réactionnaire favorable aux idées religieuses et monarchiques se manifesta dans beaucoup de départements ,

<sup>(1)</sup> On a dit que ce coup de feu fut tiré par un jeune homme de 17 à 18 ans qui faisait partie du groupe, et que s'étant engagé pour échapper aux poursuites il avait honorablement servi dans les guerres de l'Empire où il fut tué, étant capitaine et chevalier de la Légion-d'honneur.

<sup>(2)</sup> Ventose an v.—*Arch. du Calvados*.

<sup>(3)</sup> *Archives du Calvados*.

soit dans les Assemblées primaires, soit dans les Corps électoraux qui en furent le produit. Des proclamations de Louis XVIII circulaient. Les Royalistes ne déguisaient pas plus leurs projets que leurs espérances

Averti par ces manifestations, et par les instructions saisies sur La Villeurnoy, Duverne de Presle et l'abbé Brottier arrêtés et poursuivis comme conspirateurs, effrayé de l'attitude contre-révolutionnaire d'une partie des membres des Conseils, le Directoire exécuta le coup d'Etat du 18 fructidor an v.

Après ce coup d'Etat qui fut accompagné de la déportation de deux des Directeurs, de cinquante-trois députés <sup>(1)</sup> et de beaucoup de journalistes suspects de royalisme, ainsi que de l'annulation des élections de quarante-neuf départements dont le Calvados faisait partie, le parti de la révolution, repoussé par l'opinion depuis deux ans, reprit le dessus, les radiations de la liste fatale furent annulées, les lois contre les émigrés remises en vigueur, ceux-ci et les prêtres déportés, rentrés, forcés de quitter le territoire dans les quinze jours sous peine de mort, la liberté de la presse suspendue et les mesures les plus rigoureuses exercées de nouveau avec une violence tyrannique.

La *queue* de Robespierre, pour employer une expression alors usitée, c'est-à-dire ses admirateurs et ses complices reparurent sur la scène, et comme pour justifier le vieil adage latin, *in caudâ venenum*, ils tentèrent par tous les moyens de ramener la France aux jours qu'ils regrettaient.

Jusqu'à ce moment, le comte de Frotté était resté au châ-

(1) L'un de ces députés était Delarue, beau-frère de M. Hyde de Neuville. Ce dernier associé à toutes les mesures royalistes de l'an v vint à Bayeux se dérober aux poursuites dirigées contre lui. Il y passa quelques semaines, attendant l'occasion de gagner l'Angleterre, où il fut conduit en sûreté par l'abbé Guérin qui avait déjà transporté l'abbé Edgeworth.

teau de Flers, et sa présence dans la Basse-Normandie n'avait probablement point été étrangère aux derniers événements dont nous venons de parler ; mais quelques mois après le 18 fructidor, des colonnes mobiles eurent ordre de se saisir de lui et des chefs qui formaient son état-major. Averti que plusieurs colonnes mobiles parties de divers points devaient au point du jour cerner le château, M. de Frotté tint conseil, donna l'ordre de départ et se procura les moyens de retourner en Angleterre, non toutefois sans avoir recommandé à ses chefs de division et à ses officiers de conserver leurs cadres, et de garder secrètement leurs armes en bon état. Lorsque les colonnes arrivèrent, le château était évacué. Chose étrange ! pendant son séjour au château de Flers, ni lui ni les siens n'avaient déposé la cocarde blanche ; il affectait toutes les allures du commandement et traitait d'égal à égal avec les représentants du peuple <sup>(1)</sup>. Cet état était trop anormal pour avoir pu se prolonger.

Le traité de Campo-Formio signé le 17 octobre 1797 (vendémiaire an vi), quelques jours après le coup d'Etat du 18 fructidor, par lequel la France républicaine faisait la paix la plus glorieuse et qui semblait être l'aurore d'un nouvel avenir, ne désarma point la réaction révolutionnaire que le coup d'Etat avait inspirée. Dans le discours du Président de l'Administration municipale du canton de Bayeux à l'occasion de cette paix on remarque ces paroles acerbes et provocantes :

« L'iniquité du Royalisme s'était mentie à elle-même.  
» Elle comptait rétablir et orner ce trône par les massacres et  
» les dévastations. Non, les Républicains ne peuvent se réunir avec leurs bourreaux ; non, brigands et assassins couverts du sang et des dépouilles des patriotes, non, monsieurs, ce n'est pas avec vous que nous célébrons la paix. Le

(1) *Histoire de Flers.* Par M. le comte de La Ferrière.



» jour de la réconciliation des peuples est au contraire une  
» déclaration de guerre contre vous <sup>(1)</sup>.»

Les perquisitions et les visites domiciliaires se multiplièrent ; les Commissions militaires se montrèrent violentes envers les émigrés rentrés. Le soupçon et la défiance contre leurs familles s'augmentaient au lieu de s'affaiblir. On exigea des fonctionnaires le serment de HAINE A LA ROYAUTE <sup>(2)</sup>, serment qui devait être prêté à toutes les fêtes publiques. On renouvela la défense d'ouvrir les boutiques les jours de *décadi*. L'obligation de porter la cocarde tricolore d'une *manière apparente* fut renouvelée comme aux plus mauvais jours de la Terreur <sup>(3)</sup>. Des chants exprimèrent les plus sanguinaires espérances. L'un d'eux, composé à Bayeux, et chanté aux fêtes décadaires, l'*Alleluia ou la résurrection des patriotes* était caractéristique de cette situation. La persécution se réveilla contre les prêtres, les capitaux se resserraient, un agiotage effrayant pesait sur toutes les fortunes, une corruption universelle déshonorait les administrations, les listes des émigrés ressuscitèrent, la Vendée se réveillait et la chouannerie éteinte menaçait de sortir de ses cendres.

Dès le mois d'Avril 1797 une proclamation de Louis XVIII

(1) Discours prononcé le 20 nivose an vi. A cette fête de la Paix, les fonctionnaires assistèrent à la Proclamation tous *montés à cheval*, portant en leurs mains *la palme triomphale et pacifique*. Un poète bayeusain composa des couplets patriotiques parmi lesquels on distingue celui-ci :

Amis, buvons à la patrie ,  
Buvons à l'empire des lois,  
Buvons au vainqueur d'Italie,  
Buvons à la haine des Rois.

A vous vainqueurs couchés dans les champs de la gloire  
Nous vous devons tribut de victoire et de paix,  
Pour vous le temple de mémoire  
Est le cœur de tous les Français.

(2) Arrêté du 28 ventose an vi.

(3) Arrêté du 11 vendémiaire an vi.



répandue secrètement annonçait que bientôt de nouvelles tentatives seraient faites « pour ramener le peuple à la Sainte » religion de ses pères, et au gouvernement paternel qui fit » si longtemps la gloire et le bonheur de la France. » Tout annonçait en effet qu'excités par tant de violences et par l'espoir que ces actes arbitraires excéderaient enfin les populations, les Royalistes reprendraient les armes. M. de Tromelin prisonnier au Temple et qui était parvenu à s'en échapper avait reparu sur la côte du Bessin au mois de janvier 1798 et répandu des instructions qui tenaient les esprits en éveil. Sir Sydney Smith avait été conduit au Temple. Son projet d'évasion annoncé à l'avance sur la côte avait remis sur pied tous les agents royalistes qui se tenaient le jour à la mer, et la nuit sur le rivage prêts à le transporter aux îles Saint-Marcouf où l'attendait le commandant Price prévenu de son dessein. Ces précautions furent inutiles parce que ce fut par Honfleur qu'il se sauva après le succès d'une ruse habilement concertée, mais elles servirent à renouer la correspondance des côtes du Bessin avec ces îles suspendue depuis le 18 fructidor. Les Anglais firent de nouveau pénétrer en France par cette voie de l'or, des armes et de la poudre qui n'eurent pas toujours la destination projetée.

Vers le mois de septembre 1798 M. de Frotté et son chef d'état-major, M. de Mandat, débarquèrent en secret sur la côte du Bessin, à Meuvaines, où les attendaient quelques-uns de leurs officiers. Là ils se séparèrent. M. de Mandat se rendit à Caen, où quelques jours après son arrivée, il fut arrêté dans une retraite qui lui avait été ménagée, et dont le secret avait été trahi. Traduit aussitôt devant une Commission militaire, il fut condamné et exécuté le 24 septembre. M. de Frotté resta caché dans les environs du lieu de son débarquement, séjourna successivement dans diverses maisons, par-

courut ensuite le pays et s'assura de la persévérance et du concours des chefs qu'il avait laissés. De retour ensuite au château de Flers il y rétablit avec plus ou moins de mystère son quartier-général. Bientôt il fit circuler une proclamation nouvelle du roi Louis XVIII conçue à-peu-près dans les mêmes termes que la précédente, et annonçant les mêmes intentions <sup>(1)</sup>.

Ce fut aussi du château de Flers qu'il adressa , dans les premiers jours de 1799, une proclamation <sup>(2)</sup>, en son nom personnel, aux habitants de la Basse-Normandie par laquelle il faisait connaître les pouvoirs nouveaux et étendus qu'il avait reçus du Roi, et appelait aux armes les Royalistes. Cette proclamation distribuée en secret fut aussi placardée dans plusieurs communes. Elle commençait par ces mots : « Marie-  
» Pierre-Louis, comte de Frotté, maréchal-des-camps et ar-  
» mées du Roi, chargé par lettres-patentes de Sa Majesté du  
» commandement en chef de la province de Normandie jus-  
» qu'à la Seine » et se résumait dans cette phrase finale qui en explique le sens et le but : « Gloire à Dieu ; respect à  
» ses ministres ; soumission et confiance dans le souverain  
» légitime ; appui et franche amitié à tous les bons Français ;  
» protection et oubli du passé vis-à-vis de tous ceux revenus  
» de bonne foi de leurs erreurs ; guerre à outrance à tous  
» ceux qui voudraient prolonger les malheurs de la France ! »

Cet appel ne fut pas suivi immédiatement d'une prise d'armes ; mais de ce moment on vit reparaitre l'agitation sur plusieurs points du Bessin. Des arbres de la Liberté furent sciés et abattus pendant la nuit. C'était là presque toujours le signal de l'apparition de la chouannerie. Le commandant de place de Bayeux, l'adjudant de La Borde, fut manqué d'un coup de pistolet tiré sur lui à bout portant, au moment où, à

(1) *Archives du Calvados.* (2) *Idem.*

la nuit tombée, il traversait la place *au Bois* pour faire l'inspection des postes de sûreté. Les diligences furent arrêtées sur divers points des départements de la Manche et du Calvados. Des intelligences pratiquées dans Bayeux avaient appris que le deuxième dimanche de la foire de Caen, la diligence recevrait des valeurs considérables adressées au Trésor par le receveur, M. Varin. Seize chouans s'embusquèrent le long de la grande route, à Sainte-Croix-Grandtonne. La route n'était pas alors découverte comme elle l'est aujourd'hui. De grandes haies, de doubles fossés permettaient aisément de s'y dérober aux regards. En plein midi, à un signal donné, la diligence est entourée, les seize chouans couchent en joue le conducteur qui s'arrête et livre son trésor. Il était de 44,000 francs, dont 42,000 francs en argent et 2,000 en billon. Les sacs sont jetés dans une charrette pleine de paille qui avait porté les fusils, et à travers champs, sous la conduite du chef de l'expédition, le trésor arriva sans accident dans les environs du château de Flers où il était impatiemment attendu par M. de Frotté, et où il fut remis à son chef d'état-major, le baron de Commarque. Le billon seul avait disparu, il avait été jeté par le conducteur dans un fossé, où sans doute lui seul le retrouva. Cette agression en plein midi, à main armée, sur une route fréquentée et pendant la foire jeta l'alarme dans la ville de Bayeux et dans toute la contrée.

Comme dans la précédente chouannerie l'or de l'Angleterre soudoyait ces entreprises. Vers ce temps le cadavre d'un jeune homme élégant et d'une figure distinguée fut trouvé dans la rivière à quelques kilomètres de St-Sauveur-le-Vicomte, ensanglanté et ayant une lourde pierre au cou. On suivit la trace du sang qui conduisit à une ferme voisine habitée par une famille nombreuse de cultivateurs signalée pour donner un asile aux émigrés. L'information judiciaire apprit que cet

inconnu dont nul, avant comme pendant la Restauration, n'a pu révéler le nom, le rang, la position sociale était débarqué vers Portbail ou Carteret porteur d'une très-lourde sacoche qui devait contenir de l'or, et que de grandes précautions avaient été prises pour l'introduire avec son trésor dans cette maison. On a toujours pensé que cette victime restée inconnue était un agent de la chouannerie, que cet or resté caché avait été fourni par l'Angleterre pour servir à la guerre civile, et qu'elle ne fut égorgée que pour s'emparer des valeurs qu'elle portait <sup>(1)</sup>.

M. de Frotté ne reprit pas immédiatement les armes. Il s'occupa seulement de modifier son organisation militaire et de tout préparer pour étendre ses mouvements en Normandie. Ce fut pendant ce temps que parut le 12 juillet 1799 la loi des OTAGES, seconde édition de la loi des suspects. Par cette loi les *ci-devant* nobles, les parents d'émigrés, les pères et mères de ceux qui n'étaient pas nobles mais qui étaient réputés faire partie des rassemblements furent déclarés responsables de tous les brigandages qui seraient commis. Les Administrateurs furent autorisés à choisir parmi eux des otages et à les faire renfermer. La tête des émigrés et des prêtres déportés, rentrés en France, fut mise à prix et tarifiée de 300 à 2,400 francs suivant certaines catégories <sup>(2)</sup>.

Ce fut après la publication de ces odieuses mesures que M. de Frotté, dont la mère et plusieurs parents avaient été emprisonnés comme otages, recommença la lutte. Dans le mois d'août il reparut à la tête de quelques bandes dans la Mayenne, et au mois de septembre, après avoir attaqué et

(<sup>1</sup>) Cinq accusés furent traduits devant le tribunal criminel de la Manche. Le père et deux fils furent condamnés à mort et exécutés. Une fille et le plus jeune des fils furent acquittés.

(<sup>2</sup>) Art. 2, 3 et 27 de la loi du 12 juillet 1799 (24 messidor an VII).



brûlé Couterne et avoir fait capituler la garnison, il s'avança vers le Calvados, annonçant le projet d'attaquer Vire. Cette ville où peu de troupes étaient réunies fit appel pour la défendre à celle de Bayeux qui n'avait elle-même qu'une garnison très-faible. Les grenadiers et les chasseurs de la Garde nationale, joints à un petit nombre de soldats de la garnison s'empressèrent de partir aussitôt et le 5 brumaire an VIII (26 octobre 1799) le comte de Frotté en personne se présenta devant Vire à la tête d'une troupe assez nombreuse pour forcer l'entrée de la ville. L'attaque fut vive et dura quelques heures, mais elle fut repoussée après une résistance vigoureuse qui coûta à M. de Frotté neuf hommes tués et un assez grand nombre de blessés <sup>(1)</sup>. Un des grenadiers du détachement de Bayeux périt d'un coup de feu. Il se nommait Gervais Costel, menuisier. « Votre Garde nationale, écrivait l'Administration départementale à l'Administration de Bayeux » a supérieurement fait son devoir. Vos grenadiers, vos chasseurs se sont conduits comme des soldats aguerris et nous ne négligerons aucun moyen de leur témoigner notre satisfaction... Nous sommes instruits que le dessein des Royalistes est de tenter un coup autant qu'ils le pourront sur les grandes communes... Veillez donc... Surveillez les parents d'émigrés, surtout les religieuses et les dévotes. Caen ne s'est garanti de trouble ces jours derniers qu'à force de surveillance. Si les chouans ont échoué d'un côté, ils renoueront de l'autre... »

Cette lettre répandit l'alarme dans la ville. L'Administration s'établit en permanence à la Municipalité, le jour et la

(1) Parmi ces derniers était un des officiers, M. des Rotours de Chaulieu qui eut le bras fracassé par une balle. Il a été depuis successivement auditeur au Conseil-d'Etat sous l'Empire, sous-Préfet de Cherbourg, préfet des départements du Finistère et de la Loire, où il laissa les plus honorables souvenirs.



nuît. Les citoyens furent requis d'éclairer leurs maisons au premier coup de canon, ou au premier son de la cloche, des cartouches furent distribuées, les diverses issues de la ville furent fermées autant qu'il était possible, des coupures furent pratiquées à l'entrée de la route de Tilly conduisant à Vire, une redoute élevée ou commencée sur la place du Marché au Bois, et garnie d'artillerie, une banquette construite sur les boulevards, des fusils remis à la garde nationale <sup>(1)</sup>, bref toutes les mesures de précaution furent prises, mais elles devinrent heureusement inutiles ; aucune tentative ne fut faite sur Bayeux.

Après son échec devant Vire, M. de Frotté poursuivi par un ennemi supérieur en nombre, au lieu de prendre la direction de Bayeux, comme on l'avait supposé, s'avança jusqu'au-delà de la route de Coutances à Saint-Lo avec sa colonne, l'une des plus fortes qu'il ait commandées et qui s'élevait à 800 hommes. Acculé dans un lieu nommé *La fosse* il y livra un combat à outrance contre les troupes républicaines ou les succès et les revers se balancèrent d'abord ; mais les cartouches manquèrent aux insurgés, il furent culbutés après avoir fait supporter des pertes aux républicains. Ils laissèrent sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés. Le vicomte d'O'lliamson, major-général de M. de Frotté était au nombre de ces derniers <sup>(2)</sup>. Le comte de Frotté abandonna les départements du Calvados et de la Manche, et se retira vers Alençon <sup>(3)</sup>.

(1) Arrêtés des 7, 9, 11, 15, 18, 22 brumaire an VIII.

(2) Retiré pendant sa convalescence dans une ferme, il y fut saisi et égorgé sur le lieu même à coups de bayonnettes.—*Billard de Veaux*.  
T. III.

(3) M. de Frotté fut traduit le 18 février 1800 à Verneuil devant une Commission militaire, condamné à mort et exécuté immédiatement à l'âge de quarante-cinq ans.

Ce fut là le dernier épisode dans notre contrée de ces temps de guerre civile qu'on ne doit point oublier afin d'en prévenir le retour, — temps néfastes, qui, indépendamment des calamités publiques et privées, pervertissent le sens moral d'un peuple, où la passion politique sert de prétexte ou d'excuse à tous les crimes, où, suivant la langue des partis, et même de bonne foi, on appelle vertu et bravoure le meurtre et la cruauté, où enfin la générosité naturelle aux âmes jeunes et ardentes est exploitée trop souvent au profit de fourbes et d'ambitieux !

---

## CHAPITRE XX ET DERNIER.

---

### FIN DE L'ÉGLISE CONSTITUTIONNELLE ET DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Réaction religieuse.—Le clergé constitutionnel.—Le Presbytère de Bayeux.  
— Election des derniers Evêques constitutionnels. — MM. Duchemin et  
Bisson.—Le Consulat.—Dernières années et mort du général de Wimpfen.

A l'exception des événements qui précèdent, les trois dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle se passèrent sans de graves agitations dans la ville de Bayeux où le coup-d'Etat du 18 fructidor n'amena point de luttes ou de résistances, mais seulement quelques persécutions contre des émigrés ou des prêtres rentrés.

Une réaction en faveur des idées religieuses avait com-

mencé avant le 18 fructidor. Dès la première séance du conseil des Cinq-Cents Camille Jordan avait demandé l'abolition des lois iniques contre les Prêtres, et la liberté illimitée du culte Catholique. Les mesures relatives à la déportation et à la réclusion des Ecclésiastiques non assermentés avaient été rapportées. Ce besoin de retour à la religion se faisait tellement sentir que pour en détourner l'objet, l'un des Directeurs, La Réveillère-Lépaux, avait tenté de fonder une religion nouvelle ou plutôt une secte sous le nom de *Théophilantropes* (amis de Dieu et des hommes), religion qui n'eut ni autels, ni sacrificateurs, ni adeptes à Bayeux. Comprimé par le coup-d'Etat du 18 fructidor, le sentiment religieux se réveillait à mesure que le Gouvernement directorial, attaqué par tous les partis, pressuré par les agioteurs et les faiseurs d'affaires, faible et tyrannique à la fois, devenait de plus en plus caduc et usé.

Les prêtres Constitutionnels profitèrent de cette disposition des esprits pour tenter de donner de la régularité à leur situation et d'asseoir leur discipline et leur hiérarchie. L'abbé Grégoire, Evêque de Loir-et-Cher, avait élevé le premier la voix <sup>(1)</sup> pour ranimer le zèle des prêtres qui furent ses collaborateurs, pour les inviter à rentrer dans la carrière, et à faire leurs efforts « afin de ressusciter les bonnes mœurs » presqu'anéanties par la destruction du culte. Que par vos » soins, leur disait-il, l'alliance si naturelle du Christianisme et de la démocratie devienne indissoluble. Dieu et la » Patrie, voilà notre devise, et nos derniers soupirs seront » encore pour la Religion et la République ! »

Depuis que l'Evêque du Calvados, Fauchet, avait porté sa tête sur l'échafaud, nul centre d'union n'existait pour les prêtres constitutionnels de ce diocèse, aucun lien ne les ratta-

(1) *Lettre pastorale de Henri Grégoire.*—12 mars 1795.

chait les uns aux autres ; à défaut d'unité, chacun était indépendant, sans subordination et suivait ses idées individuelles. Ce qu'il y avait d'hommes intelligents parmi eux sentit la nécessité de se rapprocher et de se soumettre à une autorité qui pût réunir toutes les divergences.

Le 20 juin 1796 un certain nombre d'entr'eux, quatre-vingts à peu près pour tout le diocèse, se réunit dans la sacristie de l'église Cathédrale pour aviser à ce qu'il convenait de faire. Ils élurent huit d'entr'eux, auxquels ils confièrent l'administration spirituelle. Ces élus se formèrent sous le nom de PRESBYTÈRE ; mais l'Autorité civile ne voulut point reconnaître cette organisation religieuse et lui apporta même quelques entraves devant lesquelles leur zèle s'arrêta.

Un Concile formé par les Evêques constitutionnels qui avaient survécu à la persécution de 1793 et par des délégués de ce Clergé réunis à Paris le 15 août 1797 <sup>(1)</sup> s'occupa des moyens de pourvoir à la vacance des sièges dont les Evêques avaient cessé d'exister. Là naquit une grave difficulté. Le clergé qui avait prêté serment à la Constitution civile ne pouvait reconnaître d'autre mode d'élection que celui fixé par cette Constitution qui confiait la nomination des Evêques à l'élection directe par les électeurs politiques <sup>(2)</sup>. Les circonstances rendaient cet appel aux Electeurs plus que problématique. Dans la prévoyance que les Fidèles s'abstiendraient un décret du Concile déclara que *si un obstacle quelconque empêchait les Fidèles d'un Diocèse de procéder à l'Election de leur Evêque suivant les formes prescrites*

(1) V. divers écrits à l'occasion de ce Concile. — *Le Presbytère de Bayeux dans la communion du Saint-Siège apostolique aux Pasteurs et aux Fidèles du Calvados.* — *Lettre des Evêques et Prêtres assemblés à Paris en Concile national.* — *L'Eglise de France assemblée en Concile national à N. S. P. le Pape Pie VI, etc.*

(2) Art. 3 de la Constitution civile du Clergé.



*l'Evêque de la Métropole après avoir consulté les pasteurs élira et consacrera un Evêque* <sup>(1)</sup>. Pour justifier cette forme inconstitutionnelle le Concile s'appuyait sur les exemples des premiers siècles, et sur la solidarité de l'Episcopat qui lui faisait un devoir d'adopter ce moyen *dans les nécessités pressantes de l'Eglise*.

Le Presbytère de Bayeux excité par les décrets du Concile voulut faire cesser la vacance du siège du Calvados. Il adressa aux Pasteurs et aux Fidèles une Lettre pastorale ou Mandement pour les convoquer à l'élection d'un Evêque. Après avoir exposé à son point de vue les principes de la primitive Eglise qui « consacraient le droit du peuple de » conduire à l'autel celui qu'il honore de sa confiance et qui » doit être marqué de l'onction sainte, droit qui ne peut être » prescrit par quelques siècles d'infraction et d'abus »,—après s'être demandé « quel est le mortel vertueux que le Ciel a » sauvé de l'échafaud pour retracer dans la corruption des » derniers temps les mœurs évangéliques des Exupère, des » Regnobert, des Hennuyer,—Venez, leur dit-il, au milieu de » vos concitoyens désigner celui qui joint le désintéressement » au zèle, la prudence à l'énergie, l'humilité à la science, et » dont on puisse récompenser la charité en lui montrant de » nouveaux sacrifices et de plus grands dangers..... Le titre » qui éleva Paulin sur le siège d'Antioche était-il plus sacré » que celui qui a porté Fanchet sur le siège Episcopal de » Bayeux.... O Peuple, ô Prêtres.... que tardons-nous d'avantage ? CHEYLUS et FAUCHET ne sont plus. Eh bien ! faisons après leur mort ce qu'il leur eût été si doux de faire pendant leur vie, embrassons-nous <sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Art. 34 du décret du Concile de 1797.

<sup>(2)</sup> *Lettre Pastorale du Presbytère de Bayeux, pour l'Election d'un Evêque du Calvados*. Sans nom d'imprimeur.

Ce langage qui plaçait sur la même ligne M. de Cheylus et Fauchet n'était de nature à rallier personne. Aussi vainement le Presbytère de Bayeux avait-il convoqué *ses Fidèles* à l'élection fixée au 6 messidor an vi, jour de la nativité de Saint-Jean-Baptiste, vainement avait-il ordonné un jour de jeûne la veille de l'élection, l'urne électorale se trouva déserte, et nul Fidèle soit par éloignement pour ce que les uns regardaient comme un schisme, soit par indifférence de la part du troupeau, ne déposa son suffrage. En conséquence les archiprêtres <sup>(1)</sup> reçurent du Presbytère la mission de réunir les prêtres constitutionnels de leur archiprêtré, de conférer ensemble sur les personnes qui pouvaient être appelées à l'Episcopat, et de transmettre PAR LETTRES MISSIVES adressées au Presbytère le nom des sujets proposés dans chaque conférence.

Ces lettres missives furent adressées au Presbytère de Bayeux et la majorité des suffrages qu'elles firent connaître se porta sur M. l'abbé Hérault, curé et archiprêtre de Touques. Cet ecclésiastique déclina ce périlleux honneur, et quelque'ait été le motif de son refus, il ne voulut point accepter cette nomination.

Le veuvage de l'Eglise du Calvados se prolongea quelque temps encore. Enfin on eut recours à une seconde Election ; elle eut lieu par la même voie, et ce fut le nom de M. l'abbé DUCHEMIN qui sortit de ces nouvelles conférences.

Ceci se passait dans l'automne de 1798. M. l'abbé Duchemin qui avait accompagné M. Bécherel, Evêque constitutionnel de Coutances <sup>(2)</sup> en qualité de théologien au Concile de 1797, où il avait été désigné pour remplacer l'Evêque de la Haute-

(1) Le Diocèse du Calvados avait été divisé par le Presbytère *pro formâ* en quarante archiprêtres.

(2) Après le Concordat M. Bécherel fut nommé Evêque de Valence dont il a longtemps occupé le siège.

Loire, absent ou décédé, était resté malade à Paris. On craignait qu'à l'exemple de M. l'abbé Hérault il n'exprimât un refus. Un membre du Presbytère de Bayeux fut envoyé près de lui et vainquit avec peine ses résistances.

L'institution canonique lui fut donnée par M. Bécherel qui remplaçait le Métropolitain, et qui lui expédia ses lettres sous la date du 29 décembre 1798. Le 10 février suivant, le premier dimanche de Carême, M. l'abbé Duchemin fut sacré à Paris par M. Royer, Evêque Métropolitain de la Seine, assisté de l'Evêque de la Somme, de l'abbé Saurine, Evêque des Landes, et de l'abbé Grégoire, Evêque de Loir-et-Cher.

Son installation eut lieu à Bayeux le dimanche suivant, deuxième dimanche de Carême, sans pompe et sans éclat. Il exerça son Episcopat sans bruit, ne publia même pas de Lettre pastorale d'installation, se borna seulement à quelques visites et à quelques rares confirmations dans le petit nombre de paroisses où il comptait quelques prêtres en communion avec lui. Dans le cours du Carême, il alla à Caen où il officia pontificalement dans l'église Saint-Pierre dont pendant sept ans il avait été vicaire. Il revint à Bayeux faire les offices de la semaine Sainte dans l'Eglise Cathédrale rendue au Culte, quoique dans un état déplorable, depuis le dimanche de la Dédicace précédent, y célébra la grande messe le jour de Pâques, étant déjà souffrant, et mourut le dimanche de la Quasimodo, dans une modeste maison qu'il était venu habiter à Bayeux, rue des Bouchers. Son Episcopat dura à peine deux mois.

L'abbé Duchemin (Julien-Jean-Baptiste), dont le nom est aujourd'hui à-peu-près inconnu, malgré la dignité dont ses collègues l'avaient revêtu, était né vers la fin du mois d'août 1742 à Tinchebray, bourg du département de l'Orne, mais qui dépendait avant la Révolution de l'Evêché de Bayeux. Il

avait fait des études brillantes à Caen et s'était particulièrement distingué en théologie. Au sortir du Séminaire , il fut nommé vicaire de Saint-Pierre , et plus tard par la protection de Madame l'abbesse de la Trinité de Caen, il obtint la cure de Saint-Michel-en-Graignes, au diocèse de Coutances. L'Evêque , Mg<sup>r</sup> de Talaru, l'ayant entendu plusieurs fois prêcher dans sa Cathédrale voulut le rapprocher de sa personne, et le nomma à la cure de Périers, bourg important peu éloigné du siège Episcopal. Lors de la Révolution ayant prêté le serment, il devint vicaire de M. Bécherel, Evêque constitutionnel de la Manche, qui le nomma supérieur de son Séminaire, fonction qui, vu le petit nombre de sujets, lui laissait sans doute des loisirs.

Sa mort si rapprochée de sa promotion ramenait le *veuvage* de l'Eglise constitutionnelle du Calvados qui cessa par l'élection dans les mêmes formes de M. l'abbé Bisson.

Cet Ecclesiastique était étranger au diocèse de Bayeux. Il était né à Geffosses dans le diocèse de Coutances, en 1742, et avait été appelé en 1771 à la cure de St-Louet-sur-Lozon. Erudit, écrivant avec facilité, il était l'auteur de plusieurs publications utiles, et avait rédigé pour l'Almanach du diocèse de Coutances l'*Histoire des Evêques* de ce diocèse qu'il publia pendant plusieurs années successives. Ayant prêté le serment, il était devenu, en même temps que l'abbé Duchemin, vicaire Episcopal de l'abbé Bécherel, Evêque de la Manche. Pendant la terreur il avait été mis en prison, y était resté dix mois, et avait refusé d'acheter sa liberté par la remise de ses lettres de prêtrise. Au commencement de l'année 1799 il vint habiter la ville de Bayeux. Elu dans le cours de septembre de la même année, il se rendit à Paris, s'y fit sacrer le 6 octobre et prit ensuite possession le 20 du même mois, après avoir fait devant l'Administration la déclaration exigée



par la loi pour exercer son culte dans la ci-devant Eglise Cathédrale <sup>(1)</sup>.

Un des principaux actes de son administration fut de convoquer à Bayeux tous les prêtres qui étaient en communion avec lui pour constituer un synode. Sa Lettre pastorale pour cette convocation porte qu'elle fut *délibérée en Presbytère le 25 juin, l'an de grâce 1800, 6 messidor an viii*. On remarque qu'il n'y prend point le titre d'Evêque du *Calvados*, comme son prédécesseur l'abbé Fauchet, mais celui d'Evêque de *Bayeux*, — qu'il signe non comme Fauchet par son nom de famille mais suivant l'usage consacré par la tradition Episcopale par ses deux prénoms *Louis-Charles*, — qu'il répudie la formule adoptée par l'abbé Fauchet et y substitue celle-ci : *Par la Providence divine et dans la Communion du Saint Siège Apostolique*. Ce Synode se réunit le 2 septembre (15 fructidor an viii), sous la présidence du Révérendissime Evêque *Louis-Charles Bisson*, et tint séance dans le ci-devant chartrier du Chapitre. Quatre-vingt-sept prêtres assistèrent à ce Synode qui dura deux jours et qui arrêta les statuts et réglemens sur la discipline, l'organisation des Eglises et l'administration des Sacraments <sup>(2)</sup>.

Les Evêques constitutionnels s'étaient réunis à Paris au nombre de quarante-cinq en un nouveau Concile au mois de juin 1800, sous la présidence de Le Coz, Evêque de l'Ille-et-Vilaine. L'abbé Bisson s'y rendit ; mais ce Concile qui se tenait intempestivement au moment où se nouaient les opérations du Concordat fut obligé de se séparer. Le Gouvernement ayant demandé en 1801 aux Evêques insoumis comme

(1) Déclaration du 25 vendémiaire an viii (15 octobre 1799).—*Registres de l'Hôtel-de-Ville*.—Elle était ainsi conçue : « Je reconnais que l'universalité des Citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.—Décret du 7 vendémiaire an iv.

(2) Synode du Diocèse de Bayeux. An viii.



aux Evêques constitutionnels leur démission pour faciliter la mise à exécution du Concordat, l'abbé Bisson donna la sienne sans résistance <sup>(1)</sup>, et revint habiter Bayeux où il est décédé le 28 février 1820. Son épiscopat cessa donc au bout de quelques mois.

MM. Duchemin et Bisson, dont l'Eglise a condamné le schisme, furent l'un et l'autre des prêtres de mœurs graves, d'habitudes simples, et d'une instruction sérieuse. Leur passage, quoique court et éphémère, sur le siège de Bayeux à travers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle a été un événement jugé diversement au point de vue des règles religieuses et de la discipline ecclésiastique; mais au point de vue historique, et c'est le seul sous lequel il doit être envisagé ici, il importait d'en signaler les dates et les circonstances. La sagesse du Concordat qui inaugura la première année du XIX<sup>e</sup> siècle mit fin à ce schisme de dix années dont les agitations se mêlèrent aux crimes et aux excès de la Révolution, conjura les funestes divisions qu'avait causées la séparation de l'unité, et les a couvertes de l'oubli <sup>(2)</sup>. La persécution qui n'avait point épargné pendant la Terreur le Clergé constitutionnel l'avait épuré; ceux de ses membres qui s'étaient discrédités par une conduite relâchée avaient apostasié en se mariant ou étaient restés dans le monde occupant divers emplois, et l'Eglise vit rentrer dans son sein, soumis et rétractant leur er-

(1) Mgr BRAULT nommé à l'Evêché de Bayeux en vertu du Concordat du 10 septembre 1801, prit possession du siège Episcopal le 25 juin 1802.— Cet événement n'ayant eu lieu qu'au commencement du siècle actuel, il ne peut entrer dans le but de cet ouvrage de s'occuper des circonstances qui s'y rattachent.

(2) Plusieurs brochures où beaucoup de noms propres sont prononcés furent publiées à Bayeux dans ce moment de transition. V. Entr'autres : *Etrennes aux intrus et consorts par un Fidèle du diocèse de Bayeux.*— *Discours du citoyen ... vicaire de la Cathédrale.*— *Le tableau patriotique*

reur, presque tous ceux qui n'avaient cessé d'être recommandables par leur respect pour les devoirs de leur état, et par la pureté de leurs mœurs.

La fin des guerres civiles et des luttes religieuses à laquelle nous venons d'assister fut l'œuvre du CONSULAT, et le terme de ces « tempêtes par où », suivant le langage de Bossuet parlant d'autres temps, « le Ciel avait besoin de se décharger » pour préparer le travail de la France prête à enfanter un » nouveau règne <sup>(1)</sup>. »

Entre le général BONAPARTE qui venait reconstituer dans l'Etat les mœurs et les institutions, et ce gouvernement Directorial tombé dans le mépris par ses fautes et sa corruption, tout était contraste. Le Directoire avait entraîné Pie VI captif à Valence et renouvelé la persécution contre le Clergé, Bonaparte s'était montré à Rome respectueux envers le Saint-Siège et protecteur de la religion Catholique ; — Le Directoire avait proscrit les Emigrés, Bonaparte s'était montré favorable envers eux ; — Tandis qu'on reprochait aux Directeurs leur immoralité et une vie dissolue, Bonaparte s'honorait par une grande simplicité de mœurs et affichait des principes sévères ; — Autorisés ou tolérés par le Directoire, tous ceux qui le servaient s'enrichissaient par la corruption et la dilapidation de la fortune publique, Bonaparte avait fait régner l'ordre dans la comptabilité de son armée, la régularité dans tous les services ; — Autour du Directoire se pressaient les agioteurs, les délateurs, les banqueroutiers, une nuée d'hommes ignares et cupides qui n'existaient que par la misère publique, Bonaparte arrivait groupant autour de lui l'élite des savants, des littérateurs, des artistes qui l'avaient

*de l'an VII, dialogue en vers burlesques. - Avis important aux personnes pieuses dans les circonstances présentes, etc.*

(1) Oraison funèbre de la Princesse Palatine Anne de Gonzague.

assisté dans la conquête de l'Egypte ; — Enfin les fautes du Directoire avaient perdu l'Italie et compromis les succès de nos armées, au prestige de son nom Bonaparte joignait celui de ses compagnons d'armes, comme lui chargés de lauriers, et dont le concours assurait à la France le retour de son rang et de sa splendeur.

Le 18 brumaire ouvrit la scène du *xix<sup>e</sup>* siècle. Ce fut le retour de la France au gouvernement monarchique, car quel que soit le nom qu'on lui ait donné le Consulat fut une Monarchie de fait. La France y trouva ces deux grands biens que la Révolution dans toutes ses transformations n'avait pu lui procurer, un gouvernement et la paix. Les partis fatigués de tant d'orages, aspirant au repos, l'accueillirent avec joie, même avec enthousiasme, parce qu'il n'en humiliait aucun, et que son but paraissait être de les concilier tous.

Les proscrits rappelés, la loi des otages abrogée, les fêtes révolutionnaires et la décade supprimées, les Emigrés rendus à leurs familles, les prêtres à leur troupeau, les autels relevés, l'ordre rétabli dans les finances, l'apaisement des partis groupés avec docilité autour du nouveau chef de l'Etat, une sage et intelligente distribution des pouvoirs publics, la prospérité renaissante, l'industrie, le commerce et l'agriculture entrant dans la voie du progrès, la France reprenant en Europe un rang qu'elle avait perdu malgré ses victoires, tous ces biens signalèrent les débuts d'un gouvernement jeune et plein de gloire. Quand on lit les lois et les décrets <sup>(1)</sup> de ces jours d'espérance et de réparation, et qu'on étudie l'histoire de cette époque, on voudrait pouvoir y arrêter et fixer le cours du temps.....

(1) V. les décrets du 22 brumaire, — 8 frimaire, — 18 frimaire et surtout la Constitution du 22 frimaire, — 4—5—7 nivose, — 1<sup>er</sup> pluviôse de l'an viii, le Concordat du 13 fructidor an ix avec les articles organiques, les travaux préliminaires du Code civil, etc., etc.

La ville de Bayeux applaudit à ces résultats inespérés avec des transports d'autant plus sincères que la Constitution de l'an VIII la faisait sortir de l'infériorité où elle était placée, et lui rendait une partie des antiques établissements, que, dans ses phases diverses, la Révolution lui avait enlevés, ceux du moins qui pouvaient le mieux réparer ses ruines. L'EVÊCHÉ rétabli, un CHAPITRE reconstitué, le SÉMINAIRE et le COL-LÈGE rouverts, un TRIBUNAL CIVIL avec son cortège d'AVOCATS et d'AVOUÉS rendu aux justiciables, une SOUS-PRÉFECTURE créée, la Cathédrale purifiée de ses profanations, celles des Eglises qui n'avaient point été détruites ou vendues, restituées au culte, ces diverses institutions religieuses et civiles perdues successivement depuis 1790, et retrouvées presque tout d'un coup lui annonçaient le retour de jours plus prospères.

Cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est le terme que j'ai proposé à ce travail entrepris dans le double but de conserver des souvenirs qui s'effaçaient en s'éloignant et d'inspirer la crainte des révolutions par le spectacle des malheurs et des déceptions qui les suivent. Quoique trop étendu peut-être si l'on ne considère que la ville dans laquelle ont vécu les hommes dont je parle et où se sont passées les choses que je raconte, il serait incomplet cependant si je ne consacrais pas encore quelques lignes au général de Wimpfen qui y occupe tant de pages, et aux dernières années de sa vie qui se prolongea au-delà du XVIII<sup>e</sup> siècle.



Rendu, comme on l'a vu, à la liberté et à la vie civile par les événements du 9 thermidor <sup>(1)</sup>, le général de Wimpfen, fixé à Bayeux, se tint éloigné de toute participation à la vie politique. La dignité et l'indépendance de la retraite convenaient d'ailleurs à un passé qui n'avait pas été sans gloire. Se consacrant aux soins de sa famille, aux distractions d'une vie qu'embellissait aussi son goût éclairé pour les lettres et les arts <sup>(2)</sup>, seul abri inaccessible aux mécomptes de la destinée, entouré d'amis nombreux qu'il avait su conquérir et conserver, il avait laissé s'écouler le flot des événements sur lequel il avait été trop heureux de surnager.

Général de division des armées de la République, sa situation militaire n'avait été modifiée par aucun acte de l'autorité; mais conservant le titre, n'exerçant aucune fonction, et laissé dans l'oubli il ne touchait aucun traitement. Aussitôt après que le Premier Consul Bonaparte eut pris le pouvoir, le Général voulut régulariser sa position, et demanda sa retraite. Le ministre de la guerre, Berthier, auquel il s'était adressé lui répondit en ces termes :

« 30 pluviôse an VIII.

» Général,

» Je partage la confiance que vous inspire l'esprit d'un  
» Gouvernement juste et réparateur. Nous sommes déjà bien  
» loin de ces temps où un refus que vous dicta la justice et  
» l'humanité vous condamna à un honorable oubli. Votre de-  
» mande ne pouvait reparaitre dans des circonstances plus  
» propres à la faire accueillir favorablement.»

Après la réception de cette lettre il se rendit à Paris pour

(1) P. 330.

(2) Le général de Wimpfen était musicien. Il avait même composé des morceaux de musique pour violon, qu'il a publiés sous le pseudonyme qu'il affectionnait de Xéfolius.



y faire liquider sa pension et celle de ses deux aides-de-camp La Vidière et Saint-Front. Là il retrouva plusieurs de ses anciens collègues de l'Assemblée constituante avec lesquels il fut heureux de renouer des relations nouvelles, ou de raviver celles qu'il n'avait pas interrompues, et notamment MM. de Crillon et Emery.

Il fut admis à une audience publique du Premier Consul. Il se plaisait à raconter qu'après sa présentation il était resté dans le salon de réception portant sur le chef de l'Etat ce coup-d'œil observateur qui était le cachet de sa physionomie. Le Premier Consul fut frappé de ce regard et s'approchant du général de Wimpfen lui adressa cette question : *Quel motif avez-vous, Monsieur, pour me fixer ainsi? — Général, je cherche à vous lire*, lui répondit M. de Wimpfen.

La liquidation de sa pension ne fit aucune difficulté. Toutes ses années de service lui furent intégralement comptées depuis 1760 jusqu'au 7 germinal an VIII (29 mars 1800), en y comprenant la durée de temps écoulée depuis que les événements qui suivirent l'insurrection du Calvados lui avaient fait quitter le commandement de l'armée des côtes de la Manche. On lui rejeta seulement trois campagnes qu'il avait faites *avant d'avoir atteint l'âge de seize ans*, parce que d'après les réglemens ce n'était que de cet âge que pouvaient courir les droits à la pension.

Le général de Wimpfen était alors âgé de cinquante-six ans; son âge et sa santé lui eussent permis de reprendre du service militaire, mais il n'en manifesta pas le désir, ou peut-être ne trouva-t-il pas un empressement tel qu'il croyait avoir droit de le rencontrer. On lui fit des offres pour entrer dans l'administration civile; la préfecture du département du Léman, Genève, lui fut proposée pendant son séjour à Paris; il ne se trouva pas assez riche pour remplir cette fonction dans

une ville aussi importante , et dans un pays nouvellement réuni à la France. Plus tard il fut fait chevalier de la Légion-d'Honneur et nommé aux fonctions d'Inspecteur-général des Haras qu'il remplit jusqu'à la fin de sa vie.

Entré vif et ardent dans le mouvement des idées de 1789, le baron de Wimpfen en était sorti triste et désabusé, mais tolérant. Il aimait à ouvrir son salon aux hommes honorables du pays sans distinction de classes et de partis. Les opinions s'y coudoyaient sans s'y heurter. Causeur aimable et spirituel, appartenant à ce monde du XVIII<sup>e</sup> siècle si distingué par le goût et l'éclat qui caractérisaient l'ancien esprit français, plein d'urbanité et d'à-propos, parlant également bien de philosophie, de politique, d'histoire et de littérature, il était l'un des derniers types de cet esprit de conversation qui n'existe plus que dans la tradition, depuis que nous avons substitué le sans façon et le laisser-aller du cercle au bon ton et aux habitudes du salon.

Sans être hostile à la personne de l'Empereur, il fut l'un des premiers à s'effrayer des dangers que ses projets supposés pouvaient faire courir à la France. Lors du mariage de l'Empereur avec Marie-Louise, *Napoléon*, disait-il, *va s'enivrer à son tonneau, il est à craindre que l'ivresse ne l'égare*. Il jugeait avec un triste pressentiment l'invasion en Russie. Un jour qu'il suivait, couché sur une carte, la marche triomphante des armées françaises à travers la Pologne et la Lithuanie : *L'Empereur va chercher les Russes jusques chez eux*, disait-il à quelques amis réunis près de lui, *soyez certains qu'il nous les ramènera*.

Le temps que M. de Wimpfen n'employait point à ses fonctions d'inspecteur-général des haras, il le consacrait à celles de maire de la commune de Saint-Germain-de-la-Lieue qu'il se plaisait à administrer, malgré son peu d'étendue, et où

ses bienfaits ne laissaient jamais de souffrances sans soulagement.

On s'est étonné, non sans raison, qu'il n'ait pas rédigé des Mémoires sur les graves événements auxquels il avait pris part. Mais il est certain, malgré l'assertion contraire de quelques biographes, que le Général n'en écrivit ou n'en laissa aucuns, ou du moins que sa famille n'en a point eu la révélation <sup>(1)</sup>.

Après une longue maladie, il succomba à Bayeux le 23 février 1814, à l'âge de 69 ans. Malgré les postes brillants qu'il avait occupés dans le monde politique et dans l'armée sa mort n'eut point alors de retentissement. Le bruit s'en perdit dans le tumulte des funérailles de l'Empire et des acclamations qui accompagnèrent la Restauration.

La mémoire du général de Wimpfen a-t-elle eu à se plaindre ou à se louer de ce silence? Si sa mort fût arrivée quelques mois plus tard la paix de sa tombe n'eût-elle pas été troublée par les passions politiques que réveilla la Presse, impatiente d'un long joug?...

En-dehors de ses services militaires trois faits politiques principaux avaient signalé sa carrière :

Député de la noblesse aux Etats-généraux, il s'était séparé de la majorité de son Ordre ;

Gentilhomme, il avait combattu les Emigrés ;

Général en chef d'une armée de la République, il avait commandé l'insurrection contre la Convention, et avait été vaincu.

Sous le coup de ces événements alors récents, il eût eu à subir peut-être quelques récriminations ; aujourd'hui qu'à

(1) On ne connaît de lui sur la Révolution que la notice très courte sur l'insurrection contre la Convention insérée dans *l'Histoire de la Révolution*, par Toulougeon.

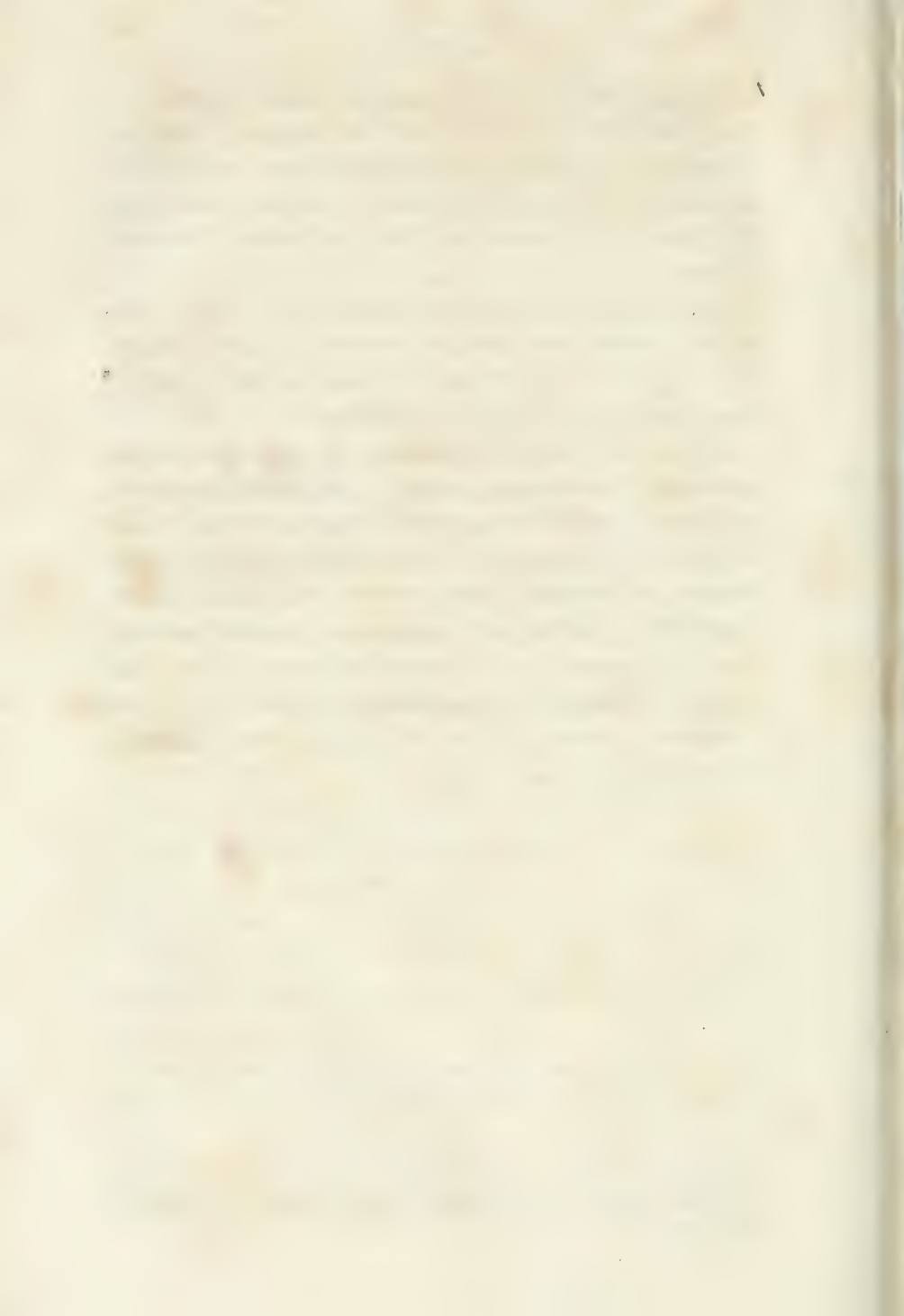
travers tant de révolutions successives chacun a palpité de tant d'émotions, et vécu sous tant de dominations diverses, Monarchies et Républiques de toutes formes, instruit par le spectacle de ces diverses transformations, on se prend à juger les choses et les hommes avec plus de tolérance et de mansuétude.

Des Emigrés de Coblentz, des Républicains de la Montagne et de la Gironde sans doute peu survivent ; s'il en existe encore ils touchent à ce soir de la vie où l'on arrive désabusé des préventions et des passions politiques.

D'ailleurs devant la pierre funèbre sous laquelle repose le général de Wimpfen dans le cimetière de Saint-Germain-de-la-Lieue <sup>(1)</sup> ont défilé depuis quarante années les deuils et les triomphes de sept ou huit gouvernements successifs, et ces deuils et ces triomphes furent souvent conduits par les mêmes hérauts ! Qui pourrait donc sur ce sol mobile remué par tant de révolutions, dans ce pays où tout passe, où tout s'use si vite, qui pourrait peser sa mémoire au poids d'un rigorisme de constance politique dont il existe peu d'exemples aujourd'hui ?....

FIN.

(1) Sur le bord de la route impériale de Paris à Cherbourg, à 2 kilomètres de Bayeux.





## TABLE DES MATIÈRES.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                            | I      |
| CHAP. I <sup>er</sup> .—LE BARON FÉLIX DE WIMPFEN.                                                                                                                                                                                                                                                               |        |
| I. Considérations générales.—Famille.—Education.—Entrée au régiment de Deux-Ponts.—Grade de capitaine au régiment de La Marck. . . . .                                                                                                                                                                           | 1      |
| II. Campagne de Corse.—Motifs de la guerre.—Le capitaine de Wimpfen à Patrimonio.—Grade de chef de bataillon de volontaires.—Combat de Ponte-Nuovo.—Grade de lieutenant-colonel du régiment de La Marck.—Croix de Saint-Louis.—Mémoire sur la Corse. . . . .                                                     | 9      |
| III. La paix à l'avènement de Louis XVI.—Relations du baron de Wimpfen avec le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre.—Son opposition à la suppression de la maison militaire du Roi.—Son adhésion à la punition par les coups de plat de sabre.—Son indignation contre l'abus de cette punition. . . . . | 16     |
| CHAP. II.—LE CAMP DE VAUSSIEUX.—1778.                                                                                                                                                                                                                                                                            |        |
| I. L'Indépendance de l'Amérique.—L'ordre profond et l'ordre mince.—Le baron de Wimpfen, colonel en deuxième du régiment de La Marck.—Un camp ordonné sur les côtes de la Manche sous les ordres du maréchal de Broglie. . . . .                                                                                  | 23     |
| II. Emplacement du camp. — Quartier-général au château de Vaussieux.—Organisation de l'armée.—Noms des officiers-généraux. . . . .                                                                                                                                                                               | 28     |
| III. Noms des régiments.—Leur emplacement.—Grandes manœuvres.—Le passage de la Seilles.—Levée du camp. . . . .                                                                                                                                                                                                   | 35     |
| IV. Plaisirs et fêtes du camp.—Animation de Bayeux et des environs.—Résultat des expériences.—Le baron de Wimpfen mestre de camp et colonel du régiment de Bouillon. . . . .                                                                                                                                     | 41     |
| V. Suites du camp de Vaussieux.—La guerre en Amérique.—Reddition d'Yorktown.—Expédition de Mahou et de Minorque.—Expédition de Gibraltar.—Grade de Brigadier des armées du Roi.—La comtesse du Barry à Bayeux. . . . .                                                                                           | 47     |

CHAP. III.—LE BARON DE WIMPFEN, ÉCRIVAIN.

- I. Le baron de Wimpfen à St-Germain-de-la-Lieue. — Voyage en Prusse. — Mémoire sur l'armée prussienne. . . . . 53
- II. Mémoire sur les encouragements militaires. — Grade de Maréchal des camps et armées du Roi. — Société littéraire de Bayeux. . . . . 56
- III. Manuel de XÉFOLIUS. . . . . 61

CHAP. IV.—PASSAGE DE LOUIS XVI PAR BAYEUX.—1786.

Voyage du prince de Condé et du duc de Bourbon. — Voyage du comte d'Artois. — Il s'arrête à Bayeux. — Voyage du Roi. — Son arrivée au château d'Harcourt. — Il dîne à Ste-Croix-Grandtonne. — Trait de bonté. — Arrivée du Roi à Bayeux. — Sa suite. — Réception des corps de la ville. — Hommage des clefs et d'un bassin d'argent. — Enthousiasme de la ville de Bayeux. — Rue ROYALE. — Le Roi à Cherbourg. — Fêtes. — Retour par Bayeux. — La porte *Arborée* et la tour *Louise*. — Le château et les murs et fossés concédés à la ville. — Projets sur le petit Vey. . . . . 65

CHAP. V.—L'ÉTAT SOCIAL DE LA NORMANDIE EN 1788.

- I. Assemblée des notables. — Création des Assemblées provinciales, d'Élection et municipales. — Le général de Wimpfen élu membre de l'Assemblée d'élection de Bayeux. . . . . 77
- II. L'administration dans les campagnes et les villes. — Servitude de la terre. — Droits féodaux. — Privilèges et préjugés. — L'égalité. . . . . 80
- III. État matériel et moral de Bayeux en 1788. — Clergé. — Administration. — Tribunaux. — Hommes distingués. . . . . 89

CHAP. VI.—ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1789.

- I. Convocation des États-Généraux. — Adresse de la ville de Bayeux au Roi. — Élections aux États-Généraux. — Discours de M. le duc de Coigny. — Le général de Wimpfen, député de la noblesse. . . . . 95
- II. Le vote par *ordre* et le vote par *tête*. — Adresse de la majorité de la noblesse. — Protestation de la minorité rédigée par le baron de Wimpfen. — Réunion des trois ordres. — La prise de la Bastille annoncée par le baron de Wimpfen. — Lettres de félicitation de la ville de Bayeux à l'Assemblée nationale et à l'Hôtel-de-Ville de Paris. — La Démocratie royale. . . . . 109

CHAP. VII.—TROUBLES DANS LA VILLE DE BAYEUX.—1789.

- I. — Arrestation du duc de Coigny. — Poursuites contre M. Philippe Delleville. — Son emprisonnement. — Formation d'un *Comité national général provisoire*. — Manifestation de la noblesse de Bayeux. — L'Évêque Président du Comité général. — Lettres de M. Necker et de M. le duc de Coigny. — Proclamation de l'innocence de M. Delleville. — Vœu pour l'érection d'une statue à M. Necker. — Lettre de l'Administration municipale de Bayeux. . . . . 117
- II. Continuation des troubles. — Résistance aux actes du Comité général national. — Lettre de M. de Wimpfen. — Tumultes à

Bayeux à l'occasion du prix du sel.—Attaque du château de Vidouville.—Dévastation de plusieurs châteaux.—Ouvrages et mauvais traitements exercés contre les employés des Aides et Gabelles.—Embarras du Comité.—M. de Wimpfen colonel-général de la milice nationale de Bayeux.—Division entre le Comité et la Garde nationale.—Discours de Mgr l'Evêque de Bayeux à la Bénédiction des drapeaux.—Le Directeur des Aides frappé et chassé.—Les Commis expulsés de la ville. . . . . 126

**CHAP. VIII.—MGR DE CHEYLUS, MAIRE DE BAYEUX.—1790.**

I. Election des municipalités.—Mgr de Cheylus, *Evêque de Bayeux*, élu MAIRE.—Son acception.—Son installation.—Protestation du Chapitre contre un décret de l'Assemblée.—Délibération du Conseil municipal.—Mgr de Cheylus donne sa démission.—Proposition d'acheter le château et le parc de Sommervieu. . . . . 135

II. Relations de M. de Wimpfen et de l'administration de Bayeux.—Le nom du département du CALVADOS.—Installation du tribunal de District.—Suppression de l'ordre des Avocats et des Procureurs. . . . . 141

**CHAP. IX.—LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ ET LE SERMENT ECCLÉSIASTIQUE.—1790.—1791.**

I. La Constitution civile du Clergé.—Griefs contre ses principales dispositions.—Adresse de la Municipalité à l'Assemblée.—Conservation du Siège Episcopal à Bayeux.—Suppression du Chapitre.—Le scellé mis sur la salle Capitulaire de Bayeux.—Déclaration du Chapitre.—Refus du Chapitre de célébrer la messe sans ses ornements canoniaux.—Mandement de Mgr de Cheylus.—Arrêt du Directoire de Bayeux contre ce Mandement.—Adhésion des prêtres du Diocèse.—Ordonnance du tribunal criminel du Calvados.—Vente des biens du Clergé dans le département. . . . . 145

II. Serment ecclésiastique.—Refus de la majorité du Clergé.—Refus de Mgr de Cheylus.—Election de l'abbé Gervais de la Prise, curé de Saint-Pierre de Caen, aux fonctions d'Evêque Constitutionnel.—Sa non acception et sa lettre.—Retour de Mgr de Cheylus à Bayeux.—Débats à ce sujet.—Election de l'abbé FAUCHET.—Protestation de Mgr de Cheylus.—Il quitte le Palais Episcopal.—Sa retraite chez M<sup>me</sup> de Wimpfen.—Loi de 1792.—Emeute contre les prêtres à Port-en-Bessin.—Départ de Mgr de Cheylus.—Lettre de l'exil. . . . . 158

**CHAP. X.—L'ABBÉ FAUCHET EVÊQUE CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS.—1791.**

I. L'abbé Fauchet inconnu dans le Calvados.—Ses titres à l'Episcopat.—Ses succès comme prédicateur.—Opinion de M. Bailly.—Le Grand-Aumônier de la Commune.—Son installation à Bayeux.—Son Mandement.—Sa lettre au Pape.—L'abbé Chaix-d'Estanges.—Emeute.—Mandement de l'Evêque.—Il est appelé au Conseil de la commune.—Lecture en chaire.—L'Evêché de Caen.—Dénonciation à l'Assemblée nationale.—Rapport à l'Assemblée.—Les poursuites ordon-

- nées.—Cessation des poursuites. . . . . 171
- H. Sermon de la Fédération à Caen.—Visites pastorales.—Talent oratoire de l'abbé Fauchet.—Lettre pastorale sur le mariage des Prêtres.—Son Election à l'Assemblée législative.—Le *Dieu du Calvados*. . . . . 190
- CHAP. XI.—LE GÉNÉRAL DE WIMPFEN A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.—1790.—1791.
- Le baron de Wimpfen membre du Comité militaire.—Membre du Comité des pensions. — Rapport sur les pensions militaires. — Projet de décret sur la *chose militaire*.—Lettre du comte de Crillon.—Le baron de Wimpfen accusé d'avoir insurgé le régiment de Lorraine.—Décret contre les sous-officiers et soldats du régiment de la Reine, cavalerie.—Vote en faveur de la noblesse.—Proposition pour la défense du Royaume.—Motion contre la destitution du lieutenant-général de Bouillé.—Signature au pied d'une protestation du côté droit.—Nombreux rapports sur des matières militaires.—L'abolition du régime féodal et l'égalité des partages.—Diverses démarches dans l'intérêt spécial de la ville de Bayeux. . . . . 199
- CHAP. XII.—LA PATRIE EN DANGER.—1792.
- Le général de Wimpfen commandant le département du Calvados.—Félicitations de l'Administration municipale de Bayeux.—Le général de Wimpfen n'émigre pas.—Il est fait lieutenant-général.—La guerre.—La Patrie en danger.—Enrôlements volontaires.—Zèle et travaux de l'Administration municipale.—Sermon de l'abbé Gasnier. . . . . 217
- CHAP. XIII.—LA DÉFENSE DE THIONVILLE.—1792.
- I. Le général de Wimpfen commandant la place de Thionville.—Siège par les Emigrés et les Autrichiens.—Dévouement de trois hussards.—Sommaton du général Wallis.—Le prince de Waldeck est tué.—Décret de l'Assemblée —Le siège converti en blocus —Proposition au général de Wimpfen et sa réponse. — Lettre aux habitants de Bayeux.—Fin du siège.—Le général de Wimpfen à Paris.—Opéra du *Siège de Thionville*. . . . . 227
- II. Attaques contre le général de Wimpfen.—Reproches des Royalistes —Reproches des Républicains.—Lettre justificative au ministre de la guerre.—Dénonciation à la Convention —Ovation au club de Bayeux —Dénonciation du général à ce club par le club de Thionville.—Lettre des régiments de la garnison.—Lettre de Merlin, de Thionville.—Offre et refus du commandement de Mayence.—Offre et refus du ministère de la guerre. . . . . 241
- CHAP. XIV.—CAHIER DE GERVILLE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XVI.—1791.—1792.
- Naissance de Cahier de Gerville.—Cahier de Gerville avocat au Parlement de Paris.—Son écrit sur les mariages Protestants.—Procureur-syndic-adjoint à la municipalité de Paris.—Commissaire à Nancy.—Il réclame la remise des actes de l'Etat civil aux Municipalités.—Ministre de l'intérieur.—Ses



lettres.—Sa présentation à Louis XVI.—Conseil des ministres.—Mémoire à l'Assemblée législative.—Dissidences parmi les ministres.—Attaques contre Cahier de Gerville.—Il donne sa démission.—Ses démarches près de Dumouriez.—Il est remplacé par Roland.—Son retour à Bayeux.—Mandat d'arrêt lancé contre lui.—Sa fuite.—Main-levée du Mandat d'arrêt.—Cahier de Gerville au club.—Les canons de M. le Dauphin.—Mort de Cahier de Gerville. . . . . 249

**CHAP. XV.—L'INSURRECTION DU CALVADOS CONTRE LA CONVENTION. 1793.**

I. La Gironde et la Montagne.—Proscription des Girondins.—Etat des esprits dans le Calvados.—La société des CARABOTS.—Son organisation.—Le général de Wimpfen commandant la 14<sup>e</sup> division militaire et l'armée des côtes de Cherbourg — Les Représentants en mission.—Formation de l'Assemblée provisoire DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.—Arrêté qui ordonne l'arrestation des Représentants. . . . . 269

II. Le peuple de Bayeux dans la Cathédrale.—Arrivée de la députation de Caen.—Arrestation des représentants Prieur (de la Côte-d'Or), et Romme.—Réponse de Romme.—Départ pour Caen.—Arrivée devant l'Assemblée.—Adresse de l'Assemblée à tous les départements.—Appel à tous les bataillons de la Garde nationale.—Manifestation Montagnarde à Bayeux. . . . . 277

III. Hésitations du général de Wimpfen.—Il se rend à l'Assemblée.—Attaques contre lui.—Sceau de l'Assemblée.—Envoi de Commissaires dans les départements.—Emprisonnement des Représentants dans le château de Caen.—Froid de la Manche et de la Seine-Inférieure.—Mesures prises par Prieur (de la Marne), et Le Coindre.—Débats à la Convention à l'occasion de l'insurrection.—Réponses de de Wimpfen aux ministres de la justice et de la guerre.—Dénonciation à la Convention.—Décret d'accusation et de destitution. . . . . 283

IV. Les Girondins à Caen.—Leurs discours.—Leurs relations avec le général de Wimpfen.—Départ des Conventionnels restés dans la Manche. . . . . 292

V. Organisation *définitive* de l'ASSEMBLÉE CENTRALE DE RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.—But déterminé de l'insurrection.—Départ des premiers bataillons.—Arrivée des bataillons bretons.—Leur chant de guerre.—Proclamations aux départements.—Proclamations aux Parisiens.—Difficultés de toutes sortes.—Embarras financiers.—Menées sourdes de la Convention. . . . . 297

VI. Défaite de Puitsaye à Vernon.—Son rapport confidentiel au général de Wimpfen.—Arrivée du général à Lisieux.—Propositions de conciliation.—Lettre à Sépher et sa réponse.—Lettre de l'Assemblée centrale.—Dernière conférence du général de Wimpfen et des Girondins.—Volte-face des villes de Caen et de Bayeux.—Dernier arrêté de l'Assemblée centrale. . . . . 304

VII. Les Girondins quittent Caen.—Départ du général Puitsaye



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| et de son état-major.—Le commandant Le Roy.—Accusations diverses contre le général de Wimpfen.—Accusations contre les Girondins.                                                                                                                                                                                                                                                                           | 313 |
| VIII. L'armée de Sèpher entre dans le Calvados.—Proclamation des représentants de la Convention.—Dissolution des <i>Carabots</i> .—Diverses mesures contre les fauteurs de l'insurrection.—Poursuites contre de Wimpfen.—Retour de Romme à Bayeux.—Nouvelle Administration municipale.—On brûle les lauriers et la Couronne civique de de Wimpfen.—Sa mise en liberté.—Derniers moments de l'abbé Fauchet. | 322 |
| CHAP. XVI.—LE RÉGIME DE LA TERREUR A BAYEUX.—1793.—1794.<br>(—AN II.—AN III DE LA RÉPUBLIQUE.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
| I. Le Club.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 335 |
| II. LES SUSPECTS.—Les détenus.—Les visites domiciliaires.—La violation du secret des lettres.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 343 |
| III. Les victimes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 351 |
| IV. Fanatisme irréligieux.—Profanation de la Cathédrale.—Fêtes révolutionnaires.—Abolition du Dimanche.—Destruction des signes extérieurs du culte et des attributs de la Royauté.—Les Croix.—BARBARE.—Athéisme.—Les Apôtres de la Vérité.                                                                                                                                                                 | 360 |
| V. Bayeux, ville hospitalière.—L'ABBÉ EDGEWORTH DE FIRMONT.—Le temple de la Raison devenu le temple de l'Etre Suprême.                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 379 |
| VI. Fin de la Terreur.—Chute de Robespierre.—Les prisons ouvertes aux suspects.—Suppression du Club de Bayeux.—Réaction de l'ordre.                                                                                                                                                                                                                                                                        | 385 |
| CHAP. XVII.—LE MAXIMUM, LES ASSIGNATS ET LA DISETTE.—1793.—1794.—1795.—1796. (AN II.—AN III.—AN IV.—AN V DE LA RÉPUBLIQUE.)                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
| Disparition de l'or et de l'argent.—Le <i>Maximum</i> .—Accroissement du prix des marchandises.—Disette et prix excessif des denrées alimentaires.—Famine.—Fixation de la consommation.—Inquiétudes et tranges des populations.—Révolte.—Vileté des assignats.                                                                                                                                             | 395 |
| CHAP. XVIII.—LA COMMISSION DES ARTS.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |
| Travaux de la Commission des arts.—Conservation des livres, tableaux, objets d'arts et dessins confisqués.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 407 |
| CHAP. XIX.—LA CHOUANNERIE ET L'ÉTAT DE SIÈGE.—1795 A 1799<br>(AN IV A L'AN VIII DE LA RÉPUBLIQUE.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
| I. Le Directoire.—Réveil de l'esprit révolutionnaire.—Mouvements Royalistes.—Meurtres et excès des deux partis.—Le comte Louis de Frotté.—Les îles Saint-Marcouf.—Le général BARBAZAN.—Collision entre l'autorité civile et l'autorité militaire.—BAYEUX EN ÉTAT DE SIÈGE.—L'ex-maire JÉHANNE.                                                                                                             | 417 |
| II. Conséquences de l'Etat de siège.—La bande des frères David.—La Commission militaire.—Condamnation et exécution à mort de dix-huit insurgés.—Fin de l'Etat de siège.                                                                                                                                                                                                                                    | 439 |

III. Coup-d'Etat du 18 fructidor an v.—La *queue* de Robespierre. — Reprise d'armes du comte de Frotté.—Attaque de Vire. — Concours de la Garde nationale de Bayeux.—Combat de *Lafosse*.—Fin de la chouannerie dans le Calvados. . . 448

CHAP. XX ET DERNIER.—FIN DE L'ÉGLISE CONSTITUTIONNELLE ET DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Réaction religieuse.—Le clergé constitutionnel.—Le Presbytère de Bayeux.—Election des derniers Evêques constitutionnels.—MM. Duchemin et Bisson.—Le Consulat.—Dernières années et mort du général de Wimpfen (1). . . 459

---

(1) Les portraits du GÉNÉRAL DE WIMPFFEN et de l'abbé FAUCHET sont la reproduction de ceux compris dans la collection gravée par Bonneville; celui de CAHIER DE GERVILLE, est la copie du portrait qui se trouve à la Bibliothèque de Bayeux.



## PROCÈS-VERBAL

DE LA

## SÉANCE GÉNÉRALE

*du 28 juin 1856.*

---

Aujourd'hui 28 juin 1856, à une heure d'après-midi,

Les membres de la Société d'Agriculture , Sciences , Arts et Belles-Lettres de Bayeux, se sont réunis à l'Hôtel-de-Ville en séance générale sous la présidence de M. Pezet.

Etaient présents : MM. Pezet , président de la Société ; Ménigot, sous-préfet de l'arrondissement ; Despallières, maire de Bayeux ; de Bonnechose, du Manoir de Juaye , de Laboire, Le Sueur, Douesnel , Thieulin, Pitard-Dumesnil , G. Villers, A. Deshameaux, Montégu, A. Delauney, de Vaux, Le Cavelier, de Cauvigny, Sureau, Charlemagne Jean-Delamare , Ph. Le Sueur, Enault (juge de paix de Caumont), Dupont, Mallet, Ch. James, de Vilade, Alf. Etienne, A. de Courson , de Flambard, vicomte de Toustain, Turgis, Cardine , Beaudet , Chigouesnel , Fulg. Féron , Neveux , Le Guedois, Farcy , Henneguy , Le Pelletier de Molandé , Raould de Cussy, Félix Barbey , Aveline , Le Duc , Fouchaux , Le Bas , et plusieurs autres membres.

M. le Président a ouvert la séance par une allocution dans

laquelle, rappelant l'éclatant succès obtenu en 1855 à l'Exposition universelle par notre industrie dentellière, il a félicité nos agriculteurs du patriotisme avec lequel, répondant à l'appel de la Société, ils ont conquis aussi à notre arrondissement une distinction précieuse, en faisant décerner à notre industrie beurrière la seule *Médaille d'or* décernée au Concours universel de 1856 à ce genre de produits.

M. le Président a ensuite donné la parole à M. G. Villers, secrétaire général, pour la lecture d'un rapport sur le Concours universel d'Agriculture.

M. Villers s'est exprimé en ces termes :

MESSIEURS,

Vous m'aviez chargé spécialement, ainsi que nos honorables collègues, MM. Tailpiéd et Deshameaux, de seconder par nos soins les patriotiques efforts tentés par la Société pour représenter l'arrondissement de Bayeux au concours agricole universel de Paris, en 1856.

Je crois devoir, à la marque de confiance dont vous m'avez honoré en cette conjoncture, de vous présenter le compte-rendu de nos démarches, et j'espère que votre bienveillance, toujours si grande à mon égard, accueillera, avec ce récit, les observations que j'ai pu faire, en examinant les vastes galeries de l'Exposition internationale : ces observations se rapportent toutes plus ou moins directement à la contrée que nous habitons, la riche et belle contrée du Bessin. Cette communication sera aussi succincte que possible.

Tout le monde sait que par suite du patriotique appel qui leur avait été adressé, au nom de la Société, dix-sept des principaux producteurs du pays, guidés uniquement par le désir de soutenir, sous les yeux de l'Europe, l'antique réputation de la principale branche de notre agriculture, nous apportèrent, le lundi 26 mai, avec un zèle auquel on ne saurait donner trop d'éloges, 17 mottes de beurre d'un poids de 15 kilog. chacune; nombre qui eût été beaucoup plus considérable, si le défaut de temps et l'épizootie malheureusement régnante n'eussent enchaîné le zèle de beaucoup d'autres, désireux de payer aussi leur dette aux intérêts généraux du pays.

Dans la journée même, ce beurre, confié par nous au chemin de fer, sur les tarifs duquel la Société obtenait une forte remise, arrivait le lendemain



à Paris, où M. Anatole Deshameaux, notre délégué, lui donnait tous ses soins.

A l'appui de ce riche spécimen de notre agriculture locale, M. Deshameaux remettait au jury un mémoire, dans lequel la Société d'Agriculture de Bayeux, sachant, par expérience, combien l'importance des industries pèse souvent dans l'esprit des jurés, lorsqu'il s'agit, non de décerner les récompenses, mais *d'en déterminer la valeur*, faisait connaître l'extension actuelle de la production du beurre dans le Bessin, et rattachant à Bayeux, centre de cette importante industrie, les rameaux de la fabrication existant dans la Manche, s'efforçait de faire admettre par le jury cette conclusion importante, à savoir : que l'industrie beurrière, dont l'importance annuelle s'élève approximativement de 20 à 25 millions, devait, en toute équité, être placée dans la dispensation des récompenses, au nombre des *grandes industries* de l'Europe.

Ce fut seulement le samedi 31 que nos beurres furent examinés par le jury des produits agricoles, jury dont la présidence avait été confiée, à si juste titre, à M. de Gasparin, le savant directeur de la nouvelle *Maison-Rustique*.

On conçoit que, sous l'action d'une température brûlante, par suite d'un délai de cinq jours écoulés entre le moment de la fabrication et celui de l'examen, nos beurres, si impressionnables par leur délicatesse, aient dû, tant soit peu, se ressentir d'un retard aussi long. Mais ce retard, tout fâcheux qu'il ait pu être, a eu pour résultat de faire ressortir la supériorité incontestable de vos beurres, pleins de fraîcheur et de finesse encore, au milieu d'une atmosphère échauffée, qui avait exercé une influence désastreuse sur les beurres de la Bretagne et des autres contrées, leurs téméraires rivaux.

Ainsi qu'il avait exprimé la Société, dans son appel adressé aux producteurs de beurre de l'arrondissement, ce n'était pas pour satisfaire un futile sentiment de vanité, ni condescendre à un vain désir d'obtenir quelques récompenses, qu'il avait paru nécessaire de faire représenter, au grand concours international, l'industrie beurrière du Bessin. Un intérêt plus grave s'y trouvait engagé; il s'agissait, dans cette lutte internationale, en présence des efforts d'une concurrence annoncée comme redoutable, d'imprimer à la grande industrie de notre contrée une consécration solennelle, dont l'obtention lui conservât son antique suprématie, et dont l'absence serait devenue un succès et un encouragement pour les tentatives d'une industrie similaire rivale, qui déjà s'efforce de se substituer à notre place sur nos anciens marchés.

Le succès a, comme vous le savez, secondé les efforts de nos agriculteurs, et tout le monde a appris avec joie que, dans la distribution solen-

nelle des récompenses, une MÉDAILLE D'OR, décernée à la Société d'agriculture de Bayeux, pour sa nombreuse collection de beurres, avait été remise à M. Anatole Deshameaux, notre délégué à Paris, qui a clos, par la réception de cette distinction, la série des services qu'il a rendus avec un zèle digne des plus grands éloges.

La récompense obtenue est intrinsèquement glorieuse, lorsqu'on réfléchit que, sur 9361 n<sup>os</sup> d'inscription, il n'y a eu d'accordée que 57 récompenses *du genre de celle conquise* par le patriotisme de nos exposants ; et on ne peut se défendre d'un légitime sentiment d'orgueil, en constatant que l'Algérie, cette terre promise, si heureusement donnée à la France, a obtenu seulement la même rémunération pour sa culture si remarquable *de la garance*.

Un point important pour la prospérité de notre industrie beurrière, c'était que le caractère exceptionnel de la récompense accordée par le jury fût la reconnaissance officielle de notre supériorité.

Ce résultat a été heureusement atteint : la médaille d'or accordée à la Société d'agriculture de Bayeux a été la *seule distinction de ce genre décernée à l'industrie beurrière*, et les autres récompenses n'ont servi qu'à prouver l'infériorité de nos concurrents, nous disons même de nos adversaires, car notre victoire n'a point été acquise sans lutte.

Si, en voyant le Bessin entrer hardiment en lice, des espérances se sont évanouies ; si des préparatifs combinés de longue main n'ont pas abouti, nous sommes cependant foudés à pouvoir dire que c'est après avoir bravé tous les périls d'une lutte véritablement sérieuse que nous avons conquis le succès. Le pays de Gournay s'est, au moment de la lutte, renfermé dans le système de l'abstention, mais la Bretagne, la Hollande, le Danemark, la Suisse, les départements de la Manche, de la Marne et de la Charente-Inférieure et de l'Aisne sont venus présenter les beurres de leurs pâturages ou de leurs polders.

Notre colonisation algérienne, elle-même, avait voulu prouver que son sol fertile peut se plier à tous les genres de culture de la mère-patrie ; et ce n'est pas sans étonnement que nous avons remarqué le beurre de l'arabe Achmet-Ben-Moustapha, *propriétaire du cercle de Guelma*.

Le jury, dans sa dispensation des récompenses, a réparti ainsi à nos concurrents les rémunérations accordées à leurs efforts :

Le Holstein a eu ses beurres récompensés dans la personne de M. Bochman, qui a obtenu une médaille d'argent ; la Suisse a reçu la même récompense dans M. Christen, du canton d'Underwalder ; et la Bretagne a vu la même distinction accordée à MM. Porteu, Frères, riches négociants

de Rennes, qui avaient présenté une nombreuse collection des beurres de leur province.

Les médailles de bronze pour les beurres ont été décernées à MM. Destrieux, du département du Gard ; Le Bihan, du Morbihan ; Adam et Sauvage, de la Manche ; Sauvé, d'Ile-et-Vilaine ; Trillancourt, de l'Aisne ; Egidius, du Jutland, et Jensen, de l'Iled'Als.

L'industrie beurrière n'a *donc obtenu qu'une médaille d'or* ; et c'est à l'intervention puissante de la Société d'agriculture de Bayeux que la France doit d'avoir conquis la supériorité sur des pays aujourd'hui rendus adjacents par les chemins de fer, et dont les nombreuses ressources en bétail viennent de nous être révélées, d'une manière redoutable, par la récente exposition.

Ici se bornent, Messieurs, les renseignements que je croyais vous devoir, pour vous faire connaître les circonstances honorables qui rehaussent tout le prix de l'éclatant succès obtenu par notre industrie beurrière, succès qui, soyons-en convaincus, exercera sur sa prospérité une heureuse influence.

Permettez-moi de continuer cette communication et de vous faire part des impressions que j'ai ressenties par suite de l'examen de cette immense exhibition agricole, organisée avec autant d'ordre que d'intelligence, et qui, véritable événement historique, aura été le digne pendant de l'exposition universelle de l'industrie.

La récompense accordée à notre industrie beurrière, comme vous le savez déjà, n'a pas été le seul succès de notre arrondissement.

Un premier prix a été accordé à M. de Laboire pour une vache magnifique, et l'obtention d'un septième prix a récompensé les efforts incessants et intelligents de notre honorable président pour l'amélioration de la race ovine.

Un prix a été aussi décerné à M. Anatole Deshameaux, notre zélé délégué, qui avait apporté à Paris une riche collection de diverses espèces *de volailles étrangères*.

M. de Vilade a obtenu une médaille de bronze pour son eau-de-vie de cidre, résultat dont nous devons nous réjouir, car il atteste que l'eau-de-vie de cidre, presque inconnue à Paris, sera appréciée des consommateurs, lorsque nous nous mettrons en peine d'envoyer ce liquide sur le grand marché de la capitale.

Enfin moi-même, Messieurs, j'ai reçu un deuxième prix pour un lot de poules *indigènes* que j'avais présentées.

Si je crois devoir attirer votre attention sur la récompense dont j'ai été personnellement l'objet, c'est pour me réjouir avec vous de ce que le jury

a reconnu ce fait : que notre race de volailles de Caumont, *supérieure à toutes les espèces par son aptitude à la ponte*, peut, sous le rapport de l'*engraissement*, rivaliser, sans crainte, avec les volailles du Mans et de Crèvecœur, sous le nom mensonger desquelles elles *sont vendues* ; journellement à Paris ; et pour vous prier en même temps de recevoir, au nom de la Société, la somme de 75 fr. qui m'a été décernée, avec une médaille ; car vous le savez, Messieurs, comme secrétaire de la Société, j'avais considéré comme un devoir de présenter mon exposition sous le nom de l'Association, et si le jury a tenu à conserver mon nom parmi ceux des lauréats, c'est qu'enchaîné par le rigorisme de ses règlements, il n'a point cru pouvoir changer une déclaration d'inscription faite par moi, déjà depuis longtemps, dans un but tout-à-fait désintéressé.

J'ai éprouvé le regret de ne point voir notre horticulture bayennaise représentée dans l'exposition florale, où bien certainement elle eût obtenu un succès ; cependant je suis heureux de pouvoir vous signaler un fait généralement ignoré ici ; c'est que la Société centrale d'horticulture de Paris qui *avait organisé et dirigé l'exposition des fleurs*, a rendu hommage à l'antique réputation acquise à notre ville par les connaissances spéciales des Fréard du Castel, des Moisson de Vaux. et de notre honorable vice-président, M. de Bonnechose. Un horticulteur de notre ville a été invité à faire partie du jury parisien, et tout le monde applaudira de grand cœur à cette haute distinction accordée aux labeurs persévérants d'un homme estimable, qui a su doter notre localité d'un établissement commercial, dont l'extension s'accroît de jour en jour ; inutile d'ajouter que je viens de désigner M. Félix Malherbe, notre habile et infatigable jardinier.

Le nom de notre arrondissement s'est encore rattaché d'une manière indirecte, mais cependant honorable, à l'expérimentation d'une machine, dont l'apparition a eu un grand retentissement, pendant la durée de l'exposition ; je veux parler de la machine à drainer de Fowler.

Cette machine, qui, sous les yeux du jury international, a fonctionné avec succès dans le parc de Versailles, a été introduite en France par notre compatriote M. Achille LE CLER, ingénieur civil distingué.

Cette machine, mue par la vapeur, peut aisément drainer *deux hectares par jour* ; à l'avantage de multiplier le travail, elle joint celui de ne point détériorer la surface du sol, n'ouvrant qu'une tranchée *fort étroite*, seulement suffisante pour y déposer un chapelet de tuyaux.

Produisant plus d'ouvrage, elle exécute nécessairement à meilleur marché ; mais, par contre, tout terrain pierreux constitue un obstacle insurmontable à son emploi. Le temps apprendra quel avenir est réservé à cette machine, qui a obtenu une médaille d'or. Je me bornerai à constater au-



jourd'hui que l'honneur de son importation en France appartient en grande partie à un enfant de la localité.

Si le succès remporté par notre Société d'Agriculture m'a causé une vive et bien légitime satisfaction ; si j'ai été heureux de voir l'éclatante justice rendue à notre industrie beurrière, cependant ce n'est pas sans un profond sentiment de regret qu'au milieu de ces splendides collections, apportées par tous les pays de l'Europe, dont beaucoup sont bien moins favorisés que le nôtre, j'ai constaté l'absence presque complète de la Basse-Normandie ; je dis absence, et je pense dire vrai ; car lorsqu'on a présent encore à la mémoire le magnifique concours tenu à Bayeux, en 1855, par l'Association normande, concours dans lequel on admira plus de deux cent cinquante têtes de bétail, on ne saurait accepter comme la représentation exacte de nos ressources sous ce rapport, les cinquante-sept vaches et taureaux amenés à Paris, non pas seulement par les éleveurs de nos cinq départements, mais encore par des cultivateurs du centre, qui apprécient toutes les qualités de notre belle race normande. Je n'ai pas à juger ici les motifs qui ont empêché nos éleveurs de répondre, en cette circonstance, à l'appel du Gouvernement, mais je ne saurais, Messieurs, vous dissimuler l'impression fâcheuse que cette abstention a généralement causée.

Lorsque l'amour de la nouveauté, et un engouement peut-être trop peu mesuré, proclament la supériorité de races que des tendances puissantes s'efforcent de faire prévaloir sur la nôtre ; lorsque l'Angleterre avec cette haute intelligence caractérisant tous ses actes, est venue faire montre de ses races si diverses, depuis le Durham, si propre à l'engraissement, l'*Angus* aux formes si extraordinaires, jusqu'aux vaches d'Ayr, rivales *sérieuses des nôtres* pour les qualités laitières ; lorsque la Hollande, appliquant en cette circonstance son antique principe d'union, a fait connaître son admirable race laitière ; lorsque la Suisse s'est empressée de présenter aux achats de la France les types variés de ses belles espèces bovines ; lorsque suppléant à la *faiblesse individuelle* par le *principe de l'association*, les Sociétés d'Agriculture de Lille, de la Marne, de la Seine-Inférieure, de Mâcon, de l'Yonne, de l'Aisne, etc. ; lorsque trente comices agricoles, des associations de pays vinicoles, ont regardé comme un devoir d'accourir pour défendre les intérêts de leur pays, n'est-on pas en droit de regarder, ou comme un acte de défaillance, ou comme un suicide, l'abstention de l'agriculture normande, dans une lutte engagée avec des localités qui nous sont en tous points inférieures ?

Quand, sous l'influence de ce grand mouvement d'unité, qui tend de plus en plus à rapprocher les nations, ce ne sont plus les individualités qui se présentent dans l'arène pacifique des concours internationaux, mais



bien des contrées entières mues par un intérêt commun, on conçoit que le temps des efforts individuels soit passé et que soit arrivé le règne de l'association, ce puissant moteur de notre siècle.

Aussi de l'examen auquel j'ai cru devoir me livrer, par rapport aux expositions des autres localités, j'ai remporté cette conviction : c'est que le jour où la Société d'Agriculture de Bayeux, arborant le drapeau de l'association, entrera sérieusement dans la lutte, elle placera l'agriculture du Bessin au premier rang *de tous les pays du monde* !

En terminant ici ces réflexions à la fois pleines de regrets et d'espérances, permettez-moi, Messieurs, de clore cette communication, devenue déjà trop longue, par l'exposé d'une démarche que plusieurs membres de la Société ont pris sur eux de faire pendant qu'ils se trouvaient à Paris.

*Le temps, c'est l'argent*, disent les *Américains*, et je crois que cet axiôme des *Yankees*, si compétents dans l'art de s'enrichir, peut s'appliquer parfaitement à la vente de nos beurres, en tant qu'il se traduit par le mot *célérité*.

Or, la vente de nos beurres, fort rapide à une époque où il fallait trente-six heures pour les porter à Paris, ne semble plus en rapport avec nos besoins, actuellement qu'en effaçant les distances, le chemin de fer met huit heures à effectuer le trajet de Caen à la capitale de la France.

Si nous rappelons le temps qui s'écoule entre le moment de la confection du beurre et l'époque de sa vente, nous trouvons la confirmation pleine et entière de cette assertion : *que le transport et la vente de cette denrée si délicate réclament une importante réforme*.

En effet, le beurre, fabriqué le lundi, est vendu à Paris seulement le mercredi; mais comme cette vente ne commence qu'à neuf heures du matin, il arrive que cette opération, se prolongeant assez longtemps, les beurres n'entrent souvent dans la consommation que l'*après-midi* et souvent même le *jeudi matin*.

Un délai de trois jours est d'autant plus préjudiciable à nos intérêts, que la facilité de transport fournie par le *chemin de fer de Rouen*, permet aux beurres de Gournay d'être vendus le *deuxième jour*, avantage précieux, qui, les livrant tout frais à la consommation, nous crée dans ces produits similaires une concurrence sérieuse, qu'il est de notre intérêt bien entendu d'atténuer autant que possible.

Pour bien nous pénétrer de la situation présente de la question, sur l'invitation de M. Le Sueur, notre vice-président, qui a, comme vous le savez, à plusieurs reprises, attiré, avec une louable constance, l'attention de la Société sur la réforme à introduire dans la vente des beurres, MM.

Le Sueur, Laon, de Béchevel, Deshameaux, Mallet, auxquels sont venus se joindre M. de Laboire (1) et moi, nous sommes rendus à la halle et avons recherché, avec une scrupuleuse attention, la cause du retard apporté dans la vente du principal produit de notre pays, ainsi que le remède susceptible d'être apporté à cet état de choses. De l'enquête à laquelle nous nous sommes livrés, il résulte que ce retard, dont tout le monde *s'accorde*, à Paris, à déplorer les effets, ne doit pas être imputé aux facteurs chargés de la vente, mais au système de nos transports actuels.

La vente des beurres en motte exige deux sortes de travaux préliminaires : 1° le dépouillement des lettres de voitures, l'inscription sur des registres de vente des noms des expéditeurs et du nombre de mottes envoyées par chacun d'eux ; 2° l'enlèvement des mottes de dedans les paniers, leur reconnaissance et leur numérotage, suivis de leur pesage au poids public.

La première de ces opérations nécessite deux heures ; la deuxième, trois heures au moins.

Or, dans l'état actuel des choses, les bordereaux n'arrivant à MM. les facteurs qu'à 11 heures du soir, et leur dépouillement étant commencé à 4 heures du matin, ce n'est qu'à grand'peine qu'ils peuvent commencer la vente à neuf heures du matin.

Tout le monde à Paris confesse la défectuosité d'un pareil système ; et les personnes les plus initiées aux habitudes de la halle, indiquent, comme remède, le mode suivant de procéder :

« Il faudrait, affirme-t-on, que les beurres du Calvados et de la Manche arrivassent à la halle les *mardis et vendredis à trois heures après midi*. Les bordereaux qui les accompagnent étant dépouillés à cinq heures, et le pesage, conséquence de cette opération, étant terminé à huit heures, on pourrait commencer la vente à *six heures du matin* en été et à la naissance du jour en hiver.

« Le beurre rafraîchi par une nuit passée dans une halle bien aérée serait vendu avant la chaleur et entrerait le *jour même* dans la consommation. »

Ce changement, que l'on s'est plu à proclamer devant nous comme une *véritable amélioration*, est subordonné seulement à une question d'arrivée, car nous avons tout lieu de croire que s'il fallait une mesure administrative pour avancer l'heure de la vente, la bienveillance de M. le Préfet de police ne faillirait pas au vœu de la Société d'agriculture, sur-

(1) L'honorable M. de Laboire s'est aussi depuis longtemps occupé de la question de la vente des beurres.

tout après le succès éclatant qu'elle vient de remporter ; mais je pense que cet appel à l'équité de ce haut fonctionnaire ne sera même pas nécessaire et qu'il dépend uniquement de nos agriculteurs de faire avancer l'heure de la vente , en accélérant le moment de l'arrivée des beurres confiés par eux aux entreprises chargées de leur transport.

En prenant l'initiative de la mesure, qui a eu pour résultat de conquérir une éclatante distinction à notre grande industrie , la Société d'agriculture de Bayeux aura rendu un éminent service au pays. En attirant l'attention des producteurs de beurre sur les améliorations dont est susceptible la vente de cette denrée , et en leur prêtant, s'il y a besoin , un concours dont on tiendra compte à Paris, elle continuera de leur venir en aide.

C'est dans ce but que j'ai cru devoir présenter ces réflexions à votre appréciation, certain , Messieurs , que, comme toujours, vous ne laisserez point passer l'occasion d'élucider une question d'un intérêt aussi important pour le Pays, dont vous êtes les plus dignes et les plus dévoués défenseurs.

Après l'audition de ce rapport entendu avec intérêt , M. Anatole Deshameaux, qui , au nom et comme délégué spécial de la Société, avait reçu des mains du Ministre de l'Agriculture et du Commerce la récompense accordée à la Société d'Agriculture de Bayeux , a déposé sur le bureau la *Médaille d'or*.

Cette belle médaille a été mise successivement sous les yeux de tous les membres présents.

La Société, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

« Considérant, qu'en présentant au Concours agricole universel de Paris en 1856, une collection de beurres du Bessin, et en conquérant à la principale branche de notre agriculture la Médaille d'or, unique récompense de cette classe qui ait été accordée aux produits de cette espèce, la Société d'Agriculture , Sciences , Arts et Belles-Lettres de Bayeux a la conscience d'avoir puissamment servi les intérêts locaux ,

puisqu'en faisant proclamer ainsi d'une manière éclatante la supériorité de son industrie beurrière, elle a sauvé sa antique réputation et assuré pour l'avenir de précieux débouchés au pays ;

» Mais considérant que, si elle est fière à juste titre d'un pareil succès, c'est pour elle un devoir, dans sa reconnaissance, d'en reporter l'honneur aux agriculteurs dont la coopération, guidée uniquement par un louable sentiment de patriotisme, l'a mise à même de pouvoir obtenir ce glorieux résultat, en même temps qu'une obligation impérieuse de leur offrir en cette circonstance un témoignage de la gratitude publique.

» Par ces motifs vote des remerciements à MM.

BINET, de la Cambe.  
BROHIER, d'Isigny.  
DE CUSSY, de Caenchy.  
DUPONT, de Vaux-sur-Aure.  
GRUEL, de Tessy.  
HARDEL, de Grandcamp.  
HENRY, de Tour.  
HÉBERT, de Tessy.  
LAURENT, de St-Pierre-du-Mont.

LEPETIT, Pierre, de Deux-Jumeaux  
LE PETIT, Félix, de Longueville.  
LE SUEUR, d'Esquay.  
LE SUEUR, de Huppain.  
LE VERRIER, de Cricqueville.  
MALLET, de Caenchy.  
POITEVIN, de Russy.  
TAILPIED, d'Englesqueville.

dont l'Exposition du beurre à Paris a mérité à la Société la Médaille d'or qui lui a été décernée, et arrête que la délibération contenant l'expression de ses sentiments à leur égard, sera insérée dans les Mémoires de la Compagnie, et qu'un extrait du procès-verbal de la présente séance sera adressé à chacun d'eux, comme un titre de leur commun succès et une marque durable de la reconnaissance de leurs concitoyens. »

L'Assemblée a décidé ensuite que la Médaille d'or serait déposée au Musée de la ville pour y être exposée comme un titre d'honneur de l'agriculture du Bessin.

La Société, voulant donner à MM. Villers et Deshameaux un témoignage de sa reconnaissance, pour le concours em-

pressé qu'ils lui ont apporté à l'occasion du Concours universel, leur a offert également des remerciements.

La Société avant de se séparer a confié à une commission composée de MM. de Laboire, Le Sueur, Villers et Douesnel la mission de se mettre en rapport avec l'Administration du chemin de fer, pour arriver à obtenir dans le transport des beurres, les améliorations signalées depuis longtemps comme indispensables.





## CONCOURS AGRICOLES DE 1856.

---

En arrêtant le programme des Concours pour l'année 1856, la Société avait décidé que la commune de Ryes, chef-lieu du canton de ce nom, serait le dimanche 14 septembre, le théâtre de cette solennité agricole.

Dès le matin de cette journée, la commune de Ryes avait un aspect de fête. Les maisons étaient pavoisées, la mairie avait été décorée de guirlandes et de drapeaux, et dans une pièce située devant les intéressants bâtiments de l'antique manoir, connu sous le nom de ferme du Pavillon, étaient disposées des tentes; c'était une véritable assemblée, car ce jour-là, une foule nombreuse s'était donnée rendez-vous à Ryes de tous les points du canton.

Le temps incertain et même pluvieux s'est tout-à-coup remis au beau sur les onze heures. A l'issue de la grand'messe les Concours ont commencé; le nombre des vaches laitières n'était pas aussi considérable qu'il eût pu être, mais en revanche l'exhibition des taureaux dépassait les espérances; plusieurs de ces animaux étaient d'une grande beauté, aussi ce concours prouve les efforts intelligents auxquels se livrent les agriculteurs du canton pour améliorer la race bovine.

A deux heures a eu lieu le Concours de labourage dans la pièce dite de la Cavée, appartenant à M. Lucien Jahiet, qui, ainsi que son fermier, M. Menard, avait eu l'extrême obligeance de mettre à la disposition de la Société tous les emplacements nécessaires à la fête.

Des quinze Concours de ce genre tenus jusqu'à ce jour depuis sa fondation par la Société d'Agriculture , celui-ci a été sans contredit le plus remarquable. Dix-huit charrues sont entrées en lice pour disputer les prix.

Ce Concours a offert un vif attrait à la foule de spectateurs qui encadrait le champ du Concours. Chacun suivait des yeux le travail des laboureurs , applaudissant à leur habileté et cherchant en quelque sorte à devancer par son appréciation personnelle les décisions du Jury.

La tâche imposée à chaque concurrent a été exécutée par eux avec une grande perfection ; tous ont prouvé que dans le canton de Ryes le labour du sol est aussi avancé que dans n'importe qu'elle contrée.

Une observation, qui sortait aussi de toutes les bouches, est celle ayant trait à la supériorité des attelages. Sur les cinquante-quatre chevaux qui les composaient on en remarquait d'une grande beauté et presque tous étaient des animaux de choix.

A trois heures et demie le Concours de labourage étant terminé , les Autorités , les Membres de la Société et les divers Jurys se sont formés en cortège , et musique en tête sont venus , escortés par la gendarmerie , à la mairie où devait avoir lieu la distribution des récompenses.

Cette partie de la fête, qui a eu lieu au milieu d'une foule très-considérable, avait réuni toutes les notabilités du pays. A côté de M. le Président de la Société on remarquait : MM. Ménigot, Sous-Préfet de l'arrondissement, Desclosières et Douesnel, membres du Conseil-général ; Moisson de Vaux et Dumanoir de Juaye, membres du Conseil d'arrondissement ; Despallières , maire de Bayeux ; M. le Maire et M. le Curé de Ryes ; M. Morière, professeur d'Agriculture du département ; M. Tallevast, juge de paix et les divers fonctionnai-

res du canton, ainsi que MM. les Maires des communes ; MM. Le Sueur, vice-président, G. Villers et Tailpied , secrétaires de la Société d'Agriculture, etc. Les regards se portaient aussi avec un vif intérêt sur l'un des plus éminents chimistes de notre époque, M. Girardin, membre de l'Institut, bien connu par ses importants travaux sur l'Agriculture , et qui notamment a le premier révélé d'une manière positive la puissance végétative du Guano, ont aussi dévoilés par ses analyses les fraudes qui se commettent dans le commerce des engrais.

M. le Président Pezet a ouvert la séance par le discours suivant :

MESSIEURS ,

Hier encore j'espérais qu'une voix qui unit l'autorité de la science agricole à celle de l'expérience viendrait donner à cette solennité l'éclat de sa parole. Les soins d'une santé altérée par une vie trop laborieuse, par cette activité incessante, sans trêve, qu'il prêche dans nos comices et qu'il pratique dans ses exploitations , retiennent , loin de nous, l'honorable M. de Laboire, et m'imposent aujourd'hui un devoir que votre bienveillance daignera me rendre facile.

Agriculteurs du canton de Ryes, lors de la dernière visite de la Société, nous étions au lendemain d'une tempête qui avait abaissé la valeur de toutes les denrées, en même temps qu'elle menaçait la civilisation, les institutions et les mœurs. Pleins de foi dans la parole du prince qui, la veille, à Caen , entouré des notabilités du Calvados et des représentants de vos intérêts, avait prononcé ces mots : « Les mauvais jours sont passés, nous en attendons de meilleurs » , nous venions à notre tour vous dire : Ayez confiance , espérez !

Six ans se sont écoulés.... Aujourd'hui tous vos produits, alors dépréciés, ont atteint une élévation que les vétérans de l'agriculture n'ont jamais connue. La culture des colzas, peut-être exagérée, couvre vos plaines de véritables trésors. Vos chevaux, vos beurres, vos bestiaux, sont à la tête de nos grands marchés, et leur prix dépasse votre espoir. Cette année les foins de vos prairies, les épis de vos champs, nombreux, pesants, sont tombés sous la faux aux rayons d'un soleil qui ne s'est pas obscurci un seul jour. Jamais le passé ne fut si prospère : jamais l'avenir ne parut ouvrir

aux vœux du cultivateur de plus riantes perspectives. Un mot que nous avons recueilli sur toutes les lèvres au milieu de cette foule empressée peint avec vérité cette situation : **LE TEMPS EST AUX FERMIERS.**

Certes, je ne voudrais pas assombrir ce tableau ; mais je ne puis oublier que la Providence place dans la fortune comme dans le malheur de profitables enseignements. Si aux heures de la gêne et de la détresse, nous sommes venus relever vos courages, c'est un devoir de venir aux heures de la prospérité vous adresser quelques conseils.

Messieurs, il n'est pas rare qu'après des jours purs et brillants le ciel devienne d'airain. La légende biblique des années d'abondance et des années de stérilité est confirmée par l'expérience des siècles. Nous y puisons cette double leçon de ne point nous livrer au découragement dans les revers, pas plus qu'à l'enivrement dans les succès, et d'apprendre à ménager des ressources dans les années fécondes pour faire face aux éventualités fâcheuses de l'avenir.

Il y a sagesse et prudence à consacrer à l'épargne une partie des dons que Dieu vient de vous prodiguer, afin de traverser sans soucis les jours mauvais, si ses décrets vous en réservent ; à employer l'autre pour améliorer la race de vos bestiaux, pour obtenir sur la même surface l'engraissement d'un plus grand nombre de têtes de bétail, pour féconder, en un mot, vos terres par des labeurs, dont le succès sera d'autant plus infaillible que le capital dont vous pouvez disposer sera plus abondant.

Nous aimons à reconnaître que les progrès de l'agriculture ont contribué à l'aisance présente, mais ils sont loin cependant d'en être l'unique cause. Que ne vous reste-t-il pas encore à faire pour que la terre produise tout ce qu'on doit attendre de sa fécondité ! Loin de vous laisser enivrer par la prospérité ne ralentissez ni vos efforts, ni votre ardeur. C'est le travail et la prévoyance qui amassent le capital, l'économie qui le fait fructifier, et l'ordre qui le conserve. Près de l'aisance est un écueil, l'abus des jouissances matérielles, qui ôtent aux mœurs leur simplicité, qui dégénèrent en habitudes impérieuses, et ruinent les familles au plus léger abaissement des produits, parce que si elles sont au niveau des valeurs du jour, elles cessent de l'être à celui du lendemain.

On prône depuis quelques temps jusqu'au fond de nos hameaux, où les mots d'*action* et de *bourse* étaient naguères ignorés, les idées de jeu et de spéculations sous le nom d'*accroissement du revenu*. Défiez-vous de ces tendances qui vous précipiteraient en aveugles sur un terrain dangereux et inconnu. Agriculteurs, restez toujours agriculteurs. Croyez-le bien, c'est le crédit de la terre qui est le plus sûr de tous. Restituez-lui, sous diverses formes, les capitaux qu'elle vous a donnés ; vous multiplierez ces trésors



que votre travail et votre intelligence lui confieront sans qu'il vous soit besoin, pour les conquérir, d'audace, de hasard ou de mystère.

La protection éclairée du Gouvernement ouvre aux capitaux inactifs une ère nouvelle par l'assainissement des terres au moyen du drainage. L'Etat vient au-devant de vous, il vous offre tout à la fois et les fonds nécessaires, et les conseils et les talents de ses ingénieurs.

Les propriétaires et les fermiers, instruits par l'expérience déjà acquise autour d'eux, uniront leurs efforts pour entrer par de communs sacrifices dans cette voie féconde d'amélioration. Le concours qui résultera de cette association aura sans doute encore un autre avantage ; il contribuera à introduire l'usage des baux à longs termes, rares encore dans ce pays, mais indispensables aux progrès raisonnés de l'agriculture.

Combien, en voyant la Providence bénir leurs efforts, ont dû s'applaudir ceux-là qui n'ont point déserté la charrue héréditaire, qui, près du clocher du village et de la tombe des aïeux, sont restés fidèles aux travaux des champs ! Puisse le spectacle qu'offre aujourd'hui nos campagnes, désabuser les imprudents qui tenteraient encore de s'entasser dans les villes, exposés aux conseils de la misère, aux faciles entraînements du vice, et à devenir le jouet d'amères déceptions !

Sous quels auspices plus favorables, Messieurs, pouvions-nous venir pour la troisième fois dans ce canton, encourager le travail, récompenser la fidélité, honorer, au nom du pays, ceux qui en fécondent le sol et qui sauraient au besoin le défendre ?

Quels gages d'espérance et d'heureux avenir ne trouvons-nous pas dans cette paix conquise par les prodiges de nos marins et de nos soldats rendus aujourd'hui à nos campagnes et qui, comme leurs pères, vont unir la gloire des armes à l'honneur de la charrue ; dans ce chemin de fer qui traversera sous peu de mois nos pays producteurs, les plaçant à 7 heures de Paris, à 5 heures de Rouen, ces grands marchés de consommation, et ouvrant de rapides débouchés avec l'Ouest et le Midi ; enfin, Messieurs, dans l'éclat de cette renommée acquise à notre contrée industrielle et agricole à la fois, qui a vu ses produits obtenir, sur le théâtre des deux grandes expositions des richesses du monde entier, les récompenses les plus élevées !

Ce n'est point le repos, mais c'est l'ardeur de la lutte que ce triomphe vous inspire. Il ne doit être que le prélude de celui qui vous attend à la grande exposition qui s'approche, si vous savez concerter vos efforts, faire quelques sacrifices, et répondre aux excitations d'une noble et légitime émulation.

Appelée par sa mission à vous aider, à vous seconder, la Société d'Agriculture de Bayeux, qui a la conscience d'avoir contribué à cette gloire pa-



cifique dont, à juste titre, le Bessin est fier, ne fera défaut ni à ses devoirs, ni à aucune de vos espérances.

D'unanimes applaudissements ont accueilli cet éloquent discours.

M. Desramé-Dubois, rapporteur de la Commission chargée de la visite des exploitations agricoles, a immédiatement après donné lecture du rapport suivant :

MESSIEURS ,

Il y a douze ans, la Société d'Agriculture de Bayeux vint tenir son troisième Concours agricole dans le canton de Ryes.

Je fus chargé de vous rendre compte des travaux de la Commission qui avait fait la visite des fermes ; l'indulgence que vous voulûtes bien m'accorder à cette époque, m'a fait accepter la même mission pour le Concours de cette année.

Je le dis hautement, Messieurs, je suis heureux de venir vous dire au nom de la Commission, les progrès faits depuis douze ans par l'agriculture dans le canton de Ryes, sont immenses.

En effet, quel est celui d'entre nous, qui parcourant notre beau pays dans les mois de mai, juin et juillet, ne s'est pas trouvé émerveillé devant nos superbes cultures de colza et nos magnifiques récoltes de blé.

Le progrès est visible pour l'œil le moins expérimenté.

Pour vous dire les noms de tous les hommes qui y ont pris part, il eût fallu visiter toutes les exploitations du canton, grandes comme petites. Le temps évidemment manquait, la tâche devenait impossible.

Nous avons dû nous restreindre à ne visiter que les exploitations où notre présence était franchement réclamée.

C'est de ce travail dont je vais vous rendre compte, afin de vous mettre, comme nous, à même d'apprécier le mérite des lauréats et leurs droits à vos récompenses.

Selon l'usage, je suivrai l'ordre dans lesquels les visites ont eu lieu.

M. QUEUEDEVILLE, Alexandre, à Sommervieu, fait valoir concurremment la ferme de M. Douesnel, Alexandre, ancien député, de Bayeux, et celle de Le Gourdiér Deshameaux, Aymar, de Cerisy-la-Forêt.

Ces deux fermes sont parfaitement tenues ; mais celle de M. Douesnel où est l'habitation du fermier, a reçu des améliorations notables qui nous ont été signalées dans le rapport de 1850, et pour lesquels vous avez donné une mention honorable au propriétaire. Il nous reste à dire aujourd'hui qu'il a été parfaitement secondé par le fermier. La tenue des bâtiments et

de la cour ne laissent rien à désirer. Les fumiers sont on ne peut mieux soignés et méritent particulièrement de vous être signalés; ils sont journellement arrosés au moyen de fosses à purain établies aux extrémités.

M. Queuedeville élève des chevaux qu'il vend aux remotes.

Il possède 14 bonnes vaches à lait, qui sans être d'un grand poids, sont parfaitement choisies. Son taureau âgé de 15 mois est un des plus beaux que nous ayons vu.

L'exploitation de M. Queuedeville s'exerce sur 100 hectares de terre, dont les deux tiers en labour.

Les récoltes sont généralement bonnes, surtout ses blés.

Les labours d'été sont donnés en temps opportun et nous avons remarqué de fort belles plantes de colza, dans des terrains de très-médiocre qualité : en 1850, vous aviez accordé à M. Queuedeville une mention honorable pour sa bonne tenue de ferme et la troisième prime pour l'aménagement des fumiers.

M. LEFÈVRE, Jacques, ferme de M. de Rubercy, à Sommervieu, vous est connu depuis longtemps; en 1844, vous lui décerniez une mention honorable, et en 1850 une médaille de bronze. Il a marché avec le progrès.

Ses labours sont toujours donnés à temps et les engrais ne font jamais défaut; aussi ses blés étaient-ils remarquables. Son blé, dit Chevalier, était d'une rare beauté. Son colza était incontestablement le meilleur du pays.

Les herbages, continuellement engraisés par de bonnes tombes, sont admirablement tenus.

M. Lefèvre, possède quatre bonnes poulinières, toutes suivies de leurs poulains.

Il achète des chevaux à l'âge de un et deux ans, qui font son service et qu'il revend à l'âge de 4 ou 5 ans.

Il a aussi 22 bonnes vaches à lait et un beau taureau.

Les bâtiments de l'exploitation sont aussi bien tenus que le permet leur état qui vous a été signalé dans les rapports précédents. Il en est de même de la cour et des fumières.

M. DOUESNEL, Alexandre, ancien député, dont nous connaissons tous l'abnégation et le désintéressement, n'a point voulu concourir.

Nous ne pouvons donc que lui décerner des louanges en vous signalant la belle disposition et la belle tenue des bâtiments, le bel état des clôtures et ses plantations de pommiers.

Vous avez trop souvent accordé vos récompenses aux bestiaux de M. Douesnel, pour qu'il soit utile de vous les citer. Seulement qu'il me

soit permis de dire que le noble emploi qu'il a fait des primes qui lui ont été décernées lui crée un titre de plus pour lui à la reconnaissance du pays.

M. MÉNARD, François, à Sommervieu, fait valoir les fermes de M<sup>me</sup> veuve Couëffin et de MM. Gardin, de Caen.

M<sup>me</sup> Couëffin, suivant l'exemple de M. Douesnel, a fait de grandes améliorations aux bâtiments de sa ferme, et nous devons ajouter qu'elles portent le cachet de l'intelligence.

Nous devons citer particulièrement la cuisine, la laverie, la laiterie et le grenier à blé.

La cour aussi a été mise en rapport avec les bâtiments.

M. Ménard ne fait traire que quatre vaches ; son écurie se compose de cinq bons chevaux et d'une poulinière.

Le récoltes sont généralement dans de très-bonnes conditions.

M. COLLEVILLE, Pierre, ferme de M. de Rubercy, à Sommervieu. Nous avons regretté que M. Colleville fût absent lors de notre visite, ce qui nous a privé de renseignements sur l'importance de l'exploitation.

Cependant ce que nous avons vu en récolte sur les terres et en améliorations dans les bâtiments d'exploitation, leur tenue, celle de la cour et des fumiers, nous a donné la meilleure idée de la capacité et de l'intelligence de M. Colleville.

M. LEFAUCONNIER, Pierre-Tranquille, ferme du château de Fresnay.

Des travaux notables ont été exécutés sur cette ferme, où cependant il en reste beaucoup à faire pour qu'elle soit à la hauteur de l'exploitation.

M<sup>me</sup> la baronne de Kalb a fait construire un magnifique cellier avec un grenier à blé dessus, qui est peut-être le plus beau du canton. Malheureusement les autres bâtiments ruraux et surtout la cour, laissent beaucoup à désirer,

Quoi qu'il en soit, la tenue de la ferme est des meilleures, et malgré la défectuosité de la cour, les fumiers sont très-bien aménagés.

M. Lefauconnier possède 8 vaches à lait et un bon taureau de 14 mois.

Les herbages parfaitement clos, sont bien tenus et munis de bons abreuvoirs.

En dépit de l'infériorité des terres en labour et leur difficulté de culture, les récoltes sont dans les meilleures conditions.

En 1844, vous accordiez une mention honorable à Pierre-Tranquille Lefauconnier, domestique chez M. Lahaye, à Fontenailles, pour ses connaissances pratiques en agriculture, sa bonne conduite et la confiance que lui accordait son maître dans la direction et l'exécution des travaux agricoles.

Aujourd'hui, Lefauconnier est un des premiers cultivateurs du canton de Ryes, résultat du travail, de l'intelligence et de la loyauté.

**M. LACOUR**, Charles, ferme de **M. Lebariller**, à Fontenailles. En 1850, vous avez donné à **M. Lebariller**, Constant, votre première médaille d'argent pour les constructions rurales. Homme de cœur et d'intelligence, il a compris vos encouragements, et chaque année il a apporté de nouvelles améliorations sur sa propriété, où, dans ce moment encore de nouveaux travaux sont en exécution.

De son côté, **M. Lacour**, jeune homme laborieux et intelligent, que vous aviez apprécié il y a six ans, en l'associant à la mention honorable accordée à sa mère, alors qu'il n'avait encore que 20 ans, seconde admirablement le propriétaire par sa bonne administration et sa rare intelligence de l'agriculture.

Les terres à labour sont d'une propreté exceptionnelle et leur culture ne laisse rien à désirer. Les récoltes de **M. Lacour**, en blé et colza, étaient sans nul doute les meilleures du pays.

D'un autre côté, il fait tous ses efforts pour améliorer les herbages au moyen de tombes bien préparées et bien engraisées.

Il ne possède que six vaches à lait, mais toutes bonnes et bien choisies. Enfin, toute l'exploitation mérite plus que des éloges.

**M. GERVAIS**, Jean-Louis, ferme de **M. d'Anglade**, à Fontenailles.

Des travaux considérables ont été exécutés à la maison du fermier, et tout porte à croire que le propriétaire est dans l'intention d'améliorer les bâtiments d'exploitation, qui, ainsi que la cour, en ont réellement besoin.

Malgré cela, **M. Gervais** fait de son mieux et la bonne tenue des terres lui donne de bonnes récoltes. Sa pépinière de jeune colza est des meilleures que nous ayons rencontrées.

Il possède 10 belles et bonnes vaches à lait.

**M. LE GENDRE**, Hippolyte, ferme de **M. Anatole Deshameaux**, à Fontenailles.

**M. Deshameaux**, homme d'intelligence et de progrès, a voulu mettre sa propriété à la hauteur de l'époque, des constructions nouvelles et parfaitement entendues, sont venues remplacer les anciens bâtiments d'exploitation ; ici nous devons citer avant tout une belle écurie de 14 chevaux, parfaitement conforme à sa destination.

La cour a subi les mêmes changements et un notable agrandissement ; la mare, la fumière au bout de laquelle on a établi une mare à puerain, méritent d'être mentionnées.

Mais là ne s'est pas arrêté **M. Deshameaux** ; environ 6 hectares de terre



ont été drainés, et de nouveaux fossés qui servent aussi à l'écoulement des eaux ont été faits là où il n'existait jadis que de mauvaises clôtures.

Incontestablement, M. Deshameaux a bien mérité de la Société d'Agriculture ; mais aussi il est juste de dire qu'il est parfaitement secondé par le fermier qui s'empresse de faire gratuitement tous les charriages de matériaux nécessaires aux constructions et au nivellement.

M. Le Gendre, dont l'exploitation comprend environ 80 hectares dont les cinq sixièmes en labour, fait valoir en bon cultivateur et prend un soin tout particulier des fumiers.

Tous ses labours sont bien soignés et bien engraisés, sa jeune plante de colza est aussi fort belle, ses betteraves sont superbes.

Il possède huit vaches à lait et un jeune taureau de 14 mois.

Son troupeau de 120 brebis est fort beau.

M. HOUTTEVILLE, Jean-Louis, ferme de M. Dupont, Avice, à Marigny. La maison d'habitation est bien, et M. Dupont, Avice, vient de faire construire un cellier le plus beau du canton.

M. Houtteville mérite des louanges pour la bonne tenue des bâtiments, surtout de la laiterie et de la beurrerie, malgré leur exigüité.

Il possède 14 bonnes vaches à lait et une bonne poulinière suivie de son poulain.

Quoiqu'il ne soit dans cette ferme que depuis deux ans, les améliorations qu'il y a apportées sont remarquables.

Les terres labourables sont parfaitement cultivées ; aussi les récoltes ont été ce que l'on devait en attendre. Leur propreté mérite une mention particulière.

M. MANOURY, Pierre, ferme de M. de Caumont, à Ryes. La laiterie qui a été construite par ce fermier est bien tenue, et le fermier a fait établir un fourneau à ses frais.

Il possède 12 bonnes vaches à lait et un taureau de 2 ans.

Les herbages sont très-bien tenus.

Les terres labourables engraisées, soignées et cultivées avec le plus grand zèle, ont produit les plus belles récoltes et les chaumes de colza que nous avons vus, attestent combien ils étaient beaux et dignes de rivaliser avec les plus forts du pays.

Mais là ne se bornent pas les soins de M. Manoury, il y a quelques années son exploitation n'était praticable que par de mauvais chemins ; grâce à ses soins et surtout à un travail dispendieux pour lui, il a établi des communications faciles et commodes par toute sa ferme.

M. AUBRÉE, Alexandre, ferme de M. de Folleville, au Manoir. En 1850,



a obtenu de vous une médaille de bronze, et en 1844 une mention honorable.

Les bâtiments de la ferme sont aussi bien tenus que leur état le permet ; il est à regretter qu'aucune amélioration n'ait été apportée à la cour, dont nous vous avons signalé les inconvénients pour les fumiers dans notre premier rapport.

Malgré cela, M. Aubrée en tire tout le parti possible et a de fort belles fumières.

Il possède 14 chevaux de trait et 4 d'herbages. Plusieurs sont d'une beauté remarquable, et nous avons remarqué un cheval bai brun, fils de Nemrod.

Eleveur de chevaux, M. Aubrée les traite avec un soin et une douceur qui vous ont été signalés par l'homme du pays le plus apte en cette circonstance (M. Person), dans son rapport de 1850.

Les herbages sont bien tenus et les chardons coupés avec soin.

Les terres labourables ont produit des récoltes satisfaisantes par leur beauté et leur abondance.

M. Aubrée est un des premiers cultivateurs du canton qui aient employé le Guano.

**M. GIRARD, Pierre à Bazenville.**

L'honorable rapporteur du Concours de 1850, disait en parlant de M. Girard : « Tout était bien chez lui lors du Concours de 1844 ; tout » est très-bien à celui-ci. Tout sera encore mieux au prochain. Comment » s'y prendra-t-il ? nous l'ignorons, mais il en sera ainsi. »

Tout cela s'est réalisé, l'activité ingénieuse de M. Girard ne pouvait rester oisive. De nouveaux bâtiments ont été construits, entr'autres une remise devant la grange, où les grains peuvent être déchargés à couvert et deux bocks donnant dans deux herbages séparés l'un de l'autre, dans lesquels les chevaux peuvent se promener et rentrer quand il leur plaît.

La vacherie est restée à la hauteur où elle était lors des précédentes visites, et nous avons admiré particulièrement une vache pagne et une autre bringe tigre. Le taureau âgé de 3 ans est de toute beauté.

Enfin, Messieurs, M. Girard a de mieux en mieux mérité de la Société.

**M. LE CANU, Jean-Pierre, à Villiers-le-Sec.**

Tous les bâtiments de cette exploitation sont neufs, et on voit facilement que leur construction a été dirigée par un cultivateur intelligent. Le grenier à blé surtout est fort beau et fort commode. De vastes hangars sont établis au bout de la cour où sont des fumiers abondants.

La position de l'écurie donnant sur les deux cours nous a paru avantageuse.

Les cours sont très-bien établies. Toutes les récoltes de M. Le Canu ont été fort belles ; son colza entr'autre mérite d'être cité.

M. Le Canu emploie beaucoup de Guano. Il ne fait traire que deux vaches et il a en outre six chevaux de trait, une bonne poulinière suivie de son poulain.

Toute l'exploitation mérite d'être citée pour sa bonne tenue.

M. LE COURTOIS, Jean, ferme de M. Pezet, à Ryes, homme laborieux et intelligent, a droit à vos récompenses pour la bonne tenue de sa ferme. Les bâtiments qui sont tous dans de bonnes conditions et particulièrement la laiterie, sont d'une tenue et d'une propreté remarquable.

M. Le Courtois possède dix bonnes vaches à lait et six juments qu'il achète à 2 ans. pour revendre aux remotes à l'âge de 5 ans.

Les terres à labour parfaitement cultivées et engraisées, donnent des récoltes aussi belles qu'il est possible de faire produire.

Les herbages sont bien tenus et parfaitement clos. Nous devons ajouter, Messieurs, qu'à l'exemple du chef de famille, ses enfants le secondent admirablement.

M. BATON, Pierre, ferme de M. de Bouvuloir, à Magny, possède 30 vaches à lait et un taureau. Ses élèves se composent de dix-huit veaux de 6 mois et dix d'un an.

Les récoltes de M. Bâton étaient belles ; nous devons citer à part cinq hectares de magnifique colza et cinquante ares de superbes betteraves.

M. MALLET, ancien notaire à Bayeux, a mérité en 1850, la médaille d'argent destinée aux plantations et élagages des arbres forestiers.

Nous le disons avec bonheur, M. Mallet a tenu bon compte de vos encouragements ; de nouvelles plantations sont venues se joindre aux premières, qui n'ont pas cessé d'être soignées avec toute l'intelligence possible ; leur venue et leur beauté ne laissent rien à désirer.

M. Mallet a donc droit plus que jamais à vos récompenses et vos félicitations.

Le garde de M. Mallet seconde parfaitement les intentions du propriétaire et a droit aussi à une mention particulière.

M. FOUCHAUX, Pierre, ferme de M. Jules de Toustain, à Ryes.

Votre lauréat de 1844 et de 1850, serait aujourd'hui plus que jamais digne de vos récompenses, mais par un dévouement dont nous ne pouvons trop le remercier, il a renoncé à concourir pour se joindre à nous

et nous aider de ses connaissances et de ses conseils dans la Commission.

M. Fouchaux a doublement droit à votre reconnaissance, comme cultivateur d'élite et comme homme dévoué à la Société.

M. DUPONT, Urbain, à Vaux-sur-Aure, ferme de M. de Toustain.

A l'exemple de M. Fouchaux, M. Dupont a renoncé à concourir pour faire partie de la Commission ; comme lui, nous le félicitons de son dévouement ; car incontestablement il eût été couronné.

M. Dupont est placé au premier rang de nos agriculteurs.

M. LE SUEUR, maire d'Esquay.

Nous n'avons pas visité en corps l'exploitation de M. Le Sueur ; néanmoins nous connaissons tous individuellement les beautés qu'elle renferme et l'excellente administration qui la dirige.

Toujours plein de modestie et de désintéressement, M. Le Sueur ne veut pas concourir ; mais nous le disons avec bonheur, l'Empereur qui a attaché l'étoile de la Légion-d'Honneur sur la poitrine de cet agriculteur modèle, a acquitté la dette du pays.

M. YVRAI, Pierre, propriétaire à Manvieux, émule de M. Girard , a voulu que les bâtiments de son exploitation ne laissassent rien à désirer. Vos commissions de 1844 et de 1856, vous ont fait connaître la bonne distribution et la commodité des écuries, bergerie, grange, cave et pressoir.

Nous vous avons signalé aussi le parfait état des clôtures et la manière intelligente dont les plantations de pommiers sont dirigées chez M. Yvrai.

Il est inutile de vous dire , car vous l'avez déjà compris, que la culture des terres labourables ne peut être en arrière sous une administration qui n'est pas dépassée.

M. Charles DE BONVOULOIR, à Mâgny.

Nous avons tous admiré la manière toute exceptionnelle dont M. de Bonvouloir fait valoir sa ferme des Parcs.

A lui plus qu'à personne , peut s'adresser ce vieil usage : *« Tant vaut un homme, tant vaut sa terre. »*

Il y a douze ans, nous trouvâmes dans sa pièce, nommée le Grand Parc, du blé ayant à peine 30 à 40 centimètres de haut et dont le rendement était à peu près nul. Dans cette même pièce il y avait cette année, du blé de première qualité.

Certes, l'engrais a été pour beaucoup dans cette métamorphose ; mais nous devons le dire hautement, le plus puissant auxiliaire du propriétaire a été le drainage.

Dans une autre pièce autrefois humide et vitoirdeuse , d'une étendue

de 2 hectares, nouvellement drainée. M. de Bonvouloir a obtenu cette année du sainfoin de première qualité.

En totalité, M. de Bonvouloir a fait drainer quinze hectares de superficie de terrain ; ce travail a été conduit par lui-même de la manière la plus intelligente.

Nous ne pensons pas que personne, dans le canton, puisse disputer le prix. M. de Bonvouloir doit incontestablement être offert comme un exemple à tous.

En outre la visite des exploitations dont nous venons de vous rendre compte, il nous reste à ajouter que nous avons vu :

Chez M. Jean-Jacques GUILBERT, à Longues, un magnifique champ de betteraves, d'une contenance d'environ 60 ares ; et que nous en avons encore trouvé de fort belles :

- 1<sup>o</sup> Chez M. LE ROMAIN, Jacques, à Fontenailles ;
- 2<sup>o</sup> Chez M. VINTRAS, Thomas, même commune ;
- 3<sup>o</sup> Chez M. BATON, Gustave, à Manvieux ;
- 4<sup>o</sup> Chez M. DURAND, Thomas, à Manvieux.

Parmi les noms que vous venez d'entendre , beaucoup , Messieurs, étaient connus de vous. Plusieurs ont mérité vos récompenses au Concours de 1844 et de 1850.

A côté de ces honorables vétérans de l'Agriculture, le temps a amené de jeunes hommes pleins de capacité et d'intelligence.

Mais aussi le temps qui frappe impitoyablement, a enlevé des hommes chers à la Société.

M. Georges CHATEL, propriétaire et maire à Vaux-sur-Aure, par ses expérimentations sur les diverses variétés de blés introduites dans notre pays depuis trente ans, avait mérité que vous lui décerniez une Médaille d'argent en 1842.

M. Pierre-Alexandre AUBIN, de Magny, dont la famille est si honorablement connue dans le monde agricole, avait conquis aussi une mention honorable au Concours de 1850.

Je craindrais de commettre une ingratitude, si dans une solennité comme celle-ci, je ne rappelais un nom chéri et vénéré du canton de Ryes, celui de M. Pierre COUEFFIN, ancien juge de paix et secrétaire de la Section d'Agriculture. Cet homme de bien avait voué sa vie à l'étude du progrès social ; fils de cultivateur, il était agriculteur par le sang et par le cœur.

Un autre homme bien jeune encore, enlevé à sa famille et à la Société, M. AUBIN, Donat, avait accepté en 1848, les fonctions de secrétaire de la Section d'Agriculture, en remplacement de M. Coueffin, décédé comme lui, fils de cultivateur, il avait l'amour de l'Agriculture. Il a rempli ses fonctions avec un zèle digne de tout éloge, jusqu'au moment où la mort est venue nous l'enlever ; son nom aussi appartient à la Société.

Honneur donc, Messieurs, à la mémoire de tous ceux qui ne sont plus là pour recevoir nos récompenses et nos félicitations !

Honneur à tous les cultivateurs qui ont bien mérité du pays ! Honneur à tous les hommes qui se dévouent au progrès de l'Agriculture.

Après ce rapport, écouté avec un vif intérêt, M. le Président a fait proclamer dans l'ordre suivant, les noms des lauréats qui ont été salués par les fanfares de la musique et les applaudissements de la foule.

#### CONSTRUCTIONS RURALES.

Rappel très-honorable de la médaille d'honneur en argent, M. Girard, de Bazenville.

Médaille d'honneur en argent, M. Deshameaux (Anatole), propriétaire à Fontenailles.

#### BONNE TENUE DES FERMES.

1<sup>re</sup> Médaille d'argent. MM. Lefèvre, à Sommervieu.

2<sup>e</sup> id. Lacour, à Fontenailles.

1<sup>re</sup> Médaille de bronze. Manoury, à Ryes.

2<sup>e</sup> id. Le Courtois, à Ryes.

1<sup>re</sup> Mention honorable. Le Canu, à Villiers-le-Sec.

2<sup>e</sup> id. Houtteville, à Marigny.

#### AMÉNAGEMENT DES FUMIERS.

Médaille d'argent. MM. Queudeville, Alexandre, à Sommervieu.

Id. de bronze. Le Gendre, à Fontenailles.

#### DRAINAGE.

Médaille d'honneur en argent. M. Charles de Bonvouloir, à Magny.

#### CULTURE DES RACINES.

1<sup>er</sup> prix. 40 fr. MM. Pierre Bâton, à Magny.

2<sup>e</sup> — 20 Jean Jacques Guilbert, à Longues.



**AMÉLIORATION DE LA RACE CHEVALINE.**

Médaille d'argent. MM. Aubrée, cultivateur au Manoir.

Id. de bronze. Lefèvre, à Sommervieu.

**ARBRES FORESTIERS.**

Rappel très-honorable de la Médaille d'argent. M. Mallet, propriétaire à Magny.

**PRIX DE MORALITÉ AUX DOMESTIQUES DES DEUX SEXES.**

**HOMMES.**

Rappel très-honorable, à M. Jacques James, 40 années de services chez M. Legendre et sa famille, à Fontenailles.

1<sup>er</sup> prix. 60 fr. MM. Jean Marie, chez M. Renaud, à Crépon.

2<sup>e</sup> — 40 Jean-Guillaume Marie, chez M. Girard, à Bazenville.

3<sup>e</sup> — 25 Pierre Botin, chez M. Dupont, à Vaux-sur-Aure.

1<sup>re</sup> mention. Pierre Bunel, chez M<sup>me</sup> Le Brun, au Manoir.

2<sup>e</sup> — Lucien Philière, chez M. Dupont, à Vaux-sur-Aure.

**FEMMES.**

1<sup>er</sup> prix. 60 fr. Mlle Marie Anne Bataille, chez M. Yvray, à Manvieux.

2<sup>e</sup> — 40 Madeleine Leroy, chez M. Girard, à Bazenville.

3<sup>e</sup> — 25 Victoire Dan, chez M. Mezaise, à Crépon.

1<sup>re</sup> mention. Aimée James, femme Dubourg, à Vienne.

2<sup>e</sup> — Adèle Decamp, chez M. Mancel, à Crépon.

---

**CONCOURS D'ANIMAUX.**

**TAUREAUX.**

Prix d'arrondissement, 300 fr. M. Le Sueur, maire d'Esquay.

1<sup>re</sup> prime cantonale, 200 fr. M. Marie, à Bazenville.

2<sup>e</sup> — — 130 fr. M. Manoury, à Ryes.

**VACHES LAITIÈRES.**

1<sup>re</sup> prime 90 fr. MM. Victor Collet, au Manoir.

2<sup>e</sup> — 70 Pierre Bâton, à Magny.

3<sup>e</sup> — 40 Mme veuve Châtel, à Vaux-sur-Aure.

**BÉLIERS.**

1<sup>re</sup> prime. 50 fr. MM. Le Gendre, à Fontenailles.

2<sup>e</sup> — 30 Houtteville, à Marigny.

RACE PORCINE.

- 1<sup>re</sup> prime. 40 fr. MM. Ménard, à Ryes.  
2<sup>e</sup> — 20 Vauquelin, maire de Vaux-sur-Aure.
- 

CONCOURS DE LABOURAGE.

- 1<sup>er</sup> prix. 80 fr. MM. Joseph Vintras, cultivateur à Fontenailles.  
2<sup>e</sup> — 70 Pierre Pellerin, domestique chez M. Mezaise, à Crépon  
3<sup>e</sup> — 60 François Guilbert, id. chez M. Guilbert, à Longues.  
4<sup>e</sup> — 50 Alphonse Costy, id. chez M. Gouet, à Arromanches.  
5<sup>e</sup> — 40 Le Courtois, fils, cultivateur à Ryes.  
1<sup>re</sup> mention hon. Aimé Groult, domestique chez M. Morice, à Bazenville.  
2<sup>e</sup> — — Constant Turmet, id. chez M. Ménard, à Ryes.
- 

RÉCOMPENSES EN DEHORS DU PROGRAMME.

*Médailles d'honneur en argent, décernées par l'Association Normande ,  
pour la bonne tenue des exploitations.*

MM. Fouchaux, agriculteur à Ryes.  
Dupont, agriculteur à Vaux-sur-Aure (\*).

Après la distribution des récompenses, ont eu lieu les divertissements du mât de Cocagne et du casse-cou. Ces *Concours d'un genre spécial* avaient réuni aussi un grand nombre de concurrents; là aussi la lutte a été vive et les *culbutes* et *dégringolades* fréquentes. Les rires de la foule nombreuse qui assistait à ce spectacle ont prouvé le plaisir que lui causait ce divertissement.

A cinq heures, sous une tente élégamment décorée a eu lieu un banquet de cent vingt couverts auquel ont pris part, en qualité d'invités par la Société, les vieux serviteurs ré-

(\*) MM. Fouchaux et Dupont, lauréats en 1850, s'étant abstenus, par un sentiment de délicatesse, de concourir en 1856, étant membres du jury.

compensés et les lauréats du Concours de labourage.

Inutile de dire que la plus franche cordialité a présidé à ce repas.

Au dessert, M. Blanlot, maire de Ryes, a porté un toast à l'Empereur, protecteur de l'Agriculture, ainsi qu'à l'Impératrice et au Prince Impérial. De respectueuses sympathies ont accueilli cette santé.

M. Pezet a pris ensuite la parole et s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Je ne serais pas l'interprète fidèle des sentiments de tous ceux qui m'entourent, si mes dernières paroles n'exprimaient pas à M. le maire de Ryes et à MM. les membres de la commission d'organisation, notre reconnaissance pour les soins qu'ils ont donnés à cette belle fête agricole.

Honorée par la présence d'un savant, membre de l'Institut, qui a consacré ses veilles et ses travaux à l'application de la chimie à la science agricole, et dont les œuvres, devenues populaires, ont fait faire de grands pas à l'agriculture normande, et par le concours de toutes les notabilités du pays, cette solennité fera époque dans les souvenirs de ce canton, dont j'aime à redire les titres à l'estime publique.

La population agricole vous a prouvé aujourd'hui l'essor qu'il a pris dans la voie du progrès, et combien il est digne de rivaliser avec les cantons les plus avancés.

L'un des centres de l'industrie dentellière, ses nombreuses ouvrières sont disséminées sur tous les points de son territoire. Economes et laborieuses, elles répandent autour d'elles, sans quitter leur foyer, sans se détourner des soins du ménage, l'aisance et le bien-être. Les médailles d'honneur, que l'Empereur a décernées récemment aux plus habiles d'entre elles, ont signalé la part qu'elles ont prise à l'éclat dont a brillé la fabrication dentellière de Bayeux dans la grande lutte des industries européennes.

La population maritime de ses rivages revendique une part d'honneur dans les efforts suprêmes et glorieux de nos armées navales. N'avons-nous pas vu naguères ces marins-laboureurs, fils, époux et pères, quitter, avec courage, à la voix de la patrie, leurs foyers, leurs familles, tout ce qui est

cher au cœur de l'homme, pour aller devant Varna et Sébastopol, défendre et rehausser l'honneur de nos pavillons !

Au nom de la Société d'Agriculture de Bayeux, j'ai donc l'honneur de vous proposer, Messieurs, un triple toast qui sera ratifié par vos applaudissements :

A la prospérité agricole du canton de Ryes !

A son industrie dentellière !

A ses braves et intrépides marins !

M. Desclosières, membre du Conseil général, a porté à son tour, le toast suivant :

MESSIEURS,

Je suis certain d'être l'interprète du canton de Ryes, en proposant un toast à MM. les Membres des différents jurys chargés de décerner les récompenses au nom de la Société d'Agriculture de Bayeux. Le premier sentiment qui se présente est celui de la reconnaissance envers nos honorables collègues pour le zèle, l'impartialité, la haute intelligence qu'ils ont apportés dans l'accomplissement de leur délicate mission. Mais de cette mission même, accomplie à la satisfaction générale, ne pouvons-nous pas tirer un enseignement. Quand on voit tant d'hommes honorables quitter leurs affaires ou leurs loisirs pour se dévouer à une tâche qui rencontre ses difficultés et ses labeurs, ne doit-on pas se dire que, de nos jours, l'Agriculture est l'art le plus encouragé et le plus honoré, et que par cela même l'Agriculture se doit à elle-même de ne point rester en arrière des autres industries dont nous admirons les merveilles. C'est donc, Messieurs, prouver notre confiance et notre espérance dans l'avenir de la belle profession que nous fêtons aujourd'hui, que d'honorer les hommes estimables qui sont venus lui prodiguer des conseils et des encouragements.

A MM. les Membres du Jury des récompenses !

M. Morière a ensuite, dans un toast, remercié la Société d'Agriculture de Bayeux d'avoir, au Concours universel de 1856, soutenu avec tant d'éclat l'honneur de l'Agriculture normande.

M. G. Villers en exprimant toute la satisfaction que la Société d'Agriculture ressentait de la présence de M. Girardin, a porté un toast à l'éminent chimiste, au digne émule des Liébig, des Payen. M. Girardin a répondu en portant la santé

de l'honorable M. Pezet qui personnifie si bien la Société d'Agriculture de Bayeux.

A la sortie du banquet, on a été fort agréablement surpris de voir brillamment illuminées toutes les maisons qui forment la partie agglomérée de la commune de Ryes. Un joli feu d'artifice a été tiré. Ce feu, qui a très-bien réussi, n'a pas été un des divertissements les moins goûtés par la foule nombreuse qui, toute la soirée, n'a cessé de remplir le vaste champ consacré à la fête.

Ainsi s'est terminée cette journée dont les résultats font honneur aux agriculteurs du canton de Ryes. Il est juste aussi de reporter une grande partie de son éclat au zèle et aux soins de l'Administration municipale de Ryes, au concours de la musique de Bayeux et de MM. les Membres de la Commission d'organisation, ainsi qu'à la générosité des Communes du canton qui s'étaient réunies, avec raison, dans le but de donner une véritable solennité, à une réunion à bon droit considérée par elles comme une fête cantonnale.



---

## LISTE

# DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

---

### BUREAU GÉNÉRAL.

#### *Président :*

M. PEZET, O , président du tribunal de première instance, membre du Conseil général du département, à Bayeux.

#### *Président honoraire :*

M. GATQUELIN-DESPALLIÈRES, , maire de la ville de Bayeux.

#### *Vice-Présidents :*

MM. DE BONNECHOSE, propriétaire-horticulteur, à Monceaux ;  
Du MANOIR DE JUAYE, membre du Conseil d'arrondissement, maire à Juaye-Mondaye.

#### *Secrétaire général :*

M. G. VILLERS, adjoint au maire de Bayeux.

#### *Vice-Secrétaire général :*

M. Anatole DESHAMEAUX, propriétaire à Bayeux.

#### *Archiviste :*

M. LAMBERT, conservateur de la bibliothèque publique,

#### *Trésorier :*

M. Ad. THIEULIN, secrétaire de la mairie de Bayeux.

I<sup>re</sup> SECTION. — AGRICULTURE ET HORTICULTURE.

*Président :*

M. DE LABOIRE, ✠, propriétaire-agriculteur et maire, à Castillon.

*Vice-Président :*

M. LE SUEUR, ✠, propriétaire-agriculteur et maire, à Esquay-sur-Seulle.

*Secrétaire :*

M. TAILPIED, président de la Chambre des avoués, à Bayeux.

II<sup>e</sup> SECTION. — SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES.

*Président :*

M. Victor VAUTIER, propriétaire, à Bayeux.

*Vice-Président :*

M. TAVIGNY-DULONGPREY, avocat, à Bayeux.

*Secrétaire :*

M. LABBEY (Théodore), docteur-médecin à Bayeux.

*Vice-Secrétaire :*

M. BERTOT, pharmacien, membre du Jury médical du Calvados, à Bayeux.

MEMBRES HONORAIRES.

M<sup>gr</sup> DIDOT, ✠, évêque de Bayeux et Lisieux.

M. TONNET, O ✠, préfet du Calvados, officier de l'Instruction publique.

M. MÉNIGOT, sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux.

## MEMBRES TITULAIRES.

### MM.

**ACHARD DE BONVOULOIR** , ✱ , ancien président du Conseil général du Calvados, à Bayeux.

**ACHARD DE BONVOULOIR** (Charles), propriétaire et maire, à Magny.

**ACHARD DE VACOGNES** , propriétaire , membre de la Société pour la conservation des Monuments historiques, à Tour.

**ADELIN**, propriétaire-éleveur, à Blay.

**AGNEAUX** (Frédéric d') , propriétaire, à Bayeux.

**ARGENTON** (le baron d'), ✱ , officier supérieur en retraite , à Saint-Marcouf.

**AVELIN**, ✱ , maire , à Foulognes.

**BALLEROY** (le M<sup>quis</sup> DE), ✱ , membre du Conseil général, à Balleroy.

**BARBEY** (Félix), propriétaire-agriculteur, à Engranville.

**BARBEY**, propriétaire à Ryes.

**BAREY**, propriétaire, à Septvents.

**BARGHON DE FORT-RIOM**, propriétaire à Bayeux.

**BATAILLARD**, avocat près la Cour impériale de Paris, propriétaire, à Saint-Germain-du-Pert.

**BAUDET**, entrepreneur de roulage, à Caumont.

**BAUSSY** (DE), propriétaire-agriculteur, à Tour.

**BAYENT** (DE), propriétaire, à Bernières-Bocage.

**BEAUMONT**, ancien vérificateur des poids et mesures, à Bayeux.

**BÉCHEVEL** (DE), membre du Conseil d'arrondissement, à la Folie.

**BELLIARD-DELISLE** , membre du Conseil d'arrondissement, à Isigny.

**BELLIARD-DELISLE**, avocat, à Isigny.

**BENCE** (Gustave), propriétaire-agriculteur, à St-Martin-des-Entrées.

**BESSIN** (Auguste), propriétaire, à Bayeux.

**BEUVILLE**, maire à Colombières.

**BINET**, propriétaire-agriculteur, à Maisons.

**BINET**, propriétaire-agriculteur, à la Cambe.

**BLAISE**, propriétaire, à Bricqueville.

**BLANLOT**, maire, à Ryes.

**BLOUET**, propriétaire. à Caenchy.

**BOUQUET**, propriétaire, à Hottot.

**BOURQUAIS** (Auguste), propriétaire-agriculteur, à Lison.

**BRICQUEVILLE** (Alfred DE), propriétaire, à Gueron.

**BUISSON-DELANOE**, négociant, à Isigny.

**CAIRON**, propriétaire et maire, à Anctoville.

**CANU**, propriétaire-agriculteur, à Maisy.

**CARABEUF**, avocat, membre du Conseil d'arrondissement, à Bayeux.

**CARAMAN** (le C<sup>te</sup> Georges DE), ✠, propriétaire, à Vaux-sur-Aure.

**CARDANVILLE** (DE), maire à Loucelles.

**CARDINE**, entrepreneur de roulage, à Bayeux.

**CARITÉ**, avoué à Bayeux.

**CARITÉ**, propriétaire, au Breuil.

**CARPENTIER** (Alphonse), propriétaire, à Saint-Martin-des-Entrées.

**CASTEL**, propriétaire-agriculteur, à Etréham.

**CAUMONT** (Arcisse DE), O ✠, membre correspondant de l'Institut, directeur-fondateur de l'Association normande, de la Société française pour la conservation des Monuments historiques, etc., à Caen.

**CAUVIGNY** (Paul DE), membre de l'Association normande, à Vierville.

**CHABROL** (le C<sup>te</sup> DE), propriétaire, au Mollay.

**CHAUVIN**, propriétaire-agriculteur, à Caumont.

**CHEVERUS** (DE), propriétaire, à Castillon.

**CHIGOTESNEL**, suppléant du juge de paix, à Bayeux.

**COSTREL**, chef d'escadron en retraite, à Mestry.

**COUILLARD**, ancien percepteur, à Mandeville.

**COURSON** (Aymar DE), propriétaire, à Bayeux.

**COVERT**, propriétaire, à Sainte-Honorine-des-Pertes.

**CUSSY** (le V<sup>te</sup> DE), O ✠, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Vouilly.

**CUSSY** (Raould DE), maire à Caenchy.

**CUSSY** (Adalbert DE), propriétaire, à Bayeux.

**CUSSY** (Amand DE), à Vouilly.

**DAON**, membre de l'Association normande, maire, à Bricqueville.

**DARY**, propriétaire, à Caumont.

**DELARUE**, ancien avoué, maire, à Arganchy.

**DELARUE**, avocat, à Bayeux.

DELARUE, pharmacien, à Bayeux.

DELAUNEY, rédacteur de l'*Indicateur*, à Bayeux.

DELAUNEY, architecte, à Bayeux.

DESCLOSIÈRES (Adolphe), ✱, membre du Conseil général, maire,  
à Longues.

DESETABLES, propriétaire-agriculteur et maire, à Vienne.

DESFOSSÉS, propriétaire, à St.-Loup-Hors.

DESHAYES, propriétaire et maire, à Livry.

DESLANDES, propriétaire et maire, à Saint-Marcouf.

DESMARETS, propriétaire, à Isigny.

DESNOYERS (Charles), avocat, à Bayeux.

DESRAMÉ-DUBOIS, percepteur, à Saint-Martin-des-Entrées.

DEVAUX, médecin-vétérinaire, à Colombières.

DORLÉANS, propriétaire et maire, à Bernesq.

DOUCET, commis de banque, à Bayeux.

DOUESNEL-DUBOSQ, membre du Conseil général, à Bayeux.

DUBOSQ, propriétaire-agriculteur et maire, à Saint-Vigor.

DUBREUIL, propriétaire, à Tilly-sur-Seulle.

DUBUISSON, propriétaire et maire à Sainte-Marguerite-d'Elle.

DUDOUET, propriétaire-agriculteur et maire, à Barbeville.

DUJARDIN, médecin-vétérinaire, à Bayeux.

DUJOURDAIN (Georges), propriétaire, à Bayeux.

DUMERLE, propriétaire, à Balleroy.

DUPONT, propriétaire-agriculteur, à Vaux-sur-Aure.

DUPONT (Léon), propriétaire-agriculteur, à Tour.

DURAND, propriétaire, à Isigny.

DUVAL, instituteur communal, à Tour.

DUVANT (St-Ange), imprimeur, à Bayeux.

ECQUEVILLY (le C<sup>te</sup> DE), O ✱, membre de la Société française pour  
la conservation des Monuments historiques, au Quesnay-Guesnon.

ENault (Auguste), propriétaire-agriculteur et maire, à Blay.

ENault (Louis), négociant à Isigny.

ENault, juge de paix, à Caumont.

ESTIENNE, propriétaire-agriculteur, à Deux-Jumeaux.

ESTIENNE fils, propriétaire-agriculteur, à Deux-Jumeaux.

ETIENNE, md. de draps, à Bayeux.

ETIENNE (Alfred), propriétaire, à Bayeux.



- ETIENNE (Romain), président du tribunal de commerce, à Isigny.  
FARCY, propriétaire, à Caumont.  
FÉRON, docteur-médecin, à Bayeux,  
FERON, avoué, à Bayeux.  
FLAMBARD (DE), maire à Carcagny.  
FOUCHAUX, propriétaire-agriculteur, à Ryes.  
FRESTEL, banquier, à Bayeux.  
GARDIN-NÉRY, propriétaire, à Subles.  
GAST (Ovide), propriétaire, à Saint-Vigor-le-Grand.  
GAUGAIN, trésorier de la Société française pour la conservation des  
Monuments historiques, à Caen.  
GAUGAIN, propriétaire, à Sully.  
GODARD, pharmacien, à Balleroy.  
GODEFROY, propriétaire, à Arganchy.  
GOSSELIN aîné, négociant, à Isigny.  
GOSSET (Théophile), propriétaire, à Tour.  
GOUBOT, maire, à Caumont.  
GRANDCHAMP, ✱, propriétaire, à Colombières.  
GRANDVAL (DE), membre du Conseil général, à Saint-Denis-Mai-  
soncelles.  
GUÉRIN-LACOUTURE, négociant, à Bayeux.  
GUÉRIN, propriétaire-agriculteur, à Cardonville.  
GUÉRIN (Hippolyte), propriétaire, homme de lettres, à Litteau.  
GUIBET, propriétaire, à Airel (Manche.)  
GUILBERT, propriétaire, à Marigny.  
GUILBERT, propriétaire-agriculteur et maire, à Commes.  
GUILBERT-DUCLOS, membre du Conseil d'arrondissement, maire, à  
Trévières.  
GUILLET, propriétaire-agriculteur, à Lingèvres.  
GUILLOT (Octave), propriétaire, à Sully.  
GUILLOT, propriétaire, à Carcagny.  
HAINAULT DE CANTELOUP (DE), maire, à Lingèvres.  
HALLEY, propriétaire-agriculteur, à Bucels.  
HENNEGUY, propriétaire, à Bayeux.  
HEBERT-LAROUSSELIÈRE, directeur des dessèchements de la baie des  
veys, à Isigny.  
HENRY (Philippe), propriétaire-agriculteur, à Tour.

**HERVIEU**, ancien représentant, à Ryes.

**HOUDETOT** (le C<sup>te</sup> D<sup>'</sup>) C , député au Corps Législatif, à Paris.

**HOUDETOT** (le général C<sup>te</sup> D<sup>'</sup>), G. O , à Etréham.

**HUARD**, docteur-médecin, à Bayeux.

**JAHET**, avocat, à Bayeux.

**JAMES** (Charles), avocat, à Bayeux.

**JEAN DELAMARE** (Théodore), conducteur des ponts et chaussées, à Bayeux.

**JOLY**, propriétaire, à Planquery.

**JOUE**, docteur-médecin, à Isigny.

**KERKORLAY** (le C<sup>te</sup> Hervé DE), , député au corps législatif, membre du Conseil général d'Agriculture, à Canisy (Manche.)

**KERGORLAY** (le C<sup>te</sup> Alain DE), membre de la Société géologique de France, à Castilly.

**LACOUR**, docteur-médecin, à Creully.

**LAFFETAY** (l'abbé), chanoine, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Bayeux.

**LAMY**, avoué à Bayeux.

**LA PLANCHE**, propriétaire à Isigny.

**LA PORTE** (DE), propriétaire, à Lison,

**LA RIVIÈRE** (Achille DE), propriétaire, à Bayeux.

**LAURENT** fils, propriétaire-agriculteur, à St.-Pierre-Dumont.

**LAVALLEY-DUPERROUX**, propriétaire, à Bayeux.

**LE BARBENCHON**, propriétaire et maire, à Campigny.

**LE BAS**, propriétaire-agriculteur et maire, à Bucels.

**LE BOULENGER** (Marc), propriétaire, à Bayeux.

**LE BOURGEOIS**, propriétaire, à Isigny.

**LE BRETON**, propriétaire-agriculteur, à Littry.

**LE CAVELIER**, fabricant d'huile, juge au tribunal de commerce, à Bayeux.

**LE CHARTIER**, membre du Conseil général, à Isigny.

**LE CHARTIER** (Aldéric), propriétaire-agriculteur, à Vouilly.

**LE CHARTIER** (Amand), propriétaire-agriculteur, à Colombières.

**LE CLER** (Charles), ingénieur civil, directeur des dessèchements de Noirmoutiers.

**LE COQ**, propriétaire-agriculteur, à Colombiers-sur-Seulle.

**LE CORDIER DE BIGARS**, C<sup>te</sup> DE LA LONDE, propriétaire, à Meuvaines.

- LE CREPS (Charles), propriétaire, à Bayeux.  
LE DOYEN, médecin-vétérinaire, à Trévières.  
LE DUC, propriétaire, à Saint-Vigor-le-Grand.  
LE FRANÇOIS (Jacques), propriétaire-agriculteur, à Campigny.  
LE GRIX, propriétaire, à Litteau.  
LE GUEDOIS, agent-d'affaires, à Bayeux.  
LELONG, ancien notaire, à Bernesq.  
LELU, ✱, juge honoraire, à Bayeux.  
LELU (Emile), propriétaire, à Bayeux.  
LE MARCHAND, propriétaire et maire à Englesqueville.  
LE MASLE, propriétaire et maire, à Baynes.  
LE MOIGNE (Lucien), propriétaire, à Vierville.  
LE MULOIS, propriétaire, à Saint-Martin-des-Entrées.  
LE MONNIER, propriétaire et adjoint, à Bucels.  
LEMONNIER (Laurent), propriétaire, à Caumont.  
LE MOUTIER, notaire à Crépon.  
LE NEVEU, propriétaire, à Longueville.  
LE NEVEU (Gustave), propriétaire, à Deux-Jumeaux.  
LENORMAND, négociant, à Isigny.  
LE PELLITIER DE MOLANDÉ, ✱, maire, à Cottun.  
LE PELLETIER, propriétaire, ancien contrôleur des contributions directes, à Bayeux.  
LE PETIT, pharmacien, à Isigny.  
LE PETIT (Amand), propriétaire, à Longueville.  
LE PETIT (Félix), propriétaire, à Deux-Jumeaux.  
LE PETIT (Pierre), propriétaire-agriculteur et maire, à Vouilly.  
LE PETIT (Pierre), propre-agriculteur et maire, à Deux-Jumeaux.  
LE PRESTRE, propriétaire, à Lison.  
LE RAITRE, pépiniériste, à Bayeux.  
LE REBOUR, négociant, maire, à Isigny.  
LE ROUX, contrôleur des contributions directes, à Bayeux.  
LE SAULNIER, percepteur, à la Cambe.  
LE SÉNÉCAL (Adrien), propriétaire, à Bayeux.  
LE SUEUR, propriétaire-agriculteur, à Huppain.  
LETELLIER, avoué, à Bayeux.  
LETOT (Charles), avocat, à Caen.  
LE TOURNEUR (Alfred), propriétaire, à Bayeux.

- LE TOURNEUR (Charles), propriétaire, à Bayeux.  
LE VANNIER DES VAUXVIERS, propriétaire, à Bayeux.  
LE VERDIER, propriétaire, à Colleville.  
LE VERRIER (Jacques), propriétaire-agriculteur, à Cricqueville.  
LIÉNARD, ✱, ingénieur de la marine en retraite, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Bayeux.  
LONDE, propriétaire-agriculteur à Sallen  
LOUVET, ancien notaire, membre du Conseil d'arrondissement, à Bayeux.  
MALHERBE, horticulteur, à Bayeux.  
MALLET, ancien notaire, à Bayeux.  
MALLET (Michel), propriétaire, à Caenchy.  
MARGUERIE (le C<sup>te</sup> Arthur DE), propriétaire, à Colleville.  
MARGUERIT (Léonce DE), propriétaire, à Vierville.  
MARIE, juge de paix, à Isigny.  
MARIE, ancien notaire, à Bayeux.  
MARIETTE-DUMESNIL, propriétaire, à Ryes.  
MENAGE, propriétaire, à Ellon.  
MENARD, propriétaire, à Trévières.  
MICHEL (l'abbé), ✱, vicaire général, doyen du chapitre, à Bayeux.  
MICHEL BONNEFONDS, ancien greffier du tribunal de commerce, à Isigny.  
MILLY (DE), maire à Milly (Manche.)  
MOISSON DE VAUX (le baron), O. ✱, membre du Conseil d'arrondissement, maire, à Tracy-sur-Mer.  
MONTÉGU (Eugène), propriétaire, à Bayeux.  
MOREL, ancien libraire, à Paris.  
MOBEL, pharmacien, à Bayeux.  
MORICE, notaire à Creully.  
MOURIÈRE, ancien professeur de mathématiques, à Bernay.  
MULOT, banquier, à Bayeux.  
MUNIER, ✱, propriétaire, ancien commandant de la garde nationale, à Bayeux.  
MUTEL, ancien juge de paix, à Bayeux.  
NETTANCOURT (Constantin DE), propriétaire, à Maisons.  
NEVEUX, propriétaire, à Marigny.  
NICOLLE, ancien imprimeur, à Bayeux.

NICOLLE, docteur-médecin, à Bayeux.

NIOBEY, notaire, adjoint au maire de Bayeux.

OLIVE, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, à Bayeux.

PAGNY, propriétaire et maire, à Cartigny-l'Epiney.

PANCHET-BELLEROSÉ, peintre, à Bayeux.

PARRAIN (DE SEMAINVILLE), ancien magistrat, à Bayeux.

PATEY, médecin-vétérinaire, à la Délivrande.

PELFRESNE, propriétaire, à St.-Loup-Hors.

PERRÉE, horticulteur, à Bayeux.

PERSON, ancien représentant, propriétaire, à Graye.

PITARD-DUMESNIL, propriétaire, à Bayeux.

PHILIPPE (Cyril), propriétaire, à Bayeux.

PLANQUETTE, propriétaire, à Bernesq.

POITEVIN (Alfred), propriétaire et maire, à Russy.

POITEVIN (François), propriétaire, à Sainte-Honorine-des-Pertes.

POPHILLAT, propriétaire, à Lison.

PORÉE, propriétaire, à Saint-Vigor-le-Grand.

POSTEL, propriétaire et maire, au Manoir.

PREMPAIN, propriétaire-agriculteur, à Crépon.

QUENTIN, propriétaire-agriculteur, à Saint-Martin-des-Entrées.

RADIGUET, pharmacien, à Bayeux.

RAISIN, propriétaire, à Saint-Vigor-le-Grand.

REGNAULD, propriétaire-agriculteur, à Tour.

ROGER DE LA CHOTQUAIS (Ernest), substitut du Procureur Impérial, à Falaise.

ROTZ (Norbert DE), propriétaire, à Vaux-sur-Aure.

ROUSSELIN, maire à Formigny.

SALLES, juge, à Bayeux.

SAVIGNAC (Emmanuel DE), propriétaire, à Bayeux.

SAVIGNAC (Anatole DE), propriétaire, à Bayeux.

SENOT, propriétaire, à Balleroy.

SIRAUDIN, vérificateur des poids et mesures, à Bayeux.

SIMON (Aubin), propriétaire et maire, à Saonnet.

SIVARD DE BEAULIEU, propriétaire, ancien maire, à Carentan.

SUREAU, propriétaire, à Bayeux.

SUZANNE, agent-voyer, à Balleroy.



THÉZARD, propriétaire-agriculteur, à Cottan.  
THOMAS, avoué à Bayeux.  
THOREL, greffier en chef du tribunal civil, à Bayeux.  
TILLARD (Léon), avocat, à Ellon.  
TILLARD, pépiniériste, à Sallen.  
TILLARD (Pierre), propriétaire, à Caumont.  
TOSTAIN, maire à St.-Loup-Hors.  
TOUSTAIN (le V<sup>te</sup> DE), propriétaire, à Vaux-sur-Aure.  
TOUSTAIN (Jules DE), propriétaire, à Vaux-sur-Aure.  
TURGIS, préposé en chef de l'octroi, à Bayeux.  
TURGOT (le marquis DE), G , ambassadeur de France, à Lantheuil.  
VARIN, ancien avoué, à Paris.  
VAUTIER-DEBOURG, propriétaire-agriculteur, à Saint-Martin-des-Entrées.  
VIDEGRAIN, propriétaire, à Tour.  
VIGNEY, médecin-vétérinaire, à la Cambe.  
VILADE (Léon DE), juge, à Bayeux.  
VILLEROY (Edmond), docteur-médecin, à Balleroy.  
VIMARD (Michel), propriétaire-agriculteur, à Mosles.  
YGOUF (Henri), propriétaire-agriculteur, à Vierville.  
YOUNG, médecin, à Mosles.  
YVON, médecin-vétérinaire, à Bayeux.

## MEMBRES CORRESPONDANTS.

### MM.

ARTHUR, agrégé des sciences physiques, etc., à Paris.  
AUBRY (Félix), , rapporteur du Jury aux expositions universelles de Londres et de Paris, à Paris.  
AVANNES (D'), , conseiller à la Cour d'appel, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Alger.  
AVENEL, conservateur de la bibliothèque de St.-Geneviève, à Paris.  
BEAUREPAIRE DE LOUVAGNY (le C<sup>te</sup> Alexandre DE), O , ancien ministre plénipotentiaire, membre de plusieurs Académies, à Louvagny (Calvados).  
BERTRAND, O , doyen de la Faculté des Lettres, membre de plusieurs Sociétés savantes, maire de Caen.

**BOCHER**, O ✠, ancien préfet du Calvados, à Paris.

**BOGAERTS** (Félix), secrétaire perpétuel de l'Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.

**BONNIN**, ancien notaire, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, etc., à Evreux.

**BORDES** (Adolphe), conservateur des hypothèques, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Pont-l'Evêque.

**BOUET**, peintre, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

**BRÉISSON** (Alphonse DE), secrétaire de la Société académique de Falaise, inspecteur de l'Association normande, etc., à Falaise.

**BUSSCHER** (DE), secrétaire de la Société royale des Beaux-Arts et des Lettres, etc., à Gand.

**CAILLIEUX**, ✠, secrétaire perpétuel de la Société vétérinaire du Calvados et de la Manche, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

**CANEL** (Alfred), avocat, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, etc., à Pont-Audemer.

**CAPITAINE** (Ulysse), secrétaire de l'Institut archéologique Liégeois, etc., à Liège.

**CHARMA**, ✠, professeur de philosophie à la Faculté des Lettres de Caen, membre de plusieurs Académies, etc., à Caen.

**CHESNON**, ancien directeur de l'École normale primaire, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Evreux.

**CLINCHAMPS** (DE), président de la Société d'Archéologie, à Avranches.

**COQUEREAU**, C ✠, chanoine de Saint-Denis, aumônier en chef de la flotte, à Paris.

**DANIEL** (Mgr), C ✠, évêque de Coutances et d'Avranches, membre du Conseil supérieur de l'instruction publique, à Coutances.

**DEDAUX**, architecte du département de l'Orne, à Alençon.

**DELACHAPELLE** (Edouard), secrétaire de la Société académique, etc., à Cherbourg.

**DELAMARE** (Mgr), ✠, évêque de Luçon.

**DEMOUX DE SAVIGNAC**, ✠, médecin en chef de la marine, à Toulon.

**DELISLE** (Léopold), membre de l'Institut, à Paris.

**DESROCHES** (l'abbé), membre de la Société des Antiquaires de Normandie, curé d'Isigny (Manche.)

DEVILLE (Achille) ✻, membre correspondant de l'Institut, à Paris.

DUBOSC, archiviste de la préfecture, membre de la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche, à Saint-Lo.

DUBREUIL (Alphonse), préparateur du cours d'Agriculture au Conservatoire des Arts et Métiers, etc., à Paris.

DU MÉRIL (Édéléstand), membre de plusieurs Académies, à Paris.

DU MONCEL (le C<sup>te</sup>), C ✻, général du génie, fondateur de l'Exploitation agricole de Martinvast, etc., à Cherbourg.

EDOM, ✻, ancien recteur de l'Académie, etc., à Rheims.

ELÉOUET, secrétaire perpétuel de la Société vétérinaire du Finistère et de la Société d'Agriculture de Morlaix, etc., à Morlaix.

ELIE DE BEAUMONT, C ✻, sénateur, membre de l'Institut, professeur d'histoire naturelle au Collège de France, inspecteur général des mines, etc. à Paris.

EDES DESLONCHAMPS, ✻, correspondant de l'Institut, professeur d'histoire naturelle à la Faculté des Sciences, à Caen.

FEUILLET, ✻, président de la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche, à Saint-Lo.

FLACHAT (Eugène), O ✻, ingénieur en chef des chemins de fer, à Paris.

FONTENAY (DE), secrétaire de la Société Eduenne, à Autun.

FLOQUET, ✻, membre correspondant de l'Institut, etc., à Paris.

FORMÉVILLE (DE), conseiller à la Cour d'Appel, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

GALLEMAND, président de la Société d'Agriculture, à Valognes.

GAYOT (Eugène), ✻, membre de plusieurs Sociétés savantes, sous-directeur de l'Agriculture et des Haras, à Paris.

GERVAIS, conseiller de préfecture, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

GIRARDIN, O ✻, membre correspondant de l'Institut, doyen de la Faculté des Sciences de Lille.

GUILLLOT (Paul), ancien secrétaire de la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche, à Saint-Lo.

GUITON DE LA VILLEBERGE (le V<sup>te</sup>), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Montanel (Manche.)

GUIZOT, G ☼, membre de l'Académie française, etc., à Paris.

GUY, ☼, architecte de la ville de Caen.

HUËL (Ephrem), ☼, membre de plusieurs Sociétés savantes, inspecteur général des haras.

JANER (Florencio), O ☼, homme de lettres, à Madrid.

JARDIN, commissaire de la marine, adjoint à Cherbourg.

KERCKHOVE (le V<sup>te</sup> DE), président de l'Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.

K. KOCHNE (le baron DE) secrétaire de la Société d'Archéologie et de Numismatique de S.-Pétersbourg.

KHULMAN, O ☼, membre correspondant de l'Institut, etc., à Lille.

LA FRESNAYE (le baron Frédéric DE), ☼, membre de plusieurs Académies, à Falaise.

LAMARE PICQOT, naturaliste-voyageur, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris.

LA QUÉRIÈRE (DE), membre de l'Académie de Rouen, de l'Association normande, etc., à Rouen.

LA SICOTIÈRE (Léon DE), inspecteur divisionnaire de l'Association normande et de la Société française pour la conservation des Monuments historiques, etc., à Alençon.

LE BIDART DE THUMAINE, secrétaire de la Société d'Emulation pour l'encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts, à Liège.

LE BRUN (Isidore), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris.

LE CERF, ☼, professeur honoraire à la Faculté de Droit, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

LE COQ, ☼, directeur des armées de l'Amérique, doyen de la Société des Sciences, à Clermont-Ferrand.

LE CHANTEUR DE PONTAUMONT, ☼, inspecteur de la marine, adjoint, trésorier-archiviste de la Société académique, etc., à Cherbourg.

LE FEBVRE DE S<sup>te</sup>-MARIE, O ☼, inspecteur général de l'Agriculture, etc., à Paris.

LE FLAGUAI (Alphonse), membre de plusieurs Académies, à Caen.

LE GLAY, ☼, archiviste général du département du Nord, correspondant de l'Institut, etc., à Lille.

LE GRAND, ☼, docteur-médecin, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Saint-Pierre-sur-Dives.

LE MAISTRE, correspondant des Comités historiques près le ministre

de l'Instruction publique, à Tonnerre.

**LE MÉTAYER DES PLANCHES**, ancien secrétaire de la Société d'Agriculture, etc., à Pont-l'Evêque.

**LE PRÉVOST** (Auguste), O , membre de l'Institut, etc., à Bernay (Eure.)

**MANCEL** (Georges), bibliothécaire, vice-secrétaire de la Société d'Agriculture et de Commerce, etc.. à Caen.

**MARCHAND** (Eugène), pharmacien, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Fécamp.

**MARTONNE** (Alfred DE), archiviste du département de Loir-et-Cher, à Blois.

**MAUFRAS** (Charles), ancien professeur au Collège Rollin, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, à Paris.

**MÉCFLËT** (DE), propriétaire-agriculteur, au Quesnay.

**MELANO** (le C<sup>te</sup> DE), secrétaire perpétuel de l'Académie britannique des sciences et des arts, à Londres.

**MÉRITE-LONGCHAMP**, , membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

**MICHELET**, , ancien professeur au Collège de France, membre de l'Institut, etc.

**MORIÈRE**, secrétaire général de l'Association Normande, professeur d'Agriculture des départements du Calvados et de la Seine-Inférieure, etc, à Caen.

**MOURANT**, colonel de la milice, membre de la Société d'Agriculture de Jersey, à S<sup>t</sup>.-Hélier.

**MELSANT**, sous-bibliothécaire de la ville de Lyon, etc.

**NOËL AGNÈS**, , ancien sous-préfet, inspecteur de l'Association normande, à Cherbourg.

**PÉTRON**, professeur de logique au Lycée de Coutances.

**POTTIER** , bibliothécaire, membre de l'Académie de Rouen et de plusieurs autres Sociétés savantes, à Rouen.

**QUETELET**, directeur de l'observatoire de Bruxelles, secrétaire général de l'Académie royale de Belgique.

**RENAULT**, conseiller à la Cour impériale de Caen, inspecteur divisionnaire de l'Association normande, à Coutances.

**REUMME** (DE), capitaine d'artillerie, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Bruxelles.



**RICHARD** (du Cantal), ancien représentant du peuple, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris.

**RICHARD**, O ✱, préfet du Finistère, membre de plusieurs Sociétés académiques, à Quimper.

**ROBERGE**, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

**ROCQUANCOURT**, C ✱, colonel d'état-major en retraite, à Thorigny.

**ROGER**, ancien professeur à la Faculté des Lettres, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

**SAUVAGE** (Hippolyte), avocat, à Mortain.

**SOURDEVAL** (Ch. DE), secrétaire perpétuel de la Société académique, etc., à Tour.

**THÉRY**, O ✱, recteur de l'Académie de Clermont-Ferrand.

**THOMINE aîné**, ancien représentant, avocat, membre de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

**THOMINE**, missionnaire apostolique, etc., en Chine.

**TOCQUEVILLE** (Alexis DE), ✱, membre de l'Académie française. etc., à Tocqueville (Manche.)

**TRAVERS**, ancien Professeur à la Faculté des Lettres, secrétaire de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, etc., à Caen.

**TREBUTIEN**, sous-bibliothécaire, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Caen.

**TROLLEY** (Alfred), ✱, professeur à la Faculté de Droit, membre de la Société des Antiquaires de Normandie et de l'Association normande, à Caen.

**WOINEZ** (Charles), homme de lettres, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris

**YVART** O ✱, inspecteur-général des écoles vétérinaires et des bergeries nationales de France, etc., à Paris.

---

## TABLE DES MATIÈRES.

---

|                                                                                                                                                                              | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Bayeux à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle, par M. PEZET. . . . .                                                                                                          | II     |
| Procès-verbal de la séance générale du 28 juin 1856. —                                                                                                                       |        |
| Rapport sur la part prise au Concours agricole universel de<br>Paris par la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et<br>Belles-Lettres de Bayeux, par M. G. VILLERS. . . . . | 485    |
| Compte rendu des Concours agricoles de 1856. . . . .                                                                                                                         | 497    |
| Liste générale des Membres de la Société. . . . .                                                                                                                            | 517    |





La Bibliothèque  
Université d'Ottawa  
Echéance

The Library  
University of Ottawa  
Date Due

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|





a39003



002983335b

CE DC 0801

.B38P4 1856

COO PEZET, ROMAI BAYEUX A L

ACC# 1337124





| COLL | ROW | MODULE | SHELF | BOX | POS | C |
|------|-----|--------|-------|-----|-----|---|
| 333  | 04  | 03     | 06    | 13  | 06  | 8 |